60000335256
Annuaire statistique de la France
1988 (Ed. 89)
INSEE-BIBC S FRA 0001 2o

)4e VOLUME

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

RÉSULTATS DE 1988

1989

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

Source gallica.bnf.fr / INSEE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère de l'économie,
des finances et du budget

Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 PARIS CEDEX 14 - Tél. : (1) 45 40 12 12

94e VOLUME

RÉSULTATS DE 1988

Nouvelle série n° 36

ISBN 2-11-065338-8

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1989

Directeur de la publication : Jean-Claude MILLERON

Rédacteur en chef : Christiane LABORIE

Rédacteurs : C. KERGUELEN, M. REGNART, N. RISSEL

Secrétaire de fabrication : Christian MOREAU

© INSEE 1989

Avant-propos

Le développement de l'appareil d'observation statistique a entraîné, au cours des vingt dernières années, un accroissement important du volume de l'information statistique disponible; celle-ci est désormais diffusée par de multiples publications spécialisées, ainsi que sur de nouveaux supports tels que les microformes, les bandes magnétiques, ou les disquettes.

*La conception de l'*Annuaire statistique de la France *s'est progressivement adaptée à cette situation tout en s'efforçant de maintenir une très grande continuité dans le choix et la présentation des séries statistiques.*

*Fournir à l'utilisateur l'essentiel de l'information disponible ainsi que les moyens d'accéder à une information plus détaillée est le but recherché par l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque chapitre se compose donc :

— d'un commentaire technique nécessaire à la compréhension des données chiffrées;

— des résultats essentiels (séries annuelles, données d'enquêtes, comparaisons internationales...);

— de références documentaires permettant l'accès aux publications spécialisées, voire aux services statistiques eux-mêmes lorsqu'il s'agit de questions complexes.

De plus, le lecteur trouvera une liste d'organismes utiles à connaître :

— les observatoires économiques régionaux de l'INSEE, *auxquels il peut s'adresser pour consulter ou se procurer la totalité des résultats élaborés par l'INSEE, mais également les principaux résultats élaborés par les autres services statistiques;*

— les services statistiques spécialisés, *qui possèdent généralement un service d'information du public.*

*L'édition 1989 de l'*Annuaire statistique de la France *présente les données les plus récentes au moment de la constitution du manuscrit (troisième trimestre 1989). Près de deux séries sur trois portent sur six ans ou plus. L'année la plus récente est 1988 dans plus de la moitié des tableaux.*

D'une façon générale, l'annuaire fait état de résultats au niveau de la nation dans son ensemble et pour l'année dans son entier. Il est rappelé au lecteur que les résultats régionaux et départementaux se trouvent dans Statistiques et indicateurs des régions françaises *(INSEE - Résultats économie générale) d'une part, et dans les* Publications régionales de l'INSEE *d'autre part, et que les résultats infra-annuels sont régulièrement publiés dans le* Bulletin mensuel de statistique *et dans* Tendances de la conjoncture.

*
**

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Bien qu'il s'efforce constamment d'en accroître la qualité, cet ouvrage comporte encore certainement des lacunes et des imperfections; aussi accueillera-t-il bien volontiers les observations ou les suggestions dont pourraient tirer profit les prochaines éditions.

sommaire

Chapitre		Page
	A. GÉOGRAPHIE ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire	5
A.02	Climatologie	17
A.03	Environnement	23
	B. DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE	
		41
B.01	État de la population	57
B.02	Mouvement naturel	81
B.03	Mouvements migratoires	87
B.04	Nationalité	
	C. EMPLOI, SALAIRES ET REVENUS	
		93
C.01	Population active, emploi	121
C.02	Conditions de travail	133
C.03	Salaires et revenus	151
C.04	Protection sociale	
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	175
D.02	Logement	195
D.03	Santé, aide sociale	203
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	225
E.02	Culture	239
E.03.	Tourisme	259
E.04	Jeunesse et sports	271
E.05	Loisirs divers	281
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	291
F.02	Recherche et développement technologique	315
F.03	Propriété industrielle	323
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
G.01	Comptabilité nationale	331
G.02	L'appareil productif	345
G.03	Production industrielle	375
G.04	Mouvement économique	397
	H. PRIX	
H.01	Indices de prix à la consommation	409
H.02	Prix de détail	423
H.03	Indices de prix de gros, indices de prix de vente à la production	431
	I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	
I.01	Agriculture	453
I.02	Forêts	481
I.03	Pêche maritime	489
I.04	Industries agricoles et alimentaires	497
	J. ÉNERGIE	
J.01	Bilan de l'énergie	513
J.02	Charbon	521
J.03	Pétrole	527
J.04	Électricité	535
J.05	Gaz	543
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION	
K.01	Minerai de fer et sidérurgie	553
K.02	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	559
K.03	Minéraux divers et matériaux de construction	567
K.04	Verre et chimie	573
K.05	Fonderie et travail des métaux	583
K.06	Construction mécanique, électrique et électronique	589
K.07	Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique	601
K.08	Textiles et cuirs	611
K.09	Bois, papiers, imprimerie	625
K.10	Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses	635
K.11	Bâtiment, travaux publics	643
	L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	
L.01	Transports ferroviaires	657
L.02	Transports routiers	665
L.03	Transports de navigation intérieure	679
L.04	Transports maritimes	687
L.05	Transports aériens	699
L.06	Postes et télécommunications	709
	M. COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS	
M.01	Commerce intérieur	721
M.02	Services marchands rendus principalement aux entreprises	737
M.03	Services marchands à destination des ménages	749
M.04	Assurances	753
	N. FINANCES	
N.01	Monnaie, crédit, épargne	765
N.02	Marché financier, bourse	785
	O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS	
O.01	Commerce extérieur	795
O.02	Balance des paiements	819
	P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE	
P.01	Élections	833
P.02	Justice	837
P.03	Finances publiques	849

ANNEXES

	Page
• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
Avant-propos	III
Sommaire	IV
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	VI
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer	VII
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire	XII
Précisions d'ordre général	XVI
Signes conventionnels	XVI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	XVI
• *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Index alphabétique	1*
Liste des tableaux	9*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	21*
Les publications de l'INSEE	32*
Points d'information et vente	48*

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 45 40 12 12
Télécopie : 40 92 11 91 — Télex : INSEE 204924 F
Minitel 36-15, 36-16 INSEE
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 MALAKOFF — Téléphone : (1) 45 40 12 12

DIRECTEUR GÉNÉRAL : J.-C. MILLERON

Chargés de mission auprès du directeur général :
J. MERAUD, J. VACHER
Cabinet du directeur général : O. GARNIER
Relations avec la presse : J.-F. MOREAUX (1) 45 40 13 18

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	P. DUBOIS

Membres de l'Inspection : G. ADER, L. AMIEL, J.-M. CALLIES, G. LE HEGARAT, J. DE MARCILLAC, P. DE MIRIBEL, R. PADIEU, J.-M. REMPP

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	G. MAAREK
Secrétaire général adjoint	G. VALENTIN
Gestion des carrières	F. TURLOT, J. BEGUE
Mission du projet de service public	H. FAUCHEUX
Département de la programmation et de la gestion	M. HEBERT
Division plan de charge et suivi des travaux	F. PASCAUD
Département du personnel	F. MADINIER
Chef adjoint du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	A. BOUVY
Division gestion du personnel	E. DESFORGES
Division formation et perfectionnement	N...
Département des services généraux	M. SCHRANTZ
Division comptabilité générale	G. BROUSSOUS
Division matériel et immobilier	A. BREAS
Département de l'informatique	A. GOY
Chef adjoint du département	A.-M. ZAMPA
Division infrastructure	M. CHODORGE
Division projets internes et études	F. VENNAT
Division application	P. DUCHENE
Division aide	P. BRINDEJONT
Division gestion des moyens	C. MIKAELIAN
Unité LEDA 2	J.-C. CHAUMONT
Département des projets	G. RAULIN
Chef adjoint du département	J.-M. BEGUIN
Unité méthodes du développement	C. HARITI
Cellule d'ergonomie	R. LIONNET
Division techniques et organisation du travail	M. ALAMBRET
Division projets pour la diffusion, les synthèses et la coordination	V. PISANO
Division projets pour les statistiques d'entreprises et les répertoires	J.-L. JESTIN
Division projets pour la démographie et la gestion	N...
Division projets pour les recensements et les travaux connexes	M.-C. DUTERIEZ
Division projets pour l'emploi et les conditions de vie	G. GADEL

• **DIRECTION DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES**	J.-P. BEHMOIRAS
Département de la coordination statistique	J.-P. BEHMOIRAS
Division des relations avec les services statistiques des ministères	J.-F. DIVAY
Secrétariat du Conseil national de l'information statistique	B. BARTH
Département des normes statistiques et comptables	J.-E. CHAPRON
Division concepts et définitions comptables	P. MULLER
Division nomenclatures	M. BOEDA
Division systèmes d'informations des administrations	C. POULAIN
Département des relations internationales et de la coopération	J.-L. BODIN
Division des relations multilatérales et des affaires européennes	G. BANDERIER
Division des relations bilatérales et des programmes de coopération	A. AZOUVI
Division des études et méthodes statistiques pour le développement	M. BLANC

• **DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**	A. MOTHE
Division agriculture	B. TREGOUET
Division échanges extérieurs	A. CAILLAUD
Division statistiques financières	P. LE FILLATRE
Département répertoires et statistiques d'entreprises	N...
Adjoint au chef de département	P. POMMIER
Division répertoires des entreprises et des établissements	L. BREAS
Division statistiques structurelles des entreprises	B. CAMUS
Division prix de vente industriels	F. LEQUILLER
Division indicateurs conjoncturels d'activité	M.-H. TAMISIER
Département comptes nationaux	J. ALLAIN
Division synthèse générale des comptes nationaux	Y. ROBIN
Division synthèses relatives aux biens et services	M. BARGE
Division comptes et études de l'industrie	M. DEMOTES-MAINARD
Département des activités tertiaires	H. PICARD
Division commerce	C. LAGUZET
Division services	J.-P. TROGAN

• **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	C. SEIBEL
Division des méthodes statistiques et des sondages	J.-C. DEVILLE
Division des études sociales	A. FOUQUET
Département de la démographie	J. BOUDOUL
Division mouvement de la population et études démographiques	J.-C. LABAT
Division répertoires des personnes physiques	J. MORIN
Division recensements de la population	A. LERY
Division statistiques communales et locales	J. ANFRE
Département de l'emploi et des ressources des ménages	B. GRAIS
Division emploi	O. MARCHAND
Division revenus	D. VERGER
Division patrimoine des ménages	N...
Division exploitation des fichiers administratifs	J.-F. PONSOT
Département des conditions de vie et des prix de détail	A. SAGLIO
Division prix de détail	A. MARRET
Division logement	C. TAFFIN
Division conditions de vie des ménages	A. TROGNON

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	P. MAZODIER
Adjoints au directeur	M. DEVILLIERS P. L'HARDY
Département de la conjoncture	E. RAOUL
Division des enquêtes de conjoncture	S. LOLLIVIER
Division des comptes nationaux trimestriels	L. CRETIN
Division de l'information et des diagnostics conjoncturels	J.-P. FRAICHOT
Département des études économiques d'ensemble	M. GLAUDE
Division des modèles et projections de croissance	J. FAYOLLE
Division des études économiques	P. JOLY
Département de la recherche	A. MONFORT

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE**	P. SOUBIE
Départements moyens et méthodes de diffusion	P. BUFFET
Division des banques de données	F. FABRE
Division systèmes informatiques de diffusion	G. POUGETOUX
Division impression et commercialisation	M.-J. GOUET
Division documentation	B. CHEVALIER
Département édition et promotion des produits nationaux	C. BLUM
Coordination de l'édition	C. BLUM
Rédaction en chef d'économie et statistique	P. DOMERGUE
Division chiffres clés	T. de JOUVENCEL
Division promotion	J.-C. RENAUD
Département de l'action régionale	A. VIENOT
Division statistiques et études régionales	J.-P. LE GLEAU
Division coordination et assistance à l'action régionale	G. LANG
Observatoire économique de Paris	Y. LEMEL

• **ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE**	J. MAIRESSE

Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques d'outre-mer

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Direction régionale d'Alsace	**J. Aubouin.**	Cité administrative, Rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 88 84 22 62. Télex : 870756 INSEE STRBG. Télécopieur : 88 37 39 29.
Service des études régionales	B. Aubry	
Observatoire économique d'Alsace.....	J.-J. Wagner.	14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 Strasbourg Cedex, Tél. : 88 32 03 18. Télex : 870756 INSEE STRBG. Tél. : 88 22 43 53 (indices courants) et 88 32 03 18 (autres informations).
Direction régionale d'Aquitaine	**J. Hossenlopp.**	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 56 91 02 35. Télex : 570540 INSEE BORDX. Tél. : 56 91 84 90 (indices courants) et 56 91 89 90 (autres informations). Télécopieur : 56 92 75 37.
Service des études régionales	B. Bosschaert.	
Observatoire économique d'Aquitaine...	P. Cordier.	
Direction régionale d'Auvergne	**P. Delorme.**	3, place Charles-de-Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 73 36 03 50. Télex : 392785 INSEE CHAML. Tél. : 73 36 79 90 (indices courants) et 73 36 03 50 (autres informations).
Service des études régionales	H. de Fouchier.	
Observatoire économique d'Auvergne...	B. Nanot.	
Service régional de Basse-Normandie	**J.-L. Bellier.**	93, rue de Géole, 14037 Caen Cedex. Tél. : 31 85 33 11 (DR) et 31 85 35 70 (OE). Télex : 170332 INSEE CAEN.
Service des études régionales	P. Clairet.	
Observatoire économique de Basse-Normandie	D. Giorgi.	
Direction régionale de Bourgogne	**J.-F. Royer.**	Cité administrative Delaborde (DR), Immeuble Mercure (OE), Avenue Albert-1er, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 80 43 31 45. Télex : 350781 INSEE DIJON. Tél. : 80 45 28 34 (indices courants) et 80 43 31 45 (autres informations).
Service des études régionales	N...	
Observatoire économique de Bourgogne.	X. Berne.	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale de Bretagne	**L. Laurent.**	Immeuble « Le Colbert », 35-36, place du Colombier, BP 17, 35031 Rennes Cedex. Tél. : 99 29 33 33 (DR). Tél. : 99 29 33 66 (OE). Télex : 740756 INSEE RENNE. Télécopieur : 99 29 33 90.
Service des études régionales	A. Gely.	
Observatoire économique de Bretagne..	J. Beuchet.	
Direction régionale du Centre.....	**J. Breas.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 63 01 64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Service des études régionales	P. Berthelier.	
Observatoire économique du Centre....	Ch. Robinet.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 53 71 08. Télex : 760464 INSEE ORLNS. Tél. : 38 68 18 28 (indices courants), 38 53 71 08 (autres informations) et 38 54 65 65 (autres indices). Télécopieur : 38 63 70 18.
Direction régionale de Champagne - Ardenne	**L. Marciniak.**	1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex. Tél. : 26 88 24 12. Télex : 830896 INSEE REIMS.
Service des études régionales	F. Houssin.	
Observatoire économique de Champagne-Ardenne.....	P. Lesage.	
Service régional de la Corse.....	**J. Artiguebieille.**	1, résidence du Parc-Belvédère, 20000 Ajaccio. Tél. : 95 21 25 80. Télex : 460497 F. Télécopieur : 95 51 04 07. Tél. : 95 51 30 99 (indices courants).
Service des études régionales	A. Chauvet.	
Observatoire économique de la Corse ..	L. Cottencin.	
Service régional de Franche-Comté.....	**J. Jacob.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25042 Besançon Cedex. Tél. : 81 52 42 20. Télex : 360161 INSEE BESAN. Tél. : 81 52 03 33 (indices courants) et 81 52 42 20 (autres informations).
Service des études régionales	J. Hostein.	
Observatoire économique de Franche-Comté	S. Marchand.	
Direction régionale de la Haute-Normandie	**J. Garagnon.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 35 52 49 11. Télex : 180487 INSEE ROUEN. Tél. : 35 98 41 10 (indices courants) et 35 07 32 02 (autres informations).
Service des études régionales	N...	
Observatoire économique de Haute-Normandie	A. Prévot.	
Direction régionale d'Île-de-France.....	**A. Godinot.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : (1) 30 64 51 52. Télex : INSEE SQ 696392 F. Télécopieur : poste 2183.
Service des études régionales	G. Desplanques.	12, rue Boulitte, 75675 Paris Cedex 14. Tél. : (1) 40 44 10 10. Télex : 250970 F. Télécopieur : (1) 40 44 13 75.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Observatoire économique de Paris.....	Y. Lemel.	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12. Télex : 230541 INSEE OEP. Télécopieur : 43 42 58 43. Tél. : (1) 43 45 70 75 (indices courants), (1) 43 45 72 31 (indexations) et (1) 43 45 73 74 (autres informations).
Direction régionale du Languedoc - Roussillon	**Ph. Gounot.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 Montpellier Cedex. Tél. : 67 65 58 00. Télex : 490739 ORMONT MONPL. Télécopieur : 67 64 67 74. Tél. : 67 64 64 53 (indices courants) et 67 64 31 95 (autres informations).
Service des études régionales.....	G. Le Sage.	
Observatoire économique du Languedoc-Roussillon.....	J.-M. Calvat.	
Direction régionale du Limousin.....	**Y. Gueguen.**	29, rue Beyrand, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 55 79 26 25. Télex : 580790 INSEE LIMOG. Tél. : 55 32 99 09 (indices courants) et 55 79 26 25 (autres informations).
Service des études régionales.....	E. Mauvière.	
Observatoire économique du Limousin..	N. Planade.	
Direction régionale de Lorraine.....	**M. Petry.**	15, rue du Général-Hulot, Case officielle 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 83 27 03 27. Télex : 850834 INSEE NANCY. Télécopieur : 83 40 45 61. Tél. : 83 27 21 21 (indices courants).
Service des études régionales.....	C. Terrier.	
Observatoire économique de Lorraine...	Ch. Hilico.	
Direction régionale de Midi - Pyrénées.....	**F. Limet.**	36, rue des 36-Ponts, 31054 Toulouse Cedex. Tél. : 61 25 21 36. Télex : 530151 INSEE TLSE. Tél. : 61 36 61 36 (indices courants) et 61 25 21 36 (autres informations). Télécopieur : 61 25 32 70.
Service des études régionales.....	N...	
Observatoire économique de Midi-Pyrénées.....	G.-M. Grenier.	
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais.	**R. Nistri.**	10-12, rue du Bas-Jardin, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 20 52 65 02. Télex : 820562 INSEE LILLE.
Service des études régionales.....	F. Fontaine.	10-12, boulevard Vauban, 59800 Lille. Tél. : 20 30 89 87. Télex : 120160 OER LILL.
Observatoire économique du Nord-Pas-de-Calais.....	J. Lemattre.	
Direction régionale des Pays de la Loire.....	**G. Callais.**	76, rue Desaix, BP 1021, 44035 Nantes Cedex 01. Tél. : 40 41 75 75. Télex : 711150 INSEE NANTE.
Service des études régionales.....	J.-P. Grouthier.	5-6, boulevard Louis-Barthou, BP 1059, 44037 Nantes Cedex 01, Tél. : 40 41 75 75. Télex : 711125 INSEEOR NANTE. Tél. : 40 89 36 20 (indices courants) et 40 89 36 02 (autres informations).
Observatoire économique des Pays de la Loire.....	P. Mareschal.	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Service régional de Picardie	**J.-C. Sebag.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex. Tél. : 22 97 32 32 (DR) et 22 91 39 39 (OE). Télex : 140818 INSEE AMIEN. Tél. : 22 91 91 91 (indices courants) et 22 91 39 39 (autres informations).
Service des études régionales	J.-C. Hautcœur.	
Observatoire économique de Picardie	J. Dupont.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**P. Debreu.**	5, rue Sainte-Catherine, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR.
Service des études régionales	G. Decaudin.	3, rue du Puygareau, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR. Tél. : 49 88 38 70 (indices courants) et 49 88 38 71 et 72 (autres informations).
Observatoire économique de Poitou - Charentes	G. Constant.	
Direction régionale de Provence - Alpes - Côte d'Azur	**E. Cadiou.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 91 83 00 22. Télex : 420618 INSEE MARSL. Tél. : 91 78 01 95 (indices courants) et 91 83 00 22 (autres informations).
Service des études régionales	B. Tabuteau.	
Observatoire économique de Provence - Alpes - Côte d'Azur	A. de los Santos.	
Direction régionale Rhône - Alpes	**J. Rochas.**	165, rue Garibaldi, BP 3196 (OE) et BP 3184 (SER), 69401 Lyon Cedex 3. Tél. : 78 63 23 33. Télex : 380832 INSEE LYON. Tél. : 78 63 26 34 (indices courants) et 78 63 22 02 et 03 (autres informations).
Service des études régionales	F. Vinot.	
Observatoire économique Rhône - Alpes	B. Le Calvez.	
Centre national de gestion des publications	**S. Pacaud.**	INSEE CNGP, BP 2718, 80027 Amiens Cedex. Tél. : 22 92 73 22. Télex : 150811 F.

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Service interrégional Antilles - Guyane	**A. Tranap.**	INSEE, BP 863, 97175 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : (590) 83 42 20. Télex : 919912 GL. Télécopieur : 19 590 83 89 25.
Service régional de la Guadeloupe	**R. Morizur.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre. Tél. : (590) 81 17 86. Télex : 919915 GLSDGUAP.
Service régional de la Guyane	**N. Levesques.**	INSEE, BP 6017, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : (594) 31 45 87. Télex : INSEGY 910344 FG.
Service régional de la Martinique	**J. Gaillard.**	INSEE, BP 605, Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, 97261 Fort-de-France Cedex. Tél. : (596) 61 60 88. Télex : 912394 MR-SDMART.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Service régional de la Réunion	**M. Jacod.**	INSEE, 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Tél. : (262) 29 52 70. Télex : 916405 RE. Télécopieur : 19 262 29 37 73.
Service des études régionales.....	J.-P. Colliez.	
Observatoire économique de la Réunion.	G. Le Cointre.	INSEE, 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Tél. : (262) 29 51 57. Télex : 916405 RE.

III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie	**Ph. Maesse.**	INSEE, BP 823, Nouméa Cedex.
Institut territorial de la statistique de Polynésie française	**C. Durand.**	INSEE, BP 395, Papeete Tahiti.

Principales nomenclatures utilisées dans l'Annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'*Annuaire statistique de la France,* quelques informations sommaires sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

En effet, l'élaboration d'une nomenclature destinée à structurer des informations économiques ou sociales représente, au-delà de la formulation explicite des principes de base retenus, un double compromis :

— compromis entre l'adaptation parfaite à un objectif déterminé et la nécessité de pouvoir utiliser le même outil pour d'autres usages — nature différente des unités statistiques prises en compte ou des informations quantifiées recueillies, influence des réseaux de collecte des données...;

— compromis entre la finesse et la précision de la description qui conduirait à une multiplication de classes contenant chacune peu d'unités et la nécessité de disposer d'une information synthétique, ce qui pousse souvent à réunir des objets dissemblables dans une même classe parce que leur nombre est relativement faible.

A. Nomenclature d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.* — Elle est en vigueur depuis le 1er janvier 1974. Elle met face à face la nomenclature des activités économiques regroupées en 600 postes et celle des produits et services relevant de ces activités. Elle est disponible sous la forme de deux brochures, l'une comprenant un index analytique, l'autre un index alphabétique :

— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris, et dans les observatoires économiques régionaux.

Linge
un partenaire au compte
UNE PRÉSENCE DANS VOTRE RÉGION

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité (1), branches ou produits. À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S :

— cette nomenclature est publiée dans le volume des Collections de l'INSEE C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980).

3. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP).* Subdivision des classes 00 à 54 et 56 de la Nomenclature de produits. Sert de cadre pour la présentation de l'ensemble des données concernant les produits : production, commerce extérieur (2) :

— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.

4. *Nomenclature d'activité du Répertoire (NAR).* — Nomenclature dérivée de la NAP et adaptée aux textes réglementaires concernant les entreprises artisanales :

— disponible dans les chambres des métiers.

5. *Nomenclature de produits pour les statistiques douanières.* — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises remplace la nomenclature du Conseil de coopération douanière (NCCD). Le nouveau système permet d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur. Dans ce cadre, une nouvelle *nomenclature générale des produits* (NGP 9) a été élabcrée par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au Centre de renseignements de la DGDDI, 182, rue Saint-Honoré, 75056 Paris RP.

6. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente au Centre d'informations des Nations-Unies, 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

7. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Service d'information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

8. *Nomenclature de la consommation des ménages. « Fonctions »* et *« durabilité » :*

- Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,
- Publiées chaque année en *collection,* série M, « La consommation des ménages en... » (vers juin), puis en INSEE - Résultats.

B. Nomenclature des métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Nomenclature des emplois,* ministère du Travail, INSEE, 1970. — Utilisée pour les diverses statistiques sur les emplois :

— disponible dans les observatoires régionaux.

2. *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE, 1975 (6e édition). — Publié dans la collection « Nomenclatures et codes » :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

3. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS), INSEE, 1982. — Appliquée dès le Recensement de la population de 1982, elle remplace les

1. Voir définition chapitre G03.
2. Le texte complet, avec notes explicatives, a été publié en 1987.

diverses nomenclatures utilisées jusque-là pour la description de la population *(Code des métiers, Code des catégories socioprofessionnelles, etc.);* elle comprend un index alphabétique et un index analytique :

— deux brochures éditées dans la collection « Nomenclatures et codes »; disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

C. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 + rectificatif 1989). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.

Il comprend :

- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les observatoires économiques régionaux.

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du ministère des Finances et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

F. Méthodes d'élaboration des comptes nationaux

Ces documents regroupent l'ensemble des méthodes d'élaboration et cadres de présentation des comptes nationaux :

- *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1971), INSEE, 1976;
- *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1980), Collections de l'INSEE, n° C 140-141.

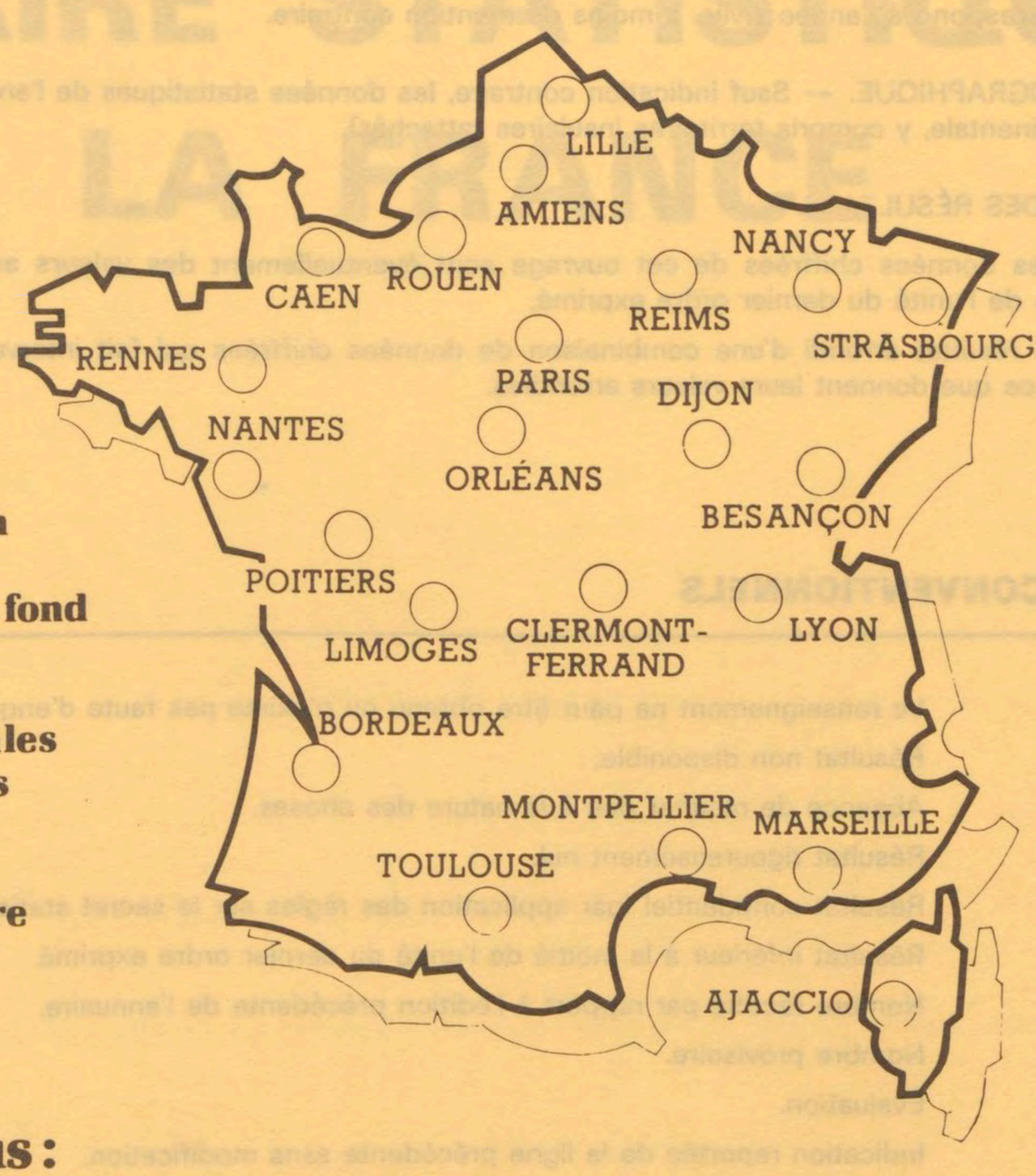
— En vente dans les observatoires économiques régionaux.

L'insee

un partenaire qui compte

UNE PRÉSENCE DANS VOTRE RÉGION

Dans chaque observatoire économique régional :



- **Un service d'information**
- **Un bureau de vente**
- **La consultation de notre fond documentaire et de nos banques de données**
- **Les publications régionales**
- **Des fichiers sur supports magnétiques**
- **Des exploitations informatiques sur mesure**

Pour en savoir plus : consultez l'observatoire économique de votre région ou...

...TAPEZ 36.15 code INSEE

D110

insee **Institut National de la Statistique et des Études Économiques**

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, à moins de mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire*;
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en annexe);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Géographie et environnement

Chapitre A.01

Territoire

1. Métropole et départements d'outre-mer

2. Territoires d'outre-mer

1. Métropole et départements d'outre-mer

11. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.

Ces données essentielles sont complétées par les tableaux du présent chapitre et les indications données :

— au chapitre *climatologie,* en ce qui concerne la situation géographique et l'altitude de certaines stations météorologiques;

— au chapitre *agriculture,* en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation;

— au chapitre *état de la population,* en ce qui concerne la population des principales communes et des unités urbaines des départements d'outre-mer.

12. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'*Institut géographique national* mais ne descendant pas, actuellement, au-dessous de l'arrondissement; la superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des impôts (*services du cadastre*) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont été retenus dans le présent annuaire avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

13. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats officiels du recensement général de la population de 1982. Ces résultats ont été authentifiés par les décrets n° 82-1219 du 31 décembre 1982 et n° 83-70 du 2 février 1983.

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population *municipale* et en population *comptée à part* (celle qui vit dans certaines collectivités).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 81-415 du 28 avril 1981 prescrivant l'exécution du recensement de 1982, en métropole et dans les départements d'outre-mer) résidant dans des établissements situés dans la commune :

• *Catégorie I*

Militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernements, camps ou assimilés; élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, grandes écoles, écoles spéciales, séminaires et tous établissements publics ou privés avec internat.

Personnes en traitement dans les sanatoriums, les préventoriums et les aériums; personnels logés sur des chantiers temporaires.

• *Catégorie II*

Personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques.

• *Catégorie III*

Détenus dans les maisons d'arrêt et de correction, les maisons centrales et centres pénitentiaires; mineurs confiés à un établissement public ou privé d'éducation surveillée; personnes recueillies dans les centres d'hébergement et centres d'accueil.

Le décret précité du 28 avril 1981 spécifie que les personnes de la catégorie I ci-dessus qui ont une *résidence personnelle* doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des *doubles comptes* (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur établissement). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— *la population légale* des communes, qui comprend les deux parties *a.* et *b.*; c'est cette population qui figure dans le tableau 3 pour les chefs-lieux de département, ainsi que dans les tableaux 4 et 6;

— *la population sans doubles comptes,* qui comprend seulement la partie *b.* et qui, par addition, donne notamment la population des régions (tableau 1), des départements (tableau 3), des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain (tableaux 5 et 7).

14. Détermination de zones géographiques particulières

En vue de la publication des résultats des recensements de la population et de diverses enquêtes, l'INSEE procède à la délimitation de zones géographiques particulières, constituées d'ensembles de communes.

141. Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982.

142. Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975 et 1982.

2. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1985 pour Mayotte, 1983 pour la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna, 1988 pour la Polynésie française.

* * *

LA FRANCE ADMINISTRATIVE

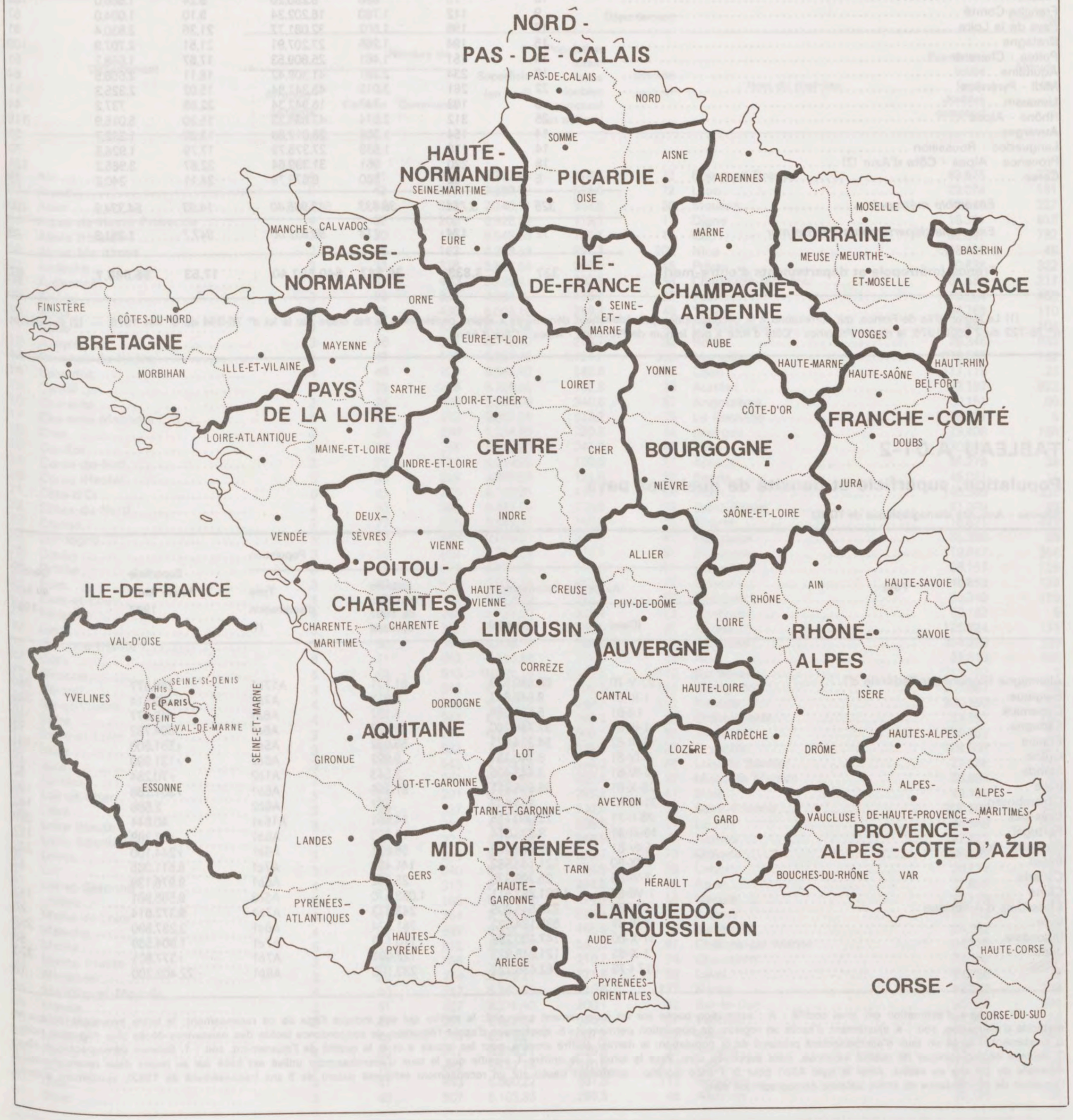


TABLEAU A.01-1

Subdivisions, superficie et population des régions

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); INSEE (recensement de la population de 1982)

Région	Nombre de :			Superficie (en km²)		Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes	Totale	Moyenne par commune		
Ile-de-France (1)	22	284	1.281	12.012,27	9,38	10.073,1	839
Champagne - Ardenne	15	143	1.903	25.605,75	13,46	1.345,9	53
Picardie	13	127	2.293	19.399,46	8,46	1.740,3	90
Haute-Normandie	6	110	1.421	12.317,42	8,67	1.655,4	134
Centre	19	192	1.841	39.150,94	21,27	2.264,2	58
Basse-Normandie	11	140	1.808	17.589,32	9,73	1.351,0	77
Bourgogne	15	169	2.040	31.581,96	15,48	1.596,1	51
Nord - Pas-de-Calais	13	137	1.550	12.414,09	8,01	3.932,9	317
Lorraine	19	148	2.303	23.547,40	10,22	2.319,9	99
Alsace	13	75	896	8.280,20	9,24	1.566,0	189
Franche-Comté	9	112	1.780	16.202,34	9,10	1.084,0	67
Pays de la Loire	17	198	1.502	32.081,77	21,36	2.930,4	91
Bretagne	15	194	1.265	27.207,91	21,51	2.707,9	100
Poitou - Charentes	14	151	1.461	25.809,53	17,67	1.568,2	61
Aquitaine	18	234	2.281	41.308,42	18,11	2.656,5	64
Midi - Pyrénées	22	281	3.019	45.347,94	15,02	2.325,3	51
Limousin	8	103	747	16.942,34	22,68	737,2	44
Rhône - Alpes	25	312	2.874	43.698,23	15,20	5.015,9	115
Auvergne	14	154	1.308	26.012,89	19,89	1.332,7	51
Languedoc - Roussillon	14	178	1.539	27.375,79	17,79	1.926,5	70
Provence - Alpes - Côte d'Azur (2)	18	220	961	31.399,64	32,67	3.965,2	126
Corse	5	52	360	8.679,79	24,11	240,2	28
Ensemble métropole	*325*	*3.714*	*36.433*	*543.965,40*	*14,93*	*54.334,9*	*100*
Ensemble départements d'outre-mer	*12*	*124*	*114*	*96.632,00*	*847,7*	*1.251,8*	*13*
France (métropole et départements d'outre-mer)	**337**	**3.838**	**36.547**	**640.597,40**	**17,53**	**55.586,7**	**87**

(1) La région d'Ile-de-France, qui correspond à la circonscription précédemment dénommée « région parisienne », a été créée par la loi n° 76-394 du 6 mai 1976. — (2) Par décret n° 76-722 du 2 août 1976, la région Provence - Côte d'Azur a pris le nom de Provence - Alpes - Côte d'Azur.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays

Sources : Annuaire démographique de l'ONU

Pays	Population				Superficie totale (km²) 1987	Densité au km² 1987
	Au dernier recensement		Estimée au milieu de 1987 (milliers)	Type d'estimation (1)		
	(Date)	(Unités)				
Allemagne (République fédérale d')	27-V-70	60.650.599	61.171	A17*b*1	248.577	246
Belgique	1-III-81	9.848.647	9.918	A7*b*1	*r*30.514	325
Danemark	1-I-81	5.123.989	5.127	A6*a*1	*r*43.077	119
Espagne	1-III-81	37.746.260	38.832	A6*c*1	504.782	77
France	4-III-82	54.334.871	55.632	A5*b*1	*r*551.500	101
Grèce	5-IV-81	9.740.151	9.992	A6*b*2	*r*131.990	76
Irlande	5-IV-81	3.443.405	3.543	A1*b*2	*r*70.284	50
Italie	25-X-81	56.556.911	57.355	A6*b*1	*r*301.268	190
Luxembourg	31-III-81	364.602	367	A6*b*2	2.586	142
Pays-Bas	28-II-71	13.060.115	14.661	A16*a*1	40.844	359
Portugal	16-III-81	9.833.014	10.350	A6*b*1	*r*92.389	112
Royaume-Uni	5-IV-81	55.678.079	56.891	A6*b*1	*r*244.100	233
Brésil	1-IX-80	121.148.582	141.452	A7*c*1	8.511.965	17
Canada	3-VI-86	25.309.330	25.652	A6*b*1	9.976.139	3
Chine	1-VII-82	1.031.882.511	1.088.570	A5*c*3	9.596.961	113
États-Unis d'Amérique	1-IV-80	226.545.805	243.773	A7*b*1	9.372.614	26
Inde	1-III-81	685.184.692	781.374	A6*c*1	3.287.590	238
Indonésie	31-X-80	147.490.298	170.179	A7*c*1	1.904.569	89
Japon	1-X-85	121.048.923	122.091	A7*b*1	*r*377.801	323
URSS	17-I-79	262.436.227	283.100	A8*b*1	22.402.200	13

(1) Le type d'estimation est ainsi codifié : A : estimation basée sur un recensement exhaustif; le chiffre qui suit indique l'âge de ce recensement; la lettre minuscule indique la méthode d'estimation, soit : *a.* ajustement d'après un registre de population permanent; *b.* ajustement d'après l'équation de concordance (solde des naissances-décès plus migration nette; *c.* ajustement d'après un taux d'accroissement présumé de la population; le dernier chiffre montre, pour les lettres *a* et *b*, la qualité de l'ajustement, soit : 1. Balance démographique sûre; 2. Balance démographique de qualité inconnue, mais supposée sûre. Pour la lettre *c*, le chiffre 1 signifie que le taux d'accroissement utilisé est basé sur au moins deux recensements à intervalle de dix ans au moins. Ainsi le type A5*b*1 pour la France signifie : estimation basée sur un recensement exhaustif datant de 5 ans (recensement de 1982); ajustement d'après l'équation de concordance et, enfin, balance démographique sûre.

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1982)

	Département	Département						Chef-lieu		
		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
		Arrondissements	Cantons	Communes						
01	Ain	4	41	419	5.762,44	418,5	73	Bourg-en-Bresse	43.675	227
02	Aisne	5	42	817	7.369,12	534,0	72	Laon	29.074	181
03	Allier	3	34	320	7.340,11	369,6	50	Moulins	25.548	227
04	Alpes-de-Haute-Provence	4	32	200	6.925,22	119,1	17	Digne	16.391	618
05	Alpes (Hautes-)	2	30	175	5.548,68	105,1	19	Gap	32.097	782
06	Alpes-Maritimes	2	46	163	4.298,58	881,2	205	Nice	338.486	46
07	Ardèche	3	33	338	5.528,64	268,0	48	Privas	10.638	322
08	Ardennes	4	37	460	5.229,41	302,3	58	Charleville-Mézières	61.588	217
09	Ariège	3	20	332	4.889,92	135,7	28	Foix	10.064	455
10	Aube	3	32	430	6.004,16	289,3	48	Troyes	64.769	110
11	Aude	3	34	437	6.138,98	280,7	46	Carcassonne	42.450	104
12	Aveyron	3	46	304	8.735,12	278,7	32	Rodez	26.346	633
13	Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.724,2	339	Marseille	878.689	162
14	Calvados	4	48	704	5.547,92	589,6	106	Caen	117.119	26
15	Cantal	3	26	258	5.725,98	162,8	28	Aurillac	33.197	622
16	Charente	3	35	405	5.955,99	340,8	57	Angoulême	50.151	96
17	Charente-Maritime	5	45	472	6.863,75	513,2	75	La Rochelle	78.231	8
18	Cher	2	35	290	7.234,99	320,2	44	Bourges	79.408	156
19	Corrèze	3	36	286	5.856,83	241,4	41	Tulle	20.642	214
2A	Corse-du-Sud	2	22	124	4.014,22	108,6	27	Ajaccio	55.279	38
2B	Corse (Haute)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	45.081	15
21	Côte-d'Or	3	43	705	8.763,21	473,5	54	Dijon	145.569	338
22	Côtes-du-Nord	4	52	369	6.877,55	538,9	78	Saint-Brieuc	51.399	89
23	Creuse	2	27	260	5.565,38	140,0	25	Guéret	16.621	445
24	Dordogne	4	50	555	9.060,01	377,4	42	Périgueux	35.392	99
25	Doubs	3	35	592	5.233,64	477,2	91	Besançon	119.687	368
26	Drôme	3	35	371	6.529,95	389,8	60	Valence	68.157	128
27	Eure	3	40	676	6.039,74	462,3	77	Évreux	48.653	139
28	Eure-et-Loir	4	29	402	5.879,95	362,8	62	Chartres	39.243	158
29	Finistère	4	49	283	6.733,00	828,4	123	Quimper	60.162	6
30	Gard	3	45	353	5.852,90	530,5	91	Nîmes	129.924	114
31	Garonne (Haute-)	3	50	587	6.309,34	824,5	131	Toulouse	354.289	139
32	Gers	3	31	462	6.256,82	174,2	28	Auch	25.543	166
33	Gironde	5	63	543	10.000,14	1.127,5	113	Bordeaux	211.197	7
34	Hérault	3	45	343	6.101,01	706,5	116	Montpellier	201.067	44
35	Ille-et-Vilaine	4	51	352	6.774,72	749,7	111	Rennes	200.390	54
36	Indre	4	26	247	6.790,63	243,2	36	Châteauroux	53.967	158
37	Indre-et-Loire	3	33	277	6.126,70	506,1	83	Tours	136.483	55
38	Isère	3	50	532	7.431,44	936,8	126	Grenoble	159.503	247
39	Jura	3	34	543	4.999,18	242,9	49	Lons-le-Saunier	21.886	258
40	Landes	2	30	331	9.242,60	297,4	32	Mont-de-Marsan	30.894	43
41	Loir-et-Cher	3	28	291	6.343,44	296,2	47	Blois	49.422	102
42	Loire	3	39	327	4.780,59	739,5	155	Saint-Étienne	206.688	540
43	Loire (Haute-)	3	33	260	4.977,14	205,9	41	Le Puy	25.968	686
44	Loire-Atlantique	4	56	221	6.815,38	995,5	146	Nantes	247.227	19
45	Loiret	3	41	334	6.775,23	535,7	79	Orléans	105.589	116
46	Lot	3	30	340	5.216,53	154,5	30	Cahors	20.774	124
47	Lot-et-Garonne	4	39	313	5.360,91	298,5	56	Agen	32.893	43
48	Lozère	2	25	185	5.166,88	74,3	14	Mende	12.113	739
49	Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	675,3	94	Angers	141.143	47
50	Manche	4	52	597	5.938,02	465,9	78	Saint-Lô	24.792	33
51	Marne	5	42	618	8.161,58	543,6	67	Châlons-sur-Marne	54.359	151
52	Marne (Haute-)	3	32	395	6.210,60	210,7	34	Chaumont	29.552	324
53	Mayenne	3	30	259	5.175,21	271,8	53	Laval	53.766	75
54	Meurthe-et-Moselle	4	40	587	5.240,95	716,8	137	Nancy	93.307	279
55	Meuse	3	31	482	6.216,40	200,1	32	Bar-le-Duc	20.029	271
56	Morbihan	3	42	261	6.822,64	590,9	87	Vannes	45.397	18
57	Moselle	9	46	718	6.216,27	1.007,2	162	Metz	118.502	262
58	Nièvre	4	30	312	6.816,71	239,6	35	Nevers	44.777	201
59	Nord	6	76	652	5.742,74	2.520,5	439	Lille	174.039	24
60	Oise	4	41	693	5.860,22	661,8	113	Beauvais	54.147	71
61	Orne	3	40	507	6.103,38	295,5	48	Alençon	32.526	136

TABLEAU A.01-3 (*suite et fin*)

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1982)

Département		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Chef-lieu		
		Arrondissements	Cantons	Communes				Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
62	Pas-de-Calais	7	61	898	6.671,35	1.412,4	212	Arras	45.364	67
63	Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	594,4	75	Clermont-Ferrand	151.092	407
64	Pyrénées-Atlantiques	3	52	539	7.644,76	555,7	73	Pau	85.766	207
65	Pyrénées (Hautes-)	3	34	475	464,04	227,9	51	Tarbes	54.055	312
66	Pyrénées-Orientales	3	29	221	4.116,02	334,6	81	Perpignan	113.646	60
67	Rhin (Bas-)	7	44	519	4.755,03	915,7	193	Strasbourg	252.264	284
68	Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	650,4	184	Colmar	63.764	261
69	Rhône	2	47	293	3.249,12	1.445,2	445	Lyon	418.476	225
70	Saône (Haute-)	2	29	545	5.360,08	232,0	43	Vesoul	20.269	235
71	Saône-et-Loire	5	56	573	8.574,69	571,9	67	Mâcon	39.866	184
72	Sarthe	3	40	376	6.205,99	504,8	81	Le Mans	150.331	77
73	Savoie	3	34	304	6.028,25	323,7	54	Chambéry	54.896	269
74	Savoie (Haute-)	4	33	290	4.387,80	494,5	113	Annecy	51.593	454
75	Ville de Paris	1	20	1	105,40	2.176,2	20.647	Paris	2.188.918	60
76	Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.193,0	190	Rouen	105.083	22
77	Seine-et-Marne	3	37	514	5.915,29	887,1	150	Melun	36.218	70
78	Yvelines	4	38	262	2.284,43	1.196,1	524	Versailles	95.240	184
79	Sèvres (Deux-)	3	33	303	5.999,35	342,8	57	Niort	60.230	29
80	Somme	4	44	783	6.170,12	544,6	88	Amiens	136.358	36
81	Tarn	2	42	324	5.757,89	339,3	59	Albi	48.341	169
82	Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	190,5	51	Montauban	53.147	96
83	Var	3	41	153	5.972,54	708,3	119	Toulon	181.405	10
84	Vaucluse	3	24	151	3.567,13	427,3	120	Avignon	91.474	55
85	Vendée	3	31	282	6.719,59	483,0	72	La Roche-sur-Yon	48.156	73
86	Vienne	3	38	281	6.990,44	371,4	53	Poitiers	82.884	118
87	Vienne (Haute-)	3	40	201	5.520,13	355,7	64	Limoges	144.082	287
88	Vosges	3	31	516	5.873,78	395,8	67	Épinal	40.954	365
89	Yonne	3	40	450	7.427,35	311,0	42	Auxerre	41.164	122
90	Belfort (Territoire de)	1	14	100	609,44	132,0	217	Belfort	52.739	429
91	Essonne	3	35	196	1.804,40	988,0	548	Évry	29.578	65
92	Hauts-de-Seine	3	40	36	175,61	1.387,0	7.898	Nanterre	90.371	40
93	Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.324,3	5.607	Bobigny	42.727	48
94	Val-de-Marne	3	39	47	245,03	1.193,7	4.871	Créteil	71.705	45
95	Val-d'Oise	3	35	185	1.245,91	920,6	739	Pontoise	29.411	52
97-1	Guadeloupe	3	36	34	1.780,00	328,4	184	Basse-Terre	13.796	50
97-2	Martinique	3	36	34	1.100,00	328,6	299	Fort-de-France	100.663	144
97-3	Guyane	2	16	20	91.000,00	73,0	1	Cayenne	38.135	8
97-4	Réunion	4	36	24	2.510,00	515,8	206	Saint-Denis	109.588	10
97-5	Saint-Pierre-et-Miquelon	—	—	2	242,00	6,0	25	Saint-Pierre	5.415	3

TABLEAU A.01-4

Communes de plus de 50.000 habitants. Métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1982)

Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)	Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.188.918	20.647	53	62	Calais	76.935	2.284
2	13	Marseille	878.689	3.634	54	94	Champigny-sur-Marne	76.260	6.741
3	69	Lyon	418.476	8.630	55	93	Aulnay-sous-Bois	76.032	4.691
4	31	Toulouse	354.289	2.942	56	59	Dunkerque	73.618	1.958
5	06	Nice	338.486	4.687	57	06	Cannes	72.787	3.683
6	67	Strasbourg	252.264	3.178	58	94	Créteil	71.705	6.272
7	44	Nantes	247.227	3.690	59	92	Asnières-sur-Seine	71.220	14.746
8	33	Bordeaux	211.197	4.217	60	44	Saint-Nazaire	68.947	1.461
9	42	Saint-Étienne	206.688	2.563	61	26	Valence	68.157	1.809
10	34	Montpellier	201.067	3.467	62	93	Aubervilliers	67.775	11.757
11	76	Le Havre	200.411	4.247	63	02	Saint-Quentin	65.067	2.818
12	35	Rennes	200.390	3.863	64	69	Vénissieux	64.982	4.227
13	51	Reims	181.985	3.779	65	10	Troyes	64.769	4.817
14	83	Toulon	181.405	4.188	66	56	Lorient	64.675	3.579
15	59	Lille	174.039	6.636	67	92	Rueil-Malmaison	64.545	4.314
16	29	Brest	160.355	3.152	68	92	Neuilly-sur-Seine	64.450	17.204
17	38	Grenoble	159.503	8.640	69	68	Colmar	63.764	939
18	63	Clermont-Ferrand	151.092	3.454	70	06	Antibes	63.248	2.374
19	72	Le Mans	150.331	2.797	71	08	Charleville-Mézières	61.588	1.866
20	21	Dijon	145.569	3.488	72	79	Niort	60.230	853
21	87	Limoges	144.082	1.813	73	93	Drancy	60.224	7.756
22	49	Angers	141.143	3.186	74	29	Quimper	60.162	674
23	37	Tours	136.483	3.848	75	92	Courbevoie	59.931	14.348
24	80	Amiens	136.358	2.655	76	59	Villeneuve-d'Ascq	59.868	2.168
25	30	Nîmes	129.924	768	77	83	La Seyne-sur-Mer	58.146	2.601
26	13	Aix-en-Provence	124.550	652	78	71	Chalon-sur-Saône	57.967	3.692
27	25	Besançon	119.687	1.741	79	49	Cholet	56.528	635
28	57	Metz	118.502	2.724	80	94	Ivry-sur-Seine	55.948	9.131
29	69	Villeurbanne	118.330	7.986	81	2A	Ajaccio	55.279	659
30	14	Caen	117.119	4.438	82	73	Chambéry	54.896	2.545
31	68	Mulhouse	113.794	5.057	83	92	Antony	54.668	5.712
32	66	Perpignan	113.646	1.641	84	51	Châlons-sur-Marne	54.359	1.963
33	45	Orléans	105.589	3.738	85	60	Beauvais	54.147	1.570
34	76	Rouen	105.083	4.768	86	65	Tarbes	54.055	3.354
35	92	Boulogne-Billancourt	102.595	16.626	87	19	Brive-la-Gaillarde	54.032	1.060
36	59	Roubaix	101.886	7.680	88	36	Châteauroux	53.967	2.034
37	54	Nancy	99.307	6.417	89	92	Levallois-Perret	53.777	22.199
38	59	Tourcoing	97.121	6.380	90	53	Laval	53.766	1.472
39	95	Argenteuil	96.045	5.537	91	95	Sarcelles	53.732	6.347
40	78	Versailles	95.240	3.495	92	82	Montauban	53.147	375
41	93	Montreuil	93.394	10.467	93	94	Fontenay-sous-Bois	53.019	9.431
42	84	Avignon	91.474	1.376	94	33	Mérignac	52.785	1.065
43	93	Saint-Denis	91.275	7.349	95	90	Belfort	52.739	3.007
44	92	Nanterre	90.371	7.266	96	94	Villejuif	52.488	9.822
45	94	Vitry-sur-Seine	85.820	7.306	97	03	Montluçon	51.765	2.415
46	64	Pau	85.766	2.659	98	74	Annecy	51.593	3.660
47	86	Poitiers	82.884	1.884	99	94	Maisons-Alfort	51.591	9.492
48	94	Saint-Maur-des-Fossés	80.954	7.183	100	22	Saint-Brieuc	51.399	2.200
49	18	Bourges	79.408	1.112	101	13	Arles	50.772	67
50	92	Colombes	78.783	10.087	102	33	Pessac	50.543	1.295
51	34	Béziers	78.477	803	103	93	Épinay-sur-Seine	50.314	11.010
52	17	La Rochelle	78.231	2.668	104	16	Angoulême	50.151	2.114

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

N° d'ordre	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1982 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	335	Paris	8.706.963	3.766
2	*	753	84	Lyon	1.220.844	1.494
3	13	701	28	Marseille	1.110.511	1.337
4	59	702	55	Lille-partie française	936.295	2.420
5	33	701	40	Bordeaux	640.012	792
6	31	701	47	Toulouse	541.271	936
7	44	701	19	Nantes	464.857	1.022
8	06	702	17	Nice	449.496	2.011
9	83	701	18	Toulon	410.393	884
10	38	701	32	Grenoble	392.021	1.304
11	76	702	29	Rouen	379.879	1.538
12	67	701	16	Strasbourg-partie française	373.470	2.184
13	59	701	57	Valenciennes-partie française	349.505	784
14	62	701	36	Lens	327.383	1.220
15	42	701	15	Saint-Étienne	317.228	1.497
16	54	701	29	Nancy	306.982	1.215
17	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	295.525	866
18	37	701	20	Tours	262.786	714
19	*	752	61	Béthune	258.383	678
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	256.189	1.417
21	76	701	13	Le Havre	254.595	1.758
22	35	701	8	Rennes	234.418	1.367
23	34	701	6	Montpellier	221.307	2.182
24	68	701	17	Mulhouse	220.613	1.139
25	45	701	19	Orléans	220.478	762
26	21	701	12	Dijon	215.865	1.480
27	*	751	31	Douai	202.366	1.001
28	29	701	7	Brest	201.145	1.009
29	51	601	5	Reims	199.388	2.501
30	49	601	10	Angers	195.859	1.014
31	*	655	12	Dunkerque	195.705	1.053
32	72	601	10	Le Mans	191.080	1.022
33	57	602	18	Metz	186.437	1.269
34	14	601	16	Caen	183.526	1.539
35	*	654	13	Avignon	174.264	610
36	87	601	7	Limoges	171.689	861
37	78	601	23	Mantes-la-Jolie	170.265	1.094
38	80	601	10	Amiens	154.498	1.381
39	57	601	12	Thionville	138.034	935
40	66	601	6	Perpignan	137.915	1.178
41	30	601	4	Nîmes	132.343	656
42	64	601	14	Pau	131.265	822
43	44	601	10	Saint-Nazaire	130.271	464
44	25	602	21	Montbéliard	128.194	914
45	*	653	12	Bayonne	127.477	727
46	13	601	2	Aix-en-Provence	126.552	612
47	10	601	14	Troyes	125.240	1.190
48	25	601	7	Besançon	120.772	1.244
49	*	652	23	Hagondange-Briey	119.669	688
50	74	601	12	Annecy	112.632	828
51	*	651	6	Valence	106.041	961
52	59	601	15	Maubeuge-partie française	105.714	897
53	56	601	4	Lorient	104.025	1.256
54	16	601	15	Angoulême	103.552	644
55	86	601	7	Poitiers	103.204	705
56	17	601	7	La Rochelle	102.143	1.249
57	62	601	7	Calais	100.823	739
58	57	501	14	Forbach-partie française	99.606	1.113
59	62	503	9	Boulogne-sur-Mer	98.566	1.159
60	73	501	15	Chambéry	96.163	720
61	18	501	4	Bourges	92.202	670
62	50	501	6	Cherbourg	85.485	1.247
63	22	501	6	Saint-Brieuc	83.900	712
64	60	503	11	Creil	82.505	1.000
65	77	502	8	Melun	82.479	1.601
66	68	501	6	Colmar	82.468	646
67	42	502	10	Saint-Chamond	82.059	612
68	42	501	9	Roanne	81.786	666
69	34	502	3	Béziers	81.347	650
70	62	502	12	Arras	80.477	995
71	71	502	10	Chalon-sur-Saône	78.064	886
72	65	501	8	Tarbes	78.056	1.062
73	28	501	8	Chartres	77.795	1.201
74	*	556	14	Belfort	76.221	939
75	13	501	3	Martigues	72.316	631
76	*	555	14	Genève (Suisse) — Annemasse-partie française	72.242	730
77	02	501	4	Saint-Quentin	71.887	1.761
78	30	501	11	Alès	70.180	378
79	03	502	6	Montluçon	67.963	576
80	08	501	7	Charleville-Mézières	67.694	952
81	36	501	4	Châteauroux	66.851	387
82	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.301	523
83	03	501	9	Vichy	63.501	557
84	51	501	5	Châlons-sur-Marne	63.061	843
85	60	502	11	Compiègne	62.778	514
86	79	501	2	Niort	61.959	660
87	41	501	6	Blois	61.049	552
88	83	501	3	Fréjus	60.289	276
89	81	501	6	Albi	60.181	629
90	24	501	7	Périgueux	59.716	464
91	58	501	5	Nevers	59.274	560
92	06	501	9	Menton - Monaco-partie française	59.198	803
93	34	501	3	Sète	58.865	911
94	47	501	10	Agen	58.288	370
95	29	501	1	Quimper	56.907	674
96	53	501	2	Laval	55.984	844
97	59	501	7	Armentières-partie française	55.913	602
98	60	501	4	Beauvais	55.817	796
99	77	501	7	Meaux	55.797	991
100	49	501	1	Cholet	55.524	635
101	27	501	4	Évreux	54.654	932
102	2 A	501	1	Ajaccio	54.089	659
103	62	501	10	Saint-Omer	53.748	594
104	01	501	5	Bourg-en-Bresse	53.463	522
105	*	553	2	Arles	52.547	66
106	45	501	7	Montargis	51.954	461
107	88	501	6	Épinal	51.495	534
108	71	501	6	Montceau-les-Mines	51.290	275
109	*	552	8	Elbeuf	51.083	852
110	82	501	1	Montauban	50.682	375
111	2 B	501	4	Bastia	50.596	1.019
112	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	50.143	632

(1) Un astérisque dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

TABLEAU A.01-6

Les communes par tranche de population. Métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1982)

Tranche de population (population totale avec doubles comptes)	Nombre de communes	%	Population correspondante (avec doubles comptes)	%
1.000.000 d'habitants et plus	1		2.188.918	4,0
500.000 à moins de 1.000.000 habitants	1		878.689	1,6
200.000 — 500.000 —	10	0,1	2.630.495	4,8
100.000 — 200.000 —	24		3.233.050	5,8
50.000 — 100.000 —	68	0,2	4.503.062	8,1
30.000 — 50.000 —	123	0,3	4.750.661	8,6
20.000 — 30.000 —	162	0,4	3.952.251	7,2
10.000 — 20.000 —	412	1,2	5.693.608	10,3
9.000 — 10.000 —	84	0,2	792.663	1,4
6.000 — 9.000 —	426	1,2	3.126.571	5,7
5.000 — 6.000 —	307	0,9	1.669.461	3,0
4.000 — 5.000 —	398	1,1	1.776.537	3,2
3.500 — 4.000 —	270	0,7	1.005.750	1,8
3.000 — 3.500 —	399	1,1	1.287.909	2,3
2.500 — 3.000 —	549	1,5	1.497.164	2,7
2.000 — 2.500 —	786	2,2	1.741.156	3,1
1.500 — 2.000 —	1.291	3,5	2.221.605	4,0
1.000 — 1.500 —	2.480	6,8	3.005.953	5,4
700 — 1.000 —	2.850	7,8	2.356.533	4,3
500 — 700 —	3.602	9,9	2.112.230	3,8
400 — 500 —	2.390	6,6	1.061.027	1,9
300 — 400 —	3.656	10,0	1.265.801	2,3
200 — 300 —	5.077	13,9	1.249.917	2,3
100 — 200 —	6.989	19,2	1.032.085	1,9
50 — 100 —	3.025	8,3	227.331	0,4
Moins de 50 habitants	(1) 1.053	2,9	36.212	0,1
dont : *moins de 10 habitants*	(1) *25*	*0,07*	*128*	*ε*
Ensemble	**36.433**	**100**	**55.296.639**	**100**

(1) Dont 4 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-7

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	1.244	10.210.059
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	271	1.533.305
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	57	1.227.901
4	Lille	Nord	122	1.117.347
5	Côte d'Azur	Alpes-Maritimes, Var	107	865.492
6	Bordeaux	Gironde	166	843.411
7	Toulouse	Haute-Garonne	153	648.267
8	Bassin houiller Ouest	Pas-de-Calais, Nord	144	629.507
9	Strasbourg	Bas-Rhin	187	614.907
10	Rouen	Seine-Maritime, Eure	251	596.504
11	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	58	558.814
12	Saint-Étienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	102	547.729
13	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	331	517.382
14	Bassin sidérurgique de Lorraine du Nord	Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse	263	507.797
15	Grenoble	Isère, Savoie	157	500.341
16	Toulon	Var	33	446.501
17	Bas-Escaut	Nord	128	442.092
18	Mulhouse	Haut-Rhin	229	414.499
19	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	115	376.915
20	Rennes	Ille-et-Vilaine	79	373.902
21	Bassin houiller lorrain	Moselle, Bas-Rhin	211	329.794
22	Montpellier	Hérault, Gard	64	321.798
23	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	50	321.128
24	Tours	Indre-et-Loire	61	320.001
25	Caen	Calvados	200	317.333
26	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	252	304.182
27	Brest	Finistère	46	298.419

TABLEAU A.01-7 (*suite et fin*)

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
28	Le Havre	Seine-Maritime	62	292.253
29	Dijon	Côte-d'Or	160	290.543
30	Orléans	Loiret	64	273.232
31	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	112	270.005
32	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	55	269.124
33	Le Mans	Sarthe	64	264.921
34	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	74	247.822
35	Angers	Maine-et-Loire	47	246.919
36	Metz	Moselle	134	243.541
37	Reims	Marne, Aisne	86	237.979
38	Montbéliard - Héricourt - Delle	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	191	230.416
39	Limoges	Haute-Vienne	41	226.441
40	Bayonne - Côte basque	Pyrénées-Atlantiques, Landes	52	224.659
41	Valence	Drôme, Ardèche	60	210.236
42	Lorient	Morbihan	34	207.468
43	Étang-de-Berre	Bouches-du-Rhône	18	205.448
44	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	41	203.962
45	Perpignan	Pyrénées-Orientales	32	199.704
46	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	179	199.427
47	Sambre	Nord	105	188.277
48	Nîmes	Gard	33	183.899
49	Haute vallée de la Moselle	Vosges, Meurthe-et-Moselle	117	182.794
50	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	71	182.775
51	Troyes	Aube	120	174.597
52	Charleville-Mézières	Ardennes	107	169.425
53	Colmar	Haut-Rhin	96	169.266
54	Compiègne - Noyon	Oise, Aisne	156	161.443
55	Poitiers	Vienne	47	156.396
56	Bourges	Cher	72	156.361
57	Cambrésis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	98	154.181
58	Angoulême - La Rochefoucauld	Charente	67	151.607
59	Roanne	Loire, Rhône	64	149.119
60	Chambéry	Savoie	51	148.343
61	Genève (Suisse) - Annemasse-partie française	Haute-Savoie, Ain	86	147.515
62	La Rochelle	Charente-Maritime	43	145.074
63	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	11	142.729
64	Annecy	Haute-Savoie	53	141.610
65	Belfort - Lure	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	115	139.773
66	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	44	137.300
67	Saint-Quentin	Aisne	101	132.431
68	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	32	130.172
69	Le Creusot	Saône-et-Loire	38	127.156
70	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	74	126.642
71	Chalon-sur-Saône - Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	68	125.466
72	Arras	Pas-de-Calais	95	124.601
73	Nevers	Nièvre, Cher	68	124.473
74	Auxerre - Joigny	Yonne	95	122.569
75	Béziers	Hérault	24	121.978
76	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	79	116.450
77	Castres - Mazamet	Tarn, Hérault, Aude	49	114.427
78	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	104	114.344
79	Calais	Pas-de-Calais	22	113.771
80	Arles	Bouches-du-Rhône, Gard	22	113.678
81	La Côte varoise	Var	20	112.214
82	Bourgoin - Pont-de-Beauvoisin	Isère, Savoie, Ain	83	106.379
83	Chartres	Eure-et-Loir	53	105.409
84	Évreux	Eure	123	104.525
85	Quimper	Finistère	19	100.588
86	La vallée du Loing	Loiret, Seine-et-Marne	52	100.386

TABLEAU A.01-8

Superficie des principales îles et des principaux lacs. Métropole

Sources : Direction générale des Impôts (service du Cadastre) ou bureau des Longitudes

Unité : km²

Ile	Superficie	Lac	Superficie
Corse	8.720	Le Bourget (Savoie)	45
Oléron	175	Grand-Lieu (Loire-Atlantique)	37
Belle-Ile	90	Annecy (Haute-Savoie)	27
Ré	85	Aiguebelette (Savoie)	5,4
Noirmoutier	48	Saint-Point (Doubs)	4,0
Yeu	23	Gérardmer (Vosges)	1,2
Ouessant	15		
Groix	14		

TABLEAU A.01-9

Altitude des principaux sommets de plus de 2.500 mètres. Métropole (1)

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Mètre

Massif et sommet	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Sommet du Mont Blanc	4.807
Dôme du Goûter (signal)	4.331
Aiguille des Grandes-Jorasses	4.208
Barre des Écrins (Pelvoux)	4.102
Aiguille du Géant	4.013
Grande Meije (Pelvoux)	3.983
Pelvoux (signal)	3.955
Mont Dolent	3.823
Crête des Grandes Rousses	3.468
Aiguille d'Olan (Pelvoux)	3.383
Pic de Rochebrune	3.324
Le Vieux Chaillol (Champsaur)	3.163
Les Grands Mulets (hôtellerie)	3.051
Mont Clapier	3.045
Tinibras	3.031
Le Roignais	3.001
Grand Pic de Belledonne	2.981
Brévent	2.525
Régions intra-alpines :	
Pointe de la Grande-Casse (Vanoise)	3.850
Mont Pourri ou Thuria (Vanoise)	3.779
Aiguille de la Grande Sassière	3.747
Les Trois Becs (Levanna)	3.640
Grandes Pareis ou la Bessanese	3.615
Aiguille d'Arves	3.510
Aiguille de Chambeyron	3.411
Grand Mont Cenis	3.320
Mont Thabor (pic)	3.204
Chaberton	3.130
Mont Pelat	3.051
Visoulet	3.030
Euchastrayes	2.956
Perron des Encombres	2.828
Préalpes :	
Mont Buet	3.099
Mont Mounier	2.817
Tête de l'Obiou	2.793
Pointe Percée	2.752
Corse	
Mont Cinto	2.706
Mont Rotondo	2.622
Pyrénées	
Pic de Vignemale	3.298
Pic de Marboré	3.253
Pic Long	3.132
Pic d'Aubert (Néouvielle)	3.091
Pic de Montcalm	3.080
Pic Carlitte	2.921
Puigmal	2.910
Pic du Midi d'Ossau	2.884
Pic du Midi (de Bagnères ou de Bigorre)	2.872
Pic de Montvallier	2.839
Mont Canigou	2.784
Pic de Ger	2.612
Pic d'Anie	2.504

(1) Le Massif central culmine au Puy de Sancy à 1.886 mètres.

TABLEAU A.01-10

Altitude des principaux cols. Métropole

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Mètre

Massif et col	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Col du Géant (cabane)	3.369
Col du Galibier	2.645
Col de la Seigne	2.513
Col du Bonhomme	2.483
Col de Balme	2.205
Col de Tende (route)	1.870
Régions intra-alpines :	
Tunnel de la Traversette (chemin)	2.950
Col de l'Iseran	2.762
Col d'Agnel	2.699
Col de la Vanoise	2.527
Régions intra-alpines (suite) :	
Col de Fréjus	2.450
Col du Mont-Cenis	2.083
Col du Lautaret	2.058
Col de Larche	1.991
Col de la Madeleine	1.984
Col du Mont-Genèvre	1.849
Col de l'Échelle	1.790
Sillon alpin :	
Col Bayard	1.248
Préalpes :	
Col des Aravis	1.498
Col de la Croix-Haute	1.177
Pyrénées	
Brèche de Roland	2.804
Col du Tourmalet	2.115
Col de Puymorens	1.915
Col de la Perche	1.577
Col de Roncevaux	1.090
Jura	
Col de la Faucille	1.320
Col de Saint-Cergue	1.232
Col de Jougne	1.010
Vosges	
Col du Ballon	1.178
Col de la Schlucht	1.139

TABLEAU A.01-11

Longueur des principaux cours d'eau (1). Métropole

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Km

Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin de l'Escaut		*Bassin de la Loire*		*Bassin du Rhin*		*Bassin du Rhône* (suite)	
Escaut	430	Loire	1.020	Rhin (frontière)	190	Argens	115
Lys	214	Allier	410	Ill	208	Var	120
Scarpe	100	Cher	350	Moselle	550	Hérault	160
		Indre	265	Meurthe	170	Aude	220
		Vienne	350			Têt	120
		Creuse	255				
Bassin de la Garonne		Mayenne (avec Maine)	195			*Bassin de la Seine*	
		Sarthe	285	*Bassin du Rhône*			
Garonne	575	Vilaine	225			Seine	776
Ariège	170	Blavet	140	Rhône	812	Aube	248
Tarn	375	Rance	110	Ain	200	Marne	525
Aveyron	250	Vire	120	Saône	480	Oise	302
Lot	480	Orne	152	Doubs	430	Aisne	280
Dordogne	472			Ardèche	120	Yonne	293
Adour	335	*Bassin de la Meuse*		Isère	290	Loing	166
Charente	360			Drôme	110	Eure	225
Sèvre Niortaise	150	Meuse	950	Durance	305	Rille (ou Risle)	140
		Sambre	190			Somme	245

(1) À l'exception du Rhin (fleuve frontière), c'est la longueur totale du cours d'eau qui est indiquée, même dans le cas où il ne coule pas entièrement sur le territoire français.

TABLEAU A.01-12

Subdivisions, superficie et population légale (sans doubles comptes) des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

Territoire	Superficie en km²	Population			Chef-lieu	Population	
		Année de recensement	Effectifs (milliers)	Densité au km²		Année de recensement	Effectifs (milliers)
Mayotte	374	1985	67,2	179,6	Dzaoudzi	1985	5,9
Nouvelle-Calédonie	19.058	1983	145,4	7,6	Nouméa	1983	60,1
Polynésie française (1)	4.000	1988	188,8	47,2	Papeete	1983	23,6
Wallis et Futuna	255	1983	12,4	48,6	Mata-Utu	1983	0,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 57,8.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Recensement général de la population de 1982 (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*
— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*
— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;
— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*
— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

- Annuaire démographique des Nations unies.
- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Guadeloupe;
— Guyane;
— Martinique;
— Réunion;
— Saint-Pierre-et-Miquelon.

- Recensement de la population de 1983 dans les territoires d'outre-mer :

— Nouvelle-Calédonie et dépendances;
— Wallis et Futuna.

- Recensement de la population de Mayotte de 1985.
- Recensement de la population de la Polynésie française de 1988.

Chapitre A.02

Climatologie

Définitions

• *Température*

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol. La *température minimum quotidienne* est la plus basse qui ait été observée entre 18 heures TU (1) la veille et 18 heures le jour. La *température maximum quotidienne* est la plus haute température entre 6 heures TU le jour et 6 heures le lendemain.

• *Gelée*

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

• *Durée d'insolation*

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

• *Jour de précipitations*

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

• *Précipitations*

Les précipitations sont mesurées de 6 heures TU le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

• *Humidité relative*

Rapport entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé (brouillard). L'humidité relative moyenne quotidienne est la moyenne des huit rapports ainsi observés toutes les 3 heures.

1. On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.
Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
AUXERRE (Aérodrome) Lat. 47° 48′ N — Long. 3° 33′												
Température :												
Moyenne (2)	10,8	10,4	10,5	10,2	10,8	12,0	11,4	10,9	10,0	10,4	10,4	11,6
Minimum absolu	///	— 6,9	— 11,8	— 9,9	— 6,8	— 6,2	— 6,3	— 6,2	— 20,2	— 13,2	— 15,9	— 7,5
Maximum absolu	///	33,4	32,6	34,0	35,0	34,9	37,3	35,9	37,0	38,7	35,5	34,2
Gelée (nombre de jours)	67	54	65	67	63	38	68	54	86	*r*82	65	32
Précipitations :												
Hauteur	643	696	847	677	847	*r*693	697	792	561	844	698	817
Nombre de jours	159	179	193	187	206	186	172	172	158	163	172	175
Insolation (durée totale)	1.842	1.623	1.524	1.561	1.472	1.818	1.826	1.812	1.942	1.888	1.579	1.652
BORDEAUX (Mérignac) Lat. 44° 50′ N — Long. 0° 42′ W — Alt. 47 m												
Température :												
Moyenne (2)	12,5	12,6	12,6	12,2	13,3	13,6	13,4	12,6	12,2	12,6	12,9	13,6
Minimum absolu	///	— 6,4	— 5,0	— 6,3	— 4,4	— 3,1	— 5,7	— 5,0	— 16,4	— 9,1	— 15,8	— 7,0
Maximum absolu	///	33,3	32,9	32,4	36,1	38,2	36,2	35,0	35,4	34,7	37,0	34,8
Gelée (nombre de jours)	44	27	31	43	35	12	42	27	62	43	34	23
Précipitations :												
Hauteur	900	892	1.185	916	990	1.158	867	1.195	828	954	788	944
Nombre de jours	162	176	191	174	188	186	167	190	148	175	169	164
Insolation (durée totale)	2.076	2.133	1.926	2.032	2.044	2.038	2.053	2.084	2.161	1.999	1.859	1.953
CLERMONT-FERRAND (Aulnat) Lat. 45° 48′ N — Long. 3° 09′ E — Alt. 329 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,0	10,3	10,7	10,0	10,8	11,8	11,2	10,4	10,3	11,0	10,8	11,5
Minimum absolu	///	— 13,2	— 14,1	— 14,2	— 11,4	— 8,2	— 12,0	— 10,6	— 22,9	— 15,7	— 15,4	— 6,5
Maximum absolu	///	34,1	32,4	36,3	35,1	36,1	40,7	35,9	36,9	36,3	36,8	36,6
Gelée (nombre de jours)	74	77	72	77	74	56	81	80	91	77	76	56
Précipitations :												
Hauteur	563	473	765	583	750	526	675	537	447	626	587	629
Nombre de jours	132	164	172	164	171	*r*179	142	157	130	156	168	172
Insolation (durée totale)	1.899	1.818	1.859	1.845	1.748	1.930	1.980	*r*1.776	2.052	1.937	1.709	1.785
DIJON (Longvic) Lat. 47° 16′ N — Long. 5° 05′ E — Alt. 222 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,6	10,2	10,7	10,0	10,7	11,2	10,9	10,0	9,5	9,8	9,8	11,1
Minimum absolu	///	— 7,1	— 11,3	— 9,3	— 7,4	— 6,4	— 8,3	— 7,5	— 21,3	— 15,6	— 16,1	— 7,5
Maximum absolu	///	32,2	33,2	32,0	32,1	33,6	38,1	34,2	33,7	35,6	30,8	32,8
Gelée (nombre de jours)	69	61	*r*67	69	62	52	78	70	89	99	74	45
Précipitations :												
Hauteur	739	663	868	639	1.002	*r*865	774	721	505	893	829	848
Nombre de jours	147	162	184	172	184	164	172	166	160	179	178	194
Insolation (durée totale)	1.934	1.759	1.746	1.709	1.664	1.884	1.889	1.775	2.011	1.787	1.623	1.830
LILLE (Lesquin) Lat. 50° 34′ N — Long. 3° 06′ E — Alt. 44 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,9	9,5	9,2	9,6	10,0	10,4	10,6	10,1	9,4	9,9	9,7	10,7
Minimum absolu	///	— 12,4	— 16,4	— 8,8	— 7,0	— 19,5	— 9,1	— 5,8	— 19,0	— 11,1	— 13,3	— 6,6
Maximun absolu	///	29,6	29,8	30,8	30,2	32,5	31,8	34,8	31,0	30,8	32,1	30,1
Gelée (nombre de jours)	61	59	74	52	55	43	52	47	80	57	66	26
Précipitations :												
Hauteur	637	643	784	789	884	736	650	832	645	737	826	735
Nombre de jours	171	191	203	188	212	183	174	188	179	178	183	184
Insolation (durée totale)	1.641	1.468	1.488	1.391	1.364	1.637	1.642	1.539	1.701	1.826	1.487	1.486
LYON (Bron) Lat. 45° 43′ N — Long. 4° 57′ E — Alt. 200 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	11,0	11,5	10,9	11,5	12,6	12,4	11,6	11,1	11,2	11,3	12,5
Minimum absolu	///	— 9,0	— 9,6	— 10,1	— 7,7	— 6,0	— 7,8	— 6,7	— 18,2	— 11,7	— 13,5	— 5,1
Maximum absolu	///	33,8	35,8	34,1	33,9	36,3	39,8	35,5	34,3	35,4	34,2	33,8
Gelée (nombre de jours)	63	59	60	64	61	35	57	47	73	72	60	41
Précipitations :												
Hauteur	813	681	914	*r*862	916	903	896	772	681	783	886	921
Nombre de jours	145	160	196	158	168	154	147	154	131	171	179	173
Insolation (durée totale)	2.036	1.899	1.943	1.850	1.831	1.933	1.902	1.931	*r*2.069	1.911	1.728	1.872
MONTPELLIER (Fréjorgues) Lat. 43° 35′ N — Long. 3° 58′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	13,8	14,0	14,5	13,8	14,2	15,1	14,7	14,0	14,0	14,7	14,4	15,2
Minimum absolu	///	— 4,9	— 4,8	— 6,2	— 6,4	— 3,2	— 6,0	— 5,2	— 11,8	— 8,6	— 11,2	— 4,1
Maximum absolu	///	33,5	33,7	35,6	36,2	37,0	36,5	35,0	34,0	36,2	36,8	34,7
Gelée (nombre de jours)	38	18	30	29	42	14	32	31	41	24	38	24
Précipitations :												
Hauteur	709	733	914	520	587	575	452	575	311	703	929	576
Nombre de jours	88	108	90	89	89	99	82	96	81	89	93	93
Insolation (durée totale)	2.079	2.692	2.768	2.669	2.673	2.629	2.597	*r*2.823	2.741	2.617	2.544	2.654

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU A.02-1 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
NANCY (Tomblaine) Lat. 48° 42′ N — Long. 6° 13′ E — Alt. 212 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,6	9,1	9,4	9,0	9,7	10,2	10,3	9,3	9,0	9,2	9,3	10,5
Minimum absolu	///	— 11,6	— 14,7	— 12,3	— 13,6	— 12,7	— 8,4	— 10,3	— 17,6	— 18,2	— 17,3	— 8,9
Maximum absolu	///	31,9	31,5	31,0	31,1	32,1	37,6	33,6	33,5	36,3	31,3	31,7
Gelée (nombre de jours)	82	77	74	79	82	74	80	78	103	93	85	51
Précipitations :												
Hauteur	712	703	954	773	911	913	*r*809	*r*757	593	982	758	903
Nombre de jours	161	182	181	182	208	180	180	176	179	195	185	207
Insolation (durée totale)	1.633	1.496	1.495	1.429	1.542	1.843	1.728	1.559	1.775	1.607	1.603	1.653
NANTES (Aérodrome) Lat. 47° 10′ N — Long. 1° 37′ W — Alt. 26 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,8	11,6	11,3	11,0	12,3	12,9	12,5	12,2	11,7	11,4	11,7	12,6
Minimum absolu	///	— 7,8	— 7,1	— 8,2	— 4,1	— 2,3	— 4,0	— 4,3	— 13,0	— 12,3	— 11,2	— 5,9
Maximum absolu	///	28,4	32,2	31,0	32,6	36,2	35,2	34,1	34,2	33,1	34,3	30,6
Gelée (nombre de jours)	44	36	51	43	34	15	36	23	55	34	46	16
Précipitations :												
Hauteur	782	763	941	769	961	970	780	984	609	855	714	892
Nombre de jours	168	163	189	175	180	188	170	173	167	198	159	167
Insolation (durée totale)	1.901	1.999	1.864	1.832	1.748	1.982	1.977	2.129	2.198	1.989	1.780	1.752
NICE (Aérodrome) Lat. 43° 39′ N — Long. 7° 12′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	15,0	15,1	15,4	14,8	15,4	16,1	16,1	14,9	15,4	16,0	15,8	16,1
Minimum absolu	///	0,0	— 0,3	— 0,2	— 1,2	1,7	— 1,5	0,6	— 7,2	—5,8	— 0,1	1,8
Maximum absolu	///	32,5	30,8	30,5	31,3	32,0	34,3	32,4	31,6	34,4	31,0	32,3
Gelée (nombre de jours)	3	1	1	—	3	—	1	—	9	4	1	—
Précipitations :												
Hauteur	862	795	1.204	538	*r*362	533	619	*r*837	552	597	931	552
Nombre de jours	86	85	99	77	88	86	75	99	93	70	98	80
Insolation (durée totale)	2.779	2.631	2.682	2.619	2.640	2.660	2.684	2.711	2.642	2.616	2.554	2.679
PARIS (Montsouris) Lat. 48° 49′ N — Long. 2° 20′ E — Alt. 75 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	11,1	11,1	11,2	11,8	12,4	12,4	11,8	11,1	11,3	11,2	12,4
Minimum absolu	///	— 8,0	— 12,7	— 5,1	— 3,1	— 6,6	— 4,2	— 3,3	— 13,9	— 9,1	— 12,1	— 2,0
Maximum absolu	///	30,1	32,1	31,3	31,9	32,8	33,4	34,8	32,0	34,9	33,0	31,1
Gelée (nombre de jours)	41	34	39	30	25	18	30	16	49	35	49	6
Précipitations :												
Hauteur	619	743	*r*689	690	746	700	623	745	501	612	694	731
Nombre de jours	162	178	182	170	197	173	177	177	162	176	180	167
Insolation (durée totale)	1.814	1.629	1.621	1.639	1.485	1.708	1.804	1.754	1.868	1.744	1.472	1.535
RENNES (Aérodrome) Lat. 48° 04′ N — Long. 1° 43′ W — Alt. 35 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,3	11,2	10,9	10,7	11,5	12,1	11,8	11,5	10,8	10,5	11,1	12,1
Minimum absolu	///	— 7,7	— 7,9	— 7,1	— 5,6	— 4,6	— 5,1	— 5,5	— 14,7	— 10,2	— 11,2	— 3,8
Maximum absolu	///	29,6	31,1	30,8	31,5	33,4	34,7	33,0	32,6	32,1	33,0	30,2
Gelée (nombre de jours)	42	39	57	44	36	22	49	31	58	44	59	25
Précipitations :												
Hauteur	669	700	711	*r*680	870	821	742	837	545	760	695	676
Nombre de jours	168	182	196	183	200	192	165	184	173	198	174	173
Insolation (durée totale)	1.835	1.825	1.809	1.785	1.607	1.895	1.857	1.958	1.953	1.751	1.692	1.716
ROUEN (Rouvray) Lat. 49° 23′ N — Long. 1°11′ E — Alt. 68 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,3	9,3	9,2	9,3	9,9	10,4	10,3	9,8	9,1	9,3	9,1	10,1
Minimum absolu	///	— 10,1	— 12,2	— 9,1	— 5,5	— 11,2	— 6,0	— 5,1	— 17,1	—12,6	— 13,8	— 6,1
Maximum absolu	///	26,3	30,5	28,7	29,5	30,5	32,6	34,0	28,6	31	31,3	28,8
Gelée (nombre de jours)	61	58	71	63	58	45	55	51	79	58	73	37
Précipitations :												
Hauteur	680	772	926	930	1.024	914	840	912	767	890	864	861
Nombre de jours	167	199	207	190	227	201	185	198	190	192	195	196
Insolation (durée totale)	1.694	1.526	1.497	1.563	1.430	1.787	1.777	1.679	1.764	1.670	1.522	1.527
TOURS (Aérodrome) Lat. 47° 27′ N — Long. 0° 43′ E — Alt. 108 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,2	10,9	11,1	10,9	12,2	12,1	11,5	10,9	10,2	10,5	10,6	11,7
Minimum absolu	///	— 5,0	— 6,7	— 7,2	— 3,1	— 3,0	— 5,4	— 4,0	— 16,6	— 11,8	— 17,4	— 6,4
Maximum absolu	///	30,8	32,1	32,5	33,9	33,3	33,8	33,4	32,0	33,9	39,0	30,6
Gelée (nombre de jours)	52	47	45	45	30	21	52	*r*40	80	61	59	32
Précipitations :												
Hauteur	670	725	808	757	723	774	780	860	620	641	689	731
Nombre de jours	157	164	183	179	189	181	181	172	146	171	176	169
Insolation (durée totale)	1.859	1.755	1.712	1.701	1.592	1.811	1.819	1.892	2.038	1.877	1.647	1.818

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU A.02-2

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

	(1)	Normale ou extrême (2)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Départements d'outre-mer													
GUADELOUPE (Raizet) Lat. 16° 16′ N — Long. 61° 31′ W — Alt. 7 m													
Température :													
Minimum absolu	*h*	13,0	16,0	15,8	15,9	18,3	16,2	15,6	16,1	16,8	16,1	16,4	17,0
Maximum absolu	*h*	33,6	33,6	32,8	33,3	33,8	32,9	33,1	33,1	33,0	33,1	33,9	33,1
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*f*	1.800	1.735	2.236	1.559	2.490	1.662	1.194	1.739	1.673	1.566	2.039	2.019
Nombre de jours	*f*	245	251	234	247	257	249	228	255	241	255	234	285
Humidité relative moyenne	*h*	81	82	83	81	84	81	80	79	75	79	80	...
Insolation annuelle	*h*	2 737	2.825	2.641	2.865	2.694	2.666	2.741	2.729	2.810	2.846	2.753	2.804
GUYANE (Cayenne-Rochambeau) Lat. 4° 50′ N — Long. 52° 22′ W — Alt. 8 m													
Température :													
Minimum absolu	*h*	17,2	18,5	20,0	19,5	19,8	19,8	19,7	19,9	19,1	19,0	20,2	20,5
Maximum absolu	*h*	35,0	32,6	33,0	33,5	32,9	32,7	33,2	32,4	32,9	33,3	34,4	33,5
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*f*	3.725	3.500	3.615	3.618	3.620	3.483	3.210	4.276	3.693	3.300	2.377	3.397
Nombre de jours	*f*	259	271	262	271	267	259	257	286	266	260	231	265
Humidité relative moyenne	*h*	86	87	87	87	87	85	85	86	84	84	84	...
Insolation annuelle	*k*	2.204	2.144	2.229	2.185	2.303	2.105	2.365	1.891	2.095	2.142	2.382	2.254
MARTINIQUE (Le Lamentin) Lat. 14° 36′ N — Long. 61° 00′ W — Alt. 5 m													
Température :													
Minimum absolu	*d*	14,1	●	●	●	18,1	18,4	16,3	16,5	17,8	16,6	15,9	17,8
Maximum absolu	*d*	33,3	●	●	●	32,7	29,6	32,7	32,2	33,0	32,1	33,5	32,8
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*d*	1.969	●	●	●	2.468	2.172	1.709	2.142	1.882	2.052	1.985	2.469
Nombre de jours	*d*	273	●	●	●	275	275	254	274	268	260	241	274
Humidité relative moyenne	*d*	81	●	●	●	84	82	83	82	81	82	82	...
Insolation annuelle	*d*	2.921	●	●	●	2.713	2.761	2.812	2.907	2.840	2.853	2.881	2.967
RÉUNION (Saint-Denis-Gillot) Lat. 20° 54′ S — Long. 55° 31′ E — Alt. 10 m													
Température :													
Minimum absolu	*i*	12,8	15,0	14,0	14,8	14,0	14,2	14,4	13,9	14,6	14,0	14,5	...
Maximum absolu	*i*	33,8	32,3	32,7	32,7	32,7	31,8	31,5	31,3	32,4	31,5	32,7	...
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*i*	1.626	1.452	1.749	2.541	1.550	2.365	1.267	1.548	2.350	1.375	3.376	...
Nombre de jours	*i*	181	172	154	175	185	201	183	198	206	158	177	...
Humidité relative moyenne	*i*	73	72	73	75	77	79	76	74	74	74	75	...
Insolation annuelle	*i*	2.662	2.800	2.646	2.755	2.670	2.508	2.545	2.694	2.538	2.678	2.579	...
Collectivités territoriales et territoires d'outre-mer													
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Saint-Pierre) Lat. 46° 46′ N — Long. 56° 10′ W — Alt. 3 m													
Température :													
Minimum absolu	*b*	- 18,7	- 11,8	- 15,1	- 13,6	- 11,1	- 17,0	— 11,0	— 14,6	— 16,2	— 18,1	— 14,3	— 13,7
Maximum absolu	*b*	28,4	22,7	21,4	23,0	23,4	21,1	20,6	22,7	23,5	21,0	22,9	23,3
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*b*	1.350	1.131	1.261	1.430	1.353	1.094	1.538	1.268	1.040	1.229	1.216	1.543
Nombre de jours	*b*	196	197	206	224	209	212	217	211	200	218	212	245
Humidité relative moyenne	*h*	83	83	85	82	84	85	87	87	88	88	87	...
Insolation annuelle	*f*	1.451	1.512	1.346	1.363	1.307	1.497	1.126	1.231	1.383	1.432	1.562	...

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

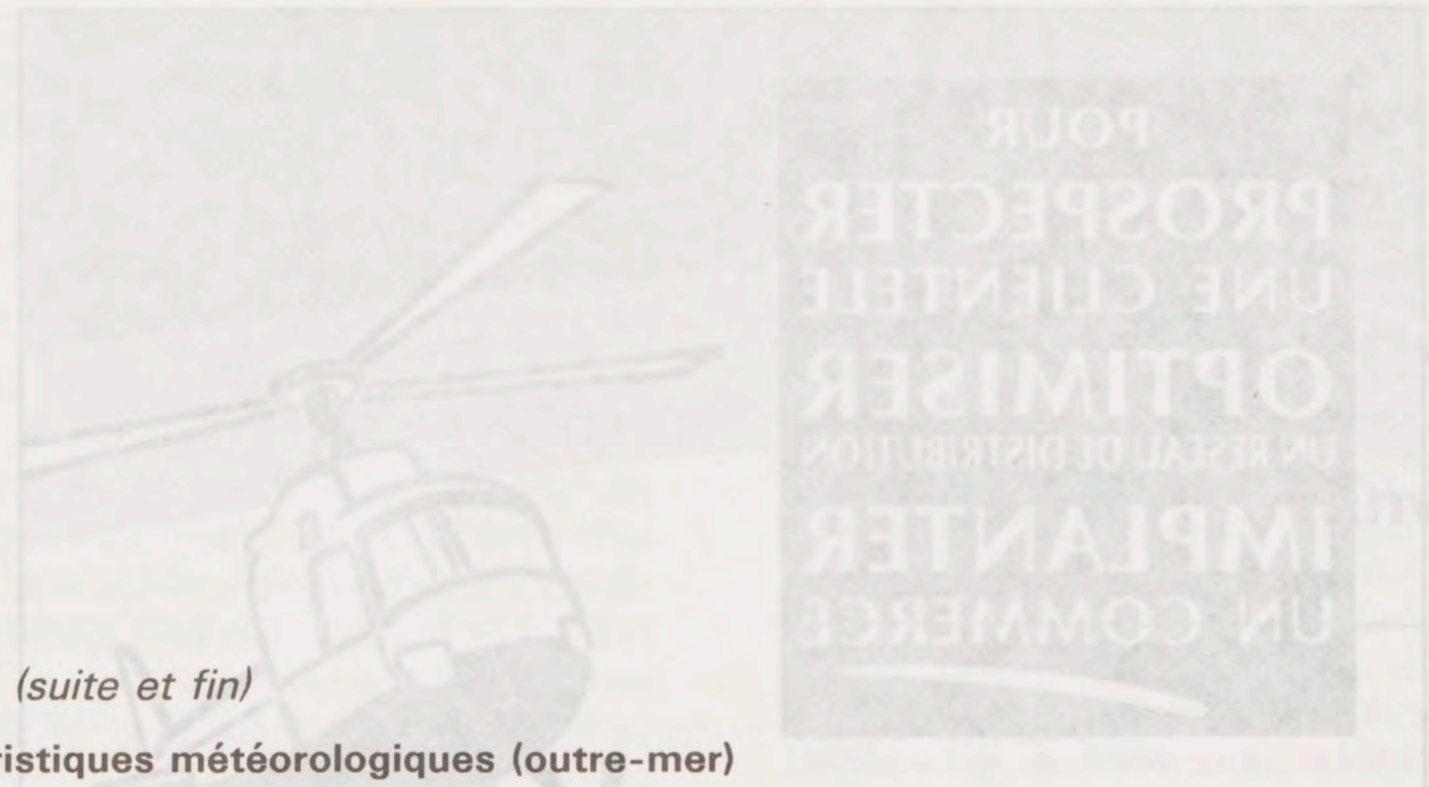


TABLEAU A.02-2 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

	(1)	Normale ou extrême (2)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
MAYOTTE (Dzaoudzi-Pamanzi) Lat. 12° 49′ S — Long. 45° 17′ E — Alt. 5 m													
Température :													
Minimum absolu	*h*	15,6	17,4	16,7	18,5	17,9	18,6	18,7	17,0	17,9	17,4	18,4	...
Maximum absolu	*h*	35,0	32,0	32,9	32,0	32,0	32,2	32,5	31,2	31,6	31,7	32,4	...
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*h*	1.318	1.472	1.113	1.487	1.480	1.029	1.614	1.294	1.483	1.313	1.146	...
Nombre de jours	*h*	119	140	125	140	105	111	125	122	130	109	102	...
Humidité relative moyenne	*h*	82	81	76	82	78	80	80	80	79	80	80	...
Insolation annuelle	*k*	2.891	2.837	2.972	2.895	2.939	3.048	3.045	2.939	2.964	2.965	3.111	...
NOUVELLE-CALÉDONIE (Nouméa) Lat. 22° 17′ S — Long. 166° 27′ E — Alt. 70 m													
Température :													
Minimum absolu	*e*	13,2	13,8	14,0	14,1	13,7	13,9	14,0	14,9	14,0	14,4	14,9	15,5
Maximum absolu	*e*	35,7	35,7	33,8	35,2	34,2	34,4	35,3	34,7	33,0	36,8	32,6	32,8
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*a*	1.048	937	972	894	1.070	1.039	997	1.073	1.061	1.285	1.016	1.396
Nombre de jours	*c*	141	169	157	173	165	181	166	175	179	170	150	194
Humidité relative moyenne	*g*	75	76	76	75	76	76	75	77	77	75	75	...
Insolation annuelle	*h*	2.570	2.627	2.542	2.656	2.696	2.619	2.777	2.566	2.439	2.759	2.951	2.404
POLYNÉSIE (Tahiti-Faa) Lat. 17° 33′ S — Long. 149° 37′ W — Alt. 1,4 m													
Température :													
Minimum absolu	*j*	14,9	17,5	17,2	17,9	17,2	15,9	16,3	16,3	17,8	17,7	...	17,4
Maximum absolu	*j*	34,0	32,4	34,0	32,3	32,7	33,0	33,2	33,2	32,7	32,7	...	34,1
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*j*	1.706	1.689	2.052	1.726	2.249	2.081	1.637	2.007	2.187	1.793	...	2.257
Nombre de jours	*j*	136	143	142	155	159	133	122	152	173	144	...	136
Humidité relative moyenne	*j*	78	77	80	80	79	77	77	78	79	78	...	...
Insolation annuelle	*j*	2.659	2.660	2.584	2.773	2.559	2.760	2.761	2.792	2.644	2.760	...	2.603
WALLIS ET FUTUNA (3) (Hihifo) Lat. 13° 14′ S — Long. 176° 10′ W — Alt. 26 m													
Température :													
Minimum absolu	*l*	17,1	18,4	18,8	20,3	19,9	19,5	19,6	19,3	20,3	19,1	19,4	...
Maximum absolu	*l*	33,4	31,8	31,7	32,1	32,1	32,0	32,4	33,1	32,0	32,2	32,3	...
Précipitations annuelles :													
Hauteur	*l*	3.352	3.520	3.558	3.464	4.225	3.918	3.149	3.180	3.214	2.940	1.823	...
Nombre de jours	*l*	252	264	262	260	275	250	252	268	285	237	208	...
Humidité relative moyenne	*l*	84	84	84	85	86	84	84	84	84	84	80	...
Insolation annuelle	*m*	2.562	2.288	2.596	2.377	2.246	2.316	2.435	2.379	2.562	1.814	2.344	...

(1) Période de référence des observations soit : *a.* 1903-1980; *b.* 1933-1980; *c.* 1936-1980; *d.* 1961-1980; *e.* 1948-1980; *f.* 1949-1980; *g.* 1950-1980; *h.* 1951-1980; *i.* 1953-1980; *j.* 1958-1980; *k.* 1961-1980; *l.* 1965-1980; *m.* 1971-1980. — (2) Nouvelles statistiques établies, en 1988, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Précédemment Aka-Aka (lat. 13° 16′ S — long. 176° 08′ W — alt. 11 m); la station a été transférée à Hihifo, depuis 1971.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer; Direction de la météorologie nationale; Service central d'exploitation de la météorologie, 2, avenue Rapp, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 45 56 71 28, poste 2062.

POUR
PROSPECTER
UNE CLIENTELE
OPTIMISER
UN RESEAU DE DISTRIBUTION
IMPLANTER
UN COMMERCE

L'INSEE VOUS PROPOSE L'INVENTAIRE COMMUNAL 1988

Une source d'information unique pour chacune des 36 650 communes Françaises.

200 types d'équipements répertoriés.
Les relations intercommunales,
les pôles d'attraction.
La clientèle potentielle.
La localisation des concurrents.

Quelle que soit la zone étudiée, des réponses adaptées.

PHILIGRANE

DECOUVREZ L'INVENTAIRE COMMUNAL

En téléphonant au : (1) 45.40.01.43 ou en renvoyant ce bon à :
INSEE B208 -IC- 18 Bd Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14.

C209

NOM _____ ACTIVITE _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____ TEL _____

insee

souhaite recevoir une documentation gratuite
sur l'INVENTAIRE COMMUNAL 1988
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Chapitre A.03

Environnement

1. Le territoire

2. La faune et la flore

3. L'air

4. Les eaux continentales

5. La mer

6. Les déchets

7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des Français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du « Rapport annuel sur l'état de l'environnement » publié par le Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Protection des risques technologiques et naturels majeurs pour les sites naturels.

1. Le territoire

11. Utilisation du territoire
(tableau 1)

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du *ministère de l'Agriculture et de la Forêt,* à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points photos aériennes. Le tableau 1 ci-après fournit la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

12. Protection de l'espace
(tableau 2)

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Le tableau 2 fournit les données statistiques relatives aux zones totalement inconstructibles (protections fortes).

Parmi les différents types d'instrument de protection de l'espace, on retiendra en particulier les suivants :

121. Les documents d'urbanisme
(tableau 3)

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme* (SDAU) qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes;
— le *Plan d'occupation des sols* (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante (tableau 3) :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;
— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposent, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers. En l'absence de POS opposable aux tiers, s'applique la règle de constructibilité limitée aux parties actuellement urbanisées des communes. Cependant, dès lors que les communes ont, conjointement avec le commissaire de la République, précisé les modalités d'application des règles générales d'urbanisme, la règle de constructibilité limitée est suspendue pendant une durée maximum de quatre ans.

122. Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;
— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);
— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

123. Les parcs naturels régionaux
(tableau 4)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les parcs naturels régionaux ont pour objectif :

— de préserver et de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel de qualité particulière;
— de favoriser l'activité économique et sociale compatible avec la protection de l'environnement en encourageant les divers modes de développement qui préservent les valeurs naturelles essentielles, en particulier l'autodéveloppement;
— de promouvoir l'accueil, les activités de détente et d'initiation à la nature, ainsi que les activités de terrain, de réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus.

Le parc est créé à l'initiative de la région qui élabore la Charte constitutive du parc et la soumet ensuite à l'agrément du Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs. La Charte doit définir : l'organisme de gestion et de réalisation, le plan du parc et ses limites, les dispositions juridiques à mettre en œuvre, le programme des équipements à réaliser, le plan de financement des équipements et de la gestion.

124. Les sites
(tableau 5)

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue paysager un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée.

On distingue deux niveaux de protection :

— le *classement* est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Le classement soumet toute modification sur le site à autorisation ministérielle préalable;
— *l'inscription sur l'inventaire des sites* décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas

procéder à des travaux autres qu'agricoles ou d'entretien des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

125. Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

126. Les Parcs nationaux
(tableau 6)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément de générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la *zone centrale* dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc »;

— les *réserves intégrales :* protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;

— la *zone périphérique* où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

127. Les réserves naturelles
(tableau 7)

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

2. La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par sources géographiques; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est réalisée par le Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée. D'ores et déjà sont disponibles des résultats pour un grand nombre d'espèces (voir éditions 1985, 1986, 1987 et 1988 de cet annuaire).

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés publiés entre 1978 et 1982. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

3. L'air
(tableaux 9 à 11)

La *pollution atmosphérique* est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Le tableau 9 concerne une des pollutions les plus importantes : l'*acidité forte,* indicateur de la pollution par le SO_2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le *monoxyde de carbone* produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement. A la suite des résultats de mesure sont présentées des données concernant les émissions de polluants (tableaux 10 et 11). Il convient de souligner que ces résultats ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA *(centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).*

4. Les eaux continentales

41. La qualité des eaux superficielles
(tableau 12)

La connaissance de l'état de la qualité des eaux en France résulte de nombreux travaux effectués localement par les services de l'État et les Agences financières de bassin. En

outre, en application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, des campagnes ont eu lieu en 1971, 1976 et 1981 sur l'ensemble du pays pour caractériser les niveaux de qualité des eaux des rivières et des canaux. Cet inventaire est remplacé depuis 1987 par un réseau national de bassins comportant environ 900 stations de mesure, dont 300 sont permanentes, les 600 autres étant surveillées en réseau tournant par tiers sur trois ans.

Ce sont les résultats de ces points de mesure qui sont présentés (tableau 12). Ils ont fait l'objet d'un traitement statistique, par application de la circulaire du 29 juillet 1971 relative à la préparation des décrets d'objectifs de qualité des cours d'eau qui distingue cinq classes de qualité selon les usages que doivent satisfaire les rivières.

• *Classe 1 A*

Elle caractérise les *eaux exemptes de pollution.*

• *Classe 1 B*

D'une *qualité légèrement moindre,* ces eaux peuvent néanmoins satisfaire tous les usages.

• *Classe 2*

La qualité est *passable* : suffisante pour l'irrigation, les usages industriels, la production d'eau potable après un traitement poussé. L'abreuvage des animaux est généralement toléré. Le poisson y vit normalement mais sa reproduction peut être aléatoire. Les loisirs liés à l'eau y sont possibles lorsqu'ils ne nécessitent que des contacts exceptionnels avec elle.

• *Classe 3*

La qualité est *médiocre* : juste apte à l'irrigation, au refroidissement et à la navigation. La vie piscicole peut subsister dans ces eaux, mais cela est aléatoire en période de faibles débits ou de fortes températures.

• *Hors classe*

Eaux dépassant la valeur maximale tolérée en classe 3 pour un ou plusieurs paramètres. Elles sont considérées comme *inaptes à la plupart des usages* et peuvent constituer une menace pour la santé publique et l'environnement.

En conséquence, pour chacune des classes, des valeurs maximales sont fixées à chacun des paramètres. On admet qu'on attribue à une eau la classe qui est donnée par le (ou les) paramètre(s) le (les) plus défavorable(s). Cette classe est celle qui, d'après les valeurs, est atteinte par au moins 10 % des plus mauvaises mesures de ce paramètre.

Le tableau 12 qui distingue d'une part, la qualité des eaux du point de vue de la demande biologique en oxygène et d'autre part, la qualité des eaux du point de vue de l'ammonium, donne l'évolution de la répartition des points de mesure dans chacune des classes de qualité indiquées ci-dessus.

42. Les prélèvements d'eau
(tableaux 13 et 14)

Le tableau 13 donne la statistique des prélèvements d'eau par bassin en 1975 et depuis 1982.

Les grands barrages français (tableau 14), d'abord réalisés à des fins purement hydroélectriques, sont conçus aujourd'hui dans le cadre plus général de l'aménagement des ressources en eau.

43. La lutte contre la pollution
(tableaux 15 à 17)

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Cinq paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. *Poids de matières en suspension* (MES) en kilogrammes;

2. *Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables* (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\ DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants :
Un *équivalent habitant* correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

3. *Quantités de substances inhibitrices ou toxiques*, mesurées par des tests de *toxicité sur la daphnie* ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox/jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.

4. *Substances azotées* (organiques et ammoniacales);

5. *Substances phosphorées* (organiques et minérales).

Le tableau 15 indique la pollution nette rejetée et la pollution retirée par les industries pour chacun de ces paramètres. Les données sont établies chaque année par le Service de l'environnement industriel (Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs), à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

Le tableau 16 indique le poids relatif des émissions nettes des différentes branches d'activité par rapport à la pollution industrielle des eaux.

Le tableau 17 rend compte de la pollution des collectivités locales, des capacités des stations d'épuration et de la pollution éliminée.

5. La mer

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

51. La qualité des eaux marines

La mesure de la qualité des eaux s'effectue à partir de deux types d'opérations continues de surveillance :

— une surveillance générale des différents composants du milieu (eau, sédiments, matière vivante) dans le cadre du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (RNO);

— une surveillance particulière de la qualité des eaux de baignade sur l'ensemble des plages françaises.

511. Le Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin
(tableau 18)

Mis en place en 1974 par le ministère de l'Environnement, avec l'appui scientifique et technique du CNEXO fusionné depuis avec l'ISTPM en un seul organisme, l'IFREMER, le Réseau national d'observation s'articule autour de 18 zones de surveillance comportant chacune plusieurs stations hydrographiques sur lesquelles sont effectués des prélèvements selon des fréquences variables en fonction des paramètres étudiés.

Les mesures des micropolluants dans l'eau ont été abandonnées en 1985 à la suite de l'analyse critique des résultats obtenus sur la période 1974-1984. Elles sont poursuivies pour les mesures dans la matière vivante et les sédiments.

Le tableau 18 donne les niveaux de concentration de cinq micropolluants dans la moule pour les trois zones suivantes :

1. Baie de Seine, très industrialisée;
2. Baie de Saint-Brieuc, agricole;
3. Étang de Thau, peu industrialisé.

512. La salubrité des plages
(tableau 19)

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère chargé de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-tests.

52. Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les *déversements* volontaires ou accidentels *de navires* (en particulier hydrocarbures);

— les *pollutions transportées par les fleuves,* très importantes, mais difficilement quantifiables;

— les *pollutions en provenance du littoral* : pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires;

— les *retombées atmosphériques* contribuent également, pour une part non négligeable, à la pollution du milieu marin.

521. La pollution des communes littorales
(tableau 20)

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques (Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs).

La *pollution produite* est calculée à partir de la population estimée des communes littorales pendant la saison estivale. Elle est exprimée en *équivalent habitant.*

La *pollution éliminée* est la pollution retirée par les stations d'épuration.

Le *taux de dépollution* est le rapport de la pollution éliminée sur la pollution produite.

522. La pollution industrielle
(tableau 21)

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales (voir définitions dans le paragraphe consacré à la pollution de l'eau). Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

6. Les déchets

61. Les déchets des ménages
(tableaux 22 et 23)

16 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 300 kg/habitant/an).

Elles sont constituées par 50 % d'emballages environ (cartons, bouteilles, boîtes de conserves, ...). A ce tonnage viennent s'ajouter environ 1.500.000 tonnes de déchets encombrants.

Le tableau 22 donne l'évolution en pourcentage de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés (tableau 23) :

— la *décharge contrôlée,* dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le *compostage* a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'*incinération sans récupération d'énergie* consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'*incinération avec récupération d'énergie* permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;

— le *traitement mixte* combine le procédé de *compostage* et celui de l'*incinération* des produits non compostables.

62. Les déchets industriels
(tableau 24)

Les déchets industriels peuvent être schématiquement classés en deux groupes :
— les déchets industriels « banals » assimilables aux ordures ménagères;
— les déchets industriels « spéciaux » qui peuvent être à l'origine d'atteintes particulières à l'environnement en cas de mauvaise élimination. Au sein de cette catégorie, il convient de distinguer :
• les déchets ne nécessitant pas un traitement spécifique et dont la mise en décharge, moyennant certaines conditions, constitue pour certains d'entre eux une solution acceptable;
• les déchets toxiques et dangereux dont l'élimination doit être assurée grâce à la mise en œuvre de moyens adaptés.

Les principales filières d'élimination des déchets industriels spéciaux toxiques sont actuellement : l'incinération, les traitements physico-chimiques et la mise en décharge contrôlée. Des installations collectives de traitement ont été créées pour les établissements industriels ne disposant pas de capacité interne de traitement. On distingue :
— les centres collectifs polyvalents pour l'incinération ou les traitements physico-chimiques;
— les centres collectifs spécialisés adaptés au traitement et à la revalorisation de déchets industriels spécifiques (huiles, fluides d'usinage, solvants, acides, bains métalliques, etc.).

63. La récupération des déchets
(tableau 25)

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres et la récupération.
Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :
— le *recyclage* proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;
— la *réutilisation*, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;
— le *réemploi*, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.
Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie.

7. Les dépenses en faveur de l'environnement
(tableau 26)

Ce tableau, tiré des *Données économiques de l'environnement*, a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques techniques et naturels majeurs. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :
• Eau :
— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau, ...), défense contre les eaux et la mer, ...
— lutte contre les pollutions :
• Air : bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation;
• Protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes;
• Amélioration du cadre de vie : parcs naturels régionaux, parcs et jardins péri-urbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

* * *

TABLEAU A.03-1

Répartition du territoire métropolitain

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, SCEES (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire)

Catégories	1948		1985		1986		1987		*p* 1988	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.915	32,6	17.989	32,7	18.164	33,1	18.267	33,3
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	12.206	22,3	12.121	22,1	11.938	21,8	11.740	21,4
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,8	1.320	2,4	1.307	2,4	1.295	2,4	1.278	2,3
Peupleraies et bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.618	26,6	14.620	26,6	14.627	26,6	14.694	26,8
Territoire agricoles non cultivé	6.036	11,0	2.741	5,0	2.738	5,0	2.712	4,9	2.732	4,8
Territoire non agricole	4.586	8,3	6.108	11,1	6.133	11,2	6.172	11,2	6.208	11,3
Total (3)	*r* **55.104**	**100**	**54.908**	**100**	**54.908**	**100**	**54.908**	**100**	**54.919**	**100**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs. — (2) Progression en partie apparente. — (3) Cadastre en 1948, planimétrage IGN en 1985, 1986, 1987 et 1988.

TABLEAU A.03-2

Évolution de la superficie des espaces protégés entre 1978 et 1988 (France métropolitaine)

Sources : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs
Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

	1978		1988	
	Superficie en km²	% du total des espaces	Superficie en km²	% du total des espaces
Total France métropolitaine (Planimétrage IGN)	549.192	100	549.192	100
dont : Espaces protégés :				
Réserves naturelles	369	0,1	1.030,5	0,2
Forêts publiques	17.531	3,2	17.694	3,2
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	51	ε	313	0,1
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	0,5	3.432	0,6
Zones ND des POS (1)	18.420	3,4	66.739	12,2
Sites classés	1.856	0,3	...	...
Acquisitions dans les périmètres sensibles	—	ε	(2) 120	ε
Total brut des protections fortes	**40.994**	**7,5**	...	...

(1) POS : plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés; ND : zones naturelles protégées. — (2) Données 1986.

TABLEAU A.03-3

Superficie des zones naturelles protégées (ND) et des zones naturelles agricoles (NC) (France métropolitaine et DOM)

Situation au 1er octobre

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de l'Urbanisme et des Paysages) — *Unité :* Km²

	1978	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Zones naturelles protégées (ND)	18.575	29.130	34.382	38.905	43.809	46.273	48.835	54.773	62.903	68.600
Zones naturelles agricoles (NC)	26.769	42.870	52.165	61.721	69.820	74.095	78.644	90.036	104.187	116.336

TABLEAU A.03-4

Parcs naturels régionaux

Situation au 1er janvier 1989

Source : Fédération des parcs naturels de France

Nom du parc (année de création)	Départements	Nombre de communes	Superficie km² (1)	Nombre d'habitants (2) (en milliers)	Capacité d'accueil (estimation en milliers)
Armorique (1969)	Finistère	30	650	33,0	25,2
Ballons des Vosges (1989)	Vosges, Haut-Rhin, Territoire de Belfort, Haute-Saône	158	2.330	191,0	...
Brière (1970)	Loire-Atlantique	18	400	50,0	7,5
Brotonne (1974)	Eure - Seine-Maritime	39	450	33,0	4,0
Camargue (1970)	Bouches-du-Rhône	2	850	8,5	14,1
Corse (1972)	Corse du Sud, Haute-Corse	82	2.000	24,0	58,0
Forêt d'Orient (1970)	Aube	47	700	20,0	5,2
Haut-Languedoc (1973)	Hérault - Tarn	69	1.450	70,0	38,0
Haute-Vallée de Chevreuse (1985)	Yvelines	19	260	38,0	...
Haut-Jura (1986)	Jura	37	620	37,0	...
Landes de Gascogne (1970)	Gironde - Landes	22	2.060	30,0	11,0
Livradois-Forez (1986)	Haute-Loire - Puy-de-Dôme	160	3.000	100,0	...
Lorraine (1974)	Meuse - Moselle - Meurthe-et-Moselle	186	2.060	47,0	13,0
Lubéron (1977)	Alpes-de-Haute-Provence - Vaucluse	157	1.200	90,0	43,7
Marais Poitevin (1979)	Vendée - Charente-Maritime - Deux-Sèvres	102	2.050	83,0	54,7
Martinique (1976)	Martinique	34	700	80,0	...
Montagne de Reims (1976)	Marne	54	500	33,0	4,0
Morvan (1970)	Côte-d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire - Yonne	64	1.720	33,0	39,5
Nord - Pas-de-Calais (1986)	Nord - Pas-de-Calais	167	1.460	326,0	...
Normandie - Maine (1975)	Manche - Orne - Mayenne - Sarthe	143	2.340	90,0	44,2
Pilat (1974)	Loire - Rhône	43	650	39,0	21,2
Queyras (1977)	Hautes-Alpes	11	600	2,0	46,6
Vercors (1970)	Drôme - Isère	60	1.350	26,0	69,2
Volcans d'Auvergne (1977)	Cantal - Puy-de-Dôme	129	3.480	92,0	130,8
Vosges du Nord (1976)	Bas-Rhin - Moselle	97	1.180	82,0	20,8

(1) Il s'agit de la superficie entière des communes, même si dans certains cas, la totalité de cette superficie ne se trouve pas dans le périmètre du parc (excepté pour les parcs de l'Armorique, la Corse, le Haut-Languedoc pour lesquels un réajustement a été fait). — (2) A été prise en compte la population totale des communes rurales intégrées dans le périmètre du parc.

TABLEAU A.03-5

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

France métropolitaine et DOM TOM

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre de sites inscrits	4.616	4.675	4.733	4.795	4.840	4.876	4.903	4.938	4.962	4.985
Nombre de sites classés	2.233	2.260	2.280	2.309	2.328	2.337	2.358	2.371	2.399	2.417

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.03-6

Parcs nationaux

Situation au 1er janvier 1989

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Étude « Les parcs nationaux et leurs zones périphériques » SEGESA)

Superficie en km²

Nom du parc et date de création	Départements	Superficie (1)		Population totale	
		Totale	Dont zone centrale	1975	1982
Cévennes (décret du 2 septembre 1970)	Lozère, Gard, Ardèche	3.209	844,1	40.280	41.272
Guadeloupe (décret du 7 mars 1989)	Guadeloupe	291	173	...	...
Les Écrins (décret du 27 mars 1973)	Hautes-Alpes, Isère	2.288	918,0	24.935	27.639
Mercantour (décret du 18 août 1979)	Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence	2.150	685,0	15.525	16.445
Port-Cros (décret du 14 décembre 1963)	Var	(2) 6,9	...	30	30
Pyrénées-Occidentales (décret du 23 mars 1967)	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques	2.632	457,1	41.631	40.223
Vanoise (décret du 7 juillet 1963)	Savoie	1.993	528,4	25.192	27.973
Total		**12.569,9**	**3.605,6**	(3) **147.593**	(3) **153.582**

(1) A été prise en compte la superficie totale des communes situées dans certains cas en partie seulement dans le périmètre du parc. — (2) Non compris 18 km² en zone maritime. — (3) Non compris le parc national de la Guadeloupe.

TABLEAU A.03-7

Réserves naturelles officiellement créées

France métropolitaine et DOM TOM

Situation en fin d'année

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de la Protection de la nature)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre de réserves	36	40	50	58	63	67	73	78	84	92	94
Superficies [en km²] (1)	412,6	471,0	550,0	561,5	616,6	633,2	711,8	(2) 947,8	1.007,5	1.067,0	1.073,5

(1) Y compris la réserve de Banc d'Arguin dont la superficie varie de 1,5 à 5 km², et y compris à partir de 1977 la réserve de la presqu'île de la Caravelle (Martinique) de 5,2 km². — (2) Création en 1985 de la réserve des Hauts-Plateaux de Vercors.

TABLEAU A.03-8

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse.
Conseil supérieur de la pêche

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
CHASSE (1)											
Permis délivrés [en milliers] (2)	2.125,9	2.064,0	2.016,5	1.983,1	1.989,7	1.993,9	1.917,8	1.863,5	1.830,2	1.829.2	1.786,3
Réserves particulières approuvées (surface en milliers d'ha)	261,2	261,2	261,2	257,7	260,8	●	351,3	351,3	●	●	294,5
PÊCHE FLUVIALE											
1. *Pêcheurs professionnels* (pêcheurs aux filets et aux engins) :											
Permis délivrés	15.252	15.199	15.045	14.560	12.583	13.540	11.871	11.340	10.669	9.431	9.573
dont : Professionnels adjudicataires	///	///	///	///	///	///	///	///	973	1.073	1.079
2. *Pêcheurs à la ligne :*											
Associations agréées	4.084	4.095	4.110	4.134	4.152	4.151	4.178	4.188	4.209	4.245	4.221
Permis délivrés [en milliers] (3)	2.530,3	2.434,6	2.359,4	2.349,1	2.321,5	2.326,1	2.266,9	2.180,1	2.099,8	2.045,2	1.984,2
dont : pêcheurs au lancer (en milliers)	*1.951,4*	*1.903,8*	*1.877,5*	*1.890,0*	*1.884,7*	*1.915,6*	*1.907,3*	*1.847,8*	*1.783,7*	*1.753,2*	*1.708,1*

(1) Campagnes sur deux années. — (2) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires; période de juillet de l'année *n* — 1 à juin de l'année *n*. — (3) Timbres piscicoles ordinaires délivrés.

TABLEAU A.03-9

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte

(Principalement dioxyde de soufre [SO_2] produit par les chauffages domestiques et industriels)

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

Ville ou agglomération	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Ville de Paris	109	104	89	71	68	61	57	54	50	48	38
Agglomération lyonnaise	67	70	66	52	46	51	55	61	58	57	50
Ville de Marseille	●	77	72	64	56	(1) 45	38	38	34	36	28
Agglomération lilloise	58	69	57	54	50	(1) 48	32	37	30	30	31
Agglomération de Rouen	85	83	70	49	48	41	39	37	37	39	37
Ville de Strasbourg	59	63	58	44	55	64	61	74	66	62	42
Ville de Nantes	39	38	30	21	26	22	...	...	...	...	...
Ville de Caen	31	20	27	20	24	25	20	22	22	21	21
Zone du Havre	70	72	76	63	59	47	44	48	41	38	33
Zone de Fos-Berre	59	55	54	34	30	29	...	...	...	...	...
Ville de Dunkerque	41	46	32	30	35	(1) 26	22	27	28	21	20

(1) Nouveau réseau : mesure du dioxyde de soufre par fluorescence UV ou photométrie de flamme; pas de résultat disponible pour l'acidité forte sur l'ensemble de l'agglomération.

TABLEAU A.03-10

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Résidentiel et tertiaire (1)	319	311	301	■ 211	191	187	165	154
Industrie et agriculture	795	725	647	577	360	331	327	344
Centrales thermiques	968	948	694	566	436	330	309	233
Transformation d'énergie	148	155	122	115	111	113	107	107
Procédés industriels	267	258	235	218	194	*p* 192	*p* 189	189
Transport	92	93	95	98	107	114	120	123
Chauffage urbain	///	///	///	83	71	76	73	76
Ensemble	**2.589**	**2.490**	**2.094**	**1.867**	**1.470**	**1.343**	**1.291**	**1.227**

(1) Chauffage urbain inclus jusqu'en 1983.

TABLEAU A.03-11

Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*p* 1987	*p* 1988
Résidentiel et tertiaire (1)	90	86	83	71	71	72	68	63
Industrie et agriculture	174	160	154	155	110	101	99	100
Centrale électro-thermique	241	251	212	179	163	125	114	91
Transformation d'énergie	23	20	18	18	17	17	13	13
Procédés industriels	128	118	112	110	109	*p* 106	106	106
Transport	1.046	1.053	1.065	1.085	1.130	1.182	1.217	1.227
Chauffage urbain	///	///	///	14	14	15	13	15
Ensemble	**1.702**	**1.688**	**1.645**	**1.632**	**1.615**	**1.618**	**1.630**	**1.615**

(1) Chauffage urbain inclus jusqu'en 1983.

TABLEAU A.03-12

Qualité des eaux superficielles

[Répartition par classe de qualité en % des points de mesure] (1)

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unité : %

Qualité	1975	1977	1979	1981	1983	1984	1985	1986	1987
Du point de vue de la demande biologique en oxygène									
1A Eaux exemptes de pollution	8,9	10,2	10,8	13,1	25,1	14,9	10,3	10,0	19,3
1B Qualité légèrement moindre	33,3	35,0	29,8	41,5	36,4	39,1	37,6	30,0	35,5
2 Qualité passable	39,6	36,4	37,6	32,0	26,6	32,7	34,7	43,3	30,4
3 Qualité médiocre	14,8	12,6	15,5	10,2	7,2	8,1	10,7	11,6	10,5
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	3,1	5,6	6,0	2,8	4,3	4,9	6,6	5,0	4,0
Total (2)	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Du point de vue de l'ammonium									
1A Eaux exemptes de pollution	15,3	13,5	3,9	13,6	10,8	7,3	4,7	3,6	7,2
1B Qualité légèrement moindre	35,9	30,3	41,7	44,6	47,2	56,5	51,2	51,1	41,3
2 Qualité passable	33,8	34,5	37,3	27,6	27,2	23,9	28,7	30,5	34,4
3 Qualité médiocre	10,0	14,4	11,3	10,3	10,8	8,3	10,1	9,9	11,0
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	4,7	7,0	5,6	3,7	3,9	3,8	5,0	4,7	5,8
Total (2)	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) En raison de l'augmentation des points de surveillance permanents particulièrement en 1982, l'évolution chronologique ne doit pas être déduite de ce tableau. — (2) Du fait des arrondis, la somme des pourcentages n'est pas toujours rigoureusement égale à 100.

TABLEAU A.03-13

Prélèvements d'eau souterraine (1) et d'eau de surface soumis à redevance depuis 1982

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs

Unité : Million de m³

Bassin hydrographique	1982	1983	1984	1986
Adour-Garonne	2.746	2.331	2.000	1.934
Artois-Picardie (2)	669	709	681	664
Loire-Bretagne	(3) 1.287	(3) 1.295	(3) 1.309	(4) ■ 6.602
Rhin-Meuse	5.369	5.437	5.846	4.900
Rhône-Méditerranée-Corse	12.437	12.748	14.480	16.414
Seine-Normandie	6.608	6.020	4.959	3.473

(1) Les volumes d'eau de source captée sont comptés avec les prélèvements d'eau souterraine. — (2) Les chiffres ne tiennent pas compte des prélèvements de la centrale nucléaire de Gravelines (Nord) grosse consommatrice d'eau. — (3) Les chiffres ne tiennent pas compte des prélèvements des centrales thermiques du bassin (la consommation en période d'étiage est de l'ordre de 2.500 millions de m³). — (4) Y compris les prélèvements des centrales thermiques.

TABLEAU A.03-14

Retenues de plus de 100 millions de mètres cubes de capacité totale de réserve

Au 1er janvier 1989

Source : Registre mondial des barrages publié par la commission internationale des grands barrages

Nom des barrages	Capacité totale (millions de m³)	Année d'achèvement
Sarrans (Aveyron)	296	1932
Le Sautet (Isère)	130	1934
Saint-Étienne-Cantalès (Cantal)	135	1945
L'Aigle (Cantal)	225	1947
Castillon (Alpes-de-Haute-Provence)	149	1948
Le Chastang (Corrèze)	187	1951
Pareloup (Aveyron)	169	1951
Vassivières (Creuse et Haute-Vienne)	107	1951
Bort-les-Orgues (Corrèze)	477	1951
Tignes (Haute-Savoie)	230	1952
Grandval (Cantal)	292	1959
Serre-Ponçon (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence)	1.270	1960
Monteynard (Isère)	240	1962
Roselend (Savoie)	187	1961
La Rance (Ille-et-Vilaine)	184	1966
Seine (Aube)	205	1965
Mont-Cenis (Savoie)	332	1968
Vouglans (Jura)	605	1968
Salagou (Hérault)	125	1971
Marne (Marne, Haute-Marne) (1)	350	1974
Sainte-Croix (Alpes-de-Haute-Provence, Var)	767	1974
Naussac (Lozère)	190	1981
Orédon (Hautes-Pyrénées)	127	1982
Villerest (Loire)	128	1982
Grand'Maison (Isère et Savoie)	140	1985
Total	**7.247**	
Yaté (Nouvelle Calédonie)	*r* 313	1959
Barrage en cours de réalisation		
Aube	152	

(1) Incluant le lac du Der.

TABLEAU A.03-15

Pollution industrielle de l'eau

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : kilo équitox/jour

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Pollution nette (1) rejetée par les industries :										
— matières en suspension	2.577	2.481	2.424	2.397	2.190	2.128	2.032	2.079	1.890	1.854
— matières oxydables	3.215	3.068	2.847	2.774	2.558	2.515	2.434	2.409	2.288	2.250
— matières toxiques	71.561	70.987	65.567	56.185	50.332	51.969	44.826	42.885	44.389	41.577
Pollution retirée par les industries :										
— matières en suspension	6.982	6.065	8.498	8.797	9.231	12.774	12.947	10.894	9.374	9.745
— matières oxydables	1.739	1.905	2.523	2.719	2.677	3.042	3.211	3.407	3.591	3.442
— matières toxiques	51.031	56.365	69.783	76.651	76.343	72.276	73.195	74.283	79.261	84.210

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.03-16

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1983	1984	1985	1986	1983	1984	1985	1986	1983	1984	1985	1986
Industrie chimique	31,6	32,8	27,7	26,7	17,6	17,4	17,2	17,4	53,1	54,3	56,4	52,8
Industrie agro-alimentaire	21,8	22,0	23,5	22,4	45,7	45,6	45,7	45,3	0,4	0,4	0,4	0,1
Industries des métaux	14,0	14,0	15,1	14,1	9,3	8,9	9,1	8,8	37,6	36,4	35,3	39,2
Bois, papiers, cartons	8,6	8,3	9,2	11,7	12,5	13,0	12,2	12,6	1,4	1,4	1,2	1,3
Industries textiles	4,5	4,3	4,7	5,0	8,0	8,1	8,4	8,4	5,0	5,0	4,5	4,4
Commerces et services	6,4	6,2	6,9	7,2	3,5	3,5	3,7	3,9	—	—	—	—
Industries extractives	5,0	4,3	4,1	4,2	0,6	0,7	0,8	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6
Cuirs et peaux	1,4	1,3	1,3	1,3	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,1
Production d'énergie	0,9	0,8	1,1	0,8	0,7	0,7	0,9	0,9	0,3	0,3	0,2	0,2
Industries minérales	1,7	1,6	1,6	1,5	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Indéterminés + divers. Imprimerie, plastiques, tabacs	4,1	4,4	4,8	5,0	0,4	0,4	0,4	0,5	—	—	—	0,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.03-17

Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Statistiques des agences financières de bassin)

Unité : Million d'équivalents/habitants (1)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Pollution brute	67,8	67,6	68,5	68,3	68,4	68,7	69,4	70,0	70,8
Pollution entrant dans les stations	29,3	29,8	30,5	32,5	32,4	32,9	34,5	35,5	36,0
Pollution éliminée	19,4	20,5	20,8	22,2	22,3	22,6	23,9	24,3	24,8
Pollution rejetée	48,4	47,1	47,7	46,1	46,1	46,1	45,5	45,7	45,8
Capacité de traitement	44,7	46,6	48,3	50,6	52,5	54,3	55,7	56,5	57,5

(1) Équivalent/habitant correspond à 57 g de matières oxydables.

TABLEAU A.03-18

Concentration moyenne des principaux micropolluants dans la matière vivante

Sources : Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin

Unité : Milligramme/kg de poids sec

Micropolluant	Baie de Seine (1)		Baie de Saint-Brieuc (1)		Étang de Thau (2)	
	1980	1985	1980	1985	1980	1985
Hydrocarbures totaux	11,7 (± 7,8)	9,7 (± 7,4)	5,06 (± 4,8)	3,61 (± 1,15)	1,53 (± 0,90)	1,89 (± 0,57)
Diphényles polychlorés (PCB)	3,63 (± 2,35)	3,34 (± 2,38)	0,195 (± 0,083)	0,088 (± 0,040)	0,235 (± 0,135)	0,269 (± 0,126)
DDT	0,029 (± 0,016)	0,017 (± 0,011)	0,016 (± 0,009)	0,003 (± 0,002)	0,071 (± 0,029)	0,032 (± 0,025)
Mercure (3)	0,18 (± 0,07)	0,16 (± 0,05)	0,11 (± 0,08)	0,16 (± 0,08)	0,08 (± 0,04)	0,15 (± 0,07)
Cadmium (3)	3,42 (± 1,65)	2,36 (± 2,15)	1,38 (± 0,45)	0,87 (± 0,35)	1,20 (± 0,35)	0,72 (± 0,46)

(1) Le mollusque analysé est la moule *mytilus edules.* — (2) Le mollusque analysé est la moule *galloprovincialis.* — (3) Échelles de concentration (mg/kg de poids sec) adoptée par les Conventions d'Oslo et de Paris :

	Mercure (moule et huître)	Cadmium (moule)	Cadmium (huître)
Niveau moyen	0,6	2	8
Niveau fort	1	5	20

TABLEAU A.03-19

Qualité des eaux de baignade en mer (1)

Sources : Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale et cellules de lutte contre les pollutions marines
Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs

Année	Nombre de points de mesure	Catégories (2)											
		A		AB		B		C		CD		D	
		Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%
1978	1075	95	8,8	320	29,8	267	24,8	244	22,7	84	7,8	65	6,0
1979	1186	189	15,9	357	30,1	296	25,0	245	20,7	43	3,6	56	4,7
1980	1316	279	21,2	334	25,4	295	22,4	298	22,6	45	3,4	65	4,9
1981	1381	327	23,7	316	22,9	376	27,2	293	21,2	16	1,2	53	3,8
1982	1654	408	24,7	508	30,7	329	19,9	328	19,8	25	1,5	56	3,4
1983	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
1984	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
1985	1.560	434	27,9	396	25,5	471	30,3	233	14,9	7	0,5	14	0,9
1986	1.710	515	30,1	451	26,4	499	21,2	200	11,7	21	1,2	24	1,4
1987	1.704	576	33,8	388	22,8	455	26,7	250	14,6	22	1,3	13	0,8
1988	1.713	571	33,3	444	25,9	441	25,7	229	13,4	13	0,8	15	0,9

(1) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années. — (2) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.03-20

Bilan de la pollution des communes du littoral (1) pendant la saison estivale 1988

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Littoral	Pollution produite (2) équivalent/hab.	Pollution éliminée (2) équivalent/hab.	Taux de dépollution %
Bassin Artois-Picardie	812.523	489.200	60,2
Bassin Seine-Normandie	1.647.818	690.568	42,0
Bassin Loire-Bretagne	2.637.351	1.239.555	47,0
Bassin Adour-Garonne	662.359	410.749	62,0
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	4.153.000	1.256.000	30,2
Total	**9.913.051**	**4.086.072**	**41,2**

(1) Y compris les industries raccordées. — (2) Équivalent/habitant : 57 g matières oxydables par jour.

TABLEAU A.03-21

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : million d'équitox/jour

	Matières en suspension	Matières oxydables	Matières toxiques
1979	259,3	201,6	9,5
1980	256,2	210,8	7,5
1981	352,8	250,9	11,2
1982	313,1	234,0	12,3
1983	302,1	233,2	10,9
1984	306,5	229,3	11,4
1985	280,9	224,0	12,4

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

TABLEAU A.03-22

Part de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Service des déchets)

Unité : %

Taux de population desservie	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Par un système de collecte	95	95	98	98	98	98	98	99,5
Par un système de traitement	69	80	82	87	87	87	87	92,0

TABLEAU A.03-23

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 1er janvier

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Capacité : tonne/jour
Population : millier d'habitants

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1982	1985	1982	1985	1982	1985	1982	1985
Incinération sans récupération d'énergie	184	218	7.337	7.136	6.905	7.105	13	13
Incinération avec récupération d'énergie	34	66	11.337	12.296	11.695	12.635	22	24
Compostage	94	90	4.671	4.053	4.260	4.760	8	8
Broyage	139	133	4.735	4.312	4.785	5.145	9	9
Décharges contrôlées	264	341	17.634	18.445	15.950	16.480	30	34
Divers	—	2	—	165	—	—	—	—
Total	**715**	**850**	**45.714**	**46.407**	**43.595**	**46.125**	**82**	**88**

TABLEAU A.03-24

Capacité des installations de traitement des déchets industriels spéciaux

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Millier de tonnes/an

Centres de traitement	Nombre de centres				Quantités éliminées			
	1980	1984	1985	1987	1980	1984	1985	1987
Centres collectifs polyvalents :								
Incinération	15	21	18	20	309	380	520	570
Traitements physico-chimiques			8	8	173	240	240	317
Centres collectifs spécialisés :								
Huiles solubles	7	10	12	9	70	100	150	150

TABLEAU A.03-25

Quelques données sur la récupération

Situation en 1988

Sources : Secrétaire d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Service des déchets)
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED)

Secteur	Potentiel théorique (t/an)	Situation actuelle (t/an)
Métaux :		
Ferrailles	10 millions de tonnes théoriquement récupérables	8 millions de tonnes récupérées dont 5 millions de tonnes valorisées en France
Métaux non ferreux	1 million de tonnes théoriquement récupérables	750.000 tonnes récupérées dont 600.000 tonnes valorisées en France
Déchets de bois	10 millions de tonnes de déchets	3 millions de tonnes valorisées sous forme de matière première (papeterie ameublement)
Papiers et cartons	8 millions de tonnes de vieux papiers, dont 5 millions de tonnes théoriquement récupérables	2,7 millions de tonnes réutilisées par l'industrie papetière
Verre	2,5 millions de tonnes de déchets (bouteilles)	115 millions de cols (bouteilles) réemployés (représentant 30.000 tonnes de verre) 680.000 tonnes recyclées sous forme de calcin (verre broyé), dont 540.000 tonnes d'origine ménagère
Déchets de caoutchouc	500 000 tonnes de déchets dont 450 000 tonnes de pneumatiques usagés	100.000 tonnes valorisées (sans compter les utilisations agricoles : ensilage, etc.) dont 70.000 tonnes en rechapage et 30.000 tonnes en poudrette et caoutchouc régénéré

TABLEAU A.03-26

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement

Année 1987

Source : Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (Données économiques de l'environnement 1988)

Unité : Million de francs au prix de 1987

Programmes	Administrations publiques	Industries	Ménages	Total
Par domaine :				
Eau (assainissement et épuration)	18.341	6.250	3.585	28.176
Air	—	5.500	536	6.036
Bruit	518	700	1.050	2.268
Déchets	10.789	5.150	1.201	17.140
Autres pollutions	16	—	—	16
Patrimoine écologique	471	—	—	471
Cadre de vie (1)	6.836	—	6.890	13.726
Par nature :				
Investissement	*r*11.070	*r*4.600	*r*6.884	*r*22.554
Fonctionnement	*r*25.901	*r*13.000	*r*6.378	*r*45.279
Total	***r*36.971**	***r*17.600**	***r*13.262**	***r*67.833**

(1) Les dépenses des industries dans le domaine du Cadre de Vie (espaces verts, écrans végétaux...), difficilement chiffrables, ne sont pas comptabilisées ici.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs

— Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : (1) 47 58 12 12.
— Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (même adresse).
— Direction de la protection de la nature (même adresse).
— Service de l'information (même adresse).
— Conseil supérieur de la pêche, 10, rue Péclet, 75015 Paris.
— Office national de la chasse, 85, *bis,* rue de Wagram, 75017 Paris.

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

— Service technique de l'Urbanisme, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : (1) 45 67 35 36.

Muséum national d'histoire naturelle

Secrétariat de la faune et de la flore, 57, rue Cuvier, 75321 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 43 36 54 32.

Principales publications

— *L'État de l'environnement,* rapports annuels et *Données économiques de l'environnement*. Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Protection des risques technologiques et naturels majeurs, Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement. Mission des études économiques, des statistiques et du plan.
— *Dossier statistique de l'environnement 1982,* Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Protection des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, mission des études, des statistiques et du plan.
— *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (RISU, publication annuelle), ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, DAU.
— *Annuaire de la qualité des eaux* (publication annuelle) et *inventaire du degré de pollution des eaux superficielles* 1981. Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Protection des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques, Service de l'eau.
— *Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979 et résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales.* Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Protection des risques technologiques et naturels majeurs, IFREMER.
— *Bilan 75-82 de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets.* Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Protection des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques, Service des déchets.
— *Composantes industrielles de la pollution des eaux.* Secrétariat d'État à l'Environnement et à la Protection des risques technologiques et naturels majeurs, Direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques, Service de l'environnement industriel.
— *État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce* (publication annuelle), ministère délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Protection sociale chargé de la santé.
— *Teneurs en nitrate des eaux destinées à la consommation.* Ministère délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Protection sociale chargé de la santé.

B

Données de démographie

Chapitre B.01

État de la population

1. Recensements

2. Évaluations annuelles

3. Population des États de la Communauté économique européenne

4. Ménages - Familles

5. Départements et territoires d'outre-mer

1. Recensements

Les principales statistiques concernant l'état de la population (répartition géographique et structure démographique) sont fournies par les *recensements généraux de la population* (1).

Le dernier recensement de population effectué est celui du 4 mars 1982 dans la métropole et du 9 mars 1982 dans les départements d'outre-mer (DOM).

Les résultats officiels de ce dénombrement, fixant la *population légale* (2) des communes, cantons, arrondissements, départements et régions ont été authentifiés par décret et publiés en une série de fascicules (bleue) :

— population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes (un volume, 101 fascicules départementaux);

— tableaux statistiques de population légale (métropole), communes de plus de 2.000 habitants.

Les résultats de la comparaison des dénombrements de 1968, 1975 et 1982, combinés aux statistiques de nais-

1. Les résultats annotés des recensements de 1851 à 1962 sur la population par sexe, âge et état matrimonial de la France (territoire du moment) ont été publiés dans le volume *Études et documents démographiques,* n° 10 (INSEE, Paris 1968).

2. *Population légale.* La *population légale* de la France comprend toutes les personnes (françaises et étrangères) *résidant habituellement* en France métropolitaine au moment du recensement, y compris les militaires français de carrière ou du contingent stationnés hors métropole ayant une résidence personnelle en France.

sances et de décès, font l'objet d'une deuxième série de fascicules départementaux (orange) intitulée :

— population légale et statistiques communales (métropole) complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975) : 22 fascicules régionaux, 96 fascicules départementaux;
— villes et agglomérations urbaines;
— zones de peuplement industriel ou urbain.

La description des caractéristiques de la population (sexe, âge, activité professionnelle, etc.) et des logements qu'elle occupe provient de l'exploitation des réponses fournies par les habitants. Cette exploitation statistique a commencé par le *dépouillement d'un échantillon au 1/20* (un questionnaire sur vingt a été tiré puis traité). La documentation ainsi rassemblée a donné lieu à la publication de volumes spécialisés par thème (volumes bordeaux). Les principales statistiques sur l'état de la population de la France ont été publiées dans le volume « Structure de la population totale ».

Certaines statistiques démographiques, notamment celles relatives à des sous-populations, ne sont disponibles qu'au moment des recensements (dans l'édition 1984 étrangers : tableaux 3 et 4; répartition par catégorie socioprofessionnelle : tableau 5; répartition par département : tableau 6). Cependant, pour certaines données importantes, et lorsque cela est possible, on procède entre les recensements à des évaluations périodiques, de façon à mettre à jour les résultats du dernier recensement; c'est le cas, en particulier, de la population totale du pays et de sa répartition par sexe, âge et état matrimonial, ainsi que de sa répartition géographique. Dès que sont connus les résultats du recensement suivant, on procède à certaines réévaluations (voir B.01, § 212 de l'édition 1985).

2. Évaluations annuelles
(tableaux 1 à 5)

21. Évaluation de la population totale au 4 mars et au 1er janvier 1982

La population recensée le 4 mars 1982 (population légale) dans les 95 départements métropolitains était de 54.334.871 habitants, y compris les militaires (de carrière ou du contingent) stationnés hors métropole qui avaient une résidence personnelle en France. A cette population, il convient d'ajouter 40.000 militaires stationnés hors métropole qui, n'ayant pas de résidence personnelle en France, n'ont pu être rattachés à aucun département. D'autre part, diverses corrections doivent être apportées pour tenir compte de certaines imperfections du recensement.

Le bilan de ces corrections fait retenir pour la population totale de la France métropolitaine au 4 mars 1982 le chiffre de 54.375.000 habitants.

La population totale au 1er janvier 1982 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 4 mars et par ajout d'un solde estimé des migrations extérieures.

Elle s'établit à 54.335.000 habitants.

22. Évaluation par sexe, âge et état matrimonial

Le sondage au 1/20 du recensement de 1982 a fourni une répartition de la population par sexe, âge et état matrimonial (cf. édition 1984, tableau 1) qu'il a fallu corriger pour prendre en compte d'une part, les diverses rectifications affectant l'effectif global de la population (voir § 211), d'autre part, certaines imperfections propres à l'âge et à l'état matrimonial déclarés. A partir de cette répartition, on évalue l'état à chaque 1er janvier au moyen des éléments suivants :

— statistiques des naissances, décès, mariages provenant du dépouillement des bulletins d'état civil;
— statistiques des divorces provenant du dépouillement du Répertoire général civil;
— estimation par sexe, âge et état matrimonial des migrations extérieures.

L'évaluation de la population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1988 ainsi élaborée est présentée dans le tableau 3.

L'évaluation par sexe et âge au 1er janvier 1989 donnée au tableau 4 est provisoire. Elle résulte du vieillissement de la pyramide au 1er janvier 1988 (tableau 3) à l'aide d'une table de mortalité estimée pour 1988 à partir de la table de mortalité 85-87 (cf. B.02.15) et d'une projection des naissances de l'année 1988 (tableau 1. Voir aussi : bilan démographique 1988, *Bulletin mensuel de statistique,* n° 1, janvier 1989).

23. Population des régions et des départements

À l'aide des statistiques d'état civil et d'une évaluation des mouvements migratoires (intérieurs et extérieurs), on calcule de la même manière, par département et région, la population totale au 1er janvier de l'année courante fondée sur la population totale retenue au dernier recensement.

Les résultats relatifs aux 1er janvier des années 1986 à 1988 figurent au tableau 5. En raison de la fragilité des estimations du mouvement migratoire, les chiffres obtenus ne sont pas détaillés par sexe et âge.

3. Population des États de la Communauté économique européenne
(tableau 6)

Ce tableau reproduit une évaluation de la population totale des douze États de la Communauté économique européenne par sexe et âge calculée par les instituts de statistiques nationaux et publiée par l'Office statistique des communautés européennes (statistiques démographiques, 1988, EUROSTAT, Luxembourg).

Les définitions et les bases d'évaluation de la population ne sont pas strictement comparables d'État à État; le lecteur est invité à consulter cet ouvrage pour une utilisation pertinente de ce tableau.

4. Ménages - Familles

41. Définitions

• *Ménages ordinaires*

Un *ménage ordinaire* est constitué par l'ensemble des occupants d'un logement d'habitation utilisé comme résidence principale, quel qu'en soit le nombre et quels que soient les liens qui les unissent (une personne vivant seule constitue un ménage d'une seule personne). Les membres du ménage qui séjournent à l'époque du recensement dans un établissement de *population comptée à part* et qui y ont été recensés (militaires du contingent, élèves internes, personnes en traitement dans un sanatorium, ouvriers logés dans un baraquement de chantier temporaire) font également partie du ménage : en effet, les bulletins de recensement recueillis dans les établissements de population comptée à part où séjournent de telles personnes ont été « réintégrés » dans la feuille de logement du ménage.

• *Familles*

L'analyse de la composition des ménages a été réalisée en tenant compte de la présence éventuelle de familles à l'intérieur du ménage.

La famille est un groupe comprenant au moins deux personnes et constitué soit d'un couple et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale). Dans cette définition, le terme d'« enfant » s'applique à des enfants célibataires, âgés de moins de 25 ans, n'ayant pas eux-mêmes de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les *isolés* du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle *famille principale* la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

• *Personne de référence du ménage*

Jusqu'au recensement de 1975, le *chef de ménage* était la personne qui s'était déclarée comme telle à l'agent recenseur; en 1982, on a défini une *personne de référence* qui est déterminée à partir de la structure familiale du ménage de la façon suivante (3) :

— s'il n'y a *aucune famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage la plus âgée des personnes actives du ménage ou, s'il n'y a aucun actif dans le ménage, la personne la plus âgée du ménage;

— s'il y a *une famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage l'homme (l'adulte de sexe masculin) dans le cas d'un couple, ou la personne adulte sans conjoint dans le cas d'une famille monoparentale;

— s'il y a dans le ménage *deux familles,* trois cas sont possibles :

a. Dans le cas où il y a *deux familles* monoparentales, on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux adultes sans conjoint de ces familles :
- l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
- le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs;

b. Dans le cas où il y a *une famille* monoparentale et *un couple,* on retient comme personne de référence du ménage l'homme du couple;

c. Dans le cas où il y a *deux couples,* on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux hommes de ces couples :
- l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
- le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs.

42. Évaluation annuelle du nombre de ménages
(tableau 7)

En dehors des années de recensement, on évalue le nombre de ménages ordinaires à chaque 1er janvier en appliquant à la population totale — classée, selon les cas, par sexe, âge et état matrimonial ou simplement par sexe et âge — le taux de ménage correspondant (rapport nombre de personnes de référence/population). Le tableau 7 reproduit l'évolution du nombre de ménages ordinaires ainsi évalué de 1946 à 1989. Les taux de ménage retenus sont fonction de la période considérée :

— sur une période intercensitaire écoulée, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe, âge et état matrimonial sont interpolés entre les taux correspondants déduits des recensements encadrants [périodes 1946-1954, 1954-1962, 1962-1968 et 1968-1975];

— sur la période intercensitaire 1975-1982, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe et âge sont interpolés linéairement entre les taux correspondants déduits des recensements 1975 et 1982;

— pour les années postérieures au recensement de 1982 (1983 à 1988), ils résultent de l'extrapolation de ceux connus dans le passé.

5. Départements et territoires d'outre-mer
(tableaux 8 à 16)

Les trois derniers recensements effectués dans les départements d'outre-mer ont eu lieu en octobre 1967, octobre 1974 et mars 1982. Les définitions retenus alors pour la population totale municipale et comptée à part des communes ont été celles retenues pour la population des communes de France métropolitaine lors des trois derniers recensements.

Évaluation de la population totale

Les estimations ont été calculées à partir des résultats des recensements de 1974 et 1982 pour les cinq départements d'outre-mer, compte tenu du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires. L'accroissement naturel est déterminé avec précision à partir des statistiques de l'état civil. Le solde migratoire est connu avec une approximation suffisante pour le département de la Réunion, mais les données concernant les autres départements sont insuffisantes.

---

3. Voir l'article de J. P. Courson « Les ménages n'auront plus de chef » (*Économie et statistique* n° 149, novembre 1982).

TABLEAU B.01-1

Évaluations annuelles de la population totale

(Évaluations fondées sur les recensements de 1968, 1975 et 1982)

Source : INSEE

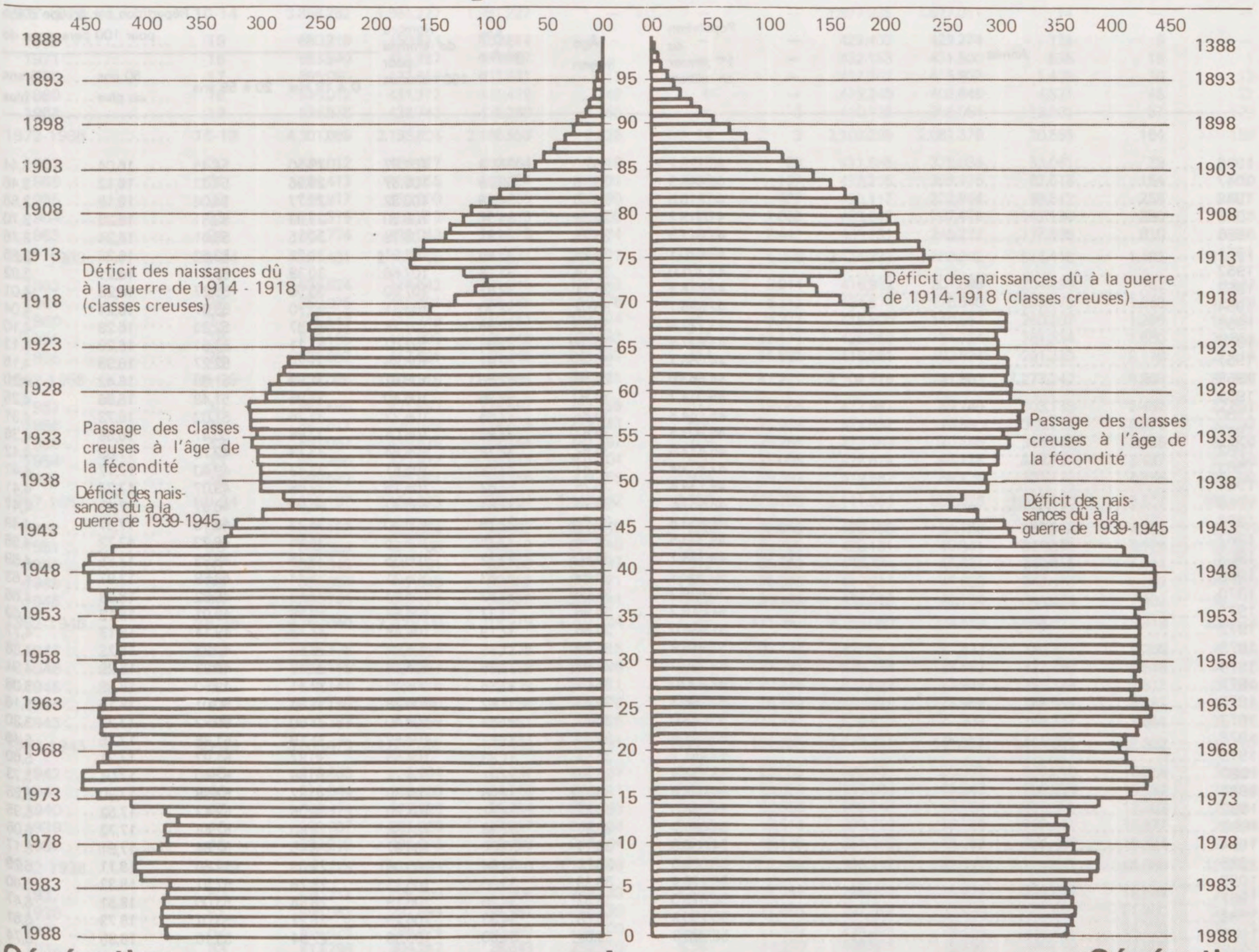
Année	Population au 1er janvier	Mouvement naturel			Solde des mouvements migratoires	Variation totale	Population moyenne (1)
		Naissances	Décès	Excédent naturel			
1968	49.723.072	832.847	550.492	+ 282.355	+ 102.308	+ 384.663	49.915.404
1969	50.107.735	839.511	570.601	+ 268.910	+ 151.574	+ 420.484	50.317.977
1970	50.528.219	847.783	539.679	+ 308.104	+ 179.911	+ 488.015	50.772.227
1971	51.016.234	878.647	551.514	+ 327.133	+ 142.586	+ 469.719	51.251.094
1972	51.485.953	875.093	547.487	+ 327.606	+ 102.314	+ 429.920	51.700.913
1973	51.915.873	854.880	556.476	+ 298.404	+ 106.448	+ 404.852	52.118.299
1974	52.320.725	799.217	550.550	+ 248.667	+ 30.608	+ 279.275	52.460.363
1975	52.600.000	745.065	560.353	+ 184.712	+ 13.626	+ 198.338	52.699.169
1976	52.798.338	720.395	557.114	+ 163.281	+ 57.386	+ 220.667	52.908.672
1977	53.019.005	744.744	536.221	+ 208.523	+ 44.038	+ 252.561	53.145.286
1978	53.271.566	737.062	546.916	+ 190.146	+ 19.361	+ 209.507	53.376.320
1979	53.481.073	757.354	541.805	+ 215.549	+ 34.765	+ 250.314	53.606.230
1980	53.731.387	800.376	547.107	+ 253.269	+ 43.974	+ 297.243	53.880.009
1981	54.028.630	805.483	554.823	+ 250.660	+ 55.710	+ 306.370	54.181.815
1982	54.335.000	797.223	543.104	+ 254.119	+ 36.610	+ 290.729	54.480.365
1983	54.625.729	748.525	559.655	+ 188.870	+ 16.308	+ 205.178	54.728.318
1984	54.830.907	759.939	542.490	+ 217.449	+ 14.122	+ 231.571	54.946.693
1985	55.062.478	768.431	552.496	+ 215.935	—	+ 215.935	55.170.446
1986	55.278.413	778.468	546.926	+ 231.542	—	+ 231.542	55.394.184
1987	55.509.955	767.828	527.466	+ 240.362	—	+ 240.362	55.630.136
1988 *r.*	55.750.317	*p* 770.000	*p* 524.000	*p* + 246.000	—	*p* + 246.000	*p* 55.873.317
1989 *p*	55.996.317	...	...	...	...	...	...

(1) Moyenne des populations aux deux 1er janvier consécutifs.

PYRAMIDE DES AGES DE LA POPULATION AU 1er JANVIER 1989 (ÉVALUATION PROVISOIRE)

Source : **INSEE**

Effectif des générations annuelles *(en milliers)*



SEXE MASCULIN

SEXE FÉMININ

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier de chaque année

Source : INSEE

Unité : Population en milliers

Année	Population au 1er janvier en milliers	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1946	40.125,2	35,60	35,04	109,87	29,50	54,45	16,04	3,44
1947	40.448,3	35,55	35,03	109,57	29,56	54,32	16,12	3,46
1948	40.910,6	35,45	34,99	108,82	29,77	54,06	16,18	3,58
1949	41.313,2	35,39	34,97	108,50	29,93	53,81	16,26	3,70
1950	41.647,3	35,28	34,81	108,19	30,15	53,61	16,24	3,76
1951	42.010,1	35,21	33,99	107,91	30,26	53,52	16,23	3,86
1952	42.301,0	35,14	33,18	107,68	30,39	53,41	16,21	3,92
1953	42.618,3	35,11	32,81	107,50	30,50	53,27	16,23	4,01
1954	42.885,1	35,07	32,90	107,31	30,70	53,07	16,24	4,04
1955	43.227,9	35,05	32,98	107,16	30,87	52,85	16,28	4,10
1956	43.627,5	35,02	32,99	107,02	31,11	52,61	16,29	4,13
1957	44.058,7	34,96	32,97	106,85	31,38	52,27	16,35	4,15
1958	44.563,0	34,90	32,93	106,61	31,69	51,89	16,42	4,20
1959	45.014,7	34,90	32,96	106,40	31,96	51,48	16,56	4,25
1960	45.464,8	34,85	32,85	106,22	32,26	51,02	16,73	4,31
1961	45.903,5	34,87	32,96	106,04	32,66	50,47	16,88	4,36
1962	46.422,0	34,82	32,78	105,84	33,13	49,78	17,09	4,42
1963	47.573,4	34,81	32,88	105,51	33,43	49,40	17,17	4,41
1964	48.134,4	34,76	32,82	105,15	33,68	49,07	17,24	4,41
1965	48.561,8	34,74	32,81	105,42	34,00	48,57	17,43	4,47
1966	48.953,8	34,74	32,79	105,40	34,23	48,19	17,57	4,49
1967	49.373,5	34,76	32,75	105,36	34,05	48,22	17,73	4,55
1968	49.723,1	34,80	32,72	105,35	33,76	48,38	17,85	4,59
1969	50.107,7	34,83	32,63	105,21	33,44	48,59	17,97	4,63
1970	50.528,2	34,84	32,52	104,94	33,15	48,82	18,03	4,66
1971	51.016,2	34,86	32,37	104,64	32,88	49,01	18,12	4,69
1972	51.486,0	34,86	32,19	104,48	32,73	49,14	18,13	4,77
1973	51.915,9	34,89	31,95	104,34	32,56	49,22	18,23	4,86
1974	52.320,7	34,93	31,66	104,14	32,38	49,33	18,29	4,94
1975	52.600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1976	52.798,3	35,13	31,52	104,28	31,84	50,01	18,15	5,16
1977	53.019,0	35,27	31,54	104,40	31,50	50,72	17,77	5,30
1978	53.271,6	35,40	31,67	104,52	31,18	51,36	17,46	5,46
1979	53.481,1	35,54	31,93	104,65	30,87	51,92	17,21	5,60
1980	53.731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1981	54.028,6	35,77	32,46	104,80	30,32	52,38	17,30	5,85
1982	54.335,0	35,86	32,71	104,80	30,05	52,43	17,52	5,95
1983	54.625,7	35,97	32,98	104,88	29,80	52,48	17,72	6,06
1984	54.830,9	36,11	33,26	104,97	29,45	52,64	17,91	6,17
1985	55.062,5	36,25	33,54	105,06	29,09	52,80	18,11	6,29
1986	55.278,4	36,39	33,80	105,13	28,78	52,91	18,32	6,40
1987	55.510,0	36,52	34,06	105,19	28,48	53,00	18,51	6,47
1988	55.750,3	36,68	34,33	105,25	28,21	53,07	18,73	6,61
1989 *p*	55.996,3	36,84	34,60	105,30	27,94	53,10	18,95	6,74

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1988

(Évaluation basée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1987	0	745.985	381.475	381.475	—	—	—	364.510	364.510	—	—	—
1986	1	749.907	383.947	383.947	—	—	—	365.960	365.960	—	—	—
1985	2	745.374	381.757	381.757	—	—	—	363.617	363.617	—	—	—
1984	3	740.373	378.879	378.879	—	—	—	361.494	361.494	—	—	—
1983	4	732.603	374.877	374.877	—	—	—	357.726	357.726	—	—	—
1987-1983	0-4	3.714.242	1.900.935	1.900.935	—	—	—	1.813.307	1.813.307	—	—	—
1982	5	783.301	401.292	401.292	—	—	—	382.009	382.009	—	—	—
1981	6	792.254	405.803	405.803	—	—	—	386.451	386.451	—	—	—
1980	7	792.181	405.540	405.540	—	—	—	386.641	386.641	—	—	—
1981	8	752.053	385.611	385.611	—	—	—	366.442	366.442	—	—	—
1978	9	732.756	376.260	376.260	—	—	—	356.496	356.496	—	—	—
1982-1978	5-9	3.852.545	1.974.506	1.974.506	—	—	—	1.878.039	1.878.039	—	—	—
1977	10	740.731	380.826	380.826	—	—	—	359.905	359.905	—	—	—
1976	11	718.045	368.974	368.974	—	—	—	349.071	349.071	—	—	—
1975	12	742.985	381.459	381.459	—	—	—	361.526	361.526	—	—	—
1974	13	799.018	410.339	410.339	—	—	—	388.679	388.678	1	—	—
1973	14	857.473	439.629	439.629	—	—	—	417.844	417.831	13	—	—
1977-1973	10-14	3.858.252	1.981.227	1.981.227	—	—	—	1.877.025	1.877.011	14	—	—
1972	15	880.219	450.814	450.814	—	—	—	429.405	429.274	126	5	—
1971	16	883.940	451.787	451.787	—	—	—	432.153	431.500	636	16	1
1970	17	855.050	437.688	437.671	17	—	—	417.362	415.902	1.409	38	13
1969	18	845.012	431.772	431.418	348	6	—	413.240	408.649	4.521	48	22
1968	19	836.878	426.743	425.269	1.463	8	3	410.135	396.054	13.901	57	123
1972-1968	15-19	4.301.099	2.198.804	2.196.959	1.828	14	3	2.102.295	2.081.379	20.593	164	159
1967	20	838.012	426.427	420.964	5.419	18	26	411.585	378.034	33.061	79	411
1966	21	856.413	433.155	418.024	14.991	33	107	423.258	359.476	62.678	154	950
1965	22	858.917	433.800	399.135	34.190	48	427	425.117	322.944	99.542	259	2.372
1964	23	871.315	437.773	372.423	64.203	89	1.058	433.542	287.476	141.138	390	4.538
1963	24	862.774	432.043	331.325	98.174	103	2.441	430.731	245.272	177.999	610	6.850
1967-1963	20-24	4.287.431	2.163.198	1.941.871	216.977	291	4.059	2.124.233	1.593.202	514.418	1.492	15.121
1962	25	835.624	418.642	281.646	132.952	130	3.914	416.982	201.698	204.895	762	9.627
1961	26	850.075	425.401	249.468	169.376	240	6.317	424.674	175.340	235.273	1.083	12.978
1960	27	836.549	417.749	210.787	197.424	261	9.277	418.800	140.567	260.207	1.295	16.731
1959	28	849.155	423.893	186.445	224.932	345	12.171	425.262	121.724	281.534	1.650	20.354
1958	29	836.692	417.831	160.248	241.637	414	15.532	418.861	102.534	291.333	2.178	22.816
1962-1958	25-29	4.208.095	2.103.516	1.088.594	966.321	1.390	47.211	2.104.579	741.863	1.273.242	6.968	82.506
1957	30	844.680	421.693	134.892	267.199	537	19.065	422.987	89.749	303.135	2.452	27.651
1956	31	841.611	420.079	118.479	279.043	568	21.989	421.532	78.590	309.375	2.875	30.692
1955	32	843.067	419.678	102.144	291.467	769	25.298	423.389	70.445	316.905	3.135	32.904
1954	33	847 286	423.412	92.633	301.804	920	28.055	423.874	65.118	319.713	3.487	35.556
1953	34	839.543	419.961	80.256	309.469	934	29.302	419.582	58.126	321.172	4.288	35.996
1957-1953	30-34	4.216.187	2.104.823	528.404	1.448.982	3.728	123.709	2.111.364	362.028	1.570.300	16.237	162.799
1952	35	855.137	428.954	73.462	322.449	990	32.053	426.183	54.186	327.676	4.691	39.630
1951	36	852.359	429.168	68.520	325.646	1.297	33.705	423.191	49.841	328.395	5.129	39.826
1950	37	881.945	445.161	63.789	344.197	1.512	35.663	436.784	46.821	340.516	6.014	43.433
1949	38	884.854	447.540	58.322	352.521	1.651	35.046	437.314	43.628	343.414	6.603	43.669
1948	39	884.745	449.177	54.826	357.551	1.905	34.895	435.568	40.134	344.676	7.482	43.276
1952-1948	35-39	4.359.040	2.200.000	318.919	1.702.364	7.355	171.362	2.159.040	234.610	1.684.677	29.919	209.834
1947	40	875.775	445.458	49.276	357.018	2.032	37.132	430.317	37.632	340.821	8.209	43.655
1946	41	835.115	424.327	44.158	343.486	2.332	34.351	410.788	33.582	327.780	8.616	40.810
1945	42	640.141	325.478	32.839	263.511	1.852	27.276	314.663	24.945	250.348	7.671	31.699
1944	43	631.159	320.230	30.254	261.478	2.068	26.430	310.929	23.965	248.564	8.482	29.918
1943	44	623.283	316.869	28.961	259.788	2.240	25.880	306.414	22.203	244.342	9.844	30.025
1947-1943	40-44	3.605.473	1.832.362	185.488	1.485.281	10.524	151.069	1.773.111	142.327	1.411.855	42.822	176.107
1942	45	578.855	295.094	26.291	242.797	2.310	23.696	283.761	20.392	226.018	10.258	27.093
1941	46	526.644	268.000	24.778	220.811	2.378	20.033	258.644	18.549	206.239	10.197	23.659
1940	47	547.474	277.626	25.394	228.848	2.826	20.558	269.848	18.504	215.350	12.203	23.791
1939	48	590.087	297.368	27.627	246.936	3.287	19.518	292.719	19.228	235.511	14.677	23.303
1938	49	587.215	295.875	26.680	246.204	3.812	19.179	291.340	18.366	233.433	16.724	22.817
1942-1938	45-49	2.830.275	1.433.963	130.770	1.185.596	14.613	102.984	1.396.312	95.039	1.116.551	64.059	120.663
1937	50	590.211	296.199	27.806	245.183	4.453	18.757	294.012	18.873	235.224	18.664	21.251
1936	51	595.067	297.693	28.797	246.699	4.508	17.689	297.374	19.409	235.556	21.200	21.209
1935	52	594.828	295.574	28.295	244.700	5.274	17.305	299.254	19.229	235.311	24.339	20.375
1934	53	613.798	304.267	29.643	252.510	5.764	16.350	309.531	20.293	240.872	27.501	20.865
1933	54	602.797	297.358	28.798	246.600	6.361	15.599	305.439	20.561	235.013	30.044	19.821
1937-1933	50-54	2.996.701	1.491.091	143.339	1.235.692	26.360	85.700	1.505.610	98.365	1.181.976	121.748	103.521

TABLEAU B.01-3 *(suite et fin)*

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1988

(Évaluation basée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1932	55	623.872	306.224	28.903	254.798	7.426	15.097	317.648	21.872	241.080	34.569	20.127
1931	56	624.385	305.010	29.322	253.414	7.903	14.371	319.375	22.502	239.000	38.763	19.110
1930	57	628.716	305.790	29.758	252.295	9.009	14.728	322.926	22.716	237.745	43.586	18.879
1929	58	601.851	291.129	28.194	240.426	9.550	12.959	310.722	22.572	226.107	45.826	16.217
1928	59	602.016	288.592	27.555	239.512	9.701	11.824	313.424	22.536	223.327	50.908	16.653
1932-1928	55 - 59	3.080.840	1.496.745	143.732	1.240.445	43.589	68.979	1.584.095	112.198	1.167.259	213.652	90.986
1927	60	587.812	280.014	25.682	232.271	10.488	11.573	307.798	22.849	214.819	54.818	15.312
1926	61	585.269	275.822	25.144	228.979	11.305	10.394	309.447	23.885	211.337	59.250	14.975
1925	62	582.151	271.881	25.844	223.596	12.290	10.151	310.270	24.800	205.507	64.928	15.035
1924	63	562.327	259.510	23.658	214.031	12.653	9.168	302.817	23.934	197.368	67.602	13.913
1923	64	558.050	255.853	22.062	211.602	13.395	8.794	302.197	23.908	190.741	73.846	13.702
1927-1923	60 - 64	2.875.609	1.343.080	122.390	1.110.479	60.131	50.080	1.532.529	119.376	1.019.772	320.444	72.937
1922	65	550.491	250.129	20.389	207.211	14.408	8.121	300.362	23.736	183.370	79.727	13.529
1921	66	562.282	253.406	19.410	209.701	15.947	8.348	308.876	23.860	182.772	88.579	13.665
1920	67	559.608	251.653	18.860	206.198	18.275	8.320	307.955	22.807	173.890	97.783	13.475
1919	68	335.616	149.201	11.016	121.575	11.841	4.769	186.415	14.276	99.987	63.521	8.631
1918	69	291.655	127.567	8.897	104.208	10.603	3.859	164.088	12.184	83.975	60.763	7.166
1922-1918	65 - 69	2.299.652	1.031.956	78.572	848.893	71.074	33.417	1.267.696	96.863	723.994	390.373	56.466
1917	70	253.404	109.097	7.836	87.762	9.902	3.597	144.307	10.961	70.037	56.920	6.389
1916	71	232.749	98.527	7.378	78.423	9.788	2.938	134.222	10.197	62.158	56.206	5.661
1915	72	283.832	118.328	9.166	92.990	12.761	3.411	165.504	13.112	72.868	72.579	6.945
1914	73	410.072	166.901	12.786	129.206	20.438	4.471	243.171	19.536	101.800	111.907	9.928
1913	74	401.583	162.773	12.245	123.901	22.215	4.412	238.810	18.853	95.482	115.460	9.015
1917-1913	70 - 74	1.581.640	655.626	49.411	512.282	75.104	18.829	926.014	72.659	402.345	413.072	37.938
1912	75	388.357	154.330	12.162	115.138	23.168	3.862	234.027	19.173	84.314	121.600	8.940
1911	76	351.403	136.532	10.615	100.047	22.538	3.332	214.871	17.186	72.236	117.551	7.898
1910	77	347.627	132.139	9.922	94.350	24.733	3.134	215.488	17.601	66.454	123.964	7.469
1909	78	328.027	120.770	9.467	83.848	24.327	3.128	207.257	17.831	58.353	124.050	7.023
1908	79	308.273	110.773	8.298	75.418	24.446	2.611	197.500	17.774	49.413	123.680	6.633
1912-1908	75 - 79	1.723.687	654.544	50.464	468.801	119.212	16.067	1.069.143	89.565	330.770	610.845	37.963
1907	80	278.599	97.830	7.204	65.043	23.039	2.544	180.769	16.108	40.896	118.181	5.584
1906	81	256.438	87.494	6.050	55.889	23.621	1.934	168.944	15.148	33.795	114.944	5.057
1905	82	233.843	78.388	4.901	49.055	22.692	1.740	155.455	14.773	27.017	109.393	4.272
1904	83	207.830	66.824	4.871	38.934	21.475	1.544	141.006	13.413	21.628	102.189	3.776
1903	84	183.893	57.867	3.586	32.706	20.527	1.048	126.026	11.757	17.827	93.222	3.220
1907-1903	80 - 84	1.160.603	388.403	26.612	241.627	111.354	8.810	772.200	71.199	141.163	537.929	21.909
1902	85	164.120	49.684	3.470	25.838	19.793	583	114.436	11.137	12.884	87.336	3.079
1901	86	142.933	41.316	2.733	20.767	17.013	803	101.617	10.176	9.632	79.164	2.645
1900	87	114.222	31.521	2.302	14.755	13.994	470	82.701	7.891	6.580	66.109	2.121
1899	88	92.558	24.039	1.520	10.559	11.606	354	68.519	6.648	4.451	55.993	1.427
1898	89	73.276	18.231	1.323	7.051	9.579	278	55.045	5.635	3.184	45.044	1.182
1902-1898	85 - 89	587.109	164.791	11.348	78.970	71.985	2.488	422.318	41.487	36.731	333.646	10.454
1897	90	56.787	12.957	793	4.093	7.825	246	43.830	4.931	1.583	36.376	940
1896	91	44.960	9.171	590	2.409	5.964	208	35.789	4.210	780	30.168	631
1895	92	32.718	6.311	307	1.435	4.469	100	26.407	3.227	325	22.453	402
1894	93	25.133	4.783	367	1.033	3.338	45	20.350	2.292	159	17.635	264
1893	94	18.933	3.607	210	558	2.809	30	15.326	1.519	118	13.549	140
1897-1893	90 -94	178.531	36.829	2.267	9.528	24.405	629	141.702	16.179	2.965	120.181	2.377
1892	95	12.242	2.141	154	233	1.720	34	10.101	970	68	8.978	85
1891	96	7.913	1.406	93	80	1.230	3	6.507	857	21	5.555	74
1890	97	5.047	828	61	32	733	2	4.219	551	18	3.628	22
1889	98	3.408	530	52	23	454	1	2.878	437	10	2.410	21
1888	99	1.942	299	27	11	261	—	1.643	273	5	1.355	10
1892-1888	95 - 99	30.552	5.204	387	379	4.398	40	25.348	3.088	122	21.926	212
1887 et avant	100 ou plus	2.754	370	7	8	354	1	2.384	220	3	2.159	2
Population totale		**55.750.317**	**27.161.973**	**12.876.202**	**12.754.453**	**645.881**	**885.437**	**28.588.344**	**11.540.004**	**12.598.750**	**3.247.636**	**1.201.954**
Moins de 20 ans		15.726.138	8.055.472	8.053.627	1.828	14	3	7.670.666	7.649.736	20.607	164	159
20 ans à 64 ans		32.459.651	16.168.778	4.603.507	10.592.137	167.981	805.153	16.290.873	3.499.008	10.940.050	817.341	1.034.474
65 ans ou plus		7.564.528	2.937.723	219.068	2.160.488	477.886	80.281	4.626.805	391.260	1.638.093	2.430.131	167.321
Moins de 15 ans		11.425.039	5.856.668	5.856.668	—	—	—	5.568.371	5.568.357	14	—	—
60 ans ou plus		10.440.137	4.280.803	341.458	3.270.967	538.017	130.361	6.159.334	510.636	2.657.865	2.750.575	240.258
75 ans ou plus		3.683.236	1.250.141	91.085	799.313	331.708	28.035	2.433.095	221.738	511.754	1.626.686	72.917

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1989

(Évaluation provisoire fondée sur les résultats du recensement de mars 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
1988	0	748.198	383.037	365.161	1938	50	584.295	293.848	290.447
1987	1	739.527	377.993	361.534	1937	51	587.075	293.994	293.081
1986	2	755.311	386.880	368.431	1936	52	591.749	295.315	296.434
1985	3	748.326	383.268	365.058	1935	53	591.247	292.956	298.291
1984	4	743.524	380.365	363.159	1934	54	609.755	301.307	308.448
1988-1984	0-4	3.734.886	1.911.543	1.823.343	1938-1934	50-54	2.964.121	1.477.420	1.486.701
1983	5	734.841	375.940	358.901	1933	55	598.557	294.272	304.285
1982	6	785.051	402.203	382.848	1932	56	619.281	302.803	316.478
1981	7	793.508	406.573	386.935	1931	57	619.421	301.257	318.164
1980	8	792.940	406.248	386.692	1930	58	623.473	301.933	321.540
1979	9	752.430	386.282	366.148	1929	59	596.170	286.946	309.224
1983-1979	5-9	3.858.770	1.977.246	1.881.524	1933-1929	55-59	3.056.902	1.487.211	1.569.691
1978	10	732.936	376.877	356.059	1928	60	596.122	284.240	311.882
1977	11	741.066	381.372	359.694	1927	61	581.583	275.526	306.057
1976	12	718.928	369.505	349.423	1926	62	578.418	270.916	307.502
1975	13	744.443	381.895	362.548	1925	63	574.954	266.806	308.148
1974	14	800.613	410.578	390.035	1924	64	554.750	254.205	300.545
1978-1974	10-14	3.737.986	1.920.227	1.817.759	1928-1924	60-64	2.885.827	1.351.693	1.534.134
1973	15	858.475	439.531	418.944	1923	65	549.932	250.303	299.629
1972	16	880.160	450.368	429.792	1922	66	542.028	244.238	297.790
1971	17	882.706	451.004	431.702	1921	67	552.654	246.900	305.754
1970	18	852.548	436.127	416.421	1920	68	549.405	244.728	304.677
1969	19	841.758	429.363	412.395	1919	69	328.991	144.759	184.232
1973-1969	15-19	4.315.647	2.206.393	2.109.254	1923-1919	65-69	2.523.010	1.130.928	1.392.082
1968	20	833.387	423.737	409.650	1918	70	285.461	123.399	162.062
1967	21	834.616	423.353	411.263	1917	71	247.668	105.322	142.346
1966	22	853.057	430.426	422.631	1916	72	226.871	94.749	132.122
1965	23	855.732	431.777	423.955	1915	73	275.921	113.374	162.547
1964	24	868.815	436.635	432.180	1914	74	397.631	159.582	238.049
1968-1964	20-24	4.245.607	2.145.928	2.099.679	1918-1914	70-74	1.433.552	596.426	837.126
1963	25	861.078	431.369	429.709	1913	75	388.002	154.740	233.262
1962	26	835.206	418.315	416.891	1912	76	373.582	145.939	227.643
1961	27	850.705	425.134	425.571	1911	77	336.470	128.320	208.150
1960	28	837.614	417.567	420.047	1910	78	330.959	123.188	207.771
1959	29	850.139	423.828	426.311	1909	79	310.764	111.845	198.919
1963-1959	25-29	4.234.742	2.116.213	2.118.529	1913-1909	75-79	1.739.777	664.032	1.075.745
1958	30	836.811	417.564	419.247	1908	80	289.890	101.592	188.298
1957	31	844.073	421.085	422.988	1907	81	260.206	89.143	171.063
1956	32	840.683	419.181	421.502	1906	82	237.725	78.933	158.792
1955	33	842.154	418.626	423.528	1905	83	214.771	69.964	144.807
1954	34	846.324	422.288	424.036	1904	84	189.244	59.029	130.215
1958-1954	30-34	4.210.045	2.098.744	2.111.301	1908-1904	80-84	1.191.836	398.661	793.175
1953	35	838.595	418.884	419.711	1903	85	165.403	50.390	115.013
1952	36	854.343	428.040	426.303	1902	86	146.183	42.696	103.487
1951	37	851.652	428.311	423.341	1901	87	125.496	34.855	90.641
1950	38	881.204	444.345	436.859	1900	88	98.694	26.162	72.532
1949	39	883.771	446.588	437.183	1899	89	78.543	19.679	58.864
1953-1949	35-39	4.309.565	2.166.168	2.143.397	1903-1899	85-89	614.319	173.782	440.537
1948	40	883.334	448.061	435.273	1898	90	60.668	14.368	46.300
1947	41	873.991	444.125	429.866	1897	91	46.514	10.074	36.440
1946	42	833.246	422.966	410.280	1896	92	36.446	7.025	29.421
1945	43	638.604	324.357	314.247	1895	93	26.009	4.832	21.177
1944	44	629.502	319.097	310.405	1894	94	19.671	3.594	16.077
1948-1944	40-44	3.858.677	1.958.606	1.900.071	1898-1894	90-94	189.308	39.893	149.415
1943	45	621.369	315.595	305.774	1893 et avant	95 ou plus	36.253	6.009	30.244
1942	46	576.938	293.824	283.114					
1941	47	524.617	266.629	257.988	**Population totale**		**55.996.317**	**27.274.777**	**28.721.540**
1940	48	545.152	276.077	269.075	Moins de 20 ans		15.647.289	8.015.409	7.631.880
1939	49	587.411	295.529	291.882	20 ans à 64 ans		32.620.973	16.249.637	16.371.336
1943-1939	45-49	2.855.487	1.447.654	1.407.833	65 ans ou plus		7.728.055	3.009.731	4.718.324

TABLEAU B.01-5

Population totale par département et région

Source : INSEE

Unité : Millier

Département et région	Population au 1er janvier (1) 1986	1987	1988
Paris	2.097,3	2.078,9	2.057,0
Seine-et-Marne	954,0	975,4	1.001,2
Yvelines	1.246,9	1.262,9	1.278,6
Essonne	1.029,9	1.042,6	1.062,3
Hauts-de-Seine	1.373,7	1.371,3	1.368,9
Seine-Saint-Denis	1.334,6	1.343,7	1.345,7
Val-de-Marne	1.196,8	1.198,6	1.202,3
Val-d'Oise	968,6	985,9	1.003,7
Île-de-France	10.201,7	10.259,4	10.319,7
Ardennes	299,5	297,9	296,4
Aube	294,1	294,6	294,1
Marne	555,8	557,7	562,3
Haute-Marne	208,8	207,6	207,2
Champagne-Ardenne	1.358,3	1.357,9	1.360,0
Aisne	533,2	532,6	532,1
Oise	689,8	695,6	702,5
Somme	549,1	548,2	548,8
Picardie	1.772,1	1.776,4	1.783,4
Eure	486,5	490,2	498,7
Seine-Maritime	1.205,8	1.209,4	1.211,8
Haute-Normandie	1.692,3	1.699,6	1.710,5
Cher	322,6	322,7	323,2
Eure-et-Loir	376,5	378,8	382,4
Indre	239,8	238,3	237,4
Indre-et-Loire	521,3	524,6	526,0
Loir-et-Cher	300,3	300,6	301,7
Loiret	562,9	568,9	576,8
Centre	2.323,4	2.333,8	2.347,5
Calvados	605,9	608,0	611,8
Manche	475,8	476,6	479,7
Orne	296,3	294,8	293,8
Basse-Normandie	1.377,9	1.379,4	1.385,3
Côte-d'Or	482,7	485,3	487,3
Nièvre	236,2	235,4	234,5
Saône-et-Loire	571,1	571,0	572,1
Yonne	317,3	318,9	320,0
Bourgogne	1.607,3	1.610,6	1.613,9
Nord	2.505,4	2.507,2	2.502,2
Pas-de-Calais	1.421,9	1.424,3	1.422,8
Nord - Pas-de-Calais	3.927,3	3.931,5	3.925,0
Meurthe-et-Moselle	713,1	709,0	705,0
Meuse	199,3	197,6	196,4
Moselle	1.027,1	1.030,5	1.029,3
Vosges	392,0	389,9	390,0
Lorraine	2.331,5	2.326,9	2.320,7
Bas-Rhin	936,4	941,6	945,8
Haut-Rhin	660,9	663,8	668,1
Alsace	1.597,4	1.605,3	1.613,9
Doubs	479,3	478,8	479,9
Jura	244,3	245,1	244,2
Haute-Saône	234,3	234,1	233,8
Territoire de Belfort	130,7	130,0	130,3
Franche-Comté	1.088,6	1.088,0	1.088,2
Loire-Atlantique	1.023,8	1.032,6	1.037,0
Maine-et-Loire	701,8	707,6	711,0
Mayenne	279,4	280,4	282,4
Sarthe	513,1	515,4	515,0
Vendée	502,1	506,6	509,1
Pays de la Loire	3.020,2	3.042,5	3.054,5
Côtes-du-Nord	542,1	541,7	541,0
Finistère	833,7	834,2	833,2
Ille-et-Vilaine	771,9	777,9	784,5
Morbihan	605,7	609,4	614,2
Bretagne	2.753,4	2.763,1	2.772,9
Charente	342,1	342,5	343,8
Charente-Maritime	520,6	522,5	525,4
Deux-Sèvres	345,5	346,0	347,7
Vienne	378,8	380,5	382,7
Poitou-Charentes	1.587,0	1.591,5	1.599,6
Dordogne	380,1	379,2	378,8
Gironde	1.156,1	1.161,7	1.168,4
Landes	307,3	308,6	309,8
Lot-et-Garonne	303,7	304,3	306,3
Pyrénées-Atlantiques	566,6	569,8	573,9
Aquitaine	2.713,8	2.723,6	2.737,2
Ariège	136,4	136,1	135,8
Aveyron	278,2	276,1	275,6
Haute-Garonne	851,6	858,8	865,9
Gers	175,3	175,2	175,2
Lot	155,3	154,7	155,2
Hautes-Pyrénées	232,9	232,3	232,1
Tarn	340,9	341,5	341,5
Tarn-et-Garonne	193,9	194,9	196,0
Midi-Pyrénées	2.364,4	2.369,5	2.377,3
Corrèze	239,8	238,9	237,9
Creuse	136,1	135,7	134,6
Haute-Vienne	360,5	360,1	359,5
Limousin	736,4	734,7	732,0
Ain	446,7	453,2	457,0
Ardèche	273,6	274,5	276,0
Drôme	408,8	412,2	406,0
Isère	974,5	982,7	992,0
Loire	738,1	739,2	738,0
Rhône	1.439,6	1.443,6	1.462,0
Savoie	331,3	334,2	335,0
Haute-Savoie	528,9	535,2	539,0
Rhône-Alpes	5.141,5	5.174,8	5.205,0
Allier	366,1	364,5	361,5
Cantal	160,0	159,6	159,2
Haute-Loire	208,9	209,1	209,6
Puy-de-Dôme	596,8	596,0	598,0
Auvergne	1.331,8	1.329,2	1.328,3
Aude	287,4	288,8	293,1
Gard	557,5	566,0	573,0
Hérault	758,5	769,2	777,6
Lozère	72,9	72,4	72,2
Pyrénées-Orientales	351,6	357,2	364,0
Languedoc-Roussillon	2.027,8	2.053,6	2.079,9
Alpes-de-Haute-Provence	124,4	125,9	126,3
Hautes-Alpes	108,0	108,7	109,1
Alpes-Maritimes	899,8	907,2	913,0
Bouches-du-Rhône	1.747,2	1.754,5	1.765,9
Var	745,2	754,8	766,1
Vaucluse	454,3	461,4	467,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4.078,9	4.112,5	4.148,2
Corse-du-Sud	111,0	111,4	112,1
Haute-Corse	134,4	134,6	135,2
Corse	245,4	246,0	247,3
France métropolitaine	**55.278,4**	**55.510,0**	**55.750,3**

(1) Ces chiffres ont été rectifiés suite à une modification des méthodes d'estimation utilisant, dorénavant de façon systématique, les fichiers de taxes locales d'habitation.

TABLEAU B.01-6

Population des États de la Communauté économique européenne

(Moyenne 1987 ou dernière année disponible)

Source : EUROSTAT — *Unité :* Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
Allemagne (République fédérale d') (1)	61.066	29.233	7.022	19.068	3.143	31.833	6.697	19.081	6.055
Belgique	9.870	4.819	1.284	2.983	552	5.051	1.225	2.968	858
Danemark	5.127	2.527	656	1.544	327	2.600	626	1.512	462
Espagne	38.832	19.080	6.104	11.017	1.959	19.752	5.750	11.149	2.853
France	55.630	27.108	8.078	16.128	2.902	28.522	7.691	16.250	4.581
Grèce	9.964	4.902	1.452	2.862	588	5.062	1.355	2.953	754
Irlande	3.543	1.771	692	909	170	1.772	656	898	218
Italie	57.345	27.862	7.676	17.067	3.119	29.483	7.304	17.523	4.656
Luxembourg (2)	370	180	45	116	19	190	43	117	30
Pays-Bas	14.665	7.249	1.953	4.537	759	7.416	1.869	4.418	1.129
Portugal	10.250	4.950	1.616	2.811	523	5.300	1.540	3.003	757
Royaume-Uni	56.930	27.737	7.758	16.484	3.495	29.193	7.367	16.507	5.319

(1) Moyenne 1986. — (2) 1er janvier 1987.

TABLEAU B.01-7

Ménages ordinaires

Situation au 1er janvier

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Nombre de ménages ordinaires	Année	Nombre de ménages ordinaires
1946 *	12.656	1968 *	15.732
1947	12.748	1969	15.957
1948	12.861	1970	16.245
1949	12.965	1971	16.553
1950	13.037	1972	16.853
1951	13.142	1973	17.154
1952	13.225	1974	17.453
1953	13.319	1975 *	17.720
1954 *	13.392	1976	17.978
1955	13.489	1977	18.236
1956	13.610	1978	18.509
1957	13.749	1979	18.768
1958	13.916	1980	19.044
1959	14.085	1981	19.320
1960	14.245	1982 *	19.605
1961	14.371	1983	19.876
1962 *	14.562	1984	20.135
1963	14.933	1985	20.413
1964	15.081	1986	20.657
1965	15.249	1987	20.899
1966	15.382	1988	21.134
1967	15.555	1989	21.374

* Année de recensement.

TABLEAU B.01-8

Population totale des départements d'outre-mer (1)

(Estimation en milieu d'année) (2)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Guadeloupe (3)	Guyane	Martinique (3)	Réunion
1977	327,9	61,7	327,1	492,4
1978	327,2	63,9	326,5	497,5
1979	326,7	66,2	326,1	502,6
1980	326,9	68,8	326,1	507,8
1981	327,7	71,3	326,3	512,6
1982	328,7	74,1	326,9	517,4
1983	329,7	76,9	328,0	527,1
1984	331,2	79,8	329,4	537,0
1985	333,1	82,7	330,9	546,1
1986	334,8	85,6	332,5	555,3
1987	336,5	88,7	334,2	564,8
1988 *p*	338,6	91,9	336,0	574,1

(1) La population *légale sans doubles comptes* établie d'après le recensement de mars 1982 est donnée au chapitre A.01 (tableau 3) pour chaque département. — (2) Population en milieu d'année, estimée à partir des recensements de 1974 et de 1982. — (3) L'estimation du solde migratoire a été revue à partir de 1982. Il en résulte une révision de l'estimation de population.

TABLEAU B.01-9

Population légale (1) des principales communes des départements d'outre-mer

(Recensements)

Source : INSEE

	1967	1974	1982
Guadeloupe			
Basse-Terre	15.690	15.457	13.656
Abymes (Les)	39.911	53.605	56.165
Pointe-à-Pitre	29.522	23.889	25.310
Guyane			
Cayenne	24.518	30.461	38.091
Kourou	3.117	4.720	7.061
Martinique			
Fort-de-France	96.943	98.807	99.844
Lamentin (Le)	18.553	23.145	26.367
Réunion			
Saint-Denis	85.444	103.512	109.072
Saint-Paul	43.129	52.554	58.412
Saint-Pierre-et-Miquelon			
Saint-Pierre	4.565	5.232	5.415
Miquelon-Langlade	621	608	626

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU B.01-10

Population légale (sans doubles comptes) des agglomérations urbaines multicommunales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982) (1)

Source : INSEE

	Population
Guadeloupe	
Abymes (Les)	121.157
Basse-Terre	50.149
Guyane	
Cayenne	44.864
Martinique	
Fort-de-France	117.938
Réunion	
Saint-Denis	126.323
Saint-Pierre	90.627
Saint-Joseph	31.141
Étang-Salé	12.629

(1) Total des populations légales des communes composant l'agglomération. Celle-ci est désignée par le nom de la commune la plus peuplée.

TABLEAU B.01-11

Population légale (sans doubles comptes) des communes urbaines et rurales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population			Proportions pour 100	
	Totale	Communes urbaines	Communes rurales	Communes urbaines	Communes rurales
Guadeloupe	328.400	295.182	33.218	90	10
Guyane	73.022	58.896	14.126	81	19
Martinique	328.566	268.782	59.784	82	18
Réunion	515.814	503.851	11.963	98	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	6.041	5.415	626	90	10

TABLEAU B.01-12

Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population (en milliers)				Proportions pour 100		
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Guadeloupe	327	144	159	24	44	49	7
Guyane	73	32	38	3	44	52	4
Martinique	327	136	164	27	42	50	8
Réunion	516	243	248	25	47	48	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,0	2,2	3,3	0,5	37	54	9

TABLEAU B.01-13

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUADELOUPE			
Non déclarés	1.391	5.205	1.712
Agriculteurs exploitants	6.143	30.340	9.920
Salariés agricoles	2.630	11.827	4.187
Patrons, industriels, commerçants	9.174	36.849	12.407
Professions libérales, cadres supérieurs	3.256	10.845	3.385
Cadres moyens	4.985	17.163	5.917
Employés	7.584	29.476	9.986
Ouvriers	10.056	45.977	17.253
Personnels de service	5.196	21.262	7.650
Autres catégories	1.679	6.556	2.345
Personnes sans emploi	33.535	107.900	26.422
Total	**85.629**	**323.400**	**101.184**

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.01-13 *(suite et fin)*

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUYANE			
Non déclarés	317	1.085	406
Agriculteurs exploitants	1.610	6.509	2.751
Salariés agricoles	272	891	306
Patrons, industriels, commerçants	1.751	6.358	2.053
Professions libérales, cadres supérieurs	1.126	3.452	1.010
Cadres moyens	1.603	5.126	1.667
Employés	1.887	6.790	2.531
Ouvriers	4.483	16.143	5.630
Personnels de service	1.619	5.311	1.869
Autres catégories	896	2.997	1.039
Personnes sans emploi	5.499	15.579	4.288
Total	**21.063**	**70.241**	**23.550**
MARTINIQUE			
Non déclarés	868	2.970	812
Agriculteurs exploitants	2.353	11.073	2.927
Salariés agricoles	3.261	15.956	5.229
Patrons, industriels, commerçants	7.305	30.428	9.139
Professions libérales, cadres supérieurs	3.274	11.050	3.402
Cadres moyens	5.555	18.750	5.996
Employés	7.914	29.246	9.082
Ouvriers	11.876	55.074	18.376
Personnels de service	5.319	22.277	7.291
Autres catégories	1.591	6.012	2.020
Personnes sans emploi	35.949	118.975	27.777
Total	**85.265**	**321.811**	**92.051**
RÉUNION			
Non déclarés	454	1.193	328
Agriculteurs exploitants	7.689	40.528	14.907
Salariés agricoles	4.436	22.879	9.352
Patrons, industriels, commerçants	5.680	24.761	7.839
Professions libérales, cadres supérieurs	4.805	16.366	5.138
Cadres moyens	6.911	24.062	7.941
Employés	10.524	43.495	15.079
Ouvriers	22.078	109.142	43.463
Personnels de service	5.682	23.769	8.212
Autres catégories	2.389	8.930	3.205
Personnes sans emploi	50.213	194.107	55.992
Total	**120.861**	**509.232**	**171.456**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Non déclarés	1	1	—
Agriculteurs exploitants	3	12	7
Salariés agricoles	2	15	6
Patrons, industriels, commerçants	211	829	245
Professions libérales, cadres supérieurs	129	450	145
Cadres moyens	166	577	199
Employés	206	729	209
Ouvriers	433	1.710	558
Personnels de service	39	134	31
Autres catégories	52	172	58
Personnes sans emploi	518	1.239	165
Total	**1.760**	**5.958**	**1.623**

(1) Pour la définition des ménages voir texte relatif à la métropole. — (2) Dans les départements d'outre-mer, le concept « chef de ménage », soit la personne se déclarant comme telle, a été maintenu.

TABLEAU B.01-14

Population totale (1) des territoires d'outre-mer selon l'origine des personnes

(Recensements)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Territoire	Année	Population		
		Originaire	Non originaire	(1) Totale
Mayotte (collectivité territoriale)	1985	59,7	7,5	67,2
Nouvelle-Calédonie	1983	61,9	83,5	145,4
Polynésie française	1983	(2) 137,9	(2) 28,9	166,8
Wallis et Futuna	1983	12,1	0,3	12,4

(1) La population légale est donnée dans le Tableau A.01-12. — (2) Population originaire : maoris et demis; non originaires : asiatiques, européens et autres.

TABLEAU B.01-15

Population des chefs-lieux des territoires d'outre-mer

(Recensements)

Source : INSEE

Territoire et chef-lieu	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Mayotte (collectivité territoriale) :				
Dzaoudzi	1978	4.147	1985	5.865
Nouvelle-Calédonie :				
Nouméa	1983	60.112	1989	65.110
Polynésie française :				
Papeete	1977	22.967	1983	23.496
Wallis et Futuna :				
Mata Utu	1976	558	1983	815

TABLEAU B.01-16

Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensements)

Source : INSEE

Territoire	Année de recensement	Population				Proportion en %		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Mayotte (collectivité territoriale)	1985	67.205	40.572	24.424	2.207	60,4	36,3	3,3
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	68.373	71.045	5.950	47,0	48,9	4,1
Polynésie française	1983	166.753	82.941	78.832	4.980	49,8	47,3	2,9
Wallis et Futuna	1983	12.408	7.006	4.890	512	56,5	39,4	4,1

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Généralités et méthodologie sur le recensement :**

Guide d'utilisation :

— Tome 1 : *Présentation générale;*
— Tome 2 : *Description du fichier codifié (sondage au 1/20 et sondage au 1/4);*
— Tome 3 : *Chiffrement-saisie, contrôles, redressements, calculs de codes (sondage au 1/20 et sondage au 1/4);*
— Tome 4 : *Description du fichier codifié (exploitation exhaustive);*
— Tome 5 : *Chiffrement-saisie, contrôles, redressements, calculs de codes (exploitation exhaustive);*
— Tome 6 : *Publications et microfiches : description des tableaux;*
— Tome 7 : *Publications et microfiches : guide de recherche des tableaux;*
— Tome 8 : *Catalogue des fichiers;*
— Tome 9 : *User's guide. Guia del usuario.*

- **Publications relatives au recensement de la population de 1982** (métropole) :

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);
— *Tableaux statistiques de population légale. Communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Population légale et statistiques communales complémentaires* (fascicules départementaux et régionaux);
— *Villes et agglomérations urbaines* (un volume);
— *Les zones de peuplement industriel ou urbain* (un volume).

Série « boulier » :

— RP 82.1. *Premières estimations;*
— RP 82.2. *Population légale,* évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain;
— RP 82.3. *Composition communale des unités urbaines, population et délimitation. 1982;*
— RP 82.4. *Principaux résultats du recensement de la population de 1982* (France métropolitaine);
— RP 82.5. *Les étrangers;*
— RP 82.6. *Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain;*
— RP 82.7. *Principaux résultats de l'enquête sur les familles;*
— RP 82.8. *Les populations des DOM-TOM résidant en France métropolitaine;*
— RP 82.9. *La population de la France : âges et densités.*

Série « verte » :

— Résultats du sondage au 1/4.
Population, emploi, ménages, familles, logements. Fascicules départementaux, régionaux, France métropolitaine par catégorie de commune.

Série « bordeaux » :

— Sondage au 1/20.
Logements-Immeubles;
Structure de la population totale;
Ménages, Familles;
Population active (voir chapitre C. 01);
Formation.
— Sondage au 1/4.
Nationalité.

Série « jaune » :

— Exploitation exhaustive;
— Données communales comparées (fascicules départementaux);

Archives et documents :

— N° 99. Tableaux normalisés par région;
— N° 100. Tableaux normalisés simplifiés par région et département;
— N° 104. Principaux résultats par catégorie de commune;
— N° 106. Communes comprenant des agglomérations distinctes de l'agglomération du chef-lieu d'au moins 250 habitants;
— N° 143. Fécondité générale. Résultats de l'enquête famille.

Premiers résultats :

— N° 7. L'âge des Français;
— N° 10. La population de la France en 1982;
— N° 11. La pyramide des âges;
— N° 12. La population étrangère;
— N° 13. La population active;
— N° 14. Les ménages et les familles;
— N° 15. Le parc des logements;
— N° 22. Le développement de l'union libre;
— N° 23. La taille des familles et le milieu social;
— N° 33. Les habitants de Paris;
— N° 41. Les populations des DOM-TOM résidant en France métropolitaine.

Économie et Statistique :

— N° 149. Les ménages n'auront plus de chef. Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ?;
— N° 155. Croissance ralentie mais soutenue du parc des logements;
— N° 156. L'urbanisation en 1982 : les résultats du recencement;
— N° 166. Recensement de 1982 : coup de sonde dans les bulletins individuels;
— N° 170. 100.000 travailleurs frontaliers;
— N° 171-172. Dossier : population active — emploi — groupes sociaux;
— N° 173. L'âge des Français : contrastes régionaux et opposition ville-campagne;
— N° 175. Le volume « ménages-familles »; Les personnes âgées, de la vie de famille à l'isolement; Fécondité et milieu social; Accession à la propriété et « rurbanisation »; Ménages et familles : vers de nouveaux modes de vie ?;
— N° 180. Depuis 1975, les migrations interrégionales sont moins nombreuses. Un actif sur deux travaille hors de la commune où il réside;
— N° 185. La cohabitation : un million de couples non mariés.

- **Départements et territoires d'outre-mer :**

— Résultats du recensement général de la population des départements d'outre-mer 1982;
— Résultats des recensements de la population de Mayotte (1985) et des TOM (1983);
— 164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989. *INSEE Première,* n° 40, septembre 1989;
— Nouvelle-Calédonie : Principales caractéristiques de la population. *INSEE Première,* n° 41, septembre 1989.

Chapitre B.02

Mouvement naturel de la population

1. Généralités
2. France métropolitaine
3. Données internationales
4. Départements et territoires d'outre-mer

1. Généralités

11. Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des *bulletins statistiques de l'état civil,* établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— *résultats trimestriels provisoires* par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le *Bulletin mensuel de statistique* (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le 4e trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— *ensemble des résultats annuels,* accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume *La situation démographique en 19.. - Mouvement de la population.* Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1987.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut natio-

nal de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

12. Définitions

Un certain nombre de caractéristiques démographiques intervenant dans plusieurs tableaux sont définies ci-après. On trouvera, par contre, en cours de chapitre, les explications nécessaires à la compréhension de tableaux particuliers.

● **Naissances vivantes, nés vivants, enfants déclarés vivants, enfants déclarés sans vie, mort-nés, faux mort-nés.**

Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil sont légalement enregistrés comme enfants sans vie.

La question « L'enfant a-t-il respiré ou présenté un autre signe de vie ? » portée sur les bulletins statistiques des mort-nés permet de classer ceux-ci en trois catégories :
— « mort-né ayant respiré » ou « faux mort-né » : enfant né vivant mais décédé avant la déclaration de la naissance;
— « mort-né n'ayant pas respiré » ou « vrai mort-né » : enfant mort à la naissance;
— « respiration non déclarée » : aucune réponse n'a été donnée à la question précitée.

Avant 1975 : la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants ayant donné lieu à un bulletin statistique de mort-né ou d'enfant déclaré sans vie, la statistique des nés vivants portait donc sur l'ensemble des enfants ayant donné lieu à un bulletin statistique de naissance d'enfant déclaré vivant.

À partir du 1er janvier 1975 :

● La statistique des nés vivants comprend les enfants déclarés vivants et les mort-nés ayant respiré.

● La statistique des mort-nés comprend les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux dont la respiration n'est pas déclarée.

Dans ce chapitre, tous les chiffres concernant les naissances d'avant 1975, chiffres bruts ou taux calculés, suivent l'ancienne définition.

● **Décès d'enfants de moins d'un an**

Jusqu'en 1975, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile, les faux mort-nés étant inclus dans les statistiques de décès.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

● **Naissances légitimes, naturelles**

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

● **Rang de naissance**

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée. Les mort-nés vrais ou faux ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

● **Événement enregistré, événement domicilié**

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu du mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

● **Domicile hors métropole**

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● **Date d'enregistrement, date de l'événement**

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

● **Classement par âge**

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération g, l'âge x atteint dans l'année a est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date d :
— l'individu ayant son anniversaire après la date d aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;
— l'individu ayant son anniversaire à la date d ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

● **Classement par durée**

Certains événements sont classés par durée écoulée depuis un événement antérieur, par exemple les divorces par rapport au mariage.

Dans ce cas la durée, comme pour l'âge, peut être calculée par différence de l'année de l'événement et de l'année de l'événement antérieur ou en années révolues.

● **Classement par groupe d'âges**

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne (cf. : chap. B.01) :
— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);
— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre. (Moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre.)

2. France métropolitaine

21. Résultats bruts et résultats élaborés

Les résultats bruts — nombre de mariages, de naissances et de décès — ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, car ils dépendent non seulement du comportement de la population et des conditions sanitaires existantes, mais aussi, d'une façon très étroite, de la structure démographique de la population, tout particulièrement de sa composition par âge.

Pour étudier les caractéristiques démographiques réelles de la population en éliminant l'influence de la structure par âge, divers indicateurs sont proposés :

Les taux par âge :

Les taux par âge ou par groupe d'âges sont des rapports des événements survenus pendant l'année aux personnes appartenant à une classe d'âge donnée (naissances : tableau 4, mariages : tableau 9, décès : tableau 11) à l'effectif moyen de la classe d'âge au cours de l'année. Les taux de fécondité, de nuptialité et de mortalité reproduits dans les tableaux 8, 10 et 13 ont été ainsi calculés.

Les taux synthétiques (tableau 3) :

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge. Par exemple :

La *somme des premiers mariages réduits* est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge l'année considérée sur la base de 100 hommes (primonuptialité masculine) ou femmes (primonuptialité féminine) par génération. Elle mesure la proportion d'hommes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les taux de nuptialité seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

La *somme des divorces réduits* est la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages par promotion.

De même l'ensemble des taux de fécondité par âge relatifs à une même année (tableau 8) peut être résumé par un indicateur unique : leur somme est appelée pour cette raison *somme des naissances réduites* ou indicateur conjoncturel de fécondité. C'est le nombre moyen d'enfants que mettra au monde chaque femme d'une génération fictive parcourant hors mortalité sa vie féconde (15-49 ans) avec les taux par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur précédent par l'application du taux de féminité à la naissance (0,488) constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction (tableau 3).

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération serait remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter — s'il est inférieur à 100, la génération serait remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer. *Exemple :* une génération de 100 femmes suivant les lois de mortalité et de fécondité par âge de l'année 1987 serait remplacée par 87 filles, ce qui correspond à une diminution de 13 % d'une génération à la suivante.

Remarque :

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés *au cours d'une année donnée* dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et *ne représentent donc pas le taux d'une génération réelle de femmes;* il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

En outre, dans les périodes perturbées comme celles qui suivent les guerres, les taux de fécondité par âge ont des valeurs anormales, de sorte que les taux de reproduction qui en sont déduits ne donnent pas une description correcte de la tendance réelle de l'évolution à long terme.

22. Indicateurs de la mortalité infantile (tableau 12)

Une série d'indicateurs selon la durée de vie permettent de cerner l'évolution de la mortalité infantile de plus près.

Le taux de mortalité infantile est, rappelons-le, le rapport des enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants, y compris les « faux mort-nés ». En allant de la mort la plus précoce à la plus tardive, on observe :

— le taux de mortinatalité qui rapporte le nombre de (vrais) mort-nés à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;
— le taux de mortalité périnatale, qui renseigne sur la mortalité autour de la naissance, est le rapport de la somme des mort-nés et des décès d'enfants de moins de sept jours à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;
— le taux de mortalité néo-natale précoce, décrit la mortalité immédiatement après une naissance vivante, en rapportant les décès de moins de sept jours aux nés vivants;
— le taux de mortalité néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de 0 à 28 jours aux nés vivants. Son évolution est proche de celle du taux précédent à cause du poids relatif très important des décès de la première semaine dans ceux du 1er mois;
— le taux de mortalité fœto-infantile regroupe dans un même indicateur la mortinatalité et la mortalité infantile;

— le taux de mortalité post-néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de plus de 28 jours (et de moins d'un an) aux enfants nés vivants.

23. Tables de mortalité
(tableaux 14, 15)

Une table de mortalité relative à une période donnée, 1985-1987 par exemple, est destinée à caractériser le *régime de mortalité au cours de cette période; elle ne représente pas l'incidence réelle de la mortalité pour une génération particulière* qui, au cours de sa vie, aura été en fait soumise aux régimes de mortalité des différentes périodes qu'elle aura traversées.

Une table de mortalité est calculée à partir des données de base suivantes :

— d'une part, la répartition, au cours de la période considérée, des décédés suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge;

— d'autre part, la répartition de la population totale au cours de la période, suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge.

Au moyen des données précédentes, on calcule d'abord les *quotients de mortalité à chaque âge :* le quotient de mortalité à l'âge *n* est la proportion des personnes ayant atteint l'âge *n* qui décèdent avant d'avoir atteint l'âge $n + 1$: *autrement dit* c'est, d'après le régime de mortalité de l'époque, la probabilité de décès dans un délai d'un an d'une personne d'un âge donné.

On calcule ensuite le nombre de survivants à chaque âge d'un ensemble initial de 10.000 ou 100.000 personnes, par exemple, soumises depuis leur naissance et à tous les âges de la vie aux probabilités de décès exprimées par les quotients de mortalité calculés précédemment.

Enfin, on détermine *l'espérance de vie à chaque âge*, qui est le nombre d'années qu'aurait à vivre chacun des individus de cet âge si la somme des années que tous les individus de cet âge ont encore à vivre était également répartie entre eux. L'espérance de vie à la naissance (âge 0) s'appelle aussi la *vie moyenne*.

On définit aussi la *vie probable*, âge auquel l'effectif initial est réduit de moitié; autrement dit, c'est l'âge atteint par un individu sur deux.

L'INSEE publie dans l'*Annuaire statistique de la France* trois séries de tables de mortalité :

1° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour une période quinquennale centrée sur une année de recensement. Ces tables sont définitives. La dernière table de ce type, celle relative à la période 1973-1977 (centrée sur le recensement de 1975), a été publiée dans les éditions 1981 à 1983 de l'Annuaire;

2° Tables annuelles abrégées par sexe et âge quinquennal (tableau 14);

3° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour la dernière période triennale écoulée. La table présentée au tableau 15 est relative à la période 1985-1987.

Contrairement aux tables quinquennales centrées sur une année de recensement, les tables triennales mobiles et les tables annuelles abrégées sont révisées chaque fois qu'à la faveur d'un nouveau recensement on dispose des réévaluations de population par sexe et âge fondées sur les deux recensements encadrant la période ou l'année considérée.

3. Données internationales
(tableau 16)

Dans la période récente, certains phénomènes démographiques comme la baisse de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité, la propagation des interruptions volontaires de grossesse, se dégagent des contextes nationaux et s'inscrivent dans un mouvement international ou continental.

Pour situer l'évolution démographique de la France par rapport à celle de ses principaux partenaires, on a donné dans le tableau 16 les principaux indicateurs démographiques des pays de la Communauté économique européenne, ainsi que ceux des États-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Japon.

4. Départements et territoires d'outre-mer
(tableaux 17 à 20)

Les statistiques du mouvement de la population dans les départements d'outre-mer sont établies régulièrement par l'INSEE depuis 1951 à partir des bulletins statistiques de l'état civil identiques à ceux utilisés en métropole et remplis en principe dans les mêmes conditions.

Les définitions relatives aux faits démographiques (mariages, divorces, nés vivants et mort-nés, décédés) et aux taux (taux de mortalité infantile, taux bruts et rectifiés) sont les mêmes que celles retenues pour les statistiques métropolitaines.

Dans l'appréciation des taux, en particulier des taux de mortalité, et dans leur comparaison avec les taux métropolitains, il ne faut pas perdre de vue que les répartitions par âge des populations des départements d'outre-mer et de la population métropolitaine sont très différentes.

Le tableau 17, en particulier, donne l'évolution du mouvement naturel de la population dans chaque département d'outre-mer. Les populations en milieu d'année ont été estimées à partir du recensement de 1982.

⁂

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE; Ministère de la Justice — *Unité :* millier

Période (ou année)	Population au milieu de la période	Mariages	Divorces prononcés (1)	Nés vivants (2)		Mort-nés (2)		Décédés au total (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
				Total	Légitimes	Total	Ayant respiré (2)			
1946-1950	41.100	397,4	48,3	860,1	795,7	21,9	3,9	537,2	49,8	+ 322,9
1951-1955	42.800	313,8	31,8	810,4	756,6	18,6	3,7	534,9	31,7	+ 275,5
1956-1960	44.800	311,4	30,7	813,2	763,1	17,8	3,7	518,0	22,1	+ 295,2
1961-1965	47.700	333,0	32,4	853,2	802,8	17,2	3,5	529,1	17,4	+ 324,1
1966-1970	49.900	363,3	37,5	843,6	790,0	15,1	2,9	545,2	14,1	+ 298,4
1971-1975	52.100	401,1	48,5	832,5	764,9	12,9	2,4	555,2	11,2	+ 277,3
1976-1980	53.380	354,3	73,2	752,0	679,0	7,2	///	545,8	8,2	+ 206,2
1976	52.909	374,0	60,5	720,4	658,9	7,5	///	557,1	9,0	+ 163,3
1977	53.145	368,2	71,3	744,7	679,3	7,4	///	536,2	8,5	+ 208,5
1978	53.376	354,6	74,4	737,1	667,8	7,1	///	546,9	7,9	+ 190,2
1979	53.606	340,4	78,6	757,4	679,5	7,0	///	541,8	7,6	+ 215,6
1980	53.880	334,4	81,1	800,4	709,3	6,9	///	547,1	8,0	+ 253,3
1981	54.182	315,1	87,6	805,5	703,3	6,6	///	554,8	7,8	+ 250,7
1982	54.480	312,4	93,9	797,2	683,8	6,3	///	543,1	7,5	+ 254,1
1983	54.728	300,5	98,7	748,5	629,7	5,7	///	559,6	6,8	+ 188,9
1984	54.947	281,4	104,0	759,9	624,7	5,8	///	542,5	6,3	+ 217,4
1985	55.170	269,4	107,5	768,4	617,9	5,7	///	552,5	6,4	+ 215,9
1986	55.394	265,7	108,4	778,5	607,8	5,6	///	546,9	6,3	+ 231,5
1987	*r* 55.630	*r* 265,2	*r* 106,5	*r* 767,8	*r* 582,9	*r* 5,3	///	*r* 527,5	*r* 6,0	+ 240,3
1988*p*	55.750	272,3	...	770,7	...	5,0	///	524,3	6,0	+ 246,4

(1) Divorces directs prononcés plus divorces prononcés par conversion de séparation de corps. — (2) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975, ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE — *Unité :* °/₀₀

Période (ou année)	Nuptialité (nombre de mariages pour 1.000 habitants)	Natalité (nés vivants pour 1.000 habitants)	Mortalité (décédés pour 1.000 habitants)	Accroissement naturel (excédent de naissances pour 1.000 habitants)	Mortalité infantile (1) [décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants]		
						dont	
					Totale	Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néonatale (3)
1946-1950	9,7	20,9	13,1	+ 7,8	63,4	26,0	37,4
1951-1955	7,3	18,9	12,5	+ 6,4	43,3	19,8	23,5
1956-1960	9,0	18,2	11,6	+ 6,6	31,7	18,9	12,6
1961-1965	7,0	17,9	11,1	+ 6,8	24,5	16,2	8,2
1966-1970	7,3	16,9	10,9	+ 6,0	20,1	14,0	6,1
1971-1975	7,7	16,0	10,7	+ 5,3	15,4	10,6	4,9
1976-1980	6,6	14,1	10,2	+ 3,9	10,9	6,8	4,1
1976	7,1	13,6	10,5	+ 3,1	12,5	8,1	4,4
1977	6,9	14,0	10,1	+ 3,9	11,5	7,4	4,1
1978	6,7	13,8	10,3	+ 3,6	10,6	6,7	4,0
1979	6,4	14,1	10,1	+ 4,0	10,1	6,0	4,0
1980	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	10,1	5,8	4,3
1981	5,8	14,9	10,3	+ 4,6	9,7	5,5	4,2
1982	5,7	14,6	10,0	+ 4,7	9,5	5,3	4,2
1983	5,5	13,7	10,2	+ 3,4	9,1	5,0	4,1
1984	5,1	13,8	9,9	+ 4,0	8,3	4,7	3,6
1985	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	8,3	4,6	3,7
1986	4,8	14,0	10,0	+ 4,1	8,0	4,3	3,7
1987	4,8	13,8	9,5	+ 4,3	*r* 7,8	*r* 4,1	*r* 3,8
1988*p*	4,9	13,8	9,4	+ 4,4	7,7	...	...

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil. — (2) Décédés âgés de 0 à 28 jours. — (3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (2)	Divortialité (3)	Fécondité (4)	Brut (5)	Net (6)	Hommes (7)	Femmes (7)
1946	164,1	151,8	22,2	298,2	145,0	127,7	59,9	65,2
1950	92,4	93,6	11,4	293,0	143,0	133,0	63,4	69,2
1955	86,7	92,7	9,8	267,4	130,7	124,3	65,2	71,5
1960	92,8	102,5	9,5	272,7	133,4	128,6	67,0	73,6
1965	100,6	99,2	10,7	283,4	138,5	134,4	67,5	74,7
1970	91,5	92,0	11,8	247,2	120,3	117,0	68,4	75,9
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1976	79,1	82,2	16,9	182,8	89,1	87,2	69,2	77,2
1977	77,0	79,7	19,8	186,1	90,6	88,7	69,7	77,8
1978	73,8	76,1	22,6	182,1	88,6	86,9	69,8	77,9
1979	70,4	72,5	21,5	185,5	90,3	88,6	70,1	78,3
1980	68,9	70,7	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1981	64,4	65,8	24,1	194,5	94,7	92,9	70,4	78,5
1982	63,4	64,8	26,0	191,2	93,1	91,4	70,7	78,9
1983	60,6	61,6	27,5	178,7	87,1	85,6	70,7	78,8
1984	56,2	57,1	29,2	180,7	88,1	86,6	71,2	79,3
1985	53,1	54,0	30,4	182,3	88,8	87,3	71,3	79,4
1986	52,1	53,0	31,1	184,3	89,8	88,3	71,5	79,7
1987	51,3	52,5	31,0	181,6	88,6	87,2	72,0	80,3
1988 *p*	...	54,3	...	182,1	88,9	87,1	72,3	80,6

(1), (2) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes). — (3) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages. — (4) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes. — (5), (6) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes; (5) en l'absence de mortalité, (6) compte tenu de la mortalité. — (7) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe ou légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants					Mort-nés				
	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels
1977	744.744	382.337	362.407	679.346	65.398	7.445	3.890	3.555	6.437	1.008
1978	737.062	378.281	358.781	667.841	69.221	7.120	3.764	3.356	6.127	993
1979	757.354	388.604	368.750	679.521	77.833	6.994	3.647	3.347	5.960	1.034
1980	800.376	410.547	389.829	709.261	91.115	6.942	3.645	3.297	5.906	1.036
1981	805.483	413.480	392.003	703.337	102.146	6.644	3.399	3.245	5.503	1.141
1982	797.223	409.205	388.018	683.825	113.398	6.334	3.347	2.987	5.152	1.182
1983	748.525	383.659	364.866	629.674	118.851	5.723	2.974	2.749	4.538	1.185
1984	759.939	389.310	370.629	624.674	135.265	5.835	3.049	2.786	4.510	1.325
1985	768.431	394.112	374.319	617.939	150.492	5.658	2.945	2.713	4.272	1.386
1986	778.468	399.199	379.269	607.786	170.682	5.615	2.881	2.734	4.077	1.538
1987	767.828	393.231	374.597	582.902	184.926	5.304	2.732	2.572	3.758	1.546

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1984			1985			1986			1987		
	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels
Moins de 20 ans	27.349	12.147	15.202	24.207	9.449	14.758	22.736	7.807	14.929	21.064	6.284	14.780
20 à 24 ans	217.071	169.053	48.018	207.438	155.251	52.187	198.688	140.844	57.844	184.197	123.245	60.952
25 à 29 ans	292.621	253.832	38.789	299.469	254.548	44.921	305.526	253.249	52.277	301.937	244.077	57.860
30 à 34 ans	159.675	137.342	22.333	167.415	141.756	25.659	176.339	146.196	30.143	180.307	146.393	33.914
35 à 39 ans	54.296	45.136	9.160	60.390	49.409	10.981	64.192	51.257	12.935	67.877	53.520	14.357
40 à 44 ans	8.280	6.619	1.661	8.833	6.955	1.878	10.322	7.882	2.440	11.824	8.883	2.941
45 ans ou plus	647	545	102	679	571	108	665	551	114	622	500	122
Total	**759.939**	**624.674**	**135.265**	**768.431**	**617.939**	**150.492**	**778.468**	**607.786**	**170.682**	**767.828**	**582.902**	**184.926**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1984, 1985, 1986 ou 1987 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Ensemble	Rang de la naissance									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et plus
1977	679.346	327.011	228.435	74.887	24.218	10.661	5.575	3.289	2.093	1.358	1.819
1978	667.841	319.000	227.052	76.305	23.294	9.833	4.997	2.917	1.813	1.115	1.515
1979	679.521	310.722	236.233	87.726	23.690	9.746	4.834	2.669	1.612	981	1.308
1980	709.261	313.401	245.376	103.410	25.976	9.973	4.905	2.646	1.647	864	1.063
1981	703.337	300.579	240.178	110.241	29.375	11.037	5.460	2.904	1.609	916	1.038
1982	683.825	293.135	236.800	100.764	29.615	11.417	5.616	3.049	1.595	854	980
1983	629.674	275.814	222.153	83.106	26.491	10.763	5.298	2.870	1.525	832	822
1984	624.674	269.924	219.292	87.032	26.556	10.731	5.261	2.793	1.558	758	769
1985	617.939	260.490	215.546	91.860	27.738	11.074	5.380	2.840	1.459	772	780
1986	607.786	250.558	212.250	94.493	28.105	11.105	5.530	2.829	1.437	774	705
1987	582.902	236.427	203.385	94.333	27.255	10.843	5.138	2.816	1.407	691	607

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1977	679.346	593.911	3.708	14.379	67.348	4.453	87,4	2,7	9,9
1978	667.841	582.057	4.177	14.413	67.194	4.598	87,2	2,8	10,1
1979	679.521	592.144	4.659	14.993	67.725	5.241	87,1	2,9	10,0
1980	709.261	618.945	4.852	15.248	70.216	6.223	87,3	2,8	9,9
1981	703.337	609.853	5.113	15.475	72.896	6.890	86,7	2,9	10,4
1982	683.825	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	3,1	10,7
1983	629.674	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	3,2	11,3
1984	624.674	534.578	6.077	14.197	69.822	8.949	85,6	3,2	11,2
1985	617.939	530.442	6.294	14.166	67.037	9.470	85,8	3,3	10,8
1986	607.786	523.016	6.792	14.138	63.840	10.242	86,1	3,4	10,5
1987	582.902	503.299	6.736	14.071	58.796	10.273	86,3	3,6	10,1

TABLEAU B.02-8

Taux de fécondité des femmes par âge

(Nombre annuel d'enfants nés vivants pour 100 femmes de chaque groupe d'âge)

Source : INSEE

Période (ou année)	Ensemble des femmes de 15 à 49 ans	Moins de 20 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
Nombre d'enfants nés vivants légitimes pour 100 femmes mariées de chaque groupe d'âge :								
1953-1955	11,6	43,7	32,4	20,9	12,6	7,18	2,36	0,215
1956-1960	11,6	43,7	33,5	21,8	12,2	6,54	2,13	0,177
1961-1965	11,7	44,3	33,7	22,2	12,3	6,01	2,03	0,165
1966-1970	10,5	45,6	31,0	19,7	11,1	5,29	1,62	0,149
1971-1975	9,67	44,1	27,6	17,3	8,90	4,07	1,21	0,102
1976-1980	8,39	36,7	23,8	16,5	7,58	2,59	0,59	0,049
1976	8,15	35,9	23,0	15,2	7,1	2,64	0,68	0,057
1977	8,38	37,5	23,8	16,0	7,4	2,53	0,62	0,053
1978	8,23	36,2	23,4	16,1	7,4	2,48	0,56	0,049
1979	8,39	35,8	23,8	16,9	7,7	2,58	0,54	0,044
1980	8,79	38,2	24,9	18,1	8,3	2,73	0,55	0,043
1981	8,77	37,6	25,0	18,3	8,6	2,92	0,55	0,044
1982	8,58	37,5	25,3	18,3	8,5	2,90	0,57	0,041
1983	7,96	37,4	24,6	17,3	8,0	2,69	0,54	0,041
1984	7,99	38,7	25,6	18,0	8,3	2,73	0,56	0,042
1985	8,00	38,8	26,3	18,7	8,7	2,86	0,58	0,044
1986	7,97	42,0	27,0	19,4	9,2	2,99	0,60	0,044
1987	7,75	43,2	26,7	19,6	9,3	3,17	0,63	0,042
Nombre d'enfants nés vivants naturels pour 100 femmes célibataires, veuves ou divorcées de chaque groupe d'âge :								
1953-1955	1,44	0,534	2,30	3,08	2,92	2,06	0,642	0,052
1956-1960	1,45	0,528	2,17	3,33	3,04	1,99	0,706	0,049
1961-1965	1,36	0,558	2,24	3,37	3,12	2,05	0,785	0,064
1966-1970	1,28	0,576	2,18	3,20	2,87	1,98	0,708	0,058
1971-1975	1,51	0,701	2,50	3,43	3,07	2,01	0,707	0,054
1976-1980	1,55	0,627	2,44	3,52	3,03	1,65	0,505	0,036
1976	1,37	0,620	2,20	3,03	2,73	1,58	0,531	0,045
1977	1,43	0,608	2,30	3,22	2,81	1,58	0,507	0,039
1978	1,48	0,595	2,36	3,34	2,95	1,56	0,497	0,034
1979	1,62	0,619	2,53	3,74	3,17	1,69	0,491	0,034
1980	1,84	0,693	2,83	4,28	3,50	1,86	0,501	0,030
1981	2,01	0,703	2,99	4,73	3,82	2,03	0,535	0,036
1982	2,16	0,728	3,15	5,02	4,15	2,21	0,563	0,045
1983	2,20	0,700	3,06	5,16	4,25	2,26	0,558	0,029
1984	2,42	0,735	3,26	5,63	4,75	2,43	0,652	0,037
1985	2,60	0,715	3,37	6,10	5,22	2,61	0,685	0,039
1986	2,83	0,719	3,58	6,56	5,82	2,90	0,778	0,040
1987	2,96	0,705	3,66	6,75	6,25	3,06	0,827	0,043
Nombre d'enfants nés vivants légitimes ou naturels pour 100 femmes de chaque groupe d'âge :								
1953-1955	7,97	2,18	15,6	16,8	11,0	6,28	2,03	0,180
1956-1960	8,13	2,20	15,9	17,4	10,7	5,80	1,86	0,151
1961-1965	8,08	2,46	17,4	18,2	11,0	5,46	1,83	0,145
1966-1970	7,23	2,67	16,2	16,5	9,96	4,84	1,48	0,132
1971-1975	6,78	2,80	14,8	14,4	8,09	3,80	1,13	0,094
1976-1980	5,88	2,01	12,1	13,3	6,86	2,46	0,58	0,047
1976	5,73	2,29	12,2	12,5	6,5	2,50	0,66	0,055
1977	5,87	2,20	12,4	13,0	6,7	2,40	0,60	0,051
1978	5,76	1,97	12,0	13,0	6,7	2,35	0,56	0,047
1979	5,87	1,80	11,9	13,6	7,0	2,44	0,53	0,042
1980	6,15	1,78	12,2	14,4	7,4	2,60	0,54	0,041
1981	6,14	1,64	11,7	14,5	7,7	2,78	0,55	0,043
1982	6,14	1,55	11,4	14,4	7,7	2,78	0,57	0,042
1983	5,62	1,39	10,5	13,6	7,2	2,62	0,54	0,039
1984	5,67	1,31	10,2	13,9	7,5	2,67	0,58	0,041
1985	5,68	1,16	9,7	14,3	7,9	2,81	0,60	0,043
1986	5,70	1,09	9,3	14,5	8,3	2,97	0,63	0,043
1987	5,57	1,00	8,7	14,4	8,5	3,14	0,67	0,042

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1987

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	1.475	1.473	—	2	13.258	13.248	—	10
20-24 ans	77.632	77.392	4	236	116.470	115.273	60	1.137
25-29 ans	97.723	94.006	114	3.603	72.080	65.121	353	6.606
30-34 ans	39.602	30.836	292	8.474	29.004	18.653	541	9.810
35-39 ans	20.053	9.708	424	9.921	15.341	6.212	655	8.474
40-44 ans	11.235	3.130	450	7.655	8.054	2.057	589	5.408
45-49 ans	5.989	1.317	443	4.229	4.230	779	587	2.864
50-54 ans	4.206	834	605	2.767	2.899	528	574	1.797
55-59 ans	2.874	522	673	1.679	1.742	386	392	964
60 ans et plus	4.388	579	1.989	1.820	2.099	448	816	835
Total année 1987	**265.177**	**219.797**	**4.994**	**40.386**	**265.177**	**222.705**	**4.567**	**37.905**
Année 1986	*265.678*	*222.912*	*4.911*	*37.855*	*265.678*	*225.362*	*4.381*	*35.935*
Année 1985	*269.419*	*227.133*	*5.200*	*37.086*	*269.419*	*229.787*	*4.655*	*34.977*
Année 1984	*281.402*	*239.989*	*5.214*	*36.199*	*281.402*	*242.841*	*4.821*	*33.740*
Année 1983	*300.513*	*258.558*	*5.425*	*36.530*	*300.513*	*261.352*	*4.986*	*34.175*
Année 1982	*312.405*	*270.331*	*5.605*	*36.469*	*312.405*	*274.037*	*5.312*	*33.056*
Année 1981	*315.117*	*273.620*	*6.218*	*35.279*	*315.117*	*277.031*	*5.653*	*32.433*
Année 1980	*334.377*	*292.523*	*6.354*	*35.500*	*334.377*	*296.140*	*5.878*	*32.359*

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Taux de nuptialité par sexe, âge et état matrimonial antérieur

(Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) *de chaque groupe d'âge)*

Source : INSEE

Période (ou année)	Sexe masculin								
	Ensemble	*18 à 59 ans*	18 et 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	*60 ans ou plus*
Ensemble des célibataires, des veufs et des divorcés :									
1953-1955	**6,71**	*7,93*	0,983	10,1	16,7	8,85	3,62	2,26	*0,683*
1961-1965	**6,93**	*8,29*	1,55	12,8	17,0	6,90	3,26	1,91	*0,722*
1966-1970	**6,96**	*8,17*	1,51	13,9	15,8	5,80	2,79	1,81	*0,667*
1971-1975	**7,41**	*8,89*	1,66	14,4	16,2	6,36	2,65	1,88	*0,609*
1976-1980	**6,20**	*7,31*	1,21	10,9	13,6	7,04	2,19	1,64	*0,530*
1976	**6,76**	*8,05*	1,34	12,5	14,5	6,98	2,63	1,73	*0,554*
1977	**6,56**	*7,76*	1,14	11,8	14,2	7,28	2,72	1,80	*0,580*
1978	**6,21**	*7,32*	0,95	10,8	13,7	7,21	2,73	1,67	*0,548*
1979	**5,85**	*6,85*	0,83	10,0	12,9	6,94	2,66	1,53	*0,504*
1980	**5,62**	*6,58*	0,78	9,30	12,5	6,79	2,62	1,48	*0,466*
1981	**5,16**	*6,02*	0,65	8,20	11,5	6,33	2,60	1,39	*0,470*
1982	**4,97**	*5,78*	0,54	7,60	11,2	6,20	2,62	1,34	*0,437*
1983	**4,64**	*5,39*	0,44	6,80	10,5	5,88	2,68	1,34	*0,421*
1984	**4,22**	*4,87*	0,32	5,80	9,7	5,48	2,62	1,25	*0,428*
1985	**3,91**	*4,51*	0,26	4,90	9,1	5,24	2,71	1,32	*0,420*
1986	**3,74**	*4,29*	0,21	4,40	8,6	5,10	2,72	1,31	*0,435*
1987	**3,62**	*4,15*	0,17	3,90	8,3	5,14	2,92	1,38	*0,428*
Célibataires :									
1953-1955	**7,64**	*8,03*	0,98	10,1	16,6	7,99	2,24	0,908	*0,355*
1961-1965	**7,97**	*8,46*	1,55	12,7	16,8	6,08	1,94	0,805	*0,353*
1966-1970	**7,83**	*8,32*	1,51	13,9	15,6	5,06	1,58	0,783	*0,318*
1971-1975	**8,35**	*8,97*	1,66	14,4	16,0	5,25	1,42	0,686	*0,260*
1976-1980	**6,79**	*7,25*	1,01	10,8	13,4	5,72	1,35	0,557	*0,218*
1976	**7,50**	*8,04*	1,34	12,5	14,3	5,62	1,36	0,641	*0,248*
1977	**7,19**	*7,70*	1,14	11,7	14,0	5,88	1,40	0,614	*0,263*
1978	**6,79**	*7,24*	0,95	10,8	13,5	5,88	1,39	0,552	*0,226*
1979	**6,35**	*6,77*	0,83	9,90	12,7	5,64	1,32	0,488	*0,188*
1980	**6,10**	*6,50*	0,78	9,30	12,3	5,57	1,28	0,492	*0,165*
1981	**5,56**	*5,92*	0,65	8,20	11,3	5,22	1,25	0,451	*0,184*
1982	**5,34**	*5,68*	0,54	7,60	11,1	5,15	1,27	0,440	*0,172*
1983	**4,97**	*5,29*	0,44	6,80	10,5	4,98	1,30	0,480	*0,185*
1984	**4,49**	*4,78*	0,32	5,70	9,6	4,73	1,22	0,430	*0,179*
1985	**4,13**	*4,39*	0,26	4,90	9,1	4,60	1,25	0,450	*0,179*
1986	**3,94**	*4,19*	0,21	4,40	8,6	4,59	1,28	0,450	*0,184*
1987	**3,78**	*4,01*	0,17	3,90	8,3	4,56	1,39	0,470	*0,165*

(1) Sont considérés comme mariables les célibataires de 18 ans ou plus pour les hommes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées.

TABLEAU B.02-10 (*suite et fin*)

Taux de nuptialité par sexe, âge et état matrimonial antérieur

(*Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables* (1) *de chaque groupe d'âge)*

Source : INSEE

Période (ou année)	Ensemble	*15 à 49 ans*	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	*60 ans ou plus*
					Sexe féminin				
Ensemble des célibataires, des veuves et des divorcées :									
1953-1955	**4,29**	*8,29*	3,30	18,4	15,1	6,42	2,18	0,829	*0,096*
1961-1965	**4,40**	*8,72*	3,74	23,0	16,9	6,37	2,34	0,883	*0,112*
1966-1970	**4,50**	*8,50*	3,89	21,0	14,8	5,63	2,22	0,853	*0,110*
1971-1975	**4,89**	*9,01*	4,09	20,6	14,7	5,67	2,11	0,931	*0,103*
1976-1980	**4,05**	*7,36*	3,12	16,1	11,9	5,66	1,98	0,806	*0,079*
1976	**4,39**	*8,13*	3,71	18,0	12,9	5,75	2,03	0,867	*0,087*
1977	**4,27**	*7,85*	3,47	17,1	12,6	5,94	2,10	0,892	*0,086*
1978	**4,06**	*7,39*	3,08	16,1	12,0	5,78	2,03	0,831	*0,080*
1979	**3,83**	*6,91*	2,79	15,0	11,4	5,49	1,88	0,745	*0,074*
1980	**3,69**	*6,61*	2,53	14,2	10,7	5,35	1,85	0,695	*0,067*
1981	**3,42**	*6,05*	2,14	12,7	10,3	5,95	1,80	0,680	*0,067*
1982	**3,32**	*5,83*	1,91	12,0	10,2	4,85	1,77	0,630	*0,064*
1983	**3,14**	*5,44*	1,57	10,9	9,8	4,68	1,80	0,620	*0,061*
1984	**2,88**	*4,92*	1,25	9,4	9,3	4,39	1,73	0,600	*0,060*
1985	**2,69**	*4,54*	0,97	8,3	8,9	4,31	1,79	0,610	*0,059*
1986	**2,59**	*4,30*	0,78	7,6	8,5	4,23	1,86	0,600	*0,061*
1987	**2,52**	*4,13*	0,63	7,0	8,4	4,39	1,95	0,640	*0,059*
Célibataires :									
1953-1955	**7,07**	*8,74*	3,30	18,4	14,9	5,85	1,49	0,523	*0,105*
1961-1965	**7,34**	*9,05*	3,74	23,0	16,7	5,77	1,74	0,575	*0,120*
1966-1970	**7,40**	*8,85*	3,89	21,0	14,7	4,96	1,64	0,605	*0,122*
1971-1975	**7,90**	*9,42*	4,09	20,7	14,8	5,03	1,42	0,646	*0,109*
1976-1980	**6,45**	*7,62*	3,11	16,1	12,1	5,06	1,27	0,562	*0,100*
1976	**7,11**	*8,45*	3,70	18,1	12,9	5,15	1,33	0,609	*0,103*
1977	**6,85**	*8,11*	3,47	17,2	12,7	5,25	1,36	0,627	*0,116*
1978	**6,45**	*7,61*	3,08	16,1	12,1	5,14	1,31	0,575	*0,096*
1979	**6,05**	*7,12*	2,79	15,0	11,5	4,88	1,20	0,520	*0,100*
1980	**5,80**	*6,79*	2,53	14,2	11,1	4,79	1,15	0,477	*0,087*
1981	**5,31**	*6,19*	2,14	12,7	10,4	4,43	1,11	0,480	*0,088*
1982	**5,15**	*5,97*	1,91	12,0	10,3	4,42	1,11	0,440	*0,092*
1983	**4,80**	*5,54*	1,57	10,8	9,9	4,23	1,11	0,430	*0,091*
1984	**4,35**	*5,00*	1,25	9,4	9,4	3,99	1,05	0,420	*0,092*
1985	**4,00**	*4,57*	0,97	8,3	9,0	3,94	1,10	0,430	*0,093*
1986	**3,81**	*4,33*	0,78	7,6	8,6	3,91	1,18	0,410	*0,099*
1987	**3,65**	*4,13*	0,63	7,0	8,4	4,08	1,19	0,430	0,086

(1) Sont considérées comme mariables les célibataires de 15 ans ou plus pour les femmes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées.

TABLEAU B.02-11

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial

Année 1987

Source : INSEE

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Ensemble	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1987-1986	moins d'un an	6.017	3.572	3.572	—	—	—	2.445	2.445	—	—	—
1986-1983	1 à 4	1.243	709	709	—	—	—	534	534	—	—	—
1982-1978	5 à 9	826	476	476	—	—	—	350	350	—	—	—
1977-1973	10 à 14	854	530	530	—	—	—	324	324	—	—	—
1972-1968	15 à 19	2.411	1.706	1.702	4	—	—	705	690	11	3	1
1967-1963	20 à 24	4.212	3.212	3.038	161	5	8	1.000	834	149	12	5
1962-1958	25 à 29	4.282	3.187	2.326	778	8	75	1.095	562	447	20	66
1957-1953	30 à 34	5.038	3.579	1.701	1.537	25	316	1.459	448	827	39	145
1952-1948	35 à 39	7.037	4.918	1.575	2.662	56	625	2.119	448	1.353	64	254
1947-1943	40 à 44	8.505	5.953	1.441	3.538	88	886	2.552	360	1.778	110	304
1942-1938	45 à 49	10.291	7.255	1.521	4.577	178	979	3.036	393	2.088	231	324
1937-1933	50 à 54	17.309	12.362	2.505	8.152	444	1.261	4.947	558	3.426	541	422
1932-1928	55 à 59	26.526	19.015	3.182	13.410	975	1.448	7.511	769	4.901	1.339	502
1927-1923	60 à 64	35.078	24.699	3.430	17.927	1.830	1.512	10.379	1.097	6.093	2.612	577
1922-1918	65 à 69	40.197	26.991	2.987	20.281	2.556	1.167	13.206	1.299	6.777	4.503	627
1917-1913	70 à 74	45.080	27.743	2.793	20.183	3.897	870	17.337	1.579	6.720	8.279	759
1912-1908	75 à 79	79.585	43.328	3.872	29.305	9.029	1.122	36.257	3.371	10.297	21.276	1.313
1907-1903	80 à 84	94.239	42.883	3.196	25.293	13.574	820	51.356	4.833	8.855	36.147	1.521
1902-1898	85 à 89	81.455	29.386	1.756	13.684	13.529	417	52.069	5.296	4.632	40.892	1.249
1897-1893	90 à 94	42.902	11.150	584	3.718	6.727	121	31.752	3.504	1.289	26.306	653
1892 et avant	95 et plus	14.379	2.706	110	583	1.993	20	11.673	1.353	231	9.904	185
Ensemble		**527.466**	**275.360**	**43.006**	**165.793**	**54.914**	**11.647**	**252.106**	**31.047**	**59.874**	**152.278**	**8.907**

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. À partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance : l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU B.02-12

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de mortinatalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1977	5,8	7,4	4,1	11,4	15,6	21,2	9,9
1978	5,2	6,6	4,0	10,7	14,7	20,1	9,6
1979	4,7	6,0	4,0	10,0	13,8	19,1	9,2
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1981	4,2	5,5	4,2	9,7	12,3	17,8	8,2
1982	4,0	5,3	4,2	9,5	11,9	17,3	7,9
1983	3,8	5,0	4,1	9,0	11,4	16,6	7,6
1984	3,6	4,7	3,6	8,3	11,2	15,8	7,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1986	3,2	4,3	3,7	8,0	10,4	15,1	7,2
1987	3,0	4,1	3,8	7,8	9,9	14,6	6,9

(1) Pour 1000 nés vivants. — (2) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-13

Taux de mortalité par âge et sexe

[Nombre annuel de décédés pour 1 000 personnes de chaque groupe d'âge] (1)

Source : INSEE

Période (ou année)	Tous âges	Moins d'un an (1)	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans
							Les deux
1953-1955	12,3	40,4	1,86	0,481	0,409	0,779	1,20
1961-1965	11,1	24,4	1,06	0,406	0,334	0,710	1,05
1966-1970	11,0	20,1	0,847	0,401	0,345	0,804	1,13
1971-1975	10,7	15,4	0,749	0,389	0,337	0,896	1,21
1976-1980	10,2	10,9	0,602	0,338	0,296	0,693	1,20
1976	10,5	12,5	0,620	0,343	0,300	0,877	1,22
1977	10,1	11,4	0,624	0,345	0,308	0,852	1,20
1978	10,2	10,7	0,617	0,343	0,289	0,831	1,14
1979	10,1	10,0	0,560	0,327	0,291	0,856	1,19
1980	10,2	10,0	0,590	0,331	0,291	0,840	1,23
1981	10,2	9,70	0,580	0,310	0,286	0,780	1,16
1982	10,0	9,50	0,520	0,290	0,270	0,760	1,16
1983	10,2	9,10	0,550	0,290	0,260	0,700	1,17
1984	9,9	8,30	0,480	0,260	0,250	0,670	1,14
1985	10,0	8,30	0,450	0,250	0,240	0,650	1,05
1986	9,9	8,00	0,450	0,250	0,230	0,630	1,05
1987	9,5	7,80	0,420	0,240	0,220	0,560	0,98
							Sexe
1953-1955	13,0	45,6	1,99	0,542	0,489	1,01	1,55
1961-1965	11,7	27,6	1,15	0,478	0,407	0,961	1,43
1966-1970	11,6	22,7	0,934	0,468	0,419	1,10	1,59
1971-1975	11,3	17,4	0,837	0,454	0,412	1,25	1,77
1976-1980	10,9	12,4	0,676	0,391	0,356	1,19	1,79
1976	11,2	14,2	0,678	0,391	0,363	1,22	1,84
1977	10,8	13,1	0,683	0,406	0,374	1,19	1,77
1978	11,0	12,0	0,719	0,397	0,354	1,16	1,71
1979	10,8	11,3	0,650	0,370	0,350	1,19	1,79
1980	10,8	11,5	0,650	0,390	0,340	1,18	1,85
1981	10,9	11,2	0,650	0,350	0,340	1,05	1,76
1982	10,6	10,7	0,570	0,330	0,320	1,07	1,76
1983	10,8	10,3	0,600	0,350	0,310	0,970	1,77
1984	10,5	9,2	0,550	0,300	0,300	0,910	1,74
1985	10,7	9,5	0,490	0,280	0,300	0,890	1,56
1986	10,5	9,0	0,500	0,290	0,280	0,860	1,58
1987	10,2	9,1	0,470	0,270	0,270	0,770	1,48
							Sexe
1953-1955	11,7	34,9	1,72	0,422	0,326	0,541	0,836
1961-1965	10,5	21,1	0,966	0,331	0,258	0,447	0,649
1966-1970	10,3	17,4	0,756	0,330	0,268	0,494	0,654
1971-1975	10,1	13,4	0,656	0,322	0,258	0,529	0,638
1976-1980	9,36	9,34	0,524	0,281	0,226	0,494	0,591
1976	9,89	10,7	0,560	0,294	0,234	0,517	0,594
1977	9,43	9,7	0,562	0,282	0,238	0,499	0,629
1978	9,59	9,2	0,510	0,286	0,221	0,482	0,570
1979	9,40	8,7	0,458	0,282	0,219	0,490	0,570
1980	9,50	8,4	0,530	0,263	0,220	0,480	0,593
1981	9,60	8,2	0,520	0,260	0,220	0,490	0,550
1982	9,30	8,1	0,460	0,250	0,210	0,450	0,560
1983	9,70	7,9	0,500	0,240	0,210	0,430	0,570
1984	9,20	7,3	0,410	0,210	0,200	0,420	*r* 0,540
1985	9,40	7,1	0,410	0,210	0,190	0,390	*r* 0,530
1986	9,30	7,0	0,400	0,200	0,180	0,400	0,510
1987	8,80	6,5	0,370	0,210	0,170	0,340	0,470

(1) Taux révisés pour prendre en compte l'intégration des « faux » mort-nés dans les statistiques de décès d'une part, la réévaluation des effectifs par sexe et âge des années

25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
sexes										
1,51	1,91	2,64	3,82	6,00	9,20	13,2	19,0	29,3	61,3	164
1,23	1,56	2,19	3,16	4,98	7,68	11,8	18,0	26,4	52,9	149
1,18	1,44	2,11	3,19	4,84	7,44	11,2	17,3	26,5	50,3	141
1,09	1,35	1,95	3,14	4,81	7,05	10,5	15,7	24,4	47,7	137
1,06	1,20	1,75	2,81	4,63	6,89	9,74	14,4	21,4	43,8	128
1,07	1,23	1,86	2,98	4,84	7,13	10,1	15,2	22,9	46,4	134
1,07	1,20	1,79	2,85	4,71	6,84	9,71	14,6	21,6	44,0	126
1,03	1,17	1,71	2,78	4,69	6,80	9,70	14,7	21,3	44,1	129
1,06	1,20	1,72	2,74	4,49	6,89	9,70	14,0	20,7	42,6	125
1,08	1,19	1,69	2,71	4,44	6,78	9,47	13,4	20,4	42,1	126
1,06	1,21	1,66	2,60	4,26	6,67	9,34	13,3	20,5	41,8	128
1,09	1,19	1,67	2,57	4,17	6,53	9,30	13,0	20,0	40,1	121
1,12	1,24	1,67	2,51	4,08	6,52	9,30	13,1	19,9	40,4	126
1,09	1,25	1,62	2,48	3,95	6,25	9,20	12,9	18,8	38,5	119
1,07	1,21	1,64	2,40	3,88	6,18	9,10	12,8	18,3	38,9	122
1,04	1,22	1,61	2,44	3,78	6,05	8,90	12,7	17,7	38,5	119
1,02	1,19	1,61	2,36	3,63	5,76	8,60	12,1	17,3	37,0	112
masculin										
1,89	2,33	3,19	4,74	7,74	12,1	17,9	26,2	39,0	76,6	187
1,67	2,05	2,86	4,14	6,57	10,5	16,7	25,5	37,5	69,6	174
1,61	1,92	2,79	4,26	6,52	10,1	15,9	25,0	38,2	67,5	168
1,51	1,78	2,60	4,26	6,60	9,81	15,0	22,8	35,3	64,7	163
1,50	1,62	2,33	3,86	6,54	9,85	14,1	21,2	31,7	61,2	153
1,49	1,67	2,49	4,09	6,78	10,1	14,5	22,4	33,7	63,9	160
1,48	1,63	2,37	3,95	6,66	9,81	14,0	21,5	31,9	61,2	150
1,45	1,55	2,26	3,82	6,63	9,71	14,0	21,8	31,6	61,7	155
1,53	1,63	2,27	3,76	6,38	9,86	14,1	20,5	30,8	59,8	149
1,56	1,61	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	149
1,52	1,65	2,20	3,53	6,02	9,71	13,7	19,6	30,3	58,7	151
1,57	1,63	2,23	3,51	5,91	9,46	13,8	19,3	29,5	56,3	144
1,60	1,71	2,25	3,42	5,75	9,39	13,7	19,3	29,6	56,7	148
1,59	1,72	2,20	3,37	5,54	9,07	13,7	19,4	27,8	54,5	141
1,57	1,68	2,21	3,33	5,49	8,91	13,6	19,1	27,1	55,1	145
1,52	1,74	2,22	3,36	5,29	8,73	13,1	19,0	26,3	54,7	141
1,51	1,70	2,23	3,24	5,05	8,26	12,6	18,2	25,8	52,8	135
féminin										
1,12	1,48	2,10	2,90	4,30	6,39	9,25	14,0	22,7	51,6	152
0,757	1,05	1,50	2,20	3,44	5,00	7,32	11,4	18,6	43,3	137
0,715	0,927	1,40	2,11	3,20	4,89	6,87	10,6	17,3	40,2	130
0,645	0,881	1,27	1,98	3,02	4,40	6,47	9,52	15,6	36,8	126
0,608	0,755	1,15	1,73	2,70	4,00	5,70	8,42	13,1	32,3	118
0,630	0,759	1,21	1,84	2,88	4,25	5,96	8,95	14,3	34,7	124
0,648	0,751	1,18	1,71	2,74	3,98	5,71	8,65	13,3	32,6	116
0,589	0,760	1,12	1,70	2,73	3,97	5,72	8,55	13,0	32,3	118
0,581	0,740	1,13	1,69	2,57	3,96	5,64	8,24	12,6	31,1	116
0,590	0,764	1,10	1,70	2,59	3,87	5,46	7,70	12,4	30,7	116
0,580	0,740	1,10	1,63	2,48	3,68	5,31	7,80	12,7	30,4	118
0,600	0,740	1,08	1,58	2,41	3,64	5,20	7,50	12,4	29,2	112
0,630	0,750	1,06	1,56	2,39	3,69	5,20	7,60	12,1	29,4	116
0,590	0,760	1,01	1,55	2,34	3,47	5,00	7,30	11,5	27,7	110
0,580	0,730	1,04	1,43	2,24	3,49	4,90	7,20	11,0	28,1	111
0,560	0,690	0,98	1,48	2,23	3,40	4,80	7,10	10,7	27,7	109
0,520	0,690	0,98	1,44	2,17	3,28	4,70	6,80	10,4	26,5	102

1975 à 1982, d'autre part.

TABLEAU B.02-14

Tables de mortalité annuelles abrégées

Source : INSEE

Période ou année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25
										Survivants aux âges indiqués
										Sexe
1952-1956	10.000	9.543	9.500	9.484	9.474	9.466	9.441	9.416	9.365	9.288
1960-1964	10.000	9.711	9.689	9.678	9.671	9.665	9.643	9.622	9.575	9.504
1966-1970	10.000	9.769	9.754	9.745	9.739	9.733	9.711	9.689	9.632	9.557
1973-1977	10.000	9.847	9.836	9.828	9.822	9.817	9.796	9.776	9.711	9.627
1976	10.000	9.857	9.845	9.839	9.834	9.829	9.811	9.792	9.726	9.638
1977	10.000	9.867	9.856	9.850	9.844	9.839	9.820	9.801	9.737	9.652
1978	10.000	9.878	9.867	9.860	9.855	9.850	9.831	9.813	9.750	9.669
1979	10.000	9.886	9.876	9.870	9.865	9.860	9.842	9.824	9.759	9.673
1980	10.000	9.883	9.872	9.866	9.861	9.856	9.838	9.820	9.756	9.666
1981	10.000	9.887	9.877	9.872	9.866	9.861	9.844	9.827	9.769	9.684
1982	10.000	9.893	9.883	9.877	9.873	9.869	9.853	9.836	9.778	9.693
1983	10.000	9.897	9.887	9.882	9.877	9.873	9.856	9.840	9.787	9.701
1984	10.000	9.907	9.898	9.893	9.888	9.884	9.869	9.854	9.804	9.719
1985	10.000	9.904	9.896	9.891	9.887	9.884	9.870	9.855	9.806	9.729
1986	10.000	9.909	9.901	9.896	9.892	9.888	9.874	9.860	9.813	9.735
1987	10.000	9.908	9.901	9.897	9.893	9.890	9.877	9.863	9.820	9.747
										Sexe
1952-1956	10.000	9.650	9.611	9.597	9.588	9.581	9.562	9.545	9.518	9.478
1960-1964	10.000	9.780	9.760	9.751	9.745	9.740	9.725	9.712	9.689	9.656
1966-1970	10.000	9.823	9.809	9.802	9.797	9.793	9.777	9.764	9.738	9.706
1973-1977	10.000	9.883	9.874	9.868	9.863	9.859	9.845	9.832	9.806	9.776
1976	10.000	9.892	9.882	9.877	9.873	9.869	9.855	9.843	9.816	9.787
1977	10.000	9.902	9.893	9.887	9.883	9.879	9.865	9.853	9.827	9.797
1978	10.000	9.907	9.898	9.894	9.890	9.886	9.873	9.861	9.836	9.808
1979	10.000	9.912	9.904	9.899	9.896	9.893	9.880	9.869	9.843	9.815
1980	10.000	9.915	9.906	9.901	9.897	9.893	9.881	9.869	9.844	9.815
1981	10.000	9.918	9.909	9.904	9.900	9.897	9.884	9.873	9.847	9.820
1982	10.000	9.918	9.910	9.906	9.903	9.900	9.888	9.877	9.853	9.826
1983	10.000	9.921	9.913	9.908	9.904	9.901	9.890	9.879	9.856	9.828
1984	10.000	9.927	9.920	9.916	9.913	9.910	9.899	9.889	9.867	9.840
1985	10.000	9.928	9.921	9.917	9.914	9.912	9.901	9.892	9.871	9.845
1986	10.000	9.929	9.923	9.919	9.916	9.913	9.903	9.894	9.873	9.848
1987	10.000	9.935	9.928	9.925	9.822	9.919	9.909	9 901	9.883	9.859
										Espérance de vie
										Nombre moyen d'années restant à vivre
										Sexe
1952-1956	64,7	66,8	66,1	65,2	64,3	63,3	58,5	53,6	48,9	44,3
1960-1964	67,2	68,2	67,3	66,4	65,5	64,5	59,6	54,7	50,0	45,4
1966-1970	67,7	68,3	67,4	66,4	65,5	64,5	59,7	54,8	50,1	45,5
1973-1977	69,1	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	51,0	46,4
1976	69,2	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	50,9	46,4
1977	69,7	69,6	68,7	67,8	66,8	65,8	61,0	56,1	51,4	46,9
1978	69,8	69,7	68,8	67,8	66,8	65,9	61,0	56,1	51,5	46,9
1979	70,1	69,9	68,9	68,0	67,0	66,1	61,2	56,3	51,6	47,1
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51.8	47,2
1981	70,4	70,2	69,3	68,3	67,3	66,4	61,5	56,6	51,9	47,3
1982	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,2	47,6
1983	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,1	47,6
1984	71,2	70,8	69,9	68,9	68,0	67,0	62,1	57,2	52,5	47,9
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9
1986	71,5	71,2	70,2	69,3	68,3	67,3	62,4	57,5	52,8	48,2
1987	72,0	71,7	70,8	69,8	68,8	67,8	62,9	58,0	53,2	48,6
										Sexe
1952-1956	70,9	72,4	71,7	70,8	69,9	69,0	64,1	59,2	54,4	49,6
1960-1964	74,2	74,8	74,0	73,0	72,1	71,1	66,2	61,3	56,5	51,6
1966-1970	75,2	75,6	74,7	73,7	72,8	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3
1973-1977	77,0	76,9	76,0	75,0	74,1	73,1	68,2	63,3	58,4	53,6
1976	77,2	77,0	76,1	75,2	74,2	73,2	68,3	63,4	58,6	53,7
1977	77,8	77,6	76,7	75,7	74,8	73,8	68,9	64,0	59,1	54,3
1978	77,9	77,7	76,7	75,8	74,8	73,8	68,9	64,0	59,2	54,3
1979	78,3	78,0	77,0	76,1	75,1	74,1	69,2	64,3	59,4	54,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7
1981	78,5	78,1	77,2	76,2	75,3	74,3	69,4	64,5	59,6	54,8
1982	78,9	78,5	77,6	76,6	75,6	74,6	69,7	64,8	60,0	55,1
1983	78,8	78,4	77,5	76,5	75,5	74,6	69,6	64,7	59,9	55,0
1984	79,3	78,9	78,0	77,0	76,0	75,1	70,1	65,2	60,3	55,5
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6
1986	79,7	79,3	78,3	77,3	76,4	75,4	70,5	65,5	60,7	55,8
1987	80,3	79,8	78,8	77,9	76,9	75,9	71,0	66,1	61,2	56,3

	Âge en années											
	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
pour 10.000 nés vivants												
masculin												
	9.199	9.089	8.940	8.722	8.375	7.860	7.151	6.238	5.081	3.669	2.150	902
	9.425	9.325	9.191	8.996	8.697	8.233	7.543	6.602	5.421	4.020	2.491	1.159
	9.478	9.383	9.247	9.043	8.734	8.283	7.616	6.675	5.452	4.028	2.536	1.222
	9.556	9.476	9.352	9.150	8.838	8.391	7.777	6.930	5.798	4.387	2.836	1.440
	9.567	9.485	9.363	9.164	8.845	8.388	7.765	6.927	5.800	4.398	2.842	1.443
	9.581	9.500	9.385	9.190	8.878	8.435	7.832	7.021	5.937	4.556	3.008	1.590
	9.599	9.521	9.410	9.221	8.908	8.468	7.870	7.037	5.959	4.580	3.004	1.547
	9.599	9.520	9.407	9.223	8.921	8.473	7.879	7.074	6.014	4.660	3.099	1.630
	9.592	9.513	9.402	9.222	8.926	8.482	7.898	7.100	6.062	4.706	3.152	1.646
	9.611	9.531	9.421	9.249	8.960	8.517	7.936	7.140	6.114	4.767	3.196	1.661
	9.618	9.538	9.427	9.255	8.972	8.538	7.953	7.179	6.175	4.868	3.312	1.780
	9.623	9.541	9.428	9.260	8.985	8.554	7.971	7.198	6.186	4.875	3.299	1.742
	9.641	9.558	9.448	9.282	9.016	8.597	8.011	7.246	6.259	4.982	3.425	1.878
	9.653	9.571	9.462	9.297	9.033	8.622	8.034	7.275	6.286	5.014	3.447	1.867
	9.661	9.576	9.466	9.299	9.047	8.642	8.070	7.317	6.341	5.089	3.532	1.948
	9.973	9.589	9.480	9.318	9.075	8.692	8.139	7.403	6.453	5.219	3.704	2.108
féminin												
	9.424	9.351	9.250	9.112	8.908	8.616	8.208	7.625	6.759	5.480	3.761	1.973
	9.617	9.565	9.491	9.380	9.218	8.984	8.645	8.140	7.368	6.188	4.507	2.570
	9.670	9.623	9.553	9.448	9.289	9.059	8.736	8.258	7.525	6.388	4.777	2.862
	9.744	9.703	9.642	9.549	9.406	9.199	8.911	8.502	7.866	6.850	5.297	3.316
	9.756	9.717	9.657	9.565	9.422	9.215	8.932	8.532	7.914	6.917	5.358	3.368
	9.765	9.726	9.667	9.582	9.446	9.252	8.980	8.597	8.013	7.055	5.565	3.609
	9.780	9.740	9.683	9.598	9.462	9.269	8.995	8.611	8.036	7.085	5.605	3.606
	9.786	9.748	9.692	9.607	9.478	9.285	9.018	8.640	8.082	7.163	5.722	3.732
	9.785	9.747	9.691	9.606	9.478	9.289	9.032	8.663	8.117	7.215	5.776	3.779
	9.791	9.754	9.698	9.616	9.493	9.313	9.060	8.688	8.141	7.251	5.809	3.780
	9.796	9.759	9.703	9.624	9.504	9.324	9.078	8.718	8.186	7.321	5.917	3.948
	9.797	9.759	9.705	9.626	9.507	9.326	9.080	8.725	8.195	7.331	5.914	3.902
	9.811	9.773	9.720	9.642	9.526	9.355	9.117	8.775	8.260	7.433	6.077	4.123
	9.816	9.779	9.727	9.654	9.541	9.372	9.133	8.796	8.286	7.464	6.109	4.140
	9.820	9.785	9.735	9.660	9.548	9.383	9.150	8.817	8.318	7.524	6.205	4.251
	9.833	9.799	9.749	9.674	9.566	9.404	9.178	8.860	8.378	7.621	6.362	4.474
aux âges indiqués												
aux personnes qui atteignent l'âge indiqué												
masculin												
	39,7	35,1	30,7	26,4	22,4	18,7	15,2	12,1	9,3	6,8	4,9	3,4
	40,7	36,1	31,6	27,3	23,1	19,3	15,8	12,7	9,9	7,5	5,4	3,9
	40,8	36,2	31,7	27,4	23,3	19,4	15,8	12,7	10,0	7,6	5,6	4,0
	41,7	37,1	32,5	28,2	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
	41,7	37,0	32,5	28,1	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
	42,2	37,5	33,0	28,6	24,5	20,7	17,0	13,7	10,7	8,2	6,1	4,4
	42,2	37,5	32,9	28,5	24,4	20,6	16,9	13,6	10,6	8,1	6,0	4,3
	42,4	37,7	33,2	28,8	24,7	20,8	17,2	13,9	10,8	8,2	6,1	4,5
	42,6	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
	42,7	38,0	33,4	29,0	24,8	21,0	17,3	14,0	10,9	8,2	6,0	4,4
	43,0	38,3	33,7	29,3	25,1	21,3	17,6	14,3	11,2	8,5	6,2	4,5
	42,9	38,3	33,7	29,3	25,1	21,2	17,6	14,2	11,1	8,3	6,1	4,4
	43,3	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,6	6,3	4,5
	43,3	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,4	11,3	8,5	6,2	4,4
	43,5	38,9	34,3	29,9	25,6	21,7	18,0	14,6	11,5	8,7	6,4	4,6
	44,0	39,3	34,8	30,3	26,1	22,1	18,4	15,0	11,8	9,0	6,6	4,8
féminin												
	44,8	40,2	35,6	31,1	26,7	22,6	18,5	14,8	11,3	8,3	6,0	4,1
	46,8	42,1	37,4	32,8	28,3	24,0	19,8	15,9	12,3	9,1	6,5	4,6
	47,5	42,7	38,0	33,4	28,9	24,6	20,4	16,4	12,8	9,6	6,9	4,9
	48,8	44,0	39,2	34,6	30,1	25,7	21,4	17,3	13,5	10,1	7,3	5,2
	48,9	44,1	39,3	34,7	30,2	25,8	21,5	17,4	13,6	10,1	7,3	5,1
	49,5	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,6	5,4
	49,5	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,5	5,3
	49,8	44,9	40,2	35,5	31,0	26,6	22,3	18,1	14,2	10,7	7,7	5,4
	49,9	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
	49,9	45,1	40,4	35,7	31,1	26,7	22,3	18,2	14,2	10,6	7,6	5,3
	50,3	45,5	40,7	36,0	31,4	27,0	22,7	18,5	14,5	10,9	7,9	5,5
	50,2	45,4	40,6	35,9	31,3	26,9	22,6	18,4	14,4	10,8	7,7	5,3
	50,7	45,8	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,6
	50,7	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
	51,0	46,1	41,4	36,7	32,1	27,6	23,2	19,0	15,0	11,3	8,1	5,6
	51,4	46,6	41,8	37,1	32,5	28,1	23,7	19,4	15,4	11,7	8,4	5,9

TABLEAU B.02-15

Table de mortalité : années 1985-1987

Mortalité générale *(Faux mort-nés inclus)*

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)
0	100.000	930	71,60	100.000	693	79,80	100.000	814	75,60
1	99.070	76	71,27	99.307	65	79,35	99.186	72	75,22
2	98.995	51	70,32	99.242	39	78,40	99.115	44	74,27
3	98.945	38	69,36	99.203	30	77,43	99.071	34	73,30
4	98.907	34	68,38	99.173	25	76,46	99.037	30	72,33
5	98.873	30	67,41	99.148	24	75,48	99.007	27	71,35
6	98.843	26	66,43	99.124	22	74,49	98.980	24	70,37
7	98.817	29	65,44	99.102	20	73,51	98.956	24	69,39
8	98.788	27	64,46	99.082	19	72,53	98.932	23	68,40
9	98.761	24	63,48	99.063	17	71,54	98.909	21	67,42
10	98.737	25	62,49	99.046	16	70,55	98.888	21	66,43
11	98.712	25	61,51	99.030	16	69,56	98.867	20	65,45
12	98.687	27	60,53	99.014	17	68,57	98.847	22	64,46
13	98.660	30	59,54	98.997	20	67,59	98.825	25	63,47
14	98.630	39	58,56	98.977	23	66,60	98.800	31	62,49
15	98.592	51	57,58	98.954	28	65,61	98.769	39	61,51
16	98.542	70	56,61	98.926	34	64,63	98.730	53	60,53
17	98.473	93	55,65	98.892	40	63,65	98.678	68	59,57
18	98.381	118	54,70	98.852	47	62,68	98.611	83	58,61
19	98.265	139	53,77	98.806	52	61,71	98.529	96	57,65
20	98.128	150	52,84	98.755	52	60,74	98.434	102	56,71
21	97.981	155	51,92	98.704	49	59,77	98.334	103	55,77
22	97.829	160	51,00	98.656	50	58,80	98.233	107	54,82
23	97.672	157	50,08	98.607	51	57,83	98.128	105	53,88
24	97.519	152	49,16	98.557	52	56,86	98.025	102	52,94
25	97.371	152	48,23	98.506	53	55,89	97.925	103	51,99
26	97.223	155	47,31	98.454	53	54,92	97.824	105	51,04
27	97.072	153	46,38	98.402	56	53,95	97.721	105	50,10
28	96.923	153	45,45	98.347	58	52,98	97.618	107	49,15
29	96.775	156	44,52	98.290	61	52,01	97.514	109	48,20
30	96.624	161	43,59	98.230	66	51,04	97.408	115	47,25
31	96.468	168	42,66	98.165	68	50,07	97.296	119	46,31
32	96.306	173	41,73	98.098	70	49,11	97.180	122	45,36
33	96.139	179	40,80	98.029	75	48,14	97.061	128	44,42
34	95.967	187	39,87	97.955	81	47,18	96.937	134	43,47
35	95.788	203	38,94	97.876	89	46,21	96.807	147	42,53
36	95.594	213	38,02	97.789	99	45,25	96.665	157	41,59
37	95.390	224	37,10	97.692	102	44,30	96.513	164	40,66
38	95.176	243	36,18	97.592	110	43,34	96.355	177	39,72
39	94.945	264	35,27	97.485	119	42,39	96.184	191	38,79
40	94.694	290	34,36	97.369	127	41,44	96.000	210	37,87
41	94.419	322	33,46	97.245	141	40,49	95.798	233	36,94
42	94.115	347	32,57	97.108	153	39,55	95.575	250	36,03
43	93.788	376	31,68	96.959	165	38,61	95.336	272	35,12
44	93.435	413	30,80	96.799	178	37,67	95.077	297	34,21
45	93.049	447	29,92	96.627	192	36,74	94.795	320	33,31
46	92.633	491	29,06	96.441	205	35,81	94.492	349	32,42
47	92.178	546	28,20	96.243	228	34,88	94.162	388	31,53
48	91.675	601	27,35	96.024	251	33,96	93.797	426	30,65
49	91.124	665	26,51	95.783	276	33,04	93.397	469	29,78

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 *(suite et fin)*

Table de mortalité : années 1985-1987

Mortalité générale *(Faux mort-nés inclus)*

Source : INSEE

Âge (1)	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)
50	90.518	730	25,69	95.519	299	32,13	92.959	515	28,92
51	89.857	807	24,87	95.233	320	31,23	92.480	562	28,07
52	89.132	903	24,07	94.928	346	30,33	91.960	621	27,22
53	88.327	985	23,28	94.600	377	29,43	91.389	678	26,39
54	87.457	1.073	22,51	94.243	405	28,54	90.769	735	25,57
55	86.519	1.170	21,75	93.861	429	27,65	90.102	794	24,75
56	85.507	1.256	21,00	93.458	459	26,77	89.387	849	23,94
57	84.433	1.344	20,26	93.029	487	25,89	88.628	906	23,15
58	83.298	1.451	19,53	92.576	540	25,02	87.825	981	22,35
59	82.089	1.558	18,81	92.076	588	24,15	86.963	1.058	21,57
60	80.810	1.676	18,10	91.535	619	23,29	86.043	1.126	20,79
61	79.456	1.792	17,40	90.968	666	22,43	85.074	1.205	20,03
62	78.032	1.913	16,71	90.362	723	21,58	84.049	1.289	19,26
63	76.539	2.056	16,03	89.709	781	20,73	82.966	1.384	18,51
64	74.965	2.205	15,35	89.008	863	19,89	81.818	1.492	17,76
65	73.312	2.378	14,69	88.240	938	19,06	80.597	1.609	17,02
66	71.569	2.575	14,03	87.412	1.026	18,24	79.300	1.741	16,29
67	69.726	2.765	13,39	86.515	1.140	17,42	77.919	1.885	15,57
68	67.798	2.999	12,76	85.529	1.260	16,61	76.450	2.048	14,86
69	65.765	3.300	12,13	84.451	1.393	15,82	74.884	2.250	14,16
70	63.595	3.571	11,53	83.275	1.544	15,04	73.199	2.447	13,48
71	61.324	3.879	10,94	81.989	1.728	14,26	71.408	2.673	12,80
72	58.945	4.287	10,36	80.572	1.932	13,51	69.499	2.955	12,14
73	56.418	4.649	9,80	79.015	2.191	12,76	67.445	3.244	11,50
74	53.795	5.075	9,26	77.284	2.486	12,04	65.257	3.577	10,86
75	51.065	5.646	8,72	75.363	2.816	11,33	62.923	3.992	10,25
76	48.182	6.270	8,22	73.241	3.239	10,65	60.411	4.476	9,65
77	45.161	6.913	7,73	70.869	3.698	9,99	57.707	4.987	9,08
78	42.039	7.583	7,27	68.248	4.199	9,35	54.829	5.528	8,53
79	38.851	8.386	6,83	65.382	4.795	8,74	51.798	6.174	8,00
80	35.593	9.224	6,40	62.247	5.486	8,15	48.600	6.889	7,50
81	32.310	10.084	6,01	58.832	6.262	7,60	45.252	7.657	7,01
82	29.052	11.066	5,62	55.148	7.148	7,07	41.787	8.543	6,55
83	25.837	12.107	5,26	51.206	8.036	6,58	38.217	9.446	6,12
84	22.709	13.175	4,92	47.091	8.978	6,11	34.607	10.388	5,71
85	19.717	14.444	4,59	42.863	10.093	5,66	31.012	11.508	5,31
86	16.869	15.958	4,28	38.537	11.327	5,24	27.443	12.783	4,94
87	14.177	17.387	3,99	34.172	12.750	4,85	23.935	14.155	4,59
88	11.712	18.818	3,73	29.815	14.375	4,48	20.547	15.676	4,26
89	9.508	20.825	3,47	25.529	15.994	4,15	17.326	17.350	3,96
90	7.528	22.596	3,26	21.446	17.430	3,84	14.320	18.820	3,69
91	5.827	23.614	3,06	17.708	18.805	3,55	11.625	20.043	3,42
92	4.451	24.489	2,85	14.378	20.330	3,25	9.295	21.345	3,16
93	3.361	26.867	2,62	11.455	22.488	2,96	7.311	23.513	2,88
94	2 458	30.228	2,39	8.879	25.521	2,67	5.592	26.592	2,61
95	1.715	32.886	2,22	6.613	28.429	2,41	4.105	29.379	2,37
96	1.151	35.534	2,06	4.733	31.164	2,17	2.899	32.046	2,15
97	742	36.658	1,92	3.258	34.070	1,93	1.970	34.569	1,93
98	470	36.170	1,74	2.148	36.499	1,67	1.289	36.462	1,68
99	300	37.333	1,44	1.364	40.689	1,34	819	40.049	1,36

(1) À l'âge indiqué. — (2) Pour 100.000 survivants.

TABLEAU B.02-16

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1986 (sauf indication contraire)

Source : EUROSTAT et annuaire ONU

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000 naissances)	Espérance de vie à la naissance	
	Accroissement total	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette		Hommes	Femmes
										*
Allemagne (République fédérale d')	+2,0	10,3	11,5	6,1	2,0	(5) 0,63	(5) 0,60	8,7	71,2	(9) 77,8
Belgique	+0,6	*p* 11,9	*p* 11,2	*p* 5,8	*p* 1,9	(4) 0,75	(4) 0,73	*p* 9,7	70,0	(6) 76,8
Danemark	+1,6	10,8	11,3	6,0	2,8	0,72	0,71	8,2	71,6	(11) 77,5
Espagne	+4,2	(4) 12,1	(4) 7,7	(4) 5,0	(3) 0,5	(2) 0,93	...	(4) 9,0	72,5	(8) 78,6
France	+4,2	14,1	9,9	4,8	2,0	0,90	0,88	8,0	71,5	79,7
Grèce	+3,2	11,3	9,2	5,8	0,8	0,81	0,78	12,2	72,2	(1) 76,4
Irlande	+0,1	*p* 17,3	*p* 9,5	*p* 5,2	...	1,18	1,15	*p* 8,7	70,1	(7) 75,6
Italie	+1,5	*p* 9,7	*p* 9,5	*p* 5,2	*p* 0,3	(3) 0,76	(3) 0,72	*p* 7,7	71,4	(3) 78,1
Luxembourg	+6,3	11,7	10,7	5,1	1,8	0,71	0,69	7,9	70,0	(7) 76,7
Pays-Bas	+5,9	12,7	8,6	6,0	2,0	0,76	0,76	7,7	72,9	(10) 79,7
Portugal	+4,4	12,4	9,4	6,8	0,8	0,79	0,77	15,8	70,3	77,1
Royaume-Uni	+3,5	13,3	9,5	6,9	3,0	0,87	0,85	9,5	71,6	(9) 77,5
Europe des Douze	+3,1	11,9	10,1	5,7	1,6	...	...	9,1	...	...
États-Unis d'Amérique	(12) +1,0	15,5	8,7	10,0	4,8	(4) 0,88	(4) 0,86	10,4	71,2	(4) 78,2
Japon	(12) +0,7	11,5	6,2	(5) 6,1	(5) 1,4	(5) 0,86	(5) 0,85	(5) 5,5	74,8	(5) 80,5
URSS	(12) +0,9	19,9	9,7	9,8	3,4	1,15	(13) 1,12	25,1	62,9	(10) 72,7

* Les notes appelées ci-dessous concernent, bien entendu, les deux sexes.

(1) 1980. — (2) 1982. — (3) 1983. — (4) 1984. — (5) 1985. — (6) 1979-1982. — (7) 1980-1982. — (8) 1980-1981. — (9) 1983-1985. — (10) 1984-1985. — (11) 1985-1986. — (12) 1980-1986. — (13) 1980-1985.

TABLEAU B.02-17 A

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population. — (En valeur absolue)

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces transcrits	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
								Nombre
GUADELOUPE								
1978	327,2	1.417	375	5.640	126	2.163	125	3.477
1979	326,7	1.409	399	5.818	139	2.154	89	3.664
1980	326,9	1.603	450	6.425	123	2.143	118	4.282
1981	327,7	1.597	413	6.514	103	2.170	126	4.344
1982	328,7	1.576	426	6.652	107	2.135	103	4.517
1983	329,7	1.570	446	6.771	125	2.234	111	4.537
1984	331,2	1.653	488	6.675	83	2.239	119	4.436
1985	333,1	1.611	393	6.760	85	2.312	114	4.448
1986	334,8	1.709	511	6.380	93	2.239	99	4.141
1987	336,5	1.880	404	6.855	107	2.244	122	4.611
1988 *p*	338,6	1.868	387	7.126	107	2.228	92	4.898
GUYANE								
1978	63,9	218	53	1.568	46	470	53	1.098
1979	66,2	234	56	1.704	27	454	64	1.250
1980	68,2	205	27	1.933	56	468	64	1.465
1981	71,3	195	67	2.056	42	430	73	1.626
1982	74,1	269	39	2.379	58	492	85	1.887
1983	76,9	240	41	2.315	38	489	59	1.826
1984	79,8	309	28	2.317	57	491	61	1.826
1985	82,7	244	35	2.482	55	481	50	2.001
1986	85,6	332	34	2.392	61	491	53	1.901
1987	88,7	365	30	2.700	74	562	65	2.138
1988 *p*	91,9	325	42	2.887	55	526	71	2.362
MARTINIQUE								
1978	326,5	1.283	397	5.065	92	2.188	93	2.877
1979	326,1	1.253	418	5.439	107	2.120	83	3.319
1980	326,1	1.190	396	5.363	93	2.164	107	3.199
1981	326,3	1.199	386	5.427	84	2.062	89	3.365
1982	326,9	1.303	380	5.383	82	2.120	78	3.263
1983	328,0	1.354	327	5.679	72	2.197	77	3.482
1984	329,4	1.297	330	5.715	71	2.072	50	3.643
1985	330,9	1.331	375	5.719	81	2.157	79	3.562
1986	332,5	1.346	360	5.971	67	2.110	68	3.861
1987	334,2	1.537	357	6.338	84	2.146	67	4.192
1988 *p*	336,0	1.556	374	6.386	56	2.092	58	4.358
RÉUNION								
1978	497,5	3.191	379	11.978	312	3.129	218	8.830
1979	502,6	3.275	483	12.444	300	3.021	213	9.410
1980	507,8	3.057	369	12.302	272	3.258	193	9.036
1981	512,4	2.812	466	11.838	230	3.161	154	8.656
1982	518,3	3.036	439	11.964	229	3.048	156	8.196
1983	527,1	3.230	430	12.496	220	3.313	159	9.183
1984	536,9	3.331	510	13.116	216	3.064	237	10.052
1985	546,1	3.185	629	13.163	170	3.044	120	10.119
1986	555,3	3.165	785	12.797	189	3.063	135	9.734
1987	564,8	3.001	694	12.599	172	3.090	123	9.509
1988 *p*	574,1	3.354	616	13.561	166	3.163	89	10.398

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1982. — (2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-17 B

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population. — Taux pour 1.000 habitants (1)

Source : INSEE

Année	Pour 1.000 habitants				Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants)
	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Accroissement naturel (excédent de naissances)	Taux rectifié (2)
GUADELOUPE					
1978	8,7	17,2	6,6	10,6	22
1979	8,6	17,8	6,6	11,2	15
1980	9,8	19,7	6,6	13,1	18
1981	9,7	19,9	6,6	13,3	19
1982	9,6	20,2	6,5	13,7	15
1983	9,5	20,5	6,8	13,7	16
1984	10,0	20,1	6,8	13,4	18
1985	9,7	20,3	7,0	13,4	17
1986	10,2	19,1	6,7	12,4	16
1987	11,2	20,4	6,7	13,7	18
1988 *p*	11,0	21,0	6,6	14,4	13
GUYANE					
1978	6,8	24,5	7,4	17,1	34
1979	7,1	25,7	6,9	18,8	38
1980	6,0	28,1	6,8	21,3	33
1981	5,5	28,8	6,0	22,8	36
1982	7,3	32,1	6,6	25,5	36
1983	6,2	29,9	6,2	23,7	25
1984	7,7	29,0	6,2	22,8	26
1985	5,9	30,0	5,8	24,2	20
1986	7,8	27,9	5,7	22,2	22
1987	8,2	30,4	6,3	24,1	24
1988 *p*	7,0	31,4	5,7	25,7	25
MARTINIQUE					
1978	7,9	15,5	6,7	8,8	18
1979	7,7	16,7	6,5	10,2	15
1980	7,3	16,4	6,6	9,8	20
1981	7,3	16,6	6,3	10,3	16
1982	8,0	16,5	6,5	10,0	14
1983	8,2	17,3	6,7	10,6	14
1984	7,9	17,3	6,3	11,1	9
1985	8,0	17,3	6,5	10,8	12
1986	8,1	18,0	6,3	11,6	11
1987	9,2	19,0	6,4	*r* 12,6	11
1988 *p*	9,0	19,0	6,3	12,7	9
RÉUNION					
1978	12,8	24,1	6,3	17,8	18
1979	13,0	24,8	6,0	18,8	17
1980	12,0	24,2	6,4	17,8	16
1981	11,0	23,1	6,2	16,9	13
1982	11,7	23,1	5,9	17,2	13
1983	12,3	23,7	6,3	17,4	13
1984	12,4	24,4	5,7	18,7	10
1985	11,7	24,1	5,6	18,5	10
1986	11,4	23,0	5,5	17,5	11
1987	10,6	22,3	5,5	16,8	10
1988 *p*	11,7	23,6	5,5	18,1	7

(1) Les populations moyennes (donc les taux) 1974 à 1980 ont été rectifiées au vu des résultats du recensement de 1982. — (2) Le taux rectifié inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-18

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE et Institut territorial de la Statistique et des Études économiques

Année	Population en milieu de période	Nombre			Taux pour 1.000 (1)		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile (non rectifié)
1977	136.000	3.928	923	112	28,9	6,8	28,5
1978	137.500	3.698	916	110	26,9	6,7	30,2
1979	138.800	3.754	1.026	93	27,0	7,4	24,8
1980	139.400	3.668	1.008	99	26,3	7,2	27,0
1981	142.500	3.950	913	71	27,7	6,4	18,0
1982	145.000	3.830	930	84	26,4	6,4	21,9
1983 *r*	151.000	3.807	834	66	25,3	5,5	17,3
1984 *r*	153.300	3.723	874	90	24,3	5,7	24,2
1985 *p*	156.200	3.563	874	92	22,8	5,6	25,8
1986 *p*	159.800	3.831	864	78	24,0	5,4	20,4
1987 *p*	163.100	3.881	864	81	23,8	5,3	20,9

(1) Jusqu'en 1982, chiffres et taux non rectifiés des enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-19

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : INSEE et Institut territorial de la Statistique

Année	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000 (1)			
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile (non rectifié)
1977	137,9	4.393	985	250	3.408	31,9	7,1	24,8	57
1978	141,2	4.272	1.120	275	3.152	30,3	7,9	22,4	64
1979	144,4	4.331	1.020	212	3.111	30,0	7,1	22,9	49
1980	147,8	4.544	1.005	185	3.539	30,7	6,8	23,9	41
1981	155,7	4.771	966	195	3.805	30,6	6,2	24,4	41
1982	160,5	4.818	1.008	167	3.810	30,0	6,3	23,7	35
1983	165,3	4.997	930	117	4.067	30,3	5,7	24,6	23
1984	170,0	5.171	879	103	4.292	30,4	5,2	25,3	20
1985	172,2	5.402	984	124	4.418	31,4	5,7	25,7	23
1986	174,4	5.378	964	99	4.414	30,8	5,5	25,3	18
1987 *r*	176,6	5.370	1.008	106	4.362	30,4	5,7	24,7	20

(1) Jusqu'en 1982, chiffres et taux non rectitifés des enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-20

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population (1)

Sources : INSEE et préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000 (2)		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel
1979	6,0	85	38	—	47	14,2	6,4	7,8
1980	6,0	90	39	—	51	15,0	6,5	8,5
1981	6,0	109	50	1	59	18,1	8,3	9,8
1982	6,0	127	34	—	93	21,2	5,7	15,5
1983	r6,1	81	25	—	56	13,3	4,1	9,2
1984	r6,2	128	58	...	70	r20,6	r9,4	r11,3
1985	r6,3	95	50	—	45	r15,1	r7,9	r7,1
1986	6,3	89	49	—	40	14,1	7,8	6,3
1987	6,3	82	50	—	32	13,0	7,9	5,1
1988	6,4	80	45	—	35	12,5	7,0	5,5

(1) Saint-Pierre-et-Miquelon : département d'outre-mer de 1976 à 1985 et collectivité territoriale à partir de 1985. — (2) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Publications de l'INSEE

Les collections de l'INSEE, série D :

— N° 23 : « Données de démographie régionale en 1968 »;

— N° 31 : « Données de démographie générale. Population. Mortalité. 1931-1971 »;

— N° 41 : « Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 »;

— N° 49 : « Tables de mortalité de la population de la France pour la période 1966-1970 »;

— « La situation démographique. Années 1975-1976 » : n° 65; années 1977-1978 : n° 77; en 1979 : n° 88; en 1980 : n° 90; en 1981 : n° 94; en 1982 : n° 106; en 1983 : n° 109; en 1984 : n° 111; en 1985 : n° 120; en 1986 : n° 127; en 1987 : n° 131;

— N° 75 : « Mortalité infantile des générations 1961-1970 »;

— N° 82 : « Données de démographie régionale en 1975 »;

— N^{os} 85-86 : « Le divorce en France : 1981 ».

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier : « Bilan démographique de 19.. » — Numéros de mars, juin, septembre et décembre : statistiques trimestrielles de l'état civil);

— Annuaire statistique de la Martinique 1977-1980;

— Annuaire statistique de la Guadeloupe 1977-1980;

— Annuaire statistique de la Guyane 1977-1981;

— Annuaire statistique de la Nouvelle-Calédonie 1982;

— Publication relative au recensement de la population de 1982 (métropole) : *Premiers résultats.* — N° 21 : La fécondité par région et par nationalité en 1981-1982.

2. Autres publications

— Publications de l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris 14^{e}, tél. : (1) 43 20 13 45 :

Population et société (mensuel);

Population (bimestriel);

Travaux et documents;

— « Le divorce en France », La documentation française, Paris 1973;

— « Statistiques démographiques 19.. » *Eurostat*;

— « *Annuaire démographique* » ONU;

— « Données statistiques sur la mortalité infantile à la Réunion », Service régional de l'INSEE, Saint-Denis, 1981;

— « Schéma de l'économie calédonienne 85 », volume 1 : démographie. Direction territoriale de la statistique et des études économiques, Nouméa, 1982.

Chapitre B.03

Mouvements migratoires

1. Migrations intérieures

2. Migrations extérieures

1. Migrations intérieures

Les migrations intérieures sont difficiles à appréhender et, bien qu'on ait beaucoup plus d'informations depuis 1962, on ne possède pas de statistiques complètes sur ce sujet.

Au recensement de la population de 1962, on a posé une question sur la résidence au 1er janvier 1954.

A ceux de 1975 et de 1982, la même question a été posée concernant respectivement la résidence au 1er janvier 1968 et au 1er janvier 1975.

On peut donc, par comparaison des résidences à chacune de ces dates, étudier les résultats des migrations intérieures pour les trois périodes intercensitaires. Les enfants nés entre deux recensements ont reçu comme résidence antérieure fictive celle de leur mère.

On trouvera dans les diverses éditions de l'annuaire les principaux résultats des périodes intercensitaires précédentes : l'annuaire de 1967 pour la période 1954-1962, l'annuaire de 1970-1971 pour la période 1962-1968, l'annuaire de 1978 pour la période 1968-1975, les annuaires de 1984 et de 1985 pour la période 1975-1982. La bibliographie indiquée à la fin de ce chapitre contient quelques titres d'ouvrages spécialisés consacrés aux migrations intercensitaires.

D'autres informations relatives aux migrations sont disponibles dans les services de documentation des observatoires économiques régionaux.

Dans le système statistique français actuel, il n'existe aucune source de données permettant l'établissement des statistiques de migrations intérieures à l'horizon annuel.

2. Migrations extérieures

Les données proviennent essentiellement de deux sources :

— le recensement de la population, par dépouillement des réponses à la question sur la résidence au 1er janvier de l'année du précédent recensement;

— les statistiques obtenues par enregistrement des entrées d'étrangers et, pour ce qui est des Algériens et des ressortissants d'Afrique noire francophone, des entrées et des sorties.

21. Migrations extérieures d'après le recensement

La question sur la résidence au 1er janvier 1975 a permis de déterminer le nombre de personnes qui, recensées le 4 mars 1982 sur le territoire métropolitain, y sont arrivées depuis le 1er janvier 1975, soit 1.320.160 dont 760.020 étrangers. D'autres renseignements sont disponibles. On se reportera aux publications spécialisées signalées dans la bibliographie.

22. Migrations entre la France et l'Algérie
(tableau 1)

La *direction des Renseignements généraux* du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation effectue un comptage des arrivées et départs de passagers civils algériens

dans les ports et aéroports de la France continentale et de la Corse (1).

23. Migrations entre la France et l'Afrique noire francophone
(tableau 2)

Les entrées et les sorties du territoire national des ressortissants des pays d'Afrique noire francophone donnent lieu également à un comptage aux principaux points de débarquement aérien et maritime assurant les liaisons directes avec l'Afrique. Le solde annuel de ces mouvements est indiqué dans le tableau 2.

24. Autres migrations étrangères
(tableaux 3 à 5).

Pour celles-ci, il n'existe pas de statistiques complètes étant donné, notamment, l'impossibilité de connaître les sorties de France. On ne dispose donc que de statistiques partielles.

L'Office des migrations internationales (OMI) est chargé d'introduire et de placer les travailleurs salariés étrangers autres qu'algériens.

En principe, tous les étrangers venant chercher un emploi en France, sauf les commerçants, doivent passer par l'intermédiaire de l'OMI; mais y échappent, notamment, les personnes non actives, les étudiants, les touristes.

En outre, un certain nombre d'étrangers entrent clandestinement en France, mais leur situation est régularisée par la suite, toujours par l'intermédiaire de l'OMI et, pour cette raison, les tableaux 3 à 5 concernent l'ensemble des travailleurs introduits ou contrôlés (réguliers ou régularisés) et les membres de leurs familles.

Depuis le 9 novembre 1968, date de la mise en application du règlement n° 1612/68 du 15 octobre 1968 de la Communauté économique européenne relatif à la libre circulation, les employeurs français et les salariés italiens sont libres de recourir, ou non, à l'intervention de l'OMI. Pour les pays du Marché commun autres que l'Italie, l'OMI n'intervient pas. Toutefois, la délivrance d'une carte de séjour étant soumise à une visite médicale préalable, l'OMI peut, par ce biais, établir des statistiques d'entrées de travailleurs salariés en provenance des pays du Marché commun.

1. Le décret n° 69-243 du 18 mars 1969 porte publication de l'accord du 27 décembre 1968, complété par un protocole d'accord signé à Alger entre les gouvernements français et algérien, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens.

* * *

TABLEAU B.03-1

Mouvements de passagers civils algériens entre la France et l'Algérie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction des Renseignements généraux)

Années	Arrivées en France			Départs vers l'Algérie		
		dont :			*dont :*	
	Total	Hommes de plus de 16 ans	Titulaires de la carte de résidence	Total	Hommes de plus de 16 ans	Titulaires de la carte de résidence
1978	821.478	602.854	552.137	819.845	577.752	563.747
1979	970.244	696.378	546.239	913.373	641.341	551.862
1980	1.185.280	835.057	581.967	1.098.879	749.942	596.768
1981	1.338.674	931.513	439.892	1.239.550	829.173	642.088
1982	1.316.926	(1) ///	685.037	1.311.989	(1) ///	690.850
1983	1.381.287	///	583.994	1.380.249	///	629.852
1984	1.564.460	///	592.716	1.573.090	///	643.712
1985	1.834.617	///	656.271	1.919.124	///	772.586
1986	1.261.955	///	566.359	1.308.440	///	621.983
1987	1.151.492	///	510.448	1.094.163	///	533.300
1988	1.272.013	///	503.582	1.069.131	///	435.048

(1) Depuis janvier 1982, les hommes de plus de 16 ans ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-2

Mouvements migratoires entre la France et l'Afrique noire francophone

(Soldes des entrées et des sorties)

Source : Ministère de l'Intérieur

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Solde global	+ 26.109	+ 48.053	+ 45.225	+ 4.059	+ 19.641	+ 13.923	+ 18.736	+ 14.849	+ 8.895	+ 15.647
Répartition par catégorie :										
Africains résidant en France	— 8.396	— 2.074	+ 3.386	— 2.888	+ 3.893	— 782	+ 1.138	+ 3.129	— 597	+ 3.817
Nouveaux immigrants (1)	+ 602	+ 622	+ 1.529	●	●	●	●	●	●	●
Touristes	+ 17.921	+ 30.513	+ 18.500	●	●	●	●	●	●	●
Catégories diverses (2) (3)	+ 15.982	+ 18.992	+ 21.810	+6.947	+15.748	+14.705	+17.598	+ 11.720	+ 9.492	+ 11.830

(1) Travailleurs et membres de famille entrant pour la première fois en France, en possession des documents requis par les accords de circulation ou d'établissement pour exercer une activité salariée et accompagner ou rejoindre un chef de famille. — (2) Diplomates, fonctionnaires et assimilés, étudiants et leurs familles. — (3) Depuis janvier 1982, les nouveaux migrants, les touristes et catégories diverses ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-3

Etrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'OMI, par nationalité

Source : OMI

Nationalité	Nombre de familles (1)	Nombre total de personnes (1)	Travailleurs permanents et membres de leurs familles				Travailleurs saisonniers
			Travailleurs	Membres des familles (1)			
				Total (2)	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande	—	1.114	1.114	—	—	—	—
Belge	—	823	823	—	—	—	—
Espagnole	11	274	254	20	10	10	51.978
Italienne	1	1.478	1.477	1	1	—	—
Marocaine	4.816	10.768	699	10.069	4.150	5.833	3.734
Portugaise	117	592	423	169	62	97	14.020
Tunisienne	1.737	2.916	263	2.653	1.562	1.086	548
Turque	2.352	4.727	70	4.657	2.151	2.489	—
Yougoslave	364	588	116	472	235	229	79
Autres	7.020	20.659	9.355	11.304	5.697	5.370	188
Total année 1988	**16.418**	**43.939**	**(3) 14.594**	**29.345**	**13.868**	**15.114**	**70.547**
Année 1987	*14.983*	*39.000*	*12.231*	*26.769*	*13.193*	*13.242*	*76.647*
Année 1986	*15.850*	*38.378*	*11.238*	*27.140*	*14.146*	*12.689*	*81.670*
Année 1985	*19.122*	*43.504*	*10.959*	*32.545*	*17.022*	*14.873*	*86.180*
Année 1984	*21.678*	*51.426*	*11.804*	*39.621*	*19.336*	*19.349*	*93.220*
Année 1983	*23.103*	*64.250*	*18.483*	*45.767*	*20.460*	*24.011*	*101.857*
Année 1982	*22.563*	*144.358*	*96.962*	*47.396*	*19.755*	*26.125*	*107.084*
Année 1981	*19.836*	*75.022*	*33.433*	*41.589*	*17.444*	*23.136*	*117.542*
Année 1980	*20.029*	*59.390*	*17.370*	*42.020*	*17.775*	*23.223*	*120.436*
Année 1979	*19.865*	*56.695*	*17.395*	*39.300*	*17.547*	*20.730*	*124.715*
Année 1978	*21.099*	*58.479*	*18.356*	*40.123*	*18.458*	*20.525*	*122.658*

(1) Les familles des travailleurs CEE ne figurent pas dans la statistique. — (2) Y compris les ascendants et collatéraux. — (3) Y compris 1.889 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.).

TABLEAU B.03-4

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Source : OMI

Âge	Ensemble des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	*dont :* mariés	Total	*dont :* mariées
Moins de 20 ans	299	151	3	148	6
20 à 24 ans	2.979	1.492	185	1.487	92
25 à 29 ans	4.318	2.788	748	1.530	238
30 à 34 ans	2.885	2.099	1.050	786	226
35 à 39 ans	1.675	1.269	866	406	179
40 à 44 ans	1.123	899	681	224	98
45 ans et plus	1.315	1.090	886	225	117
Total année 1988	(1) **14.594**	**9.788**	**4.419**	**4.806**	**956**
Année 1987	*12.231*	*8.050*	*3.578*	*4.181*	*775*
Année 1986	*11.238*	*7.587*	*3.508*	*3.651*	*707*
Année 1985	*10.959*	*7.375*	*3.388*	*3.584*	*660*
Année 1984	*11.804*	*7.950*	*3.490*	*3.854*	*731*
Année 1983	*18.483*	*13.583*	*5.427*	*4.900*	*983*
Année 1982	*96.962*	*79.401*	*31.241*	*17.556*	*4.132*
Année 1981	*33.433*	*26.613*	*11.491*	*6.820*	*1.599*
Année 1980	*17.370*	*12.558*	*5.902*	*4.812*	*1.278*
Année 1979	*17.395*	*12.197*	*5.713*	*5.198*	*1.392*
Année 1978	*18.356*	*13.158*	*5.825*	*5.198*	*1.452*
Année 1977	*22.756*	*16.389*	*7.098*	*6.367*	*1.706*

(1) Y compris 1.889 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.).

TABLEAU B.03-5

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Source : OMI

Situation professionnelle	1983	1984	1985	1986	1987	1988									
						Total	Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougoslaves	Autres
Activité économique (1)															
Forêts	25	14	11	19	10	170	3	1	2	1	5	—	—	—	158
Agriculture, pêche	213	155	120	135	119	102	25	9	26	14	21	1	—	1	5
Combustibles minéraux solides	32	8	6	5	1	3	—	—	—	1	—	1	—	—	1
Autres industries extractives	17	6	11	5	6	6	—	1	3	—	—	—	—	—	2
Production et transformation des métaux (2)	1.015	812	809	870	861	1.074	86	72	83	13	9	8	5	7	791
Verre et matériaux de construction	45	54	41	66	35	54	7	1	9	1	1	1	—	1	33
Bâtiment et travaux publics	1.001	615	655	728	791	1.089	15	12	337	35	201	24	13	20	432
Autres industries	1.313	1.582	1.352	1.317	1.372	1.540	140	20	110	65	51	20	11	6	1.117
Commerce	3.406	3.121	2.899	2.923	3.142	3.575	333	25	455	213	31	80	13	28	2.397
Services	878	610	505	533	605	764	44	6	91	43	62	9	1	2	506
Autres activités (3)	5.289	4.733	4.549	4.637	5.289	6.217	461	107	361	313	42	119	27	51	4.736
Non déclaré	5.249	94	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**18.483**	**11.804**	**10.959**	**11.238**	**12.231**	(4)**14.594**	**1.114**	**254**	**1.477**	**699**	**423**	**263**	**70**	**116**	**10.178**
Profession															
Manœuvres	637	382	193	165	221	358	10	10	61	22	35	9	3	3	205
Ouvriers spécialisés	4.481	4.502	3.106	3.037	3.079	3.925	376	18	745	185	146	65	14	16	2.360
Ouvriers professionnels	4.466	3.573	4.021	3.751	4.771	5.340	434	104	444	324	207	88	33	63	3.643
Cadres et techniciens	3.650	3.253	3.638	4.285	4.160	4.971	294	122	227	168	35	101	20	34	3.970
Non déclaré	5.249	94	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**18.483**	**11.804**	**10.959**	**11.238**	**12.231**	(4)**14.594**	**1.114**	**254**	**1.477**	**699**	**423**	**263**	**70**	**116**	**10.178**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI. — (2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement. — (3) Transports, banques, assurances, professions libérales, administrations, santé, enseignement et recherche. — (4) Y compris 1.889 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.).

SOURCES DE DOCUMENTATION

Migrations intercensitaires :

- *Recensement de 1962. Migrations 1954-1962*, INSEE, Paris 1973.
- « Les migrations entre régions et au niveau catégories de communes de 1954 à 1962 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 4.
- « Les migrations intercensitaires de 1962 à 1968 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 39.
- « Principaux résultats du recensement de 1975 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 52.
- « Les migrations intérieures entre 1968 et 1975 », *Économie et statistique*, n° 107, janvier 1979.
- « Structure de la population totale », volume « Bordeaux », Recensement de 1982, INSEE.
- R.P. 1982, sondage au 1/20. « Les étrangers », INSEE, *La documentation française*.

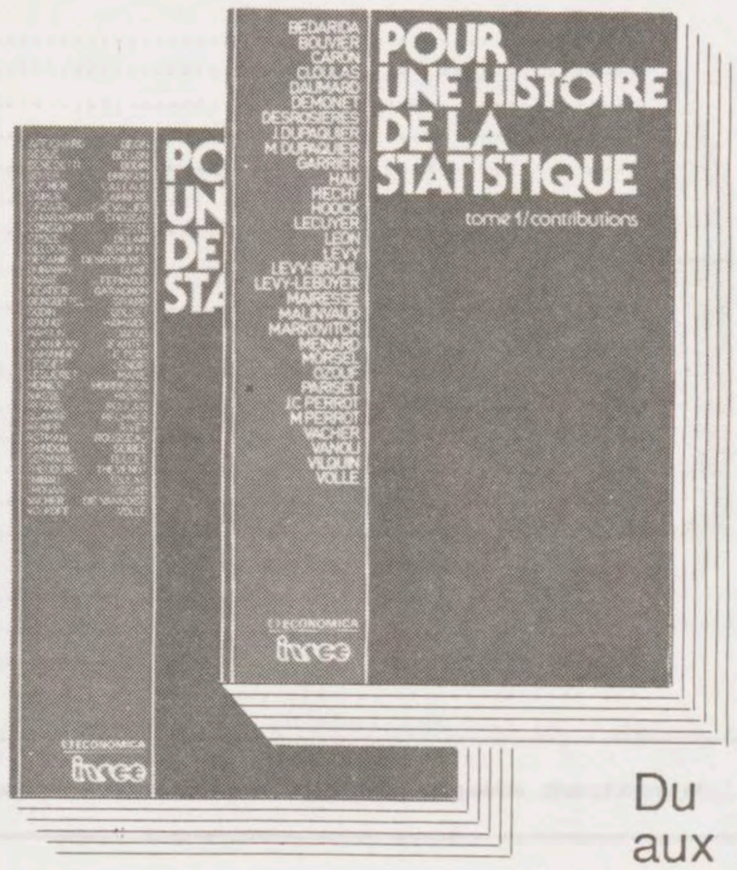
Migrations annuelles :

- OMI, 44, rue Bargue, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 66 26 00.
- *Statistiques de l'immigration*, publication annuelle de l'OMI.
- Ministère de l'Intérieur :
- *Les étrangers en France*, publication annuelle du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (direction de la Réglementation et du Contentieux).
- Autres organismes :
- « L'immigration en France en 19.. », supplément annuel au *Bulletin mensuel des statistiques du travail*, publié par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (direction de la Population et de l'Émigration).
- « L'immigration en France en 19.. » (annuel). Rapport du SOPEMI, OCDE Paris.

Études :

- « La politique de l'immigration », Conseil économique et social, *Avis et rapports*, n° 6 du 23 mai 1975.
- « L'immigration étrangère en France de 1945 à 1973 », INED, *Travaux et documents*, cahier n° 71.
- Les étrangers au recensement de 1975, *La documentation française*, Paris 1977.
- *Le dossier de l'immigration*, ministère du Travail et de la Participation, secrétariat d'État à la Condition des travailleurs immigrés, Paris, novembre 1978.
- « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » *Économie et statistique*, n° 149, novembre 1982. Article reprenant les « premières estimations » publiées en juillet 1982 sur le recensement de population du 4 mars 1982.
- « Démographie, immigration, naturalisation », *La documentation française*, Paris, juin 1980.
- Recensement général de la population de 1975 : nationalité, *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 83.
- « Les migrations externes. Approches diverses de quelques aspects significatifs du fait migratoire en France », ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. *Revue française des Affaires sociales*, n° spécial, avril-juin 1978.
- « L'immigration clandestine en France », ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. Travail et Emploi, n° 17, juillet-septembre 1983.
- « Immigration clandestine. La régularisation des travailleurs « sans papiers » 1981-1982 », numéro spécial du *Bulletin mensuel des statistiques du Travail*, n° 106, décembre 1983.
- « Les étrangers en France », INSEE, *Contours et caractères*, 1986.
- « Évaluation des départs entre 1975 et 1982 », M. Lebon et M. Samora, *Revue européenne de migrations*, Poitiers 1984.

QUAND LA STATISTIQUE FAIT L'ÉVÉNEMENT ...



Historiens et statisticiens de renom racontent ...

Quels sont les liens qui existent entre une société et les informations qu'elle produit sur elle-même ?

Du dénombrement des feux aux recensements de la population, des rapports des inspecteurs des manufactures au système statistique d'entreprises, de la statistique morale aux données sociales, les outils statistiques ont beaucoup évolué.
En lisant "**POUR UNE HISTOIRE DE LA STATISTIQUE**", vous mesurerez combien les méthodes statistiques déterminent de tous temps, la forme de nos jugements de la situation économique et sociale.
Les nombreuses références bibliographiques, vous permettront d'accéder aux sources mêmes de cette histoire.

-OFFRE SPÉCIALE AUX LECTEURS DE "L'HISTOIRE"-
Tomes 1 & 2 au prix de 300F.

insee ECONOMICA
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

BON DE COMMANDE à retourner à : CNGP-INSEE BP 2718
80027 AMIENS CEDEX

* Veuillez m'adresser «**POUR UNE HISTOIRE DE LA STATISTIQUE**»
[ ] offre spéciale aux lecteurs de "L'Histoire" **Tomes 1 & 2** au prix de **300F.**
[ ] exemplaire(s) du **Tome 1** "*Contributions*" (600 pages) au prix de **145F.**
[ ] exemplaire(s) du **Tome 2** "*Matériaux*" (900 pages) au prix de **195F.**

Nom ou raison sociale : . . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . Téléphone : . . . . . .

* Ci-joint, en réglement, la somme de . . . . . F. par :
mandat [ ], chèque banquaire [ ], chèque postal [ ], à l'ordre de l'INSEE.

Chapitre B.04

Nationalité

1. Actes juridiques recensés

2. Acquisitions de la nationalité française

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Le dénombrement des étrangers au recensement de mars 1982 et les caractéristiques de cette population (sexe, âge, nationalité) sont repris dans le chapitre « État de la population », de l'édition 1984 de cet annuaire.

1. Actes juridiques recensés

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les acquisitions et pertes contrôlées par le *ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale* (direction de la Population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié *le Code de la nationalité française* tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, règlent actuellement les questions d'acquisition et de la perte de la nationalité française.

2. Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions volontaires de la nationalité française comprennent les acquisitions obtenues par décret et les déclarations de nationalité, à l'exclusion donc des acquisitions accordées de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de la majorité, incorporation dans l'armée).

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, ni les attributions de la nationalité française (de plein droit à la naissance) pour certains enfants (enfants nés de parents dont au moins un est français ou enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France depuis le 1er janvier 1963 de parents nés en Algérie avant l'indépendance — ou encore enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière de la part d'un Français), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

• *Les acquisitions obtenues par décret*

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser ces acquisitions. Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;
— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;
— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

• *Les déclarations de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que

---

Ce chapitre a été élaboré avec le concours du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France : enfant adopté (adoption simple) ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français : personne ayant joui de la possession d'état de Français pendant les dix dernières années;

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;

— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;

— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française (certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit), et celles de reconnaissance (souscrites par les personnes qui souhaitent conserver la nationalité française que sans cette formalité elles perdraient en raison de l'accession à l'indépendance de leur territoire d'origine) font l'objet ici d'une inscription particulière.

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Les pertes et refus d'acquisition de la nationalité française contrôlés se divisent en trois catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), options suisses, décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances;

— les refus d'acquisition de la nationalité française : déclarations pour décliner la nationalité française, décrets d'opposition à l'acquisition.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

* * *

TABLEAU B.04-1

Pertes, refus et acquisitions de la nationalité française par nature juridique

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
ENSEMBLE DES RÉSIDENCES (1)											
Pertes et refus - Ensemble	**1.777**	**1.240**	**1.430**	**1.909**	**2.149**	**1.966**	**(3) 1.815**	**2.059**	**1.905**	**2.533**	**1.750**
Acquisitions par décret	32.906	34.105	30.982	31.504	34.400	28.459	19.990	20.056	41.588	33.402	25.702
soit : naturalisations	*21.610*	*22.539*	*20.164*	*20.203*	*21.541*	*18.073*	*13.213*	*13.635*	*26.902*	*21.072*	*16.205*
réintégrations	*1.676*	*1.570*	*1.562*	*1.977*	*2.811*	*2.349*	*1.557*	*1.599*	*2.708*	*1.986*	*1.649*
mineurs (2)	*9.620*	*9.996*	*9.256*	*9.324*	*10.048*	*8.037*	*5.220*	*4.822*	*11.978*	*10.344*	*7.848*
Acquisitions par déclarations réellement acquisitives	15.176	16.833	15.808	20.599	19.611	20.368	19.705	15.517	19.089	22.566	16.052
Acquisitions - Ensemble	**48.082**	**50.938**	**46.790**	**52.103**	**54.011**	**48.827**	**39.695**	**35.573**	**60.677**	**55.968**	**41 754**
Déclarations de reconnaissance de la nationalité française	3.263	3.160	106	20	4	1	—	—	—	—	—
Déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française	53	39	20	26	19	8	19	2	11	7	4
FRANCE MÉTROPOLITAINE											
Acquisitions par décret	32.056	33.407	30.194	30.750	33.561	27.637	(5) 16.237	●	40.815	32.589	25 066
soit : naturalisations	*21.069*	*22.064*	*19.651*	*19.714*	*20.997*	*17.603*	*(5) 10.742*	●	*26.399*	*20.616*	*15.827*
réintégrations	*1.654*	*1.552*	*1.553*	*1.968*	*2.800*	*2.329*	*(5) 1.276*	●	*2.698*	*1.967*	*1.633*
mineurs (2)	*9.333*	*9.791*	*8.990*	*9.068*	*9.764*	*7.705*	*(5) 4.219*	●	*11.718*	*10.006*	*7.606*
Acquisitions par déclarations	(4) 13.575	(4) 15.249	(4) 14.202	(4) 17.685	●	●	●	14.709	17.415	20.133	15.518
Acquisitions - Ensemble	**45.631**	**48.656**	**44.396**	**48.435**	●	●	●	●	**58.230**	52.722	40.584

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Compris aux décrets des parents. — (3) Non compris les pertes sous option au titre de la convention franco-suisse (art. 1er de la Convention franco-suisse). — (4) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française et les déclarations de reconnaissance de la nationalité française. — (5) Pour 1983 les valeurs indiquées ne représentent pas la totalité des acquisitions par décret; pour la France métropolitaine, les données complètes ne peuvent pas être fournies.

TABLEAU B.04-2

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

[Ensemble des résidences] (1)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Nationalité antérieure	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (2)	1984 (2) (3)	1985 (2) (3)	1986 (2) (3)	1987
Nationalités d'Europe (sauf URSS). Total	●	●	●	●	●	●	●	*7.603*	*14.445*	*10.778*	*7.472*
Allemands	355	281	217	171	233	174	103	93	132	93	70
Autrichiens	16	41	30	20	25	22	9	9	16	9	2
Belges	353	344	276	271	255	265	173	187	284	217	153
Britanniques	230	255	240	230	323	222	110	122	190	136	90
Bulgares	36	35	38	23	47	14	21	37	155	28	27
Espagnols	6.826	6.269	5.465	5.191	5.672	4.286	2.011	1.918	3.840	2.323	1.453
Grecs	155	180	181	156	126	103	58	77	104	60	46
Hongrois	212	180	164	111	93	92	57	96	108	89	51
Italiens	6.513	6.916	5.200	4.479	3.866	3.342	1.609	1.590	2.529	1.623	1.084
Luxembourgeois	8	12	20	4	10	5	2	9	13	2	3
Néerlandais	52	75	46	30	16	40	6	18	31	18	14
Polonais	1.351	1.469	1.125	946	1.025	798	441	577	828	579	501
Portugais	4.615	6.762	6.064	6.315	6.135	4.703	1.832	2.006	4.891	4.622	3.248
Roumains	185	154	155	122	109	171	46	138	206	150	137
Suisses	155	110	102	89	106	105	66	65	71	41	45
Tchécoslovaques	151	106	120	88	70	57	37	38	54	39	31
Yougoslaves	1.098	977	960	983	1.020	1.000	391	603	959	730	491
Autres nationalités d'Europe	●	●	●	●	●	●	●	20	34	19	26
Nationalités d'Afrique. Total	●	●	●	●	●	●	●	*3.373*	*6.809*	*5.408*	*4.584*
Algériens	921	987	1.198	1.688	2.499	2.004	1.140	1.268	1.933	1.492	1.328
Égyptiens	64	45	48	61	46	64	37	48	85	99	99
Marocains	1.478	1.080	1.249	1.446	1.889	1.693	764	858	1.997	1.693	1.402
Tunisiens	1.620	1.432	1.368	1.395	1.340	1.044	456	531	1.081	726	657
Autres nationalités d'Afrique	●	●	●	●	●	●	●	668	1.713	1.398	1.098
Nationalités d'Amérique	●	●	●	●	●	●	●	*447*	*1.013*	*822*	*620*
Américains des U.S.A.	41	30	22	22	19	26	16	12	38	19	14
Autres nationalités d'Amérique	●	●	●	●	●	●	●	435	975	803	606
Nationalité d'Asie-Océanie (sauf U.R.S.S.). Total	●	●	●	●	●	●	●	*3.734*	*7.135*	*5.908*	*5.056*
Chinois	230	228	224	206	191	194	156	153	262	175	108
Libanais	605	311	521	679	653	651	358	429	621	552	520
Syriens	220	159	134	174	245	187	102	89	147	145	133
Turcs (4)	281	329	328	360	467	373	152	237	462	446	389
Vietnamiens	2.394	2.050	1.621	1.560	2.007	1.564	786	1.124	2.241	1.805	1.423
Autres nationalités d'Asie-Océanie	●	●	●	●	●	●	●	1.702	3.402	2.785	2.483
Russes	*128*	*135*	*85*	*80*	*116*	*92*	*100*	*77*	*106*	*76*	*72*
Diverses ou non précisées	*2.613*	*3.153*	*3.781*	*4.604*	*5.797*	*5.168*	*3.731*	—	*102*	*66*	*50*
Ensemble	**32.906**	**34.105**	**30.982**	**31.504**	**34.400**	**28.459**	**14.770**	**15.234**	**29.610**	**23.058**	**17.854**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Pour les années 1983, 1984, 1985 et 1986, les enfants mineurs pris en effet collectif (dont le total s'élève à 5.220 pour 1983, à 4.822 pour 1984, à 11.978 pour 1985, à 10.344 pour 1986 et à 7.848 pour 1987) ne sont pas compris, la ventilation par nationalité n'ayant pu être effectuée. — (3) À partir de 1984, une ventilation plus précise et plus détaillée a pu être obtenue, ce qui a permis d'effectuer des regroupements par continent. Cependant, pour permettre des comparaisons avec les années antérieures à 1984, la même ventilation figurant dans les derniers annuaires a été conservée pour chaque continent. Le faible niveau des chiffres concernant les nationalités d'Océanie nous a amené à les regrouper avec les nationalités d'Asie. Il faut noter pour 1984, 1985 et 1986 quelques données importantes pour certaines nationalités. Nationalités d'Afrique : Togolais, pour 1984 : 99, pour 1985 : 270, pour 1986 : 176 et pour 1987 : 160. Mauriciens, pour 1984 : 436, pour 1985 : 1031 et pour 1986 : 778 et pour 1987 : 561. Nationalités d'Amérique : Haïtiens, pour 1984 : 99, pour 1985 : 352, pour 1986 : 251 et pour 1987 : 180. Chiliens, pour 1984 : 130, pour 1985 : 205, pour 1986 : 209 et pour 1987 : 158. Nationalités d'Asie-Océanie : Cambodgiens, pour 1984 : 685, pour 1985 : 1.434, pour 1986 : 1.200 et pour 1987 : 1.044. Iraniens, pour 1984 : 98, pour 1985 : 138, pour 1986 : 160 et pour 1987 : 176. Laotiens, pour 1984 : 689, pour 1985 : 1.377, pour 1986 : 1.130 et pour 1987 : 996. — (4) Y compris Arméniens.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : (1) 40 56 60 00.

Publications diverses :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 », *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 septembre 1974, édité par la Documentation française.

— « La nationalité française », Textes et documents, ministère de la Justice, Paris, la Documentation française, 1985.

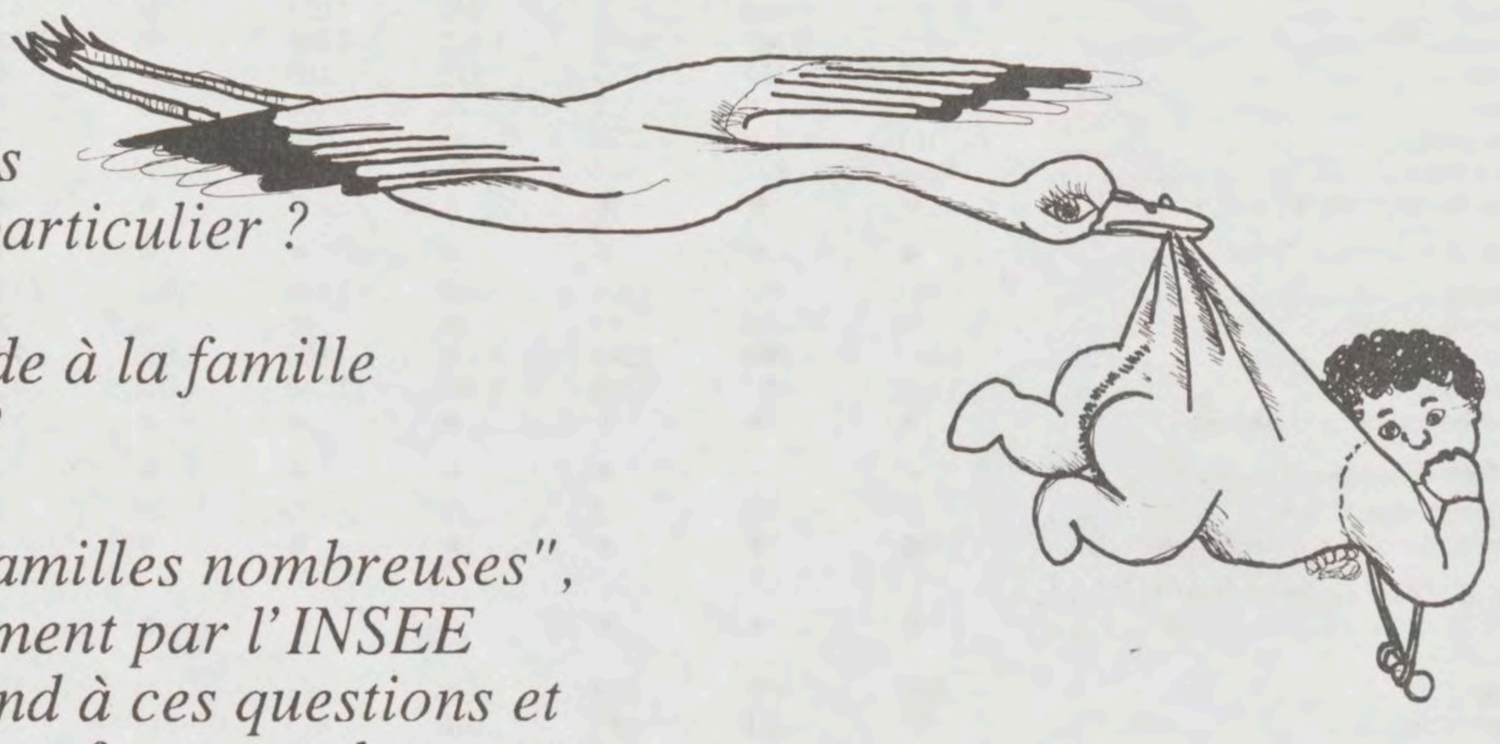
contours
et **CARACTÈRES**

LES FAMILLES NOMBREUSES

Les familles nombreuses d'aujourd'hui,
un choix ou une hérédité sociale ?

Le cliché
famille nombreuse = famille populaire
est-il vérifié ?

Les enfants ont-ils
un destin social particulier ?



La politique d'aide à la famille
est-elle adaptée ?

L'ouvrage "Les familles nombreuses",
réalisé conjointement par l'INSEE
et le CERC, répond à ces questions et
lève le voile sur ces foyers mal connus.

N'hésitez pas à le commander,
vous serez surpris !

Déjà parus dans la série
Contours et Caractères :
Les étrangers
Villes et campagnes
Les jeunes

L'ouvrage
LES FAMILLES NOMBREUSES
est en vente
dans les observatoires économiques
et par correspondance

INSEE Institut National de la Statistique et des Etudes Économiques
CERC Centre d'Étude des Revenus et des Coûts

D 214 N

BON DE COMMANDE

Contours et Caractères "Les familles nombreuses" format 21 x 29.7, 112 pages, 55 F
Nom ou Raison sociale : .....
Activité : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Commande à faire parvenir avec votre règlement (par chèque bancaire, chèque postal ou mandat) à :
CNGP - INSEE BP 2718 80027 AMIENS CEDEX

C

Emploi, salaires et revenus

contours
et **CARACTÈRES**

LES FAMILLES NOMBREUSES

Les familles nombreuses d'aujourd'hui,
un choix ou une hérédité sociale ?

Le cliché
famille nombreuse = famille populaire
est-il vérifié ?

Les enfants ont-ils
un destin social particulier ?

La politique d'aide à la famille
est-elle adaptée ?

L'ouvrage "Les familles nombreuses",
réalisé conjointement par l'INSEE
et le CERC, répond à ces questions et
lève le voile sur ces foyers mal connus.

N'hésitez pas à le commander,
vous serez surpris !

INSEE Institut National de la Statistique et des Études Économiques
CERC Centre d'Étude des Revenus et des Coûts

D 214 N

Chapitre C.01

Population active Emploi

1. Évaluation annuelle de la population active

2. Agents de l'État et des collectivités locales

3. Intérim et contrats à durée déterminée

4. Marché du travail

5. Départements d'outre-mer

6. Dépenses pour l'emploi

1. Évaluation annuelle de la population active
(tableaux 1 à 3)

La *population active résidente,* incluant ou non les militaires du contingent, peut être appréhendée de deux façons différentes : dans une première approche, celle implicitement retenue dans le tableau 1, on applique à la population totale résidente par sexe et âge des taux d'activité estimés d'après l'enquête emploi. Le tableau 1 fournit les taux d'activité au sens du *Bureau international du travail,* c'est-à-dire les rapports de la population active au sens du BIT à la population totale par sexe et âge. Ces taux sont ceux observés à l'enquête emploi de mars (ou avril-mai) de chaque année.

Dans une deuxième approche, celle suivie pour le tableau 2, on recense d'une part les personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique (cf. § 11 ci-après) et d'autre part les personnes au chômage, selon les recommandations du BIT (cf. § 12 ci-après).

Les estimations obtenues selon chacune de ces deux approches sont présentées dans le *Rapport annuel sur les comptes de la Nation.*

11. La population employée
(tableaux 4 à 6)

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

La prise en compte du recensement de la population de mars 1982 (résultats du sondage au 1/ 4) a entraîné une procédure de révision des séries publiées auparavant sur la période 1967-1984.

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'UNEDIC [Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce].

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC [Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce], classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;

— statistiques fournies par le *ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,* en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime ASSEDIC, d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— données complémentaires et statistiques de source INSEE provenant principalement des recensements de la population et des enquêtes annuelles sur l'emploi.

Les recensements de la population fournissent, notamment, une répartition de la population employée (par conséquent, chômeurs et militaires du contingent exclus) suivant le sexe et l'activité économique principale des établissements employeurs, dont le regroupement constitue dans ce paragraphe les *secteurs d'établissement.*

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, dont la définition a été donnée dans « Présentation de la Comptabilité nationale française » (*Collections de l'INSEE,* 1976, n° 51, série C); alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale, la branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'*emploi intérieur* et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.
La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissement au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :
— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques UNEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement : cette information brute portant sur le seul champ d'application du régime est fournie dans le tableau 6.

12. Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la *population disponible à la recherche d'un emploi,* ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le *Bureau international du travail.* Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :
— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête. Le principe de cette mesure est décrit dans le n° 160 d'*Économie et Statistique :* « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » par M. Cézard.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du *Bureau international du travail* présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'*Agence nationale pour l'emploi* et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

2. Agents de l'État et des collectivités locales
(tableaux 7 à 13)

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. A partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les *fichiers automatisés de paie* a été mis en place pour les *personnels de l'État, des établissements publics nationaux* et des *établissements d'enseignement privé sous contrat.*

La collecte des données a eu lieu tous les deux ans de 1976 à 1982; elle est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de

l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la *catégorie statutaire* (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels, des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Les derniers résultats complets disponibles portent sur l'année 1984. Des résultats encore provisoires et moins détaillés sont également disponibles pour les années 1985 et 1986. On dispose également pour 1987 et 1988 de comptage provisoire des effectifs employés par ministère et département.

Depuis 1983, une enquête légère auprès de l'ensemble des *collectivités territoriales,* en métropole et dans les départements d'outre-mer, est organisée chaque année par l'INSEE afin de suivre l'évolution des effectifs employés au 31 décembre par statut, sexe, condition d'emploi et type de collectivité ou d'organisme. Les résultats au 31 décembre 1987 sont disponibles. Cette enquête inclut les offices publics d'HLM et les organismes de droit privé financés majoritairement par les collectivités locales mais ne concerne pas les personnels des établissements publics autonomes relevant du ministère des Affaires sociales (hôpitaux généraux ou spécialisés, hospices et maisons de retraite) : en effet, les enquêtes annuelles effectuées par ce ministère auprès des établissements sanitaires et sociaux, publics et privés, couvrent tous les aspects liés à leur activité et ont donc un volet « effectifs ».

Entre 1969 et 1983, les agents des collectivités territoriales *stricto sensu* (hôpitaux publics, offices d'HLM et organismes privés exclus) ont été étudiés à travers diverses enquêtes, de contenu et de champ variables, réalisées par l'INSEE et le ministère de l'Intérieur : 1976 et 1979 pour les personnels départementaux, 1973, 1977 et 1980 pour les personnels communaux, hors Paris. Ces enquêtes, dont certaines avaient la forme de recensements individuels, étaient limitées à la connaissance de l'emploi (grades, diplômes, formation, ...) : en dehors de l'indice hiérarchique de rémunération, elles n'ont apporté aucune information sur les salaires.

3. Intérim et contrats de travail à durée déterminée

(tableaux 14 à 19)

L'opération de *travail intérimaire* consiste à mettre à la disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet.

Le travail intérimaire est temporaire à deux *titres :*

— la *durée du travail* chez l'utilisateur est convenue à l'avance, *limitée dans le temps* et, selon la loi, la « mission » doit avoir une durée inférieure à vingt-quatre mois;

— le *contrat de travail* liant le salarié intérimaire à l'entreprise de travail intérimaire est également *temporaire* et *d'une durée égale à celle de la « mission ».*

L'entreprise de travail temporaire s'engage vis-à-vis de l'entreprise cliente sur une durée du travail et une qualification du personnel intérimaire et non sur la fourniture d'une prestation précise de biens ou services. Le personnel intérimaire effectue le travail sous la direction et la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

Ces caractéristiques, jointes à la durée temporaire du contrat de travail, permettent de distinguer le travail intérimaire des autres formes de mise à disposition de personnel : travail en régie (par exemple pour l'entretien, le nettoyage, le gardiennage...), délégation de personnel (une entreprise met un de ses salariés « permanents » à la disposition, temporaire ou permanente, d'une autre entreprise appartenant en général au même groupe, ...).

Le travail intérimaire n'a pris un développement important en France qu'à la fin des années soixante. La progression de ce type d'emplois a été depuis très forte.

Devant ce développement, les pouvoirs publics ont été amenés à réglementer la profession par la loi du 3 janvier 1972 (complétée par le décret de janvier 1973) et la loi du 2 janvier 1979, puis par l'ordonnance n° 82-131 du 5 février 1982 (complétée par les décrets n° 82-197 et n° 82-198 du 26 février 1982 relatifs aux formalités administratives et au taux de l'indemnité de précarité d'emploi). Ces mesures ont pour but de limiter le recours abusif aux emplois temporaires, de protéger les salariés intérimaires, de moraliser la profession. Elles ont été pérennisées par suppression de l'article 16 de l'ordonnance n° 82-131 qui limitait l'application de celle-ci à trois ans (loi de ratification n° 85-10 du 3 janvier 1985).

De plus, la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, portant diverses modifications d'ordre social, porte à 9 le nombre de cas de recours au travail temporaire.

La loi spécifie que l'activité de travail temporaire est exclusive, « toute activité de travail temporaire s'exerçant en dehors d'une telle entreprise est interdite ».

La loi limite les cas de recours au travail temporaire aux cas suivants :

Situation 1 : remplacement d'un salarié :

— salarié absent pour une durée limitée;

— attente de l'entrée en service effectif d'un nouveau salarié sous contrat à durée indéterminée;

— départ définitif d'un salarié précédant une restructuration.

Situation 2 : accroissement de l'activité de l'entreprise :

— surcroît exceptionnel et temporaire d'activité;

— tâche occasionnelle;

— commande exceptionnelle;

— travaux urgents.

Situation 3 : travaux temporaires par nature :

— travaux saisonniers;

— emplois pour lesquels il est d'usage de recourir à l'intérim.

L'activité du travail temporaire est le fait, d'une part d'un grand nombre de petites entreprises, souvent à durée d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, d'autre part d'un nombre restreint de grosses entreprises; elle tend à se concentrer autour de ces der-

nières, qui possèdent un rayonnement important, de par la multiplicité croissante de leurs agences.

Les exploitations statistiques réalisées par l'UNEDIC permettent de suivre la démographie des établissements de travail temporaire et les effectifs salariés correspondants. On notera que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Service des études et de la statistique) gère également un fichier de ces établissements et observe un certain nombre de données sur le travail intérimaire.

Dans les tableaux 16 à 18 issus de l'*Enquête-emploi,* on a rapproché les caractéristiques des travailleurs intérimaires de celles des personnes titulaires de contrats à durée déterminée.

Le *contrat de travail à durée déterminée* — particulièrement utilisé dans certains secteurs d'activité : réparation navale, forestage, déménagement, hôtellerie, enseignement, etc. — est un contrat écrit. Lorsqu'il comporte un terme fixé avec précision, il peut être renouvelé deux fois s'il comporte une clause le prévoyant, pour des durées au plus égales à la période initiale.

L'ordonnance n° 82-130 du 5 février 1982, modifiant les dispositions du Code du travail relatives au contrat à durée déterminée, ratifiée par la loi n° 85-10 du 3 janvier 1985 portant diverses dispositions d'ordre social, affirme le principe selon lequel le contrat de travail de droit commun est à durée indéterminée, le recours au contrat à durée déterminée étant limité à des cas où l'emploi à pourvoir ne présente manifestement pas un caractère permanent. La loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, portant diverses modifications d'ordre social, porte à 12 le nombre de cas possibles de recours aux contrats à durée déterminée.

L'ordonnance n° 86-948 du 11 août 1986 stipule que les contrats à durée déterminée sont conclus :
— pour l'exécution d'une tâche précise et non durable;
— pour une durée qui ne peut le plus souvent dépasser vingt-quatre mois;
— par écrit.

Mais elle supprime le nombre antérieur de cas de recours possibles (12) aux contrats à durée déterminée.

L'ordonnance n° 86-948 du 11 août 1986 stipule également qu'une entreprise utilisatrice peut faire appel à des travailleurs intérimaires pour l'exécution temporaire de toute tâche précise et non durable. Mais elle supprime le nombre antérieur de cas de recours possibles à l'intérim.

4. Marché du travail
(tableaux 20 à 24)

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des *directions départementales du Travail et de l'Emploi* ou des différentes agences locales pour l'emploi; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le *Service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.*

Le tableau 20 présente, pour les dernières années, les principaux résultats sur le chômage à travers un certain nombre d'indicateurs. D'autres données significatives de l'évolution du marché du travail sont fournies dans les tableaux 21 à 23.

Les *demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)* concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM), ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Les *offres d'emploi en fin de mois (OEFM)* sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les *offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM)* sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Des *statistiques de flux* sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre (tableau 22).

Ces statistiques sont publiées, en données corrigées des variations saisonnières, dans le *Bulletin mensuel des statistiques du travail* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle) et le *Bulletin mensuel de statistiques* (INSEE).

Les statistiques du chômage indemnisé données dans le tableau 20 correspondent au système d'indemnisation du chômage mis en place à partir du 1er juillet 1979 et réformé à partir du 1er avril 1984.

Le système est présenté au chapitre C. 04 « Protection sociale ».

Les bénéficiaires des différents régimes de préretraite ne sont pas comptabilisés avec les demandeurs d'emploi en fin de mois. Aussi sont-ils exclus de la statistique des demandeurs d'emploi en fin de mois, ainsi que de celle du chômage indemnisé.

Le tableau 21 contient des informations concernant le chômage partiel et les licenciements économiques. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail et de l'Emploi lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de *chômage partiel,* ou du recueil des *demandes d'autorisations de licenciement.* La série des licenciements pour cause économique suspendue à partir de 1986 du fait du changement de réglementation concernant les licenciements économiques de moins de 10 salariés, a été remplacée par celle des demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE à la suite d'un licenciement économique.

5. Départements d'outre-mer
(tableaux 25 et 26)

Les taux d'activité sont calculés en rapportant dans chaque groupe d'âges les actifs (employés ou non) à l'effectif total du groupe d'âges. Les personnes n'ayant pas répondu, si elles sont actives ou non (activité non déclarée) sont donc exclues du calcul des taux d'activité. Les effectifs d'activité non déclarée ont cependant été fournis comme test de qualité des réponses.

Ont été considérées comme actives, les personnes qui, la *semaine précédant leur recensement :*
— ont exercé une activité rémunérée (même si la personne était en congé annuel payé ou en congé maladie);
— ont cherché du travail.

6. Dépenses pour l'emploi
(tableau 27)

Le tableau 27 vise à présenter un bilan du coût des politiques d'emploi. Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture et de la Forêt, de l'Économie, des Finances et du Budget, de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, ministère chargé du Commerce et de l'Artisanat). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » (1) :

— *l'indemnisation du chômage total* comprend les prestations de chômage;

— *l'incitation au retrait d'activité* englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— *le maintien de l'emploi* recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du CIRI et le plan textile;

— *la promotion de l'emploi et création d'emploi* comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les emplois d'initiative locale et les travaux d'utilité collective;

— *l'incitation à l'activité* regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— *la formation professionnelle* reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— *le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail,* comptabilise principalement les dépenses de l'Agence nationale pour l'emploi.

1. Cf. sources de documentation.

* * *

TABLEAU C.01-1

Taux d'activité au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (en années révolues) au 1er janvier de l'année n + 1		1978		1979		1980		1981		■ 1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
De 15 à 19 ans.....	*(a)*	25,4	19,4	26,2	19,8	25,7	18,3	24,1	17,1	25,1	16,8	22,5	15,0	20,0	13,6	19,6	12,6	18,2	12,1	17,3	11,8	15,5	10,0
	(b)	23,9	19,4	24,6	19,8	23,7	18,3	22,4	17,1	22,5	16,8	20,6	15,0	17,9	13,6	17,6	12,6	16,5	12,1	15,7	11,8	14,3	10,0
De 20 à 24 ans.....	*(a)*	80,5	68,1	80,1	68,5	80,2	67,5	78,1	66,9	78,9	67,3	79,8	66,8	78,1	66,9	77,7	66,0	76,2	65,5	74,7	64,2	70,8	60,9
	(b)	70,1	68,1	71,0	68,5	71,2	67,5	68,8	66,9	69,5	67,3	69,9	66,8	69,0	66,9	68,1	66,0	66,3	65,5	65,7	64,2	60,4	60,9
De 25 à 29 ans.....	*(a)*	95,7	68,1	95,4	69,5	95,4	69,9	94,9	69,7	95,4	71,1	95,4	73,0	94,8	73,5	94,8	74,2	95,2	77,0	95,5	75,7	94,5	76,0
	(b)	95,1	68,1	94,9	69,5	95,1	69,9	94,6	69,7	95,0	71,1	95,0	73,0	94,2	73,5	94,3	74,2	94,8	77,0	94,9	75,7	94,0	76,0
De 30 à 34 ans.....		98,2	63,2	98,2	65,8	98,0	66,2	97,8	67,2	97,9	69,5	97,6	70,1	97,2	70,9	97,2	71,1	97,2	72,5	97,1	72,2	97,0	73,0
De 35 à 39 ans.....		97,8	60,7	97,9	62,8	98,2	63,8	97,8	66,0	98,1	67,3	98,0	67,9	97,8	69,8	98,0	70,9	97,9	72,2	97,8	71,9	97,5	73,0
De 40 à 44 ans.....		97,6	58,8	97,6	60,1	97,4	62,0	97,6	66,0	97,1	65,4	97,5	67,6	97,1	68,6	97,2	70,3	97,3	71,0	97,4	72,0	97,6	72,7
De 45 à 49 ans.....		95,5	57,1	95,6	58,5	96,5	58,4	96,2	58,6	96,0	62,6	95,9	64,1	96,1	65,3	95,9	65,9	95,7	67,1	95,4	67,8	95,7	68,1
De 50 à 54 ans.....		92,9	52,0	92,9	53,1	92,9	54,7	92,4	56,8	91,4	57,6	91,6	56,7	91,4	58,1	91,2	57,8	90,8	59,1	90,4	59,8	90,2	60,4
De 55 à 59 ans.....		82,6	45,7	82,3	45,9	80,9	47,3	79,5	46,6	75,6	46,1	71,0	43,7	68,1	42,9	67,8	42,8	69,4	43,1	67,3	44,6	67,3	45,3
De 60 à 64 ans.....		45,0	24,1	45,1	24,0	47,6	27,3	42,5	25,3	40,0	23,3	33,6	20,6	31,1	19,0	30,8	18,9	27,4	18,4	25,7	18,0	25,4	17,9
De 65 à 69 ans.....		18,3	9,4	15,8	8,7	14,3	6,8	13,0	6,0	11,1	4,9	10,1	4,6	11,0	5,9	10,7	5,0	9,6	4,6	8,2	4,4	8,0	4,0
De 70 à 74 ans.....		8,5	3,6	7,6	3,9	7,5	2,7	6,8	2,7	5,5	2,4	5,4	2,7	5,7	2,6	4,9	2,2	3,9	1,5	4,1	1,5	3,7	1,7
De 75 ans et plus		4,4	1,6	3,3	1,6	3,5	1,5	3,1	1,4	2,7	1,2	2,3	1,0	2,2	1,0	2,1	1,0	2,3	0,9	2,2	0,8	2,0	0,6
Ensemble.....	*(a)*	**71,1**	**42,8**	**71,1**	**43,7**	**71,0**	**44,0**	**70,2**	**44,2**	**69,7**	**45,1**	**68,7**	**45,0**	**68,0**	**45,4**	**67,7**	**45,4**	**67,2**	**46,0**	**66,5**	**45,8**	**65,7**	**45,6**
	(b)	**69,8**	**42,8**	**69,9**	**43,7**	**69,9**	**44,0**	**69,1**	**44,2**	**68,4**	**45,1**	**67,5**	**45,0**	**66,8**	**45,4**	**66,5**	**45,4**	**66,0**	**46,0**	**65,4**	**45,8**	**64,6**	**45,6**

(a) Y compris le contingent. — *(b)* Non compris le contingent.

TABLEAU C.01-2

Population active : actifs occupés et chômeurs. Moyennes annuelles

Source : INSEE

Unités : Millier
Taux en %

		1979	1980	1981	1982	1983	1984	*r* 1985	*r* 1986	*p* 1987	*p* 1988
Salariés :											
Hommes		10.907,7	10.900,4	10.781,0	10.755,2	10.637,2	10.446,7	10.346,1	10.314,3	10.306,8	10.369,9
Femmes		7.081,7	7.155,8	7.191,6	7.311,2	7.412,7	7.463,8	7.542,9	7.638,6	7.721,2	7.808,8
Ensemble		*17.989,4*	*18.056,2*	*17.972,6*	*18.066,4*	*18.049,9*	*17.910,5*	*17.889,0*	*17.952,9*	*18.028,0*	*18.178,7*
Non salariés :											
Hommes		2.317,9	2.307,5	2.288,7	2.255,0	2.226,2	2.198,8	2.181,2	2.178,2	2.175,7	2.167,3
Femmes		1.301,4	1.274,0	1.250,6	1.232,8	1.204,5	1.177,6	1.154,9	1.128,3	1.109,2	1.100,2
Ensemble		*3.619,3*	*3.581,5*	*3.539,3*	*3.487,8*	*3.430,7*	*3.376,4*	*3.336,1*	*3.306,5*	*3.284,9*	*3.267,5*
Chômeurs (1) :											
Hommes		581,5	589,9	745,0	844,4	888,8	1.082,5	1.154,7	1.168,9	1.145,6	1.082,7
Femmes		779,7	877,0	1.005,1	1.078,4	1.085,0	1.240,6	1.287,5	1.320,6	1.386,1	1.360,5
Ensemble		*1.361,2*	*1.466,9*	*1.750,1*	*1.922,8*	*1.973,8*	*2.323,1*	*2.442,2*	*2.489,5*	*2.531,7*	*2.443,2*
Population active totale (1) :											
Hommes	*(a)*	14.079,9	14.062,4	14.082,4	14.120,3	14.011,6	13.984,2	13.938,0	13.911,7	13.879,2	13.872,0
	(b)	13.807,1	13.797,8	13.814,7	13.854,6	13.752,2	13.728,0	13.982,0	13.661,4	13.628,1	13.619,9
Femmes		9.162,8	9.306,8	9.447,3	9.622,4	9.702,2	9.882,0	9.985,3	10.087,4	10.216,4	10.269,5
Ensemble	*(a)*	**23.242,7**	**23.369,2**	**23.529,7**	**23.742,7**	**23.713,8**	**23.866,2**	**23.923,3**	**23.999,0**	**24.095,6**	**24.141,5**
	(b)	**22.969,9**	**23.104,6**	**23.262,0**	**23.477,0**	**23.454,4**	**23.610,0**	**23.667,3**	**23.748,7**	**23.844,5**	**23.889,4**
Taux de chômage :											
Hommes	*(a)*	4,1	4,2	5,3	6,0	6,3	7,7	8,3	8,4	8,3	7,8
	(b)	4,2	4,3	5,4	6,1	6,5	7,9	8,4	8,6	8,4	7,9
Femmes		8,5	9,4	10,6	11,2	11,2	12,6	12,9	13,1	13,6	13,2
Ensemble	*(a)*	**5,9**	**6,3**	**7,4**	**8,1**	**8,3**	**9,7**	**10,2**	**10,4**	**10,5**	**10,1**
	(b)	**5,9**	**6,3**	**7,5**	**8,2**	**8,4**	**9,8**	**10,3**	**10,5**	**10,6**	**10,2**

(a) Y compris contingent. — *(b)* Non compris contingent.
(1) Séries corrigées du fait du redressement de la série des enquêtes emploi 1975-1981, suite aux réestimations de population totale liées aux résultats du RP 1982.

TABLEAU C.01-3

Taux de chômage harmonisés dans sept pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Allemagne [République fédérale d'] (1)	3,2	3,0	4,4	6,1	8,0	7,0	■7,2	*r* 6,4	*r* 6,2	6,2
France (1)	5,9	6,3	7,4	8,1	8,3	9,7	10,2	10,4	*r* 10,5	10,3
Italie (2)	7,6	7,5	8,3	9,0	■9,0	9,5	9,4	10,6	11,0	12,4
Royaume-Uni (1)	5,0	6,4	9,8	11,3	12,5	■11,7	11,2	11,2	10,3	8,3
Canada	7,4	7,4	7,5	10,9	11,8	11,2	10,4	9,5	8,8	7,7
États-Unis d'Amérique	5,8	7,0	7,5	9,5	9,5	7,4	7,1	6,9	6,1	5,4
Japon	2,1	2,0	2,2	2,4	2,6	2,7	2,6	2,8	2,8	2,5
CEE (2)	5,7	6,4	8,3	9,6	■10,0	10,7	10,9	10,8	10,6	10,3
OCDE (1)	5,1	5,8	6,7	8,1	8,6	■8,0	*r* 7,8	7,7	7,4	6,8

(1) Estimations du secrétariat de l'OCDE. — (2) Source : OCDE jusqu'en 1982, CEE au-delà.

TABLEAU C.01-4

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	31 décembre 1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987	*p* 1988
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	S	334,6	317,3	303,2	298,6	287,8	279,8	276,3	271,1	267,2	263,2
		NS	1.552,0	1.503,6	1.457,1	1.405,5	1.362,8	1.323,0	1.284,4	1.236,2	1.186,9	1.138,9
		T	1.886,6	1.820,9	1.760,3	1.704,1	1.650,6	1.602,8	1.560,7	1.507,3	1.454,1	1.402,1
T 02	Industries de la viande et du lait	S	178,1	180,0	183,0	185,0	186,8	185,7	183,2	182,2	179,7	182,0
		NS	5,0	4,7	4,5	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,2
		T	183,2	184,8	187,5	189,4	191,1	190,0	187,5	186,4	183,9	186,2
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	S	360,2	358,5	357,5	358,1	358,1	355,4	352,5	351,6	348,6	345,1
		NS	83,8	83,4	83,6	84,4	85,6	86,5	86,0	85,3	84,5	83,8
		T	444,0	441,9	441,1	442,5	443,6	441,9	438,5	436,9	433,1	428,9
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	S	63,5	60,5	58,1	58,1	55,9	50,8	46,6	41,0	36,0	29,4
		NS	ε	—	ε	—	—	—	—	—	—	—
		T	63,6	60,5	58,2	58,1	55,9	50,8	46,6	41,0	36,0	29,4
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	S	40,8	40,7	40,7	39,5	38,6	37,4	37,2	34,1	32,4	30,0
		NS	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		T	40,9	40,8	40,8	39,6	38,6	37,5	37,3	34,2	32,5	30,1
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	S	186,8	190,5	195,4	207,7	212,8	212,4	210,7	210,9	210,4	209,0
		NS	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	187,1	190,8	195,7	208,0	213,1	212,7	211,0	211,2	210,7	209,3
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	S	180,1	170,0	161,9	157,9	152,9	143,4	136,8	127,2	115,1	107,2
		NS	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	180,4	170,2	162,1	158,1	153,1	143,6	137,0	127,4	115,3	107,4
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	S	73,1	73,0	70,7	70,5	67,4	64,9	63,6	61,7	59,6	58,4
		NS	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	73,4	73,3	70,9	70,7	67,6	65,1	63,8	61,9	59,8	58,6
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	S	187,6	185,4	177,6	171,0	161,2	151,3	145,3	140,5	138,7	138,5
		NS	9,6	9,4	9,0	8,8	8,4	8,0	8,0	8,0	8,0	7,9
		T	197,2	194,8	186,7	179,8	169,6	159,3	153,3	148,5	146,6	146,4
T 10	Industrie du verre	S	69,3	68,0	65,8	64,7	62,9	59,0	57,0	55,3	54,5	54,2
		NS	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
		T	70,6	69,3	67,1	66,0	64,2	60,3	58,3	56,6	55,8	55,5
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	S	164,5	161,0	153,2	147,4	143,0	142,4	142,2	137,5	134,6	132,2
		NS	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
		T	165,2	161,6	153,8	148,0	143,6	142,9	142,6	138,0	135,1	132,7
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	S	180,9	179,2	176,0	177,0	177,7	176,4	176,6	175,8	173,1	173,4
		NS	1,8	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
		T	182,6	180,8	177,5	178,3	179,0	177,6	177,8	176,9	174,3	174,6
T 13	Fonderie et travail des métaux	S	477,2	471,7	453,5	447,3	423,6	404,8	397,2	394,7	392,6	414,4
		NS	26,6	25,8	24,5	23,5	22,2	20,9	19,4	19,1	18,9	18,7
		T	503,8	497,6	478,0	470,9	445,8	425,7	416,6	413,7	411,5	433,1
T 14	Construction mécanique	S	529,5	520,4	501,7	490,7	468,5	452,1	442,0	424,9	413,0	416,8
		NS	25,4	25,8	25,9	26,2	26,6	26,0	24,1	23,3	23,1	22,9
		T	554,9	546,2	527,6	516,9	495,2	478,1	466,1	448,2	436,1	439,7
T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	S	481,2	481,3	480,0	483,7	480,1	476,4	472,6	467,2	458,5	456,8
		NS	5,1	5,3	5,3	5,2	5,0	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9
		T	486,4	486,6	485,3	488,9	485,2	481,3	477,5	472,1	463,4	461,7
T 15 B	Production de biens d'équipement ménager	S	90,0	85,0	79,4	78,3	77,0	73,5	69,6	68,9	65,7	63,1
		NS	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
		T	90,7	85,7	80,0	78,9	77,6	74,0	70,1	69,5	66,2	63,6

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-4 *(suite 1)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	31 décembre 1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987	*p* 1988
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre ...	S	520,9	500,4	470,2	464,1	453,5	424,4	397,2	377,5	363,3	356,1
		NS	2,2	2,0	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
		T	523,1	502,5	472,1	465,9	455,3	426,2	399,0	379,3	365,0	357,9
T 17	Construction navale et aéronautique, armement.....	S	218,3	220,4	226,1	229,2	223,7	220,2	214,7	205,7	193,2	193,4
		NS	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
		T	219,4	221,4	227,0	230,1	224,5	220,9	215,4	206,5	193,9	194,1
T 18	Industries textiles et habillement	S	556,9	520,2	488,0	482,5	462,6	444,0	426,3	408,5	384,7	369,4
		NS	29,8	28,1	26,5	25,6	24,0	22,4	22,5	22,6	22,4	22,2
		T	586,7	548,3	514,4	508,1	486,6	466,4	448,8	431,1	407,2	391,6
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	S	113,6	109,3	102,3	101,6	97,8	92,8	89,1	85,8	78,5	72,9
		NS	5,4	5,2	5,0	4,8	4,6	4,5	4,3	4,2	4,2	4,2
		T	119,0	114,5	107,4	106,5	102,5	97,3	93,4	90,0	82,7	77,1
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	S	349,5	343,1	333,4	325,1	308,7	295,5	283,5	279,0	275,6	276,5
		NS	47,0	48,7	49,6	49,2	47,7	46,5	46,6	46,4	45,9	45,6
		T	396,5	391,9	383,0	374,3	356,4	342,0	330,1	325,3	321,5	322,1
T 21	Industries du papier et du carton.....	S	125,9	121,8	115,2	114,2	111,8	108,5	105,7	104,1	104,0	103,9
		NS	1,4	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
		T	127,4	123,0	116,3	115,3	112,8	109,4	106,5	104,9	104,8	104,7
T 22	Imprimerie, presse, édition	S	214,4	213,3	209,8	211,8	211,7	210,7	211,7	213,5	217,0	220,6
		NS	15,0	15,4	16,3	17,8	18,2	18,4	18,5	18,6	18,0	18,3
		T	229,4	228,7	226,0	229,5	229,9	229,1	230,2	232,1	235,4	238,9
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.....	S	229,8	225,9	217,7	216,0	208,5	206,1	199,7	201,1	202,1	208,4
		NS	3,1	3,0	3,0	2,9	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
		T	232,9	228,9	220,7	219,0	211,3	208,8	202,5	203,9	204,8	211,1
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	S	1.499,6	1.477,8	1.436,5	1.380,3	1.287,6	1.201,9	1.178,2	1.187,2	1.202,2	1.227,9
		NS	338,5	351,5	350,5	342,4	333,4	324,1	320,3	321,5	322,7	324,7
		T	1.838,1	1.829,3	1.787,0	1.722,7	1.621,0	1.526,0	1.498,5	1.508,7	1.524,9	1.552,6
T 25	Commerce de gros alimentaire	S	269,6	267,4	264,7	263,7	261,3	256,3	249,8	247,6	248,5	246,0
		NS	30,1	30,7	30,3	30,1	30,3	30,5	31,2	31,4	31,7	32,0
		T	299,7	298,2	295,0	293,8	291,6	286,8	281,0	279,1	280,2	278,0
T 26	Commerce de gros non alimentaire.....	S	595,3	614,5	623,1	625,4	617,3	605,1	608,8	620,1	635,9	656,9
		NS	45,0	43,7	43,7	44,2	44,5	46,5	44,5	44,4	44,8	45,2
		T	640,3	658,2	666,8	669,7	661,8	651,6	653,2	664,4	680,7	702,1

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-4 *(suite 2)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	31 décembre 1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987	*p* 1988
T 27	Commerce de détail alimentaire	S	447,8	458,8	469,4	482,9	493,3	497,3	499,7	511,0	514,3	529,1
		NS	193,8	190,1	184,1	176,6	174,3	165,4	163,3	163,1	164,6	166,1
		T	641,6	648,9	653,5	659,5	667,6	662,7	663,0	674,2	679,0	695,2
T 28	Commerce de détail non alimentaire	S	641,2	633,7	633,9	641,7	634,5	617,5	616,1	626,9	640,3	652,5
		NS	308,6	307,8	304,2	311,3	302,9	303,2	307,1	311,7	314,5	317,4
		T	949,8	941,4	938,1	953,0	937,4	920,7	923,2	938,7	954,8	969,9
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	S	330,2	328,2	330,9	337,5	338,1	325,5	317,3	320,0	327,2	331,8
		NS	86,5	85,4	82,0	75,1	74,3	74,0	70,5	68,5	70,4	72,4
		T	416,8	413,6	412,9	412,6	412,3	399,5	387,8	388,4	397,6	404,2
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	S	378,7	388,6	401,0	414,8	426,5	428,6	434,4	451,8	468,0	483,1
		NS	205,2	208,2	211,5	217,2	219,2	222,8	224,4	233,1	239,7	246,4
		T	583,9	596,8	612,6	632,0	645,8	651,4	658,8	684,9	707,7	729,5
T 31	Transports	S	816,5	814,1	815,1	834,1	833,6	828,0	825,4	824,7	835,2	844,5
		NS	63,6	63,7	62,9	63,0	64,1	65,6	65,6	65,7	67,5	69,4
		T	880,1	877,8	878,0	897,1	897,7	893,6	891,0	890,4	902,7	913,9
T 32	Télécommunications et postes	S	452,7	455,5	463,5	479,2	485,2	486,2	485,4	480,8	475,0	469,4
		NS	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	453,0	455,8	463,8	479,5	485,5	486,5	485,7	481,1	475,2	469,7
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	S	851,0	880,8	893,4	875,1	876,0	897,4	946,2	987,9	1.071,9	1.173,4
		NS	168,5	172,8	172,9	173,4	178,9	176,1	182,4	184,0	191,4	199,1
		T	1.019,5	1.053,5	1.066,3	1.048,4	1.054,9	1.073,5	1.128,6	1.172,0	1.263,3	1.372,5
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	S	1.561,4	1.578,0	1.610,9	1.660,2	1.694,6	1.722,5	1.755,9	1.785,9	1.822,2	1.852,3
		NS	323,4	327,7	338,8	348,2	343,6	355,6	362,6	373,8	382,1	390,6
		T	1.884,8	1.905,7	1.949,7	2.008,4	2.038,2	2.078,1	2.118,5	2.159,7	2.204,3	2.242,9
T 35	Location et crédit bail immobiliers	S	63,3	64,1	65,5	65,0	65,6	67,9	67,6	68,7	67,8	68,1
		NS	3,7	3,5	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3	3,4	3,5
		T	67,0	67,6	68,8	68,2	68,9	71,2	71,0	72,0	71,2	71,6
T 36	Assurances	S	138,4	140,9	144,0	148,6	151,3	155,3	154,9	157,3	156,2	157,0
		NS	4,2	4,2	4,2	4,1	4,1	4,2	4,2	4,2	4,3	4,4
		T	142,7	145,1	148,2	152,7	155,4	159,5	159,1	161,5	160,5	161,4
T 37	Organismes financiers	S	416,3	420,8	425,3	433,9	439,9	444,0	445,4	445,3	446,5	443,9
		NS	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
		T	416,9	421,3	425,7	434,3	440,3	444,3	445,7	445,7	446,9	444,3
T 38	Services non marchands	S	3.634,7	3.679,3	3.746,9	3.858,2	3.932,8	3.975,3	4.187,4	4.203,7	4.221,6	4.235,6
		NS	8,2	6,8	5,7	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	6,0	6,0
		T	3.642,9	3.686,1	3.752,5	3.863,8	3.938,4	3.981,0	4.193,1	4.209,5	4.227,6	4.241,6
T 01 à T 38	**Total général**	**S**	**18.023,8**	**17.999,3**	**17.944,6**	**18.080,6**	**17.970,3**	**17.776,7**	**17.909,9**	**17.938,8**	**18.030,9**	**18.246,4**
		NS	**3.598,1**	**3.564,9**	**3.513,7**	**3.461,9**	**3.399,5**	**3.353,4**	**3.318,8**	**3.294,3**	**3.275,5**	**3.259,5**
		T	**21.621,9**	**21.564,2**	**21.458,3**	**21.542,5**	**21.369,9**	**21.130,1**	**21.228,7**	**21.233,1**	**21.306,4**	**21.505,9**

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-4 *(suite 3 et fin)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987	*p* 1988
	Regroupements particuliers	(1)										
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	S	538,4	538,6	540,5	543,1	544,9	541,1	535,7	533,8	528,3	527,1
		NS	88,8	88,1	88,1	88,8	89,9	90,8	90,3	89,5	88,7	88,0
		T	627,1	626,7	628,6	631,9	634,7	631,9	625,9	623,3	617,0	615,1
T 04 à T 06	Énergie	S	291,1	291,6	294,3	305,3	307,2	300,6	294,5	286,0	278,8	268,4
		NS	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
		T	291,6	292,1	294,7	305,7	307,6	301,0	294,9	286,5	279,2	268,8
T 07 à T 11 T13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	S	1.507,5	1.476,8	1.415,7	1.389,2	1.331,4	1.280,4	1.247,5	1.222,1	1.201,2	1.217,2
		NS	43,3	41,9	39,9	38,6	36,6	34,7	33,1	32,8	32,5	32,3
		T	1.550,7	1.518,7	1.455,6	1.427,7	1.368,0	1.315,1	1.280,6	1.254,8	1.233,7	1.249,5
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	S	1.839,9	1.807,5	1.757,4	1.746,0	1.702,9	1.646,6	1.596,1	1.544,2	1.493,7	1.486,2
		NS	34,6	34,8	34,5	34,6	34,8	33,9	32,0	31,3	31,1	30,8
		T	1.874,5	1.842,3	1.791,9	1.780,6	1.737,7	1.680,5	1.628,1	1.575,5	1.524,6	1.517,0
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	S	1.415,3	1.365,1	1.309,5	1.297,9	1.258,6	1.219,4	1.187,2	1.162,6	1.128,9	1.112,8
		NS	99,0	99,1	98,8	98,8	95,8	93,0	93,1	93,0	92,2	91,5
		T	1.514,3	1.464,2	1.408,3	1.396,8	1.354,4	1.312,4	1.280,3	1.255,4	1.221,1	1.204,3
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	S	5.592,2	5.479,6	5.317,3	5.281,5	5.145,0	4.988,1	4.861,0	4.748,7	4.630,9	4.611,7
		NS	266,1	264,4	261,8	261,2	257,4	252,8	248,9	247,0	244,8	243,0
		T	5.858,3	5.744,0	5.579,1	5.542,7	5.402,4	5.240,9	5.109,8	4.995,6	4.875,7	4.854,7
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	S	7.091,8	6.957,4	6.753,7	6.661,8	6.432,6	6.190,0	6.039,2	5.935,9	5.833,1	5.839,6
		NS	604,6	615,9	612,3	603,6	590,9	576,9	569,2	568,5	567,5	567,7
		T	7.696,4	7.573,2	7.366,0	7.265,4	7.023,5	6.766,9	6.608,3	6.504,3	6.400,6	6.407,3
T 25 à T 28	Commerces	S	1.954,0	1.974,4	1.991,1	2.013,7	2.006,3	1.976,2	1.974,4	2.005,6	2.039,0	2.084,5
		NS	577,4	572,4	562,3	562,2	552,1	545,6	546,1	550,7	555,7	560,7
		T	2.531,3	2.546,8	2.553,4	2.575,9	2.558,4	2.521,8	2.520,4	2.556,3	2.594,7	2.645,2
T 31, T 32	Transports et télécommunications	S	1.269,2	1.269,6	1.278,6	1.313,3	1.318,8	1.314,2	1.310,8	1.305,5	1.310,2	1.313,9
		NS	63,9	64,0	63,2	63,3	64,4	65,9	65,9	66,0	67,8	69,7
		T	1.333,1	1.333,6	1.341,8	1.376,6	1.383,2	1.380,1	1.376,7	1.371,5	1.378,0	1.383,6
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands	S	3.121,4	3.175,6	3.236,3	3.287,6	3.335,2	3.374,0	3.453,8	3.545,6	3.689,3	3.840,6
		NS	783,6	794,1	805,2	813,8	816,0	828,5	839,9	859,4	883,5	908,5
		T	3.905,0	3.969,7	4.041,5	4.101,4	4.151,2	4.202,5	4.293,7	4.405,1	4.572,8	4.749,1
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	S	6.962,6	7.045,3	7.140,8	7.262,1	7.317,1	7.331,6	7.406,9	7.528,0	7.709,0	7.908,0
		NS	1.433,4	1.438,6	1.438,7	1.447,1	1.440,2	1.447,8	1.459,7	1.483,9	1.515,1	1.547,2
		T	8.396,0	8.483,9	8.579,4	8.709,2	8.757,3	8.779,4	8.866,6	9.012,0	9.224,1	9.455,2
T 25 à T 38	Tertiaire	S	10.597,4	10.724,7	10.887,6	11.120,3	11.249,9	11.306,9	11.594,3	11.731,8	11.930,6	12.143,6
		NS	1.441,5	1.445,4	1.444,3	1.452,7	1.445,8	1.453,5	1.465,4	1.489,7	1.521,1	1.553,2
		T	12.038,9	12.170,0	12.332,0	12.573,0	12.695,7	12.760,4	13.059,7	13.221,5	13.451,7	13.696,8
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	S	14.054,4	14.002,7	13.894,5	13.923,8	13.749,7	13.521,6	13.446,1	13.463,9	13.542,1	13.747,6
		NS	2.038,0	2.054,5	2.051,0	2.050,7	2.031,1	2.024,7	2.028,9	2.052,3	2.082,6	2.114,9
		T	16.092,4	16.057,2	15.945,5	15.974,6	15.780,8	15.546,3	15.474,9	15.516,3	15.624,7	15.862,5

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-5

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur (NAP niveau 40)	Intitulé du secteur	1983		1984		1985		*r* 1986		*p* 1987	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	236,6	51,3	229,7	50,1	224,6	51,7	217,3	53,8	213,7	53,4
T 02	Industries de la viande et du lait	128,9	57,9	128,6	57,1	126,8	56,4	126,0	56,2	123,6	56,1
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	228,6	129,4	226,4	129,0	224,4	128,1	223,4	128,2	219,8	128,8
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	53,4	2,4	48,5	2,3	44,4	2,2	39,1	1,9	34,4	1,6
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	30,7	7,9	29,6	7,7	29,4	7,9	26,9	7,2	25,5	6,9
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	172,9	39,9	172,1	40,3	171,3	39,4	171,1	39,9	169,7	40,7
T 07	Production de minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier	139,3	13,6	130,7	12,7	124,8	12,1	115,7	11,5	104,9	10,2
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	57,4	10,0	55,3	9,6	54,2	9,3	52,6	9,1	51,0	8,6
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	136,2	25,0	127,7	23,7	122,7	22,6	118,4	22,1	116,3	22,3
T 10	Industrie du verre	51,0	12,0	47,9	11,1	46,0	11,0	44,5	10,9	43,9	10,7
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	115,8	27,2	115,2	27,1	114,5	27,6	110,6	26,9	107,2	27,4
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	96,5	81,2	95,5	80,9	95,3	81,3	94,5	81,3	92,8	80,3
T 13	Fonderie et travail des métaux	341,2	82,5	325,9	78,9	320,5	76,7	319,6	75,1	318,8	73,8
T 14	Construction mécanique	382,3	86,2	367,5	84,6	358,7	83,3	343,8	81,0	334,0	79,0
T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	314,7	165,5	313,6	162,8	313,7	158,9	313,1	154,1	308,5	150,0
T 15 B	Production de biens d'équipement ménager	42,3	34,8	40,4	33,1	38,5	31,0	37,7	31,2	36,5	29,2
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	371,4	82,1	348,1	76,3	324,8	72,4	309,4	68,1	298,7	64,6
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	193,5	30,2	190,3	29,9	185,6	29,2	177,6	28,1	165,8	27,4
T 18	Industries textiles et habillement	148,4	314,2	145,6	298,4	140,6	285,7	135,8	272,7	130,5	254,2
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	37,9	59,9	36,0	56,8	34,1	55,0	32,6	53,1	30,0	48,5
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	214,1	94,6	205,2	90,3	197,4	86,1	195,6	83,4	194,7	80,9
T 21	Industries du papier et du carton	77,2	34,7	75,0	33,5	73,3	32,4	72,5	31,6	72,7	31,3
T 22	Imprimerie, presse, édition	134,0	77,7	132,8	77,9	133,4	78,4	134,1	79,3	135,6	81,4
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	145,4	63,1	143,9	62,3	139,8	59,9	141,9	59,2	142,9	59,2
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.196,8	90,8	1.113,7	88,2	1.090,1	88,1	1.098,3	89,0	1.110,7	91,5
T 25	Commerce de gros alimentaire	182,4	78,8	178,2	78,1	173,5	76,3	171,7	76,0	171,8	76,8
T 26	Commerce de gros non alimentaire	410,8	206,5	401,3	203,9	402,8	206,0	408,7	211,4	419,2	216,7
T 27	Commerce de détail alimentaire	216,6	276,6	216,7	280,5	216,5	283,2	220,5	290,6	220,4	294,0
T 28	Commerce de détail non alimentaire	227,1	407,5	218,8	398,8	217,0	399,1	221,1	405,9	227,0	413,3
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	277,7	60,3	266,4	59,2	259,1	58,2	261,0	59,0	266,8	60,3
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	212,2	214,4	214,4	214,3	219,7	214,7	230,4	221,5	239,8	228,2
T 31	Transports	689,3	144,4	681,9	146,1	675,2	150,2	670,7	154,0	676,4	158,8
T 32	Télécommunications et postes	287,4	197,9	286,5	199,7	285,0	200,3	282,3	198,6	277,1	197,9
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	426,1	449,9	436,0	461,4	466,2	480,0	484,2	503,7	532,7	539,2
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	462,5	1.232,0	468,7	1.253,8	473,5	1.282,4	477,0	1.308,9	486,2	1.336,0
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	32,7	32,9	33,3	34,5	32,9	34,7	33,3	35,4	32,6	35,2
T 36	Assurances	64,0	87,3	66,2	89,2	65,8	89,1	66,7	90,6	65,9	90,3
T 37	Organismes financiers	222,4	217,5	223,8	220,1	224,6	220,8	224,5	220,8	224,3	222,2
T 38	Services non marchands	1.771,8	2.161,0	1.784,7	2.190,6	1.877,0	2.310,4	1.866,5	2.337,2	1.865,0	2.356,7
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**10.529,5**	**7.440,9**	**10.322,2**	**7.454,7**	**10.318,0**	**7.591,9**	**10.270,6**	**7.668,2**	**10.287,3**	**7.743,6**
	Regroupements particuliers :										
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	357,5	187,4	355,0	186,1	351,2	184,5	349,4	184,4	343,3	184,9
T 04 à T 06	Énergie	257,1	50,2	250,2	50,3	245,1	49,4	237,1	49,0	229,7	49,1
T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	1.063,4	268,0	1.021,6	258,9	995,9	251,7	975,7	246,3	957,8	243,5
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	1.304,2	398,7	1.260,0	386,6	1.221,3	374,8	1.181,7	362,5	1.143,4	350,1
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	631,0	627,6	615,1	604,4	600,8	586,5	592,6	569,8	583,6	545,3
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	3.613,2	1.531,8	3.501,9	1.486,3	3.414,3	1.446,9	3.336,5	1.412,0	3.257,9	1.373,0
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	4.810,0	1.622,6	4.615,6	1.574,5	4.504,4	1.534,9	4.434,8	1.501,0	4.368,6	1.464,5
T 25 à T 28	Commerces	1.036,9	969,4	1.015,0	961,3	1.009,8	964,5	1.021,9	983,7	1.038,3	1.000,8
T 31, T 32	Transports et télécommunications	976,6	342,2	968,5	345,8	960,2	350,5	952,9	352,6	953,5	356,7
T 29, T 30, T 33 T 34	Services marchands	1.378,5	1.956,7	1.385,5	1.988,6	1.418,5	2.035,3	1.452,6	2.093,1	1.525,5	2.163,8
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	3.711,2	3.605,9	3.692,2	3.639,5	3.712,0	3.694,9	3.751,9	3.776,2	3.840,0	3.868,9
T 25 à T 38	Tertiaire	5.483,0	5.766,9	5.476,9	5.830,1	5.589,0	6.005,3	5.618,4	6.113,4	5.705,0	6.225,6
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	8.521,2	5.228,5	8.307,8	5,214,0	8.216,4	5.229,8	8.186,8	5.277,2	8.208,6	5.333,5
T 01 à T 38	Ensemble des activités	10.529,5	7.440,9	10.322,2	7.454,7	10.318,0	7.591,9	10.270,6	7.668,2	10.287,3	7.743,6

N.B. — La cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale près en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordinateur.

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

(Ensemble, industrie, bâtiment, génie civil et agricole, tertiaire)
Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* %

Taille de l'établissement	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987
Ensemble										
1 à 9 salariés	19,6	20,2	20,8	21,4	21,6	22,3	22,9	23,2	23,7	24,1
10 à 49 salariés	25,3	25,7	26,1	26,4	26,5	26,9	27,0	27,3	27,8	28,1
50 à 199 salariés	22,0	22,1	21,9	22,0	22,0	21,8	21,7	21,9	22,0	22,3
200 à 499 salariés	13,2	13,1	13,0	12,9	12,8	12,5	12,3	12,1	11,9	11,7
500 salariés et plus	19,9	18,9	18,2	17,3	17,1	16,5	16,1	15,5	14,6	13,8
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13.246**	**13.351**	**13.321**	**13.197**	**13.193**	**13.000**	**12.778**	**12.701**	**12.705**	**12.832**
dont :										
Industrie (1)										
1 à 9 salariés	6,8	7,1	7,4	7,8	7,9	8,3	8,8	9,2	9,6	10,0
10 à 49 salariés	17,1	17,6	17,9	18,3	18,5	18,9	19,2	20,0	20,6	21,4
50 à 199 salariés	22,7	22,9	22,8	23,0	23,2	23,4	23,3	23,6	24,1	24,5
200 à 499 salariés	18,4	18,5	18,7	18,7	18,5	18,2	18,1	18,2	18,0	17,8
500 salariés et plus	35,0	33,9	33,2	32,2	31,9	31,2	30,6	29,0	27,7	26,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	5.410	5.356	5.234	5.065	5.016	4.871	4.717	4.580	4.399	4.287
Bâtiment, génie civil et agricole										
1 à 9 salariés	25,9	26,7	27,3	28,1	28,8	30,4	31,6	31,5	31,5	31,8
10 à 49 salariés	32,7	33,2	33,3	33,5	33,7	34,5	34,8	35,0	35,3	35,8
50 à 199 salariés	24,1	23,6	23,2	22,8	22,9	22,0	21,4	20,9	21,0	20,8
200 à 499 salariés	10,6	10,3	9,8	9,7	9,0	8,6	7,4	7,5	7,3	7,3
500 salariés et plus	6,7	6,2	6,4	5,9	5,6	4,5	4,8	5,1	4,9	4,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	1.574	1.564	1.544	1.498	1.438	1.343	1.251	1.226	1.230	1.244
Tertiaire										
1 à 9 salariés	28,9	29,3	29,7	30,0	30,0	30,7	31,0	31,1	31,2	31,2
10 à 49 salariés	30,5	30,6	30,9	30,9	31,0	31,2	31,0	30,9	31,1	31,0
50 à 199 salariés	21,1	21,3	21,1	21,2	20,9	20,7	20,6	20,9	20,9	21,3
200 à 499 salariés	9,4	9,4	9,2	9,3	9,4	9,2	9,2	9,0	8,9	8,8
500 salariés et plus	10,1	9,4	9,1	8,6	8,7	8,2	8,2	8,1	7,9	7,7
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	6.219	6.400	6.504	6.592	6.700	6.766	6.791	6.878	7.002	7.227

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-7

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des organismes privés d'action centrale au 31 décembre 1986 (résultats provisoires), par statut

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organisme et zone de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
		dont militaires		dont ouvriers d'État	dont militaires (4)		dont temps partiel	
							Mi-temps ou plus	Moins de mi-temps
1. *État :*								
11. Ministères civils :								
Métropole	1.888.805	887	235.260	15.808	40	2.124.065	191.141	53.808
dont PTT (1)	444.880	—	56.367	412	—	501.247	40.264	28.920
DOM-TOM	50.778	824	6.288	264	133	57.066	2.013	580
Étranger	15.533	1.171	13.554	—	2.760	29.087	271	297
Ensemble	**1.955.116**	**2.882**	**255.102**	**16.072**	**2.933**	**2.210.218**	**193.425**	**54.685**
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger)	311.973	274.531	136.027	93.835	30.025	448.000	6.362	—
Total État :								
Métropole	2.173.434	249.540	355.629	102.699	23.050	2.529.063	197.493	53.808
DOM-TOM	58.618	7.995	10.545	2.067	2.173	69.163	2.023	580
Étranger	35.037	19.878	24.955	5.141	7.735	59.992	271	297
Ensemble	**2.267.089**	**277.413**	**391.129**	**109.907**	**32.958**	**2.658.218**	**199.787**	**54.685**
2. *Établissements publics nationaux* (2) :								
Métropole	68.107	77	114.369	2.441	—	182.476	15.478	15.221
Métropole, DOM-TOM, étranger	70.281	88	119.612	2.443	204	189.893	15.751	15.413
3. *Organismes privés d'action centrale :*								
31. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	904	///	118.787	///	///	119.691	23.953	3.680
Métropole, DOM-TOM	925	///	122.350	///	///	123.275	24.236	3.713
32. Enseignement privé sous contrat :								
Autres personnels	...	///	...	///	///	54.748		27.000
33. Autres organismes	...	///	...	///	///	35.000		11.000
Total :								
Métropole	...	///	...	///	///	207.500		65.500
Métropole, DOM-TOM	...	///	...	///	///	213.000		66.000
4. *Entreprises publiques nationales, à statut d'établissement public* (3) :								
Métropole	...	...	...	...	...	501.900		9.500
Métropole, DOM-TOM, étranger	...	...	...	...	...	506.400		9.500

(1) Classé avec les grandes entreprises nationales en comptabilité nationale. — (2) Non compris les établissements classés dans la rubrique 3. — (3) SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, TDF, INA et huit établissements divers; les autres établissements publics nationaux industriels et commerciaux sont inclus dans la rubrique 2. — (4) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.

TABLEAU C.01-8

Effectifs des agents de l'État par statut, sexe et durée de travail

(Hors défense, y compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Unité : Agent

Statut / Durée de travail	Hommes			Femmes			Ensemble		
	1984	1985	1986	1984	1985	1986	1984	1985	1986
Titulaires	**953.224**	**959.559**	**962.181**	**962.823**	**979.504**	**992.935**	**1.916.047**	**1.939.063**	**1.955.116**
Temps complet	945.454	950.238	951.679	847.802	850.343	855.706	1.793.256	1.800.581	1.807.385
Temps partiel	7.770	9.321	10.502	115.021	129.161	137.229	122.791	138.482	147.731
soit : 50 %	*4.816*	*5.754*	*6.535*	*49.647*	*50.972*	*51.671*	*54.463*	*56.726*	*58.206*
60 %	*513*	*552*	*545*	*8.316*	*9.161*	*9.871*	*8.829*	*9.713*	*10.416*
70 %	*376*	*427*	*426*	*6.068*	*7.060*	*7.574*	*6.444*	*7.487*	*8.000*
80 %	*1.616*	*2.067*	*2.467*	*43.432*	*52.178*	*58.545*	*45.048*	*54.245*	*61.012*
90 %	*449*	*521*	*529*	*7.558*	*9.790*	*9.568*	*8.007*	*10.311*	*10.097*
Temps partiel converti en équivalent temps complet	4.675	5.629	4.605	75.606	86.477	90.172	80.281	92.106	94.777
Autres personnels	**133.703**	**126.390**	**117.385**	**161.385**	**150.894**	**137.717**	**295.088**	**277.284**	**255.102**
Temps complet	100.554	92.244	84.320	92.576	80.217	70.403	193.130	172.461	154.723
Temps partiel	33.149	34.146	33.065	68.809	70.677	67.314	101.958	104.823	100.379
soit : 50 %	*7.202*	*7.475*	*8.177*	*14.883*	*14.195*	*15.911*	*22.085*	*21.670*	*24.088*
60 %	*448*	*415*	*840*	*1.452*	*1.383*	*2.933*	*1.900*	*1.798*	*3.773*
70 %	*308*	*311*	*790*	*774*	*797*	*1.930*	*1.082*	*1.108*	*2.720*
80 %	*474*	*458*	*774*	*2.691*	*2.946*	*3.365*	*3.165*	*3.404*	*4.139*
90 %	*140*	*180*	*255*	*649*	*820*	*642*	*789*	*1.000*	*897*
Autres agents employés à mi-temps ou plus (1)	*5.903*	*5.411*	*3.715*	*14.674*	*12.936*	*6.362*	*20.577*	*18.347*	*10.077*
Agents à moins de mi-temps	*18.674*	*19.896*	*18.514*	*33.686*	*37.600*	*36.171*	*52.360*	*57.496*	*54.685*
Temps partiel converti en équivalent temps complet	14.323	14.487	13.636	31.968	31.914	28.712	46.291	46.401	42.348

(1) Personnels horaires ou vacataires ou à quotité de service inconnue.

TABLEAU C.01-9

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut
Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* Agent

Ministères	Titulaires et militaires de carrière					Autres personnels					Ensemble				
	1980	1982	1984	1986	*p* 1988	1980	1982	1984	1986	*p* 1988	1980	1982	1984	1986	*p* 1988
Éducation nationale	771.628	807.863	851.076	870.521	865.881	111.336	118.404	92.218	79.950	88.658	882.964	926.267	943.294	950.471	954.539
Universités	44.937	60.611	64.522	74.517	81.189	26.295	28.221	25.788	17.116	9.576	71.232	88.832	90.310	91.633	90.765
Jeunesse, Sports et Loisirs	27.004	4.940	4.477	5.507	6.102	3.901	3.205	2.596	2.562	1.000	30.905	8.145	7.073	8.069	7.102
Ensemble	**843.569**	**873.414**	**920.075**	**950.545**	**953.172**	**141.532**	**149.830**	**120.602**	**99.628**	**99.234**	**985.101**	**1.023.244**	**1.040.677**	**1.050.173**	**1.052.406**
dont :															
Enseignements 1er degré	*298.165*	*304.079*	*315.862*	*318.014*	...	*6.307*	*5.705*	*1.298*	*593*	...	*304.472*	*309.784*	*317.160*	*318.607*	...
Enseignements 2e degré	*391.880*	*402.887*	*435.661*	*453.685*	...	*92.627*	*99.595*	*79.785*	*70.828*	...	*484.507*	*502.482*	*515.446*	*524.513*	...
Enseignements supérieurs	*54.685*	*56.456*	*60.423*	*70.239*	...	*27.037*	*27.583*	*25.175*	*16.581*	...	*81.722*	*84.039*	*85.598*	*86.820*	...
Postes et Télécommunications	415.977	440.176	447.858	451.020	439.651	34.432	38.160	38.986	28.129	32.681	450.409	478.336	486.844	479.149	472.332
dont :															
Postes	*261.228*	*277.299*	*279.344*	*283.894*	...	*27.572*	*30.588*	*31.736*	*22.497*	...	*288.800*	*307.887*	*311.080*	*306.391*	...
Télécommunications	*150.228*	*157.782*	*163.089*	*162.110*	...	*6.353*	*6.945*	*6.762*	*5.012*	...	*156.581*	*164.727*	*169.851*	*167.122*	...
Économie, Finances et Budget	169.373	176.694	190.670	190.181	184.838	22.039	18.798	12.365	11.861	12.805	191.412	195.492	203.035	202.042	197.643
dont :															
Services extérieurs Impôts	*78.820*	*82.891*	*88.135*	*60.963*	...	*9.587*	*7.534*	*5.020*	*1.340*	...	*88.047*	*90.425*	*93.155*	*62.303*	...
Services extérieurs Trésor	*53.785*	*55.540*	*60.907*	*87.177*	...	*5.975*	*4.918*	*1.009*	*4.295*	...	*59.760*	*60.458*	*61.916*	*91.472*	...
Services extérieurs Douanes	*19.102*	*20.074*	*21.406*	*21.157*	...	*304*	*249*	*145*	*136*	...	*19.406*	*20.323*	*21.551*	*21.293*	...
INSEE	*6.829*	*6.975*	*7.148*	*7.177*	...	*769*	*766*	*592*	*575*	...	*7.598*	*7.741*	*7.740*	*7.752*	...
Intérieur et DOM-TOM	134.051	141.235	145.897	147 084	149.528	4.501	4.140	4.147	4.249	4.326	138.552	145.375	150.044	151.333	153.854
dont :															
Police nationale	*109.271*	*117.002*	*119.942*	*120.778*	...	*2.932*	*2.415*	*2.320*	*2.204*	...	*112.203*	*119.417*	*122.262*	*122.982*	...
Services des préfectures	*18.562*	*17.654*	*19.028*	*19.249*	...	*579*	*718*	*262*	*850*	...	*19.141*	*18.372*	*19.290*	*20.099*	...
DOM-TOM	*1.579*	*1.516*	*1.692*	*1.726*	...	*498*	*424*	*607*	*616*	...	*2.077*	*1.940*	*2.299*	*2.360*	...
Équipement Transports	81.609	84.150	85.710	87.084	87.332	28.410	27.910	26.548	23.675 (1)	35.232	110.019	112.060	112.258	110.759 (1)	122.564
soit :															
Équipement	*69.980*	*71.550*	*72.760*	*75.160*	*75.571*	*25.052*	*24.539*	*23.351*	*21.099* (1)	*32.730*	*95.032*	*96.089*	*96.111*	*96.259* (1)	*108.301*
Transports, Mer	*11.629*	*12.600*	*12.950*	*11.924*	*11.761*	*3.358*	*3.371*	*3.197*	*2.576*	*2.502*	*14.987*	*15.971*	*16.147*	*14.500*	*14.263*
Justice	37.743	42.423	45.117	46.776	47.790	3.165	2.796	1.559	1.165	1.452	40.908	45.219	46.676	47.941	49.242
dont :															
Services judiciaires	*18.942*	*20.215*	*21.896*	*22.371*	...	*1.218*	*1.354*	*500*	*358*	...	*20.160*	*21.659*	*22.396*	*22.729*	...
Services pénitentiaires	*10.884*	*13.515*	*15.198*	*16.120*	...	*396*	*435*	*332*	*289*	...	*11.280*	*13.950*	*15.530*	*16.409*	...
Éducation surveillée	*5.926*	*6.106*	*5.315*	*5.442*	...	*1.002*	*480*	*320*	*179*	...	*6.928*	*6.586*	*5.635*	*5.621*	...
Agriculture	18.517	20.087	19.784	23.477	24.683	13.040	12.609	11.490	8.395	7.358	31.557	32.696	31.274	31.872	32.041
dont :															
Services extérieurs	*10.593*	*10.955*	*10.308*	*11.318*	...	*7.690*	*7.812*	*6.712*	*5.264*	...	*18.283*	*18.767*	*17.020*	*16.582*	...
Enseignement agricole	*6.616*	*7.824*	*8.250*	*10.756*	...	*4.611*	*4.031*	*4.073*	*2.633*	...	*11.227*	*11.855*	*12.323*	*13.389*	...
Santé et Travail	22.239	24.269	24.882	22.398	21.829	3.675	3.919	3.544	2.751	3.487	25.914	28.188	28.426	25.149	25.316
dont :															
Services extérieurs Santé	*13.274*	*14.319*	*14.463*	*11.564*	...	*1.859*	*2.223*	*2.092*	*1.644*	...	*15.133*	*16.542*	*16.555*	*13.208*	...
Services extérieurs Travail	*6.561*	*7.356*	*7.804*	*8.243*	...	*1.242*	*1.127*	*940*	*693*	...	*7.803*	*8.483*	*8.744*	*8.936*	...
Relations extérieures	19.310	19.149	17.501	16.376	15.913	16.064	15.512	14.310	11.960	10.567	35.374	34.661	31.811	28.336	26.480
soit :															
Affaires étrangères	*11.849*	*11.988*	*12.303*	*11.712*	*10.613*	*10.329*	*10.185*	*9.437*	*7.913*	*6.775*	*22.178*	*22.173*	*21.740*	*19.625*	*17.388*
Coopération	*7.461*	*7.161*	*5.198*	*4.664*	*5.300*	*5.735*	*5.327*	*4.873*	*4.047*	*3.792*	*13.196*	*12.488*	*10.071*	*8.711*	*9.092*
Culture	5.888	8.015	8.814	9.554	9.657	2.331	2.914	2.461	2.457	2.605	8.219	10.929	11.275	12.011	12.262
Industrie, Commerce	3.721	3.993	4.417	4.973	5.055	1.865	3.501	3.491	3.232	3.546	5.586	7.494	7.908	8.205	8.601
Anciens combattants	4.580	4.575	4.432	4.174	3.908	800	706	521	516	515	5.380	5.281	4.953	4.690	4.423
Services du Premier ministre	780	851	890	1.419	1.268	3.890	2.238	2.704	2.399	1.579	4.670	3.089	3.594	3.818	2.847
Ensemble ministères civils	**1.757.357**	**1.839.031**	**1.916.047**	**1.955.116**	**1.944.624**	**275.744**	**283.033**	**242.728**	**200.417**	**215.387**	**2.033.101**	**2.122.064**	**2.158.775**	**2.155.533**	**2.160.011**
Défense	304.494	311.040	309.007	311.973	...	149.392	145.678	143.352	136.027	...	453.886	456.718	452.359	448.000	...
Tous ministères	**2.061.851**	**2.150.071**	**2.225.054**	**2.267.089**	...	**425.136**	**428.711**	**386.080**	**336.444**	...	**2.486.987**	**2.578.782**	**2.611.134**	**2.603.533**	...

(1) Y compris 13.900 agents transférés des départements à l'État.

TABLEAU C.01-10

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire (A, B, C-D) et sexe

(Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* Agent

	Les deux sexes				Hommes				Femmes			
	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982	1984
Tous agents	2.467.302	2.486.987	2.578.782	2.611.134	1.422.500	1.426.171	1.458.163	1.457.557	1.044.802	1.060.816	1.120.619	1.153.577
dont : A	560.204	591.289	614.323	637.180	343.328	361.572	369.796	378.481	216.876	229.717	244.527	258.699
B	898.770	884.090	913.137	919.839	488.680	476.688	486.905	488.885	410.090	407.402	426.232	430.954
C et D	1.003.347	1.004.666	1.048.528	1.045.824	590.378	584.837	600.139	584.330	412.969	419.829	448.389	461.494
dont : personnels enseignants (1)	817.368	814.137	841.759	852.099	339.979	338.291	346.937	350.774	477.659	475.846	494.822	501.325
soit : A	387.702	404.337	419.108	437.317	195.817	206.796	212.414	220.794	189.885	197.541	206.694	216.523
B	431.842	409.788	422.644	414.774	144.097	131.485	134.517	129.974	287.745	278.303	288.127	284.800
C et D	94	12	7	8	65	10	6	6	29	2	1	2
dont : personnels non enseignants	1.649.664	1.672.850	1.737.023	1.759.035	1.082.521	1.087.880	1.111.226	1.106.783	567.143	584.970	625.797	652.252
dont : A	174.502	186.952	195.215	199.863	147.511	154.776	157.382	157.687	26.991	32.176	37.833	42.176
B	466.928	474.302	490.493	505.065	344.583	345.203	352.388	358.911	122.345	129.099	138.105	146.154
C et D	1.003.253	1.004.654	1.048.521	1.045.816	590.313	584.827	600.133	584.324	412.940	419.827	448.388	461.492
dont : titulaires civils	1.729.924	1.785.800	1.869.377	1.947.131	896.679	911.794	942.078	963.752	833.245	874.006	927.299	983.379
dont : A	462.257	480.425	497.587	536.536	262.996	280.297	286.632	301.933	192.261	200.128	210.955	234.603
B	568.856	582.182	607.711	625.989	230.549	232.089	241.402	247.372	338.306	350.093	366.309	378.617
C et D	698.503	723.193	764.079	784.576	395.833	399.408	414.044	414.429	302.670	323.785	350.035	370.147
dont : militaires	308.238	314.241	316.485	312.829	294.444	297.896	300.145	295.611	13.794	16.345	16.340	17.218
soit : officiers	45.829	47.086	46.600	45.361	45.040	46.200	45.687	44.363	789	886	913	998
sous-officiers	205.543	204.607	207.228	208.152	194.104	193.316	194.755	195.580	11.439	11.291	12.473	12.572
hommes du rang	56.866	62.548	62.657	59.316	55.900	58.380	59.703	55.668	1.566	4.168	2.954	3.648

NB. : Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(1) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-11

Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* %

	% de femmes parmi les effectifs totaux				% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins				% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel			
Statuts :	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982	1984
Titulaires civils	48,2	48,9	49,6	50,5	4,7	4,8	7,6	11,9	95,0	96,4	94,9	93,5
Non-titulaires civils (1)	46,1	44,1	45,0	43,6	19,6	19,1	20,5	23,5	72,4	69,0	71,3	71,2
Tous personnels civils	**47,8**	**48,1**	**48,8**	**49,4**	**7,6**	**7,1**	**9,6**	**13,5**	**82,3**	**82,1**	**85,3**	**87,1**
Militaires	4,3	5,1	5,2	5,5	—	—	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**42,2**	**42,5**	**43,4**	**44,2**	**7,5**	**7,0**	**9,5**	**13,3**	**82,3**	**82,1**	**85,3**	**87,1**
Catégories statutaires (civils) :												
A	42,0	42,0	42,9	43,5	●	9,3	10,6	13,3	●	79,8	84,1	83,5
B	57,5	58,3	58,6	58,8	●	5,0	7,0	10,6	●	77,5	80,0	83,4
C et D	43,5	44,1	45,2	46,4	●	7,4	11,4	16,1	●	87,6	89,6	91,5
Ministères (regroupés) :												
Éducation, universités, jeunesse et sports	60,8	61,0	61,3	61,3	7,3	7,0	8,2	10,8	83,0	81,6	83,4	84,4
PTT	37,5	37,5	39,2	40,1	9,1	7,6	12,6	17,1	81,7	85,0	88,1	89,2
Économie et budget	57,3	58,2	59,2	60,1	9,1	9,8	16,1	23,0	84,1	89,6	94,0	94,5
Intérieur	15,8	16,3	17,1	18,2	7,0	3,6	5,5	11,4	85,5	93,5	74,5	91,2
Équipement et transports	20,6	21,4	22,0	22,7	6,9	8,8	11,8	20,2	74,6	78,0	81,3	80,3
Justice	44,7	47,4	48,8	51,7	5,7	4,5	5,5	11,3	80,0	85,6	88,4	93,3
Agriculture	38,6	39,8	40,8	42,0	6,8	7,2	9,6	16,8	59,5	53,6	59,2	70,7
Santé et travail	75,3	75,8	76,5	76,8	13,4	7,7	12,2	19,3	75,9	92,1	94,6	95,3
Culture	43,1	46,5	50,1	51,0	12,5	8,7	9,2	14,9	63,7	74,0	72,5	79,3
Ensemble des ministères civils	**49,0**	**49,3**	**50,0**	**50,5**	**7,9**	**7,3**	**9,9**	**13,8**	**81,8**	**82,1**	**85,3**	**87,1**
Défense	12,0	12,7	13,0	13,9	1,6	1,5	2,6	5,2	75,9	79,4	85,4	87,2

(1) Y compris ouvriers d'État.

TABLEAU C.01-12

Effectifs des agents des collectivités territoriales (hors T.U.C.*) au 31 décembre

Sources : INSEE — *Unité :* Agent

Organismes	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Total	Titulaires	Non titulaires	Total	
Collectivités territoriales							
Métropole et départements d'outre-mer							
1. Organismes régionaux et départementaux :							
Régions	1.611	1.923	3.534	83	154	237	3.771
Départements	78.418	53.522	131.940	13.919	7.398	21.317	153.257
dont : Assistantes maternelles à domicile	—	40.011	40.011	—	995	995	41.006
Préfecture de police de Paris (1)	4.297	518	4.815	206	44	250	5.065
Services départementaux d'incendie et de secours (2)	12.186	946	13.132	90	33	123	13.255
Autres établissements publics départementaux	6.401	1.068	7.469	483	464	947	8.416
Ensemble au 31 décembre 1987	**102.913**	**57.977**	**160.890**	**14.781**	**8.093**	**22.874**	**183.764**
soit : Hommes	38.294	8.341	46.635	388	1.474	1.862	48.497
Femmes	64.619	49.636	114.255	14.393	6.619	21.012	135.267
dont : Métropole, les deux sexes	97.498	54.794	152.292	14.718	7.823	22.541	174.833
2. Organismes communaux et intercommunaux :							
Communes	502.789	85.376	588.165	67.234	101.641	168.875	757.040
Bureaux d'aide sociale et caisses des écoles	27.772	10.403	38.175	4.855	25.033	29.858	68.033
Communautés urbaines et districts	25.297	1.473	26.770	1.173	915	2.088	28.858
Syndicats de communes à vocation multiple	8.313	1.315	9.628	1.301	3.415	4.716	14.344
Syndicats de communes à vocation simple	12.002	3.063	15.065	4.043	4.583	8.626	23.691
Autres établissements publics locaux	701	184	885	86	47	133	1.018
Ensemble au 31 décembre 1987	**576.874**	**101.814**	**678.688**	**78.692**	**135.604**	**214.296**	**892.984**
soit : Hommes	327.022	44.401	371.423	10.839	21.905	32.744	404.167
Femmes	249.852	57.413	307.265	67.853	113.699	181.552	488.817
dont : Métropole, les deux sexes	571.055	83.397	654.452	78.379	124.772	203.151	857.603
3. Organismes divers :							
Chambres d'agriculture, de commerce et de métiers (3)	26.109	4.588	30.697	1.946	6.518	8.464	39.161
Établissements publics nationaux (4)	98	1.067	1.165	—	131	131	1.296
Associations syndicales autorisées	427	182	609	483	500	983	1.592
Organes privés d'action locale	8.600	4.641	13.241	3.442	5.279	8.721	21.962
Offices publics d'HLM	18.595	9.081	27.676	1.258	2.813	4.071	31.747
Caisses de crédit municipal	845	371	1.216	42	10	52	1.268
Ensemble au 31 décembre 1987 (1 + 2 + 3)	**734.461**	**179.721**	**914.182**	**100.644**	**158.948**	**259.592**	**1.173.774**
soit : Hommes	397.027	64.027	461.054	12.625	28.662	41.287	502.341
Femmes	337.434	115.694	453.128	88.019	130.286	218.305	671.433
dont : Métropole, les deux sexes	721.269	157.358	878.627	100.106	147.578	247.684	1.126.311
Ensemble au 31 décembre 1986 (1 + 2 + 3) *r*	**731.065**	**200.165**	**931.230**	**91.739**	**162.639**	**254.378**	**1.185.608**
soit : Hommes *r*	396.158	77.221	473.379	12.040	27.315	39.355	512.734
Femmes *r*	334.907	122.944	457.851	79.699	135.324	215.023	672.874
dont : Métropole, les deux sexes *r*	717.794	176.421	894.215	90.834	150.524	241.358	1.135.573

* Travaux d'utilité collective.

(1) Uniquement budget spécial de la ville de Paris. — (2) Y compris sapeurs-pompiers de Paris (5.920) et marins-pompiers de Marseille (1.249). — (3) Situation au 31 décembre 1985 : sont classés en titulaires les personnels sous statut des services administratifs et les personnels sous convention collective des services « industriels et commerciaux » ou d'« enseignement-formation ». — (4) Situation au 31 décembre 1985 : uniquement agences financières de bassins (970), centres régionaux de la propriété forestière (276) et syndicat des transports parisiens (50).

TABLEAU C.01-13

Effectifs des personnels régionaux et départementaux, communaux et intercommunaux

Source : INSEE

	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Total	Titulaires	Non titulaires	Total	
A. **Effectifs des personnels régionaux et départementaux en 1986 et 1987** (1)							
1. *France métropolitaine*							
31 décembre 1986 :							
Les deux sexes *r*	96.081	70.905	166.986	13.417	9.299	22.716	189.702
Hommes *r*	33.868	17.005	50.873	403	1.313	1.716	52.589
Femmes *r*	62.213	53.900	116.113	13.014	7.986	21.000	137.113
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes	97.498	54.794	152.292	14.718	7.823	22.541	174.833
Hommes	35.673	7.401	43.074	384	1.438	1.822	44.896
Femmes	61.825	47.393	109.218	14.334	6.385	20.719	129.937
2. *Départements d'outre-mer*							
31 décembre 1986 :							
Les deux sexes	*r*5.280	*r*3.195	8.475	69	*r*160	*r*229	*r*8.704
Hommes	*r*2.488	*r*1.071	3.559	1	*r*15	*r*16	*r*3.575
Femmes	2.792	2.124	4.916	68	*r*145	*r*213	*r*5.129
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes	5.415	3.183	8.598	63	270	333	8.931
Hommes	2.621	940	3.561	4	36	40	3.601
Femmes	2.794	2.243	5.037	59	234	293	5.330
B. **Effectifs des personnels communaux et intercommunaux en 1986 et 1987** (2)							
1. *France métropolitaine*							
31 décembre 1986 :							
Les deux sexes	569.258	84.931	654.189	71.174	126.889	198.063	852.252
Hommes	324.285	36.410	360.695	10.022	19.900	29.922	390.617
Femmes	244.973	48.521	293.494	61.152	106.989	168.141	461.635
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes	571.055	83.397	654.452	78.379	124.772	203.151	857.603
Hommes	323.673	34.723	358.396	10.679	20.018	30.697	389.093
Femmes	247.382	48.674	296.056	67.700	104.754	172.454	468.510
2. *Départements d'outre-mer*							
31 décembre 1986 :							
Les deux sexes	5.272	*r*19.104	*r*24.376	238	*r*10.738	*r*10.976	*r*35.352
Hommes	3.040	10.320	13.360	40	1.314	1.354	14.714
Femmes	2.232	*r*8.784	*r*11.016	198	*r*9.424	*r*9.622	*r*20.638
31 décembre 1987 :							
Les deux sexes	5.819	18.417	24.236	313	10.832	11.145	35.381
Hommes	3.349	9.678	13.027	160	1.887	2.047	15.074
Femmes	2.470	8.739	11.209	153	8.945	9.098	20.307

(1) Personnels des régions, départements, services d'incendie, préfecture de police de Paris, établissements publics départementaux. — (2) Personnels des communes, communautés urbaines, districts, syndicats de communes, centres communaux d'action sociale, caisses des écoles, établissements publics locaux.

TABLEAU C.01-14

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987
Nombre d'établissements	2.742	2.993	3.373	3.664	3.585	2.883	2.710	2.590	2.671	2.990	3.250
Effectifs salariés (1) [en milliers] :											
Ensemble	154,4	178,3	203,3	196,8	176,7	123,2	105,6	101,4	129,2	130,7	176,2
Hommes	110,4	127,9	149,2	140,8	124,1	82,6	67,4	66,5	88,5	89,5	125,7
Femmes	44,0	50,4	54,1	56,0	52,6	40,6	38,2	34,9	40,7	41,2	50,5

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU C.01-15

Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1er trimestre	422.265	574.836	519.417	507.432	542.667	492.372	611.764	716.302	834.835	1.098.643
2e trimestre	513.169	608.145	537.264	506.085	538.511	565.679	699.426	866.697	1.007.938	1.326.644
3e trimestre	617.733	668.500	634.104	560.450	580.092	631.706	788.505	930.156	1.132.035	1.441.950
4e trimestre	519.835	522.745	498.486	472.971	478.459	531.147	676.778	801.645	1.028.613	1.400.439
Contrats conclus sur l'ensemble de l'année	**2.073.002**	**2.374.226**	**2.189.271**	**2.046.938**	**2.139.729**	**2.220.904**	**2.776.473**	**3.314.800**	**4.003.421**	**5.267.676**
Équivalent en Personnes-Années-Travail (1)	205.176	237.782	198.098	142.157	113.425	101.998	123.585	142.905	183.565	...

(1) Obtenu en divisant le nombre de « semaines-travail » par 45, nombre moyen de semaines de travail permanent effectif dans l'année.

TABLEAU C.01-16

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et âge	Mars 1986			Mars 1987			Mars 1988		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Moins de 25 ans	34.115	102.487	1.248.909	27.353	133.374	1.235.020	39798	129.742	1.137.822
25 à 39 ans	36.444	66.193	4.860.623	40.120	96.544	4.823.965	52.562	118.728	4.818.557
40 ans et plus	19.260	28.515	4.084.602	17.923	29.264	4.124.007	21.632	38.406	4.216.839
Total	**89.819**	**197.195**	**10.194.134**	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**286.876**	**10.173.218**
Femmes :									
Moins de 25 ans	13.807	85.764	1.139.029	11.617	108.612	1.102.766	18.085	108.157	1.045.305
25 à 39 ans	18.219	72.588	3.741.501	16.988	78.701	3.655.047	26.795	105.344	3.735.802
40 ans et plus	6.606	33.798	2.889.851	8.480	31.546	2.977.254	5.133	37.511	3.083.905
Total	**38.632**	**192.150**	**7.770.381**	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**

TABLEAU C.01-17

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et catégorie socioprofessionnelle	Mars 1986			Mars 1987			Mars 1988		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	11.933	38.930	3.798.564	9.167	50.058	3.787.384	12.658	69.716	3.848.195
Employés	6.030	28.282	1.406.524	6.372	34.155	1.425.228	6.453	33.287	1.433.983
Ouvriers	71.856	129.983	4.989.046	69.857	174.969	4.970.380	94.881	183.873	4.891.040
Total	**89.819**	**197.195**	**10.194.134**	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**286.876**	**10.173.218**
Femmes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	7.614	30.814	2.207.641	5.326	38.655	2.253.829	4.959	52.680	2.326.527
Employés	16.783	102.790	4.309.843	22.763	120.692	4.283.983	24.385	131.942	4.380.925
Ouvriers	14.235	58.546	1.252.897	8.996	59.512	1.197.255	20.669	66.390	1.157.560
Total	**38.632**	**192.150**	**7.770.381**	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**

TABLEAU C.01-18

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et grand secteur d'activité économique

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et secteur d'activité économique	Mars 1986			Mars 1987			Mars 1988		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Industrie	37.528	67.059	3.428.781	37.617	89.036	3.320.292	51.363	98.275	3.217.919
Bâtiment, travaux publics	16.120	27.511	1.113.684	13.026	40.276	1.144.228	20.473	42.910	1.149.872
Tertiaire	35.530	94.117	5.418.983	33.853	119.219	5.491.291	40.203	134.575	5.554.860
Total (1)	**89.819**	**197.195**	**10.194.134**	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**286.876**	**10.173.218**
Femmes :									
Industrie	16.419	47.864	1.463.360	13.195	50.184	1.368.979	21.457	61.816	1.349.301
Bâtiment, travaux publics	966	1.389	96.787	1.310	3.779	96.011	1.702	4.137	103.288
Tertiaire	21.247	133.881	6.126.127	22.580	154.462	6.185.634	26.631	176.639	6.330.214
Total (1)	**38.632**	**192.150**	**7.770.381**	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**

(1) Y compris agriculture et activité indéterminée.

TABLEAU C.01-19

Importance du recours au travail temporaire

Sources : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (SES); Enquête sur l'emploi de l'INSEE

	1985			1986			1987		
	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)	Taux (en °/₀₀) d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines travail correspondantes (en milliers)	Taux (en °/₀₀) d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)	Taux (en °/₀₀) d'utilisation de l'intérim
Ensemble	**2.904,5**	**5.561,3**	**9,6**	**3.435,9**	**6.430,7**	**11,1**	**4.150,5**	**8.260,4**	**14,2**
Secteur d'activité économique de l'établissement utilisateur :									
Pêche, forêts, agriculture	3,9	11,0	1,0	2,8	4,0	0,4	5,3	11,2	1,0
Industrie	1.332,0	2.761,3	12,4	1.585,4	3.351,1	15,4	1.902,9	4.139,1	20,0
dont : Énergie, industries extractives	*59,4*	*123,1*	*10,3*	*51,4*	*147,1*	*10,8*	*53,6*	*165,0*	*13,4*
Industries de transformation (non compris le bâtiment)	*1.272,6*	*2.638,2*	*12,5*	*1.534,0*	*3.204,0*	*15,7*	*1.849,3*	*3.974,0*	*20,4*
Bâtiment et travaux publics	591,7	1.201,6	21,8	791,1	1.532,3	28,1	921,9	1.945,5	35,0
Transports, commerces, services	821,3	1.250,9	4,3	950,4	1.353,4	4,6	1.137,3	1.786,4	5,9
dont : Transports et télécommunications	*145,4*	*168,5*	*4,9*	*207,6*	*184,9*	*5,4*	*250,5*	*280,4*	*8,1*
Commerces, banques, services	*675,9*	*1.082,4*	*4,3*	*742,8*	*1.168,5*	*4,5*	*886,8*	*1.506,0*	*5,6*
Type d'emploi (1) du travailleur intérimaire :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures (ingénieurs et cadres)	5,9	13,4	0,3	2,3	9,5	0,2	4,9	23,5	0,5
Professions intermédiaires (techniciens, dessinateurs, personnel d'encadrement)	154,7	388,7	3,5	181,3	454,5	4,1	185,1	546,5	4,9
Employés	640,4	1.202,9	7,7	596,3	1.256,5	7,9	717,7	1.480,3	9,3
Ouvriers	2.100,9	3.949,4	15,0	2.647,2	4.690,8	18,1	3.207,7	6.126,0	24,1
dont : Ouvriers qualifiés	*762,7*	*1.826,6*	*12,4*	*1.223,3*	*2.632,0*	*17,9*	*1.453,8*	*3.376,2*	*23,3*
Ouvriers non qualifiés	*1.338,2*	*2.122,8*	*18,4*	*1.423,9*	*2.058,8*	*18,5*	*1.753,9*	*2.749,8*	*25,2*
Sexe du travailleur intérimaire :									
Homme	2.064,7	3.901,0	10,8	2.457,8	4.558,7	12,7	2.970,7	6.011,8	16,8
Femme	839,8	1.660,3	7,6	978,1	1.872,0	8,4	1.179,5	2.248,7	10,1
Tranche d'âges du travailleur intérimaire :									
Moins de 18 ans	9,0	15,6	4,2	8,9	16,1	4,4	10,2	19,2	5,4
18 à 21 ans	660,1	1.205,7	39,6	740,9	1.267,1	42,4	835,6	1.499,3	50,8
22 à 24 ans	608,2	1.152,1	22,8	693,5	1.323,6	25,8	831,5	1.656,7	32,8
25 à 39 ans	1.203,3	2.304,2	8,3	1.458,7	2.744,1	9,9	1.808,1	3.598,9	13,1
40 à 49 ans	280,0	608,6	5,2	357,4	747,4	6,1	440,5	997,8	7,9
50 à 59 ans	99,1	203,0	2,3	133,2	271,3	3,1	174,9	410,9	4,8
60 ans et plus	5,4	15,8	1,3	9,1	17,0	1,4	8,9	24,2	2,2
Nationalité du travailleur intérimaire :									
Français	2.514,6	4.858,2	9,3	2.991,0	5.599,9	10,5	3.617,9	7.141,4	13,4
Étranger de la CEE (y compris Portugais, Espagnol) (2)	60,2	122,4	4,5	84,5	170,1	6,8	93,3	218,4	9,0
dont : Italien	*13,2*	*29,1*	*6,9*	*15,7*	*28,2*	*7,8*	*16,1*	*37,1*	*10,5*
Espagnol	*14,4*	*28,1*	*6,3*	*18,6*	*32,4*	*7,1*	*17,9*	*43,5*	*10,9*
Portugais	*28,2*	*58,1*	*3,2*	*43,8*	*96,2*	*6,3*	*51,9*	*124,0*	*8,3*
Autres étrangers de la CEE	*4,4*	*7,1*	*3,4*	*6,4*	*13,3*	*8,2*	*7,4*	*13,8*	*7,9*
Maghrébin	214,2	396,0	24,9	216,8	407,1	26,6	268,0	587,0	42,3
dont : Algérien	*131,7*	*249,0*	*29,3*	*126,6*	*229,1*	*29,7*	*151,2*	*336,0*	*50,7*
Marocain	*47,0*	*79,9*	*12,8*	*46,8*	*91,5*	*16,3*	*66,2*	*137,7*	*25,7*
Tunisien	*35,5*	*67,1*	*27,4*	*43,4*	*86,5*	*43,7*	*50,6*	*113,3*	*59,8*
Turc	15,5	26,1	18,6	21,9	41,4	41,2	22,8	52,4	30,7
Yougoslave	11,6	25,9	16,3	10,9	21,6	16,6	12,9	32,0	24,8
Ressortissant d'Afrique noire	52,3	58,8	35,6	52,9	83,6	67,4	63,7	101,8	76,9
Autres nationalités	19,5	44,5	7,4	24,2	49,5	9,6	24,3	47,8	9,0

(1) La nomenclature de base, qui était, avant 1986, la nomenclature des emplois en 294 postes (édition de mars 1976), est devenue, à compter de l'année 1986, la nomenclature PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) en 347 postes. — (2) L'Espagne et le Portugal ne sont effectivement entrés dans la CEE qu'au 1er janvier 1986.

TABLEAU C.01-20

Indicateurs de chômage

Moyennes annuelles

Sources : INSEE (enquête emploi de mars)
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle
UNEDIC

Unité : Millier

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988
Chômage BIT (1) :										
Hommes	581,5	589,9	745,0	844,4	888,8	1.082,5	1.154,7	1.168,9	1.145,6	1.082,7
Femmes	779,7	877,0	1.005,1	1.078,4	1.085,0	1.240,6	1.287,5	1.320,6	1.386,1	1.360,5
Ensemble	**1.361,2**	**1.466,9**	**1.750,1**	**1.922,8**	**1.973,8**	**2.323,1**	**2.442,2**	**2.489,5**	**2.531,7**	**2.443,2**
Demandes d'emploi en fin de mois :										
Hommes	632,4	658,4	859,2	1.006,3	1.055,4	1.226,7	1.272,5	1.275,1	1.297,7	1.224,8
Femmes	717,4	792,2	913,7	1.004,3	1.012,1	1.113,6	1.185,9	1.241,5	1.324,0	1.338,1
Ensemble	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**	**2.621,7**	**2.562,9**
Chômage indemnisé (2)	///	///	///	1.449,4	1.328,1	1.460,5	1.575,8	1.661,3	1.758,2	1.786,2
soit : *allocation de base* (3)	///	///	///	*879,4*	*750,4*	*831,5*	*930,1*	*942,8*	*1.036,0*	*1.061,8*
allocation spéciale	///	///	///	*205,3*	*120,3*	*87,1*	*1,0*	—	—	—
allocation de fin de droit	///	///	///	*166,5*	*251,3*	*262,5*	*290,7*	*310,1*	*269,9*	*257,7*
allocation forfaitaire (4)	///	///	///	*181,6*	*168,3*	*204,4*	*212,0*	*202,8*	*189,5*	*173,2*
allocation de secours exceptionnel (5)	///	///	///	*16,6*	*37,8*	*75,0*	*142,0*	*205,6*	*262,8*	*293,4*
Ancienneté moyenne de chômage [en mois] (6)	11,1	11,7	11,8	*r* 12,5	13,0	13,6	15,0	15,7	16,6	16,6
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (6)	29,8	32,1	32,0	*r* 34,8	38,6	38,0	42,7	42,7	44,0	43,0

(1) Cf. note (1) du tableau C.01-2. — (2) Données au titre du dernier jour du mois, c'est-à-dire intégrant les personnes ayant perçu une aide rétroactivement. — (3) Y compris allocation de base exceptionnelle depuis le 1er avril 1984. — (4) Y compris allocation d'insertion depuis le 1er avril 1984. — (5) Y compris allocation de solidarité spécifique depuis le 1er avril 1984. — (6) A l'enquête emploi de mars.

TABLEAU C.01-21

Autres indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Millier

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Bénéficiaires de la garantie de ressources	///	186,1	267,9	358,8	428,5	419,7	375,2	314,5	253,1	199,1
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	///	///	11,6	38,4	72,6	99,3	137,1	164,4	177,0	187,2
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle de solidarité	///	///	///	(1) 20,0	148,1	165,0	124,9	82,0	39,9	7,6
Demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE à la suite d'un licenciement économique	388,3	414,0	533,3	469,3	491,3	549,7	564,3	584,1	602,0	547,6
Chômage partiel indemnisé :										
Effectifs concernés	113,1	179,4	320,3	200,8	237,5	273,6	196,9	128,3	*r* 90,2	45,2
Journées indemnisables	422,3	845,1	1.451,0	1.019,8	1.214,0	1.262,8	988,1	741,1	*r* 523,7	268,8
Offres d'emploi en fin de mois	88,2	89,0	69,2	83,8	79,9	46,3	46,0	49,4	54,3	63,1

(1) Sur neuf mois.

TABLEAU C.01-22

Indicateurs trimestriels de flux

Données brutes

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Demandes d'emploi enregistrées :											
1er trimestre	606,7	681,3	712,5	775,5	788,5	798,1	824,9	812,0	852,3	920,1	960,1
2e trimestre	583,7	615,1	625,8	704,1	749,8	740,2	750,7	790,4	886,6	835,4	940,3
3e trimestre	831,2	842,5	895,1	999,2	1.052,6	1.022,9	1.124,2	1.167,0	1.253,8	1.208,8	1.242,8
4e trimestre	800,0	841,8	894,5	972,7	979,3	984,1	998,6	1.018,2	1.084,7	*r* 1.125,9	1.112,5
Demandes satisfaites :											
1er trimestre	667,4	679,6	744,3	728,5	807,6	935,8	841,3	941,6	941,8	931,5	1.084,6
2e trimestre	616,1	678,8	722,4	719,8	821,9	879,8	859,4	962,5	1.026,2	1.044,4	1.063,2
3e trimestre	578,1	641,3	655,2	693,9	802,0	815,3	845,2	931,2	982,5	983,0	995,8
4e trimestre	747,1	787,1	776,5	852,6	■ 973,8	911,3	934,3	1.024,3	1.021,6	*r* 1.115,8	1.081,2
dont : placements :											
1er trimestre	101,7	113,6	129,1	121,8	128,5	146,5	95,9	82,1	86,5	99,1	99,1
2e trimestre	120,4	124,9	136,1	143,6	148,3	136,1	103,5	98,3	113,7	107,8	117,5
3e trimestre	108,2	120,9	127,7	130,4	146,3	116,5	106,0	104,4	122,8	113,7	113,0
4e trimestre	115,8	126,2	126,0	119,5	131,0	103,8	89,7	89,8	104,2	*r* 106,1	104,4
annulations :											
1er trimestre	565,7	566,0	615,2	606,7	679,1	789,3	745,4	859,5	855,3	832,4	985,5
2e trimestre	495,7	553,9	586,3	576,2	673,6	743,7	755,9	864,2	912,5	936,6	945,7
3e trimestre	469,9	520,4	527,5	563,5	655,7	698,8	739,2	826,8	859,7	869,3	882,8
4e trimestre	631,3	660,9	650,5	733,1 (1)	■ 842,8	807,5	844,6	934,5	917,4	*r* 1.009,7	976,8
Taux de sortie des demandeurs entrés au cours des trois derniers mois :											
1er trimestre	33,8	32,2	32,5	24,6	24,0	27,5	21,7	23,6	26,3	26,6	29,0
2e trimestre	34,1	31,9	32,8	25,2	24,3	25,6	21,7	25,3	29,3	29,8	30,1
3e trimestre	25,9	25,3	24,1	18,5	17,9	21,7	18,0	23,9	26,0	27,2	28,4
4e trimestre	31,2	30,5	24,1	22,0	■ 20,2	19,0	20,4	24,9	24,9	*r* 26,3	27,3

(1) Au 4e trimestre 1982, rupture de série liée à la réforme des statistiques du marché du travail (novembre 1982).

TABLEAU C.01-23

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1978	■ 1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Métiers regroupés :											
Métiers primaires	17,9	(1) 202	22,6	28,4	35,7	38,4	45,1	48,7	50,3	52,7	51,8
Métiers de l'industrie	470,1	420,2	449,6	564,1	613,8	615,4	693,9	711,1	709,0	718,6	662,3
Métiers du bâtiment et des travaux publics	72,5	124,1	119,8	171,4	225,4	253,5	305,1	305,3	289,3	277,0	249,7
Métiers tertiaires	602,5	785,3	858,6	1.009,0	1.135,7	1.160,2	1.296,2	1.393,3	1.468,0	1.573,4	1.599,1
Ensemble	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**	**2.621,7**	**2.562,9**
Qualification professionnelle :											
Manœuvre ordinaire	116,6	130,5	135,8	172,4	202,0	201,7	214,0	210,2	199,1	196,4	183,3
Personnel spécialisé	389,9	455,7	494,8	597,7	675,2	683,5	759,7	784,5	805,1	834,0	814,8
Personnel qualifié	555,6	652,4	709,1	884,3	1.009,4	1.060,8	1.232,4	1.314,6	1.352,1	1.413,4	1.384,8
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	100,9	111,2	110,9	118,5	124,0	121,5	134,2	149,1	160,3	177,9	180,0
Ensemble	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**	**2.621,7**	**2.562,9**

(1) Rupture entre 1978 et 1979 sur la classification par métiers (passage au code ROME).

TABLEAU C.01-24

Nombre de chômeurs (1) par sexe et âge (2)

Source : INSEE — *Unité :* Effectifs : millier

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Hommes :											
15 à 24 ans	194,1	212,8	222,8	282,0	325,6	342,4	429,9	427,9	397,6	350,2	315,8
25 à 49 ans	223,5	249,6	247,6	324,5	372,8	399,0	492,8	548,0	588,4	609,7	589,8
Plus de 49 ans	105,3	119,1	119,5	138,5	146,0	147,4	159,9	178,7	182,9	185,7	177,2
Total	**522,8**	**581,5**	**589,9**	**745,0**	**844,4**	**888,8**	**1.082,5**	**1.154,7**	**1.168,9**	**1.145,6**	**1.082,7**
Femmes :											
15 à 24 ans	316,5	369,8	407,8	457,8	487,2	476,7	547,3	522,3	495,4	476,1	428,8
25 à 49 ans	287,6	316,4	358,9	429,0	469,1	483,4	558,4	629,2	689,1	755,0	777,1
Plus de 49 ans	73,9	93,4	110,3	118,3	122,0	124,9	134,9	136,0	136,2	155,0	154,6
Total	**677,9**	**779,7**	**877,0**	**1.005,1**	**1.078,4**	**1.085,0**	**1.240,6**	**1.287,5**	**1.320,6**	**1.386,1**	**1.360,5**
Ensemble :											
15 à 24 ans	510,6	582,6	630,6	739,8	812,8	819,1	977,1	950,2	892,9	826,3	744,5
25 à 49 ans	511,0	566,0	606,5	753,4	841,9	882,4	1.051,2	1.177,2	1.277,5	1.364,8	1.366,8
Plus de 49 ans	179,1	212,5	229,8	256,8	268,1	272,3	294,8	314,7	319,1	340,7	331,8
Total	**1.200,7**	**1.361,2**	**1.466,9**	**1.750,1**	**1.922,8**	**1.973,8**	**2.323,1**	**2.442,2**	**2.489,5**	**2.531,7**	**2.443,2**

(1) Au sens du BIT. — (2) Âge moyen dans l'année.

TABLEAU C.01-25

Population totale et population active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE									
Les deux sexes :									
Population totale	327.002	1.488	109.726	33.711	53.642	39.093	29.692	25.029	34.621
dont : *Actifs*	*121.826*	*568*	///	*7.885*	*39.043*	*30.959*	*22.125*	*16.152*	*5.094*
Activité non déclarée	*4.166*	///	///	*1.922*	*985*	*383*	*280*	*239*	*357*
Taux d'activité	///	///	///	23,4	72,8	79,2	74,5	64,5	14,7
Sexe masculin :									
Population totale	160.112	699	55.441	17.010	27.109	18.519	14.169	11.846	15.319
dont : *Actifs*	*69.158*	*324*	///	*4.687*	*20.987*	*17.387*	*12.916*	*9.670*	*3.187*
Activité non déclarée	*2.097*	///	///	*979*	*541*	*185*	*143*	*124*	*125*
Taux d'activité	///	///	///	27,6	77,4	93,9	91,2	81,6	20,8
Sexe féminin :									
Population totale	166.890	789	54.285	16.701	26.533	20.574	15.523	13.183	19.302
dont : *Actifs*	*52.668*	*244*	///	*3.198*	*18.056*	*13.572*	*9.209*	*6.482*	*1.907*
Activité non déclarée	*2.069*	///	///	*943*	*444*	*198*	*137*	*115*	*232*
Taux d'activité	///	///	///	19,1	68,1	66,0	59,3	49,2	9,9
GUYANE									
Les deux sexes :									
Population totale	73.012	238	25.229	5.618	14.248	11.425	6.704	4.473	5.077
dont : *Actifs*	*31.183*	*111*	///	*1.259*	*10.365*	*9.432*	*5.404*	*3.327*	*1.285*
Activité non déclarée	*668*	///	///	*224*	*152*	*81*	*64*	*38*	*109*
Taux d'activité	///	///	///	22,4	72,7	82,6	80,6	74,4	25,3
Sexe masculin :									
Population totale	38.448	133	12.842	2.781	7.996	6.168	3.646	2.450	2.432
dont : *Actifs*	*19.594*	*69*	///	*730*	*6.274*	*5.973*	*3.476*	*2.185*	*887*
Activité non déclarée	*352*	///	///	*110*	*79*	*49*	*32*	*22*	*60*
Taux d'activité	///	///	///	26,2	78,5	96,8	95,3	89,2	36,5
Sexe féminin :									
Population totale	34.564	105	12.387	2.837	6.252	5.257	3.058	2.023	2.645
dont : *Actifs*	*11.589*	*42*	///	*529*	*4.091*	*3.459*	*1.928*	*1.142*	*398*
Activité non déclarée	*316*	///	///	*114*	*73*	*32*	*32*	*16*	*49*
Taux d'activité	///	///	///	18,6	65,4	65,8	63,0	56,5	15,0
MARTINIQUE									
Les deux sexes :									
Population totale	326.717	717	100.978	34.945	55.612	37.340	31.247	27.256	38.622
dont : *Actifs*	*128.072*	*230*	///	*9.196*	*41.821*	*30.844*	*23.786*	*17.203*	*4.992*
Activité non déclarée	*2.710*	///	///	*909*	*559*	*256*	*187*	*169*	*630*
Taux d'activité	///	///	///	26,3	75,2	82,6	76,1	63,1	12,9
Sexe masculin :									
Population totale	158.415	346	51.021	17.539	28.297	17.169	14.568	12.834	16.641
dont : *Actifs*	*69.779*	*129*	///	*5.383*	*21.881*	*16.089*	*13.156*	*10.191*	*2.950*
Activité non déclarée	*1.283*	///	///	*462*	*311*	*127*	*86*	*80*	*217*
Taux d'activité	///	///	///	30,7	77,3	93,7	90,3	79,4	17,7
Sexe féminin :									
Population totale	168.302	371	49.957	17.406	27.315	20.171	16.679	14.422	21.981
dont : *Actifs*	*58.293*	*101*	///	*3.813*	*19.940*	*14.755*	*10.630*	*7.012*	*2.042*
Activité non déclarée	*1.427*	///	///	*447*	*248*	*129*	*101*	*89*	*413*
Taux d'activité	///	///	///	21,9	73,0	73,2	63,7	48,6	9,3

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-25 *(suite et fin)*

Population totale et population active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION									
Les deux sexes :									
Population totale	515.798	437	186.271	56.796	88.308	62.114	48.825	35.172	37.875
dont : *Actifs*	*172.828*	*216*	///	*17.396*	*60.108*	*42.799*	*30.835*	*18.119*	*3.355*
Activité non déclarée	*1.279*	///	///	408	267	202	128	84	190
Taux d'activité	///	///	///	30,6	68,1	68,9	63,1	51,5	8,9
Sexe masculin :									
Population totale	252.997	244	93.768	28.764	42.758	30.725	24.074	17.021	15.643
dont : *Actifs*	*110.818*	*154*	///	*10.138*	*35.609*	*28.531*	*21.229*	*12.808*	*2.349*
Activité non déclarée	*610*	///	///	*205*	*118*	*103*	*64*	*50*	*70*
Taux d'activité	///	///	///	35,2	83,3	92,9	88,2	75,2	15,0
Sexe féminin :									
Population totale	262.801	193	92.503	28.032	45.550	31.389	24.751	18.151	22.232
dont : *Actifs*	*62.010*	*62*	///	*7.258*	*24.499*	*14.268*	*9.606*	*5.311*	*1.006*
Activité non déclarée	669	///	///	*203*	*149*	*99*	*64*	*34*	*120*
Taux d'activité	///	///	///	25,9	53,8	45,5	38,8	29,3	4,5
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON									
Les deux sexes :									
Population totale	6.037	—	1.755	487	975	914	660	498	748
dont : *Actifs*	*2.380*	—	///	*127*	*779*	*655*	*451*	*293*	*75*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	26,1	79,9	71,7	68,3	58,8	10,0
Sexe masculin :									
Population totale	2.981	—	871	253	508	477	347	246	279
dont : *Actifs*	*1.624*	—	///	*73*	*487*	*461*	*337*	*220*	*46*
Activité non déclarée	—	///	///	—	—	—	—	—	—
Taux d'activité	///	///	///	28,8	95,9	96,6	97,1	89,4	16,5
Sexe féminin :									
Population totale	3.056	—	884	234	467	437	313	252	469
dont : *Actifs*	*756*	—	///	*54*	*292*	*194*	*114*	*73*	*29*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	23,1	62,5	44,4	36,4	29,0	6,2

(1) Ayant un emploi ou non, de 16 ans ou plus, ou personnes d'âge inconnu mais ayant répondu à la question sur le type d'activité, par sexe et âge (génération) au recensement de 1982. Pour le calcul des taux d'activité, les personnes d'activité non déclarée ont été classées comme inactives.

TABLEAU C.01-26

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer (1)

(Pour la population en âge d'activité)

Source : INSEE

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Taux d'activité (en pourcentage) :					
Hommes	74	81	74	76	86
Femmes	55	57	58	41	43
Ensemble	64	70	66	58	65
Taux de chômage (en pourcentage) :					
Hommes	22	13	27	31	9
Femmes	29	21	32	34	13
Ensemble	25	16	29	32	10

(1) Recensement de la population 1982, population 16 à 59 ans.

TABLEAU C.01-27

Dépenses pour l'emploi en France

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*r* 1983	*r* 1984	*r* 1985	*r* 1986	1987	*p* 1988
Indemnisation du chômage total	17.231,9	22.875,3	26.153,0	38.824,4	48.264,2	43.307,3	48.833,7	56.366,6	63.297,3	71.641,2	77.161,8
Incitation au retrait d'activité	5.912,8	7.964,8	11.178,5	18.266,2	29.808,4	52.327,1	54.024,4	58.056,1	54.432,5	49.337,6	45.145,8
Maintien de l'emploi	1.461,2	2.348,7	2.511,3	3.141,6	3.859,1	4.679,0	5.294,8	3.937,1	3.638,0	2.825,2	2.814,1
Promotion de l'emploi et création d'emplois	2.083,2	2.021,5	2.666,8	3.381,8	3.922,5	4.957,7	5.667,7	8.457,8	12.301,9	14.682,1	12.378,1
Incitation à l'activité	791,6	1.050,7	1.387,1	1.686,6	2.301,9	2.667,5	2.947,2	3.419,8	3.565,6	3.754,0	3.758,5
Formation professionnelle	16.612,7	17.302,9	19.815,8	22.806,0	27.369,2	30.755,3	34.019,2	37.304,3	43.387,6	47.641,3	55.881,4
Perfectionnement du marché du travail	730,5	854,6	1.061,9	1.317,6	1.712,2	1.989,6	2.306,3	2.563,5	2.660,9	2.727,6	2.914,5
Total	**44.823,9**	**54.418,5**	**64.774,4**	**89.424,2**	**117.237,5**	**140.683,5**	**153.093,3**	**170.105,2**	**183.283,8**	**192.609,0**	**200.054,1**
Variation annuelle (en %)	—	21,4	19,0	38,1	31,1	20,0	8,8	11,1	7,7	5,1	3,9

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Publications de l'INSEE.

Économie et statistique, INSEE :

- N° 151, janvier 1983 : « Emploi et chômage en avril-mai 1982 » (M. Cézard, N. Coëffic, P. Laulhé);
- N° 152, février 1983 : « Les nouvelles catégories socio-professionnelles » (A. Desrosières, A. Goy et L. Thévenot);
- N° 154, avril 1983 : « La concentration des emplois féminins » (M. Huet). — « Des 40 aux 39 heures : processus et réactions des entreprises » (O. Marchand, D. Rault et E. Turpin);
- N° 160, novembre 1983 : « Le nombre des chômeurs » (O. Marchand et C. Thélot);
- N° 160, novembre 1983 : « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » (M. Cézard);
- N° 166, mai 1984 : « L'emploi en 1982-1983 : simple répit dans la divergence entre demande et offre » (O. Marchand);
- N° 167, juin 1984 : « Les effectifs des agents de l'État de 1975 à 1982 » (A. Brenot-Ouldali et D. Quarré);
- N° 169, septembre 1984 : « Succès et échecs des recherches d'emploi : les chômeurs de mars 1983 sept mois plus tard » (N. Coëffic);
- N° 171-172, novembre-décembre 1984 : Dossier « Population active, emploi, groupes sociaux »;
- N° 176, avril 1985 : « 200 000 emplois à nouveau perdus en 1984 » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff);
- N° 178, juin 1985 : « Des changements dans la nature des embauches » (D. Depardieu et M.-C. Laulhé);
- N° 183, décembre 1985 : « Les traits majeurs du chômage depuis vingt ans » (C. Thélot), « La croissance du chômage depuis vingt ans : interprétations économiques » (C. Thélot), et « Emploi et chômage en mars 1985 » (J.-L. Heller);
- N° 184, janvier 1986 : « La crise a freiné la mobilité sectorielle » (M. Cézard et D. Rault);
- N° 187, avril 1986 : « L'emploi en 1985 : les signes d'une amélioration » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff).
- N° 190, juillet 1986 : « La population active commence à diminuer juste après l'an 2000 » (O. Marchand);
- N° 193-194, novembre-décembre 1986 : Numéro spécial « Emploi et chômage : l'éclatement »;
- N° 198, avril 1987 : « Stabilité de l'emploi mais reprise du chômage en 1986 » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff);
- N° 199-200, mai-juin 1987 : Dossier sur « la mobilité sociale » (M. Gollac et P. Laulhé);
- N° 205, décembre 1987 : Dossier « Emploi et chômage : court et long terme »;
- N° 209, avril 1988 : Dossier « L'emploi non salarié » et « Avec le développement des stages, la France ne perd plus d'emplois depuis 1985 »;
- N° 215, novembre 1988 : Dossier « L'évolution récente de l'emploi et du chômage »;
- N° 220, avril 1989 : « L'emploi industriel cesse de décliner en 1988 » (Belloc et T. Lacroix);
- N° 226, novembre 1989 : « La croissance économique fait reculer le chômage » (T. Lacroix).

INSEE Première :

- N° 8 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1987 »;
- N° 10 : « Où frappe le chômage ? »;
- N° 26 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1987 »;
- N° 31 : « 2 213 000 agents dans les services civils de l'État au 31 décembre 1988 »;
- N° 34 : « Amélioration du marché du travail entre mars 1988 et mars 1989 ».

Les collections de l'INSEE, série D :

- N° 112 : « Emploi salarié par région du 31 décembre 1967 au 31 décembre 1984 »;
- N° 121 : « Mobilité professionnelle-Enquête FQP 1985 »;
- N° 122 : « Enquête sur l'emploi de 1987 » (résultats détaillés);
- N° 123 : « Population active, emploi et chômage depuis 30 ans » (division Emploi);
- N° 124 : « Structure des emplois en 1986 ».

INSEE résultats :

- N° 28-29 : « Enquête sur l'emploi de 1989 » (résultats détaillés).

Archives et Documents :

- N° 13 : « Les personnels départementaux en 1976 et 1979 »;
- N° 17 : « Les personnels des organismes divers d'action locale, mai 1978, février 1979 »;
- N° 20-21 : « La population active non salariée du commerce »;
- N° 34 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1976 »;
- N° 38 : « Les catégories socio-professionnelles et leur repérage dans les enquêtes »;
- N° 63 : « Les emplois précaires en 1980 »; →

→

— N° 76 : « Affectations des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;
— N° 77 : « Catégories et emplois des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;
— N° 118 : « Les personnels communaux en 1980 »;
— N° 127 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1980 »;
— N° 155 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1983 »;
— N° 175 : « Les agents des services civils de l'État au 31 décembre 1982, 1983, 1984 (premiers résultats) »;
— N° 181 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1984 »;
— N° 216 : « Les agents des services civils de l'État au 31 décembre 1983, 1984, 1985 (premiers résultats) »;
— N° 221 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1982 (résultats détaillés) »;
— N° 228 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1983, 1984, 1985 »;
— N° 232 : « Emploi par région au 31 décembre 1986 »;
— N° 250 : « Les agents des services civils de l'État au 31 décembre 1984, 1985, 1986 (premiers résultats) »;
— N° 255 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1984, 1985, 1986 »;
— N° 277 : « L'Emploi public par région au 31 décembre 1985, 1986, 1987 »;
— N° 279 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1984 (résultats détaillés) »;
— N° 284 : « Emploi par région au 31 décembre 1988 ».

INSEE résultats :

— N° 14 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1985, 1986 et 1987 ».

Ouvrages :

— *Données sociales.* Édition 1987. Édition 1990 ;
— Recensement général de la population de 1982. Principaux résultats — sondage au 1/20. (Plaquette « boulier » RP 82/4). France métropolitaine;
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/4, population, emploi, ménages, familles, logements, France métropolitaine (par catégorie de commune);
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/20. Population active. (Série bordeaux ou *collections* D. 100).

2. Publications du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Service des Études et de la Statistique 1, place de Fontenoy, 75700 Paris Tél. : (1) 40 56 60 00.

— *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* et ses suppléments;
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (8 à 10 numéros par an);
— *Revue française des affaires sociales,* publication trimestrielle;
— Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi, édition 1986;
— *Travail et emploi,* revue publiée depuis 1980. Études sur les problèmes du travail et d'emploi (trimestriel);
— Pour une politique du travail. Ensemble de rapports de constat et proposition présentés à Monsieur le ministre du Travail sur les différents domaines d'intervention de l'État en faveur de l'emploi, 1980;
— « Bilan de l'Emploi 1988 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 51, août 1989;
— « Structure des emplois en 1985 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 47-48, 1989;
— *Comptes de l'emploi,* données physico-financières 1973-1980, Paris 1982. « 1980-1982 », Paris 1984. La Documentation française, collection des rapports officiels. Puis « *Comptes de l'emploi et de la formation professionnelle,* données physico-financières 1981-1983 », puis « 1983-1985 », et « 1984-1986 », Documents Travail-Emploi, « 1985-1987 » (à paraître).

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

— Suppléments au Bulletin mensuel de *Statistique du travail,* n^os 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n^os 2, 3, 4 et 19 (travail temporaire), n° 11 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée).

● *Main-d'œuvre étrangère :*

— « L'immigration en France », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 29, 1987;
— *Travail et emploi* n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant », Y. Moulier et R. Silberman.

3. Autres publications.

— Rapport de la commission « Relations sociales et Emploi », CEP, Préparation du X^e Plan;
— « Chômage et politique », septembre 1980, Collection *Les cahiers français,* n° 180, édité par La Documentation française;
— « Les limites de la vie active et de la retraite » (A. Monnier), *Population,* juillet-octobre 1979;
— Rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales en 1980 : « Protection sociale et mutations socio-économiques »;
— *Bulletin de liaison de l'UNEDIC,* n° 110, septembre-octobre 1988;
— Collection des projets de la loi de Finances, Présentation du budget du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, sous forme de budget programme. Paris, Imprimerie nationale;
— Rapport sur les statistiques de l'emploi et du chômage (E. Malinvaud), 1986;
— « Le travail ouvrier », 1983, Collection *Les cahiers français,* n° 209, édité par La Documentation française.

Chapitre C.02

Conditions de travail et relations professionnelles

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée
2. Maladies professionnelles et accidents du travail
3. Conflits du travail
4. Absentéisme
5. Élections aux comités d'entreprise
6. Conventions collectives
7. Délégués syndicaux
8. Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée
(tableaux 1 à 5)

Les données sur la *durée hebdomadaire* du travail de la main-d'œuvre salariée sont établies à partir de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre dans les établissements de métropole de dix salariés et plus. La durée du travail relevée dans ces enquêtes est la durée hebdomadaire moyenne constatée pendant la première semaine du trimestre et jugée « normale », c'est-à-dire notamment sans jours fériés.

La nomenclature d'activités adoptée est le regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits) utilisé en comptabilité nationale (tableaux 1 et 2).

La répartition du personnel salarié « ouvriers » d'une part, « employés » d'autre part (toutes activités réunies), selon la durée hebdomadaire habituelle de travail, est présentée au tableau 3.

Le *travail à temps partiel* connaît une importance croissante; des données sur ce phénomène, issues de l'enquête emploi réalisée annuellement en mars par l'INSEE, sont présentées aux tableaux 4 et 5.

La durée *annuelle effective* du travail des salariés (tableau 2) vise à représenter la quantité moyenne de travail effectivement mise en œuvre par une personne occupant un emploi salarié pendant une année civile. Elle est évaluée par le produit de la durée hebdomadaire et du nombre de semaines travaillées, corrigé de l'incidence du travail à temps partiel.

Le nombre de semaines est obtenu en retranchant du nombre total de semaines d'une année civile, les journées non travaillées pour congés annuels, ponts et jours fériés, pour chômage intempéries, pour maladie, maternité et accident de travail et pour grèves.

Ce chapitre a été établi en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique-travail-emploi.

La série des congés annuels est élaborée à l'aide des enquêtes spécifiques de 1976, 1981 et 1982 effectuées par le ministère du Travail.

Les données concernant le chômage intempéries sont fournies par la Caisse nationale de surcompensation du Bâtiment et des Travaux publics de France.

L'absentéisme pour maladie, maternité et accidents de travail est évalué essentiellement à l'aide des statistiques établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés pour le régime général, la Mutualité sociale agricole pour le régime agricole, la Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les Mines pour le régime minier et par les grandes entreprises nationales (EDF, SNCF, RATP, P et T) pour les régimes statutaires.

Le nombre de journées non travaillées à l'occasion de conflits localisés est fourni par le ministère du Travail.

Enfin, l'incidence du travail à temps partiel est mesurée à l'aide de la proportion de salariés à temps partiel et du rapport entre la durée moyenne du travail d'un salarié à temps partiel et celle d'un salarié à temps complet. Ces deux indicateurs résultent d'une synthèse des informations extraites de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, de l'enquête Emploi, de l'enquête annuelle d'entreprises dans le commerce et du recensement des agents de l'État.

2. Maladies professionnelles et accidents du travail

21. Maladies professionnelles
(tableau 6)

Ce tableau donne le nombre de cas déclarés annuellement pour les principales maladies professionnelles, dans le *régime général de Sécurité sociale*.

Il s'agit des cas de maladies professionnelles pour lesquels un avantage financier (indemnité journalière ou rente) *a été versé pour la première fois* au cours de l'année.

22. Accidents du travail
(tableaux 7 et 8)

Les statistiques présentées dans ces tableaux : taux de fréquence (nombre d'accidents avec arrêt de travail pour 1.000.000 d'heures travaillées) et taux de gravité (nombre de journées perdues par incapacité consécutive à un accident, pour 1.000 heures travaillées), sont établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), sur la base des déclarations d'accident du travail effectuées auprès des caisses primaires. Les taux sont donnés pour 14 des 15 comités techniques nationaux d'accidents du travail (1) du régime général de Sécurité sociale — qui couvre environ les 4/5 des salariés; le quinzième comité en effet, « eau-gaz-électricité », ne représente qu'un très faible nombre de salariés du régime général et les résultats correspondants, peu significatifs, ne figurent donc pas dans les tableaux.

Il convient de noter que ces ratios — taux de fréquence et taux de gravité — ne peuvent être tout à fait précis, car leur dénominateur (nombre d'heures travaillées) est évalué à partir de sources statistiques nationales sur l'emploi ou la durée du travail, dans le cadre de nomenclatures qui s'ajustent imparfaitement avec celle des comités techniques nationaux; c'est donc leur évolution qui doit surtout être observée.

3. Conflits du travail conflits localisés et conflits généralisés
(tableau 9)

Les données statistiques sur les conflits du travail sont issues de relevés mensuels établis par les inspecteurs du Travail (ou par les personnes qui en remplissent les fonctions). Publiée dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* (du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle) d'une part et dans le *Bulletin mensuel de statistiques* (de l'INSEE) d'autre part, la statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en Métropole, à l'exclusion de l'agriculture et des agents de l'État et des Collectivités locales.

L'année 1983 a introduit une discontinuité dans la méthode de mesure avec la mise en place d'une nouvelle fiche, remplie pour chaque *établissement*. Auparavant, le conflit localisé était observé au niveau de l'*entreprise* et le nombre des établissements concernés était évalué à partir de l'entreprise. La nouvelle procédure rend caduque la distinction entre nombre de conflits observés et nombre d'établissements concernés. Mais la continuité de la série des journées individuelles non travaillées — qui est l'indicateur de conflictualité le plus fréquemment utilisé — n'est pas affectée par ce changement de méthode.

Par ailleurs, si le relevé des conflits observés est mensuel, la durée de ces derniers est indépendante de cette périodicité. On ne saurait donc additionner les totaux mensuels concernant leur nombre ou les effectifs qui ont cessé le travail durant chacune de ces périodes sans prendre le risque d'introduire des doubles comptes. C'est pourquoi le tableau ne présente que des moyennes mensuelles, moyennes arithmétiques des 12 valeurs mensuelles de l'année.

4. Absentéisme
(tableau 10)

Les données sur l'absentéisme, présentées dans ce tableau, proviennent de l'enquête sur la structure des salaires en 1986. Cette enquête intéresse les établissements de l'industrie et les entreprises du tertiaire de plus de 10 salariés. Le champ n'est pas complet et exclut principalement les transports et télécommunications, ainsi que les services aux particuliers.

5. Élections aux comités d'entreprise (2)
(tableau 11)

Les résultats des élections aux comités d'entreprise sont présentés en pourcentages de voix (par rapport aux suffrages exprimés) obtenus par les divers syndicats et par les non-syndiqués.

---

1. Organismes paritaires chargés d'assurer la gestion financière du risque accident du travail.
2. Sur les conditions d'existence, de mise en place et les attributions des comités d'entreprise, cf. articles L. 431-1 et suivants du Code du travail et décrets 83-469 et 83-470 du 8 juin 1983.

Cette statistique (publiée dans les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*) repose sur l'envoi, par les entreprises concernées — environ 12.000 chaque année —, à la section d'Inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections survenues.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25; si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts; un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres. Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences sensibles de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit être comparé à ceux des années de même parité.

6. Conventions collectives

61. Dispositions réglementaires relatives aux conventions collectives

La loi du 11 février 1950 constitue la base de la législation dans le domaine de la négociation collective. Sont exclus des dispositions de cette loi les établissements et entreprises publics ou assimilés dont le personnel est régi par un statut législatif ou réglementaire.

Les conventions collectives et accords professionnels ou interprofessionnels sont des accords relatifs aux conditions de travail et aux garanties sociales.

En principe, la convention collective a vocation à traiter de l'ensemble de ces matières pour toutes les catégories professionnelles, tandis que l'accord professionnel ou interprofessionnel n'aborde qu'un ou des sujets déterminés dans cet ensemble.

Les conventions et accords collectifs de travail sont conclus entre, d'une part, une ou plusieurs organisations syndicales de travailleurs reconnues les plus représentatives au plan national ou qui sont affiliées auxdites organisations, ou qui ont fait preuve de leur représentativité dans le champ d'application professionnel ou territorial de la convention collective, d'autre part, une ou plusieurs organisations syndicales d'employeurs ou tout autre groupement d'employeurs ou un ou plusieurs employeurs pris individuellement.

La convention ou l'accord peut comporter des dispositions plus favorables aux travailleurs que celles des lois et règlements en vigueur. Elle ne peut déroger aux dispositions d'ordre public de ces lois et règlements.

Sont soumis aux obligations de la convention ou de l'accord tous ceux qui l'ont signée à titre personnel ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres des organisations signataires. Y sont également soumis les organisations adhérentes ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres de ces dernières organisations.

A la demande de l'une des organisations syndicales les plus représentatives ou à l'initiative du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, l'ensemble des dispositions des conventions ou accords répondant aux conditions déterminées par la loi peuvent être étendues, c'est-à-dire rendues obligatoires pour les employeurs et travailleurs compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention ou de l'accord.

Une innovation a été introduite en 1983, consistant dans l'obligation de négocier au moins une fois par an :
— au niveau des branches sur les salaires (avec un réexamen tous les cinq ans des classifications);
— au niveau des entreprises où existe une représentation syndicale, sur les salaires effectifs, la durée effectuée et l'organisation du temps de travail.

62. Résultats

Des enquêtes destinées à appréhender l'étendue de la couverture des différentes conventions collectives, ainsi que des accords d'entreprise ou d'établissement, ont été réalisées en avril 1981 et février 1985 par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, auprès des établissements industriels et commerciaux occupant plus de 10 salariés (représentant 86 % des effectifs salariés de l'industrie, des commerces et des services).

A cette date, il y avait 1 222 textes conventionnels; mais un grand nombre d'entre eux ne couvrent qu'un faible effectif salarié : plus de la moitié des salariés compris dans le champ de l'enquête sont couverts par moins de 5 % des conventions seulement.

7. Délégués syndicaux
(tableaux 12 et 13)

Cette statistique, réalisée pour la première fois en 1986, remplace celle, jugée peu fiable et abandonnée depuis trois ans, sur les sections syndicales.

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Les résultats des tableaux 12 et 13 portent sur ces délégués syndicaux existant au 31 décembre 1987. Les chiffres de la présente édition de cet annuaire ont été révisés.

8. Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail
(tableau 14)

Cette statistique est couplée depuis 1987 avec celle des délégués syndicaux. Elle concerne les établissements, de 50 salariés et plus, assujettis et relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt.

TABLEAU C.02-1

Durée hebdomadaire du travail de l'ensemble des salariés (ouvriers et employés) selon le groupe d'activités (hors agriculture et services non marchands)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Moyenne annuelle (heures)

Activité (NAP-niveau 15 — en U — et 40 — en T)	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
U 02 à U 06. INDUSTRIE (non compris le BGCA)	40,69	40,55	40,30	39,30	38,86	38,70	38,66	38,64	38,65	38,68
soit :										
T 02. Industries de la viande et du lait	41,50	41,08	40,69	39,48	39,15	39,08	38,97	38,97	38,98	38,98
T 03. Autres industries agricoles et alimentaires	41,22	41,04	40,93	39,73	39,39	39,27	39,07	38,92	38,95	39,01
T 04. Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	39,30	39,30	39,30	38,51	38,36	38,35	38,35	38,35	38,35	38,35
T 05. Pétrole de pétrole et de gaz naturel	40,11	40,00	39,90	38,94	38,74	38,58	38,21	38,16	38,17	38,21
T 06. Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	40,00	40,00	39,88	38,63	38,00	38,00	38,00	38,00	38,00	38,00
T 07. Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	40,63	40,70	40,54	39,33	38,36	37,76	37,66	37,66	37,76	37,90
T 08. Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	40,45	40,34	40,01	39,14	38,48	38,37	38,25	38,17	38,17	38,20
T 09. Production de matériaux de construction et minéraux divers	41,44	41,24	40,90	39,60	39,17	39,04	39,08	39,15	39,13	39,17
T 10. Industrie du verre	40,31	40,05	39,84	39,09	38,86	38,72	38,61	38,49	38,35	38,52
T 11. Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	40,03	39,97	39,96	39,00	38,18	37,98	37,77	37,76	37,75	37,82
T 12. Parachimie et industrie pharmaceutique	40,11	40,08	40,03	39,10	38,49	38,40	38,33	38,32	38,31	38,35
T 13. Fonderie, travail des métaux	41,09	40,93	40,42	39,38	38,92	38,83	38,83	38,83	38,86	38,91
T 14. Construction mécanique	40,93	40,77	40,47	39,33	38,91	38,77	38,80	38,78	38,77	38,81
T 15A. Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	40,35	40,32	40,16	39,18	38,60	38,41	38,40	38,47	38,48	38,50
T 15B. Production de biens d'équipement ménager	40,27	40,20	40,01	39,19	38,68	38,42	38,21	38,19	38,24	38,27
T 16. Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	40,87	40,72	40,23	39,22	38,88	38,72	38,83	38,65	38,63	38,64
T 17. Construction navale et aéronautique, armement	40,59	40,62	40,66	39,61	39,01	38,10	38,10	38,10	38,23	38,15
T 18. Industries textiles et habillement	40,37	40,12	39,90	39,31	39,11	39,02	39,06	39,06	39,02	39,03
T 19. Industries du cuir et de la chaussure	40,80	40,48	40,32	39,57	39,25	39,13	39,09	39,07	39,05	39,01
T 20. Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	41,07	40,79	40,33	39,50	39,16	39,05	39,01	39,03	39,06	39,08
T 21. Industries du papier et du carton	40,17	40,04	39,91	39,07	38,81	38,69	38,54	38,52	38,56	38,60
T 22. Imprimerie, presse, édition	40,65	40,48	40,18	39,19	38,87	38,78	38,73	38,74	38,76	38,80
T 23. Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	40,60	40,49	40,28	39,31	38,85	38,87	38,76	38,76	38,75	38,77
U 07. BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	42,03	41,85	41,49	40,17	39,82	39,66	39,61	39,57	39,54	39,52
U 08. COMMERCE	40,97	40,83	40,70	39,50	39,19	39,12	39,06	39,03	39,02	39,04
soit :										
T 25. Commerce de gros alimentaire	41,67	41,40	41,14	39,86	39,53	39,45	39,37	39,30	39,27	39,31
T 26. Commerce de gros non alimentaire	41,05	40,90	40,73	39,63	39,26	39,17	39,11	39,10	39,09	39,10
T 27. Commerce de détail alimentaire	40,74	40,66	40,66	39,16	38,83	38,79	38,76	38,79	38,79	38,84
T 28. Commerce de détail non alimentaire	40,78	40,64	40,52	39,47	39,25	39,20	39,13	39,06	39,06	39,04
U 09. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	41,42	41,35	41,11	39,73	39,52	39,50	39,38	39,31	39,31	39,30
soit :										
T 31. Transports	41,66	41,55	41,31	40,15	39,83	39,79	39,60	39,49	39,49	39,47
T 32. Services des télécommunications et postes	41,00	41,00	40,75	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00
U 10 et U 11. SERVICES MARCHANDS NON FINANCIERS	40,81	40,68	40,57	39,64	39,33	39,25	39,23	39,23	39,23	39,23
soit :										
T 29. Réparation et commerce de l'automobile	41,96	41,70	41,36	40,14	39,85	39,73	39,62	39,60	39,58	39,56
T 30. Services des hôtels, cafés, restaurants	42,71	42,44	42,18	41,34	40,81	40,59	40,70	40,75	40,63	40,49
T 33. Services marchands rendus principalement aux entreprises	40,75	40,63	40,58	39,58	39,23	39,05	39,00	38,98	38,95	38,92
T 34. Services marchands rendus principalement aux particuliers	40,14	40,06	39,99	39,13	38,91	38,91	38,92	38,92	38,96	39,03
T 35. Location et crédit-bail immobiliers	40,77	40,62	40,54	39,48	39,17	39,12	39,04	39,02	38,94	38,90
U 12. ASSURANCES	39,86	39,71	39,68	38,55	38,31	38,23	38,12	38,03	37,96	38,05
U 13. ORGANISMES FINANCIERS	39,97	39,93	39,86	38,90	38,88	38,86	38,78	38,82	38,83	38,84
Ensemble	**40,94**	**40,80**	**40,60**	**39,52**	**39,17**	**39,06**	**39,02**	**39,00**	**39,00**	**39,02**

TABLEAU C.02-2

Durée annuelle effective du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE — *Unité :* Heure par salarié

Branches (NAP-niveau 15 — en U — et 40 — en T)	1979	1980	1981	1982	1983	1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*p* 1988
U 01. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	1.827	1.784	1.756	1.693	1.667	1.661	1.630	1.595	1.601	1.612
U 02 à U 06. INDUSTRIE (hors BGCA)	1.711	1.711	1.690	1.619	1.609	1.611	1.602	1.603	1.611	1.618
dont :										
T 02. Viandes et produits laitiers	1.760	1.745	1.716	1.630	1.625	1.629	1.616	1.615	1.623	1.626
T 03. Autres produits agricoles et alimentaires	1.718	1.711	1.693	1.618	1.612	1.617	1.601	1.593	1.598	1.597
T 04. Combustibles minéraux solides et cokes	1.598	1.611	1.602	1.560	1.568	1.581	1.580	1.584	1.592	1.607
T 05. Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	1.717	1.716	1.702	1.646	1.641	1.643	1.617	1.618	1.624	1.629
T 06. Électricité, gaz et eau	1.688	1.689	1.674	1.622	1.595	1.602	1.597	1.602	1.607	1.611
T 07. Minerais et métaux ferreux	1.695	1.712	1.696	1.615	1.585	1.568	1.559	1.562	1.578	1.587
T 08. Minerais et métaux non ferreux	1.689	1.697	1.673	1.604	1.585	1.590	1.580	1.581	1.590	1.596
T 09. Matériaux de construction	1.749	1.749	1.722	1.639	1.628	1.632	1.628	1.632	1.634	1.643
T 10. Verre	1.685	1.677	1.651	1.610	1.608	1.614	1.603	1.598	1.603	1.610
T 11. Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	1.678	1.681	1.671	1.602	1.576	1.576	1.562	1.565	1.572	1.581
T 12. Parachimie et pharmacie	1.672	1.674	1.662	1.597	1.581	1.586	1.571	1.567	1.576	1.592
T 13. Fonderie et travail des métaux	1.741	1.742	1.712	1.634	1.624	1.629	1.626	1.627	1.635	1.643
T 14. Mécanique	1.749	1.750	1.728	1.644	1.635	1.637	1.632	1.632	1.639	1.647
T 15A. Matériels électriques et électroniques professionnels	1.693	1.702	1.684	1.611	1.594	1.593	1.586	1.592	1.601	1.609
T 15B. Biens d'équipement ménager	1.683	1.694	1.673	1.605	1.593	1.590	1.574	1.573	1.584	1.591
T 16. Matériels de transport terrestre	1.715	1.721	1.694	1.608	1.606	1.609	1.608	1.606	1.615	1.621
T 17. Construction navale et aéronautique, armement	1.702	1.712	1.704	1.630	1.614	1.583	1.574	1.574	1.591	1.588
T 18. Textiles et habillement	1.674	1.668	1.648	1.591	1.591	1.597	1.590	1.592	1.602	1.610
T 19. Cuirs et chaussures	1.711	1.702	1.681	1.620	1.616	1.622	1.614	1.614	1.624	1.622
T 20. Bois, meubles et industries diverses	1.742	1.734	1.705	1.638	1.630	1.633	1.624	1.627	1.636	1.641
T 21. Papier, carton	1.698	1.697	1.679	1.617	1.616	1.619	1.609	1.608	1.617	1.626
T 22. Presse et édition	1.688	1.685	1.661	1.609	1.602	1.606	1.596	1.597	1.603	1.613
T 23. Caoutchouc et matières plastiques	1.711	1.712	1.696	1.621	1.612	1.623	1.610	1.611	1.620	1.626
U 07. BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	1.796	1.802	1.780	1.685	1.674	1.676	1.637	1.650	1.649	1.677
U 08. COMMERCE	1.663	1.656	1.637	1.562	1.554	1.562	1.558	1.557	1.559	1.565
U 09. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	1.739	1.742	1.725	1.657	1.641	1.645	1.632	1.630	1.634	1.637
dont :										
T 31. Transports	1.793	1.796	1.776	1.707	1.693	1.698	1.681	1.677	1.681	1.683
T 32. Télécommunications et postes	1.649	1.650	1.639	1.574	1.556	1.557	1.551	1.552	1.556	1.557
U 10. SERVICES MARCHANDS [NCA] (1)	1.710	1.704	*r* 1.682	1.611	1.601	1.608	1.598	1.596	1.600	1.604
dont :										
T 29. Réparation et commerce de l'automobile	1.812	1.805	1.778	1.688	1.682	1.686	1.675	1.676	1.679	1.683
T 30. Hôtels, cafés, restaurants	1.731	1.718	1.687	1.618	1.610	1.619	1.619	1.616	1.612	1.609
T 33. Services marchands aux entreprises	1.731	1.726	1.708	1.640	1.627	1.630	1.621	1.620	1.623	1.628
T 34. Services marchands aux particuliers	1.615	1.611	1.592	1.523	1.518	1.532	1.514	1.514	1.520	1.528
U 12. SERVICES D'ASSURANCE	1.676	1.677	1.662	1.586	1.578	1.578	1.568	1.566	1.568	1.572
U 13. SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	1.680	1.678	1.661	1.606	1.609	1.611	1.591	1.591	1.595	1.596
U 14. SERVICES NON MARCHANDS	1.525	1.520	1.494	1.427	1.426	1.426	1.399	1.393	1.389	1.395
Ensemble	**1.667**	**1.664**	**1.640**	**1.567**	**1.558**	**1.559**	**1.541**	**1.535**	**1.540**	**1.547**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-3

Répartition des ouvriers et employés selon la durée hebdomadaire du travail offerte
(Non compris les grandes entreprises nationales)

Situation au 1er janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

	Moins de 39 heures	39 heures	Plus de 39 heures à moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures à moins de 42 heures	42 heures et plus	Durée hebdomadaire moyenne (en heures)
Ouvriers :							
1978			4,6	42,6	11,3	41,5	41,5
1979			3,6	48,3	13,1	35,0	41,2
1980			3,3	51,3	14,4	31,0	41,1
1981			4,2	56,2	14,0	25,6	40,8
1982			8,4	62,8	11,0	17,8	40,5
1983	21,4	48,5	3,3	10,9	8,5	7,4	39,3
1984	28,7	46,5	2,5	8,7	7,6	6,0	39,1
1985	30,3	47,5	3,1	8,0	5,9	5,2	39,0
1986	29,3	49,4	2,3	13,0		6,0	39,1
1987	29,6	50,1	2,6	11,7		6,0	39,1
1988	28,4	51,4	1,9	12,2		6,1	39,1
1989	25,7	55,0	2,1	10,9		6,3	39,1
Employés :							
1978			2,4	65,7	11,1	20,8	40,7
1979			2,4	69,3	10,9	17,4	40,6
1980			2,5	72,0	11,4	14,1	40,5
1981			3,0	74,6	10,9	11,5	40,4
1982			12,9	70,3	8,8	8,0	40,2
1983	19,3	63,3	3,4	6,6	4,3	3,1	39,1
1984	26,2	59,7	3,0	4,9	3,5	2,7	39,0
1985	28,3	59,1	2,7	4,3	3,1	2,5	38,9
1986	30,4	58,4	2,4	6,7		2,0	38,9
1987	31,6	57,1	2,6	6,7		2,0	38,9
1988	30,2	59,3	1,8	6,8		1,9	38,9
1989	28,4	61,9	1,7	6,0		2,0	38,9

TABLEAU C.02-4

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et statut

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Individu

Statut	Hommes				Femmes				Ensemble	
	1987		1988		1987		1988		1987	1988
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	71.264	3,4	64.814	3,1	100.329	16,6	103.998	16,6	171.593	6,4	168.812	6,1
Aides familiaux	38.554	27,3	35.320	29,1	229.674	35,7	212.922	35,6	268.228	34,2	248.242	34,5
Salariés des services domestiques	3.871	32,9	3.368	30,6	186.665	68,0	193.066	65,6	190.536	66,5	196.434	64,4
Autres salariés du secteur privé	195.427	2,7	195.451	2,7	863.191	20,3	916.917	21,1	1.058.618	9,3	1.112.368	9,7
Salariés de l'État	50.589	3,4	55.062	3,7	329.020	21,6	353.416	22,5	379.609	12,6	408.478	13,2
Salariés des collectivités locales	75.744	10,2	59.445	8,4	294.253	23,3	304.447	24,5	369.997	18,5	363.892	18,7
Salariés des services publics	8.834	1,1	9.688	1,2	70.538	16,6	75.328	17,9	79.372	6,3	85.016	7,1
Ensemble	**444.283**	**3,6**	**423.148**	**3,4**	**2.073.670**	**23,1**	**2.160.094**	**23,8**	**2.517.953**	**11,8**	**2.583.242**	**12,0**

(1) Taux de temps partiel = rappport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-5

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Individu

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	1987		1988		1987		1988		1987		1988	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
U 01. Agriculture	65.473	6,3	59.425	5,8	175.675	31,2	173.937	32,5	241.148	15,1	233.362	15,0
U 02. Industries agricoles et alimentaires	7.597	1,9	9.541	2,5	32.202	14,9	30.628	15,1	39.799	6,5	40.169	6,8
U 03. Énergie	1.560	0,7	2.502	1,2	8.015	16,0	6.791	13,3	9.575	3,5	9.293	3,5
U 04. Industrie des biens intermédiaires	9.003	0,9	8.018	0,8	20.216	9,1	19.263	8,7	29.219	2,4	27.281	2,3
U 05. Industrie des biens d'équipement	10.426	0,9	10.672	0,9	28.157	7,7	38.413	10,8	38.583	2,4	49.085	3,1
U 06. Industrie des biens de consommation	15.474	2,4	14.262	2,2	60.581	10,1	65.208	11,0	76.055	6,1	79.470	6,4
U 02 à 06. Industries	*44.060*	*1,3*	*44.995*	*1,3*	*149.171*	*10,3*	*160.303*	*11,2*	*193.231*	*3,9*	*205.298*	*4,3*
U 07. Bâtiment, génie civil et agricole	19.509	1,4	18.708	1,3	48.522	35,9	50.958	35,3	68.031	4,3	69.666	4,4
U 08. Commerce	35.275	2,7	38.782	2,9	280.787	23,3	291.853	23,7	316.062	12,7	330.635	12,9
U 09. Transports et télécommunications	25.179	2,6	23.742	2,5	81.584	23,5	80.145	24,0	106.763	8,1	103.887	8,0
U 10. Services marchands	121.282	6,1	118.474	5,8	520.165	21,3	548.167	21,8	641.447	14,5	666.641	14,6
U 11 à 13. Institutions financières	6.493	1,9	4.098	1,2	55.694	15,2	65.464	17,4	62.187	8,8	69.562	9,6
U 14. Services non marchands	119.556	6,6	111.702	6,2	752.101	30,9	782.931	31,4	874.657	20,7	894.633	20,9
U 08 à 14. Tertiaire	*310.785*	*4,9*	*296.798*	*4,6*	*1.690.331*	*24,9*	*1.768.560*	*25,4*	*2.001.116*	*15,2*	*2.065.358*	*15,4*
Activités indéterminées	4.446	7,2	3.222	5,3	9.971	28,7	6.336	18,9	14.427	15,0	9.558	10,1
Total	**444.283**	**3,6**	**423.148**	**3,4**	**2.073.670**	**23,1**	**2.160.094**	**23,8**	**2.517.953**	**11,8**	**2.583.242**	**12,0**

(1) Taux de temps partiel = rapport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-6

Principales maladies professionnelles : nombre de cas constatés

Source : Caisse nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Maladies causées par le plomb et ses composés	91	87	51	46	40	33	43	40	33	19	17
Maladies causées par le benzène, le toluène, les xylènes et tous produits en renfermant	68	76	64	71	65	71	53	46	55	41	39
Affections causées par les ciments	1.115	964	833	784	803	712	598	530	429	373	299
Ulcérations et dermites provoquées par l'acide chromique	124	71	66	77	74	77	*r* 68	71	64	54	40
Affections dues aux dérivés halogènes de l'éthylène	133	136	118	94	107	95	64	65	49	52	25
Affections provoquées par les amines aromatiques	98	115	101	95	92	101	86	76	71	75	50
Brucelloses	135	140	158	151	129	131	72	78	79	43	(1) 55
Pneumoconioses consécutives à l'inhalation de silice	629	591	643	548	553	541	551	478	369	(2) 317	220
Affections provoquées par les poussières d'amiante	77	100	127	149	159	190	179	211	202	250	260
Dermatoses par lubrifiants	163	227	184	193	196	163	149	122	109	69	75
Affections provoquées par les bruits (3)	217	184	256	248	286	■ 670	1.296	1.411	1.269	1.052	(4) 904
Hépatites virales	581	483	597	497	438	381	295	285	242	223	134
Affections provoquées par le bois	38	50	45	52	61	111	147	124	116	121	95
Maladies provoquées par les résines époxydiques	108	108	95	81	86	78	86	81	76	71	63
Affections péri-articulaires	248	283	266	287	428	433	649	666	673	665	(5) 641
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	19	59	84	86	137	120	162	183	172	175	(6) 142
Affections respiratoires de mécanisme allergique	4	39	54	69	77	99	109	117	106	109	(7) 95
Affections provoquées par les vibrations, chocs transmis par certaines machines-outils, outils, objets	36	41	47	51	78	99	121	100	99	76	73

(1) Non compris 73 cas de brucellose reconnus par le régime des salariés agricoles. — (2) Non compris les cas de silicose reconnus dans les mines (582 cas en 1986). — (3) À partir de 1982 variations dues à une extension du champ. — (4) Non compris 35 cas d'affections dues au bruit reconnus par le régime des salariés agricoles. — (5) Non compris 106 cas d'affection péri-articulaire reconnus par le régime des salariés agricoles. — (6) Non compris 49 cas de dermite eczématiforme de mécanisme allergique reconnus par le régime des salariés agricoles. — (7) Non compris 66 cas d'affection respiratoire de mécanisme allergique reconnus par le régime des salariés agricoles.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail : taux de fréquence des accidents avec arrêt (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1965	1975	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Métallurgie	64	56	47	46	44	45	41	38	35	33	30
Bâtiment et travaux publics (2)	86	77	73	74	76	80	76	75	71	69	67
Bois	58	54	54	54	53	54	53	51	48	47	46
Chimie	38	32	30	29	28	28	25	24	22	19	17
Pierres et terres à feu	77	63	60	58	57	58	55	52	48	48	46
Caoutchouc, papier, carton	50	47	44	42	40	42	41	38	36	33	32
Livre	25	23	22	22	21	22	20	20	19	17	16
Textiles	29	30	30	30	29	30	29	29	28	26	24
Vêtement	14	16	16	16	16	17	16	16	14	14	14
Cuirs et peaux	22	23	21	21	21	23	21	20	20	18	18
Alimentation	43	42	41	40	41	43	41	41	38	37	35
Transports et manutention	61	52	50	48	49	52	48	48	47	45	46
Commerces non alimentaires	24	22	19	19	19	20	19	18	17	16	15
Interprofessionnel	14	15	16	16	16	16	15	15	15	16	15
Ensemble des activités	**47**	**40**	**35,7**	**34,9**	**34,5**	**35,6**	**33,5**	**31,4**	**29,5**	**28,6**	**27**
Nombre total d'accidents avec arrêt dans le régime général de Sécurité sociale (millier)	1.154.4	1.113,1	979,6	971,3	923,1	930,5	852,6	777,9	731,8	690,6	661,3
dont : Nombre d'accidents mortels	2.123	1.986	1.484	1.423	1.423	1.359	1.282	1.130	1.067	978	1.009

(1) Taux de fréquence = $\frac{\text{Nombre d'accidents avec arrêt}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times 1.000.000$. — (2) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Accidents du travail : taux de gravité des incapacités temporaires (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1965	1975	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Métallurgie	1,33	1,29	1,10	1,08	1,07	1,11	1,02	0,99	0,88	0,88	0,83
Bâtiment et travaux publics (2)	2,08	2,48	2,49	2,52	2,67	2,87	2,81	2,84	2,59	2,68	2,72
Bois	1,39	1,44	1,39	1,37	1,41	1,44	1,38	1,34	1,26	1,31	1,30
Chimie	0,94	0,89	0,83	0,81	0,81	0,79	0,74	0,70	0,61	0,58	0,57
Pierres et terres à feu	1,82	1,84	1,70	1,67	1,73	1,74	1,66	1,61	1,46	1,62	1,61
Caoutchouc, papier, carton	1,28	1,32	1,16	1,12	1,11	1,14	1,12	1,05	0,98	0,98	0,97
Livre	0,57	0,63	0,63	0,59	0,58	0,63	0,59	0,64	0,56	0,52	0,52
Textiles	0,74	0,76	0,74	0,73	0,74	0,76	0,72	0,73	0,70	0,74	0,71
Vêtement	0,30	0,35	0,35	0,36	0,37	0,39	0,40	0,40	0,35	0,35	0,36
Cuirs et peaux	0,51	0,58	0,50	0,50	0,52	0,54	0,52	0,50	0,54	0,56	0,52
Alimentation	0,96	1,05	1,00	0,98	1,02	1,07	1,03	1,05	0,97	0,99	0,97
Transports et manutention	1,74	1,81	1,72	1,65	1,72	1,84	1,75	1,85	1,81	1,86	1,98
Commerces non alimentaires	0,57	0,61	0,55	0,53	0,54	0,57	0,56	1,05	0,50	0,49	0,49
Interprofessionnel	0,36	0,43	0,44	0,44	0,45	0,48	0,47	0,57	0,45	0,48	0,49
Ensemble des activités	**1,09**	**1,11**	**1,00**	**0,98**	**1,00**	**1,05**	**1,00**	**0,98**	**0,88**	**0,91**	**0,91**
Nombre total de journées perdues par incapacité temporaire consécutive à un accident du travail, régime général [million]	21,0	30,8	27,6	27,3	26,8	27,3	25,5	24,2	21,9	22,0	22,0

(1) Taux de gravité = $\frac{\text{Nombre de journées perdues}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times 1.000$. — (2) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-9

Conflits du travail

(A l'exception des salariés de l'agriculture et des administrations publiques)
Moyenne mensuelle (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Conflits localisés :											
Nombre de conflits observés	267	351	253	254	315	*r*280	*r*250	*r*183	*r*137	*r*136	188
Effectifs ayant cessé le travail (en milliers)	41,4	62,3	33,3	32,9	44,6	37,8	42,2	22,8	21,8	18,7	27,2
Nombre de journées individuelles non travaillées (en milliers)	173,4	264,4	125,9	120,2	187,6	110,1	109,7	60,6	47,3	42,6	91,2
Conflits généralisés :											
Nombre de journées individuelles non travaillées (en milliers)	10,0	38,7	13,6	4,5	6,4	13,5	3,3	13,2	39,5	38,1	12,3

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année.

TABLEAU C.02-10

Absentéisme selon la qualification

Octobre 1986

Source : INSEE

Qualifications	Nombre de jours d'absence occasionnelle (1)	Répartis (en %) en					Autres causes (en jours) (3)	Proportion d'absents (%) (4)	Durée d'absence des absents (en jours)
		Maladie	Maternité	Accident du travail	Congé personnel	Autre cause imprévue (2)			
Cadres	**0,29**	**60,6**	**12,3**	**2,9**	**10,0**	**14,2**	**0,39**	**12,8**	**5,32**
Cadres supérieurs	0,15	67,7	4,7	3,8	8,7	15,0	0,27	8,2	5,14
Cadres confirmés	0,31	62,0	11,6	2,4	10,2	13,8	0,43	14,1	5,26
Autres cadres	0,40	55,5	16,6	3,3	10,0	14,6	0,41	14,6	5,54
Techniciens	**0,61**	**55,7**	**11,8**	**3,3**	**12,7**	**16,5**	**0,63**	**24,7**	**5,02**
Agents de maîtrise	**0,62**	**57,0**	**9,3**	**7,3**	**9,3**	**17,1**	**0,67**	**23,3**	**5,51**
Employés	**1,07**	**55,7**	**24,0**	**2,6**	**8,7**	**9,0**	**0,63**	**25,1**	**6,79**
Employés très qualifiés	0,78	56,0	24,1	2,9	7,2	9,8	0,52	22,1	5,88
Employés qualifiés	1,16	56,3	24,7	2,4	8,9	7,7	0,63	26,8	6,69
Employés non qualifiés	1,12	53,9	22,3	3,0	9,3	11,4	0,75	23,8	7,85
Ouvriers	**1,37**	**59,1**	**5,1**	**9,8**	**8,2**	**17,7**	**0,64**	**33,3**	**6,04**
Ouvriers très qualifiés	1,06	58,0	0,5	15,0	6,9	19,6	0,68	30,2	5,77
Ouvriers qualifiés	1,20	58,2	1,4	12,3	8,8	19,3	0,34	34,6	5,62
Ouvriers semi-qualifiés	1,43	60,8	5,8	8,8	8,2	16,5	0,62	34,4	5,94
Ouvriers non qualifiés	1,63	57,9	9,3	7,3	8,0	17,5	0,56	31,3	6,98
Ensemble	**1,04**	**58,1**	**9,8**	**7,6**	**8,7**	**15,8**	**0,62**	**27,6**	**6,00**

(1) Absences occasionnelles : maladie + maternité + accident de travail + congé personnel + autre cause imprévue. — (2) Les autres causes imprévues sont diverses : arrêts techniques, grèves, causes multiples ou indécidables. — (3) Les autres causes sont liées au droit ou à l'organisation du travail : congés payés, récupération, ou fraction de mois non faite pour embauche ou départ en cours de mois. — (4) Il s'agit de la proportion d'absents pour toute cause (y compris congés payés, récupération et fraction de mois non faite).

TABLEAU C.02-11

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en % des suffrages exprimés)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Ensemble des salariés :											
CGT	38,5	34,4	36,5	32,0	32,3	28,5	29,3	27,7	27,1	26,8	26,7
CFDT	20,4	20,5	21,3	22,3	22,8	21,9	21,0	21,2	21,2	21,3	20,7
CFTC	2,7	3,1	2,9	2,9	2,9	4,0	3,8	5,0	3,8	4,8	3,7
FO	10,0	9,7	11,0	9,9	11,7	11,1	13,9	12,6	14,4	11,3	13,7
CGC	6,6	5,8	6,0	6,1	7,0	6,5	7,1	6,2	7,5	5,9	6,8
Autres syndicats	5,2	4,8	5,0	4,1	4,4	4,7	4,8	5,8	5,0	6,0	4,8
Non syndiqués	16,3	21,2	16,8	22,2	18,4	22,8	19,7	21,5	21,1	23,9	23,5
B. Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :											
CGT	44,9	40,3	43,2	38,2	39,0	34,5	35,5	33,7	33,2	32,8	32,6
CFDT	21,1	21,3	21,7	23,2	23,6	23,2	22,2	22,3	22,1	22,1	20,8
CFTC	2,6	2,9	2,5	2,7	2,8	3,7	3,5	4,7	3,6	4,7	3,5
FO	9,6	9,8	10,7	10,2	11,6	11,7	14,2	13,3	14,5	11,8	14,1
CGC	0,9	0,7	0,4	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,8
Autres syndicats	4,8	4,3	4,9	3,9	4,5	4,3	4,6	4,5	4,9	4,7	4,7
Non syndiqués	15,7	20,3	16,2	21,3	18,0	22,0	19,5	20,9	21,0	23,3	23,6
C. Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (1)] :											
CGT	19,3	15,4	17,2	13,5	13,4	11,2	12,5	11,2	11,8	11,8	12,4
CFDT	18,3	18,1	20,2	19,9	20,8	18,3	17,7	18,1	19,1	18,9	20,4
CFTC	3,1	4,0	4,4	3,7	3,4	5,1	4,6	5,8	4,4	5,2	4,4
FO	11,3	*r* 8,7	11,7	9,4	12,3	9,6	13,4	10,7	14,0	9,7	12,7
CGC	23,7	22,3	22,8	23,4	25,1	24,0	25,4	21,7	24,4	20,1	21,7
Autres syndicats	6,2	6,2	5,5	5,0	4,7	6,4	6,0	9,3	5,0	9,1	5,1
Non syndiqués	18,1	27,3	18,7	25,0	20,0	25,4	20,3	23,2	21,3	25,2	23,3

(1) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-12

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants, suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre 1987

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Taille des établissements	Nombre d'établissements	Établissements avec délégués (en %)	Effectifs	Effectifs des établissements avec délégués (en %)
50 à 99 salariés	17.528	39,6	1.235.948	40,9
100 à 199 salariés	9.343	61,4	1.291.661	62,6
200 à 499 salariés	5.161	82,7	1.553.333	84,0
500 à 999 salariés	1.252	93,2	851.388	93,4
1.000 salariés et plus	549	95,4	1.238.968	95,6
Total	**33.833**	**55,1**	**6.171.298**	**74,5**

TABLEAU C.02-13

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre 1987

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Syndicats	Nombre de délégués	%
CGT	12.753	29,4
CFDT	10.602	24,4
CGT-FO	7.967	18,4
CFE-CGC	6.086	14,0
CFTC	3.196	7,4
Autres syndicats	2.774	6,4
Total	**43.378**	**100,0**

TABLEAU C.02-14

Établissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre 1987

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis	Établissements ayant au moins 1 CHSCT (en %)	Effectifs (en millier)	Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)
Moins de 300 salariés	28.968	61,8	3.167,9	69,1
De 300 à 499	2.168	91,1	828,8	91,1
500 et plus	1.883	94,1	2.426,9	94,2
Total	**33.019**	**65,6**	**6.423,6**	**81,5**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique, 1, place de Fontenoy, 75007 Paris. Tél. : (1) 40 56 60 00.

Bulletin mensuel des statistiques du travail.
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi.
Revue française des affaires sociales.
Travail Emploi : contraintes et rythme du travail des salariés à temps partiel.

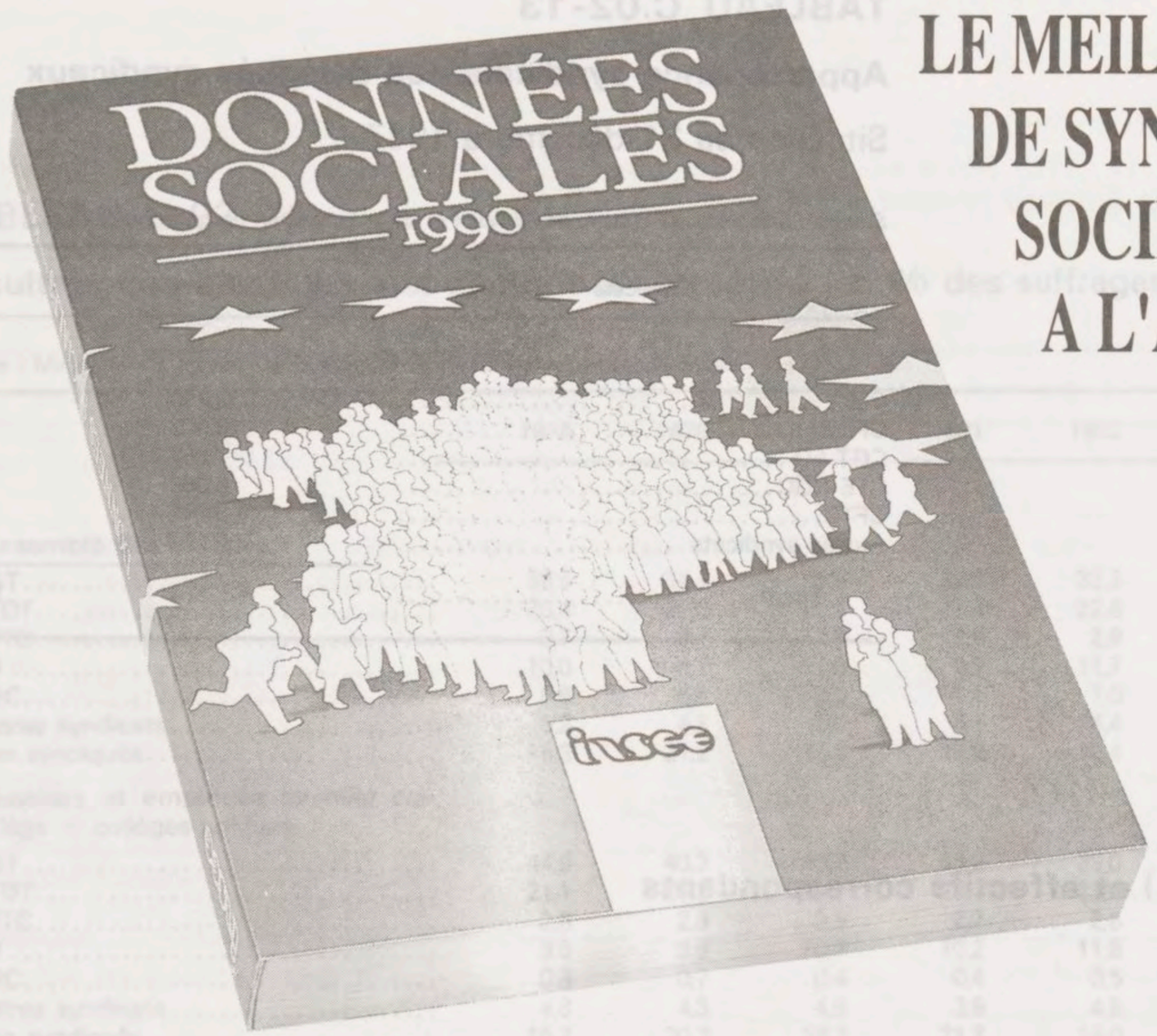
- INSEE.

Données sociales, dernière édition, 1987, prochaine édition janvier 1990.

Enquête sur l'emploi, Collections de l'INSEE, série D, dernier paru : résultats de 1988, n° D 128.

L'EVENEMENT :

DONNEES SOCIALES 90 VIENT DE PARAITRE



LE MEILLEUR OUVRAGE DE SYNTHESE SUR LA SOCIETE FRANCAISE A L'AUBE DES ANNEES 90...

□ 87 analyses portant sur la politique, le sport, le monde associatif, la religion... autant de thèmes qui font chaque jour l'actualité.

□ La France re-située dans le contexte social européen.

□ Des articles rédigés par les meilleurs spécialistes de chaque domaine.

□ Un livre clair et attrayant qui se lit comme une histoire passionnante.

□ Un instrument de travail, de réflexion ou tout simplement de culture.

© media conseil dijon

DONNEES SOCIALES 90
l'ouvrage 21 x 29,7 cm
464 pages 250 F

...A LIRE ABSOLUMENT !

BON DE COMMANDE

A retourner à l'Observatoire Economique de votre région

Oui, je souhaite recevoir :

..... exemplaire de DONNEES SOCIALES 1990 au prix unitaire de 250 F

+ participation aux frais d'expédition :

France : 10 F par envoi
Etranger : 20 F par exemplaire
Etranger (par avion) : 100 F par exemplaire

Ci-joint en règlement la somme de ..... F
par chèque à l'ordre de l' INSEE.

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Nom ou raison sociale .....

Adresse .....

.....

.....

Code postal .....

Ville .....

Chapitre C.03

Salaires et revenus

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales

2. Salaires dans la fonction publique

3. Coût de la main-d'œuvre

4. Revenus

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête non annuelle sur les revenus fiscaux,...).

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales

(tableaux 1 à 11)

Les tableaux 1 et 2 résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Le tableau 1 concerne la répartition par activité économique de la masse des salaires bruts des années les plus récentes; le tableau 2 donne les salaires nets annuels moyens des années 1985 et 1986 par activité économique, sexe et catégorie socioprofessionnelle, et un rappel, sur les années antérieures, des salaires moyens par sexe et catégorie socioprofessionnelle.

Le tableau 3 donne l'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970]. Le SMIC varie en fonction de la hausse des prix et de plus peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1); cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations, indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

L'évolution des gains mensuels des cadres, agents de maîtrise, techniciens, employés et ouvriers du secteur privé fait l'objet des tableaux 4 et 5.

Les gains selon l'activité économique, en avril 1988, sont présentés au tableau 6. Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport, des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes qui ne sont pas versées mensuellement (primes de vacances, primes de fin d'année),

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimum en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions;

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

L'évolution de l'indice des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique au tableau 7, par qualification au tableau 8. L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de 10 salariés et plus : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil. Outre des modifications techniques, comme le tirage d'un nouvel échantillon, l'actualisation des pondérations et la pré-impression sur le questionnaire des réponses faites à l'enquête du trimestre précédent, les deux modifications essentielles portant sur les données relatives aux salaires sont les suivantes :

— la question sur les taux de salaire horaire de base a été remplacée par deux questions : l'une sur l'horaire mensuel de base, l'autre sur le salaire mensuel de base hors prime et majoration pour heures supplémentaires; ces deux informations permettent de calculer un nouveau taux de salaire horaire de base; l'évolution de celui-ci est calculée avec la même méthode que par le passé;

— cette nouvelle enquête collecte les données relatives au salaire de base par niveau de qualification des catégories non ouvrières (agents de maîtrise, employés, ingénieurs et cadres); pour ne pas alourdir le questionnaire, le recueil des données relatives aux salaires par sexe a été abandonné.

Les tableaux 9 et 10 sont précisément relatifs aux évolutions des salaires de base des catégories non ouvrières; le tableau 9 en donne le détail par activité économique, le tableau 10 en donne le détail selon les 9 catégories distinguées par l'enquête.

Les salaires par profession selon le sexe et l'âge, présentés au tableau 11, sont issus de l'enquête sur la structure des salaires en 1986. Cette enquête est limitée aux unités de plus de 10 salariés et exclut certaines activités, en particulier les transports et télécommunications ainsi que les services aux particuliers. Le salaire annuel brut moyen est ici le salaire « offert », c'est-à-dire alloué dans des conditions normales d'horaires et de présence.

2. Fonction publique
(tableaux 12 à 17)

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités. Ces données font l'objet du tableau 12 où elles sont présentées suivant la catégorie socioprofessionnelle, le statut et le sexe des personnels concernés.

Le tableau 15 présente les rémunérations mensuelles brutes extrêmes (avant déduction de la cotisation de Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) aux 2 niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé (indice majoré 810, puis 814 à partir du 1er octobre 1988), au-delà duquel ne se trouvent que les emplois classés en échelles-lettres.

Le *minimum mensuel de rémunération* existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps, devenu par étapes successives l'indice brut 209 en juillet 1985 (soit, à cette date, l'indice majoré 217) [décret n° 86-167 du 31 janvier 1986]. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'*échelle hiérarchique* des traitements fixée en 1948 en indices nets allant de 100 à 650, puis en 1956 en indices bruts allant de 100 à 1.000, est, à la date du 1er octobre 1988, exprimée en indices majorés allant de 150 à 814. L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'*indemnité de résidence*, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, une partie de celle-ci étant alors intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui contribue à majorer les pensions de retraite actuelles et futures des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %) et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (professeurs de collège d'enseignement secondaire, préposés des PTT, commis des administrations centrales et des services extérieurs) ou toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes : plan Masselin reclassant les personnels d'exécution des catégories C et D de janvier 1970 à janvier 1974, plan Massenet reclassant les personnels de catégorie B de décembre 1972 à juillet 1976, reclassement des personnels d'encadrement (catégorie A) entre décembre 1974 et août 1977.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique est élaboré. Il est présenté dans les tableaux 16 concernant les traitements bruts et 17 concernant les traitements nets de retenue. Sont publiés également les indices propres à chacune des quatre catégories statutaires A, B, C, D et au regroupement des catégories C + D. Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

3. Coût de la main-d'œuvre
(tableau 18)

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise, en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales...

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 et sera réalisée tous les quatre ans à partir de 1984 dans les pays de la Communauté, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. Depuis 1978, l'enquête effectuée pour la France par l'INSEE couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances.

Des tableaux tirés de l'enquête communautaire 1984, ont été publiés dans les précédentes éditions de cet annuaire (décomposition du coût de la main-d'œuvre en ses différentes composantes de 78 à 84, comparaison par branche dans les pays de la CEE).

4. Revenus

41. L'enquête sur les revenus fiscaux des ménages
(tableaux 19 à 21)

En France, la source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages est constituée par une exploitation périodique des déclarations fiscales que collecte la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu.

Cette exploitation, de périodicité quinquennale, porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés. La dernière enquête se rapporte aux revenus de 1984.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Le *revenu fiscal* est constitué de la totalité des ressources des ménages qui sont par nature imposables. On y ajoute les allocations de vieillesse non imposables dites du « minimum vieillesse ».

C'est un revenu avant impôt et transferts familiaux. Il ne s'agit pas du revenu imposable au sens fiscal (assiette de l'impôt), les divers abattements et déductions prévus par la législation fiscale n'ayant pas été déduits.

Les principaux revenus partiels entrant dans le revenu fiscal sont : les traitements et salaires, les pensions et rentes viagères, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les bénéfices agricoles, les rémunérations de gérants et associés, les revenus de valeurs mobilières, les revenus fonciers.

Sous l'étiquette de revenu fiscal, on amalgame différents revenus dont la signification n'est pas la même. Si les salaires et les pensions déclarés par les contribuables correspondent bien à des revenus effectivement perçus, il n'en est pas de même des revenus des entrepreneurs individuels dont l'imposition est souvent basée sur une évaluation forfaitaire. Les revenus d'activité non salariaux estimés par la source fiscale sont très inférieurs aux évaluations plus économiques de ces mêmes revenus en comptabilité nationale. Par suite, les revenus des ménages sont connus avec une précision variable selon les cas : en moyenne bien meilleure pour les salariés et les inactifs que pour les indépendants et les agriculteurs.

Les tableaux 19, 20 et 21 présentent certains résultats tirés de l'enquête 1984 sur les revenus fiscaux : revenus fiscaux moyens et par tranche selon la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence; tranches de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence.

42. Les revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, calés sur les comptes nationaux

A partir de l'enquête sur les « revenus fiscaux » des ménages, et donc tous les cinq ans environ, l'INSEE procède à une répartition des revenus évalués dans les comptes nationaux, entre les ménages classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef. La dernière évaluation portait sur l'année 1979. Les chiffres 1983 obtenus par simple actualisation des résultats de 1979 ont été présentés dans l'édition 1987 de cet annuaire.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut. Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité et du patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurances-dommage, et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale.

L'enquête « revenus fiscaux » fournit des clés de ventilation pour les salaires, les revenus d'entreprise, les revenus de la propriété, les retraites, l'impôt. Elle permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations familiales, le minimum vieillesse. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménage issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

La définition des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôts (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur l'épargne des ménages.

⁂

TABLEAU C.03-1

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE

Unités : Salaires : Million de francs
Effectifs : Millier de salariés

Numéros de la nomenclature (1)	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Établissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (2)			Effectifs présents au 31 décembre		
		1984	*r* 1985	1986	1984	*r* 1985	1986	1984	*r* 1985	1986
T 01	Pêche	1.011	2.923	1.998	736,3	1.298,2	1.214,1	6,8	12,1	10,0
T 02	Industries de la viande et du lait	4.476	4.615	4.600	13.951,3	15.266,5	16.040,1	165,6	171,3	171,8
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	42.689	43.579	44.448	29.572,7	31.475,2	32.366,6	360,8	361,2	364,5
T 04	Production de combustibles minéraux solides	47	48	43	5.343,2	5.218,6	2.976,0	49,6	50,1	23,2
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	307	212	332	7.287,4	3.971,3	6.905,7	41,8	20,9	35,7
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	1.598	1.716	1.509	19.088,9	24.811,8	25.266,8	161,7	192,9	192,7
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	614	584	601	14.313,0	14.924,6	14.866,5	146,3	136,0	128,6
T 08	Production de minerais, métaux non ferreux	489	503	520	6.595,8	6.763,8	7.000,4	58,3	57,9	56,1
T 09	Production de matériaux de construction	8.333	8.328	8.384	13.883,9	14.457,6	14.586,5	149,7	145,4	141,9
T 10	Industrie du verre	1.038	1.043	1.079	6.016,5	5.720,3	6.028,9	60,7	55,0	56,1
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	1.430	1.597	1.608	14.197,7	16.479,7	16.946,2	119,0	126,3	123,7
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	2.991	3.134	3.201	20.575,1	22.663,1	23.437,5	186,9	188,0	185,6
T 13	Fonderie et travail des métaux	18.241	18.613	19.343	36.038,5	38.294,0	40.028,2	405,6	403,0	399,8
T 14	Construction mécanique	19.304	20.041	21.015	44.441,1	45.241,0	48.128,6	451,5	439,4	439,2
T 15	Construction électrique et électronique	9.713	10.494	11.445	59.441,8	63.359,3	66.233,2	554,7	557,7	549,7
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	2.372	2.450	2.484	41.480,9	41.414,1	39.776,5	422,3	395,2	370,0
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	1.040	1.173	1.073	20.283,2	21.609,9	23.643,3	162,0	160,3	165,6
T 18	Industrie textile et habillement	17.014	17.902	18.419	32.005,3	33.133,9	34.170,2	454,7	441,9	424,2
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	2.836	3.042	2.985	6.609,0	6.928,4	6.875,7	95,6	94,1	89,2
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	21.111	21.904	22.636	21.273,2	22.115,2	22.917,4	281,5	275,6	275,9
T 21	Industrie du papier et du carton	1.960	1.992	2.013	10.446,7	10.996,1	11.613,6	107,1	104,2	105,9
T 22	Imprimerie, presse, édition	13.459	14.266	15.165	23.388,2	24.623,7	27.125,9	216,6	222,0	228,3
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	4.567	4.648	4.848	17.521,2	18.650,4	19.942,1	199,0	199,4	203,7
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	163.644	164.072	167.365	96.306,1	100.336,8	107,781,0	1.213,1	1.186,8	1.201,8
T 25	Commerce de gros alimentaire	23.410	24.394	23.585	22.862,0	23.591,9	25.221,4	262,8	254,1	257,2
T 26	Commerce de gros non alimentaire	59.744	62.155	65.223	67.981,5	75.315,6	79.025,8	668,3	677,8	677,5
T 27	Commerce de détail alimentaire	68.740	70.400	71.424	33.063,0	33.651,0	37.325,0	505,3	473,1	521,9
T 28	Commerce de détail non alimentaire	152.352	154.805	160.940	45.521,6	49.080,1	52.730,2	667,2	665,4	694,2
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	51.779	53.300	54.022	25.279,0	28.805,0	28.212,5	328,1	324,7	326,5
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	103.124	106.175	110.927	30.031,3	31.318,5	34.099,4	453,2	453,7	470,5
T 31	Transports	40.824	42.544	43.095	78.874,4	85.560,6	86.304,9	801,3	821,4	811,6
T 32	Télécommunications et postes	451	331	338	25.624,7	10.253,8	///	297,6	122,3	///
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	181.414	137.484	149.542	116.445,1	118.672,5	132.515,6	1.129,7	1.139,9	1.206,4
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	144.898	149.079	156.341	121.859,3	131.937,2	145.594,1	1.634,1	1.714,5	1.825,7
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	9.983	11.665	7.795	7.371,6	8.250,6	6.887,1	97,6	97,5	86,8
T 36	Assurances	4.025	4.739	5.112	15.129,8	17.557,5	18.666,0	137,7	142,7	151,4
T 37	Organismes financiers	9.626	11.391	12.087	48.980,4	53.028,3	59.579,1	403,2	399,3	424,5
T 38	Services non marchands	53.144	55.510	59.121	58.926,9	59.359,1	65.365,9	794,2	782,7	853,6
	Total	**1.243.798**	**1.232.851**	**1.276.666**	**1.258.747,5**	**1.316.135,2**	**1.388.114,7**	**14.251,3**	**14.086,1**	**14.256,7**

(1) Non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature.

TABLEAU C.03-2A

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1985 (résultats définitifs)

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Numéro de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen								
			Ensemble			Catégories socioprofessionnelles					
						Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers		
			Les deux sexes (3)	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes
T 01	Pêche	10,0	113.464	119.275	45.609	259.984	223.400	89.860	106.666	40.884	102.625
T 02	Industries de la viande et du lait	157,6	77.528	84.742	60.627	211.972	108.551	69.234	69.145	53.981	65.006
T 03	Autres indust. agricoles et alimentaires	315,7	76.388	84.012	60.721	205.732	115.986	64.591	73.293	55.735	69.040
T 04	Production de combustibles minéraux solides	46,7	101.149	102.058	81.770	277.001	134.555	95.910	89.111	64.069	88.705
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	22,0	148.477	159.463	104.856	261.014	143.443	91.014	107.381	73.262	106.519
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	182,2	114.325	119.078	92.737	214.168	117.320	82.440	91.626	76.635	91.457
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	135,6	87.999	89.181	75.682	192.555	104.900	82.072	75.520	57.247	74.927
T 08	Production de minerais, méaux non ferreux	54,8	98.610	101.763	80.645	229.811	117.081	82.459	80.950	64.739	79.713
T 09	Production de matériaux de construction	135,7	83.508	86.062	67.357	212.641	112.689	82.543	69.707	50.970	68.156
T 10	Industrie du verre	54,1	89.956	94.338	68.525	193.743	117.279	79.312	81.814	54.665	78.364
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	119,3	109.261	114.605	84.329	245.172	123.931	85.682	87.971	68.314	86.048
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	169,3	104.766	122.910	82.226	213.603	120.370	80.052	79.167	64.219	72.679
T 13	Fonderie et travail des métaux	375,0	82.486	86.166	65.740	206.539	111.245	73.579	70.265	54.371	67.990
T 14	Construction mécanique	410,5	89.693	93.230	71.986	198.563	109.999	75.367	72.029	57.007	70.480
T 15	Construction électrique et électronique	504,2	99.635	115.166	70.466	197.698	113.482	79.801	74.800	59.288	68.435
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	392,6	85.832	89.849	67.872	203.104	109.871	81.896	77.441	60.057	74.490
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	155,1	115.293	119.169	87.136	211.159	124.981	93.129	89.303	66.839	88.080
T 18	Industrie textile et habillement	402,9	66.210	88.435	54.260	206.914	109.486	64.187	62.630	48.854	53.193
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	83,0	63.751	78.264	53.702	173.673	105.052	66.023	61.102	50.553	54.486
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	251,0	69.993	74.476	59.271	171.552	104.416	66.483	60.858	52.044	58.590
T 21	Industrie du papier et du carton	100,6	87.396	96.014	66.673	204.941	126.653	77.608	76.984	57.441	71.881
T 22	Imprimerie, presse, édition	177,2	105.282	117.861	81.804	199.142	129.644	79.302	89.277	62.021	82.447
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	182,3	79.949	87.443	61.864	188.455	108.802	72.208	71.191	54.464	66.450
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.088,6	73.668	73.775	71.959	187.277	109.131	72.458	62.580	49.752	62.481
T 25	Commerce de gros alimentaire	216,8	83.407	89.759	65.057	193.606	106.292	69.967	65.200	50.003	63.212
T 26	Commerce de gros non alimentaire	578,3	99.762	110.528	75.646	202.403	117.758	72.998	68.062	57.132	66.750
T 27	Commerce de détail alimentaire	370,2	64.241	73.692	54.209	149.877	90.848	53.754	64.482	50.923	63.078
T 28	Commerce de détail non alimentaire	473,9	74.022	90.679	62.286	147.464	95.231	59.838	64.296	54.594	61.048
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	295,5	73.019	74.266	66.137	159.227	105.218	70.309	62.113	62.286	62.116
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	322,9	65.186	70.576	57.053	137.298	91.484	58.369	63.077	49.140	60.182
T 31	Transports	720,2	94.697	97.190	81.858	213.859	121.413	81.062	79.648	69.769	79.226
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	788,6	105.540	126.812	78.797	202.595	112.405	70.887	69.909	54.289	66.803
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	1.228,5	76.522	87.391	71.462	133.461	90.459	66.260	69.076	54.433	63.453
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	73,3	77.032	84.091	65.236	177.668	104.749	63.082	62.771	46.439	59.966
T 36	Assurances	129,8	102.351	127.445	82.728	183.109	108.780	81.228	98.303	76.035	86.709
T 37	Organismes financiers	362,5	115.915	137.282	92.490	178.344	126.030	84.785	100.563	72.111	86.918
T 38	Services non marchands	464,6	83.875	97.407	75.009	150.927	91.715	69.889	65.761	54.807	61.905
	Ensemble (4)	**11.556,0**	**86.110**	**94.656**	**70.307**	**186.584**	**108.187**	**69.753**	**70.931**	**54.832**	**67.833**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail). — (3) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles. — (4) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-2B

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1986 (résultats définitifs)

Source : INSEE

Unité : Salaires : franc
Effectifs : millier

Numéro de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen								
			Ensemble			Catégories socioprofessionnelles					
						Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers		
			Les deux sexes (3)	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes
T 01	Pêche	9,0	120.470	124.642	54.916	189.780	144.721	66.731	117.358	52.259	113.536
T 02	Industries de la viande et du lait	156,5	79.739	86.932	63.345	198.709	111.407	70.920	71.926	56.297	67.618
T 03	Autres indust. agricoles et alimentaires	311,3	79.637	87.571	63.622	218.685	119.398	66.156	74.705	58.745	70.857
T 04	Production de combustibles minéraux solides	23,0	97.189	97.592	89.104	307.843	131.196	90.574	84.638	66.925	84.499
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	35,2	161.933	175.179	111.763	269.193	154.904	108.691	112.524	104.581	111.938
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	182,6	116.082	120.976	94.793	202.002	117.459	83.839	92.424	85.183	92.315
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	125,4	92.116	93.303	80.109	169.175	106.182	88.396	78.463	62.603	77.980
T 08	Production de minerais, métaux non ferreux	54,5	102.521	105.290	84.476	220.551	120.040	91.508	85.258	62.253	83.858
T 09	Production de matériaux de contruction	133,1	86.939	89.776	70.092	215.745	114.760	85.701	73.124	53.057	71.437
T 10	Industrie du verre	54,1	94.228	98.609	72.396	214.020	117.734	83.995	84.902	57.923	81.494
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	119,1	115.212	120.783	89.612	249.917	128.990	91.388	92.495	71.991	90.494
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	169,9	109.936	128.061	87.550	220.663	126.526	82.861	83.863	67.564	76.945
T 13	Fonderie et travail des métaux	372,5	86.312	89.989	68.887	217.452	116.913	76.972	73.465	56.853	71.246
T 14	Construction mécanique	412,9	93.532	97.403	74.649	203.087	114.412	77.733	75.295	61.801	73.900
T 15	Construction électrique et électronique	505,0	105.931	122.011	74.698	212.952	117.098	85.164	78.291	61.623	71.560
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	358,7	88.861	93.047	70.757	162.318	106.202	82.799	80.677	63.179	77.632
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	162,9	118.384	121.846	92.968	222.542	128.789	99.845	93.439	73.047	92.138
T 18	Industrtie textile et habillement	385,7	69.862	93.220	57.122	211.461	114.300	67.711	66.031	51.241	55.960
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	76,7	65.939	79.504	56.177	168.054	113.127	67.511	63.536	53.009	57.036
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	245,0	73.786	78.629	61.810	180.507	111.240	70.090	63.423	53.747	60.985
T 21	Industrie du papier et du carton	98,3	92.350	100.604	71.796	219.084	133.783	84.593	81.355	61.082	76.380
T 22	Imprimerie, presse, édition	180,6	112.887	125.996	88.238	204.232	139.189	82.446	95.968	67.608	89.027
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	183,1	84.250	91.475	65.757	201.065	101.977	75.291	72.095	56.661	67.570
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.073,7	77.874	77.970	76.301	200.317	117.321	76.729	65.982	52.627	65.876
T 25	Commerce de gros alimentaire	215,6	86.761	93.730	66.856	201.734	114.091	73.158	68.495	50.771	66.080
T 26	Commerce de gros non alimentaire	574,2	103.827	115.121	79.115	213.691	123.065	75.489	70.817	57.222	69.160
T 27	Commerce de détail alimentaire	379,8	68.861	79.445	57.146	163.115	94.172	56.512	70.150	51.513	68.323
T 28	Commerce de détail non alimentaire	477,3	78.383	96.550	65.517	153.997	101.815	63.026	70.777	58.495	66.460
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	293,2	77.396	78.642	70.472	160.073	109.783	75.275	64.764	66.910	64.822
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	328,7	69.249	75.532	59.984	154.155	92.417	62.979	67.327	51.237	63.966
T 31	Transports	715,4	98.169	100.775	84.735	220.409	125.614	85.800	82.211	70.601	81.676
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	812,0	113.685	136.705	84.733	215.091	118.990	77.723	73.086	58.244	70.264
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	1.262,9	80.455	92.552	74.850	135.433	93.037	70.039	75.725	56.223	68.404
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	59,4	79.340	87.628	67.613	173.258	109.190	66.799	68.396	47.132	63.748
T 36	Assurances	134,1	108.442	134.230	87.102	185.030	118.066	83.085	96.471	70.658	82.741
T 37	Organismes financiers	380,6	123.207	144.879	98.362	209.281	127.434	91.740	111.697	79.697	97.007
T 38	Services non marchands	468,9	86.487	101.293	77.370	153.378	93.388	71.737	70.168	57.969	65.520
	Ensemble (4)	**11.536,6**	**90.715**	**99.782**	**74.139**	**194.711**	**112.109**	**73.798**	**74.198**	**57.469**	**71.005**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail). — (3) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles. — (4) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-3

Salaire minimum de croissance [SMIC] (1)

Moyennes annuelles du salaire horaire

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Métropole :											
SMIC	10,61	11,94	13,80	16,30	19,17	21,50	23,53	25,44	26,53	27,60	28,35
Minimum garanti	6,75	7,43	8,44	9,53	10,78	11,78	12,76	13,52	13,90	14,39	14,73
Départements d'outre-mer :											
Antilles, Guyane	8,67	9,75	11,27	13,32	15,76	17,92	19,61	21,21	22,11	23,01	23,64
Réunion	7,56	8,68	10,23	12,34	14,71	16,72	18,30	19,79	20,64	21,46	22,05

(1) De février 1982 à avril 1985, deux montants mensuels du SMIC correspondaient à un même SMIC horaire : l'un, calculé sur la base de 40 heures par semaine, concernait les seuls ouvriers déjà présents dans leur entreprise le 1er février 1982, et qui avaient droit de ce fait à une compensation totale de la réduction de la durée légale du travail; l'autre était calculé sur la base de 39 heures par semaine pour les ouvriers embauchés après le 1er février 1982. La réunification a été réalisée à compter de mai 1985 sur la base de 169 heures par mois.

TABLEAU C.03-4

Gains des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	1984		1985		1986		1987		1988
	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril
Gains horaires des ouvriers	34,73	35,39	36,81	37,51	38,63	38,74	39,67	40,27	41,25
Gains mensuels :									
Cadres	15.436	15.771	16.377	16.720	17.245	17.527	17.983	18.166	18.650
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	8.694	8.694	8.942	9.208	9.468	9.617	9.750	9.997	10.087
Employés	6.101	6.276	6.484	6.691	6.812	6.805	6.916	7.079	7.169
Ensemble des « non-ouvriers »	**8.460**	**8.682**	**8.978**	**9.223**	**9.425**	**9.898**	**10.088**	**10.282**	**10.449**

TABLEAU C.03-5

Indices des rémunérations des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 en octobre 1972

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Gains horaires des ouvriers (1)	202,7	227,3	255,6	294,2	337,9	390,0	436,7	469,0	497,1	521,0	541,8
Gains mensuels :											
Cadres	168,3	187,5	208,6	236,0	267,4	296,0	324,6	348,7	369,8	386,0	398,8
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	176,2	196,0	218,8	250,2	281,7	309,8	339,7	362,0	383,3	397,3	410,9
Employés	184,0	205,8	231,8	266,6	304,8	342,0	377,9	406,4	432,6	452,5	470,7
Ouvriers (2)	188,3	209,1	233,7	267,8	305,2	342,0	379,5	406,1	430,1	450,4	468,7
Ensemble des salariés	**181,9**	**202,4**	**226,4**	**259,0**	**294,5**	**328,5**	**362,8**	**388,7**	**412,2**	**430,7**	**447,0**

(1) Une série des gains horaires des ouvriers corrigée de la variation du nombre des jours ouvrés est disponible par ailleurs. — (2) Le gain mensuel des ouvriers est obtenu à partir du gain horaire en tenant compte de la durée du travail.

TABLEAU C.03-6

Gains selon l'activité économique des établissements

Avril 1988

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	Industries de transformation (non compris le bâtiment)	Industries transformatrices des métaux	Bâtiment et génie civil	Ensemble de l'industrie (y compris industries extractives, bâtiment et génie civil)	Transports (non compris SNCF et RATP)	Commerces	Services	Ensemble (1)
Gains horaires des ouvriers	42,00	44,04	40,99	41,80	43,80	39,18	38,70	41,25
Gains mensuels :								
Cadres	19.642	19.421	17.565	19.364	18.108	18.117	17.980	18.650
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	10.621	10.697	9.671	10.491	10.138	9.530	9.623	10.087
Employés	7.859	8.374	7.431	7.815	7.082	6.468	7.278	7.169
Ensemble des « non-ouvriers »	**11.718**	**12.071**	**10.966**	**11.623**	**10.093**	**8.761**	**10.152**	**10.449**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-7

Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 au 1er avril 1988

Activité économique NAP 73 : niveaux 40 et 100 (2)		1987		1988				1989	Moyenne (1)
		Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1988
T 02	Industries de la viande et du lait	97,8	98,4	99,0	100,0	100,9	101,8	102,7	100,9
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	97,8	98,5	99,1	100,0	101,2	101,6	102,9	101,0
T 07	Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier	97,7	98,2	98,6	100,0	101,3	102,9	103,0	101,3
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	97,9	99,0	99,0	100,0	101,2	102,1	102,8	101,1
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	97,2	98,2	98,8	100,0	100,7	101,5	102,5	100,7
T 10	Industrie du verre	97,6	98,9	99,0	100,0	101,1	102,2	102,9	101,1
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	97,5	98,0	99,4	100,0	100,9	101,5	102,4	100,8
	dont : Chimie de base - 17	*97,8*	*98,4*	*99,7*	*100,0*	*101,0*	*101,5*	*102,6*	*100,9*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	97,9	98,2	98,9	100,0	100,5	101,2	102,2	100,6
	dont : Parachimie - 18	*98,4*	*98,3*	*99,0*	*100,0*	*100,5*	*100,9*	*101,9*	*100,5*
	Industrie pharmaceutique - 19	*97,0*	*97,9*	*98,8*	*100,0*	*100,5*	*101,8*	*102,8*	*100,8*
T 13	Fonderie et travail des métaux	98,1	98,8	99,4	100,0	101,0	101,6	102,8	100,9
T 14	Construction mécanique	98,0	98,8	99,5	100,0	101,0	101,7	102,6	100,9
T 15	Construction électrique et électronique	97,9	98,5	99,1	100,0	100,6	101,6	102,5	100,8
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	98,5	99,3	99,5	100,0	100,6	101,3	102,4	100,7
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	98,3	98,9	99,4	100,0	100,5	101,4	102,7	100,7
T 18	Industries du textile et de l'habillement	98,3	99,1	99,5	100,0	101,4	102,1	102,6	101,1
	dont : Industrie textile - 44	*97,8*	*98,5*	*99,3*	*100,0*	*101,2*	*102,0*	*102,5*	*101,0*
	Industrie de l'habillement - 47	*98,8*	*99,7*	*99,7*	*100,0*	*101,7*	*102,2*	*102,8*	*101,3*
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	99,0	99,5	99,6	100,0	101,1	101,2	102,4	100,8
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	97,9	98,9	99,5	100,0	101,6	102,3	103,3	101,3
	dont : Travail mécanique du bois - 48	*98,2*	*98,8*	*99,6*	*100,0*	*101,7*	*102,4*	*103,5*	*101,4*
	Industrie de l'ameublement - 49	*98,6*	*98,8*	*99,6*	*100,0*	*101,6*	*102,3*	*102,9*	*101,3*

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU C.03-7 *(suite et fin)*

Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 au 1er avril 1988

Activité économique NAP 73 : niveaux 40 et 100 (2)	1987		1988				1989	Moyenne (1)
	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1988
T 21 Industries du papier et du carton	97,6	98,3	99,3	100,0	100,7	102,0	103,1	101,0
T 22 Imprimerie, presse, édition	98,0	98,3	99,1	100,0	100,7	101,9	102,7	100,9
T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	97,8	98,1	99,3	100,0	101,1	102,1	103,1	101,1
dont : Industrie du caoutchouc - 52	*97,2*	*97,7*	*99,2*	*100,0*	*101,1*	*102,3*	*103,6*	*101,2*
Transformation des matières plastiques - 53	*98,3*	*98,4*	*99,3*	*100,0*	*101,1*	*101,9*	*102,8*	*101,0*
T 24 Bâtiment, génie civil et agricole	97,4	98,2	99,3	100,0	101,0	101,9	102,9	101,0
T 25 Commerce de gros alimentaire	97,6	98,2	99,0	100,0	100,6	101,5	102,3	100,7
T 26 Commerce de gros non alimentaire	97,4	97,8	99,2	100,0	100,8	101,3	101,9	100,7
T 27 Commerce de détail alimentaire	96,9	97,8	99,0	100,0	100,6	101,4	102,5	100,7
T 28 Commerce de détail non alimentaire	97,2	98,2	99,2	100,0	100,6	101,7	102,3	100,8
T 29 Réparation et commerce de l'automobile	97,4	98,3	98,8	100,0	100,6	101,5	102,5	100,7
T 31 Transports (3)	97,4	98,3	99,3	100,0	100,7	101,9	103,3	101,0
Regroupements :								
U 02 Industries agricoles et alimentaires	97,8	98,4	99,0	100,0	101,1	101,7	102,8	100,9
U 04 Industries des biens intermédiaires	97,8	98,5	99,2	100,0	101,0	101,9	102,8	101,0
U 05 Industries des biens d'équipement	98,2	98,9	99,4	100,0	100,7	101,5	102,5	100,8
U 06 Industries des biens de consommation courante	98,2	98,9	99,4	100,0	101,3	101,9	102,8	101,1
U 08 Commerce	97,3	98,0	99,1	100,0	100,7	101,4	102,2	100,7
U 10 Services marchands	96,7	97,7	99,1	100,0	100,7	101,2	101,9	100,6
U 02 à U 06 Industrie non compris le bâtiment (3)	98,0	98,7	99,3	100,0	101,0	101,8	102,7	100,9
dont : Industrie chimique - 17 - 18 - 19	*97,9*	*98,3*	*99,3*	*100,0*	*100,7*	*101,4*	*102,4*	*100,7*
U 02 à U 07 Industrie y compris le bâtiment (3)	97,9	98,6	99,3	100,0	101,0	101,8	102,8	100,9
U 08 à U 14 Tertiaire (4)	96,9	97,9	99,1	100,0	100,7	101,4	102,3	100,7
U 10 à U 14 Services	96,6	97,7	99,1	100,0	100,8	101,2	101,9	100,6
U 02 à U 14 **Ensemble des secteurs non agricoles** (5)	**97,6**	**98,4**	**99,2**	**100,0**	**100,9**	**101,7**	**102,6**	**100,9**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquête de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante avec les pondérations respectives 1,2,2,2,1). — (2) Entre tirets et en italique, niveau 100 de la NAP 73 (Nomenclature d'Activités et de Produits de 1973). — (3) Non compris T 04 « Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction » et T 06 « Électricité, gaz et eau ». — (4) Non compris S.N.C.F. et R.A.T.P. — (5) Non compris S.N.C.F., R.A.T.P., ainsi que T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-8

Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 au 1er avril 1988

	1987		1988				1989	Moyenne
	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	« 1988 » (1)
Manœuvre :								
Niveau 1	98,0	98,8	99,5	100,0	101,2	101,8	102,6	101,0
Niveau 2	98,0	98,8	99,4	100,0	101,1	101,8	102,7	101,0
Ouvrier spécialisé :								
Niveau 3	97,8	98,6	99,3	100,0	100,9	101,7	102,7	100,9
Niveau 4	97,6	98,3	99,2	100,0	100,8	101,5	102,5	100,8
Ouvrier qualifié :								
Niveau 5	97,4	98,1	99,1	100,0	100,8	101,7	102,6	100,8
Niveau 6	97,4	98,1	99,1	100,0	100,8	101,6	102,6	100,8
Ouvrier hautement qualifié :								
Niveau 7	97,2	98,1	99,1	100,0	100,8	101,6	102,7	100,8
Ensemble	**97,6**	**98,4**	**99,2**	**100,0**	**100,9**	**101,7**	**102,6**	**100,9**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante).

TABLEAU C.03-9

Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 au 1er avril 1988

	Activité économique NAP 73 : niveaux 40 et 100 (2)	1987		1988				1989	Moyenne (1)
		Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1988
T 02	Industries de la viande et du lait	98,2	98,6	98,9	100,0	101,1	101,8	102,2	100,9
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	97,6	98,4	99,4	100,0	101,1	102,0	103,5	101,1
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	96,6	98,3	98,7	100,0	101,2	102,1	103,8	101,1
T 10	Industrie du verre	98,6	100,0	99,5	100,0	100,8	101,9	102,7	101,0
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres et synthétiques	98,4	98,3	99,9	100,0	100,7	101,5	102,7	100,9
	dont : Chimie de base - 17	*98,4*	*98,3*	*100,0*	*100,0*	*100,7*	*101,5*	*102,8*	*100,9*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	96,9	98,0	98,6	100,0	100,5	101,6	102,5	100,7
	dont : Parachimie - 18	*97,1*	*98,6*	*98,6*	*100,0*	*100,4*	*101,6*	*102,3*	*100,6*
	Industrie pharmaceutique - 19	*96,6*	*97,2*	*98,5*	*100,0*	*100,5*	*101,6*	*102,7*	*100,7*
T 13	Fonderie et travail des métaux	97,4	98,0	99,1	100,0	101,2	101,9	103,1	101,0
T 14	Construction mécanique	97,8	99,0	99,2	100,0	101,2	102,0	103,3	101,1
T 15	Construction électrique et électronique	96,0	96,5	97,6	100,0	100,3	101,0	102,1	100,3
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	98,5	98,9	99,4	100,0	100,4	101,2	102,3	100,6
T 18	Industries textiles et d'habillement	97,4	98,1	99,1	100,0	101,2	102,2	102,8	101,1
	dont : Industrie textile - 44	*97,5*	*97,9*	*99,2*	*100,0*	*101,2*	*102,1*	*102,4*	*101,0*
	Industrie de l'habillement - 47	*97,5*	*98,5*	*99,2*	*100,0*	*101,2*	*102,4*	*103,2*	*101,2*
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	97,9	97,5	99,0	100,0	101,4	102,1	101,5	101,0
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	97,5	98,4	99,1	100,0	101,5	102,4	103,2	101,3
	dont : Travail mécanique du bois - 48	96,9	97,8	98,6	100,0	101,3	102,4	103,5	101,2
	Industrie de l'ameublement - 49	*98,0*	*98,2*	*99,7*	*100,0*	*101,1*	*101,9*	*102,5*	*101,0*
T 21	Industries du papier et du carton	97,1	97,7	99,0	100,0	100,9	102,0	102,7	100,9
T 22	Imprimerie, presse, édition	96,8	97,5	99,1	100,0	101,2	102,2	103,4	101,2
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	97,5	98,2	99,3	100,0	100,8	101,2	102,4	100,7
	dont : Industrie du caoutchouc - 52	*97,6*	*98,1*	*99,3*	*100,0*	*100,2*	*100,4*	*102,4*	*100,4*
	Transformation des matières plastiques - 53	*97,3*	*98,2*	*99,2*	*100,0*	*101,3*	*101,8*	*102,4*	*101,0*
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	96,8	97,6	98,9	100,0	101,2	102,2	103,7	101,2
T 25	Commerce de gros alimentaire	97,6	98,4	99,2	100,0	101,2	102,2	102,9	101,1
T 26	Commerce de gros non alimentaire	97,9	98,4	99,3	100,0	101,4	102,0	103,1	101,1
T 27	Commerce de détail alimentaire	98,6	99,1	99,7	100,0	101,7	102,3	103,4	101,4
T 28	Commerce de détail non alimentaire	97,5	98,4	99,0	100,0	101,2	101,8	102,6	101,0
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	97,4	98,1	99,1	100,0	101,3	102,1	103,3	101,2
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	98,5	99,5	99,7	100,0	101,2	101,7	101,4	100,9
T 33	Services marchands aux entreprises	97,1	98,0	99,0	100,0	100,9	101,5	102,6	100,8
T 34	Services marchands aux particuliers	97,6	99,0	99,5	100,0	100,9	101,3	102,2	100,8
T 36	Assurance	98,0	98,0	99,1	100,0	101,0	101,5	102,2	100,8
T 37	Organismes financiers	97,6	98,5	98,8	100,0	100,7	101,1	102,4	100,6
	Regroupements :								
U 02	Industries agricoles et alimentaires	97,7	98,4	99,2	100,0	101,1	101,9	103,0	101,0
U 04	Industries des biens intermédiaires	97,6	98,2	99,2	100,0	100,9	101,7	102,8	100,9
U 05	Industries des biens d'équipement	97,3	98,0	98,7	100,0	100,5	101,3	102,3	100,6
U 06	Industries des biens de consommation courante	97,2	98,0	99,0	100,0	101,0	102,1	102,8	101,0
U 08	Commerce	97,9	98,6	99,3	100,0	101,4	102,1	103,0	101,2
U 10	Services marchands	97,5	98,5	99,2	100,0	101,0	101,5	102,4	100,8
U 02 à U 06	Industrie non compris le bâtiment (3)	97,4	98,1	98,9	100,0	100,8	101,6	102,6	100,8
	dont : Industrie chimique - 17 - 18 - 19	*97,5*	*98,3*	*99,1*	*100,0*	*100,6*	*101,6*	*102,6*	*100,7*
U 02 à U 07	Industrie y compris le bâtiment (3)	97,3	98,0	98,9	100,0	100,8	101,7	102,7	100,8
U 08 à U 14	Tertiaire (4)	97,5	98,7	99,4	100,0	101,1	101,6	102,6	100,9
U 10 à U 14	Services	98,0	98,8	99,5	100,0	100,9	101,4	102,4	100,8
U 02 à U 14	**Ensemble secteurs non agricoles (5)**	**97,5**	**98,4**	**99,2**	**100,0**	**101,0**	**101,6**	**102,6**	**100,9**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante avec les pondérations respectives 1, 2, 2, 2, 1). — (2) Entre tirets et en italique, niveau 100 de la NAP 73 (Nomenclature d'activités et de produits de 1973). — (3) Non compris T 04 « Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction » et T 06 « Électricité, eau, gaz ». — (4) Non compris SNCF et RATP. — (5) Non compris SNCF, RATP, ainsi que T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-10

Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers selon la qualification

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 au 1er avril 1988

Toutes activités économiques (2)	1987		1988				1989	Moyenne (1)
	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1988
Non-ouvriers.								
Agents de maîtrise (production) :								
Niveau 1	97,6	98,5	99,3	100,0	100,7	101,6	102,5	100,8
Niveau 2	97,9	98,4	99,3	100,0	100,9	101,7	102,7	100,9
Employés peu qualifiés	97,9	98,8	99,6	100,0	101,2	101,8	102,8	101,0
Employés qualifiés	97,7	98,5	99,2	100,0	101,1	101,7	102,7	100,9
Maîtrise administrative ou commerciale	97,5	98,4	99,0	100,0	100,9	101,5	102,5	100,8
Techniciens :								
Niveau 1	97,6	98,6	99,2	100,0	100,9	101,6	102,8	100,9
Niveau 2	97,3	99,0	99,8	100,0	100,5	101,4	102,4	100,7
Ingénieurs et cadres :								
Débutants	97,3	97,8	98,8	100,0	101,1	101,8	103,1	101,0
Confirmés	96,7	97,8	98,9	100,0	101,0	101,6	102,5	100,8

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante). — (2) Non compris SNCF, RATP, T 04 « Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction » et T 06 « Électricité, eau, gaz ».

TABLEAU C.03-11

Salaire annuel brut moyen (1) par profession selon le sexe et l'âge

Octobre 1986

Source : INSEE — *Unité :* Millier de francs

PCS (2)	Emploi	Ensemble	Hommes	Femmes	Moins de 30 ans	De 31 à 45 ans	De 46 à 60 ans
Cadres :							
3710	Cadre d'état major	**354,7**	367,3	(3)	(3)	302,8	441,9
3726	Cadre des services administratifs	**249,3**	263,0	191,2	166,7	233,7	279,3
3733	Cadre de vente des grandes entreprises	**229,7**	231,2	219,1	156,1	231,2	256,4
3825	Ingénieur de recherche (chimie)	**253,9**	265,3	192,9	161,4	254,2	294,8
3831	Ingénieur de fabrication (matériel électrique)	**225,8**	229,7	(3)	175,0	226,8	264,0
3855	Ingénieur technico-commercial (informatique)	**245,6**	251,9	205,6	178,6	251,8	309,4
Techniciens et maîtrise :							
4611	Chef comptable	**132,7**	140,2	125,6	109,7	135,2	148,9
4723	Technicien en mécanique	**136,7**	137,3	116,8	113,9	137,6	151,6
4792	Programmeur	**137,4**	142,8	122,3	115,4	152,7	169,3
4821	Maîtrise 2e niveau (mécanique)	**153,0**	153,8	(3)	127,4	147,8	161,2
4862	Maîtrise 1er niveau (matériaux)	**128,6**	129,0	(3)	107,4	126,8	137,3
4881	Maîtrise 2e niveau (entretien)	**154,2**	154,4	(3)	133,4	151,0	161,9
4891	Responsable d'entrepôt	**120,9**	122,8	103,9	102,3	122,3	126,8
Employés :							
5317	Agent de sécurité	**89,3**	89,9	77,9	77,2	90,0	96,3
5411	Secrétaire	**96,7**	96,7	96,7	86,1	101,2	107,5
5415	Opérateur saisie informatique	**89,0**	100,8	86,8	78,3	95,5	101,0
5422	Employé qualifié des services comptables	**97,7**	105,6	94,4	85,8	102,5	112,2
5427	Employé administratif non qualifié	**84,4**	93,1	79,5	75,0	90,1	94,7
5518	Employé de libre service	**66,9**	70,5	65,0	64,3	70,5	71,9
Ouvriers qualifiés :							
6201	Mécanicien d'entretien	**101,0**	101,1	(3)	88,7	106,5	105,1
6224	Soudeur manuel	**89,8**	90,0	(3)	81,1	92,1	94,8
6228	Tourneur, fraiseur	**97,9**	98,5	83,1	88,7	102,3	102,8
6232	Monteur en mécanique (HQ)	**111,8**	112,6	89,1	96,2	115,2	116,9
6242	Ouvrier qualifié du travail du béton	**84,7**	84,7	(3)	77,7	87,8	85,9
6253	Opérateur en chimie	**94,9**	96,5	86,0	88,9	96,4	98,2
6274	Ouvrier qualifié du cuir	**73,1**	78,3	68,7	69,7	74,1	75,7
6282	Ouvrier qualifié de la composition (imprimerie)	**119,2**	124,3	105,5	94,5	122,0	141,4
6322	Serrurier	**88,3**	88,6	(3)	77,1	93,4	96,7
6411	Chauffeur poids lourds	**89,2**	89,3	(3)	80,4	91,4	92,6
Ouvriers non qualifiés :							
6721	Tourneur, fraiseur	**83,6**	88,6	69,2	78,8	86,5	87,3
6752	Ouvrier non qualifié de la chimie	**75,7**	79,1	70,3	71,6	78,1	78,4
6756	Ouvrier non qualifié des IAA	**72,1**	74,9	68,3	69,2	74,8	74,9
6772	Ouvrier non qualifié de la confection (vêtement)	**61,4**	69,5	60,7	59,3	62,9	63,2
6793	Ouvrier non qualifié du tri, emballage, expédition	**73,9**	78,4	69,2	69,8	75,9	77,5

(1) Salaire « offert » dans des conditions normales d'horaire et de présence. — (2) Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles 1983 (INSEE) — (3) Résultat non significatif.

TABLEAU C.03-12

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

(Non compris Défense)

Année 1986

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État). *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Autres personnels		
		Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	358.200	160,0	170,8	140,3	160,5	171,3	141,1	154,1	164,5	127,9
dont : Cadres	138.300	168,1	177,7	138,1	166,8	176,2	137,2	180,4	192,0	145,9
Personnels de direction	6.900	316,8	321,9	266,7	317,1	322,1	267,2	309,8	316,3	251,1
Cadres administratifs	103.700	152,9	161,1	130,8	151,7	159,5	130,1	171,6	187,7	139,0
Cadres techniques	22.400	185,6	190,2	150,5	186,1	189,7	145,9	184,6	191,3	155,2
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	219.900	154,9	165,0	141,1	156,7	167,4	142,5	127,2	133,7	113,2
Professions intermédiaires	839.600	101,2	105,9	97,3	103,0	108,0	98,9	81,4	86,4	75,3
dont : Instituteurs et professeurs de collège	566.600	100,5	105,0	97,7	103,2	109,0	99,8	70,0	71,6	68,5
Professeurs de collège (non certifiés) et assimilés	202.500	111,8	115,6	108,0	115,0	119,2	110,9	80,8	82,3	79,2
Instituteurs	336.100	96,7	99,6	95,5	96,8	99,6	95,6	84,5	(4)	(4)
Professions de la santé et du travail social, clergé	13.800	93,5	95,7	92,3	95,6	99,7	93,6	74,5	74,5	74,5
Professions administratives	180.100	101,6	107,2	95,8	101,5	107,2	95,7	102,5	107,8	97,6
Techniciens	52.800	111,2	112,1	102,7	111,2	112,0	102,3	110,7	112,9	103,3
Contremaîtres et agents de maîtrise, agents techniques	26.400	97,7	98,5	85,0	96,0	96,5	84,4	108,2	110,3	86,9
Employés et ouvriers	739.400	79,6	84,8	72,7	80,1	85,1	73,3	73,0	80,7	66,2
dont : Employés et agents de service	519.300	75,8	79,8	72,8	76,4	80,3	73,5	67,1	70,1	65,8
Employés	421.100	78,8	82,3	76,1	79,3	82,4	76,7	71,4	77,1	69,7
Agents de service	97.400	62,7	66,5	60,6	63,5	67,4	61,3	56,6	59,9	54,4
Personnels de la police et des prisons	103.400	104,0	104,8	82,2	104,0	104,8	82,3	75,8	(4)	(4)
Ouvriers	116.300	74,6	75,9	67,0	72,9	73,8	66,4	83,6	86,7	69,0
Toutes catégories (3)	**1.937.200**	**103,8**	**111,9**	**94,6**	**104,9**	**112,7**	**96,0**	**91,1**	**102,4**	**77,1**

(1) Salaire imposable non compris les avantages en nature. — (2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger, non compris le ministère de la Défense. — (3) Non compris quelques milliers d'agents dont le salaire complet est inconnu. (4) Non significatif (effectifs trop faibles).

TABLEAU C.03-13

Taux de rémunérations annexes des agents de l'État (1) par profession et sexe ou statut

Métropole, agents à temps complet (Hors Défense)
Année 1986

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Ensemble	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	337.400	153.500	15	16	8	18	11
dont : Personnels de direction	6.500	302.700	32	32	11	32	23
Magistrats	5.000	194.700	25	25	14	26	23
Cadres administratifs	99.800	145.300	22	23	9	23	19
Cadres techniques	18.900	172.700	30	39	13	31	17
Enseignants du supérieur ou chercheurs	45.700	170.600	5	6	2	6	4
Directeurs et inspecteurs du secondaire	21.900	148.900	6	6	—	7	5
Professeurs agrégés et certifiés	135.400	143.600	13	13	5	16	10
Professions intermédiaires	802.700	98.600	8	8	7	11	5
dont : Professeurs de collèges	190.900	108.600	9	9	7	9	8
Instituteurs	319.300	94.200	1	1	1	2	1
Travailleurs sociaux	13.300	91.600	7	7	6	9	6
Professions intermédiaires administratives (2)	175.400	99.100	15	16	7	17	13
Professions intermédiaires techniques	50.600	109.300	21	23	9	21	21
Contremaîtres et agents de maîtrise	25.800	97.000	22	19	34	22	12
Employés et ouvriers	717.300	78.000	17	17	12	20	12
dont : Employés	407.300	76.600	17	17	9	20	14
Personnels de service	94.300	61.700	9	9	5	8	4
Personnels de la police et des prisons	101.500	103.100	27	27	27	27	23
Ouvriers	113.400	74.000	12	11	18	13	6
Ensemble	**1.857.400**	**100.600**	**12**	**13**	**9**	**16**	**8**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes nettes au salaire net hors rémunérations annexes et hors supplément familial de traitement. — (2) Y compris professions intermédiaires de la police et des prisons.

TABLEAU C.03-14

L'éventail des salaires de l'État (1)

(Non compris Défense)
Année 1986

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Positions caractéristiques de l'éventail des salaires (2)	Ministères civils					
	Métropole					Métropole DOM-TOM Étranger
	Ensemble	Hommes	Femmes	Titulaires	Non-titulaires	
Salaire médian	7.600	8.000	7.200	7.700	5.900	7.700
Salaire 1er décile sur salaire médian	0,69	0,70	0,70	0,71	0,73	0,69
Salaire 9e décile sur salaire médian	1,56	1,64	1,46	1,55	1,80	1,63
Salaire 9e décile sur salaire 1er décile	2,25	2,34	2,07	2,19	2,46	2,37
Salaire moyen mensuel de l'ensemble des salariés à temps complet	8.400	9.000	7.700	8.500	6.900	8.600

(1) Salaires mensuels à temps complet, arrondi à la centaine de francs. — (2) Données permettant une analyse plus quantitative des distributions statistiques. Ainsi, le salaire *médian* est celui qui partage la population observée en 2 : 50 % de personnes reçoivent un salaire *inférieur* au salaire médian et 50 % reçoivent un salaire *supérieur*; le salaire du *1er décile* est la limite supérieure de salaire des 10 % les moins payés et le salaire du *9e décile* la limite inférieure des 10 % les plus payés.

TABLEAU C.03-15

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyennes annuelles *(Hors échelle-lettres)*

Source : INSEE — *Unité :* Franc

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Minimum mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence la plus basse (1)	3.377	3.754	4.127	4.406	4.617	4.822	4.845	4.948
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence la plus basse (1)	12.862	14.348	15.499	16.795	17.520	17.883	18.129	18.517

(1) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (ex « 1 % »). — (2) Indice majoré de septembre 1979 = 810; à partir de janvier 1985 = 812; à partir d'octobre 1988 = 814.

TABLEAU C.03-16

Indice d'évolution des traitements bruts de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Base 100 :* Décembre 1969

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Indice d'ensemble	255,4	282,1	320,5	362,3	403,7	440,7	476,0	494,9	513,1	518,9	533,0
Indices par catégorie :											
Catégorie A	243,4	267,5	302,9	341,9	381,2	413,2	447,2	464,4	478,3	482,7	493,1
Catégorie B	249,9	275,6	312,4	353,0	393,3	429,8	466,0	486,1	505,9	514,7	532,1
Catégorie C	263,7	292,7	333,8	377,4	420,1	460,3	493,7	511,7	530,1	533,9	547,0
Catégorie D	292,0	325,1	372,7	422,9	473,9	521,3	565,5	590,2	617,7	622,8	639,3
Catégories C + D	268,5	298,2	340,4	385,1	429,1	470,5	505,6	524,7	544,6	548,6	562,3

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C.03-17

Indice d'évolution des traitements nets de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Base 100 :* Décembre 1969

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Coefficient de raccordement à la série base 100 = moyenne 1962
Indice d'ensemble	251,4	275,8	311,2	354,1	390,5	423,3	452,3	469,9	485,6	487,3	499,0	164,8
Indices par catégorie :												
Catégorie A	239,6	260,9	293,2	333,2	367,6	394,7	422,4	438,4	450,1	450,7	459,0	160,7
Catégorie B	245,9	269,3	303,2	345,0	380,3	411,8	441,7	460,4	477,6	482,2	496,8	163,8
Catégorie C	259,8	286,7	324,8	369,8	407,5	444,7	472,1	488,8	504,8	504,5	515,4	167,1
Catégorie D	287,9	318,8	363,2	415,1	460,1	505,4	542,3	565,3	589,8	590,0	603,8	170,9
Catégories C + D	264,6	292,1	331,3	377,5	416,3	454,9	483,7	501,5	518,8	518,6	530,0	167,9

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C. 03-18

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Source : INSEE (Enquête communautaire triennale sur le coût de la main-d'œuvre) *Unité :* %

Éléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment			Commerces, banques, assurances			Ensemble		
	1978	1981	1984	1978	1981	1984	1978	1981	1984
Salaire direct et primes occasionnelles	61,1	60,3	57,0	61,6	61,0	57,2	61,2	60,4	57,0
Congés payés et jours fériés chômés payés	7,1	7,3	8,5	6,6	7,0	8,4	7,0	7,3	8,5
Sécurité sociale légale (URSSAF) (1)	19,9	18,9	19,5	17,7	17,7	18,6	19,5	18,6	19,2
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	*8,5*	*7,8*	*8,2*	*7,5*	*7,7*	*8,4*	*8,4*	*7,8*	*8,2*
Assurance vieillesse et allocations familiales	*9,2*	*8,9*	*9,2*	*8,8*	*8,6*	*8,8*	*9,1*	*8,8*	*9,1*
Accidents du travail	*2,2*	*2,2*	*2,1*	*1,4*	*1,4*	*1,4*	*2,0*	*2,0*	*1,9*
Sécurité sociale conventionnelle	6,3	7,6	8,7	7,0	7,0	8,3	6,4	7,5	8,6
dont : ASSEDICS et FNGS	*1,6*	*2,0*	*2,8*	*1,7*	*1,9*	*2,8*	*1,6*	*1,8*	*2,7*
Caisses complémentaires de retraite et prévoyance	*3,6*	*4,5*	*4,7*	*4,6*	*4,5*	*4,6*	*(2) 3,8*	*4,5*	*4,7*
Autres charges sociales diverses	5,6	5,9	6,3	7,1	7,3	7,5	5,9	6,2	6,7
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié (en francs)	5.676	8.728	11.913	6.068	9.337	12.510	5.752	8.865	12.062
Masse des salaires sous plafond (en % du total)	81,3	77,0	81,6	77,3	72,9	77,9	80,4	76,1	80,6

(1) À l'exclusion de l'allocation destinée au Fonds national d'aide au logement (0,10 % sous plafond) et de la taxe sur les transports (assise aussi sur les salaires sous plafond) reportées dans « autres charges ». — (2) La hausse du poids de la retraite complémentaire qui apparaît entre 1978 et 1981 tient au-delà d'une meilleure collecte des informations, à un reclassement dans cette rubrique de certaines de ces cotisations supplémentaires, jusqu'alors dispersées en autres charges.

TABLEAU C.03-19

Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984

Source : Direction générale des impôts et INSEE *Unité :* Franc

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	Nombre de personnes	*r* Revenu fiscal moyen en 1984	Évolution 1979-1984 base 100 = 1979
Agriculteurs exploitants	758.352	2.644.424	88.100	191
Professions indépendantes	1.559.529	4.997.084	193.600	168
Cadres supérieurs	1.406.851	4.340.921	229.300	164
Professions intermédiaires	2.616.571	7.753.721	147.800	169
Employés	2.186.235	5.603.742	103.400	171
Ouvriers	4.759.951	15.920.154	95.000	166
Inactifs	7.085.843	12.856.760	81.800	175
Ensemble	**20.373.332**	**54.116.806**	**114.700**	**172**

TABLEAU C.03-20

Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984

Source : Direction générale des impôts et INSEE *Unité :* %

Tranches de revenus (en francs)	Agriculteurs exploitants	Professions indépendantes	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Moins de 30.000	18,7	7,7	1,6	1,8	5,0	4,2	14,6	8,2
De 30.000 à moins de 45.000	14,3	4,8	1,0	1,2	5,4	6,1	14,5	8,2
De 45.000 à moins de 60.000	13,5	7,2	1,2	3,6	11,5	14,1	19,1	12,8
De 60.000 à moins de 80.000	14,2	9,0	1,9	9,0	20,0	19,1	15,0	14,3
De 80.000 à moins de 100.000	10,8	8,8	3,2	11,3	14,5	16,6	10,9	12,0
De 100.000 à moins de 125.000	8,2	10,6	8,7	16,4	14,6	17,1	9,5	12,7
De 125.000 à moins de 150.000	6,1	8,6	9,6	14,3	11,8	11,1	6,0	9,3
De 150.000 à moins de 200.000	5,9	12,6	20,2	23,5	11,6	9,0	5,6	10,9
De 200.000 à moins de 300.000	4,7	12,8	32,8	16,0	4,7	2,4	3,4	7,7
300.000 et plus	3,6	17,9	19,8	2,9	0,9	0,3	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU C.03-21

Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage

Année 1984

Source : INSEE — *Unité :* %

	25 ans ou moins	26-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	61-65 ans	66-70 ans	71 ans ou plus	Ensemble
Moins de 30.000	14,4	6,3	5,1	5,6	8,8	7,8	6,3	13,9	8,2
30.000 à moins de 45.000	12,6	5,0	3,3	3,9	6,6	10,2	10,0	19,0	8,2
45.000 à moins de 60.000	21,6	10,5	7,7	7,3	10,1	15,2	22,9	21,6	12,8
60.000 à moins de 80.000	21,0	18,7	13,6	10,8	12,6	16,0	15,9	14,7	14,3
80.000 à moins de 100.000	12,7	16,0	13,3	11,0	11,5	11,7	11,6	9,4	12,0
100.000 à moins de 125.000	10,4	17,4	14,7	13,1	12,9	13,1	11,5	7,9	12,7
125.000 à moins de 150.000	4,6	12,3	12,9	11,1	9,1	7,8	7,4	4,7	9,3
150.000 à moins de 200.000	1,8	9,9	15,9	15,7	12,1	7,7	7,7	4,6	10,9
200.000 à moins de 300.000	0,6	3,0	9,6	14,4	10,4	6,5	3,5	2,8	7,7
300.000 et plus	0,3	0,9	3,9	7,1	5,9	4,0	3,2	1,4	3,9
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

SOURCES DE DOCUMENTATION

Salaires.

- Méthodologie :

— « Les salaires : indications rapides et observations approfondies », *Économie et statistique,* n° 58, juillet-août 1974;

— « L'évolution individuelle des salaires en France. Nouvelle méthode d'étude. Premiers résultats », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 59, 1977;

— « La nouvelle chaîne d'exploitation des DAS », *Courrier des statistiques,* n° 24, octobre 1982.

- Séries rétrospectives :

— « Les salaires en longue période », *Économie et statistique,* n° 103, septembre 1978;

— « La dispersion et les disparités de salaires en France au cours des vingt dernières années », *Économie et statistique,* n° 80, juillet-août 1976;

— « Les salaires de 1950 à 1975 », *Économie et statistique,* n° 113, juillet-août 1979;

— « L'évolution du pouvoir d'achat des salaires depuis trente ans », *Travail et emploi,* n° 9, juillet-septembre 1981;

— « Indices des traitements bruts et nets de la fonction publique de 1970 à 1984 », *Bulletin mensuel de statistique,* Statistiques rétrospectives, n° 2, février 1985.

— « Les salaires depuis 1950 », *Données sociales,* 1987.

- Salaires annuels (enquêtes) :

— « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1975 : exploitation des déclarations annuelles de salaires (DAS-2460) », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 82, 1980;

— « ...années 1976 à 1979 », *Archives et Documents,* n° 107, 1984;

— « ...en 1980 », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 113, 1985;

— « ...en 1982 », *Archives et Documents,* n° 212, 1987;

— « ...en 1984 », *Archives et Documents,* n° 249, 1988.

- Salaires annuels (actualisation) :

— « Les salaires en 1984 », *Économie et statistique,* n° 178, juin 1985;

— « ... en 1985 », n° 188, mai 1986;

— « ... en 1986 », n° 200, mai-juin 1987;

— « Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes continuent à se réduire », *Économie et statistiques,* n° 210, mai 1988.

- Études sur les salaires :

Les Collections de l'INSEE :

— « Salaires par groupe de métiers et conventions collectives », série M, n° 58, 1977;

— « Structure des salaires dans l'industrie et les services en 1978 », série M, n° 90-91, 1981;

→

→

Archives et Documents :

— « Les bas salaires 1970-1975 », n° 25, 1981.

Économie et statistique (*) :

— « Où chercher les disparités de salaire ? », n° 130, février 1981;
— « Vieillissement et salaire : une optique individuelle », n° 139, décembre 1981;
— « Du salaire au niveau de vie », n° 139, décembre 1981;
— « La hiérarchie des salaires : hypothèse de modification », n° 150, décembre 1982;
— « Évolution des salaires : normes collectives et facteurs individuels », n° 150, décembre 1982;
— « Travail en équipes, travail à la chaîne », n° 73, décembre 1975;
— « Primes occasionnelles et gains annuels dans les commerces, les banques et les assurances », n° 85, janvier 1977;
— « Revenu offert, prétentions salariales et activité des femmes mariées », n° 167, juin 1984;
— « Absentéisme : le poids des facteurs collectifs », n° 164, mars 1984;
— « Conditions d'emploi et salaires de la main-d'œuvre étrangère », n° 162, janvier 1984.
— « La boucle prix-salaires et l'inflation depuis 1970 », n° 169, septembre 1984.
— « Les facteurs de l'absentéisme », n° 176, avril 1985;
— « Disparités de salaires dans l'industrie en France et en Allemagne : des ressemblances frappantes », n° 188, mai 1986.
— « Les écarts de salaires à l'intérieur de huit pays de la Communauté européenne : des pratiques nationales divergentes », n° 219, mars 1989.

Travail et emploi :

— « Évolution et structure du tissu conventionnel 1981-1985 », n° 27-28, décembre 1986;
— « Individualisation des salaires et flexibilité », n° 29, septembre 1986;
— « Salaires, pouvoir d'achat et négociations salariales », n° 31, mars 1987.

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi :

— « Les salaires minimaux conventionnels », « Les salariés au SMIC en juillet 1984 », n° 17, novembre 1985;
— « Les primes en 1983 », n° 21, juin 1986;
— « Résultats de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises », n° 22, juillet 1986 et n° 40, janvier 1988;
— « Les salaires dans l'artisanat en 1983 et 1984 » « Un nouvel outil : l'enquête mensuelle sur l'évolution des salaires », « Les augmentations individualisées en 1985 », n° 30, avril 1987;
— « Les salaires des intérimaires en octobre 1984 », n° 33, juillet 1987.

Données sociales 1987 :

— « Les évolutions individuelles de salaires (1976-1980) ».

• Comparaisons internationales :

— « Le point sur la dispersion des salaires dans les pays du Marché commun » (*Économie et statistique,* n° 93, octobre 1977);
— « Structure des salaires 1978-1979. Principaux résultats », *Eurostat,* volume 2, France, 1983.

• Agriculture :

Collections de statistique agricole, série « Études » :

— « Les salaires et la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture en octobre 1978 », n° 190, juillet 1980;
— « ... en octobre 1979 », n° 196, avril 1981;
— « ... en octobre 1982 », n° 228, mai 1984.

• Fonction publique :

Les Collections de l'INSEE :

— « Les salaires des agents de l'État en 1980 », série M, n° 110, 1985;
— « ... en 1982 », série M, n° 121, 1986;
— « ...en 1984 », série M, n° 132, 1988.

Économie et statistique :

— « L'indice des traitements de la fonction publique : méthode de calcul », n° 85, janvier 1977;
— « Bilan rapide des réformes catégorielles dans la fonction publique », n° 99, avril 1978;
— « Les salaires des agents de l'État », n° 167, juin 1984;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1985 », n° 186, mars 1986;
— « Les salaires de l'État », n° 191, septembre 1986;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1986 », n° 197, mars 1987;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1987 », n° 208, mars 1988.

Coûts de la main-d'œuvre et coûts salariaux.

— « Un indice pour mesurer le coût de la main-d'œuvre », *Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris,* n° 10, octobre 1982.

Les Collections de l'INSEE :

— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1978 : dans l'industrie, le commerce, les banques et les assurances », série M, n° 96, 1982;
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1981 », série M, n° 105, 1983;
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1984 », série M, n° 120, 1986.

Économie et statistique :

— « Le coût de la main-d'œuvre dans les commerces, les banques et les assurances en 1974 », n° 83, novembre 1976;
— « Le coût d'un salarié de l'industrie en 1975 », n° 95, décembre 1977;
— « Les coûts salariaux », n° 133, mai 1981;
— « Trente pour cent de charges sociales dans les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.
— « La France en position médiane pour les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.

• Comparaison internationale des coûts :

— « Conditions d'emploi et coût de la main-d'œuvre dans les économies européennes », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;
— « La France en position médiane pour les coûts salariaux », *Économie et statistique,* n° 156, juin 1983;
— « Coûts de la main-d'œuvre en 1978 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat* (Office statistique des Communautés européennes), 1983;
— « Coûts de la main-d'œuvre en 1981 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat,* 1984.

Revenus.

• Enquêtes sur les revenus fiscaux :

— « Les revenus des ménages en 1970 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 40, 1974;
— « Les revenus fiscaux des ménages en 1979 et principaux résultats de 1975 », *Les collections de l'INSEE,* série M, n° 127, 1987;
— « Les revenus fiscaux des ménages en 1984 », *Premiers résultats* (à paraître).

• Études sur les revenus :

— « Les ressources des ménages par catégorie socioprofessionnelle en 1979 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 116, 1985;
— « Le revenu des ménages », *Données sociales,* 1987;
— « Les revenus des Français : la croissance et la crise (1960-1983) », *Documents du CERC,* n° 77, 1985;
— « Les revenus des ménages (1960-1984) », *Documents du CERC,* n° 80, 1986;
— « Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1985-1988 », *Documents du CERC,* n° 93, 1989;
— « L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales », *Économie et statistique,* n° 177, mai 1985;
— « Les revenus des patrimoines sont très inégalement répartis », *Économie et statistique,* n° 180, septembre 1985;
— « Transferts de ressources et types de familles : Évolution 1970-1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 124, 1987.

(*) Articles cités par ordre chronologique de parution.

DANS LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SÉRIE C

COMPTES ET PLANIFICATION

DMS - 4
Modèle dynamique Multi-sectoriel

Référence en matière de modélisation macroéconomique à moyen terme de l'économie française, DMS est utilisé depuis 10 ans à la demande du Commissariat général du Plan, du Sénat et du BIPE.

Cet ouvrage présente, en détail, la quatrième version du modèle, opérationnelle depuis 1985.

Il constitue un document de travail de base pour tous ceux, prévisionnistes, chercheurs, enseignants, étudiants intéressés par la modélisation économétrique.

LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SÉRIE C

COMPTES ET PLANIFICATION

N° 139

100 F

insee
Institut National de la Statistique et des Études Économiques

BON DE COMMANDE

08.87

à retourner au CNGP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de

« DMS - 4, MODÈLE DYNAMIQUE MULTI-SECTORIEL »

paru dans les collections de l'INSEE, série C n° 139, au prix de **100 F.**

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____ Tél. : _____

Adresse : _____

Ci-joint en règlement, la somme de _____ F par :

☐ chèque postal ☐ chèque bancaire ☐ mandat, à l'ordre de l'INSEE.

B 85

Chapitre C.04

Protection sociale

1. La mise en place du système
2. Le financement de la protection sociale et les risques couverts
3. Une multiplicité de régimes
4. La protection sociale et l'Europe

1. La mise en place du système

La protection sociale, c'est-à-dire la protection contre les risques de maladie, d'accidents, d'invalidité, de chômage ou la compensation des pertes de revenus qu'ils provoquent, l'aide aux familles, le droit à la cessation d'activité dans la vieillesse enfin, s'est mise en place tardivement en France.

La première loi de protection sociale est celle du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail. Il faut attendre le 30 avril 1930 pour que la loi sur les assurances sociales soit votée. Les risques concernés étaient la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité et le décès. Seuls les salariés de l'industrie et du commerce étaient couverts en dessous d'un certain plafond de salaire. Le 11 mars 1932 fut votée la loi sur les allocations familiales. Le 29 juillet 1939, le décret créant le Code de la famille réalise une refonte générale du régime des allocations familiales.

Mais c'est en 1945 que sont mises en place les institutions de protection sociale et parmi elles la Sécurité sociale. Le but de l'ordonnance du 4 octobre 1945 était l'harmonisation des législations sociales déjà existantes et leur extension à des catégories nouvelles de bénéficiaires. Par le moyen de la redistribution, on voulait assurer à la masse des travailleurs une sécurité véritable du lendemain. Le but était également de donner aux intéressés eux-mêmes la responsabilité des institutions.

L'extension de la protection sociale à la quasi-généralité de la population s'est faite dès l'origine dans le domaine

des prestations familiales puisqu'elles s'appliquent à toutes les familles résidant en France. En 1975, a même été supprimée toute condition d'exercice d'une activité professionnelle pour être bénéficiaire de ces prestations.

En 1966, un régime obligatoire d'assurances contre les accidents est institué au profit des exploitants agricoles et la législation des accidents du travail et des maladies professionnelles est étendue en 1972 aux salariés de l'agriculture.

La généralisation des assurances sociales s'est heurtée à de vives réactions de certains groupes professionnels. C'est seulement en 1948 que la loi du 17 janvier crée, pour les travailleurs indépendants, un régime d'allocations de vieillesse. Les exploitants agricoles quant à eux durent attendre 1952 (loi du 10 juillet) pour un régime analogue et 1961 pour être couverts par l'assurance maladie et maternité (1966 pour les travailleurs indépendants non agricoles). Parallèlement, le bénéfice des assurances sociales s'est étendu sous des modalités variables à de multiples groupes sociaux : étudiants, militaires, écrivains et artistes, ministres des cultes et Français vivant hors de France.

Mais c'est seulement en 1958 qu'une convention collective nationale a organisé un régime obligatoire d'assurance contre le chômage.

2. Le financement de la protection sociale et les risques couverts

Le compte de la protection sociale — compte satellite du système de comptabilité nationale — constitue un cadre d'analyse détaillée des prestations sociales, de leur gestion et de leur financement.

La définition retenue de la protection sociale est la suivante :

La protection sociale comprend la couverture des charges résultant, pour les individus ou les ménages, de l'apparition ou de l'existence de certains risques, dans la mesure où cette dépense donne lieu à l'intervention d'un mécanisme de prévoyance collective qui compense en tout ou partie (par le versement de prestations) l'augmentation des besoins ou la diminution des ressources.

Le tableau d'ensemble de la protection sociale (tableau 1) décrit en emplois les transferts sociaux dont bénéficie la population et les frais de gestion engendrés par le fonctionnement du système, en ressources les cotisations et charges sociales liées à l'emploi et diverses contributions dont l'essentiel provient du budget de l'État et des collectivités territoriales.

Les prestations sociales versées aux ménages sont analysées selon le risque couvert (tableau 2) avec la nomenclature adoptée par le compte de la protection sociale. Sont regroupées les prestations en espèces et en nature.

21. Risque maladie

La maladie est une détérioration de l'état de santé réversible et susceptible de guérison. Si cette altération n'est pas réversible, on parle d'invalidité ou d'infirmité.

Les prestations correspondant à ce risque sont destinées en grande partie à couvrir les besoins de soins de santé; mais elles comportent également des indemnités journalières qui sont accordées dans la mesure où la maladie entraîne une incapacité d'exercer une activité professionnelle.

22. Risque infirmité-invalidité

Ce risque recouvre l'inaptitude permanente, ou durable, à exercer une activité professionnelle d'un degré prescrit ou à mener une vie sociale normale. L'invalidité résulte d'une maladie ou d'un accident qui s'est révélé non guérissable. L'infirmité correspond aux autres cas. L'essentiel des prestations accordées à ce titre est composé des pensions d'invalidité et de l'allocation aux handicapés adultes mais comprend également des prises en charge de l'hébergement des invalides et des aides à domicile.

23. Risque accident du travail maladie professionnelle

Ce risque correspond à des accidents liés au travail ou au trajet domicile-travail, déclarés et reconnus comme tels, ou à des maladies qualifiées de professionnelles par la réglementation de la Sécurité sociale.

Sont à classer ici les soins médicaux spécifiques octroyés aux victimes et les dépenses de réadaptation fonctionnelle, professionnelle et sociale des victimes.

24. Risque vieillesse

À ce risque correspondent deux types de prestations obéissant à des logiques différentes. Les premières sont accordées pour permettre la cessation définitive de l'activité professionnelle principale. Dans ce cas, la durée d'activité, pour définir la prise en charge par le système de protection sociale, est le critère essentiel, l'âge apparaissant comme un critère secondaire. Les secondes sont accordées, dès lors qu'un âge donné est atteint, sous forme d'un minimum de revenus éventuellement sans aucune condition de ressources.

Les pensions contributives et les pré-retraites relèvent de la première catégorie de prestations. Le minimum vieillesse et les différentes prestations qui le constituent relèvent de la seconde.

25. Risque survie

Ce risque est constitué par le décès d'un conjoint ou d'un parent. Ce décès peut entraîner immédiatement des frais supplémentaires (frais d'obsèques par exemple) et, de façon plus permanente, une diminution du revenu de la famille.

Les prestations classées dans ce risque peuvent correspondre à des droits directs, c'est-à-dire déterminés sans référence à une prestation à laquelle avait ou aurait eu droit le décédé (exemple : assurance veuvage du régime général) ou à des droits dérivés d'un droit du décédé (ex. : pension de réversion).

26. Risque maternité

Le risque maternité comprend tous les besoins supplémentaires et diminution de revenus résultant de la conception et de la mise au monde d'enfants (naissance vivante

ou non) ainsi que de l'avortement et de l'adoption. Les prestations prennent la forme de remboursements de soins de santé, d'indemnités journalières, de congés de naissance et d'allocations pré et post-natales qui ont été remplacées par l'allocation pour le jeune enfant.

27. Risque famille

Ce risque est lié à l'enfant : les prestations couvrent les besoins résultant de l'élevage (et non de l'éducation) des enfants, dans un cadre familial ou non.

D'autre part, il comprend également les prestations qui sont accordées à des ménages quelle que soit la composition de ces ménages pour leur assurer un minimum vital sans que des caractéristiques particulières, l'âge, la maladie des individus qui le composent, ne soient prises en compte.

Sont à classer dans ce risque les suppléments pour enfants à charge qui peuvent venir majorer des prestations accordées au titre d'un autre risque.

28. Risque inadaptation professionnelle

Ce risque correspond aux coûts qu'implique la recherche et l'adaptation à un nouvel emploi, et les versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

29. Risque chômage

Le risque chômage regroupe toutes les prestations versées à des personnes privées d'emploi qui ne remplissent pas les conditions normales de droit à la retraite et dont la cessation d'activité n'est pas envisagée comme définitive. On classe également dans ce risque les indemnités de licenciement et de préavis non effectuées, l'indemnisation du chômage partiel ainsi que les dépenses d'action sociale en faveur des chômeurs.

3. Une multiplicité de régimes

Les régimes retenus dans les comptes de la protection sociale sont tous les organismes ou institutions qui gèrent un système de prévoyance collective en relation avec l'un des risques de la protection sociale.

Les régimes disposent généralement d'une comptabilité complète et d'une certaine autonomie (comme les caisses de sécurité sociale ou les mutuelles). Le critère de l'autonomie de gestion a conduit à regrouper dans une même unité de nomenclature toutes les gestions d'une même caisse de sécurité sociale ainsi que toutes les caisses relevant d'une même institution au niveau national. L'existence d'un compte consolidé et d'un bilan unique a été déterminante dans l'application de ce critère. Cette règle souffre une notable exception pour les régimes agricoles où l'on a distingué un régime de salariés et un régime de non-salariés. Ils peuvent également n'avoir ni comptabilité propre ni autonomie lorsqu'ils sont intégrés aux comptes d'un employeur ou d'une administration. C'est le cas de tous les régimes gérés directement par l'employeur, des régimes d'aide sociale ou des nombreuses interventions de l'État inscrites au Budget comme l'indemnisation du chômage et la rémunération de stagiaires, les réductions tarifaires, les exonérations ou réductions d'impôts...

L'affiliation à un régime obligatoire de protection sociale peut se résumer ainsi : outre le régime général de Sécurité sociale applicable aux travailleurs salariés des professions non agricoles, le régime des assurances sociales des salariés agricoles, le régime de l'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et le régime des assurances sociales des exploitants agricoles, les divers régimes spéciaux ou particuliers couvrent la SNCF, le personnel des mines, les marins, les fonctionnaires de l'État et magistrats, les militaires, les agents permanents des départements, communes et de leurs établissements publics, les ouvriers de l'État, les agents des chemins de fer secondaires et tramways, les industries électriques et gazières, les agents de la RATP, la Compagnie générale des eaux, le théâtre national de l'Opéra de Paris, la Comédie française, les clercs et employés de notaires. Certains régimes constituent une extension du régime général : régime des grands invalides de guerre, régime des artistes auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques, régime des médecins exerçant sous le régime de la convention nationale ou praticiens conventionnés adhérant personnellement, régime des sapeurs-pompiers non professionnels, régime des étudiants, régime des ministres des cultes, membres des congrégations ou collectivités religieuses.

Toute description rapide d'un régime ne peut rendre compte d'une réalité complexe. Les variations de champ seront dans la mesure du possible rappelées en note de chaque tableau.

En matière de maladie et de vieillesse, le terme régime général concerne essentiellement les travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et des services. En matière de prestations familiales, le régime général comprend, outre les salariés, la population non active (étudiants, chômeurs, retraités, veuves...) et les employeurs et travailleurs indépendants.

Le régime de Sécurité sociale proprement dit comprend trois caisses nationales autonomes : la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, la Caisse nationale des allocations familiales (ordonnances du 21 août 1967).

31. Les cotisations

Les régimes de protection sociale peuvent être séparés en deux grands sous-ensembles, définis à partir de leur mode de financement principal : les régimes financés par des cotisations et les régimes non financés par des cotisations. Les données présentées dans ce chapitre concernent les cotisations versées par les employeurs et les salariés (tableaux 4 et 5).

Les cotisations étaient à l'origine perçues dans la limite d'un plafond; mais les problèmes croissants de financement ont conduit à un déplafonnement progressif de tout ou partie des cotisations. Les cotisations du régime général pour la vieillesse restent perçues dans la limite du plafond en raison de l'existence de régimes conventionnels de retraites complémentaires. Les cotisations d'allocations

familiales sont également perçues dans la limite du plafond.

En outre et pour la couverture du risque maladie, des cotisations ont été prélevées à partir de fin 1979 à des dates et sous des modalités variables (tableau 6) sur des revenus de remplacement du salaire tels que retraites de base, retraites complémentaires, garantie de ressources (préretraites), allocations de chômage et allocations de formation.

La charge du recouvrement des cotisations est confiée depuis mai 1960 aux URSSAF (Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales), placées depuis 1967 sous l'autorité et le contrôle de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) qui assure la gestion de la trésorerie des caisses nationales.

Des régimes conventionnels rendus obligatoires par arrêté couvrent également le risque de chômage (UNEDIC) et partie du risque vieillesse (Association des régimes de retraites complémentaires : ARRCO). Ces régimes perçoivent des cotisations (employeurs et salariés) qui s'ajoutent à celles perçues par les trois caisses nationales. Le montant total des cotisations retenues au salarié dans la limite d'un salaire sous plafond est présenté dans le tableau 7 qui donne l'évolution du rapport du salaire brut sous plafond au salaire net.

L'association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) perçoit depuis 1947 des cotisations pour retraites complémentaires sur le salaire différentiel (partie du salaire comprise entre le plafond de la Sécurité sociale et le plafond de l'AGIRC lui-même égal à quatre fois le plafond de la Sécurité sociale) [tableau 8].

La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés comptabilise chaque année le nombre de cotisants à l'assurance maladie suivant les différents régimes de salariés et non-salariés (tableau 9).

32. Les prestations

Les prestations sont versées en espèces ou en nature aux ménages. Elles sont présentées ici dans l'ordre de la nomenclature habituellement utilisée par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Elles se regroupent ainsi :

— prestations d'assurance sociale : maladie, maternité, invalidité, décès;
— indemnisations accidents du travail;
— prestations familiales;
— prestations vieillesse ou retraites;
— prestations de chômage.

321. Les prestations d'assurance sociale

Le montant des prestations d'assurance sociale et d'accident du travail est présenté dans le tableau 10 suivant les différents régimes pour la dernière année connue.

Les *prestations maladie* peuvent varier selon les régimes, certains ne versant pas de prestations en espèces, d'autres allongeant la période de versement du salaire en cas d'inactivité forcée...

Depuis le 1er avril 1983, un forfait journalier hospitalier est laissé à la charge des malades hospitalisés (art. 4 à 7 de la loi du 19 janvier 1983).

Les frais pharmaceutiques, les honoraires des médecins et des auxiliaires médicaux, les frais d'hospitalisation sont remboursés dans la limite d'un ticket modérateur restant à la charge de l'assuré; le montant de celui-ci peut varier selon la nature du remboursement et la législation en vigueur.

Les *prestations maternité* se rapprochent des prestations maladies car elles fournissent un revenu de remplacement pendant la période de repos précédant et suivant l'accouchement, et remboursent les frais médicaux et paramédicaux.

Toutefois, il n'y a pas transposition pure et simple des règles de l'assurance maladie : l'assurance maternité revêt une certaine spécificité (art. 296 et suivants du Code de la sécurité sociale).

Par ailleurs, l'assurance maternité n'a pas pour seul but de garantir une aide matérielle : elle s'inscrit dans l'ensemble des mesures axées sur la protection de la mère et de l'enfant.

La législation en matière d'*invalidité* est la suivante pour le régime général :

Pension d'invalidité :

— les invalides, qui malgré leur incapacité des 2/3 sont encore capables d'avoir une activité rémunérée, ont droit à une pension fixée à 30 % de leur salaire antérieur apprécié sur les dix meilleures années d'activité (maximum : 30 % du plafond);
— ceux qui sont incapables d'exercer une activité ont droit à 50 % de leur salaire (maximum : 50 % du plafond).

Autres avantages :

L'invalide, s'il remplit les conditions d'attribution, peut bénéficier de plus :

— de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité;
— des prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance maternité.

L'assurance *décès* garantit aux ayants droit de l'assuré social non retraité qui décède le paiement d'une allocation : le « capital décès ».

Le capital décès est fixé à 90 fois le gain journalier de base, tel qu'il est entendu pour le calcul des indemnités journalières de maladie.

322. Les indemnisations accidents du travail

Les prestations *accidents du travail* et maladies professionnelles sont versées en vertu de la législation suivante (article 415 du Code de la sécurité sociale) pour le régime général : « est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprises ». Y sont assimilées les maladies suscitées par l'accomplissement de certains travaux dites maladies professionnelles (tableau 11).

En cas d'incapacité temporaire sont versées des indemnités journalières et en cas d'incapacité permanente des rentes dont le montant est fonction d'un taux d'incapacité réelle.

Chargée d'une façon générale de promouvoir la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, la Caisse nationale d'assurance maladie centralise les statistiques et gère un fonds de prévention.

323. Les prestations familiales

Les bénéficiaires des prestations familiales sont les familles à qui sont versées des prestations liées essentiellement à la naissance d'enfants, soit directement liées à la maternité, soit comme supplément de revenus pour permettre à la famille d'élever l'enfant. Les principales prestations versées sont les allocations familiales, le complément familial, l'allocation pour le jeune enfant, l'allocation logement, l'aide personnalisée au logement.

Le montant des prestations familiales est déterminé en appliquant un pourcentage, variable selon la nature de l'allocation, l'âge, le rang et le nombre d'enfants à charge, à une base mensuelle de calcul fixée par décret. Certaines prestations sont soumises à condition de ressources comme l'allocation de logement ou le complément familial créé en janvier 1978 en remplacement de l'allocation de salaire unique.

La ventilation par taille de famille des bénéficiaires de prestations familiales est fournie dans le tableau 12. Le tableau 13 ventile, par nature d'allocation et par régime, les prestations versées aux familles.

Le tableau 14 présente le montant des prestations familiales versées pour une famille de deux enfants suivant qu'elle perçoit ou non le complément familial ou les allocations qui lui préexistaient ou qui lui succèdent (allocation pour le jeune enfant). Le nombre de familles allocataires pour ces prestations est rappelé dans le tableau 15.

324. Les prestations vieillesse ou retraites

L'assurance vieillesse, fondée sur un principe contributif, a pour objet de servir à l'assuré cessant définitivement son activité professionnelle une pension dont le montant est fonction du nombre d'années de cotisation.

Depuis le 1er avril 1983, la retraite est accordée au taux plein pour les salariés du régime général à l'âge de 60 ans et sous la condition de 37,5 années d'activité professionnelle (salariée et non salariée).

Le tableau 16 présente les taux de revalorisation des pensions du régime général de sécurité sociale. Le tableau 17 donne les coefficients de revalorisation des salaires qui sont utilisés lors de la liquidation d'une pension de retraite pour déterminer les dix meilleures années sur les salaires desquels sera calculé le taux de la pension (décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972).

Le service de ces *pensions contributives* s'accompagne, pour les personnes ne disposant que de ressources inférieures à un certain minimum, du versement de diverses allocations non contributives, relevant d'un concept d'assistance plutôt que d'assurance.

Les *allocations non contributives* sont soumises, à la différence des pensions, à des conditions de ressources. Les principales allocations appartenant à cette catégorie sont :

— le montant minimum des avantages de base (pensions et rentes d'assurance vieillesse, pensions d'assurance invalidité, allocations de vieillesse des non-salariés, allocation aux vieux travailleurs salariés et allocation spéciale);
— l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS) destinée à compléter, si besoin est, les prestations d'invalidité ou de vieillesse déjà perçues.

Le minimum des avantages de base et l'allocation supplémentaire constituent le « minimum vieillesse » dont le montant annuel est périodiquement relevé par décret par les pouvoirs publics. Le tableau 18 donne l'évolution du minimum vieillesse.

Les *régimes complémentaires de retraites* ont été créés pour compléter les avantages de retraite prévus en faveur des salariés par la Sécurité sociale. Il en existe également pour les non-salariés.

En règle générale, ces régimes fonctionnent selon le système de la répartition, les allocations versées étant calculées en fonction du nombre de points acquis durant la période de cotisation.

Les principaux régimes complémentaires sont :

— le régime des cadres : les différentes institutions de retraite des cadres sont regroupées au sein de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC);
— le régime des salariés non cadres : 40 institutions, dont certaines sont elles-mêmes des groupements de caisses, adhèrent à l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO). Depuis le 1er janvier 1974, cet organisme regroupe également les caisses de retraites des cadres qui cotisent sur la fraction de leur salaire égale au plafond de la Sécurité sociale. Parmi les institutions adhérentes à l'ARRCO, les deux principales sont : l'Union nationale des institutions de retraites des salariés (UNIRS) et la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (CNRO);
— le régime des agents non titulaires de l'État : l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales (IRCANTEC), qui n'adhère pas à l'ARRCO, est gérée par la Caisse nationale de prévoyance, qui est un département de la Caisse des dépôts et consignations.

Les tableaux 19 et 20 présentent les effectifs des principaux régimes de retraites complémentaires et l'évolution de la valeur du point pour les mêmes régimes.

325. Les allocations de chômage

Le chômage total

Aux termes de l'article L. 351-1 du Code de la sécurité sociale, ont droit à un revenu de remplacement du régime d'assurance ou du régime de solidarité les travailleurs involontairement privés d'emploi, aptes au travail, qui recherchent un emploi.

L'indemnisation de chômage date de 1946, mais c'est à la fin de l'année 1958 que, avec l'accord des pouvoirs publics, les partenaires sociaux mettaient en œuvre un système d'assurance chômage fonctionnant sur la base de contributions. L'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) gère ce régime paritairement (confédérations patronales et syndicats de salariés). De 1979 au 31 mars 1984, l'UNEDIC a assuré l'ensemble de l'indemnisation du chômage total, les allocations d'aide publique étant supprimées et l'État fournissant en contrepartie une contribution forfaitaire à l'équilibre financier de l'UNEDIC. Depuis avril 1984, les demandeurs d'emploi relèvent de deux régimes d'indemnisation séparés : celui des allocations d'assurance financé exclusivement par des contributions et celui des allocations de solidarité pris en charge par les pouvoirs publics.

Le montant des allocations et leurs modalités d'attribution ont fréquemment varié au cours du temps, le principe général restant d'une indemnisation limitée dans le temps et fixée en référence au salaire antérieur. Dans un premier temps, le système d'indemnisation n'a concerné que des

personnes ayant déjà travaillé et cotisé à l'UNEDIC (leur allocation dépendant de leur niveau de salaire). Par la suite, ce système a été étendu à de nouvelles catégories, également à la recherche d'un emploi, mais n'ayant pas encore cotisé (jeunes sortant du système scolaire et apprentis) ou ayant cessé depuis plusieurs années de travailler (veuves ou femmes seules ayant élevé leurs enfants) et qui, de ce fait, bénéficient d'allocations forfaitaires. D'autre part, l'allongement de la durée du chômage a amené à modifier progressivement les règles initiales en faveur des chômeurs arrivés en fin de droits sans avoir retrouvé de travail. Les allocations versées procurent non seulement un revenu de remplacement (assurant la subsistance des allocataires), mais peuvent de plus permettre de suivre une formation.

Les allocations d'assurance-chômage attribuées aux chômeurs qui ont une référence de travail et ont perdu involontairement un emploi salarié comprennent une *allocation de base*, une *allocation de fin de droits* et, depuis 1988, une *allocation formation reclassement* (tableau 21).

● *Les prestations versées dans le cadre du régime d'assurance chômage* sont modulées en durée, selon la durée d'affiliation et l'âge du chômeur (de 15 à 60 mois maximum) et en montant selon le salaire de référence et l'ancienneté dans l'indemnisation.

Allocation de base

Cette allocation concerne les chômeurs qui ont une référence de travail et ont perdu involontairement un emploi salarié (tableau 22).

Si la référence de travail est de 3 à moins de 6 mois, l'allocation de base exceptionnelle est servie : elle a une durée de 3 mois, et le montant de l'allocation est de 30 % du salaire journalier de référence auquel est ajoutée une partie fixe (35,78 francs à la fin 1988).

Si la référence de travail est supérieure à 6 mois, l'allocation de base est servie; sa durée est variable selon la durée d'affiliation au régime (de 8 mois pour moins de 12 mois d'affiliation à 27 mois d'indemnisation pour les personnes âgées de 55 ans et plus justifiant au cours des 3 dernières années d'au moins 730 jours d'affiliation). Le montant de cette allocation est égal à 40 % du salaire journalier de référence auquel s'ajoute une partie fixe (47,71 francs à la fin de 1988). Des prolongations de durées variables avec dégressivité de taux peuvent être accordées.

Allocation de fin de droits

Lorsque les droits en allocation de base sont épuisés, les allocataires bénéficient, à défaut de prolongation en allocation de base, de l'allocation de fin de droits. Sa durée est variable, néant pour moins de 6 mois d'affiliation à 18 mois pour les personnes ayant 55 ans et plus à la rupture du contrat de travail et présentant au moins 730 jours d'activité dans les 3 dernières années. Des prolongations de durées variables peuvent être accordées. Le taux normal est de 70,18 francs à la fin 1988.

Aucune de ces allocations ne peut conduire pour une même ouverture de droits, c'est-à-dire pour un même emploi perdu, à une durée d'indemnisation totale supérieure à :

— 91 jours pour une durée de 3 à 6 mois d'affiliation au régime au cours des 12 mois;

— 465 jours pour un chômeur de moins de 50 ans et 639 jours pour celui âgé de plus de 50 ans, pour une durée minimum de 6 mois d'affiliation au régime au cours des 12 derniers mois;

— 912 jours pour un chômeur de 50 ans et 1.369 jours pour celui âgé de plus de 50 ans pour une durée d'un an minimum d'affiliation au régime au cours des 24 derniers mois;

— 1.369 jours pour un chômeur âgé de 50 ans et de moins de 55 ans et 1.825 jours pour celui âgé de plus de 55 ans pour une durée minimum de 2 ans d'affiliation au régime dans les 36 derniers mois.

Cependant, les chômeurs âgés de plus de 57,5 ans et présentant 10 ans d'activité dans les 15 dernières années peuvent être maintenus en indemnisation jusqu'à l'âge de la retraite.

Allocation formation-reclassement

Tout demandeur d'emploi percevant l'allocation de base ou en remplissant les conditions d'attribution peut bénéficier de l'allocation de formation-reclassement.

Cette allocation d'un montant correspondant à l'allocation de base est versée lorsque l'allocataire suit un stage de formation agréé et n'est plus comptabilisé comme chômeur. De ce fait, les montants versés à ce titre ne sont pas inclus dans le coût des allocations de chômage.

● *Les prestations versées dans le cadre du régime de solidarité* sont les suivantes :

Allocation d'insertion

Cette allocation bénéficie à des chômeurs qui n'ont pas de référence de travail. Sa durée maximale est d'un an. Deux taux sont possibles :

— un forfait journalier (43,70 francs à la fin 1988);
— doublement de ce forfait pour les femmes seules.

Allocation de solidarité spécifique

Cette allocation bénéficie à tout allocataire des ASSEDIC ou du secteur public cessant d'être indemnisé, qu'il ait ou non épuisé les durées maximales sous réserve de durée d'activité antérieure et de seuil de revenu familial. Trois taux sont possibles sur la base d'un forfait journalier (base de calcul) :

— le forfait journalier pour tous les allocataires (66,45 francs à la fin 1988);
— le forfait journalier majoré pour les personnes de plus de 55 ans et ayant eu 20 ans d'activité salariée (10 ans d'activité pour les personnes de plus de 57 ans et 6 mois) [95,40 francs à la fin 1988];
— une allocation différentielle, tenant compte des règles de plafond des ressources.

Le chômage partiel (tableau 23)

Lorsque la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail effectuée est inférieure à la durée légale (40 heures par semaine jusqu'en janvier 1982 inclus, 39 heures depuis) ou à la durée du travail rendue obligatoire pour toute une branche par avenant à la convention collective ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension, il y a chômage partiel. Une allocation spécifique est alors versée par heure de travail perdue au-dessous de la durée légale.

Le chômage partiel est indemnisé dans la limite d'un contingent annuel d'heures indemnisables. Le salaire hebdomadaire ne doit pas être inférieur à 18 fois le SMIC. Une indemnité complémentaire peut être versée : elle est égale à 50 % de la rémunération horaire brute, allocation publique comprise, avec un plancher de 24,25 francs depuis le 1er octobre 1987.

326. Les allocations de pré-retraite
(tableau 21)

Les pré-retraites État

C'est à partir de juillet 1980 et dans le cadre de conventions passées entre les entreprises et le fonds national de l'emploi (FNE) que sont versées des allocations de pré-retraite (AS-FNE) aux salariés licenciés entre 55 et 60 ans, qui peuvent en bénéficier jusqu'à l'âge de la retraite.

L'allocation conventionnelle de solidarité (ACSD) bénéficiait également aux salariés âgés de plus de 55 ans mais dont l'entreprise a signé un contrat de solidarité et qui démissionnaient pour être remplacés dans leur entreprise par des travailleurs nouvellement embauchés; cette possibilité a été supprimée fin 1983.

Les garanties de ressources

L'accès direct à la garantie de ressources a été supprimé en 1983 (à l'exception de conventions de la sidérurgie). Les allocataires bénéficiant d'une de ces allocations continuent à percevoir leurs droits. Les entrées dans ces allocations ne restent possibles qu'à la suite d'une indemnisation en AS-FNE pour la garantie de ressources licenciement et qu'à la suite d'une indemnisation en ACSD pour la garantie de ressources démission.

Les licenciements et démissions postérieurs au 31 décembre 1982 ouvraient le droit à une garantie de ressources de 65 % du salaire journalier de référence dans la limite du plafond retenu pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale et à 50 % de la part du salaire excédant ce plafond. Le paiement cesse d'être versé aux allocataires justifiant de 150 trimestres validés au titre de l'assurance vieillesse ou atteignant 65 ans.

4. La protection sociale et l'Europe

Le compte de la protection sociale est entièrement compatible avec le système européen de statistique intégré de la protection sociale qui fournit des données comparables pour tous les pays de la Communauté européenne. On peut ainsi comparer la part des prestations versées dans chaque pays par fonction principale (tableau 25) ainsi que la part relative du produit intérieur brut représenté par les dépenses de protection sociale (tableau 26). De la même façon est publiée dans le tableau 27 la structure des recettes de protection sociale pour chaque pays européen. Malheureusement, l'Office statistique des communautés européennes ne peut fournir la mise à jour de certains pays.

* * *

TABLEAU C.04-1

La protection sociale et son financement (1)

Source : Compte satellite de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

	1982	1983	*r* 1984	*r* 1985	*1986	*1987	* 1988
EMPLOIS :							
Prestations sociales (R64)	837.044	937.496	1.032.283	1.127.417	1.207.372	1.255.429	1.338.371
Prestations de services sociaux (2)	119.377	134.202	153.549	155.317	162.947	169.838	178.709
Prestations fiscales	26.395	33.254	39.450	42.550	46.520	50.950	52.230
Frais de gestion	45.479	50.921	54.870	58.580	61.278	62.823	65.519
Autres dépenses	94.586	106.827	124.117	146.282	166.327	177.030	180.608
Épargne	4.146	31.254	28.570	29.787	— 4.514	22.331	15.986
Total	**1.127.027**	**1.293.954**	**1.432.839**	**1.559.933**	**1.639.930**	**1.738.401**	**1.831.423**
RESSOURCES :							
Cotisations liées à l'emploi salarié	735.621	831.866	919.553	994.383	1.054.940	1.121.408	1.186.972
soit : — cotisations effectives d'employeurs	439.402	495.882	539.510	585.915	612.273	644.687	683.757
— cotisations fictives d'employeurs	106.956	118.222	127.913	137.547	147.817	152.263	157.536
— cotisations de salariés	189.263	217.762	252.130	270.921	294.850	324.458	345.699
Cotisations des travailleurs indépendants	47.117	53.910	59.495	64.403	69.196	74.962	80.396
Cotisations sur prestations sociales	5.029	7.104	8.435	9.363	9.524	10.107	10.627
Autres cotisations	1.285	1.499	1.682	1.763	1.854	2.367	2.584
Impôts et taxes affectés	24.648	38.970	49.047	40.762	43.182	51.024	51.367
Contributions publiques	170.518	197.002	204.747	230.036	221.683	226.026	240.548
Contreparties des prestations fiscales	26.395	33.254	39.450	42.550	46.520	50.950	52.230
Autres recettes	116.414	130.349	150.430	176.673	193.031	201.557	206.699
Total	**1.127.027**	**1.293.954**	**1.432.839**	**1.559.933**	**1.639.930**	**1.738.401**	**1.831.423**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.
(1) Évaluations cohérentes avec le cadre central base 1980. — (2) Y compris les prestations d'hospitalisation publique.

TABLEAU C.04-2

Prestations sociales reçues par les ménages, ventilées selon le risque couvert et le type de prestation (1)

Source : Compte satellite de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

	r1981	r1982	r1983	r1984	r1985	* 1986	* 1987	*1988
Santé	194.912	228.766	253.849	279.379	306.624	333.836	345.573	367.428
soit : Maladie	124.998	144.705	161.684	180.369	200.820	219.600	225.286	243.163
Invalidité	47.836	59.022	65.596	70.973	76.325	84.242	89.754	92.780
Accident du travail	22.078	25.039	26.569	28.037	29.479	29.994	30.533	31.505
Vieillesse, survie (2)	343.523	409.379	474.344	523.435	576.663	609.210	634.617	677.955
soit : Cessation anticipée d'activité (3)	17.270	26.659	44.763	48.485	55.448	51.446	45.986	43.460
Vieillesse	259.602	305.686	342.803	380.976	419.785	450.135	477.314	516.236
Survie (4)	66.651	77.034	86.778	93.974	101.430	107.629	111.317	118.258
Maternité - famille	101.847	124.403	137.726	148.079	156.626	165.362	171.010	178.433
soit : Maternité	13.603	15.365	15.146	16.314	16.416	15.798	17.672	18.113
Famille	88.244	109.038	122.580	131.765	140.210	149.564	153.338	160.313
Emploi (5)	50.442	62.925	59.630	68.526	74.426	85.324	90.763	99.418
soit : Inadaptation professionnelle (6)	7.230	8.607	7.599	7.666	11.060	15.363	14.700	16.325
Chômage (7)	43.212	54.318	52.031	60.860	63.366	69.961	76.063	83.093
Divers	2.466	2.748	2.985	3.191	3.164	3.381	3.455	3.792
Total des prestations à des résidents	**693.190**	**828.221**	**928.534**	**1.022.610**	**1.117.503**	**1.197.113**	**1.245.418**	**1.327.026**
Total des prestations à des non-résidents	**7.157**	**8.823**	**8.962**	**9.673**	**9.914**	**10.259**	**10.011**	**11.345**
Ensemble	**700.347**	**837.044**	**937.496**	**1.032.283**	**1.127.417**	**1.207.372**	**1.255.429**	**1.338.371**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

(1) Cf. note 1 du tableau 1. — (2) Retraites, préretraites; pensions d'invalidité et d'accident du travail. — (3) Préretraites. — (4) Pensions de reversion, capitaux décès. — (5) Compensant la perte d'un emploi antérieur, résultant de la réalisation d'un risque. — (6) Indemnités de formation. — (7) Allocations, indemnités complémentaires.

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales versées par l'ensemble des régimes de protection sociale

Source : Compte de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

Régime	1982	1983	r1984	r1985	*1986	*1987	*1988	1988 %
Régimes généraux	419.762	475.398	507.016	534.504	572.997	595.842	632.525	47,3
soit : Régime général de sécurité sociale	343.718	387.999	422.344	454.040	492.582	513.888	548.122	41,0
Indemnisation du chômage	70.898	82.043	79.194	75.159	75.163	76.818	79.145	5,9
Fonds spéciaux	5.146	5.356	5.478	5.305	5.252	5.136	5.258	0,4
Régimes particuliers de salariés	242.928	270.728	302.852	335.680	357.178	372.841	400.455	29,9
soit : Régimes directs	99.348	111.089	123.402	131.165	137.025	144.045	147.781	11,0
Régimes des salariés agricoles	18.308	19.399	21.644	24.605	25.744	27.036	29.067	2,2
Autres régimes particuliers de salariés	47.336	52.838	58.387	64.205	66.571	69.027	72.186	5,4
Régimes complémentaires de salariés	77.936	87.402	99.419	115.705	127.838	132.733	151.421	11,3
Régimes de non-salariés	69.998	70.436	76.219	84.154	87.101	90.441	96.175	7,2
soit : Régimes des exploitants agricoles	42.601	41.008	44.251	48.026	49.333	50.354	53.045	4,0
Régimes des non-salariés non agricoles	27 397	29.428	31.968	36.128	37.768	40.087	43.130	3,2
RÉGIMES D'ASSURANCES SOCIALES	732.688	816.562	886.087	954.338	1.017.276	1.059.124	1.129.155	84,4
Régimes d'employeurs	25.475	27.981	30.704	32.852	33.981	35.559	36.875	2,8
Régimes des sociétés mutualistes	11.565	13.491	15.528	19.549	23.908	27.016	30.798	2,3
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	65.045	76.992	97.336	117.926	129.339	130.750	138.426	10,3
Régimes d'intervention sociale des administrations privées	2.271	2.470	2.628	2.752	2.868	2.980	3.117	0,2
AUTRES RÉGIMES	104.356	120.934	146.196	173.079	190.096	196.305	209.216	15,6
Ensemble	**837.044**	**937.496**	**1.032.283**	**1.127.417**	**1.207.372**	**1.255.429**	**1.338.371**	**100,0**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

TABLEAU C.04-4

Plafond des salaires du secteur privé et taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires							
			Salariés				Employeurs			
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Assurance veuvage	Vieillesse	Total salariés	Maladie, maternité, invalidité, décès	Vieillesse	Allocations familiales	Total employeurs (2)
1979 : 1er janvier	53.640	A	1,00	///	4,70	5,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	3,50	///	///	3,50	4,50	///	///	4,50
— : 1er août	53.640	A	1,00	///	4,70	5,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	4,50	///	///	4,50
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	4,70	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	5,50	4,50	///	///	4,50
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	5,50	4,50	///	///	4,50
— : 1er février	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	4,50	///	///	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	///	///	5,50	8,00	///	///	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1984 : 1er janvier	97.320	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	101.880	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1985 : 1er janvier	104.760	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	108.720	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1986 : 1er janvier	110.640	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er août	113.760	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1987 : 1er janvier	115.560	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	118.080	A	///	///	6,60	6,60	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	///	12,60
1988 : 1er janvier	119.400	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	121.320	A	///	///	6,60	6,60	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	///	12,60
1989 : 1er janvier	124.080	A	///	///	7,60	7,60	///	8,20	4,50	12,70
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	3,50	16,10
— : 1er juillet	126.480	A	///	///	7,60	7,60	///	8,20	4,50	12,70
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	3,50	16,10

(1) A : Partie du salaire en dessous du plafond; B : Totalité du salaire. — (2) Il s'y ajoute la cotisation accidents du travail variable selon les professions et la taille de l'établissement.

TABLEAU C.04-5

Taux de cotisation des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Source : Journal officiel

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires				
						Salariés	Employeurs (2)
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Pension de retraite	Contribution de solidarité (4)	Total	Maladie
1979 : 1er janvier	53.640	A	0,25	///	///	0,25	5,50
		B	3,50	6,00	///	9,50	4,50
— : 1er août	53.640	A	0,25	///	///	0,25	5,50
		B	4,50	6,00	///	10,50	4,50
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	///	///	5,50
		B	4,75	6,00	///	10,75	4,50
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	///	///	///	5,50
		B	4,75	6,00	///	10,75	4,50
— : 1er février	68,760	A	///	///	///	///	5,50
		B	3,75	6,00	///	9,75	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er novembre	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1984 : 1er janvier (3)	97.320	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	101.880	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
1985 : 1er janvier	104.760	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	108.720	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
1986 : 1er janvier	110.640	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er août	113.760	B	4,75	7,70	1,00	13,45	9,70
1987 : 1er janvier	115.560	B	4,75	7,70	1,00	13,45	9,70
— : 1er juillet	118.080	B	5,15	7,90	1,00	14,05	9,70
1988 : 1er janvier	119.400	B	5,15	7,90	1,00	14,05	9,70
— : 1er juillet	121.320	B	5,15	7,90	1,00	14,05	9,70
1989 : 1er janvier	124.080	B	5,15	8,90	1,00	15,05	9,70
— : 1er juillet	126.480	B	5,15	8,90	1,00	15,05	9,70

(1) A : Partie du salaire en-dessous du plafond. — B : Totalité du salaire. — (2) En ce qui concerne les pensions de retraite, les prestations familiales, les accidents du travail, l'État est son propre assureur. — (3) Depuis 1984 toutes les cotisations sont calculées sur la totalité du salaire. — (4) À partir d'un certain niveau de rémunération (indice 253 à Paris au 1er février 1989 par exemple).

TABLEAU C.04-6

Taux des cotisations assurance maladie sur des revenus de remplacement du salaire : retraites, garantie de ressources (préretraite), allocations de chômage et de formation

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Unité : %

Date d'effet	Retraites (1)		Garantie de ressources (préretraite) (2) (3)	Chômage (2)
	De base	Complémentaires		
1982 1er juin	1,00	2,00	2,00	1,00
1983 1er avril	»	»	5,50	»
1984 1er janvier	»	»	»	»
1985 1er janvier	»	»	»	»
1986 1er janvier	»	»	»	»
1987 1er juillet	1,40	2,40	»	r1,40
1988 1er juillet	1,40	2,40	5,50	1,40

(1) Loi du 28 décembre 1979 et décrets du 24 avril 1980 concernant les retraites de base, les retraites complémentaires et la garantie de ressources démission (qui est assimilée aux retraites complémentaires) et du 29 juin 1987 modifiant les taux des cotisations des assurés du régime général de la sécurité sociale. — (2) Loi du 4 janvier 1982 et décrets du 28 mai 1982 concernant les revenus de remplacement versés en cas d'absence totale ou partielle d'emploi (y compris les indemnités pour stages de formation), les avantages de préretraite ou de cessation d'activité anticipée ou progressive, les allocations conventionnelles de solidarité. — (3) Loi du 19 janvier 1983 et décrets du 2 mai 1983 alignant le taux des avantages de préretraite sur les cotisations maladie à la charge des salariés actifs dans le régime d'assurance maladie dont relève la dernière activité du préretraité.

TABLEAU C.04-7

Cotisations salariales rapportées au salaire brut

Moyennes annuelles

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Unité : % du salaire sous plafond

Année		Régime général de Sécurité sociale (1)	Chômage (2)	Retraite complémentaire (3)	Total
1979	Moyenne	9,62	0,78	1,76	12,16
1980	Moyenne	10,20	0,84	1,76	12,80
1981	Moyenne	9,51	0,84	1,76	12,11
1982	Moyenne	10,30	0,91	1,76	12,97
1983	Moyenne	10,30	1,52	1,84	13,66
1984	Moyenne	11,30	(4) 1,87	1,84	15,01
1985	Moyenne	11,30	2,05	1,84	15,19
1986	Moyenne	11,59	2,31	1,84	15,74
1987	Moyenne	12,30	2,31	1,88	16,49
1988	Moyenne	12,60	2,47	1,92	16,99
1989	*Janvier*	13,60	2,47	1,92	17,99
	Juillet	13,60	2,47	1,92	17,99
	Moyenne	13,60	2,47	1,92	17,99

(1) Cotisations pour les risques maladie, maternité, invalidité, décès, assurance veuvage, vieillesse. — (2) Cotisations à l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). — (3) Cotisations à l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires). — (4) Pour les salaires supérieurs au plafond de la Sécurité sociale, il s'ajoute une surcotisation égale à 0,50 % du salaire brut dans la limite du plafond du régime de retraite des cadres (convention du 24 février 1984).

TABLEAU C.04-8

Taux moyen des cotisations (salariés et employeurs) à l'AGIRC (retraite des cadres) et effectifs des cotisants

Source : Association générale des institutions de retraite des cadres

Année	Taux de cotisation sur le salaire différentiel (en %)			Effectifs cotisants (1) (non chômeurs)
	Art. 4 et 4 *bis* (2)	Art. 36 (2)	Total	
1978	14,10	13,17	14,03	1.724.862
1979	13,96	13,22	13,91	1.769.488
1980	14,00	13,22	13,94	1.821.631
1981	13,89	13,26	13,85	1.940.393
1982	13,85	13,26	13,81	1.974.705
1983	13,91	13,50	13,88	1.996.039
1984	13,91	(3) 12,93	13,84	2.238.120
1985	13,92	12,93	13,85	2.268.260
1986	13,96	12,93	13,89	2.289.575
1987	13,96	12,93	13,89	2.331.898
1988	13,96	12,93	13,90	2.407.674

(1) L'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) perçoit depuis 1947 des cotisations pour retraites complémentaires sur le salaire différentiel (partie du salaire comprise entre le plafond de Sécurité sociale et le plafond de l'AGIRC égal à 4 fois le plafond de Sécurité sociale). Le taux de cotisation est choisi par l'entreprise entre un taux minimal de 8 % (2 % à la charge du salarié et 6 % à la charge de l'employeur) et un taux maximal de 16 % (4 % à la charge du salarié et 12 % à la charge de l'employeur). Le taux moyen effectivement pratiqué est indiqué dans le tableau ainsi que le nombre de cotisants actifs. Les cadres en chômage reçoivent à partir des attestations délivrées par les ASSEDIC des points gratuits de retraite, leurs effectifs ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. — (2) Dans la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres, l'article 4 concerne les ingénieurs et cadres, l'article 4 *bis*, les employés, techniciens et agents de maîtrise dont le coefficient hiérarchique est égal ou supérieur à 300, l'article 36, les collaborateurs dont le coefficient hiérarchique est au moins égal à 200. — (3) Intégration de l'IRCACIM (Institution de retraite complémentaire des chefs d'atelier, contremaîtres et assimilés des industries des métaux).

TABLEAU C.04-9

Assurance maladie : effectifs des cotisants des différents régimes

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Millier

Régime	Effectif des cotisants									
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	1987
A. Salariés (ou assimilés)	**19.531**	**19.672**	**19.756**	**19.877**	**20.054**	**20.747**	**20.771**	**21.060**	**21.036**	**21.077**
soit : Régime général et régimes rattachés	17.928	18.096	18.199	18.325	18.532	19.223	19.256	19.508	19.522	19.592
soit : Régime général	14.102	14.205	14.219	14.327	14.074	14.715	14.410	14.616	14.434	14.420
Assurés partiels	16	15	15	15	15	15	15	15	ε	ε
Assurés volontaires et personnels	200	198	188	185	217	219	290	302	323	342
Adultes handicapés	161	206	238	250	297	297	348	353	353	363
Fonctionnaires civils, ouvriers de l'État, agents des collectivités territoriales	2.651	2.665	2.699	2.702	3.014	3.055	3.185	3.241	3.292	3.307
Agents de l'EDF-GDF	137	143	147	150	154	161	162	162	162	162
Étudiants	508	502	520	520	583	583	648	713	760	800
Praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés	153	162	173	176	178	178	198	206	198	198
Militaires de carrière	357	367	368	382	390	395	393	377	356	351
SNCF	262	257	253	249	254	252	247	240	230	220
RATP	37	37	36	37	38	40	40	40	40	39
Mines	107	100	96	92	91	87	81	74	66	60
Marine marchande	74	77	75	73	71	70	68	66	65	64
Clercs et employés de notaire	40	40	43	43	42	42	39	38	38	38
Banque de France	14	15	15	15	16	17	17	17	17	17
Compagnie générale des Eaux	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Chambre de commerce de Paris	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Salariés agricoles	707	678	666	656	615	616	625	626	629	623
C.A.M.A.C. (1)	///	///	///	///	///	///	///	36	35	33
Français de l'étranger	///	///	///	///	///	///	///	33	33	35
B. Non salariés	**2.610**	**2.586**	**2.603**	**2.558**	**2.449**	**2.372**	**2.343**	**2.295**	**2.291**	**2.285**
soit : Exploitants agricoles	1.269	1.243	1.259	1.214	1.121	1.055	1.036	1.010	985	947
Non salariés non agricoles	1.341	1.343	1.344	1.344	1.328	1.317	1.307	1.285	1.306	1.338
soit : Commerçants et industriels	654	650	641	641	631	625	620	610	620	626
Artisans	548	555	562	561	556	548	541	526	532	538
Professions libérales	112	117	124	129	132	137	140	145	149	170
Assurés volontaires	27	21	17	13	9	7	6	4	5	4
Ensemble (A + B)	**22.141**	**22.258**	**22.359**	**22.435**	**22.503**	**23.119**	**23.114**	**23.355**	**23.327**	**23.362**

(1) C.A.M.A.C. : Caisse d'assurance maladie des cultes. Les régimes C.A.M.A.C. et Français de l'étranger sont des régimes obligatoires créés à partir de 1985. Avant 1985, les personnes des cultes cotisaient à une mutuelle.

TABLEAU C.04-10

Prestations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail par régime

Année 1987

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

Régime	Maladie	Maternité	Invalidité	Décès	Accidents du travail	Total
CNAMTS (1)	**263.078**	**14.971**	**13.325**	**755**	**26.622**	**318.753**
Autres régimes	**69.666**	**1.252**	**1.876**	**142**	**5.971**	**78.907**
soit :						
CANAM (2)	14.738	303	—	—	—	15.041
Exploitants agricoles	24.022	217	741	—	—	24.980
Salariés agricoles	9.926	429	781	26	2.083	13.246
Assurance personnelle agricole	140	1	—	—	—	141
Mines	5.103	34	144	71	3.473	8.826
SNCF	6.702	55	—	39	39	6.835
Militaires	5.157	114	—	—	—	5.271
Marins	1.452	11	167	2	308	1.940
RATP (coordination)	584	3	—	—	—	587
RATP (médical)	376	19	—	—	49	445
Clercs de notaire	424	52	35	4	—	515
Banque de France	255	8	—	—	—	264
Compagnie générale des Eaux	50	—	—	—	—	50
Chambre de commerce de Paris	37	2	2	—	—	41
CAMAC (3)	580	—	—	—	—	580
Français de l'étranger	117	4	5	—	18	145
Total général	**332.744**	**16.223**	**15.201**	**897**	**32.593**	**397.659**

(1) Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. — (2) Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. — (3) Caisse d'assurance maladie des cultes.

TABLEAU C.04-11

Prestations accidents du travail et maladies professionnelles par type de prestation

(Ensemble des régimes. France entière)

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Incapacité temporaire (1)			Incapacité permanente (2)			
	Soins de santé	Prestations en espèces	Total	Rentes servies et rachetées au cours de l'année	Autres charges techniques (3)	Total	Total général
1977	2.062,3	2.429,1	4.491,4	9.396,3	16,0	9.412,3	13.903,8
1978	2.305,4	2.724,0	5.029,4	10.854,7	16,8	10.871,4	15.900,9
1979	2.586,3	2.916,7	5.502,9	12.158,6	18,9	12.177,5	17.680,5
1980	2.869,5	3.214,3	6.083,8	13.518,3	20,8	13.539,1	19.622,9
1981	3.121,2	3.656,3	6.777,5	15.368,1	21,5	15.389,7	22.167,2
1982	3.454,0	4.193,3	7.647,2	17.585,8	24,1	17.609,9	25.257,1
1983	3.670,7	4.192,1	7.862,8	19.229,8	26,1	19.256,0	27.118,8
1984	3.970,6	4.225,7	8.396,2	20.113,4	23,0	20.136,4	28.532,6
1985	4.174,7	4.762,7	8.937,5	21.287,0	*r* 1.029,6	*r* 22.316,6	*r* 31.254,1
1986	*r* 4.035,6	4.892,5	*r* 8.928,1	21.682,2	*r* 1.008,0	*r* 22.690,1	*r* 31.618,3
1987	4.436,2	4.889,2	9.325,4	22.264,0	1.003,8	23.267,8	32.593,2

(1) Incapacité temporaire : remboursement des honoraires, frais de séjour, pharmacie et autres prestations en nature et indemnisation pour perte de salaire jusqu'à la consolidation de la blessure. — (2) Incapacité permanente : rentes versées aux assurés lorsque la blessure prend un caractère permanent, sinon définitif, tel qu'un traitement n'est plus en principe nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation; rentes versées aux ayants droit de la victime en cas de décès. — (3) Depuis 1985 cette rubrique comporte les chiffres du fonds commun de revalorisation des rentes du régime agricole.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales : effectif des bénéficiaires des principaux régimes (1)

Sources : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole — *Unité :* Millier

Composition des familles	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Ensemble effectif
Ménage sans enfant (3)	177	1	...	2	—	...
1 enfant	1.031	5	...	20	17	...
2 enfants	2.313	14	...	76	110	...
3 enfants	912	6	...	35	53	...
4 enfants	237	2	...	10	12	...
5 enfants	81	1	...	4	3	...
6 enfants et plus	53	1	...	2	1	...
dont : 2 enfants et plus	*3.596*	*24*	...	*127*	*179*	...
Effectif au 31 décembre 1987	**4.804**	**30**	...	**149**	**196**	...
Au 31 décembre 1986	*4.777*	*33*	*741*	*150*	*206*	*5.907*
Au 31 décembre 1985	*4.761*	*36*	*769*	*155*	*217*	*5.938*
Au 31 décembre 1984	*4.591*	*38*	*773*	*149*	*230*	*5.781*
Au 31 décembre 1983	*4.554*	*39*	*772*	*151*	*249*	*5.765*
Au 31 décembre 1982	*4.554*	*43*	*798*	*155*	*271*	*5.821*
Au 31 décembre 1981	*4.487*	*47*	*796*	*159*	*294*	*5.783*
Au 31 décembre 1980	*4.368*	*52*	*793*	*166*	*324*	*5.703*
Au 31 décembre 1979	*4.311*	*58*	*824*	*174*	*346*	*5.713*
Au 31 décembre 1978	*4.104*	*65*	*1.042*	*179*	*366*	*5.756*
Au 31 décembre 1977	*3.843*	*71*	*1.035*	*180*	*381*	*5.510*

(1) Non compris les familles allocataires des départements d'outre-mer, les familles d'allocataires résidant hors de France, les bénéficiaires de l'allocation différentielle, les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ne recevant que cette prestation. Sont également exclues les familles percevant l'aide personnalisée au logement (FNH) et l'allocation de logement à caractère social (FNAL). — (2) Estimation concernant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979); agents des services particuliers (SNCF, RATP, EDF-GDF, etc.) cette estimation n'a pas pu être faite pour l'année 1987. — (3) Les ménages sans enfant peuvent percevoir sous condition de ressources l'allocation logement.

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales : prestations servies (1)

Sources : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole — *Unité :* Million de francs

Nature des dépenses	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total tous régimes	%
Prestations liées à la naissance et au jeune enfant	*11.070*	*60*	*1.287*	*368*	*287*	*13.072*	*9,0*
Soit :							
Allocations prénatales	1	—	—	—	—	1	ε
Allocations postnatales	278	2	30	10	9	329	0,2
Congés de naissance et d'adoption	99	1	6	4	—	110	0,07
Allocation pour le jeune enfant (3)	10.692	57	1.251	354	278	12.632	8,7
Prestations spécifiques	*16.648*	*74*	*466*	*482*	*811*	*18.481*	*12,7*
Soit :							
Allocation de soutien familial	2.789	27	220	58	67	3.161	2,2
Allocation d'éducation spéciale	854	10	113	35	45	1.057	0,7
Allocation adultes handicapés	11.703	24	—	339	624	12.690	8,7
Allocation de rentrée scolaire	1.302	13	133	50	75	1.573	1,1
Prestations suppléments de revenus	*63.855*	*536*	*8.300*	*2.314*	*3.171*	*78.176*	*53,9*
Soit :							
Allocations familiales	46.229	415	6.726	1.759	2.449	57.578	39,7
Complément familial	11.726	105	1.351	463	604	14.249	9,8
Allocation de parent isolé	3.220	5	1	18	16	3.260	2,2
Supplément de revenu familial	49	—	—	1	1	51	0,03
Allocation parentale d'éducation (4)	2.631	11	222	73	101	3.038	2,1
Autres dépenses de prestations	*869*	*7*	*5*	*64*	*3*	*948*	*0,7*
Soit :							
Prestations hors métropole	390	6	2	48	—	446	0,3
Allocation différentielle	102	—	—	1	—	103	0,07
Dépenses techniques	377	1	3	15	3	399	0,3
Logement	*32.115*	*20*	*434*	*877*	*918*	*34.364*	*23,7*
Soit :							
Allocation de logement	10.753	20	418	345	377	11.913	8,2
Prime de déménagement	345	—	16	6	2	369	0,3
Aide personnalisée au logement	21.017	—	—	526	539	22.082	15,2
Total année 1987	**124.557**	**697**	**10.492**	**4.105**	**5.190**	**145.041**	**100,0**
Année 1986	*117.281*	*735*	*10.845*	*4.043*	*5.254*	*138.158*	
Année 1985	*108.350*	*720*	*10.708*	*3.884*	*5.289*	*128.951*	
Année 1984	*102.172*	*782*	*10.289*	*3.658*	*5.280*	*122.181*	
Année 1983	*95.048*	*786*	*9.991*	*3.489*	*5.369*	*114.683*	
Année 1982	*84.653*	*757*	*9.756*	*3.225*	*5.141*	*103.532*	
Année 1981	*65.833*	*692*	*8.144*	*2.616*	*4.320*	*81.605*	
Année 1980	*54.530*	*622*	*7.183*	*2.234*	*3.827*	*68.396*	
Année 1979	*45.074*	*586*	*7.657*	*1.999*	*3.488*	*58.804*	
Année 1978	*39.309*	*589*	*8.280*	*1.861*	*3.275*	*53.314*	
Année 1977	*32.168*	*550*	*7.028*	*1.633*	*2.890*	*44.269*	

(1) Non compris le solde des prêts (prêts aux jeunes ménages, prêts pour l'amélioration de l'habitat), les prestations versées dans les DOM et l'allocation logement à caractère social (FNAL), et les majorations exceptionnelles versées sur le budget de l'État. — (2) Estimation couvrant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des services particuliers (SNCF, EDF-GDF, RATP, etc.); agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979). — (3) L'allocation au jeune enfant, créée par la loi n° 85-17 du 4 janvier 1985, remplace progressivement les allocations pré et postnatales, et le complément familial dans certains cas. Depuis le plan famille de 1986, cette allocation s'appelle « allocation pour le jeune enfant » et n'est versée qu'une seule fois par famille. — (4) L'allocation parentale d'éducation a été créée par la même loi n° 85-17 du 4 janvier 1985. Elle compense, partiellement et forfaitairement, la perte de revenu, liée à l'arrêt ou à la réduction de l'activité professionnelle d'un parent à l'occasion d'une naissance ou de l'adoption d'un enfant de rang 3 ou plus, intervenant à compter du 1er janvier 1985.

TABLEAU C.04-14

Évolution du montant mensuel des prestations familiales (1) pour une famille de deux enfants

Source : Caisse nationale des allocations familiales — *Unité :* Franc

Année (moyennne mensuelle)	Avec un enfant de moins de 3 ans (2)				Avec deux enfants entre 3 et 9 ans (3)
	Né avant octobre 1985		Né en octobre 1985 ou après		
	Total	Dont complément familial	Total	Dont allocation jeune enfant	
1978	534,09				190,43
1979 (4)	576,07				204,99
1980 (4)	652,09				232,09
1981	760,73				279,06
1982	944,91				395,49
1983	1.062,00				460,00
1984	1.123,29				488,21
1985	1.188,82				516,57
1986	1.229,83	695,08	1.301,75	767,00	534,25
1987	1.244,83	703,92	1.317,25	776,33	540,92
1988	1.290,21	729,58	1.365,65	804,83	560,63
1er février (5)	*1.285,53*	*727,00*	*1.360,53*	*802,00*	*558,53*
1er août (5)	*1.303,46*	*737,00*	*1.379,46*	*813,00*	*566,46*

(1) Prestations versées à terme échu, c'est-à-dire un mois *après* la date de relèvement de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et du complément familial s'il y a lieu. — (2) Famille de 2 enfants dont un de moins de 3 ans : famille de condition modeste bénéficiant des allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites — indemnité compensatrice (supprimée à compter de janvier 1978) + allocation de salaire unique (versée sous condition de ressources à compter de juillet 1972 et assortie à cette date d'une majoration pour les familles dont les ressources sont inférieures à un certain plancher; l'allocation de salaire unique et sa majoration ont été supprimées (ainsi que l'allocation pour frais de garde) lors de l'instauration du complément familial à compter de janvier 1978; l'enfant de moins de 3 ans a été conçu avant le 1er janvier 1985, aussi le complément familial est maintenu. — (3) Famille de 2 enfants ayant entre 3 et 9 ans ne percevant pas de majorations pour âge et ne bénéficiant pas d'allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites + indemnité compensatrice (jusqu'en décembre 1977) et allocation de salaire unique (jusqu'en juin 1972). — (4) Aux prestations présentées ci-dessus, il convient d'ajouter, s'il y a lieu, de 1977 à 1980 l'incidence d'allocations exceptionnelles (hors allocations aux adultes handicapés et hors allocation logement) qui sont financées par le budget de l'État et ne sont pas incluses dans les statistiques de la CNAF : *septembre 1977 :* 300,00 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire (soumise à condition de ressources); *septembre 1979 :* 210,20 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire; 205,00 F pour majoration exceptionnelle du complément familial (soumis à condition de ressources); *février 1980 :* 150,00 F par enfant ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire en septembre 1979; 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date du complément familial; *septembre 1980 :* 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date de l'allocation de rentrée scolaire. — (5) Il s'agit du montant aux dates d'effet.

TABLEAU C.04-15

Nombre de familles bénéficiant, dans le régime général, des allocations familiales et du complément familial (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales — *Unité :* Franc

Au 31 décembre de chaque année	Allocations familiales	Complément familial (2)	Complément familial ou allocation jeune enfant (3)
1978	3.094.515	2.709.190	///
1979	3.270.250	2.687.063	///
1980	3.353.772	2.545.630	///
1981	3.415.703	2.182.993	///
1982	3.457.317	2.245.979	///
1983	3.480.302	2.201.103	///
1984	3.507.091	2.202.022	///
1985	3.537.246	2.124.389	2.102.591
1986	3.562.507	1.688.341	2.093.962
1987	3.595.653	1.020.202	1.562.890

(1) Salariés + population non active + employeurs et travailleurs indépendants en métropole. L'intégration progressive des agents des collectivités locales entre 1979 et 1980 est incluse dans ces chiffres qui ne sont pas toujours rigoureusement comparables d'une année sur l'autre. — (2) Complément familial à compter de janvier 1978 : versé au taux plein ou comme allocation différentielle, y compris les allocataires au titre du maintien des droits (allocation de salaire unique, allocation de la mère au foyer avec et sans majoration et allocation pour frais de garde). — (3) L'AJE (allocation pour le jeune enfant) avec conditions de ressources est versée à partir du quatrième mois après la naissance alors que le complément familial est versé dès le premier mois. Il se fait une substitution progressive d'une partie du complément familial par l'AJE.

TABLEAU C.04-16

Revalorisation des pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité

(Salariés du régime général et du régime agricole)

Source : Liaisons sociales

Date d'effet		Coefficient de revalorisation	Date d'effet		Coefficient de revalorisation
1979	Janvier	1,065	1985	Janvier	1,034
	Juillet	1,040		Juillet	1,028
1980	Janvier	1,054	1986	Janvier	1,013
	Juillet	1,064		Octobre	1,005
1981	Janvier	1,067	1987	Janvier	1,018
	Juillet	1,062		Juillet	1,010
1982	Janvier	1,067	1988	Janvier	1,026
	Juillet	1,074		Juillet	1,013
1983	Janvier	1,040	1989	Janvier	1,013
	Juillet	1,040		Juillet	1,012
1984	Janvier	1,018			
	Juillet	1,022			

N.B. — La revalorisation des pensions et rentes de vieillesse a lieu deux fois par an au 1er janvier et au 1er juillet. Pour les pensions liquidées à partir du 1er juillet 1989, le salaire annuel servant de base au calcul d'une pension est le salaire moyen correspondant aux cotisations versées :

— assurance vieillesse aux cours des dix années civiles d'assurance accomplies postérieurement au 31 décembre 1948 dont la prise en considération sera la plus avantageuse pour l'assuré;

— assurance invalidité : on retient les dix meilleures années accomplies entre le 31 décembre 1948 et la date de constat d'invalidité.

Les coefficients de revalorisation pour 1989 ont été précisés par la loi du 13 janvier 1989.

TABLEAU C.04-17

Pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité : coefficient par lequel est multiplié le salaire résultant des cotisations versées

(Salariés du régime général et salariés agricoles)

Source : Liaisons sociales

Année de base	Du 1er janvier au 30 juin 1989	Du 1er juillet au 31 déc. 1989	Année de base	Du 1er janvier au 30 juin 1989	Du 1er juillet au 31 déc. 1989
1948	64,828	65,606	1969	6,001	6,073
1949	54,790	55,447	1970	5,446	5,511
1950	48,085	48,662	1971	4,886	4,945
1951	34,120	34,529	1972	4,404	4,457
1952	28,469	28,811	1973	4,063	4,112
1953	28,073	28,410	1974	3,586	3,629
1954	26,319	26,635	1975	3,023	3,059
1955	24,096	24,385	1976	2,573	2,604
1956	21,588	21,847	1977	2,218	2,245
1957	20,063	20,304	1978	1,996	2,020
1958	17,645	17,857	1979	1,818	1,840
1959	15,970	16,162	1980	1,607	1,626
1960	14,878	15,057	1981	1,417	1,434
1961	12,891	13,046	1982	1,267	1,282
1962	11,097	11,230	1983	1,198	1,212
1963	9,938	10,057	1984	1,133	1,147
1964	8,957	9,064	1985	1,088	1,101
1965	8,378	8,479	1986	1,063	1,076
1966	7,915	8,010	1987	1,026	1,038
1967	7,495	7,585	1988	1,000	1,012
1968	6,909	6,992	1989	///	1,000

N.B. — Pour déterminer le salaire annuel moyen servant de base au calcul des pensions de vieillesse et d'invalidité de Sécurité sociale, dont l'entrée en jouissance est postérieure au 31 décembre 1988 ou au 30 juin 1989, on applique aux salaires résultant des cotisations versées les coefficients de majoration ci-dessus résultant de l'application des coefficients du tableau C.04-17.

TABLEAU C.04-18

Pension minimum de vieillesse

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Unité : Franc

Date d'effet	Montants annuels				Plafond des ressources annuelles	
	Pension minimum (1) [AVTS]	Allocation supplémentaire (FNS)	Total			
			Personne seule	Ménage	Personne seule	Ménage
1980 1er juin	7.900	7.700	15.600	31.200	16.500	31.200
1981 1er janvier	8.500	8.500	17.000	34.000	17.900	34.000
1er juillet	9.400	11.000	20.400	40.800	21.300	40.800
1982 1er janvier	10.100	13.900	24.000	(2) 44.400	24.900	44.400
1er juillet	10.900	14.600	25.500	47.200	26.400	47.200
1983 1er janvier	11.300	15.200	26.500	49.000	27.400	49.000
1er juillet	11.750	15.810	27.560	50.470	28.460	50.470
1984 1er janvier	11.960	16.090	28.050	51.380	28.950	51.380
1er juillet	12.220	16.440	28.660	52.300	29.560	52.300
1985 1er janvier	12.640	17.000	29.640	53.870	30.540	53.870
1er juillet	12.990	17.480	30.470	55.220	31.370	55.220
1986 1er janvier	13.160	17.710	30.870	55.940	31.770	55.940
1er juillet	13.160	17.710	30.870	55.940	31.770	55.940
1987 1er janvier	13.470	18.120	31.590	56.670	32.490	56.670
1er juillet	13.600	18.300	31.900	57.240	32.800	57.240
1988 1er janvier	13.950	18.780	32.730	58.730	33.630	58.730
1er juillet	14.130	19.020	33.150	59.490	34.050	59.490
1989 1er janvier	14.310	19.270	33.580	60.260	34.480	60.260
1er juillet	14.490	19.500	33.990	60.990	34.890	60.990

NB. — AVTS = allocation aux vieux travailleurs salariés; FNS = Fonds national de solidarité. — (1) La pension minimum de vieillesse ou d'invalidité, la pension minimum allouée au conjoint survivant, l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui n'ont pu bénéficier de la Sécurité sociale sont majorées de 10 % si l'allocataire a élevé au moins trois enfants. Si le pensionné a un conjoint de plus de 65 ans à charge, celui-ci reçoit également une pension minimum et l'allocation supplémentaire, s'il y a lieu, puisque cette dernière est soumise à une clause de ressources. — (2) Depuis janvier 1982, le minimum vieillesse versé pour un ménage n'est plus le double de celui d'une personne seule.

TABLEAU C.04-19

Retraites complémentaires des salariés : effectifs des cotisants et des allocataires

Au 31 décembre 1987

Sources : AGIRC, ARRCO, IRCANTEC

Caisses	Cotisants	(4) Allocataires	
		Assurés	Conjoints et orphelins
Caisses AGIRC (1)	2.303.697	590.156	305.997
Caisses ARRCO (2)	15.376.462	4.669.500	1.810.000
Caisse IRCANTEC (3)	1.800.000	708.922	142.281

(1) AGIRC : Association générale des institutions de retraites des cadres. — (2) ARRCO : Association des régimes de retraites complémentaires. — (3) IRCANTEC : Institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales. — (4) Après élimination des doubles comptes.

TABLEAU C.04-20

Retraites complémentaires des salariés : valeur du point

Sources : AGIRC, UNIRS, IRCANTEC, Caisse des dépôts et consignations

Unité : Franc

Date d'effet		Cadres (AGIRC)	Non-cadres (UNIRS)	IRCANTEC
1979	Moyenne annuelle	1,0670	1,010	0,994
1980	Moyenne annuelle	1,1880	1,164	1,121
1981	Moyenne annuelle	1,3450	1,348	1,263
1982	Moyenne annuelle	1,4930	1,518	1,454
1983	Moyenne annuelle	1,6150	1,628	1,606
1984	Moyenne annuelle	1,7280	1,754	1,720
1985	Moyenne annuelle	1,8145	1,856	1,805
1986	Moyenne annuelle	1,8760	1,938	1,866
1987	Moyenne annuelle	1,9210	2,022	1,884
1988	*1er janvier*	*1,973*	*2,060*	*1,907*
	1er juillet	*1,973*	*2,081*	*r 1,930*
	Moyenne annuelle	r1,973	2,071	r1,919
1989	*1er janvier*	*2,019*	*2,102*	*1,969*
	1er juillet	*2,045*	*2,124*	*1,995*
	Moyenne annuelle	2,032	2,113	1,982

TABLEAU C.04-21

Montant annuel des allocations de chômage et de préretraite et effectifs de bénéficiaires

Année 1988

Source : UNEDIC

	Montant annuel (millions de francs)	Bénéficiaires au 31 décembre
CHÔMAGE		
Allocation de base et allocation de base exceptionnelle (1)	54.328,3	943.103
— *allocation de base*	*52.784,9*	*911.863*
— *allocation de base exceptionnelle*	*1.543,4*	*31.240*
Allocation de fin de droits (2)	6.808,6	251.664
Allocation d'insertion (3)	3.392,2	125.122
Allocation de solidarité spécifique (4)	7.572,9	289.804
Total des allocations chômage :		
1988	72.102,0	1.609.693
1987	66.487,8	1.622.991
1986	59.220,5	1.527.069
1985	53.299,7	1.434.608
1984	46.234,5	1.294.710
1983	41.209,4	1.095.478
1982	44.937,4	///
1981	34.782,6	///
PRÉRETRAITE		
Allocation spéciale FNE (5)	13.987,9	191.479
Allocation conventionnelle de solidarité (6)	894,9	454
Garantie de ressources (7)	17.868,7	180.787
— *licenciement*	*6.808,7*	*67.874*
— *démission*	*11.060,0*	*112.913*
Total des allocations de préretraite :		
1988	32.751,5	372.720
1987	37.786,6	429.703
1986	43.880,1	523.342
1985	48.355,9	606.997
1984	49.286,6	673.795
1983	39.843,8	694.575
1982	24.405,8	///
1981	14.164,8	///
Autres allocations (8) :		
1988	393,1	12.666
1987	289,9	10.155
1986	669,6	7.033
1985	1.299,0	7.093
1984	2.715,4	20.449
1983	2.700,5	20.117
1982	2.985,0	///
1981	2.931,7	///
Total des prestations versées :		
1988	105.246,6	1.995.079
1987	104.564,3	2.062.849
1986	103.770,2	2.057.444
1985	102.954,6	2.048.698
1984	98.236,5	1.988.954
1983	83.753,7	1.810.170
1982	72.328,2	///
1981	51.879,1	///

(1) Allocation de base et allocation de base exceptionnelle s'adressent toutes deux aux travailleurs involontairement privés d'emploi. La première concerne les travailleurs ayant au moins six mois de référence de travail et est égale à 40 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. La seconde concerne les travailleurs ayant entre trois et six mois de référence de travail et est égale à 30 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. Pour les allocataires présentant des salaires de référence modestes, une allocation minimale est servie. — (2) Allocation de fin de droits : il s'agit d'un montant journalier versé aux chômeurs ne pouvant plus bénéficier de l'allocation de base. Pour certains allocataires âgés (plus de 55 ans) et présentant une certaine ancienneté, le montant est majoré. — (3) Allocation d'insertion : elle est à peu près la prolongation de l'allocation forfaitaire de l'ancien système et s'adresse à certaines catégories de personnes : jeunes à la recherche d'un premier emploi, femmes veuves, divorcées ou séparées à la recherche d'un emploi, anciens détenus. Cette allocation est un montant fixe, doublé pour les femmes seules, et elle est financée par l'État dans le cadre du régime de solidarité. — (4) Allocation de solidarité spécifique : cette allocation journalière est la suite de l'aide de secours exceptionnel. Trois taux sont possibles et elle est financée par l'État. Elle est renouvelable tous les six mois sans limitation dans le temps jusqu'à l'atteinte de l'âge de la retraite. — (5) Allocation spéciale FNE (fonds national pour l'emploi) : elle appartient au domaine des préretraites État et le financement principal revient à l'État. Cette allocation est à quelques détails près la suite de l'allocation conventionnelle FNE de l'ancienne réglementation. Son montant est égal à 70 % pour les bénéficiaires entrés avant décembre 1982 et pour les suivants égal à 65 % du salaire journalier de référence dans la limite du plafond de sécurité sociale, plus 50 % de la part du salaire comprise entre ce plafond et le plafond de cotisation au régime de retraite complémentaire des cadres. Cette allocation concerne des allocataires licenciés âgés de 55 ans à moins de 65 ans et remplissant certaines conditions. L'accès à cette allocation est toujours ouvert. — (6) Allocation conventionnelle de solidarité : cette allocation appartient aussi au domaine des préretraites État. Depuis janvier 1984, il n'y a plus de possibilité d'entrer en allocation conventionnelle de solidarité. Cette allocation s'adressait à des personnes démissionnaires sous certaines conditions, notamment d'âge (55 à moins de 60 ans). Son montant suit les mêmes règles que l'allocation précédente. — (7) Garantie de ressources : cette allocation est servie à des personnes licenciées ou démissionnaires. L'entrée directe n'est plus possible depuis la mi-1983. L'allocation reste ouverte aux personnes atteignant l'âge de 60 ans sous condition d'avoir accédé avant le 1er juillet 1983 aux préretraites servies entre 55 et 60 ans. Le taux d'indemnisation suit les mêmes règles que l'allocation spéciale FNE. Les personnes entrées en préretraite avant décembre 1982 sont indemnisables jusqu'à 65 ans. Les autres seront indemnisées jusqu'à l'âge de la retraite. — (8) A la rubrique « autres » figurent notamment :

— l'allocation complémentaire appartenant au régime de solidarité financée par l'État;
— l'allocation de préretraite progressive (ancienne ACC) financée par l'État;
— l'ancienne indemnité de formation financée par l'UNEDIC.

Sources : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale
UNEDIC

Unité : Franc

TABLEAU C.04-22

Chômage : montant des allocations journalières de chômage total

Moyennes annuelles

	Allocation de base minimale
1981	72,82
1982	85,21
1983 (1)	95,25
1984 (2) Ancien régime	100,58
Nouveau régime	96,17
1985 Nouveau régime	101,76
1986	105,79
1987	109,60
1988	112,43

NB. — Une réforme de l'indemnisation de chômage est intervenue à compter de juillet 1979, une allocation de base minimale se substituant à l'allocation légale d'aide publique et à l'allocation minimum versée par l'UNEDIC.

(1) Le décret du 24 novembre 1982 a sensiblement modifié les conditions d'attribution des allocations de chômage. — (2) Une réforme est intervenue au 1er avril 1984 séparant nettement l'indemnisation des chômeurs ayant déjà cotisé à l'UNEDIC et percevant à ce titre un pourcentage de leur salaire antérieur (l'indemnisation minimale journalière étant celle figurant dans le tableau ci-dessus) et l'attribution à des demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé antérieurement (jeunes, femmes,...) d'indemnités forfaitaires dites d'insertion. Deux taux d'indemnisation ont coexisté (jusqu'en avril 1985) suivant la date d'entrée en chômage, avant ou après le 1er avril 1984.

TABLEAU C.04-23

Chômage partiel indemnisable

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Contingent annuel d'heures (1)	Allocation d'aide publique au 1er juillet (2)	Plancher garanti (3)	Nombre total annuel de journées indemnisées	Effectifs
	Heures	F/h	Moyenne F/h	En milliers	Moyenne mens.
1978	400	(4) 3,50/4,00/5,00	10,00	8.525,1	177.502
1979	»	4,380	11,16	5.067,9	113.070
1980	»	5,621	12,70	(5) 10.140,9	179.417
1981	600	6,332	14,71	17.411,6	320.311
1982	»	7,179	17,66	12.237,4	200.777
1983	»	8,026	19,45	14.567,8	237.458
1984	»	8,698	20,50	15.153,4	273.640
1985	»	9,313	22,12	11.857,0	196.890
1986	500	9,604	23,00	8.893,3	128.278
1987	»	9,438	23,31	6.284,1	90.211
1988	»	9,672	24,25	3.225,5	45.228

(1) Contingent annuel de 400 heures porté à 600 heures à compter de juillet 1981, ramené à 500 heures à compter du 1er janvier 1986. — (2) Allocation d'aide publique : versée pour l'ensemble de la France à un taux progressif, jusqu'à fin 1979, suivant la durée du chômage partiel; actuellement à un taux égal à 65 % du minimum garanti au 1er juillet de chaque année. — (3) Plancher garanti : allocation publique + allocation complémentaire. Ce plancher était à 23 F depuis le 1er juillet 1985, il est passé à 24,25 F au 1er octobre 1987. — (4) A compter du 1er mars 1978, les dates de modification du taux d'indemnisation se réfèrent au calendrier des quatorzaines établi par l'UNEDIC (et non au 1er jour du mois). — (5) Nouvelle série à compter d'avril 1980.

TABLEAU C.04-24

Mutualité

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 (1)	1987
Nombre de sociétés mutualistes	7.673	7.513	7.321	7.283	7.172	7.047	6.913	6.700	●	7.200	7.270
Prestations servies (en millions de F)	5.163	6.315	7.346	8.446	10.019	11.564	13.489	15.527	17.853	24.100	27.000

(1) L'augmentation observée du nombre de sociétés mutualistes et de prestations servies est due à la baisse des remboursements effectués par la Sécurité sociale.

TABLEAU C.04-25

Comptes sociaux européens : prestations de protection sociale par principale fonction

Source : Office statistique des Communautés européennes

Pays	Prestations (en % du total)												Total par habitant en SPA (1)		
	Maladie			Vieillesse			Famille			Chômage					
	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985
Allemagne (2)	25,2	27,3	...	28,2	28,7	...	6,7	6,0	...	6,0	5,4	...	3.460	3.650	*r*3.940
Belgique	20,5	21,4	...	26,6	27,7	...	10,3	10,1	...	14,4	11,6	...	3.220	3.350	...
Danemark	22,3	22,0	21,6	34,8	36,1	37,6	8,9	9,0	9,2	13,9	13,3	11,8	3.550	3.750	3.970
Espagne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	*r*1.320	*r*1.410	*r*1.540
France	24,9	25,4	...	34,0	34,1	...	9,6	9,3	...	9,8	9,9	...	3.270	...	...
Grèce	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Irlande	29,3	28,6	29,0	25,2	24,9	24,2	9,8	9,9	9,9	13,4	13,8	14,4	1.590	1.720	1.870
Italie	22,5	...	22,6	34,7	...	35,2	6,9	...	5,8	3,2	...	3,1	2.400	2.580	2.810
Luxembourg	23,7	...	...	27,7	...	...	7,9	3,2	...	3,2	...	...	3.100	*r*3.530	*r*3.780
Pays-Bas	25,6	...	...	27,0	...	...	8,1	...	...	12,7	...	...	3.730	*r*3.940	*r*4.080
Portugal	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Royaume-Uni	20,2	20,5	...	40,6	41,4	...	10,6	10,5	...	10,1	8,9	...	2.570	2.790	...
Communauté européenne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

(1) Le standard de pouvoir d'achat est une unité de compte assurant entre les monnaies une parité de pouvoir d'achat (cf. chap. G.01). Les montants sont exprimés en unité courante.
— (2) République fédérale d'Allemagne.

TABLEAU C.04-26

Comptes sociaux européens : part relative du produit intérieur brut représentée par les dépenses de protection sociale (1)

Source : Office statistique des Communautés européennes — *Unité :* %

Pays	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Allemagne (République fédérale d')	29,4	29,2	28,8	28,4	28,6	29,4	29,4	29,1	28,7	*r*28,1
Belgique	25,1	26,0	26,6	27,4	28,0	30,1	30,2	30,8	29,4	...
Danemark	25,0	25,4	26,2	27,0	28,7	30,1	30,5	30,2	28,7	27,5
Espagne	●	●	●	●	*r*15,7	*r*17,1	*r*17,2	*r*17,5	*r*17,4	*r*17,5
France	23,0	23,5	24,4	24,9	25,5	27,0	28,0	28,5	29,3	*r*29,4
Grèce	●	●	●	●	●	●	●	...	...	...
Irlande	18,9	17,7	17,5	17,8	20,6	21,3	23,0	23,9	23,3	23,9
Italie	19,6	19,2	20,2	20,2	19,8	21,7	22,4	23,7	23,3	23,4
Luxembourg	23,5	25,5	25,5	25,7	26,4	28,2	27,0	26,5	*r*22,8	*r*24,7
Pays-Bas	27,2	28,1	28,9	29,9	30,4	31,4	*r*33,3	*r*33,8	*r*32,6	*r*31,2
Portugal	●	●	●	●	13,0	14,5	*r*15,7	...	...	...
Royaume-Uni	19,8	20,0	20,3	20,3	21,6	23,7	23,9	24,1	24,1	...
Communauté européenne	●	●	●	●	●	●	...	...	...	...

(1) Prestations de protection sociale, frais de fonctionnement, autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-27

Comptes sociaux européens : structure des recettes de protection sociale (en % du total)

Source : Office statistique des Communautés européennes — *Unité :* %

Pays	Cotisations sociales						Contributions publiques courantes			Autres recettes courantes		
	D'employeur			De personne protégée								
	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985
Allemagne (République fédérale d')	39,9	40,5	*r*41,2	29,4	29,8	*r*30,4	27,3	26,3	*r*25,3	3,4	3,4	*r*3,4
Belgique	40,1	41,4	...	18,7	19,7	...	36,4	33,8	...	4,8	5,1	...
Danemark	10,7	10,0	10,3	3,8	3,8	4,2	78,4	79,2	77,4	7,1	7,0	8,0
Espagne	*r*57,3	*r*52,7	*r*53,2	*r*19,3	*r*20,5	*r*20,2	*r*22,8	*r*26,2	*r*26,0	*r*0,5	*r*0,7	*r*0,6
France	52,8	...	...	23,6	...	...	20,5	...	...	3,1	...	...
Grèce	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Irlande	21,5	21,6	20,9	13,0	13,2	13,0	64,3	64,2	65,2	1,3	1,0	0,9
Italie	52,6	53,2	52,5	14,1	14,5	13,9	31,3	30,2	31,5	1,9	2,1	2,1
Luxembourg	33,1	*r*33,7	*r*33,6	25,5	*r*25,8	*r*25,5	32,8	*r*32,2	*r*34,1	8,5	*r*8,3	*r*6,8
Pays-Bas	32,0	*r*31,7	*r*32,2	36,3	*r*35,9	*r*36,4	18,3	*r*17,7	*r*15,6	13,3	*r*14,8	*r*15,8
Portugal	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Royaume-Uni	31,6	30,8	...	16,5	16,8	...	43,1	42,6	...	8,9	9,7	...
Communauté européenne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications statistiques périodiques :

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, division de l'organisation et de l'informatique, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris.
  Tél. : (1) 40 56 60 00,
  et Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris.
  Tél. : (1) 40 56 60 00.

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales;*

— *Annuaire statistique vieillesse;*

— *Santé-Sécurité sociale, statistiques et commentaires* (bimestriel), diffusé par La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 40 15 70 00;

— Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés : *Statistiques des régimes d'assurance maladie* (annuel);

— *Statistiques nationales d'accidents du travail* (annuel avec rétrospective sur trois années).

- INSEE, 18, boulevard Pinard, 75675 Paris Cedex 14.
  Tél. : (1) 45 40 12 12.

— *Les Comptes de la Nation*, Tome 2, Les Collections de l'INSEE, série C.

- Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), 23, rue Daviel, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 65 52 52.

— *Statistiques, résultats généraux* (annuel).

- Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés : *Statistiques* (annuel), 110, rue de Flandre, 75015 Paris.
  Tél. : (1) 40 05 51 10.

- Caisses centrales de mutualité sociale agricole : 8-10, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 96 77 77.

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques* (annuel).

- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC), 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : (1) 45 01 53 20.

— *Bulletin d'information* (trimestriel).

- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO), 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : (1) 43 46 13 20.

— *Bulletin d'information* (trimestriel);

— *Rapport d'activité* (annuel).

- Union nationale des institutions de retraite des salariés (UNIRS), 16, place du Général-Catroux, 75017 Paris. Tél. : (1) 47 66 04 46.

— *Résumé des principales dispositions du régime.*

- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC), 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris.
  Tél. : (1) 42 94 43 00 :

— *Bulletin de liaison* (mensuel).

- Rédaction et services spécialisés des questions prud'homales, 18, rue Saulnier, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 46 53 16 :

— *Questions de sécurité sociale* (mensuel);

— *Le Guide pratique de la Sécurité sociale*, n° spécial, janvier-février 1989.

- Bureau des liaisons sociales, 5, avenue de la République, 75541 Paris cedex 11. Tél. : (1) 48 05 91 05 :

— *Liaisons sociales;*

— *Bref social* (quotidien);

— *Documents* (irrégulier);

— *Législation sociale* (irrégulier).

Articles et rapports :

— « Les comptes de la protection sociale, méthodes et séries 1959-1978 ». *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 82, 1979;

— « Le compte satellite de la protection sociale ». *Économie et statistique,* n° 122, juin 1980;

— « Dix ans d'aide à la famille », *Économie et statistique*, n° 125, septembre 1980;

— « L'effet troisième enfant », *Économie et statistique*, n° 138, novembre 1981;

— « La sécurité sociale et la politique familiale en question », *Droit social,* janvier 1981, numéro spécial;

— « L'indemnisation du chômage en France et à l'étranger », *Documents du CERC*, n° 62, 1982;

— « Les comptes de la protection sociale, séries 1977-1981 », *Archives et documents,* n° 62, décembre 1982;

— « Les retraités et leurs ressources », CREDOC, septembre 1983;

— La protection sociale, *Dossiers de l'IRES,* n° 1, novembre 1983;

— « Comparaison des régimes de sécurité sociale (II); les régimes de retraite », *Documents du CERC,* n° 68, 1983;

— « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983;

— « Le vieillissement démographique et ses conséquences économiques et sociales », *JO*; *Avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 22, 13 décembre 1983;

— « L'inégalité sociale devant la mort », *Économie et statistique,* n° 162, janvier 1984;

— « Les comptes de la protection sociale : séries 1979-1983 », *Documents statistiques,* SESI, n° 4, septembre 1984;

— « La protection sociale », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;

— « Coûts salariaux et charges sociales », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;

— « L'indemnisation du chômage et de la pré-retraite », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;

— « Les prestations familiales », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;

— « L'aide sociale », *Données sociales,* INSEE, édition 1984;

— « Prestations familiales, fiscalité et redistribution », *Revue française des affaires sociales,* n° supplémentaire, juin 1984;

— « Accidents du travail et maladies professionnelles », *Législation sociale,* n° spécial 5624, Liaisons sociales, mars 1985, 155 pages;

— « Le vieillissement de la société », *Futuribles,* n° 88, mai 1985;

— « Quarante ans de sécurité sociale », *Revue française des Affaires sociales,* numéro spécial, juillet 1985;

— « Bilan de l'emploi 1984 », *Dossier statistiques du travail et de l'emploi,* n° 12-13, ministère du Travail, septembre 1985;

— « La cessation anticipée d'activité salariée », *rapport Ragot du Conseil économique et social, JO* du 23 octobre 1985;

— *Droit de la Sécurité sociale,* Dalloz, dixième édition, 1986;

— « Les prestations familiales : un système en évolution », *Dossiers CAF,* n° 4, 1986;

— « Transferts de ressources et types de familles : Évolution 1970-1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 124, juin 1987;

— « Les comptes de la protection sociale de 1981 à 1986 ». *Documents statistiques,* SESI, n° 39, 1987;

— « L'évolution de la politique familiale. Les prestations familiales », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;

— « Les charges sociales », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;

— « L'aide sociale », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;

— « Le fonds national de solidarité », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;

— « L'allocation aux adultes handicapés », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;

— « Le revenu des personnes âgées », *Données sociales,* INSEE, édition 1987;

— « La croissance des salaires réels a accentué la pression fiscale et réduit le poids des prestations » et « Aide à la famille et coût des enfants », *Économie et statistique,* n° 203, octobre 1987;

— « Les comptes de la protection sociale : historique et perspective, *Observations et diagnostics économiques,* n° 22, janvier 1988;

— « Protection sociale et pauvreté. Protection légale et expériences locales de revenu minimum garanti », *Documents du CERC,* n° 88, 1er trimestre 1988;

— « L'assurance chômage et les autres régimes gérés par les ASSEDIC/UNEDIC », *Bulletin de liaison,* n° spécial, UNEDIC, janvier 1989.

D

Consommation et conditions de vie

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications statistiques périodiques :

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, division de l'organisation et de l'informatique, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris.
  Tél. : (1) 40 56 60 00,
  et Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris.
  Tél. : (1) 40 56 60 00.
  - *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales*;
  - *Annuaire statistique vieillesse*;
  - *Santé-Sécurité sociale, statistiques et commentaires* (trimestriel), diffusé par La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 40 15 70 00.

- INSEE, 18, boulevard Pinard, 75675 Paris Cedex 14.
  Tél. : (1) 45 40 12 12.
  - *Les Comptes de la Nation*, Tome 2, Les Collections de l'INSEE, série C.

- Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), 23, rue Daviel, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 65 52 52.
  - *Statistiques, résultats généraux* (annuel).

- Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés : *Statistiques* (annuel), 110, rue de Flandre, 75015 Paris.
  Tél. : (1) 40 05 61 10.

- Caisses centrales de mutualité sociale agricole : 8-10, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 96 77 77.
  - *La Mutualité sociale agricole, statistiques* (annuel).

- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC), 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : (1) 45 01 53 20.
  - *Bulletin d'information* (trimestriel);
  - *Rapport d'activité* (annuel).

- Union nationale des institutions de retraite des salariés (UNIRS), 16, place du Général-Catroux, 75017 Paris. Tél. : (1) 47 66 04 48.
  - *Résumé des principales dispositions du régime*.

- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC), 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris.
  Tél. : (1) 42 94 43 00 :
  - *Bulletin de liaison* (mensuel).

- Rédaction et services spécialisés des questions prud'homales, 16, rue Saulnier, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 46 83 16 :
  - *Conditions de vie et statistiques sociales* (mensuel);
  - *Le Guide pratique de la Sécurité sociale*, n° spécial, janvier-février 1989.

- Bureau des liaisons sociales, 5, avenue de la République, 75541 Paris cedex 11. Tél. : (1) 48 05 91 05 :
  - *Bref social* (quotidien);
  - *Liaisons sociales* (bimensuel).

Consommation et conditions de vie

- « Les comptes de la protection sociale, méthodes et séries 1959-1978 », *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 82, 1979;
- « Dix ans d'aide à la famille », *Économie et statistique*, n° 128, septembre 1980;
- « L'effet troisième enfant », *Économie et statistique*, n° 138, novembre 1981;
- « La sécurité sociale et la politique familiale en question », *Droit social*, janvier 1981, numéro spécial;
- « L'indemnisation du chômage en France et à l'étranger », *Documents du CERC*, n° 62, 1982;
- « Les comptes de la protection sociale, séries 1977-1981 », *Archives et documents*, n° 82, décembre 1982;
- « Les retraités et leurs ressources », CREDOC, septembre 1983;
- La protection sociale, *Dossiers de l'IRES*, n° 1, novembre 1983;
- « Comparaison des régimes de sécurité sociale (III) : les régimes de retraite », *Documents du CERC*, n° 66, 1983;
- « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique*, n° 158, septembre 1983;
- « Le vieillissement démographique et ses conséquences économiques et sociales », *JO, Avis et rapports du Conseil économique et social* n° 22, 13 décembre 1983;
- « L'inégalité sociale devant la mort », *Économie et statistique*, n° 162, janvier 1984;
- « Les comptes de la protection sociale : séries 1978-1982 », *Documents statistiques*, SESI, n° 4, septembre 1984;
- « La protection sociale », *Données sociales*, INSEE, édition 1984;
- « Coûts salariaux et charges sociales », *Données sociales*, INSEE, édition 1984;
- « L'indemnisation du chômage et de la pré-retraite », *Données sociales*, INSEE, édition 1984;
- « Les prestations familiales », *Données sociales*, INSEE, édition 1984;
- « L'aide sociale », *Données sociales*, INSEE, édition 1984;
- « Prestations familiales, fiscalité et redistribution », *Revue française des affaires sociales*, n° supplémentaire, juin 1984;
- « Accidents du travail et maladies professionnelles », *Législation sociale*, n° spécial 5624, Liaisons sociales, mars 1985, 155 pages;
- « Le vieillissement de la société », *Futuribles*, n° 88, mai 1985;
- « L'allocation aux adultes handicapés », *Données sociales*, INSEE, édition 1987;
- « Bilan de l'emploi 1984 », *Dossier statistiques du travail et de l'emploi* n° 12-13, ministère du Travail, septembre 1985;
- « La cessation anticipée d'activité salariée », *rapport Reynt du Conseil économique et social JO* du 23 octobre 1985;
- *Droit de la Sécurité sociale*, Dalloz, dixième édition, 1986;
- « Les prestations familiales : un système en évolution », *Dossiers CAF*, n° 4, 1986;
- « Transferts de ressources et types de familles : Évolution 1970-1982 », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 124, juin 1987;
- « Les comptes de la protection sociale de 1981 à 1986 », *Documents statistiques*, SESI, n° 30, 1987;
- « L'évolution de la politique familiale. Les prestations familiales », *Données sociales*, INSEE, édition 1987;
- « Les charges sociales », *Données sociales*, INSEE, édition 1987;
- « L'aide sociale », *Données sociales*, INSEE, édition 1987;
- « Le fonds national de solidarité », *Données sociales*, INSEE, édition 1987;
- « L'allocation aux adultes handicapés », *Données sociales*, INSEE, édition 1987;
- « Le revenu des personnes âgées », *Données sociales*, INSEE, édition 1987;
- « La croissance des salaires réels a accentué la pression fiscale et réduit la part des prestations » et « Aide à la famille et coût des enfants », *Économie et statistique* n° 203, octobre 1987;
- « Les comptes de la protection sociale : historique et perspectives », *Observations et diagnostics économiques* n° 22, janvier 1988;
- « Protection sociale et pauvreté. Protection légale et expérimentale : le minimum garanti », *Documents du CERC*, n° 88, 1er trimestre 1988;
- « L'assurance chômage et les autres régimes gérés par les ASSEDIC/UNEDIC », *Bulletin de liaison* n° spécial, UNEDIC, janvier 1989.

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Consommation des ménages en comptabilité publique
2. Quantités consommées
3. Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution qui composent ce chapitre sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans les tableaux 1 et 2 sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité nationale — SECN — base 1980) : leur addition forme exactement le total « consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail,

1. Voir le chapitre « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et aussi le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Dans les tableaux 1, les biens et services consommés sont répartis en 8 fonctions : alimentaire, habillement, logement, meubles, santé, transport, loisir, autre.

Dans les tableaux 2 est donnée une autre ventilation de la consommation, dite par durabilité : biens durables, biens semi-durables, biens non durables et services.

11. Définitions

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

111. Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les *ménages ordinaires* (3) et la *population hors ménages ordinaires.* Les recensements de population permettent de connaître les effectifs de ces groupes. Ces effectifs étaient les suivants au recensement de 1982 :

	millier	%
Population des ménages ordinaires	52 981	97,6
Population hors ménages ordinaires	1 292	2,4
soit :		
— *comptée à part non réintégrée*	*233*	*0,5*
— *ménages collectifs*	*935*	*1,7*
— *habitations mobiles*	*124*	*0,2*
Population totale	**54 273**	**100,0**

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable (4). La population hors ménages ordinaires comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

112. La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat global de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial (5) ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale comme en base 1971.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

113. Consommation marchande et consommation non marchande

La consommation des ménages comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur *activité domestique,* consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc des biens durables (autos, matériel ménager,...) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est

---

2. Pour plus de détails, voir *Collections de l'INSEE,* série M de juin « Consommation des ménages : série annuelle de la comptabilité nationale ». Cf. Sources de documentation.
3. Sur la définition des ménages ordinaires, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
4. Sur la définition de la population réintégrable, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
5. Le produit « solde territorial » est classé dans la fonction « 862 : Services divers » pour le tableau 1 et en « 452 : Autres services divers » pour la durabilité dans le tableau 2.

évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements foyers assimilés à des locations de logements.

A l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réductions des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile » dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux-cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Lors d'établissements de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, vignette automobile, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurance au titre des indemnités d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;

— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);

— frais de garde pour les crèches;

— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

114. L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture...), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que se versent les propriétaires à eux-mêmes est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production. On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

115. Modifications de la base 1980

Le système élargi de comptabilité nationale française (SECN) est passé en 1986 de la base 1971 à la base 1980, c'est-à-dire que tous les niveaux ont été réévalués sur les années autour de 1980 et que certaines modifications de concepts ont été apportées. Ces dernières concernent essentiellement les services et portent sur :

— la santé où toute la partie hospitalisation publique y compris les cliniques privées participant au service public hospitalier (PSPH) devient « non marchand » : seule la participation des ménages est reprise en tant que paiement partiel; dans la base 1971, elle était complétée par les remboursements de sécurité sociale comme dans toute consommation marchande. Cette participation couvre essentiellement de la para-hôtellerie : supplément pour chambre seule..., forfait hospitalier...;

— l'action sociale où les services liés aux crèches et à l'enfant (et l'adulte) handicapé ou inadapté deviennent non marchands car le débours des ménages est inférieur à 50 % de la dépense;
— la location vente (« leasing ») d'automobile : considérée comme un achat de la société de crédit-bail et une location des ménages en base 1971, elle devient, en base 1980, un achat du produit par les ménages analogue à un achat à crédit classique (mis à part la TVA) c'est-à-dire pour la valeur à prix comptant : classé dans la base 1971 en « location de voiture », le leasing automobile est donc désormais inclus dans le poste « automobiles »;
— les achats d'occasion ne sont plus isolés en « récupération » mais intégrés dans tous les produits avec le neuf (les deux principaux produits concernés sont l'automobile et les antiquités);
— la réparation automobile ne couvre plus que la main-d'œuvre, les pièces détachées et accessoires étant classés dans le produit « automobile »;
— les services domestiques concernent en plus des employés de maison et nourrices à leur domicile (définition de la base 1971), les concierges ou gardiens d'immeubles.

12. Sources et méthode d'estimation

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :
— enquêtes directes auprès des ménages (générales ou spécialisées);
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

121. Les enquêtes de consommation auprès des ménages

Ces enquêtes, périodiques, sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux, car ayant un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :
— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs et les achats annuels de biens durables;
— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement, sauf en 1975 est devenue bisannuelle à partir de 1983;
— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable, celle de 1978-1979 a servi à l'établissement du niveau de la base 1980; la dernière a été réalisée en 1984-1985;
— les enquêtes habillement de 1971-1972 et de 1983;
— les enquêtes logement de 1978 et de 1984;
— les enquêtes santé de 1970-1971 et 1980-1981;
— les enquêtes transports de 1973-1974 et 1981-1982.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique Sources de documentation à la fin de ce chapitre.

122. Les statistiques de production et du commerce extérieur

Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 296 postes.

123. Les statistiques de distribution

Différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres Ressources-Emplois.

124. Estimation de la consommation par produit

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants) dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors toute TVA et les importations, augmentées des droits et taxes sur importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

125. La synthèse des estimations

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre les équilibres Ressources-Emplois nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de

déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

126. Évolution et niveaux

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres Ressources-Emplois.

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant des indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

2. Quantités consommées
(tableau 3)

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de *produits alimentaires* reproduites dans ce tableau ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution — ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les *produits non alimentaires et les services,* ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux — dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

3. Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

31. Équipement des ménages
(tableaux 4 et 5)

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 et des années suivantes sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

32. Budget des ménages
(tableau 6)

Une nouvelle enquête « Budget de famille » a été réalisée par l'INSEE de juin 1984 à juillet 1985 auprès d'un échantillon de 20.000 ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain. Cette enquête fournit des informations sur la totalité des dépenses des ménages, que ce soit des achats de biens ou de services, des investissements ou des transferts. Elle permet ainsi de connaître le poids de chaque domaine de la consommation. L'enquête de 1984-1985 fait suite à d'autres enquêtes « Budget de famille » réalisées antérieurement par l'INSEE, dans un premier temps tous les ans de 1965 à 1972, puis périodiquement tous les cinq ans : la première de ce nouveau cycle date de 1979.

33. Emploi du temps
(tableau 7)

Une enquête sur les emplois du temps a été réalisée en 1985-1986 par l'INSEE. Elle a été effectuée auprès d'un échantillon de 16.000 personnes tirées au sort dans plus de 10.000 ménages.

Cette enquête permet d'étudier l'ensemble des activités quotidiennes des personnes de 15 ans et plus. L'information est obtenue par deux procédés différents :

— pour les activités fréquentes, chaque personne tirée au sort décrit de manière détaillée son emploi du temps d'une journée déterminée;
— pour certaines activités irrégulières ou peu fréquentes, une interview détermine leur fréquence moyenne de pratique sur longue période.

Tous les résultats obtenus dans la partie « emplois du temps » s'obtiennent donc par transcription de déclarations littérales. Dans certains cas, deux activités peuvent être simultanées, par exemple « éplucher les légumes en écoutant la radio », deux activités sont enregistrées, la première est dite principale, l'autre secondaire. Les résultats présentés ici découlent du découpage de la journée en activités principales.

L'enquête 1985-1986 fait suite à d'autres enquêtes sur les emplois du temps réalisées antérieurement par l'INSEE (en 1966, 1967 et 1974-1975), avec trois nouveautés :

— ruraux et citadins ont été interrogés, alors que seuls les citadins l'étaient auparavant;
— la limite d'âge précédemment fixée à 18 ans a été abaissée à 15 ans;
— la comparaison des résultats avec ceux de la dernière enquête est possible, au moins pour les adultes citadins, ce qui n'était pas le cas entre les enquêtes précédentes.

⁂

TABLEAU D.01-1 A

Consommation des ménages classée par fonction (1) : en valeur aux prix courants

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Code (1)	Intitulé du compte	1980	1982	1983	1984	1985	*1986	*1987	*1988	Coefficients budgétaires (%) 1980	1988
111	Pain et céréales	39.561	50.001	55.297	60.073	64.082	67.889	70.434	74.142	2,4	2,2
112	Viandes	101.699	132.942	144.977	156.035	163.408	168.617	174.732	180.006	6,2	5,3
113	Poissons	13.612	17.737	19.836	21.568	23.677	26.199	28.501	29.679	0,8	0,9
114	Lait, fromages et œufs	40.545	54.844	60.937	68.874	73.958	76.803	80.057	83.313	2,5	2,4
115	Huiles et graisses	14.604	18.333	18.903	22.123	22.381	21.713	21.264	21.313	0,9	0,6
116	Fruits et légumes sauf pommes de terre	40.473	54.467	61.921	66.699	73.901	77.619	80.060	83.080	2,5	2,4
117	Pommes de terre et autres tubercules	3.391	5.244	5.954	7.758	5.307	6.156	6.423	6.185	0,2	0,2
118	Sucre	2.608	3.105	3.267	3.492	3.534	3.637	3.723	3.720	0,2	0,1
119	Café, thé	9.280	10.618	12.316	14.304	15.464	16.287	14.897	13.669	0,6	0,4
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	22.382	30.409	33.207	37.586	40.822	45.206	49.466	52.333	1,4	1,5
11	Produits alimentaires	288.155	377.700	416.615	458.512	486.534	510.126	529.557	547.440	17,5	16,1
12	Boissons non alcoolisées	7.225	10.317	11.760	12.874	14.047	15.367	16.196	16.800	0,4	0,5
13	Boissons alcoolisées	38.625	49.751	54.129	56.389	59.598	64.012	65.354	67.965	2,3	2,0
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	334.005	437.768	482.504	527.775	560.179	589.505	611.107	632.205	20,3	18,6
14	Tabac	17.549	25.030	28.125	30.943	32.253	34.383	36.462	39.690	1,1	1,2
1	**Produits alimentaires, boissons, tabac**	**351.554**	**462.798**	**510.629**	**558.718**	**592.432**	**623.888**	**647.569**	**671.895**	**21,4**	**19,7**
21	Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	97.006	125.602	139.193	150.234	163.234	178.394	184.623	189.292	5,9	5,6
221	Chaussures	22.711	28.955	31.326	33.374	35.731	38.407	39.182	39.032	1,4	1,1
222	Réparation de chaussures	997	1.247	1.409	1.512	1.582	1.646	1.772	1.860	0,1	0,1
22	Chaussures, y compris réparation	23.708	30.202	32.735	34.886	37.313	40.053	40.954	40.892	1,4	1,2
2	**Articles d'habillement, y compris chaussures**	**120.714**	**155.804**	**171.928**	**185.120**	**200.547**	**218.447**	**225.577**	**230.184**	**7,3**	**6,8**
311	Logement	191.084	254.323	291.792	329.517	365.848	403.474	441.941	487.400	11,6	14,3
312	Charges de distribution d'eau	10.837	14.524	15.982	17.319	19.015	19.496	20.403	20.950	0,7	0,6
31	Logement et charges de distribution d'eau	201.921	268.847	307.774	346.836	384.863	422.970	462.344	508.350	12,3	14,9
321	Électricité	31.277	43.438	52.356	61.655	69.000	70.976	73.447	72.022	1,9	2,1
322	Gaz	18.362	27.650	32.392	36.574	41.315	37.914	33.593	30.905	1,1	0,9
323	Combustibles liquides	30.723	34.709	37.370	39.336	42.764	30.782	26.485	22.395	1,9	0,7
324	Autres combustibles	5.279	5.564	6.246	6.880	8.104	8.392	8.152	7.684	0,3	0,2
32	Chauffage et éclairage	85.641	111.361	128.364	144.445	161.183	148.064	141.677	133.006	5,2	3,9
3	**Logement, chauffage et éclairage**	**287.562**	**380.208**	**436.138**	**491.281**	**546.046**	**571.034**	**604.021**	**641.356**	**17,5**	**18,9**
41	Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	51.115	66.507	70.489	71.434	73.401	78.861	82.348	86.959	3,1	2,6
42	Articles de ménage en textile, y compris réparation	10.748	13.493	14.039	14.852	16.191	16.834	17.014	17.561	0,7	0,5
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	25.447	32.589	33.971	34.893	36.903	40.492	43.610	46.244	1,5	1,4
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	24.072	29.837	31.632	33.407	35.733	38.354	40.209	42.165	1,5	1,2
451	Articles de ménage non durables	23.296	30.924	34.290	37.644	41.372	43.750	46.422	48.320	1,4	1,4
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	5.369	6.541	7.053	7.359	7.737	7.914	8.532	9.007	0,3	0,3
45	Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	28.665	37.465	41.343	45.003	49.109	51.664	54.954	57.327	1,7	1,7
46	Services domestiques	16.929	22.776	24.975	26.438	27.859	27.858	28.379	28.964	1,0	0,9
4	**Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien**	**156.976**	**202.667**	**216.449**	**226.027**	**239.196**	**254.063**	**266.514**	**279.220**	**9,5**	**8,2**

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1 A *(suite et fin)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : en valeur aux prix courants

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Code (1)	Intitulé du compte	1980	1982	1983	1984	1985	* 1986	* 1987	* 1988	Coefficients budgétaires (%) 1980	Coefficients budgétaires (%) 1988
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques.....	34.657	47.949	52.850	58.656	65.957	72.381	75.709	85.419	2,1	2,5
52	Appareils et matériels thérapeutiques.....	3.720	5.178	5.716	6.728	7.516	8.147	8.249	9.323	0,2	0,3
53	Services des médecins, infirmiers et autres praticiens.	53.227	70.095	83.919	93.801	104.936	117.790	124.952	140.379	3,2	4,1
54	Soins des hôpitaux et assimilés	29.280	38.675	43.333	51.907	56.211	60.320	62.297	65.328	1,8	1,9
55	Assurances maladie et accident	6.400	7.911	9.536	11.514	11.854	12.445	13.492	14.670	0,4	0,4
5	**Services médicaux et de santé**	**127.284**	**169.808**	**195.354**	**222.606**	**246.474**	**271.083**	**284.699**	**315.119**	**7,7**	**9,3**
611	Achats d'automobiles	59.286	87.117	95.220	92.539	99.020	117.775	132.680	141.104	3,6	4,1
612	Caravanes, cycles et motocycles.....	7.054	7.632	7.557	7.288	6.767	6.872	7.460	8.184	0,4	0,2
61	Achats de véhicules.....	66.340	94.749	102.777	99.827	105.787	124.647	140.140	149.288	4,0	4,4
621	Pneus, accessoires, frais de réparation.....	58.567	80.468	88.462	94.270	99.933	107.848	120.745	127.693	3,6	3,8
622	Carburants, lubrifiants.....	72.503	98.600	107.256	117.584	129.915	115.615	119.833	123.964	4,4	3,6
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules.....	14.472	20.794	23.837	27.414	30.582	32.953	36.161	39.099	0,9	1,1
62	Dépenses d'utilisation des véhicules.....	145.542	199.862	219.555	239.268	260.430	256.416	276.739	290.756	8,8	8,5
63	Achats de services de transport.....	36.735	49.849	55.774	60.678	66.168	68.593	70.403	75.225	2,2	2,2
64	Télécommunications et postes	25.025	34.149	38.479	44.645	49.819	51.580	56.935	59.123	1,5	1,7
6	**Transports et communications**.....	**273.642**	**378.609**	**416.585**	**444.418**	**482.204**	**501.236**	**544.217**	**574.392**	**16,6**	**16,9**
711	Radios, téléviseurs, électrophones	17.141	24.937	23.803	24.616	25.711	30.122	32.547	35.440	1,0	1,0
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	6.475	8.254	8.489	8.337	8.451	9.208	9.714	9.764	0,4	0,3
713	Autres articles récréatifs	34.540	45.272	50.225	54.654	56.842	60.941	66.070	71.431	2,1	2,1
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	58.156	78.463	82.517	87.607	91.004	100.271	108.331	116.635	3,5	3,4
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	31.491	40.720	44.759	49.688	54.087	58.197	61.850	66.387	1,9	2,0
73	Livres, quotidiens et périodiques	24.194	32.863	36.349	39.726	43.901	47.139	50.185	53.752	1,5	1,6
74	Enseignement	6.115	8.131	9.956	11.402	12.968	14.427	15.802	16.969	0,4	0,5
7	**Loisirs, spectacles, enseignement, culture**	**119.956**	**160.177**	**173.581**	**188.423**	**201.960**	**220.034**	**236.168**	**253.743**	**7,3**	**7,5**
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté..	11.841	16.188	18.787	20.422	22.351	24.571	27.129	29.112	0,7	0,9
812	Articles pour les soins personnels.....	12.997	17.920	20.219	22.794	25.609	28.207	30.905	33.970	0,8	1,0
81	Soins et effets personnels	24.838	34.108	39.006	43.216	47.960	52.778	58.034	63.082	1,5	1,9
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation.....	19.193	22.351	23.259	23.307	24.333	25.264	25.562	26.247	1,2	0,8
822	Autres articles personnels.....	7.083	8.975	9.899	11.254	11.523	12.302	13.030	12.803	0,4	0,4
823	Matériel et fournitures de papeterie	4.506	6.135	6.466	7.246	7.239	7.560	6.823	6.743	0,3	0,2
82	Autres articles non désignés ailleurs.....	30.782	37.461	39.624	41.807	43.095	45.126	45.415	45.793	1,9	1,3
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques.....	105.639	143.984	161.007	172.931	187.816	198.248	211.898	224.652	6,4	6,6
85	Services financiers non désignés ailleurs.....	10.839	15.692	16.703	17.597	18.706	19.844	22.250	24.689	0,7	0,7
861	Action sociale	24.996	34.739	38.901	44.031	47.660	51.065	55.234	57.845	1,5	1,7
862	Services divers	10.290	14.284	8.238	2.996	4.297	15.947	21.645	20.321	0,6	0,6
86	Autres services non désignés ailleurs.....	35.286	49.023	47.139	47.027	51.957	67.012	76.879	78.166	2,1	2,3
8	**Autres biens et services**	**207.384**	**280.268**	**303.479**	**322.578**	**349.534**	**383.008**	**414.476**	**436.382**	**12,6**	**12,8**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.645.072**	**2.190.339**	**2.424.143**	**2.639.171**	**2.858.393**	**3.042.793**	**3.223.241**	**3.402.291**	**100,0**	**100,0**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

(1) Cf. dans *Collections de l'INSEE*, série M de juin 1988, n° 131, « Consommation des ménages de 1970 à 1987, séries de comptabilité nationale, base 80 », la nomenclature des fonctions de consommation.

TABLEAU D.01-1 B

Consommation des ménages classée par fonction (1) : indices de volume

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Référence :* 100, année précédente

Code (1)	Intitulé du poste	1980	1982	1983	1984	1985	*1986	*1987	*1988	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1988 en %
111	Pain et céréales	100,6	99,6	99,9	100,8	100,6	101,7	100,8	101,8	0,7
112	Viandes	102,5	100,5	101,6	101,6	101,3	101,0	101,6	100,8	1,1
113	Poissons	100,5	100,7	101,8	99,0	101,6	101,6	106,0	102,4	1,9
114	Lait, fromages et œufs	104,2	103,5	101,7	104,2	102,4	100,7	102,5	102,8	2,7
115	Huiles et graisses	99,0	101,1	98,6	102,9	99,4	101,8	102,8	99,5	0,5
116	Fruits et légumes sauf pommes de terre	97,1	104,1	99,6	101,9	100,8	103,9	100,6	101,8	1,4
117	Pommes de terre et autres tubercules	96,8	102,2	100,7	100,2	105,4	96,9	99,4	99,5	0,4
118	Sucre	101,0	101,0	96,0	99,5	96,0	98,0	99,5	97,0	— 2,5
119	Café, thé	103,1	102,5	99,0	98,0	100,2	100,5	103,0	101,5	0,8
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	105,2	102,2	100,0	103,9	101,5	104,9	106,1	103,7	3,3
11	Produits alimentaires	101,5	101,6	100,7	101,9	101,2	101,8	102,2	101,7	1,5
12	Boissons non alcoolisées	100,2	109,0	103,7	102,2	103,0	104,7	102,3	106,0	4,2
13	Boissons alcoolisées	102,7	100,2	100,1	98,9	100,3	102,2	100,2	102,7	0,6
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	101,6	101,6	100,7	101,6	101,2	101,9	102,0	101,9	1,4
14	Tabac	102,5	102,2	102,9	103,6	105,5	100,1	100,9	99,5	2,0
1	**Produits alimentaires, boissons, tabac**	**101,7**	**101,6**	**100,8**	**101,7**	**101,4**	**101,8**	**101,9**	**101,8**	**1,5**
21	Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	98,8	104,1	100,7	98,0	100,1	102,6	98,5	99,0	0,9
221	Chaussures	100,4	105,0	98,7	97,3	99,5	101,6	98,0	97,0	— 0,1
222	Réparation de chaussures	93,8	95,0	101,0	99,1	99,0	98,5	99,3	99,0	— 2,0
22	Chaussures, y compris réparation	100,1	104,6	98,8	97,4	99,5	101,5	98,1	97,1	— 0,2
2	**Articles d'habillement, y compris chaussures**	**99,1**	**104,2**	**100,3**	**97,8**	**100,0**	**102,4**	**98,4**	**98,7**	**0,7**
311	Logement	104,6	103,2	104,1	104,2	104,2	104,2	103,6	103,8	3,9
312	Charges de distribution d'eau	100,7	100,6	102,3	99,3	102,5	101,1	100,6	99,4	0,8
31	Logement et charges de distribution d'eau	104,4	103,0	104,0	103,9	104,1	104,0	103,4	103,6	3,7
321	Électricité	105,8	103,5	107,1	107,9	107,4	104,2	104,0	97,5	4,4
322	Gaz	106,5	102,6	105,6	105,3	105,5	100,2	105,5	92,0	1,7
323	Combustibles liquides	92,6	90,3	99,5	98,7	99,9	102,2	93,1	92,6	— 5,4
324	Autres combustibles	89,9	89,6	102,1	102,1	108,0	97,9	95,1	92,8	— 2,1
32	Chauffage et éclairage	100,2	98,1	104,1	104,3	104,9	102,3	101,6	95,0	0,5
3	**Logement, chauffage et éclairage**	**103,2**	**101,6**	**104,0**	**104,0**	**104,3**	**103,5**	**103,0**	**101,6**	**2,8**
41	Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	103,8	103,1	97,1	95,2	97,8	102,8	100,8	102,7	0,2
42	Articles de ménage en textile y compris réparation	99,4	106,3	94,3	95,5	99,9	97,3	96,8	102,3	— 1,2
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	102,9	102,7	96,8	96,7	102,4	107,0	105,5	105,6	2,4
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	98,0	100,9	97,4	98,1	101,0	102,4	101,1	101,6	0,1
451	Articles de ménage non durables	103,0	102,1	101,1	102,4	103,4	101,6	104,0	103,1	2,4
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	101,2	94,0	97,7	97,8	99,5	98,3	99,9	100,2	— 1,7
45	Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	102,7	100,6	100,5	101,6	102,8	101,1	103,3	102,6	1,7
46	Services domestiques	93,3	104,6	98,2	97,1	97,9	96,0	99,1	100,2	— 1,7
4	**Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien**	**101,0**	**102,6**	**97,7**	**97,3**	**100,1**	**101,9**	**101,6**	**102,7**	**0,6**

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1 B *(suite et fin)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : indices de volume

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Référence :* 100, année précédente

Code (1)	Intitulé du poste	1980	1982	1983	1984	1985	*1986	*1987	*1988	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1988 en %
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques.....	106,2	108,0	106,6	107,1	109,6	107,8	103,1	111,9	8,0
52	Appareils et matériels thérapeutiques.....	100,7	106,9	102,9	109,1	105,2	102,9	96,2	109,6	4,7
53	Services des médecins, infirmiers et autres praticiens.	105,6	106,6	107,2	108,0	107,7	109,2	104,0	108,2	7,0
54	Soins des hôpitaux et assimilés	100,9	100,5	101,7	110,4	103,5	103,3	100,5	101,7	3,0
55	Assurances maladie et accident	106,3	106,9	94,4	96,1	94,2	92,9	103,4	103,4	— 0,7
5	**Services médicaux et de santé**	**104,6**	**105,6**	**105,1**	**107,8**	**106,5**	**106,5**	**102,7**	**107,6**	**6,1**
611	Achats d'automobiles	96,3	117,5	100,8	89,6	100,3	110,9	109,1	104,8	4,1
612	Caravanes, cycles et motocyles.....	97,5	100,4	91,5	90,4	88,2	95,9	104,5	106,1	— 4,8
61	Achats de véhicules.....	96,4	115,9	100,0	89,7	99,5	110,0	108,9	104,9	3,4
621	Pneus, accessoires, frais de réparation.....	99,7	104,0	99,3	100,0	99,2	101,7	102,1	100,4	1,0
622	Carburants, lubrifiants.....	101,0	101,1	101,0	101,5	99,9	104,0	102,1	103,5	2,0
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules.....	100,4	106,9	95,8	94,5	102,6	96,8	103,7	104,1	1,4
62	Dépenses d'utilisation des véhicules.....	100,4	102,8	99,8	100,2	100,0	102,3	102,3	102,2	1,5
63	Achats de services de transport.....	101,1	101,8	100,9	101,0	102,6	100,0	100,6	104,1	1,7
64	Télécommunications et postes	115,7	108,4	107,0	104,6	104,4	102,3	109,4	107,3	7,3
6	**Transports et communications**.....	**100,8**	**106,3**	**100,6**	**98,1**	**100,7**	**103,7**	**104,4**	**103,7**	**2,6**
711	Radios, téléviseurs, électrophones	110,0	121,5	94,7	104,0	106,9	118,3	109,7	113,9	10,2
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	109,0	109,1	95,0	90,9	94,7	104,6	102,9	100,4	— 0,5
713	Autres articles récréatifs	99,9	104,3	101,9	101,6	98,1	101,8	104,9	107,8	2,9
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	103,8	110,0	98,8	101,2	100,3	106,7	106,2	108,9	5,2
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	101,6	100,9	100,3	100,4	100,9	101,7	101,9	102,7	1,5
73	Livres, quotidiens et périodiques	100,5	101,8	100,9	100,8	102,9	100,8	101,9	103,2	1,5
74	Enseignement	105,8	97,5	110,7	106,1	108,1	105,8	103,6	101,3	4,5
7	**Loisirs, spectacles, enseignement, culture**	**102,7**	**105,3**	**100,2**	**101,2**	**101,5**	**104,0**	**104,0**	**105,6**	**3,5**
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté..	101,4	102,5	104,3	101,7	103,9	105,8	100,6	101,1	2,1
812	Articles pour les soins personnels.....	99,8	104,5	103,5	105,0	106,3	105,0	107,0	107,0	4,8
81	Soins et effets personnels	100,6	103,5	103,9	103,4	105,2	105,4	104,0	104,2	3,6
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation.....	71,5	105,3	90,5	94,0	101,3	103,0	99,0	101,2	— 1,3
822	Autres articles personnels.....	97,5	105,3	101,9	105,2	95,5	101,3	102,3	95,6	0,6
823	Matériel et fournitures de papeterie	99,6	109,3	97,1	103,1	92,2	99,8	87,3	95,6	— 2,5
82	Autres articles non désignés ailleurs.....	81,4	105,9	94,3	98,3	98,2	102,0	97,9	98,7	— 1,0
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques.....	100,8	103,1	100,1	100,1	102,1	100,7	100,0	100,4	1,0
85	Services financiers non désignés ailleurs.....	115,3	106,3	105,0	107,9	112,9	102,1	105,6	106,3	9,3
861	Action sociale	103,7	105,3	103,1	105,5	103,7	103,2	106,7	101,9	4,1
862	Services divers	91,7	81,5	47,4	37,5	138,4	343,2	125,2	89,3	— 1,3
86	Autres services non désignés ailleurs.....	99,9	97,2	86,9	93,7	105,9	123,0	111,1	98,4	2,7
8	**Autres biens et services**	**98,3**	**102,6**	**97,7**	**99,7**	**103,1**	**104,9**	**102,6**	**100,7**	**1,9**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**101,4**	**103,4**	**100,9**	**101,0**	**102,3**	**103,4**	**102,6**	**102,6**	**2,4**

*Les données des années affectées d'un astérisque sont suceptibles de révision.

(1) Cf. dans *Collections de l'INSEE,* série M de juin 1988, n° 131, « Consommation des ménages de 1970 à 1987, séries de comptabilité nationale, base 80 », la nomenclature des fonctions de consommation.

TABLEAU D.01-2 A

Consommation des ménages classée par durabilité (1) : valeur aux prix courants

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Code (1)	Intitulé du compte	1980	1982	1983	1984	1985	*1986	*1987	*1988	Coefficient budgétaire (%) 1980	Coefficient budgétaire (%) 1988
111	Automobiles neuves	49.823	73.243	78.427	73.640	85.044	101.616	114.667	122.427	3,0	3,6
112	Automobiles autres	9.463	13.874	16.793	18.899	13.976	16.159	18.013	18.677	0,6	0,5
11	Automobiles	59.286	87.117	95.220	92.539	99.020	117.775	132.680	141.104	3,6	4,1
12	Téléviseurs	9.126	10.264	9.474	9.794	9.987	11.950	13.003	14.016	0,6	0,4
13	Réfrigérateurs congélateurs	3.702	5.006	5.058	4.975	4.859	5.189	5.630	5.936	0,2	0,2
14	Machines à laver	3.684	4.738	4.795	4.826	5.422	5.975	6.799	6.999	0,2	0,2
15	Meubles	39.622	50.980	53.204	52.778	53.655	58.210	60.733	64.544	2,4	1,9
16	Autres biens durables importants	31.642	43.081	43.681	44.744	46.571	51.804	55.330	59.784	1,9	1,8
1	**Biens durables importants**	**147.062**	**201.186**	**211.432**	**209.656**	**219.514**	**250.903**	**274.175**	**292.383**	**8,9**	**8,6**
21	Textiles cuirs	139.541	179.501	196.883	212.129	229.385	248.755	256.746	261.537	8,5	7,7
22	Autres biens semi-durables	135.624	175.196	188.729	199.737	209.450	222.991	234.865	244.544	8,2	7,2
2	**Biens semi-durables**	**275.165**	**354.697**	**385.612**	**411.866**	**438.835**	**471.746**	**491.611**	**506.081**	**16,7**	**14,9**
311	Energie, y compris sylviculture	168.981	224.485	251.602	279.348	310.113	283.175	281.913	277.920	10,3	8,2
312	Autres biens non durables non alimentaires	116.271	160.380	178.710	197.781	217.592	235.179	249.973	273.845	7,1	8,0
31	Biens non durables non alimentaires	285.252	384.865	430.312	477.129	527.705	518.354	531.886	551.765	17,3	16,2
32	Alimentation, y compris animale	335.739	440.494	485.720	531.505	564.332	594.145	616.410	637.822	20,4	18,7
3	**Biens non durables**	**620.991**	**825.359**	**916.032**	**1.008.634**	**1.092.037**	**1.112.499**	**1.148.296**	**1.189.587**	**37,7**	**35,0**
41	Logement, y compris entretien	183.212	246.175	281.194	315.744	350.296	384.747	423.002	467.273	11,1	13,7
42	Services de santé, y compris vétérinaires	82.841	109.246	127.849	146.397	161.907	178.959	188.161	206.732	5,0	6,1
43	Transports en commun et PTT	66.873	91.545	102.600	114.568	126.136	131.631	140.315	148.674	4,1	4,4
44	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	104.327	142.037	158.851	170.509	185.190	195.379	208.740	221.328	6,3	6,5
451	Action sociale, y compris services domestiques	41.925	57.515	63.876	70.469	75.519	78.923	83.613	86.809	2,5	2,6
452	Autres services divers	122.676	162.579	176.697	191.328	208.959	238.006	265.328	283.424	7,5	8,3
45	Autres services	164.601	220.094	240.573	261.797	284.478	316.929	348.941	370.233	10,0	10,9
4	**Services**	**601.854**	**809.097**	**911.067**	**1.009.015**	**1.108.007**	**1.207.645**	**1.309.159**	**1.414.240**	**36,6**	**41,6**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.645.072**	**2.190.339**	**2.424.143**	**2.639.171**	**2.858.393**	**3.042.793**	**3.223.241**	**3.402.291**	**100,0**	**100,0**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révisions.

(1) Cf. dans *Collections de l'INSEE*, série M de juin 1988, n° 131 « Consommation des ménages de 1970 à 1987, séries de comptabilité nationale », la nomenclature par durabilité.

TABLEAU D.01-2 B

Consommation des ménages classée par durabilité (1) : indices de volume

(Évaluations en base 1980)

Source : INSEE — *Référence :* 100, année précédente

Code (1)	Intitulé du poste	1980	1982	1983	1984	1985	*1986	*1987	*1988	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1988 en %
111	Automobiles neuves	94,4	118,2	98,9	86,6	108,1	111,3	109,2	105,0	4,5
112	Automobiles autres	107,9	113,9	110,8	103,6	70,0	109,0	109,1	103,6	1,9
11	Automobiles	96,3	117,5	100,8	89,6	100,3	110,9	109,1	104,8	4,1
12	Téléviseurs	109,0	105,4	93,7	104,0	102,4	118,0	104,4	110,1	5,1
13	Réfrigérateurs, congélateurs	102,8	110,0	92,0	92,0	94,0	104,6	107,0	104,8	0,6
14	Machines à laver	104,3	102,0	94,0	96,8	109,5	107,5	113,0	106,0	3,9
15	Meubles	103,6	102,9	95,8	93,3	96,8	103,4	100,7	103,0	— 0,4
16	Autres biens durables importants	104,3	111,4	95,9	98,4	102,9	109,9	107,1	109,8	5,6
1	**Biens durables importants**	**101,1**	**111,0**	**97,7**	**93,2**	**100,2**	**109,0**	**106,6**	**105,7**	**3,4**
21	Textiles cuirs	99,1	104,2	99,8	97,9	99,8	102,0	98,5	98,8	0,5
22	Autres biens semi-durables	96,2	104,2	97,8	99,0	99,1	101,6	101,8	101,5	0,7
2	**Biens semi-durables**	**97,7**	**104,2**	**98,8**	**98,5**	**99,5**	**101,8**	**100,1**	**100,1**	**0,6**
311	Énergie y compris sylviculture	100,6	99,6	102,6	102,8	102,7	103,0	101,7	99,0	1,2
312	Autres biens non durables non alimentaires	103,0	104,4	103,7	104,0	105,6	103,6	103,3	107,0	4,6
31	Biens non durables non alimentaires	101,6	101,6	103,1	103,3	103,9	103,2	102,5	102,7	2,7
32	Alimentation, y compris animale	101,7	101,6	100,8	101,6	101,2	102,0	102,0	101,9	1,5
3	**Biens non durables**	**101,7**	**101,6**	**101,9**	**102,4**	**102,5**	**102,6**	**102,2**	**102,3**	**2,1**
41	Logement, y compris entretien	104,4	103,8	104,0	104,2	104,2	104,1	103,9	103,8	4,0
42	Services de santé, y compris vétérinaires	103,9	104,4	105,3	108,8	106,2	107,1	102,8	106,0	5,7
43	Transport en commun et PTT	106,5	104,7	103,0	102,4	103,3	101,5	104,7	105,7	4,3
44	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	100,7	103,1	100,2	100,1	102,1	100,6	99,9	100,3	0,9
451	Action sociale, y compris services domestiques	99,3	105,0	101,1	102,2	101,5	100,5	104,0	101,3	2,0
452	Autres services divers	101,5	99,3	96,5	97,8	102,9	106,3	102,8	101,1	1,8
45	Autres services	100,9	100,7	97,7	99,0	102,5	104,8	103,1	101,1	1,8
4	**Services**	**103,0**	**103,0**	**101,7**	**102,6**	**103,6**	**103,8**	**103,0**	**103,1**	**3,2**
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**101,4**	**103,4**	**100,9**	**101,0**	**102,3**	**103,4**	**102,6**	**102,6**	**2,4**

*Les données des années affectées d'un astérique sont susceptibles de révision.

(1) Cf. dans *Collections de l'INSEE*, série M de juin 1988, n° 131 « Consommation des ménages de 1970 à 1987, séries de comptabilité nationale, base 80 », la nomenclature par durabilité.

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*p* 1987
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)											
Population intérieure moyenne	million	**53,4**	**53,6**	**53,9**	**54,2**	**54,5**	**54,7**	**54,9**	**55,2**	**55,4**	**55,6**
Semoule de blé dur	kg	0,80	0,86	0,84	0,81	0,93	0,94	0,81	0,78	0,79	0,85
Farine de froment	//	4,90	4,93	5,20	5,23	5,04	4,72	4,85	4,97	5,00	5,12
Riz	//	3,03	3,24	3,39	3,55	3,53	3,55	3,62	3,65	3,67	3,67
Biscottes	//	2,12	2,14	2,12	2,07	1,96	1,92	1,93	1,87	1,84	1,86
Biscuits et pains d'épices	//	5,89	5,71	5,91	6,12	6,22	6,51	6,88	7,16	7,66	8,04
Farines diététiques de l'enfance	//	0,19	0,18	0,18	0,18	0,18	0,17	0,16	0,16	0,16	0,16
Entremets et desserts instantanés	//	0,53	0,56	0,56	0,57	0,57	0,57	0,58	0,57	0,65	0,62
Pâtes alimentaires	//	5,95	6,07	6,20	6,24	6,25	6,16	6,34	6,30	6,54	6,68
Pain, préemballé non compris	//	71,73	71,75	70,64	69,62	68,40	66,99	66,95	66,45	*r* 66,35	63,92
Pommes de terre*	//	96,79	93,78	89,01	85,86	83,51	81,05	80,73	80,65	*r* 77,76	77,69
Légumes frais*	//	96,20	94,76	88,41	88,71	92,68	94,15	93,63	93,37	96,59	95,01
Légumes surgelés	//	2,32	2,25	1,89	2,44	2,98	2,83	3,12	4,12	4,17	4,45
Légumes secs*	//	2,16	1,96	1,89	1,74	1,63	1,39	1,46	1,44	1,40	1,41
Conserves de légumes	//	17,94	18,25	17,63	17,25	18,96	20,38	19,75	20,58	20,61	20,16
Avocats	//	0,42	0,51	0,42	0,52	0,70	0,88	0,88	1,02	1,13	1,27
Bananes	//	8,01	7,07	7,07	7,14	7,22	6,74	6,76	6,58	6,85	6,67
Agrumes	//	16,40	15,98	16,03	15,23	16,60	16,01	17,17	15,01	17,45	17,47
Autres fruits frais*	//	46,50	49,01	43,37	43,60	47,11	48,03	47,17	48,96	46,67	48,38
Fruits surgelés	//	0,04	0,09	0,12	0,06	0,08	0,09	0,12	0,12	0,12	0,13
Fruits secs*	//	1,22	1,24	1,18	1,09	1,45	1,11	1,06	1,23	1,10	1,21
Fruits au sirop	//	2,08	2,41	2,70	2,71	2,60	3,13	3,31	3,10	3,17	3,08
Confitures et gelées	//	2,06	2,29	1,86	2,00	1,97	2,02	2,01	2,05	2,12	2,28
Compote de fruits	//	0,90	1,15	0,94	1,10	1,05	1,03	1,15	1,22	1,31	1,26
Porc frais* (1)	//	8,96	9,11	9,25	9,51	9,35	9,58	9,66	9,52	9,52	9,64
Jambon (1)	//	4,88	5,05	5,09	5,26	5,21	5,39	5,45	5,45	5,49	5,54
Autres charcuteries et conserves de viande (1)	//	10,99	11,32	11,59	11,87	12,10	12,42	12,62	12,80	*r* 13,14	13,36
Triperie* (1)	//	4,96	5,09	5,15	5,12	4,93	5,06	5,33	5,12	5,12	5,21
Bœuf (1)	//	18,35	18,79	19,25	18,38	17,95	18,12	18,43	18,80	18,54	18,39
Veau (1)	//	5,62	5,72	5,43	5,16	5,27	5,26	5,43	5,18	5,21	5,20
Mouton, agneau (1)	//	2,71	2,80	2,91	2,96	3,05	3,05	3,06	3,11	3,19	3,31
Cheval (1)	//	1,16	1,16	1,09	0,99	0,91	0,86	0,82	0,74	0,63	0,66
Volailles*	//	18,02	18,39	19,29	19,43	19,58	19,80	19,92	*r* 20,47	*r* 20,92	21,27
Produits carnés surgelés	//	0,88	1,15	1,43	1,72	1,68	1,91	2,36	2,46	2,71	3,06
Lapin, gibier*	//	4,48	5,15	5,49	5,10	5,09	5,02	4,92	5,28	5,06	4,90
Œufs*	//	13,58	13,81	14,25	14,28	14,85	14,26	14,76	14,97	14,64	14,85
Poissons, crustacés, coquillages (2)	//	11,64	12,02	12,85	13,29	13,28	*r* 13,69	*r* 13,49	*r* 13,78	13,78	14,75
Poissons et crustacés surgelés	//	2,38	2,42	2,48	2,36	2,50	2,55	2,47	2,77	3,22	3,43
Conserves de poisson	//	2,79	3,11	2,75	2,90	2,91	2,96	2,96	3,20	3,30	3,55
Laits liquides*	litre	71,62	72,77	74,03	73,22	75,04	75,15	78,15	77,36	76,86	78,85
Crème fraîche*	kg	1,61	1,70	1,65	1,75	2,05	2,18	2,42	2,88	2,76	2,82
Yaourts	//	7,88	8,62	8,71	10,09	11,07	11,87	12,17	12,52	12,86	13,42
Desserts lactés frais	//	2,36	3,15	3,04	3,33	3,55	3,86	4,05	4,30	4,43	4,75
Fromages frais	//	3,92	4,13	4,19	4,64	5,00	5,48	5,70	5,83	6,31	6,72
Fromages*	//	14,23	14,52	15,25	15,30	15,22	15,14	15,82	16,04	16,02	15,96
Beurre*	//	9,33	9,81	9,42	9,30	8,99	8,57	9,51	8,55	8,63	9,05
Huile*	//	10,29	10,86	10,84	9,57	10,46	10,57	10,56	11,32	11,31	12,25
Margarine	//	2,17	2,15	2,31	2,35	2,37	2,30	2,40	2,43	2,44	2,54
Sucre	//	14,95	14,56	14,98	13,41	13,72	13,03	13,13	12,38	12,19	12,08
Chocolat (poudre et tablettes)	//	2,70	2,87	2,92	2,93	3,01	2,97	3,06	2,98	*r* 3,06	3,10
Confiserie de sucre	//	3,08	2,92	2,79	2,79	2,86	2,77	2,74	2,63	*r* 2,63	2,63
Confiserie de chocolat	//	1,32	1,44	1,50	1,53	1,50	1,40	1,50	1,43	1,42	1,45
Miel*	//	0,35	0,36	0,36	0,37	0,38	0,37	0,38	0,38	*r* 0,40	0,41
Crèmes glacées	litre	*r* 3,09	3,41	*r* 3,51	*r* 3,97	*r* 4,37	*r* 4,48	*r* 4,40	*r* 4,51	*r* 4,94	5,10
Plats cuisinés surgelés	kg	0,29	0,37	0,40	0,45	0,48	0,54	0,61	0,85	1,09	1,47
Vins courants* (3)	litre	79,13	75,65	77,07	71,46	67,89	64,60	60,17	59,99	*r* 56,57	53,53
Vins AOC* (3)	//	13,73	13,57	14,92	16,25	17,13	19,09	19,59	19,01	*r* 20,35	20,54
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	//	1,72	1,84	1,87	1,92	1,83	1,68	1,63	1,64	1,63	1,65
Champagne	//	1,85	1,80	1,69	1,52	1,41	1,51	1,71	1,67	1,75	1,84
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	//	4,21	4,34	4,03	3,61	3,57	3,21	3,13	3,20	3,27	3,24
Eaux de vie et liqueurs*	//	2,81	2,95	3,12	2,79	3,02	3,29	2,92	3,06	3,11	3,16
Bière	//	45,65	46,75	44,22	44,95	45,97	43,81	41,11	40,00	39,12	37,65
Cidre*	//	7,50	7,99	7,51	7,76	7,28	7,63	7,30	7,13	6,99	6,89
Eaux minérales et de source	//	54,44	56,21	54,68	55,15	61,89	65,14	67,25	68,84	72,27	73,63
Boissons gazeuses	//	23,59	24,19	23,70	23,97	25,44	26,78	27,38	27,78	28,45	27,47
Jus de fruits, y compris nectars	//	2,14	2,30	2,60	3,34	3,78	3,80	3,58	3,69	*r* 3,73	4,18
Café (4) (5)	kg	4,33	4,55	4,47	4,37	4,41	4,39	3,86	3,69	3,76	3,88
Thé (5)	//	0,11	0,13	0,16	0,15	0,14	0,16	0,15	0,17	0,18	0,16
Infusions*	g	55,5	57,2	59,8	61,8	63,9	64,5	65,2	65,2	65,3	65,1

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 *(suite et fin)* Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ensemble de la population)											
Biens durables :											
Réfrigérateurs (6) (7)	millier	1.380	1.410	1.500	1.460	1.640	1.510	1.350	1.350	1.400	1.550
Machines à laver (6) (7)	//	1.390	1.440	1.530	1.530	1.575	1.500	1.450	1.550	*r* 1.650	1.740
Lave-vaisselle	//	420	480	*r* 475	505	545	495	495	490	550	595
Récepteurs de télévision (6)	//	2.200	2.260	2.440	2.710	2.800	2.550	2.605	2.595	*r* 2.900	3.250
dont : télévision couleur (6)	//	1.450	1.560	1.720	1.900	2.050	1.950	2.065	2.160	*r* 2.470	2.600
Automobiles (8)	//	1.945	1.976	1.873	1.835	2.056	2.018	1.758	1.766	1.912	2.105
Chauffage et éclairage :											
Électricité (9)	milliard de kWh	53,9	58,2	61,6	64,3	67,5	75,1	79,8	85,8	89,8	93,3
Gaz de ville (10)	milliard de kWh	86,5	91,0	97,1	96,7	97,4	105,7	111,6	121,6	123,1	127,4
Butane, propane (11)	million de kWh	24,1	25,0	25,8	25,0	24,1	24,1	23,6	24,7	24,2	23,2
Charbon (12)	million de tonnes	6,0	5,8	5,0	4,4	4,1	4,2	4,1	4,3	*r* 4,0	3,5
Fioul domestique (13)	millier de m^3	38,6	36,6	33,7	28,7	26,0	25,5	24,8	24,5	25,0	23,3
Transports :											
Carburants (14)	millier de m^3	18.743	18.776	18.806	19.193	19.196	19.440	19.400	19.100	19.600	19.800
Chemins de fer (15) :											
Grandes lignes	milliard de voyag.-km	46,04	46,03	46,88	48,16	49,18	50,45	52,01	53,60	51,25	51,32
Banlieue de Paris	//	7,46	7,55	7,61	7,50	7,67	7,97	8,20	8,47	8,61	8,65
Régie autonome des transports parisiens :											
Réseau ferré :											
Métropolitain et funiculaire Montmartre	million de voyageurs	1.105	1.109	1.095	1.111	1.132	1.158	1.179	1.190	1.168	1.178
Réseau express régional (16)	//	178	196	205	223	246	257	278	289	291	292
Réseau autobus (17)	//	727	765	754	730	747	779	■ 754	776	*r* 795	792
Autres biens et services :											
Savon de ménage et savon mou	millier de tonnes	36,8	36,8	37,0	35,5	32,2	30,2	30,3	27,8	26,0	24,1
Savons de toilette, etc. (18)	//	31,5	31,9	32,9	31,8	31,7	30,9	31,0	32,1	32,4	34,2
Poudres à laver le linge ménagères	//	383,6	396,8	418,7	420,8	443,8	464,2	492,2	512,4	531,2	538,9
Cinéma	million de spectateurs	179,2	178,8	175,4	189,2	201,9	198,8	190,8	175,0	*r* 167,8	136,7
dont : format standard	//	178,5	178,1	174,8	188,6	204,2	198,0	189,8	174,1	162,8	136,4
Cigarettes (19)	million	82.478	85.727	85.650	85.416	86.370	87.915	89.676	94.755	93.445	94.098
Cigares et cigarillos (19)	//	1.835	1.826	1.927	1.864	1.726	1.613	1.550	1.749	1.603	1.533
Scaferlatis (19)	tonne	7.432	7.160	7.037	6.875	6.810	6.591	6.381	6.473	5.785	5.526
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS (20)											
Réfrigérateurs	millier	18.800	19.550	19.900	20.100	20.700	21.000	21.500	21.900	22.150	22.440
Machines à laver	//	15.000	15.950	16.200	16.600	17.500	17.500	17.900	18.200	18.650	19.014
Lave-vaisselle	//	2.500	2.900	3.400	3.600	4.100	4.300	4.700	4.900	5.200	5.661
Récepteurs de télévision	//	17.500	18.200	18.800	19.000	19.600	19.800	20.500	21.100	21.850	22.783
dont : télévision couleur	//	5.800	7.400	8,700	10.000	11.500	12.650	13.600	15.000	16.000	17.696
Automobiles	//	15.400	15.400	16.900	17.200	18.400	19.100	19.100	19.600	20.450	20.780

N.B. — Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : *a.* La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; *b.* L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; *c.* La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); *d.* Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.).

* Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.

(1) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets). — (2) Les produits de la mer sont exprimés en poids vif, c'est-à-dire tels qu'ils sont pêchés. — (3) Depuis 1983, les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) figurent avec les vins AOC et non plus avec les vins courants. — (4) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que soit sa présentation : en grains, moulu ou soluble. — (5) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages. — (6) Estimation des ventes aux ménages. — (7) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs. — (8) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT). — (9) Électricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par EDF et les distributeurs non nationalisés. — (10) Gaz pour usages domestiques, livré par Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées. — (11) Usages domestiques. — (12) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke. — (13) En acquitté total des factures des distributeurs. — (14) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole. — (15) Y compris les déplacements professionnels. — (16) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir du 10 décembre 1981) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER. — (17) Y compris services touristiques et locations. Depuis 1984, la RATP utilise une nouvelle méthode d'extrapolation. — (18) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc. — (19) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée). — (20) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages. Depuis 1984, les résultats présentés proviennent de deux enquêtes de conjoncture auprès des ménages réalisées en mai et octobre. Les chiffres donnent l'équipement au milieu de l'année. Les résultats antérieurs à 1984 sont calculés à partir des enquêtes d'octobre de l'année *n* et de janvier de l'année $n + 1$: les chiffres donnent l'équipement en fin de l'année *n*.

TABLEAU D.01-4

Ménages équipés (1) par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (2)	Ensemble des ménages	Groupe socioprofessionnel (3)									Autres regroupements			
			Agriculteurs	Salariés agricoles*	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service*	Autres actifs*	Non actifs	Artisans, petits commerçants	Industriels, gros commerçants, professions libérales, cadres supérieurs	Contremaîtres, ouvriers qualifiés	Ouvriers spécialisés, manœuvres
			0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	2 sauf 21-26	21-26-3	60-61	6 sauf 60-61
Automobile (4)	Déc. 1979 ..	68,6	89,7	68,1	91,7	91,8	90,3	77,9	78,5	57,0	90,6	38,3	91,5	91,5	83,6	71,7
	Mi-1984	72,9	92,0	79,6	95,1	94,9	89,7	79,9	84,8	58,4	94,1	47,3	95,0	94,9	88,8	78,7
	Mi-1985	73,4	92,4	72,4	94,3	95,0	92,4	75,7	85,1	51,5	84,8	48,9	94,0	95,1	89,0	75,9
	Mi-1986	*r*73,4	94,8	79,3	91,0	94,0	90,7	76,8	86,5	52,8	88,7	50,8	*r*91,8	*r*94,1	*r*89,7	72,0
	Mi-1987	*r*74,8	94,6	79,4	*r*93,5	*r*95,3	*r*92,0	*r*78,9	*r*86,0	*r*56,1	*r*86,4	*r*50,8	*r*93,0	*r*95,5	*r*89,4	*r*71,3
	Mi-1988	74,6	94,7	81,1	92,1	95,0	90,3	78,9	85,4	56,1	89,4	51,9	91,5	95,2	89,0	69,3
Téléviseur.....	Déc. 1979 ..	89,3	90,1	84,7	92,2	90,3	89,5	89,7	92,2	86,6	90,9	86,2	91,7	90,7	93,1	90,8
	Mi-1984	92,1	90,8	90,8	93,6	89,8	88,7	91,2	94,0	89,7	94,5	92,5	93,3	90,1	94,8	92,8
	Mi-1985	92,3	93,2	83,9	94,9	90,7	89,6	91,2	94,2	85,4	93,3	92,1	94,9	91,1	94,8	92,8
	Mi-1986	92,4	94,1	85,1	93,5	90,1	89,7	91,6	93,7	91,8	90,1	93,7	93,4	*r*90,3	*r*93,8	93,4
	Mi-1987	94,0	93,9	88,9	96,3	93,4	91,3	92,8	95,2	93,2	92,1	*r*94,2	96,3	*r*93,5	96,0	91,6
	Mi-1988	94,3	93,9	91,9	96,0	93,4	91,3	92,5	95,7	96,8	91,4	94,8	95,7	93,7	96,6	91,8
Téléviseur couleur..	Déc. 1979 ..	38,1	21,5	15,3	51,6	55,8	44,5	41,4	34,4	31,6	49,5	34,4	50,8	56,2	36,3	31,8
	Mi-1984	64,7	48,2	50,0	73,4	75,4	68,4	64,6	62,9	57,0	74,2	63,6	73,0	75,6	65,1	59,5
	Mi-1985	69,6	54,6	49,4	79,9	79,4	72,5	71,6	68,1	56,1	71,7	67,8	78,9	80,2	70,7	62,0
	Mi-1986	72,8	56,3	52,9	78,4	80,3	74,6	72,3	73,0	61,5	79,1	71,8	77,5	*r*80,8	*r*75,1	*r*63,6
	Mi-1987	78,1	62,6	65,1	85,7	86,4	80,0	77,2	78,6	69,9	79,4	*r*76,0	85,2	*r*86,7	81,1	68,0
	Mi-1988	81,7	64,3	66,2	87,2	86,0	82,6	79,7	84,3	84,0	82,1	79,9	86,3	86,7	86,3	75,1
Réfrigérateur.....	Déc. 1979 ..	94,6	94,6	94,4	95,3	98,5	97,9	96,8	96,0	91,4	97,0	91,0	94,9	98,6	97,1	94,5
	Mi-1984	96,9	96,0	96,9	97,8	98,3	98,2	98,2	97,5	95,6	97,8	95,3	97,7	98,4	98,0	96,8
	Mi-1985	96,9	97,8	89,7	97,9	99,1	99,0	97,6	97,6	93,4	97,6	95,1	94,0	*r*99,1	89,0	75,9
	Mi-1986	97,1	99,0	87,4	97,1	98,8	97,6	98,3	97,3	94,3	96,8	*r*93,6	96,9	*r*99,5	97,5	*r*95,1
	Mi-1987	97,0	96,6	91,3	97,6	99,0	97,4	97,5	97,6	92,9	98,0	*r*96,0	97,5	*r*99,0	98,2	95,2
	Mi-1988	97,5	96,6	95,9	97,0	99,6	98,1	98,7	97,8	95,7	98,3	96,6	97,0	99,5	98,3	95,7
Congélateur.....	Déc. 1979 ..	25,3	73,2	36,1	38,2	25,7	25,7	18,4	29,4	13,2	26,1	15,0	38,4	26,2	30,0	28,5
	Mi-1984	33,8	80,8	50,0	42,8	35,0	33,6	26,5	41,0	19,6	42,1	23,8	41,3	36,2	41,8	39,9
	Mi-1985	35,4	80,4	41,4	43,1	37,2	34,6	30,6	41,0	19,2	38,5	26,6	42,0	38,6	42,6	37,1
	Mi-1986	37,3	82,8	41,4	46,4	37,6	36,8	28,8	43,4	17,4	42,7	28,1	46,0	*r*38,2	*r*45,0	34,9
	Mi-1987	38,0	82,8	47,6	49,8	40,4	38,6	29,7	43,4	19,3	38,3	*r*29,6	48,8	*r*41,4	45,3	35,4
	Mi-1988	39,7	80,2	48,6	51,5	41,2	39,3	31,7	46,0	23,5	44,7	32,1	50,6	42,3	48,6	34,6
Combiné réfrigérateur-congélateur.	Déc. 1981 ..	20,6	11,4	9,2	22,0	33,1	25,9	22,0	23,0	18,0	31,2	14,6	21,6	32,9	25,3	19,8
	Mi-1984	28,0	12,7	25,5	30,7	43,1	34,8	35,1	28,8	27,1	39,9	21,2	29,6	43,2	29,9	27,2
	Mi-1985	30,6	14,8	24,1	34,9	45,6	37,6	33,5	33,3	24,7	39,3	23,8	33,7	45,7	33,6	32,6
	Mi-1986	33,3	13,9	24,1	34,5	49,8	38,1	37,6	35,6	35,1	40,8	*r*26,3	33,3	50,0	34,7	30,2
	Mi-1987	36,1	14,3	27,8	35,6	51,9	41,2	41,5	39,0	33,4	39,7	*r*29,7	34,7	48,1	40,5	32,6
	Mi-1988	35,8	15,3	31,1	37,7	49,2	40,6	38,4	38,8	33,2	48,0	29,4	37,3	49,0	39,8	34,2
Lave-linge.....	Déc. 1979 ..	78,8	90,1	78,5	90,7	88,6	86,4	80,9	85,3	70,2	86,3	64,6	90,2	89,1	88,7	80,8
	Mi-1984	83,6	92,8	83,7	92,1	90,6	87,5	86,5	89,0	75,1	89,7	74,3	91,8	90,8	91,2	85,7
	Mi-1985	83,9	92,3	75,9	94,4	90,2	87,3	85,2	89,9	77,8	85,0	74,7	93,9	90,9	91,8	85,6
	Mi-1986	85,4	93,4	72,4	93,2	91,3	87,8	84,2	90,5	79,5	90,7	*r*77,6	94,7	91,0	91,5	84,5
	Mi-1987	86,2	95,2	84,9	95,0	94,0	88,5	85,2	90,9	78,7	85,7	*r*78,6	94,7	94,2	92,5	84,0
	Mi-1988	86,5	93,9	85,1	93,6	93,2	89,6	84,7	90,8	82,4	90,1	79,6	93,3	93,4	92,4	83,5
Lave-vaisselle	Déc. 1979 ..	14,9	18,0	8,3	33,7	52,4	26,1	12,9	8,2	7,4	16,4	4,9	32,1	52,6	10,9	4,6
	Mi-1984	22,1	28,3	14,3	42,6	59,1	37,2	24,3	16,5	9,3	34,7	9,7	40,6	59,6	19,6	11,8
	Mi-1985	23,1	28,4	9,2	44,3	57,1	38,5	20,8	19,0	8,6	33,2	10,9	41,2	58,4	21,9	12,2
	Mi-1986	24,2	33,1	9,2	42,4	59,3	38,5	21,2	19,8	9,2	30,8	11,7	40,2	*r*59,2	*r*21,8	10,6
	Mi-1987	25,8	33,0	8,7	49,2	61,9	40,6	23,9	21,3	11,5	25,9	*r*12,6	46,9	*r*62,8	23,5	11,5
	Mi-1988	27,9	35,4	12,2	51,0	61,1	41,3	27,0	23,7	18,2	33,4	15,1	48,9	62,0	26,5	11,1
Nombre de ménages [en millions] (5)	**Mi-1988** ...	**20,9**	**0,6**	**0,1**	**1,2**	**1,8**	**2,2**	**1,7**	**5,1**	**0,3**	**0,5**	**7,4**	**1,2**	**1,8**	**4,1**	**0,9**

* Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier; à compter de 1984, les résultats portent sur les enquêtes de mai et novembre. Les chiffres datés « mi-1984 » constituent la moyenne arithmétique des deux résultats. — (3) Code des catégories socioprofessionnelles (INSEE 1969) [n^{os} des groupes 0 à 9]. — (4) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (5) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1988.

TABLEAU D.01-5

Ménages équipés (1) par âge du chef de ménage et taille du ménage

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (2)	Ensemble	Âge du chef de ménage (en années)								Taille du ménage (nombre de personnes)					
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus	1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (3)	Déc. 1979	68,6	71,3	84,1	88,5	82,3	76,4	73,0	62,0	49,6	26,9	28,0	67,0	86,6	90,6	85,7	81,0
	Déc. 1981	70,0	69,5	85,5	88,3	85,7	78,4	71,6	66,6	51,7	29,0	30,4	70,9	87,9	91,7	87,6	82,6
	Mi-1984	72,9	70,0	85,5	89,0	87,3	81,8	78,6	67,3	60,3	34,4	34,5	75,8	89,8	94,2	91,8	79,7
	Mi-1985	73,4	67,3	83,4	89,6	88,1	83,1	79,0	72,3	61,9	33,5	36,2	76,6	89,3	92,7	92,5	82,8
	Mi-1986	74,7	r72,9	r83,6	89,3	r89,1	86,2	78,3	r71,5	r60,9	r35,2	36,8	78,1	r90,5	r94,9	r92,7	r83,3
	Mi-1987	r74,8	r67,5	r84,4	r89,4	r89,8	r86,1	r80,4	r73,3	r63,1	r34,3	37,6	r78,4	r91,1	r94,5	r92,7	r84,5
	Mi-1988	74,6	65,2	84,3	88,9	88,1	87,7	78,4	74,9	62,6	35,0	38,9	78,7	89,8	94,4	91,9	81,5
Téléviseur	Déc. 1979	89,3	65,5	85,0	91,9	93,5	93,2	93,1	94,2	91,4	84,6	73,6	90,5	94,4	96,3	95,8	96,6
	Déc. 1981	90,8	69,6	85,7	91,9	94,5	94,2	93,7	94,2	94,8	88,8	77,6	92,4	95,5	96,6	97,5	96,6
	Mi-1984	92,1	74,1	85,8	92,3	94,1	95,6	95,8	95,2	95,8	92,4	82,2	93,7	95,4	96,7	96,9	96,3
	Mi-1985	92,3	76,3	84,9	91,8	95,7	95,7	95,1	96,3	96,2	91,3	82,4	94,1	95,7	97,0	95,6	97,3
	Mi- 1986	92,8	r76,1	86,4	r92,1	r94,8	r95,1	r95,2	r95,4	r95,6	r92,8	r83,3	r93,7	r95,9	r96,0	97,9	r95,6
	Mi-1987	94,0	r78,2	89,9	r93,5	96,0	r95,8	96,4	96,6	r96,8	94,5	r86,2	95,8	96,8	97,2	97,3	96,8
	Mi-1988	94,3	78,2	89,6	94,0	95,6	96,9	96,5	97,9	96,3	95,0	86,9	95,9	97,0	97,1	98,3	97,3
Téléviseur couleur	Déc. 1979	38,1	16,2	30,0	43,7	42,6	40,8	42,7	43,0	38,1	32,4	24,6	40,4	41,9	45,7	41,5	36,1
	Déc. 1981	50,4	23,5	41,5	54,3	55,9	52,4	54,9	54,7	56,6	45,6	35,7	53,1	54,6	59,8	55,3	46,8
	Mi-1984	64,7	38,1	52,9	68,9	70,2	68,5	69,7	68,1	69,8	60,7	49,7	67,3	70,2	74,0	70,6	60,6
	Mi-1985	69,6	43,8	59,3	74,1	74,5	74,4	70,1	74,6	75,6	64,2	53,8	71,6	76,2	77,8	76,1	72,7
	Mi-1986	72,8	45,7	64,2	r76,4	77,2	75,6	76,4	74,9	75,9	70,1	57,6	74,8	78,0	r81,5	79,8	73,4
	Mi-1987	78,1	r54,2	r71,9	81,0	83,2	r80,8	r79,4	r79,7	r78,3	r75,9	r64,3	r79,6	r83,8	r85,4	85,2	r81,2
	Mi-1988	81,7	56,0	75,0	83,8	86,4	85,7	83,2	84,6	82,6	79,5	67,8	84,0	87,4	88,2	89,3	83,1
Réfrigérateur	Déc. 1979	94,6	88,0	96,7	97,1	96,4	95,6	95,9	97,0	93,2	89,3	85,0	96,0	97,6	98,2	98,2	98,1
	Déc. 1981	95,4	87,8	96,2	97,9	97,1	95,8	96,0	97,1	95,5	91,5	87,6	96,6	93,5	98,5	98,9	97,4
	Mi-1984	96,9	92,9	97,5	98,0	98,0	97,3	97,9	97,7	97,3	94,0	91,5	98,1	98,6	99,0	98,7	98,9
	Mi-1985	96,9	93,9	97,2	98,5	97,7	98,4	97,6	98,1	96,8	93,0	91,6	98,2	98,5	99,2	98,1	99,2
	Mi-1986	97,1	92,2	97,9	97,9	97,2	97,4	97,1	98,2	96,9	95,4	92,8	98,1	98,6	98,8	98,7	98,1
	Mi-1987	97,0	r93,0	97,8	r98,3	r97,6	r97,7	97,2	97,1	r97,5	95,0	r92,7	98,0	98,8	98,8	99,0	r97,8
	Mi-1988	97,5	95,4	97,9	98,4	98,0	97,5	97,1	98,0	96,9	96,6	94,8	98,1	98,8	98,2	98,7	99,5
Congélateur	Déc. 1979	25,3	6,9	20,2	31,6	37,3	32,2	31,1	26,7	20,2	9,0	5,6	20,6	29,8	38,8	45,6	45,0
	Déc. 1981	29,3	7,7	20,1	37,6	41,8	37,6	36,0	30,9	24,4	12,4	7,0	26,7	33,8	44,6	49,8	52,8
	Mi-1984	33,8	9,1	23,4	42,9	45,2	44,4	40,4	35,0	27,7	17,0	9,3	30,8	41,6	50,0	58,8	54,2
	Mi-1985	35,4	10,1	23,6	44,7	46,4	41,4	42,1	41,3	33,2	18,3	11,4	34,0	41,7	51,9	59,9	51,2
	Mi-1986	37,3	12,1	27,0	44,7	48,1	46,0	43,6	41,0	34,0	19,8	12,9	r36,1	r44,2	r53,7	60,3	r54,8
	Mi-1987	38,0	r10,7	r28,0	r44,3	r48,8	r48,4	44,8	r42,4	r36,4	r20,7	12,5	r37,3	r45,1	55,0	r61,9	r54,6
	Mi-1988	39,7	11,2	26,6	45,6	51,2	49,2	44,2	45,5	40,8	22,8	15,2	39,0	46,3	57,6	64,4	52,7
Combiné réfrigérateur-congélateur	Déc. 1981	20,6	19,8	28,1	24,7	22,9	18,7	22,0	21,8	16,1	11,1	9,7	21,2	27,0	25,7	22,8	22,3
	Mi-1984	28,0	26,5	35,5	32,9	30,8	28,3	28,5	27,6	29,1	16,1	17,1	29,5	33,6	34,1	29,8	28,0
	Mi-1985	30,6	24,7	38,6	36,1	33,2	35,1	28,8	29,1	26,0	20,2	18,2	31,8	37,5	36,8	33,2	34,7
	Mi-1986	33,0	30,6	r41,0	r38,6	34,8	r35,5	33,0	r30,0	31,4	21,6	21,1	33,2	39,5	40,9	35,2	r35,3
	Mi-1987	36,1	29,4	r42,2	r43,0	r39,2	r36,6	36,9	r35,4	r33,2	24,2	r24,2	36,8	r43,4	42,5	r39,2	r38,6
	Mi-1988	35,8	30,5	44,2	41,1	39,2	37,5	35,4	33,9	33,4	23,9	23,4	37,2	43,7	41,3	36,6	41,3
Lave-linge	Déc. 1979	78,8	56,1	80,7	89,0	88,8	87,3	85,3	81,3	74,7	55,4	42,2	80,2	92,0	95,5	95,5	94,4
	Déc. 1981	81,1	57,1	81,0	89,8	90,8	89,7	87,1	82,9	80,6	60,8	49,1	82,9	94,1	96,1	97,6	96,2
	Mi-1984	83,6	60,2	81,8	91,1	91,5	91,0	88,6	88,0	85,2	66,2	54,2	87,3	94,8	97,7	97,3	95,0
	Mi-1985	83,9	57,2	79,3	91,2	92,8	91,9	90,1	88,9	85,0	66,2	54,4	88,0	95,6	97,5	97,4	r95,5
	Mi-1986	r85,4	r61,3	82,4	r90,9	93,7	r91,9	r90,9	r89,9	r84,6	r69,8	r57,3	r89,5	r96,1	r98,2	r97,0	96,2
	Mi-1987	86,2	r60,6	r83,6	r91,9	93,7	r93,0	r91,4	r91,0	r87,2	r70,5	59,6	90,4	r96,7	r98,4	98,5	r96,0
	Mi-1988	86,5	58,1	82,6	92,1	93,3	93,5	90,2	91,9	87,0	72,4	61,6	90,1	97,0	98,2	98,7	93,8
Lave-vaisselle	Déc. 1979	14,8	2,4	11,8	27,1	21,5	14,5	15,1	10,8	6,4	4,1	3,0	10,0	18,6	27,8	26,1	18,5
	Déc. 1981	17,6	3,4	12,7	30,1	27,8	18,7	15,7	14,0	9,5	5,3	3,9	13,1	20,8	33,6	31,6	23,0
	Mi-1984	22,1	3,7	15,1	35,6	35,7	23,2	21,1	18,5	15,3	6,0	5,9	16,0	28,5	41,0	39,4	26,7
	Mi-1985	23,1	6,6	16,1	34,8	38,7	27,3	20,8	17,0	13,5	8,4	5,5	18,6	28,7	41,5	40,7	29,1
	Mi-1986	24,2	r5,6	r16,1	r35,5	r38,9	r31,1	r24,3	r17,3	r14,6	8,0	r6,6	r18,5	r29,9	r44,6	r41,2	r29,6
	Mi-1987	25,8	r4,2	14,6	r36,7	42,6	r33,1	r26,5	r21,0	r16,3	8,1	r7,2	20,2	32,9	r46,9	r42,5	r29,9
	Mi-1988	27,9	5,8	17,3	39,1	44,3	35,4	25,1	24,6	18,5	10,1	7,6	23,6	36,3	48,8	47,1	29,0
Nombre de ménages [en millions] (4)	**Mi-1988**	**20,9**	**0,9**	**1,7**	**4,4**	**3,7**	**1,7**	**1,9**	**1,7**	**1,6**	**3,3**	**5,1**	**6,4**	**3,9**	**3,4**	**1,4**	**0,7**

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier; à compter de 1984, les résultats portent sur les enquêtes de mai et novembre. Les chiffres datés « mi-1984 » constituent la moyenne arithmétique des deux résultats. — (3) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (4) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1988.

TABLEAU D.01-6

Budget des ménages selon divers critères*

Source : INSEE (enquête budget de famille 1984-1985)

Unité : Franc

	Produits alimentaires	Repas et consommations extérieurs	Total alimentation (1)	Habillement	Habitation	Hygiène soins personnels	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	Total non alimentation
Ensemble	**23.012,6**	**4.632,3**	**28.772,3**	**7.731,9**	**32.341,0**	**7.986,0**	**17.920,5**	**7.192,5**	**24.013,1**	**97.185,0**
Zone d'étude et d'aménagement du territoire :										
Région Paris	21.969,5	7.218,2	32.027,8	9.513,3	37.931,9	9.587,1	18.830,9	9.167,7	33.053,3	1.180.484,1
Bassin Paris	23.215,4	3.305,9	27.744,6	6.912,2	31.600,2	7.791,7	17.510,7	6.495,6	21.767,2	92.077,5
Nord	25.413,5	3.464,0	29.294,9	6.891,9	30.926,4	6.673,5	16.727,7	6.165,0	19.827,0	87.211,6
Est	23.894,3	3.990,2	28.719,4	8.011,9	31.883,7	7.398,0	18.131,3	7.562,6	19.871,1	92.858,6
Ouest	21.896,2	4.055,2	26.276,5	6.586,1	30.654,8	6.987,6	15.809,2	6.502,3	21.489,5	88.029,4
Sud-Ouest	23.185,9	3.522,4	27.169,7	7.315,8	29.086,2	7.427,9	18.008,8	6.688,8	20.625,1	89.152,6
Centre Est	23.283,5	5.116,5	29.289,7	8.379,8	33.677,8	8.280,9	20.225,1	7.050,5	23.677,4	101.291,6
Méditerranée	23.350,9	4.485,0	28.312,0	7.290,7	28.916,3	8.088,9	17.751,5	6.581,4	23.450,5	92.079,3
Âge du chef de ménage :										
Moins de 25 ans	12.815,2	4.128,7	17.934,3	7.140,0	23.829,6	5.092,4	18.306,9	7.274,4	13.782,1	75.425,5
25 à 34 ans	20.610,8	5.827,0	27.744,0	8.457,1	37.609,3	6.895,3	21.020,8	7.842,5	23.224,3	105.049,4
35 à 44 ans	27.779,2	7.344,9	36.948,4	11.226,7	43.893,1	9.287,6	23.871,9	10.369,7	31.278,9	129.927,9
45 à 54 ans	28.759,2	5.730,4	35.818,2	9.494,9	35.760,6	8.920,1	23.036,2	9.020,1	30.239,2	116.471,0
55 à 64 ans	24.718,9	3.101,6	28.660,6	6.291,2	28.750,4	8.226,4	15.991,7	6.134,6	25.758,6	91.152,9
65 à 74 ans	19.411,9	1.655,7	21.603,5	4.181,9	20.869,8	7.821,3	9.310,0	3.627,6	16.419,5	62.230,1
75 ans et plus	15.572,7	1.423,1	17.431,2	3.515,7	17.377,3	7.474,2	4.477,3	2.598,6	12.069,1	47.512,3
Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (nouvelle CS) :										
Exploitants agricoles	30.336,5	2.813,6	33.854,3	7.078,7	28.569,6	7.557,4	16.145,6	6.233,6	19.204,5	84.789,3
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	26.330,7	5.669,7	33.374,2	8.501,1	36.581,8	7.359,8	22.151,2	7.692,3	38.136,3	120.422,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	26.741,5	10.588,8	39.901,2	15.004,2	58.176,5	10.781,7	32.648,6	14.757,5	61.142,5	192.511,1
Professions intermédiaires	25.283,8	7.687,3	34.402,8	11.100,7	42.240,6	9.101,9	27.407,5	10.209,0	31.878,7	131.938,3
Employés	20.381,7	5.077,2	26.802,0	8.274,5	32.229,1	7.387,6	18.508,7	7.641,1	19.652,7	93.693,7
Ouvriers	24.966,3	4.426,3	30.553,4	7.445,4	31.843,2	7.363,6	18.049,3	6.877,9	17.554,4	89.133,9
Retraités	20.328,0	1.894,4	22.740,7	4.512,4	22.489,3	8.146,4	9.995,3	4.175,9	17.228,9	66.548,3
Autres inactifs	14.909,4	2.280,1	17.986,2	4.612,7	20.354,5	4.872,4	8.167,2	4.265,7	10.574,0	52.846,6
Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (ancienne CS) :										
Exploitants agricoles	30.339,3	2.824,4	33.870,7	7.090,9	28.616,6	7.582,7	16.201,4	6.252,6	19.217,9	84.962,1
Salariés agricoles	24.285,8	2.853,4	28.466,4	5.979,6	21.365,9	5.356,5	15.514,2	4.882,7	12.421,6	65.520,6
Professions indépendantes	26.839,6	6.201,6	34.457,5	9.441,7	41.038,6	7.527,0	24.105,9	8.812,6	46.672,3	137.598,1
Cadres supérieurs	26.978,9	10.660,6	40.364,4	15.196,4	58.659,2	11.248,8	32.602,8	14.819,6	58.964,4	191.491,2
Cadres moyens	25.146,8	7.416,0	34.029,0	10.988,3	41.635,5	9.027,4	26.754,1	10.139,6	30.846,4	129.391,3
Employés	20.305,2	5.537,6	27.218,8	8.278,2	32.147,4	7.614,6	18.944,0	7.704,5	20.450,8	95.139,6
Ouvriers	24.785,8	4.408,4	30.309,1	7.468,8	32.107,3	7.264,1	18.012,6	6.899,2	17.599,9	89.351,9
Inactifs	19.450,0	1.956,9	21.970,4	4.528,7	22.143,4	7.616,0	9.699,1	4.190,5	16.150,7	64.328,3
Type d'habitat de résidence :										
Population agricole :										
Communes rurales	25.119,2	2.076,0	27.752,6	5.496,1	21.529,5	7.285,1	12.298,9	4.408,5	13.632,1	64.650,1
Toutes communes	24.924,1	2.021,5	27.579,4	5.458,5	21.870,3	7.038,8	12.925,2	4.610,3	13.951,0	65.854,0
Population non agricole :										
Communes rurales	23.657,6	4.173,3	28.807,0	6.795,0	32.397,1	7.329,9	18.951,7	6.566,1	21.566,0	93.605,7
Unités urbaines de moins de 20.000 habitants	22.971,5	3.992,1	27.966,6	7.182,6	32.103,1	7.761,5	17.874,7	6.959,3	21.602,1	93.483,4
Unités urbaines de 20.000 à 99.999 habitants	22.898,6	3.938,1	27.806,9	7.811,3	31.906,9	7.870,6	17.873,1	6.939,5	22.201,3	94.602,8
Unités urbaines de 100.000 habitants et plus	22.842,0	4.735,4	28.097,5	8.140,7	32.471,0	7.839,3	18.387,7	7.387,4	24.803,4	99.029,4
Complexe agglomération de Paris	21.788,7	7.262,7	31.751,1	9.610,9	37.575,8	9.656,1	18.521,3	9.177,6	33.605,3	118.147,0
Toutes communes	22.838,9	4.869,6	28.880,7	7.938,6	33.292,7	8.072,1	18.374,5	7.427,2	24.927,6	100.032,7
Revenu moyen par unité de consommation :										
1 à 32.499	23.129,0	2.609,6	26.580,6	5.577,4	23.017,8	6.397,8	11.866,1	5.150,5	12.060,6	64.070,3
32.500 à 39.999	22.532,3	3.024,5	26.347,4	5.782,9	25.273,7	7.024,3	12.049,7	5.512,7	12.225,5	67.868,8
40.000 à 46.999	23.420,2	3.677,9	28.134,1	6.871,2	29.702,7	7.767,2	16.023,5	6.394,1	15.892,2	82.559,9
47.000 à 54.999	23.035,6	3.853,7	27.797,2	7.245,9	30.407,1	8.016,3	15.765,2	6.535,8	17.755,6	85.725,9
55.000 à 67.999	22.497,7	4.979,9	28.621,0	7.839,5	34.580,2	8.698,9	19.232,8	7.531,2	23.309,2	101.191,9
68.000 à 94.999	22.861,7	6.328,4	30.630,0	9.765,6	38.019,5	8.839,8	23.513,6	8.953,9	31.479,8	120.572,2
Plus de 94.999	24.517,8	9.500,2	35.910,4	12.936,9	52.685,8	10.410,6	31.760,3	12.016,8	62.503,6	182.313,9
Non déclarés	20.123,9	2.876,0	24.014,9	4.919,9	27.985,0	7.465,5	11.350,4	4.699,8	29.290,4	85.711,0

* En consommation annuelle moyenne par ménage.
(1) Y compris les dépenses alimentaires non détaillées.

TABLEAU D.01-7

Emploi du temps des personnes selon le jour de la semaine le sexe et l'activité.

Année 1986

Source : INSEE (enquête emplois du temps)

Unité : Heures et minutes par jour

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	**Ensemble**
Femmes actives								
Temps physiologique	11 h 00	10 h 50	11 h 07	10 h 47	10 h 48	12 h 04	13 h 18	**11 h 25**
Temps professionnel	6 h 25	6 h 57	6 h 07	6 h 50	6 h 39	2 h 31	0 h 43	**5 h 10**
Temps domestique	4 h 14	4 h 00	4 h 33	4 h 08	4 h 09	6 h 07	5 h 29	**4 h 40**
Temps libre	2 h 20	2 h 13	2 h 13	2 h 14	2 h 23	3 h 17	4 h 31	**2 h 45**
Hommes actifs								
Temps physiologique	10 h 50	10 h 43	10 h 42	10 h 46	10 h 45	11 h 56	13 h 19	**11 h 19**
Temps professionnel	7 h 59	8 h 38	8 h 33	8 h 15	7 h 51	3 h 13	1 h 06	**6 h 27**
Temps domestique	2 h 16	1 h 56	2 h 01	2 h 07	2 h 26	4 h 27	3 h 37	**2 h 42**
Temps libre	2 h 55	2 h 42	2 h 44	2 h 51	2 h 58	4 h 24	5 h 58	**3 h 33**
Femmes inactives								
Temps physiologique	12 h 23	12 h 21	12 h 49	12 h 25	12 h 24	12 h 32	13 h 18	**12 h 36**
Temps professionnel	1 h 29	1 h 17	0 h 46	0 h 55	1 h 07	0 h 25	0 h 18	**0 h 54**
Temps domestique	6 h 10	6 h 18	6 h 18	6 h 35	6 h 27	6 h 29	5 h 06	**6 h 13**
Temps libre	3 h 57	4 h 03	4 h 07	4 h 05	4 h 02	4 h 33	5 h 18	**4 h 17**
Hommes inactifs								
Temps physiologique	12 h 35	12 h 48	12 h 41	12 h 36	12 h 38	12 h 57	13 h 20	**12 h 48**
Temps professionnel	2 h 38	1 h 43	1 h 41	2 h 18	2 h 09	1 h 03	0 h 35	**1 h 43**
Temps domestique	3 h 39	4 h 15	4 h 18	3 h 51	4 h 11	4 h 04	3 h 09	**3 h 56**
Temps libre	5 h 08	5 h 15	5 h 20	5 h 15	5 h 01	5 h 56	6 h 56	**5 h 33**
Ensemble								
Temps physiologique	**11 h 39**	**11 h 40**	**11 h 53**	**11 h 38**	**11 h 38**	**12 h 22**	**13 h 19**	**12 h 01**
Temps professionnel	**4 h 44**	**4 h 33**	**4 h 08**	**4 h 31**	**4 h 23**	**1 h 45**	**0 h 42**	**3 h 32**
Temps domestique	**4 h 08**	**4 h 13**	**4 h 23**	**4 h 17**	**4 h 25**	**5 h 20**	**4 h 21**	**4 h 27**
Temps libre	**3 h 29**	**3 h 33**	**3 h 36**	**3 h 34**	**3 h 34**	**4 h 32**	**5 h 39**	**3 h 59**

TABLEAU D.01-8

Repas pris à l'extérieur selon le type de repas

Source : INSEE (enquêtes alimentaires)

Unité : Nombre, par semaine et par personne

	(1) 1974	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1985
Restaurant : repas payé par un membre du foyer	0,24	0,30	0,30	0,32	0,30	0,31	0,32	0,31	0,36	0,36
Restaurant : repas payé par une personne extérieure au foyer	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05		
Cantine ou restaurant d'entreprise	0,25	0,27	0,29	0,30	0,30	0,30	0,31	0,31	0,31	0,31
Cantine scolaire, réfectoire, restaurant universitaire	0,41	0,44	0,42	0,41	0,43	0,40	0,40	0,38	0,38	0,39
Casse-croûte dans un café	0,02	0,03	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Casse-croûte emporté avec soi	0,11	0,13	0,12	0,13	0,13	0,16	0,16	0,16	0,14	0,14
Repas pris chez l'employeur ou comme hôte payant dans un autre foyer	0,12	0,11	0,11	0,13	0,12	0,12	0,11	0,13	0,10	0,11
Repas pris comme invité dans un autre foyer	0,65	0,83	0,86	0,88	0,89	0,98	0,94	0,92	0,96	0,91
Autre repas	0,12	0,06	0,10	0,14	0,12	0,13	0,17	0,15	0,28	0,36
Repas pris par des personnes absentes du logement durant la semaine d'enquête	0,11	0,19	0,14	0,10	0,13	0,12	0,13	0,09	0,04	...
Total	**2,07**	**2,41**	**2,41**	**2,48**	**2,50**	**2,59**	**2,62**	**2,54**	**2,60**	**2,61**

(1) La méthodologie retenue en 1974 ayant été quelque peu différente de celle des autres enquêtes, les résultats obtenus peuvent ne pas être tout à fait comparables à ceux des autres années.

TABLEAU D.01-9

Répartition des achats de produits alimentaires (1) selon le poste de consommation et le type de point de vente

Source : INSEE (enquêtes alimentaires)

Unité : %

	Marché	Commerçant spécialisé (2)	Alimentation générale				Grossiste coopérative et magasin d'entreprise	Achat à la ferme ou au producteur	Total
			Type traditionnel	Supermarché hypermarché	Autre libre-service	Vente ambulante			
Boulangerie, pâtisserie, confiserie :									
1969	2,4	67,9	12,2	6,5	8,0	2,3	0,6	0,1	100
1980	1,5	61,0	5,4	24,3	5,4	1,3	0,9	0,2	100
1982	1,4	59,4	4,6	27,1	5,3	1,3	0,6	0,3	100
1983	1,3	59,2	4,1	28,5	4,5	1,3	0,7	0,2	100
1985	1,0	57,0	4,0	32,0	3,0	2,0	—	—	100
Épicerie :									
1969	3,7	4,3	43,4	16,4	22,7	8,0	1,3	0,2	100
1980	1,7	5,9	14,3	59,0	13,2	3,1	2,7	0,1	100
1982	1,6	5,8	12,2	63,2	12,7	2,0	2,2	0,3	100
1983	1,5	5,1	11,4	66,6	10,7	2,4	2,2	0,1	100
1985	1,0	5,0	9,0	74,0	7,0	2,0	2,0	—	100
Crémerie :									
1969	8,2	9,8	35,7	12,4	18,9	4,4	2,4	8,2	100
1980	6,8	7,8	13,3	49,7	12,8	2,7	1,9	5,0	100
1982	5,7	8,4	11,3	54,5	11,7	1,8	1,8	4,8	100
1983	5,8	7,5	10,3	58,2	10,3	1,9	1,5	4,4	100
1985	5,4	6,6	8,7	65,8	7,3	2,0	0,9	3,3	100
Fruits et légumes frais :									
1969	22,7	9,8	36,2	9,7	14,7	3,9	0,9	2,1	100
1980	26,4	10,9	14,9	31,0	10,9	2,5	0,7	2,7	100
1982	25,9	11,1	13,1	34,6	10,0	1,6	0,7	3,0	100
1983	25,8	10,8	12,7	36,5	8,8	1,5	0,8	2,9	100
1985	24,1	12,6	11,7	40,9	6,6	1,9	0,6	1,6	100
Charcuterie :									
1969	7,8	60,9	9,8	9,6	9,1	1,4	1,0	0,4	100
1980	6,7	49,0	4,3	30,4	5,7	1,5	1,7	0,7	100
1982	6,2	47,3	3,6	34,0	5,7	1,1	1,2	0,9	100
1983	6,2	45,0	3,5	36,5	4,9	1,4	1,6	0,8	100
1985	6,0	43,0	4,0	41,0	4,0	1,0	1,0	—	100
Boucherie :									
1969	6,7	79,1	1,5	6,5	5,1	0,6	0,4	0,1	100
1980	5,6	58,9	0,8	27,0	3,8	0,5	1,7	1,7	100
1982	5,8	58,2	0,8	28,5	4,1	0,7	1,0	0,9	100
1983	5,2	55,8	0,5	31,8	3,3	0,6	1,8	0,9	100
1985	6,0	51,0	1,0	35,0	3,0	1,0	2,0	2,0	100
Volailles, lapins, gibiers :									
1969	17,3	39,5	8,4	10,6	9,0	0,7	0,6	13,9	100
1980	15,6	31,3	2,5	33,2	4,6	0,9	0,7	11,2	100
1982	14,6	28,0	1,8	36,2	4,2	0,6	0,7	12,9	100
1983	14,8	29,5	1,6	37,3	3,9	0,4	1,9	10,6	100
1985	12,9	27,2	1,4	44,1	3,0	1,0	0,9	9,4	100
Poissons, crustacés, coquillages :									
1969	13,7	55,2	8,4	6,1	6,5	3,2	1,0	0,9	100
1980	24,7	42,3	2,5	20,9	2,4	3,7	1,0	2,5	100
1982	25,0	43,5	2,3	22,3	2,6	1,7	1,3	1,3	100
1983	24,6	41,9	2,0	23,8	2,7	1,3	1,9	1,8	100
1985	25,4	40,5	2,4	24,9	1,5	2,7	0,5	2,1	100
Produits surgelés :									
1980	1,9	15,7	6,5	48,3	10,4	6,6	10,6	—	100
1982	0,9	20,4	4,0	47,7	7,5	5,7	13,7	0,1	100
1983	0,6	19,3	3,9	52,8	7,1	5,3	10,7	0,1	100
1985	0,5	17,7	3,9	59,6	9,1	5,2	3,7	0,3	100
Boissons :									
1969	2,2	8,1	43,5	12,8	21,3	4,9	6,0	1,2	100
1980	0,3	5,6	12,5	54,4	13,3	2,1	6,3	5,5	100
1982	0,4	6,6	10,1	57,6	12,5	2,3	6,1	4,4	100
1983	0,5	6,7	10,4	59,3	1,2	1,8	5,5	4,2	100
1985	0,3	6,5	8,6	66,2	7,5	2,0	4,4	4,5	100
Ensemble des produits :									
1969	**8,6**	**35,5**	**24,2**	**10,4**	**13,6**	**3,5**	**1,7**	**2,5**	**100**
1980	**7,8**	**29,1**	**8,7**	**38,7**	**6,8**	**2,1**	**2,2**	**2,6**	**100**
1982	**7,6**	**28,9**	**7,3**	**41,8**	**8,3**	**1,6**	**2,0**	**2,5**	**100**
1983	**7,5**	**27,8**	**6,9**	**44,4**	**7,3**	**1,6**	**2,1**	**2,3**	**100**
1985	**7,0**	**26,0**	**6,0**	**50,0**	**5,0**	**2,0**	**2,0**	**2,0**	**100**

(1) À partir de 1978, les produits surgelés jusque-là inclus dans les postes : boulangerie, pâtisserie, confiserie, sucrerie, épicerie, charcuterie, boucherie, volailles, lapins, gibiers et poissons, crustacés, coquillages ont été isolés et regroupés dans un poste : « Produits surgelés ». — (2) Y compris les ventes ambulantes pratiquées par des commerçants spécialisés.

NB. — Les totaux ne font pas toujours 100, en raison d'arrondis successifs.

1. PUBLICATIONS CONCERNANT LES MÉTHODES ET LES RÉSULTATS D'ENSEMBLE.

— « Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 140-141, juin 1987;

— « Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1987 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 147-148, juin 1988;

— « Les comptes de patrimoine (1971-1972-1976) », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n^{os} 88-90, septembre 1980;

— Vanoli (A.). — « Les notions de consommation élargie », *Économie et statistique,* n° 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

— « Consommation des ménages de 1970 à 1987 » : séries de comptabilité nationale, *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 131, juin 1988;

— Darmon (D.). — « La consommation des ménages à moyen terme », *Archives et documents,* n° 92, INSEE, octobre 1983;

— Darmon (D.), L'Hardy (Ph.). — « Consommation : santé et loisirs au premier plan », *Économie et statistique,* INSEE, n° 190, juillet 1986;

— « Bilan annuel démographique », *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* population (janvier 1985 et 1987);

— Louvot (C.) « Projection jusqu'en 2010 du nombre de ménages », *Les collections de l'INSEE,* série M, n° 129, février 1988.

2. PUBLICATIONS DES RÉSULTATS D'ENQUÊTES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES.

20. Consommation.

- **Structure des budgets familiaux :**

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « Les budgets des ménages », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;

— Glaude (M.). — « L'évolution du niveau de vie de 1966 à 1979 », *Économie et statistique,* n° 142, mars 1982;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1978-1979 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 97, décembre 1982;

— Bloch (L.) et Glaude (M.). — « Une approche du coût de l'enfant », *Économie et statistique,* n° 155, mai 1983;

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « L'évolution des niveaux de vie en treize ans selon le milieu social », « Les budgets des ménages en 1979 », *Données sociales,* édition 1984;

— Glaude (M.). — « Diversité et cohérence des budgets », *Données sociales,* édition 1984;

— Fournier (G.), Glaude (M.) et Reynaud (E.). — « Familles ouvrières et chômage : des budgets difficilement compressibles », *Économie et statistique,* n° 170, octobre 1984;

— Glaude (M.), Lemel (Y.), Pauc (F.) et Verger (D.). — « Enquête sur les budgets familiaux 1978-1979 ». Dossier systématique de segmentation. Dossier rectangle, numéro décembre 1985;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1984-1985 », *Premiers résultats,* n° 81, janvier 1987;

— Moutardier (M.). — « Consommation et niveaux de vie », *Données sociales,* édition 1987;

— Moutardier (M.). — « Des budgets difficiles : les chômeurs et les accédants à la propriété », *Données sociales,* édition 1987;

— Moutardier (M.). — « L'évolution du budget des ménages : le poids des dépenses d'habitation et de transport », *Économie et Statistique,* n° 207, février 1988.

— Moutardier (M.). — « Les budgets des ménages en 1984-1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 136, mai 1989.

- **Consommation alimentaire :**

— Mercier (M.-A.). — « Les lieux d'achats des produits alimentaires », *Données sociales,* édition 1984;

— Mercier (M.-A.). — « L'importance croissante des repas à l'extérieur », *Économie et statistique,* n° 166, mai 1984;

— Mercier (M.-A.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1981 », *Premiers résultats,* n° 38, juin 1985;

— Beyer (M.-N.) et Mercier (M.-A.). — « Consommation et lieux d'achat de produits alimentaires en 1982 », *Premiers résultats,* n° 40, juin 1985;

— Mercier (M.-A.). — « Repas pris à l'extérieur et au domicile en 1980 et 1981 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 115, décembre 1985;

— Beyer (M.-N.) et Mercier (M.-A.) — « Consommation et lieux d'achats de produits alimentaires en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 117, janvier 1986;

— Lemel (Y.) et Mercier (M.-A.). — « L'approvisionnement alimentaire », *Données sociales,* édition 1987;

— Chadeau (A.) et Roy (C.). — « La production domestique de repas », *Données sociales,* édition 1987;

— Mercier (M.-A.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 130, février 1988.

— Manou (N.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 138, mai 1989.

- **Transports :**

— Join-Lambert (E.). — « Les ménages roulent plus, les voitures roulent moins », *Économie et statistique,* n° 136, septembre 1981;

— Choquet (O.). — « L'automobile, un bien banalisé », *Économie et statistique,* n° 154, avril 1984;

— Lefol (J.-F.). — « Les déplacements quotidiens en 1981 », *Premiers résultats,* n° 27, novembre 1984;

— Lefol (J.-F.). — « Le phénomène automobile », *Premiers résultats,* n° 28, novembre 1984;

— Choquet (O.) et Valdelièvre (H.). — « Acquisition et utilisation de l'automobile (enquête de conjoncture auprès des ménages de mai à octobre 1982) ». *Archives et documents,* n° 123, mars 1985;

— Chaigneau (E.) et Lefol (J.-F.). — « Les voyages touristiques de courte durée », *Espaces,* n° 75, août 1985, n° 76, octobre 1985;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages touristiques de courte durée en 1981-1982. Panorama général », *Dossier rectangle,* novembre 1986;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages professionnels de courte durée », *Économie et statistique,* n° 198, avril 1987;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages à longue distance », *Données sociales,* édition 1987;

— Lefol (J.-F.). — « Présentation de l'enquête Transports 1981-1982 », *Archives et documents,* n° 205, mai 1987.

— Christine (M.) et Lebellier (J.). — « Tour d'horizon sur l'automobile », *Premiers résultats,* n° 145, octobre 1988.

- **Santé :**

Cf. chapitre D.03.

- **Habillement :**

— Herpin (N.). — « Comment les gens qualifient les tenues vestimentaires », *Économie et statistique,* n° 168, juillet-août 1984;

— Herpin (N.). — « Les dépenses d'habillement en 1983-1984 », *Premiers résultats,* n° 48, décembre 1985;

— Herpin (N.). — « L'habillement, la classe sociale et la mode », *Économie et statistique,* n° 188, mai 1986;

— Herpin (N.). — « L'habillement : une dépense sur le déclin », *Économie et statistique,* n° 192, octobre 1986;

— Herpin (N.) et Kasparian (L.). — « Présentation de l'enquête habillement 1983-1984 », *Archives et documents,* n° 196, mars 1987;

— Herpin (N.). — « L'habillement et le corps », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987;

— Herpin (N.) et Kasparian (L.). — « L'habillement : dépenses et points de vente en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 123, mai 1987.

— Kasparian (L.) et Herpin (N.). — « La garde-robe des Français », *INSEE Première,* n° 5, février 1989.

— Kasparian (L.). — « La garde-robe des Français en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 137, mars 1989.

→

→

21. Épargne et patrimoine.

- **Épargne-Assurance :**

Cf. chapitres M.04 et N.01. Cf. un article de M. Christine « L'endettement des ménages », *La Revue banque,* n° 489, décembre 1988.

— Lollivier (S.) et Verger (D.). — « Les actifs financiers des ménages en 1986 : disparité de taux de possession », *Archives et documents,* n° 281, février 1989.

- **Biens durables :**

— Les résultats conjoncturels de l'enquête quadrimestrielle de conjoncture auprès des ménages sont publiés à chaque enquête dans *Informations rapides,* série A;

— Trognon (A.). — « La percée de la télé-couleur », *Économie et statistique,* n° 110, avril 1979;

— Trognon (A.). — « Bocaux hier, congélateur aujourd'hui », *Économie et statistique,* n° 116, novembre 1979;

— Glaude (M.). — « Réalisation des intentions d'achats », *Économie et statistique,* n° 129, janvier 1981;

— Valdelièvre (H.). — « L'équipement des ménages en biens durables au début de 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 104, octobre 1983;

— Valdelièvre (H.). — « Les principaux biens d'équipements du logement fin 1983 », *Premiers résultats,* n° 20, juin 1984;

— Verger (D.). — « De la cuisine à la lingerie : équipement ménager et activités domestiques », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;

— Roy (C.) et Verger (D.). — « Le point sur la télévision », *Économie et statistique,* n° 143, avril 1982;

— Verger (D.). — « Durée de vie des équipements ménagers », *Enjeux,* n° 25, 1982;

— Verger (D.). — « Les disparités d'équipement des ménages en biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Archives et documents,* n° 57, octobre 1982;

— Vadrot (F.). — « Du temps libre aux biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Dimension économique de la Bourgogne,* n° 27, 1982;

— Verger (D.). — « Le fusil de chasse : une affaire d'homme et de rural », *Économie et statistique,* n° 147, septembre 1982;

— Choquet (O.). — « L'équipement du logement », *Données sociales,* édition 1984;

— Verger (D.). — « L'achat d'un logement ne va pas sans achats d'équipements », *Économie et statistique,* n° 161, décembre 1983;

— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1984 », *Premiers résultats,* n° 43, août 1985;

— Verger (D.). — « Avoir des biens mobiliers, une affaire de goûts ou de coûts », *Consommation,* n° 1, 1985;

— Verger (D.). — « Équipement du foyer ou équipement dans le foyer », *Économie et statistique,* n° 168, juillet-août 1984;

— Sarma (D.). — « La cohabitation hors mariage : un mode de vie différent », *Économie et statistique,* n° 179, juillet-août 1985;

— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1985 », *Premiers résultats,* n° 73, octobre 1986;

— Lemel (Y.). — « Les seuils de la ruralité et d'urbanisation en matière de consommation et d'équipement », *Données sociales,* édition 1987;

— Lemel (Y.), Pauc (F.) et Verger (D.). — (Enquête équipement ménager, 1979), « Dossier systématique de segmentation », *Dossier rectangle,* MO-22-453, juin 1987;

— Verger (D.). — « Biens durables, disparité d'équipement », *Données sociales,* édition 1987;

— Christine (M.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1987 », *Premiers résultats,* n° 163, février 1988.

— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « La diffusion du magnétoscope de 1982 à 1988 », *Dossier rectangle,* septembre 1988.

— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « L'équipement des ménages en biens durables : évolution et situation à la mi-1986 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 135, novembre 1988.

— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « Biens durables : la modernisation des foyers », *Premiers résultats,* n° 118, novembre 1988.

— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « Ameublement 88 : des meubles pour la vie », *Premiers résultats,* n° 166, décembre 1988.

— Mormiche (P.) et Bonnaud (C.). — « Habitat 88 : Quelles pièces? Pour quels usages », *Premiers résultats,* n° 162, décembre 1988.

- **Logement :**

Cf. chapitre D.02.

22. Activités quotidiennes.

- **Structure des emplois du temps :**

— Lemel (Y.). — « Les budgets-temps des citadins », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 33, mars 1974;

— Huet (M.-Th.), Lemel (Y.) et Roy (C.). — « Les emplois du temps des citadins ». Résultats provisoires de l'enquête « Emplois du temps 1974-1975 », réédition, *Archives et documents,* n° 59, octobre 1982;

— Roy (C.). — « Les emplois du temps des mères et pères de familles nombreuses », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;

— Chastand (A.). — « Activité professionnelle et domestique des femmes de milieu ouvrier », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;

— Lemel (Y.). — « Activités primaires et secondaires ». Analyse de contenu des dossiers de l'enquête « Emploi du temps 1974-1975 », *Dossier rectangle,* juillet 1983;

— Roy (C.). — « Le temps et les activités quotidiennes », *Données sociales,* édition 1984;

— Roy (C.). — « La journée des citadins », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983;

— Grimler (G.) et Roy (C.). — « Les emplois du temps en France en 1985-1986 », *Premiers résultats,* n° 100, juin 1987.

- **Activités domestiques :**

— Roy (C.). — « Le point sur l'aide ménagère », *Économie et statistique,* n° 124, août 1980;

— Rousse (H.) et Roy (C.). — « Activités ménagères et cycle de vie », *Économie et statistique,* n° 131, mars 1981;

— Chadeau (A.) et Fouquet (A.). — « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Économie et statistique,* n° 136, septembre 1981;

— Roy (C.). — « La garde des enfants le soir », *Dossier rectangle,* août 1982;

— Glaude (M.) et Singly (F. de). — « L'organisation domestique : pouvoir et négociation », *Économie et statistique,* n° 187, avril 1986;

— Chadeau (A.) et Roy (C.). — « La production domestique de repas » *Données sociales,* édition 1987;

— Glaude (M.) et Singly (F. de). — « Les jeux de rôles conjugaux », *Données sociales,* édition 1987;

— Roy (C.). — « 92 minutes de vaisselle... », *Informations sociales,* n° 5, 1987.

- **Loisirs et sociabilité :**

— Qaniquer (P.). — « Évolution de la pratique sportive des Français », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 134, octobre 1988.

— Choquet (O.) et Valdelièvre (H.). — « Les loisirs 20 ans après : davantages de sorties et de télévision », *Premiers résultats,* n° 148, octobre 1988.

— Choquet (O.). — « Les sorties : une occasion de contacts », *Économie et statistique,* n° 214, octobre 1988.

- **Vacances :**

Cf. chapitre E.03.

Chapitre D.02

Logement

1. Les enquêtes Logement

2. Définitions générales

3. Définitions particulières aux enquêtes Logement

Les tableaux présentés dans ce chapitre sont issus des *enquêtes Logement*. Les données les plus récentes proviennent de l'exploitation de l'enquête Logement 1984 (1).

1. Les enquêtes Logement

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978. Une huitième enquête a été effectuée en 1984.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été réalisées par interview, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

La taille de l'échantillon était en 1973 de 58.000 logements, en 1978 de 31.000 logements et, en 1984, de 38.000 logements. En 1984, l'échantillon des régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage.

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

2. Définitions générales

Les définitions des concepts les plus importants sont données ci-après. Elles sont communes aux recensements et aux enquêtes Logement. En ce qui concerne les « ménages ordinaires » et la « personne de référence », les définitions sont explicitées au chapitre *B.01, État de la population.*

21. Logements d'habitation

Tout local séparé indépendant et fixe utilisé pour l'habitation constitue un logement d'habitation. Si ces logements sont occupés de manière permanente, ce sont des résidences principales; sinon, ce sont des résidences secondaires ou des logements vacants.

22. Résidences principales

Elles comprennent les logements ordinaires conçus pour l'habitation dans des conditions normales mais aussi les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans un hôtel ou une pension de famille, occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année ou qui n'ont pas d'autre résidence, les constructions provisoires à usage d'habitation et les habitations de fortune.

1. L'aspect production et financement du logement est abordé dans le chapitre « K.11, Bâtiment, travaux publics ».

23. Résidences secondaires

Ce sont des logements qui ne sont occupés qu'une faible partie de l'année; les logements de vacances, en particulier les maisons et logements meublés loués pour des séjours touristiques, sont également recensés comme résidences secondaires.

24. Logements vacants

Ce sont des logements sans occupant à l'époque de l'enquête et qui ne sont pas utilisés comme résidences secondaires.

25. Nombre de pièces du logement

Les *pièces d'habitation* comprennent : les chambres à coucher, salles à manger, salles de séjour, salons, studios, etc., quelle que soit leur surface, ainsi que les chambres de service (ou autres pièces annexes) non cédées à des tiers. Dans l'enquête logement, les pièces partagées par une cloison provisoire ou une amorce de cloison comptent pour deux.

Elles ne comprennent pas : les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, WC, buanderies, offices, etc., ni les pièces réservées à un usage uniquement professionnel.

La *cuisine* est comptée comme pièce d'habitation lorsqu'elle a plus de 12 m^2; lorsqu'un logement est constitué d'une seule pièce dans laquelle se trouvent des installations pour faire la cuisine, on compte cette pièce, que sa surface soit supérieure à 12 m^2 ou non. Il n'y a pas de logement de « zéro pièce ».

26. Indice de peuplement
(tableau 6)

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

• *On compte :*

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;
— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;
— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;
— 1 pièce pour l'ensemble des domestiques et des salariés logés;
— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;
— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;
— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

3. Définitions particulières aux enquêtes logement

31. Statut d'occupation

311. Propriétaires

• *Propriétaire accédant à la propriété :*

Est considéré comme accédant à la propriété tout ménage ayant effectué, au cours de l'année précédant l'enquête, au moins un versement pour le remboursement (ou le paiement des intérêts) d'un (ou plusieurs) prêt(s) contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement qu'il occupe, et qui ne soi(en)t pas prêt(s)-relais.

• *Accédant « PAP » :*

Le ménage rembourse un « prêt aidé à l'accession à la propriété ».

• *Accédant « PC » :*

Le ménage rembourse un « prêt conventionné ».

• *Accédant « HLMA » :*

Le ménage rembourse un prêt « HLM accession » d'un organisme HLM (office public d'HLM, société anonyme d'HLM, société coopérative d'HLM, société de crédit immobilier).

• *Accédant aidé par le Crédit foncier ou PIC :*

Pour l'achat de son logement, le ménage rembourse un prêt du Crédit foncier (prêt spécial immédiat ou prêt spécial différé), un prêt immobilier conventionné ou a obtenu une prime à la construction; celle-ci peut soit être perçue par le ménage, soit venir en déduction d'échéances de remboursement, soit prendre la forme de bonification d'intérêt.

• *Autre accédant d'un logement de deuxième main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de PAP, de PC, de HLMA, de PIC ni d'aide du Crédit foncier. Il n'est pas le premier propriétaire de son logement.

• *Autre accédant d'un logement de première main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de PAP, de PC, de HLMA, de PIC ni d'aide du Crédit foncier. Il est le premier propriétaire de son logement.

312. Locataires-fermiers-métayers logés gratuitement

Sont classés dans la catégorie *locataires,* les ménages qui paient un loyer, y compris ceux qui sont logés à titre onéreux par l'employeur (convention contraire à celle retenue pour le recensement).

On distingue :

— les *locataires d'un local loué vide;*

— les *autres locataires,* qui sont les ménages logés en meublé, hôtel ou garni, ainsi que les sous-locataires.

Sont exclus de la catégorie *locataires* les fermiers, les métayers et les ménages logés à titre gracieux.

En matière de local loué vide, on distingue notamment :

• *Les HLM :*

Le loyer relève de la législation HLM : le propriétaire ou le gérant est un organisme HLM. Les HLM conventionnées sont des logements construits ou acquis et améliorés à l'aide d'un PLA (prêt locatif aidé) ou des HLM existantes dont le propriétaire a signé avec l'État une convention, généralement assortie de travaux d'amélioration.

• *Les logements soumis à la loi de 1948 :*

La loi du 1er septembre 1948 réglemente les loyers des logements achevés avant sa promulgation. Le loyer peut être fixé d'après la « surface corrigée » (surface réelle modifiée pour tenir compte de la qualité du logement) ou selon le système « forfaitaire » qui prend pour base de calcul le loyer payé effectivement le 1er juillet 1948.

32. Charges financières
(tableaux 8A et 8B)

321. Charge financière brute

C'est le montant annuel des dépenses de loyer (charges locatives exclues) ou de remboursement(s) d'emprunt(s) [capital et intérêt(s)] contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement occupé par le ménage accédant à la propriété.

322. Charge financière nette

Elle est définie comme la charge financière brute déduction faite du montant de l'allocation de logement ou de l'aide personnalisée au logement éventuellement perçue.

323. Charge financière par mètre carré

La charge financière (brute ou nette) par mètre carré est obtenue en divisant la charge financière (brute ou nette) par la surface habitable du logement. Celle-ci se définit comme la surface des pièces d'habitation : les pièces professionnelles en sont exclues et les pièces indépendantes (chambre de service ou autre) sont comprises en 1984; elles ne l'étaient pas en 1978 car leur surface n'était pas connue.

⁂

TABLEAU D.02-1

Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune

Source : INSEE (enquêtes logement de 1973, 1978 et 1984)

Catégorie de commune	Communes rurales		Unités urbaines moins de 100.000		Unités urbaines plus de 100.000		Agglomération parisienne		France entière	
	(millier)	%	(millier)	%	(millier)	%	(millier)	%	(millier)	%
Résidences principales :										
1973	4.682	74,5	4.902	85,7	4.379	90,3	3.161	91,1	17.124	84,3
1978	4.735	72,6	5.241	85,3	5.276	90,1	3.389	91,2	18.641	83,8
1984	5.008	71,2	5.771	83,3	5.711	89,9	3.603	91,6	20.093	82,9
Logements vacants :										
1973	635	10,1	432	7,6	325	6,7	214	6,2	1.606	7,9
1978	663	10,2	451	7,3	395	6,7	242	6,5	1.751	7,9
1984	681	9,7	534	7,7	410	6,4	243	6,2	1.868	7,7
Résidences secondaires :										
1973	968	15,4	383	6,7	146	3,0	95	2,7	1.592	7,8
1978	1.120	17,2	452	7,4	188	3,2	84	2,3	1.844	8,3
1984	1.342	19,1	627	9,0	233	3,7	86	2,2	2.288	9,4
Tous logements :										
1973	6.285	100,0	5.717	100,0	4.850	100,0	3.470	100,0	20.322	100,0
1978	6.518	100,0	6.144	100,0	5.859	100,0	3.715	100,0	22.236	100,0
1984	7.031	100,0	6.932	100,0	6.354	100,0	3.932	100,0	24.249	100,0

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation, par catégorie de commune

Source : INSEE (enquêtes logement de 1973, 1978 et 1984)

Unité : Millier

Catégorie de commune	Propriétaires			Locataires d'un local loué vide			Autres statuts d'occupation			Ensemble		
	1973	1978	1984	1973	1978	1984	1973	1978	1984	1973	1978	1984
Communes rurales hors ZPIU (1)	2.143	1.816	1.423	531	439	249	610	486	367	3.284	2.741	2.039
%	*65,2*	*66,3*	*69,8*	*16,2*	*16,0*	*12,2*	*18,6*	*17,7*	*18,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Communes rurales en ZPIU (1)	880	1.338	2.143	294	366	491	224	290	335	1.398	1.994	2.969
%	*63,0*	*67,1*	*72,2*	*21,0*	*18,3*	*16,5*	*16,0*	*14,6*	*11,3*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	2.139	2.376	2.944	2.163	2.329	2.341	600	537	486	4.902	5.242	5.771
%	*43,6*	*45,3*	*51,0*	*44,1*	*44,4*	*40,6*	*12,3*	*10,3*	*8,4*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	1.579	2.018	2.435	2.255	2.667	2.735	545	591	541	4.379	5.276	5.711
%	*36,1*	*38,2*	*42,6*	*51,5*	*50,6*	*47,9*	*12,4*	*11,2*	*9,5*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Agglomération parisienne sauf Paris	798	869	1.061	1.100	1.192	1.212	191	206	194	2.089	2.267	2.467
%	*38,2*	*38,3*	*43,0*	*52,7*	*52,6*	*49,1*	*9,1*	*9,1*	*7,9*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Paris	259	278	274	619	659	695	194	184	167	1.072	1.121	1.136
%	*24,1*	*24,8*	*24,1*	*57,7*	*58,8*	*61,2*	*18,2*	*16,4*	*14,7*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
France entière	**7.798**	**8.695**	**10.280**	**6.962**	**7.652**	**7.723**	**2.364**	**2.294**	**2.090**	**17.124**	**18.641**	**20.093**
%	*45,5*	*46,6*	*51,2*	*40,7*	*41,1*	*38,4*	*13,8*	*12,3*	*10,4*	*100,0*	*100,0*	*100,0*

(1) ZPIU : Zone de peuplement industriel ou urbain.

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984)

Unité : Millier

Confort	Toutes résidences principales				Dont : parc achevé avant 1949			
	1978		1984		1978		1984	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sans eau	242	1,3	81	0,4	239	2,5	78	0,9
Eau seulement	2.908	15,6	1.498	7,5	2.791	29,2	1.425	16,3
Eau, W.-C., sans installations sanitaires	1.118	6,0	873	4,3	1.013	10,6	761	8,7
Eau, installations sanitaires, sans W.-C.	746	4,0	560	2,8	698	7,3	516	5,9
Eau, installations sanitaires, W.-C., sans chauffage central	3.113	16,7	3.085	15,3	2.122	22,2	2.156	24,7
Eau, installations sanitaires, W.-C., avec chauffage central	10.514	56,4	13.996	69,7	2.695	28,2	3.800	43,5
Ensemble	**18.641**	**100,0**	**20.093**	**100,0**	**9.558**	**100,0**	**8.736**	**100,0**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le mode de chauffage

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984)

Unité : Millier

Mode de chauffage	Toutes résidences principales				Dont : parc achevé avant 1949			
	1978	%	1984	%	1978	%	1984	%
Pas d'appareil de chauffage	145	0,8	59	0,3	118	1,3	44	0,5
Chauffage central urbain	559	3,0	462	2,3	32	0,3	47	0,5
Chauffage électrique intégré	543	2,9	2.060	10,3	65	0,7	461	5,3
Chauffage central collectif	4.036	21,7	4.277	21,3	671	7,0	637	7,3
Chauffage central individuel	6.095	32,7	7.869	39,2	2.563	26,8	3.230	37,0
Cuisinière chauffante	3.436	18,4	2.164	10,8	3.058	32,0	1.897	21,7
Appareils indépendants de chauffage seulement	3.827	20,5	3.201	15,8	3.051	31,9	2.420	27,7
Ensemble	**18.641**	**100,0**	**20.093**	**100,0**	**9.558**	**100,0**	**8.736**	**100,0**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales, nombre moyen de pièces et surface habitable moyenne, selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (enquête logement de 1984)

Année d'achèvement	Individuel			Collectif			Ensemble		
	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)
Avant 1871	1.853	4,2	94	732	2,9	61	2.585	3,8	84
De 1871 à 1914	1.956	4,3	93	1.277	2,7	58	3.233	3,7	79
De 1915 à 1948	1.748	4,2	88	1.170	2,7	57	2.918	3,6	75
De 1949 à 1961	1.066	4,4	91	1.261	3,3	66	2.327	3,8	77
De 1962 à 1967	674	4,5	97	1.450	3,3	68	2.124	3,7	77
De 1968 à 1974	1.429	4,7	103	1.930	3,2	70	3.359	3,8	84
De 1975 à 1981	1.725	4,8	107	1.062	3,1	71	2.787	4,1	93
1982 ou après	557	4,7	106	203	3,1	71	760	4,2	97
Ensemble	**11.008**	**4,4**	**96**	**9.085**	**3,1**	**65**	**20.093**	**3,8**	**82**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (enquête logement de 1984) — *Unité :* Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble
Sous-peuplement très accentué	496	1.196	404	385	127	49	2.657
Sous-peuplement prononcé	691	1.512	662	620	211	68	3.764
Sous-peuplement modéré	1.235	1.699	1.279	1.092	418	153	5.876
Peuplement normal	1.489	1.065	1.043	952	480	205	5.234
Surpeuplement modéré	953	335	274	262	212	173	2.209
Surpeuplement accentué	0	52	59	60	56	126	353
Ensemble	**4.864**	**5.859**	**3.721**	**3.371**	**1.504**	**774**	**20.093**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence selon le statut d'occupation

Source : INSEE (enquête logement de 1984) — *Unité :* Millier

Catégorie socioprofessionnelle	Propriétaires non accédants	Accédants à la propriété	Locataires HLM	Autres locataires d'un logement loué vide	Autres statuts d'occupation	Ensemble
Agriculteurs exploitants	370	151	1	29	154	705
%	*52,5*	*21,5*	*0,1*	*4,1*	*21,8*	*100,0*
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	360	413	55	299	61	1.188
%	*30,3*	*34,7*	*4,6*	*25,2*	*5,2*	*100,0*
Cadres, professions intellectuelles supérieures	244	717	92	525	134	1.712
%	*14,2*	*41,9*	*5,4*	*30,7*	*7,8*	*100,0*
Professions intermédiaires	288	1.181	286	743	238	2.736
%	*10,5*	*43,2*	*10,5*	*27,1*	*8,7*	*100,0*
Employés	253	497	522	655	282	2.209
%	*11,5*	*22,5*	*23,6*	*29,7*	*12,7*	*100,0*
Ouvriers	550	1.400	1.158	1.251	369	4.728
%	*11,6*	*29,6*	*24,5*	*26,5*	*7,8*	*100,0*
Retraités	2.891	480	556	982	592	5.501
%	*52,5*	*8,7*	*10,1*	*17,9*	*10,8*	*100,0*
Autres personnes sans activité professionnelle	420	64	229	341	260	1.314
%	*32,0*	*4,9*	*17,4*	*26,0*	*19,7*	*100,0*
Ensemble	**5.376**	**4.903**	**2.899**	**4.825**	**2.090**	**20.093**
%	*26,7*	*24,4*	*14,4*	*24,0*	*10,4*	*100,0*

TABLEAU D.02-8 A

Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur du logement

Accédants à la propriété

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984) — *Unité :* Francs courants

Charge financière	Accédants PAP (1)	Accédants PC (1)	Accédants HLMA (1)	Accédants Crédit foncier ou PIC (1)	Autres accédants de 2e main	Autres accédants de 1re main	Ensemble des accédants
Brute, par an :							
1978	—	—	8.106	8.746	10.446	12.831	9.835
1984	31.065	34.914	10.672	12.993	22.943	19.721	21.944
Brute, par an et par m² :							
1978	—	—	86	91	107	123	101
1984	302	326	109	130	226	180	213
Nette, par an :							
1978	—	—	7.421	8.362	10.175	12.614	9.459
1984	26.183	32.137	10.052	12.687	22.555	19.349	20.491
Nette, par an et par m² :							
1978	—	—	79	87	104	121	97
1984	255	300	103	127	222	177	199
dont emménagés récents :							
Brute, par an :							
1978	—	—	12.757	14.439	15.569	17.439	15.023
1984	34.409	39.220	—	—	34.717	31.086	34.901
Brute, par an et par m² :							
1978	—	—	132	149	153	162	150
1984	335	375	—	—	347	275	337
Nette, par an :							
1978	—	—	11.799	13.838	15.252	17.172	14.499
1984	27.837	35.751	—	—	34.348	30.433	31.522
Nette, par an et par m² :							
1978	—	—	122	143	150	160	145
1984	271	342	—	—	344	269	305

(1) Voir définition au § 311.

TABLEAU D.02-8 B

Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur du logement

Locataires d'un logement loué vide

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984) — *Unité :* Francs courants

Charge financière	Locataires HLM conventionnée	Locataires HLM non conventionnée	Locataires Loi de 1948	Locataires libre avant 1949	Locataires libre après 1948	Ensemble des locataires d'un logement loué vide
Brute, par an :						
1978	—	4.231	4.025	4.875	7.909	5.319
1984	11.824	8.893	9.405	11.706	16.582	12.036
Brute, par an et par m² :						
1978	—	62	73	78	114	82
1984	164	128	152	181	243	179
Nette, par an :						
1978	—	3.418	3.688	4.434	7.226	4.708
1984	7.344	6.498	8.389	10.212	14.833	9.973
Nette, par an et par m² :						
1978	—	50	67	71	104	73
1984	102	94	136	158	217	150
dont emménagés récents :						
Brute, par an :						
1978	—	4.449	5.191	5.950	8.636	6.291
1984	13.415	8.944	11.683	13.358	17.564	13.646
Brute, par an et par m² :						
1978	—	66	93	99	129	97
1984	184	129	186	212	260	203
Nette, par an :						
1978	—	3.478	4.660	5.419	7.929	5.560
1984	7.344	6.409	10.017	11.769	15.681	11.273
Nette, par an et par m² :						
1978	—	52	83	90	118	86
1984	102	93	160	187	232	168

TABLEAU D.02-9

Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1974 et 1982)

Département		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)					
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur (3)	Source d'énergie utilisée principalement		Logements occupés par leurs propriétaires
						Pétrole (4)	Gaz butane (5)	
Guadeloupe								
1974	Nombre	76.752	24.405	42.108	26.684	18.085	45.754	49.589
	%	///	33,2	57,1	36,4	24,8	62,7	66,9
1982	Nombre	85.629	58.372	66.136	47.371	●	69.146	54.040
	%	///	69,5	80,6	57,7	●	84,3	65,9
Guyane								
1974	Nombre	15.647	7.386	11.237	7.446	632	11.223	5.933
	%	///	51,0	76,5	51,7	4,5	79,6	40,7
1982	Nombre	21.063	14.268	16.925	12.457	●	17.114	7.160
	%	///	68,8	83,3	61,2	●	82,5	34,5
Martinique								
1974	Nombre	76.135	30.545	34.501	28.083	22.984	39.056	45.381
	%	///	43,6	48,7	40,3	33,0	56,1	64,1
1982	Nombre	85.265	66.256	61.682	53.322	●	69.444	51.752
	%	///	78,6	73,2	63,3	●	82,4	61,4
Réunion								
1974	Nombre	103.962	33.719	48.570	33.534	23.718	37.050	59.955
	%	///	34,1	49,0	34,0	24,3	37,9	60,7
1982	Nombre	120.861	84.852	98.607	60.891	●	88.109	65.931
	%	///	70,6	82,1	50,7	●	73,3	54,9
Saint-Pierre-et-Miquelon								
1982	Nombre	1.760	1.754	1.757	1.746	●	1.280	1.360
	%	///	99,8	100,0	99,7	●	72,7	77,4

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté de tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) Réseau général, plus groupes électrogènes collectifs ou privés. — (3) En 1982, il s'agit des seuls W.-C. avec chasse d'eau. — (4) Information absente au recensement de 1982. — (5) En 1982, la question posée était : « Y a-t-il le gaz dans le logement ? »

TABLEAU D.02-10

Conditions de logement des ménages ordinaires des territoires d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1976-1977 et 1983)

		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)			
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur	Logements occupés par leurs propriétaires
Nouvelle-Calédonie						
1976	nombre ...	30.541	22.075	22.382	20.101	14.852
	%	///	72,3	73,3	65,8	48,6
1983	nombre ...	35.107	26.572	28.230	23.987	18.612
	%	///	75,7	80,4	68,3	53,0
Polynésie française						
1977	nombre ...	25.589	20.384	19.118	17.011	16.154
	%	///	79,7	74,7	66,5	63,1
1983	nombre ...	32.140	27.564	28.133	24.250	21.721
	%	///	85,8	87,5	75,4	67,6

		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)			
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur	Logements occupés par leurs propriétaires
Mayotte (Collectivité territoriale)						
1978	nombre ...	10.053	(3) 768	347	395	8.852
	%	///	7,6	3,5	3,9	88,1
1985	nombre ...	13.142	(3) 2.813	1.489	575	11.382
	%	///	21,4	11,3	4,4	86,6
Wallis et Futuna						
1976	nombre ...	1.265	73	262	59	1.194
	%	///	5,8	20,7	4,7	94,4
1983	nombre ...	1.876	752	744	173	1.780
	%	///	40,1	39,7	9,2	94,9

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté d'un tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) Réseau général, plus groupes électrogènes collectifs ou privés. — (3) Prise d'eau dans la case ou l'enclos.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ouvrages :

— Les conditions de logement des ménages en 1978. *Les Collections de l'INSEE,* volume M 85;

— Les conditions de logement des ménages en 1984. *Les Collections de l'INSEE,* volume M 133;

— Les conditions de logement fin 1984 (Premiers résultats n° 70, août 1986);

— Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/4 du RP 82);

— Volume « Logements-Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 82);

— Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 82);

— Projection du nombre de ménages 1975-2000. — *Les Collections de l'INSEE,* volume D 64;

— Les mutations annuelles du parc de logements 1975-1980. — *Archives et Documents,* n° 40;

— Mobilité résidentielle de 1973 à 1978. — *Archives et Documents,* n° 95;

— Le patrimoine de logements en 1978. — *Archives et Documents,* n° 154.

— Pour comparer les enquêtes logement de 1978 et de 1984. — *Archives et Documents,* n° 256.

Articles parus dans la revue « Économie et statistique » (INSEE) :

— Mars 1973, n° 43. — Fin 1970, 1/5 des logements loués relèvent de la loi de 1948 (P. Durif);

— Juillet-août 1973, n° 47. — Souhaite-t-on être propriétaire ou locataire de son logement ? (L. Stavridis);

— Avril 1974, n° 55. — Conditions de logement au centre des agglomérations (M. E. Hans);

— Mai 1974, n° 56. — Vie et mort des logements entre 1967 et 1970 (N. Seligmann);

— Décembre 1974, n° 62. — Le logement dans la région parisienne (enquête Logement 1973, P. Baudry);

— Février 1975, n° 64. — Le parc de logements et son évolution depuis dix ans (N. Seligmann);

— Mars 1975, n° 65. — Les loyers en novembre 1973 (P. Durif);

— Avril 1975, n° 66. — L'accession à la propriété dans les pays de la Loire (Lemaitre);

— Décembre 1975, n° 73. — Les locataires des HLM en 1973 (P. Durif et O. Marchand);

— Janvier 1976, n° 74. — Les Français voient-ils objectivement leur logement ? (P. Durif);

— Juillet-août 1976, n° 80. — Recensement de 1975, détente du marché du logement ? (P. A. Audirac);

— Décembre 1976, n° 84. — Logement, qualité d'abord (G. Lattès);

— Avril 1977, n° 88. — Les nouveaux propriétaires (O. Marchand);

— Juin 1977, n° 90. — Le patrimoine en logements des Français en 1973 (O. Marchand);

— Septembre 1977, n° 92. — Recensement de 1975, 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements (P. A. Audirac);

— Décembre 1978, n° 106. — Le nombre de ménages d'ici à l'an 2000 (P. A. Audirac);

— Janvier 1979, n° 107. — Les logements vacants ne sont pas tous disponibles (F. Fabre et C. Nicol);

— Décembre 1980, n° 128. — Les locataires et leur logement (F. Fabre);

— Décembre 1980, n° 128. — Les habitations à loyer modéré avant la réforme de 1978 (J. M. Rempp);

— Mai 1981, n° 133. — Qui a déménagé entre 1973 et 1978, et pourquoi ? (F. Fabre et C. Taffin);

— Février 1982, n° 141. — Le patrimoine de logements en 1978 (C. Taffin);

— Mai 1983, n° 155. — 1975-1982, croissance ralentie, mais soutenue, du parc de logements (P. A. Audirac);

— Novembre 1983, n° 160. — L'endettement grève de 10 % le patrimoine en logement des ménages (C. Taffin);

— Mars 1985, n° 175. — Accession à la propriété et « rurbanisation » (C. Taffin);

— Septembre 1987, n° 202. — L'accession à tout prix (C. Taffin), les charges de copropriétés (R. Pohl), le parc locatif et ses occupants (R. Pohl), loyers et charges locatives : près de 14 % du revenu (R. Pohl), la valeur du parc de logements : près de 8 000 milliards de francs (C. Taffin);

— Janvier 1988 n° 206. — Le logement de 1978 à 1984 : toujours plus grand et toujours mieux (M. Eenschooten), les HLM : une vocation sociale qui s'accentue (G. Curci).

Chapitre D.03

Santé
Aide sociale

1. État de la santé
2. Systèmes de soins
3. Dépense nationale courante de santé
4. Aide sociale

1. État de la santé
(tableaux 1 à 4)

Les statistiques concernant l'état sanitaire de la population sont limitées aux données fondamentales systématiquement connues et suffisamment générales (1).

11. Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois
(tableau 1)

Ces résultats sont extraits de l'*État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale.* L'article L. 324-1 du Code de la sécurité sociale précise qu'en cas de maladie de longue durée, ou en cas d'interruption de travail, ou en cas de soins de durée supérieure à six mois, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale.

1. D'autres résultats utiles plus particuliers sont fournis dans les publications du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI) et de l'INSERM (cf., en fin de chapitre, *Sources de documentation).*

Cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes *fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).*

12. Maladies professionnelles

L'information statistique relative aux maladies professionnelles est présentée au chapitre C.02 « Conditions de travail et relations professionnelles ».

13. Causes de décès
(tableaux 2 et 3)

La statistique des causes de décès (2) résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès (3). La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) est en diminution : de l'ordre de 6 % en 1986; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent environ 2 % (4).

Malgré ces motifs d'imprécision, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le tableau 2 (tous âges) est complété par le tableau 3 qui fait connaître les principales causes de mortalité infantile [enfants âgés de moins de 1 an] (5).

Pour les tableaux des causes de décès, une nouvelle nomenclature (classification internationale des maladies, 9e révision) a été prise en compte à compter des données de l'année 1979.

14. Cas de SIDA
(tableau 4)

La direction générale de la Santé a mis en place depuis mars 1982 un réseau de surveillance des cas de SIDA selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé. Seuls les cas avérés excluant les formes cliniques mineures ou symptomatiques de l'infection par le virus VIH (virus de l'immuno-déficience humaine) doivent être déclarés.

Les nouveaux cas déclarés sont répartis par année de diagnostic.

2. Systèmes de soins

21. Professions sanitaires et sociales
(tableaux 5 à 8)

Dans le cadre des travaux de démographie médicale réalisés par le ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, paraît chaque année une statistique des professions sanitaires et tous les deux ans une statistique des professions sociales.

Elle est dressée grâce aux informations recueillies à partir du système d'informations « Adeli » (géré par les directions régionales et départementales des Affaires sanitaires et sociales) et aux informations disponibles par secteur d'activité (hôpitaux publics, privés, psychiatriques...).

Les professions recensées sont les professions médicales et pharmaceutiques, les auxiliaires médicaux, les assistant(e)s de service social, les professions sociales éducatives ou spécialisées notamment dans le cas des enfants et des adultes handicapés ou en difficultés.

La répartition des effectifs à cette date, ainsi que leur rapport à la population totale figurent dans le tableau 5.

Les tableaux 6 indiquent les effectifs de personnel hospitalier ventilés en personnel médical et non médical pour les établissements d'hospitalisation publics et privés.

22. Équipement et mouvement hospitalier
(tableaux 9 à 11)

Les établissements sanitaires et sociaux présentés dans le tableau 9 regroupent :

— les établissements d'hospitalisation publics, privés et psychiatriques;
— les établissements concernant les personnes âgées;
— les établissements concernant l'accueil des jeunes enfants;
— les établissements pour handicapés;
— les centres de transfusion sanguine.

Le nombre d'établissements et le nombre de lits ou places offerts constituent, de façon presque exhaustive, la capacité d'accueil sanitaire et social de la France.

3. Dépense nationale courante de santé
(tableaux 12 et 13)

Les comptes de la Santé décrivent à l'échelon national l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Les comptes fournissent d'autre part une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées dans ces domaines par les particuliers, par le système de protection sociale et les collectivités publiques et privées.

Le modèle d'évaluation utilisé pour l'élaboration des comptes a fait l'objet, depuis 1984, d'une mise à jour importante en raison notamment des modifications techniques et institutionnelles intervenues dans le secteur de la santé. L'élaboration de la nouvelle base des comptes de la Santé a débouché sur des séries entièrement revues,

---

2. Les données démographiques sur la mortalité figurent dans le chapitre B.02 du présent annuaire.
3. Des statistiques provisoires mensuelles sommaires sont diffusées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ainsi que, sous une forme abrégée, dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE. Les statistiques définitives détaillées sont publiées par l'INSERM : *Causes médicales de décès,* un volume annuel (avant 1968, voir les volumes de l'INSEE : *Statistique des causes de décès*).
4. Proportions évaluées pour les résultats définitifs. Il importe de noter que la nomenclature internationale nosologique est appliquée dans toute sa rigueur, sans procéder à des interprétations probables des causes de décès insuffisamment définies et des diagnostics simplement symptomatiques.
5. Les diverses composantes de la mortalité infantile sont présentées au chapitre B.02 « Mouvement naturel ».

l'agrégat de base retenu étant la consommation médicale totale.

La dépense courante de santé regroupe l'ensemble des paiements et versements intervenus durant une année au titre de la santé (dépenses en capital exclues). Elle se décompose en quatre grands sous-ensembles :

— la dépense pour les malades au sein de laquelle on distingue :
  — la dépense de soins et de biens médicaux,
  — l'aide aux malades,
  — les subventions au système de soins;
— la dépense de prévention;
— la dépense en faveur du système de soins (enseignement et recherche médicale);
— les dépenses de gestion générale de la santé.

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés (courts, moyens, longs séjours, psychiatrie);
— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures médicales);
— le transport des malades;
— les médicaments;
— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);
— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (toxicomanie, alcoolisme...).

4. Aide sociale
(tableaux 14 et 15)

Les principaux régimes d'aide sociale légale (6) comprennent :

— *l'aide médicale,* complétée par *l'aide aux tuberculeux* et *l'aide aux malades mentaux*; cette aide comporte principalement la prise en charge des frais d'hospitalisation ou de « soins de ville » que ne peuvent supporter en totalité ou en partie les malades privés de ressources suffisantes (couverts ou non par la sécurité sociale) ainsi que le paiement des cotisations d'assurance maladie de certaines personnes qui ne bénéficient pas de la Sécurité sociale à un autre titre;

— *l'aide aux personnes handicapées;* jusqu'à la loi d'orientation dont les premiers effets se sont fait sentir en 1977, elle consistait essentiellement dans le versement d'allocations aux parents d'enfants handicapés ou aux handicapés eux-mêmes, elle prenait également en charge l'hébergement des handicapés adultes en établissement spécialisé et le placement en milieu de travail protégé. Depuis la nouvelle loi, les caisses d'allocations familiales versent l'ensemble des allocations pour enfants et les allocations de base des adultes;

— *l'aide sociale aux personnes âgées* (de 65 ans au moins) dépourvues de ressources suffisantes, qui fournit une aide financière à domicile ou le placement dans un établissement ou une famille;

— *l'aide sociale à l'enfance* assure la prise en charge physique d'enfants : pupilles, « enfants en garde » (mineurs confiés au service par l'autorité judiciaire), enfants « recueillis temporairement » (mineurs qui ne peuvent provisoirement être maintenus dans leur cadre de vie habituel). Elle fournit également des aides à domicile : versement d'une aide financière, intervention d'un service d'action éducative...

La loi du 22 juillet 1983 (complétée par la loi particulière de décentralisation en matière d'aide sociale du 6 janvier 1986), est entrée en vigueur le 1er janvier 1984. Elle met fin au financement conjoint des collectivités publiques et transfère l'essentiel des dépenses d'aide sociale aux départements. En compensation des transferts de compétence, de nouvelles ressources leur ont été transférées. Certaines aides restent, cependant, à la charge de l'État, par exemple :

— pour l'aide médicale : la prise en charge des cotisations jusqu'en 1986;
— pour l'aide sociale aux personnes âgées : l'allocation simple;
— pour l'aide sociale aux personnes handicapées : les frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail;
— pour l'aide sociale aux personnes inadaptées : l'ensemble des prestations.

41. Bénéficiaires

Depuis l'année 1984, date de prise en compte de la nouvelle répartition des compétences en matière d'aide sociale, le tableau distingue les bénéficiaires des prestations selon que celles-ci relèvent du département ou de l'État.

Pour certaines formes d'aide, la sommation du nombre de bénéficiaires n'a aucune signification; un individu peut, en effet, bénéficier de plusieurs aides à la fois. Cette remarque concerne l'aide médicale, l'aide sociale aux personnes âgées et l'aide sociale aux personnes handicapées.

42. Dépenses

Définitions : les *dépenses brutes* correspondent aux sommes avancées par le département sans déduction d'éventuelles recettes (elles sont inscrites au compte administratif en dépenses directes ou indirectes). Les *dépenses nettes* correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes (récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions, sécurité sociale et organismes mutualistes, etc.).

La nouvelle présentation des données permet de mettre en parallèle les bénéficiaires et les dépenses d'aide sociale.

---

6. Décrets : 29 novembre 1953 (législation sur l'aide sociale); 2 septembre 1954 (aide sociale aux personnes âgées et infirmes); 15 novembre 1954 (aide sociale); 30 novembre 1954 (aide médicale).

⁂

TABLEAU D.03-1

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois *

Nouveaux cas annuels (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1981	1982	(4) 1983	1984	1985	1986
010-012	Tuberculose de l'appareil respiratoire	11.538	10.460	9.800	8.613	8.530	7.240
013-018, 137	Autres formes de tuberculose et séquelles	3.022	2.659	2.423	2.266	2.203	1.729
013	soit : *Méningée*	*145*	...	*103*	*105*	*100*	*60*
014	*Intestinale*	*232*	...	*140*	*139*	*128*	*124*
015	*Ostéo-articulaire*	*394*	...	*323*	*315*	*301*	*227*
016	*Génito-urinaire*	*747*	...	*648*	*532*	*521*	*413*
017, 018	*Autres ou à foyers multiples*	*1.143*	...	*1.035*	*1.014*	*960*	*768*
137	*Séquelles*	*361*	...	*174*	*161*	*193*	*137*
062-064	Encéphalites virales	90	42	19	13	6	5
070	Hépatite infectieuse	631	525	584	649	762	708
090-097	Syphilis et séquelles	168	116	104	108	73	97
045-138	Poliomyélite et séquelles	1.184	1.075	999	973	1.056	827
135	Sarcoïdose	1.195	1.069	1.136	1.114	1.177	1.076
001-139, n. c. les n[os] précédents	Autres maladies infectieuses et parasitaires	2.320	1.311	1.671	1.574	1.613	1.404
140-208	Tumeurs malignes	94.374	92.103	93.982	93.428	100.353	94.423
140-149	soit : *Cavité buccale et pharynx*	*7.859*	*7.757*	*7.565*	*7.667*	*7.902*	*7.375*
150-159	*Appareil digestif et péritoine*	*19.686*	*19.156*	*19.387*	*18.390*	*19.657*	*18.120*
160-163, 165	*Appareil respiratoire*	*12.364*	*12.209*	*12.265*	*12.063*	*13.127*	*12.343*
174, 175	*Seins*	*15.880*	*15.900*	*16.487*	*16.895*	*18.755*	*17.932*
179-182	*Utérus*	*6.585*	*6.087*	*5.751*	*5.660*	*5.873*	*5.121*
183-189	*Autres localisations génito-urinaires*	*11.286*	*10.856*	*11.454*	*11.740*	*12.515*	*11.965*
191-192	*Cerveau et autres parties du système nerveux*	*2.263*	*2.107*	*2.140*	*1.957*	*2.083*	*2.102*
164, 170-173, 190, 193-199	*Sièges autres ou non spécifiés*	*11.097*	*10.883*	*11.303*	*11.469*	*12.125*	*11.310*
200-208	*Leucémie, tumeurs, tissus lymphatiques et hémato-poïétiques*	*7.354*	*7.148*	*7.630*	*7.587*	*8.316*	*8.155*
210-239	Tumeurs bénignes ou de nature non précisée	2.154	2.591	2.938	3.054	3.975	3.656
225	soit : *Tumeur bénigne, cerveau et autres parties du système nerveux*	*623*	*712*	*598*	*594*	*686*	*599*
210-224, 226-229	*Tumeurs bénignes, autres localisations*	*1.201*	*1.279*	*1.302*	*1.226*	*1.459*	*1.309*
230-239	*Tumeurs à évolution imprévisible et de nature non précisée* (5)	*330*	*600*	*1.038*	*1.234*	*1.830*	*1.748*
242	Thyréotoxicose	1.559	1.438	1.400	1.365	1.520	1.242
250	Diabète sucré	43.109	37.176	35.313	36.980	39.900	33.665
280-285	Anémies	1.811	1.709	1.544	1.576	1.713	1.514
286-289	Autres maladies du sang et organes hématopoïétiques	1.246	931	1.267	1.221	1.434	1.301
290-319	Troubles mentaux	126.991	121.440	122.932	130.171	141.796	129.356
290-299	soit : *Psychoses*	*24.896*	*24.464*	*29.859*	*30.312*	*34.637*	*32.309*
303	*Alcoolisme (n. c. psychose alcoolique)*	*7.766*	*7.768*	*5.021*	*5.346*	*5.439*	*5.323*
304-305	*Pharmacodépendance et abus de drogue chez personnes non dépendantes*	*543*	*528*	*315*	*342*	*350*	*277*
300-302, 306-316	*Autres troubles mentaux non psychotiques*	*83.057*	*79.206*	*77.431*	*83.102*	*90.553*	*82.172*
317-319	*Arriération mentale*	*10.729*	*9.474*	*10.306*	*11.069*	*10.817*	*9.275*
320-359	Maladies du système nerveux	21.987	21.853	24.784	26.435	29.296	25.711
320-326	soit : *Maladies inflammatoires du système nerveux central*	*726*	*610*	*321*	*313*	*312*	*336*
358-359	*Myopathies*	*1.095*	*1.002*	*1.202*	*1.145*	*1.264*	*1.052*
340	*Sclérose en plaques*	*1.792*	*1.747*	*1.738*	*1.805*	*1.862*	*1.800*
332	*Maladie de Parkinson*	*3.840*	*3.619*	*3.560*	*3.733*	*4.011*	*3.667*
344	*Paraplégies*	*4.076*	*3.333*	*2.213*	*2.476*	*2.400*	*2.094*
345	*Epilepsie*	*3.813*	*3.984*	*4.207*	*4.415*	*5.083*	*4.310*
320-359, n. c. les n[os] précédents	*Autres maladies du système nerveux*	*6.645*	*7.558*	*11.543*	*12.548*	*14.364*	*12.452*
366	Cataracte	729	710	672	689	724	528
360-365, 367-379	Maladies de l'œil	3.106	3.798	2.951	3.067	3.370	2.954

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.03-1 *(suite et fin)*

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois *

Nouveaux cas annuels (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1981	1982	(4) 1983	1984	1985	1986
381-383	Otite moyenne et mastoïdite	484	483	462	437	410	363
380, 384-389	Autres maladies de l'oreille	1.622	1.611	1.852	2.049	2.327	2.250
390-392	Rhumatisme articulaire aigu	739	445	307	314	291	189
393-398	Cardiopathies rhumatismales chroniques	2.394	2.371	2.836	3.009	3.590	3.215
401-405	Maladies hypertensives	28.811	28.899	27.074	31.595	38.997	34.838
410-414	Maladies ischémiques du cœur	52.287	48.217	49.728	51.410	54.043	47.361
430-438	Maladies cérébro-vasculaires (5)	50.733	45.561	40.954	34.293	36.089	29.402
390-459 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil circulatoire	52.187	49.709	48.963	50.212	55.206	48.516
440	dont : *Artériosclérose*	*20.352*	*19.271*	*24.457*	*26.879*	*30.202*	*26.043*
415.1, 451-453	*Embolies et thromboses veineuses*	*3.000*	*3.208*	*3.114*	*3.120*	*3.093*	*2.809*
490-493	Bronchite, emphysème, asthme	21.241	19.868	16.347	16.871	21.726	18.581
500-508	Pneumoconiose et maladies apparentées	94	181	116	108	116	440
460-519 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil respiratoire	7.014	7.412	10.587	11.787	11.580	8.851
531-533	Ulcère de l'estomac et du duodénum	6.341	5.847	5.073	4.990	5.171	3.853
574, 575	Lithiase biliaire et cholécystite	962	770	746	794	731	642
576	Autres maladies des voies biliaires	475	444	610	807	789	667
571	Cirrhoses du foie	4.216	3.427	4.242	4.515	4.708	4.168
570, 572, 573	Autres maladies du foie	646	677	515	514	545	452
550-553, 560	Hernies, occlusion intestinale	938	955	1.086	1.095	1.237	1.066
520-579 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil digestif	6.793	7.004	5.844	6.128	6.666	5.920
580-589	Néphrites, néphroses	3.903	3.758	3.642	3.750	4.174	3.403
592, 594	Lithiase urinaire	902	759	647	617	666	539
580-599 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil urinaire	2.232	1.903	1.541	1.577	1.719	1.413
600	Hypertrophie de la prostate	502	367	343	324	409	315
601-608	Autres maladies des organes génitaux de l'homme (6)	1.973	1.461	230	187	227	233
610-629	Maladies des organes génitaux de la femme (6)	6.371	5.653	1.994	2.088	2.166	1.751
630-676	Complications grossesses, accouchement, état puerpéral	3.741	3.730	3.395	3.374	3.473	3.195
680-709	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	2.966	2.846	2.734	2.997	3.204	2.807
711-716, 720-725	Arthrite, spondylite	37.657	39.257	42.226	46.136	51.025	44.315
710-738 n. c. nos précédents	Autres maladies du système ostéo-musculaire et tissu conjonctif	17.034	16.650	12.167	11.611	13.186	11.668
740-759	Anomalies congénitales	9.936	9.469	8.179	7.910	9.768	8.929
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	5.226	7.821	5.463	6.081	7.766	7.457
780-789, 797-799	États morbides mal définis	8.276	6.834	1.564	1.122	811	740
800-829	Fractures	12.164	12.101	11.412	11.359	12.126	10.562
850-869	Traumatismes internes et intracrâniens	1.535	1.253	880	751	806	693
940-949	Brûlures	391	352	352	364	449	439
800-999 n. c. nos précédents	Autres traumatismes et atteintes externes	3.439	3.617	4.524	4.776	5.216	4.708
	Total	**674.517**	**642.718**	**623.094**	**639.248**	**700.914**	**620.805**

* France et échelon local de la Réunion.

(1) Maladies ayant fait l'objet, pour la première fois, de l'examen médical prévu à l'article 293 du Code de sécurité sociale. — (2) Régime général y compris les régimes rattachés pour les soins de santé (fonctionnaires, étudiants, invalides, veuves et orphelins de guerre). — (3) 9e révision de 1975. Liste détaillée de la classification internationale des maladies. — (4) À partir de 1983, les regroupements de certaines rubriques ont été modifiés, ce qui empêche la comparaison entre les résultats de 1983 et ceux des années précédentes. — (5) Y compris carcinome *in situ* à partir de 1984. — (6) Les traitements de la stérilité ne sont plus dénombrés dans ces rubriques.

TABLEAU D.03-2

Décès de tous âges suivant la cause principale et le sexe

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision de 1975)	Principales causes de décès	1985			*r* 1986			*p* 1987		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
010-018	Tuberculose toutes formes	1.143	680	463	1.154	659	495	1.015	635	380
001-009, 019-139	Autres maladies infectieuses et parasitaires (1)	6.098	3.013	3.085	5.923	2.773	3.150	6.510	3.453	3.057
140-208	Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	131.456	79.837	51.619	133.008	80.934	52.074	134.990	82.182	52.808
150-159	*dont : Tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine*	*43.154*	*25.150*	*18.004*	*43.316*	*25.484*	*17.832*	*43.794*	*25.868*	*17.926*
160-165	*Tumeur maligne de l'appareil respiratoire*	*25.442*	*22.505*	*2.937*	*26.207*	*23.053*	*3.154*	*26.996*	*23.659*	*3.337*
179-189	*Tumeur maligne des organes génito-urinaires*	*20.989*	*12.720*	*8.269*	*22.180*	*13.226*	*8.954*	*22.636*	*13.553*	*9.083*
204-208	*Leucémie*	*4.837*	*2.626*	*2.211*	*4.672*	*2.581*	*2.091*	*4.571*	*2.485*	*2.086*
210-239	Tumeur bénigne ou de nature non précisée	4.170	2.122	2.048	3.971	2.013	1.958	3.945	1.970	1.975
250	Diabète sucré	7.100	2.849	4.251	6.791	2.647	4.144	6.400	2.517	3.883
280-289	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2.652	1.182	1.470	2.571	1.179	1.392	2.537	1.154	1.383
291, 303	Alcoolisme et psychose alcoolique	3.200	2.559	641	3.147	2.523	624	2.802	2.233	569
342-344	Hémiplégie et autres syndromes paralytiques	973	443	530	748	342	406	701	315	386
320-341, 345-389	Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	7.916	4.058	3.858	8.518	4.463	4.055	8.757	4.425	4.332
390-429	Cardiopathies et maladies hypertensives	121.802	58.040	63.762	118.615	56.580	62.035	114.729	54.962	59.767
410-414	*dont : Maladies ischémiques du cœur*	*54.858*	*30.224*	*24.634*	*54.248*	*29.948*	*24.300*	*51.786*	*28.665*	*23.121*
430-438	Maladies cérébro-vasculaires	62.656	26.030	36.626	59.961	25.073	34.888	55.035	22.773	32.262
440-459	Autres maladies de l'appareil circulatoire	17.336	8.868	8.468	16.725	8.543	8.182	16.195	8.296	7.899
460-519	Maladies de l'appareil respiratoire	36.022	19.773	16.249	37.813	20.125	17.688	32.422	17.977	14.445
487	*dont : Grippe*	*1.479*	*510*	*969*	*2.108*	*666*	*1.442*	*502*	*173*	*329*
480-486	*Pneumonie*	*10.876*	*5.212*	*5.664*	*13.082*	*6.026*	*7.056*	*11.147*	*5.391*	*5.756*
490-492, 494, 496	*Bronchite chronique, emphysème et asthme*	*12.463*	*8.305*	*4.158*	*12.424*	*8.188*	*4.236*	*11.386*	*7.488*	*3.898*
571 partie	Cirrhose du foie	12.069	8.587	3.482	11.428	8.129	3.299	10.770	7.711	3.059
520-570, 571 autres, 572-579	Autres maladies de l'appareil digestif	19.371	8.680	10.691	18.938	8.632	10.306	17.838	8.028	9.810
580-629	Maladies des organes génito-urinaires	8.326	4.409	3.917	8.049	4.218	3.831	7.471	3.902	3.569
740-759	Anomalies congénitales	2.220	1.225	995	2.042	1.055	987	1.974	1.060	914
760-779	Causes de mortalité périnatale	1.692	989	703	1.507	875	632	1.351	834	517
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	19.747	6.720	13.027	20.962	7.314	13.648	19.872	6.587	13.285
797	Sénilité sans mention de psychose	8.514	2.156	6.358	8.052	1.989	6.063	7.782	1.994	5.788
780-796, 798-799,8	Symptômes et autres états morbides mal définis	16.071	7.629	8.442	16.555	7.680	8.875	16.090	7.600	8.490
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	49.354	29.377	19.977	49.701	29.702	19.999	46.436	27.842	18.594
E 810-E 819 E 826-E 829	*dont : Accidents de la circulation routière*	*9.985*	*7.172*	*2.813*	*10.422*	*7.555*	*2.867*	*9.396*	*6.820*	*2.576*
E 950-E 958	*Suicides*	*12.363*	*8.804*	*3.559*	*12.525*	*8.870*	*3.655*	*12.131*	*8.563*	*3.568*
799,9	Causes non déclarées	7.419	4.565	2.854	10.747	6.331	4.416	7.077	4.255	2.822
	Total (toutes causes)	**547.307**	**283.791**	**263.516**	**546.926**	**283.779**	**263.147**	**522.699**	**272.705**	**249.994**

(1) A partir de 1987, le SIDA est inclus dans cette rubrique alors qu'antérieurement il était inclus dans celle des autres maladies spécifiées.

TABLEAU D.03-3

Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale (1)

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1981	1982	1983	1984	1985	1986
000-139	Maladies infectieuses et parasitaires	157	165	118	106	122	117
001-009	*dont : Maladies infectieuses intestinales*	*67*	*67*	*45*	*35*	*42*	*32*
038	*Septicémies*	*23*	*23*	*25*	*19*	*27*	*19*
320-323	Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	94	90	79	61	62	45
487	Grippe	5	50	48	40	5	54
480-486	Pneumonie	60				35	
740-759	Anomalies congénitales	1.747	1.654	1.533	1.401	1.375	1.303
740-742	*dont : Anomalies congénitales du système nerveux*	*251*	*215*	*193*	*194*	*180*	*158*
745-747	*Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire*	*900*	*867*	*798*	*749*	*771*	*745*
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.026	1.854	1.607	1.566	1.668	1.499
765	*dont : Prématurité*	*145*	*127*	*103*	*74*	*89*	*81*
768	*Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance*	*251*	*262*	*261*	*272*	*249*	*264*
769	*Syndrome de détresse respiratoire*	*340*	*327*	*299*	*290*	*273*	*283*
770	*Autres affections respiratoires du nouveau-né*	*419*	*333*	*281*	*318*	*312*	*317*
771	*Infections spécifiques de la période périnatale*	*293*	*259*	*217*	*220*	*271*	*211*
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	582	535	528	457	464	469
780-799	Symptômes et autres états morbides mal définis	2.463	2.623	2.498	2.298	2.326	2.436
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	689	571	423	370	332	334
	Total (toutes causes)	**7.823**	**7.542**	**6.834**	**6.299**	**6.389**	**6.257**

(1) Y compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux morts-nés). — (2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (CIM nos 000-139).

TABLEAU D.03-4

Cas de SIDA rapportés

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Situation au 31 décembre 1988

	*r*1983	*r*1984	*r*1985	*r*1986	*r*1987	*p*1988
Nouveaux cas	82	205	496	1.080	1.911	1.835
Cumul depuis 1981 (au 31 décembre)	118	323	819	1.899	3.810	5.645

TABLEAU D.03-5

Professions de santé : effectif et densité

Situation au 31 décembre 1987

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Professions	Effectif	Densité (pour 100.000 habitants)	Nombre d'habitants par praticien
PROFESSIONS MÉDICALES			
Médecin en activité (1)	(4) 143.438	258,4	387
dont : Exerçant en clientèle privée (libéral)	100.031	180,2	555
Chirurgien-dentiste (2)	36.079	65,0	1.539
Pharmacien (3)	49.140	88,5	1.130
Sage-femme	10.210	(5) 84,6	(6) 1.182
AUXILIAIRES MÉDICAUX			
Infirmier	305.634	550,6	182
dont : Diplômé d'État et autorisé	244.516	440,5	227
Psychiatrique	61.118	110,1	908
Masseur-kinésithérapeute	37.357	67,3	1.486
Pédicure-podologue	5.371	9,7	10.335
Orthophoniste	9.459	17,0	5.868
Orthoptiste	1.177	2,1	47.162

(1) Ensemble des médecins en activité figurant dans le Répertoire automatisé Adeli (automatisation des listes des professions réglementées des directions départementales des Affaires sanitaires et sociales), qu'ils soient ou non inscrits à l'Ordre. Non compris les médecins militaires. — (2) Non compris les stomatologistes docteurs en médecine classés avec les médecins. — (3) Ensemble des pharmaciens en activité (on compte 24.017 pharmaciens d'officine, densité 43,3 pour 100.000 habitants; 1 pharmacien d'officine pour 2.311 habitants). — (4) Au 1er janvier 1989. — (5) Pour 100.000 femmes de 15 à 44 ans. — (6) Nombre de femmes de 15 à 44 ans par sage-femme.

TABLEAU D.03-6 A

Personnels hospitaliers : médecins et internes

Situation des effectifs au 1er janvier 1988

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Catégorie de personnel	Public	Privé	Ensemble
Médecins et biologistes			
Temps plein	23.746	12.901	36.647
Temps partiel	6.700	30.143	36.843
Attachés	31.066	///	31.066
Occasionnels (1)	4.685	13.611	18.296
Internes et étudiants			
Internes en médecine	24.580	2.938	27.518
Internes en pharmacie	3.927	141	4.068
Étudiants (2)	11.607	1.041	12.648

(1) Médecins occasionnels : il s'agit de médecins libéraux autorisés à exercer dans les hôpitaux locaux pour le secteur public, et de médecins appelés à titre exceptionnel dans les établissements pour le secteur privé. — (2) Étudiants des DCEM3 et DCEM4.

TABLEAU D.03-6 B

Personnels hospitaliers : pharmaciens, sages-femmes et personnel non médical
Situation des effectifs au 1er janvier 1988

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Catégorie de personnel	Public		Privé		Ensemble	
	Total	Dont : temps plein	Total (1)	Dont : temps plein	Total	Dont : temps plein
Personnel administratif	**69.666**	**58.526**	**30.612**	**25.428**	**100.278**	**83.954**
soit : Personnel de direction	3.790	3.481	5.492	4.408	9.282	7.889
Personnel d'administration	62.481	52.236	24.734	20.726	87.215	72.962
Personnel des écoles de cadres et professions para-médicales	3.395	2.809	386	294	3.781	3.103
Personnel soignant et éducatif	**437.878**	**329.323**	**139.820**	**119.294**	**577.698**	**511.617**
soit : Sages-femmes (2)	5.333	4.531	2.974	2.496	8.307	7.027
Psychologues	3.422	2.162	1.060	323	4.482	2.485
Personnel des services médicaux	422.832	380.550	130.005	112.063	552.837	492.613
soit : Personnel encadrement infirmier	*23.062*	*22.259*	*5.408*	*5.071*	*28.470*	*27.330*
Infirmiers [DE et autorisés] (3)	*112.862*	*96.327*	*40.901*	*34.900*	*153.763*	*131.227*
Infirmiers psychiatriques (4)	*44.223*	*40.148*	*7.460*	*6.464*	*51.783*	*46.612*
Masseurs-kinésithérapeutes	*5.259*	*3.597*	*5.344*	*2.698*	*10.603*	*6.295*
Aides soignants (4)	*135.910*	*124.114*	*38.326*	*34.729*	*174.236*	*158.843*
Agents des services hospitaliers (5)	*89.652*	*84.661*	*25.110*	*22.965*	*114.762*	*107.626*
Autre personnel des services médicaux	*11.764*	*9.444*	*7.456*	*5.236*	*19.220*	*14.680*
Personnel éducatif	3.129	2.580	4.982	3.975	8.111	6.555
Assistantes de services sociaux	3.162	2.500	799	437	3.961	2.937
Personnel médico-technique	**31.239**	**26.371**	**8.706**	**5.815**	**39.945**	**32.186**
soit : Pharmaciens	1.307	731	1.456	205	2.763	936
Personnel des services de pharmacie	3.434	3.005	1.108	578	4.542	3.583
Personnel des services de laboratoire	15.665	12.821	2.595	2.026	18.260	14.847
Personnel des services d'électroradiologie	10.158	9.251	2.938	2.488	13.096	11.739
Autres personnels médico-techniques	675	563	609	518	1.284	1.081
Personnel technique	**100.965**	**96.386**	**48.291**	**43.050**	**149.256**	**139.436**
soit : Personnel des services techniques	1.873	1.841	2.866	2.565	4.739	4.406
Personnel des services informatiques	2.442	2.239	982	850	3.424	3.089
Personnel des services ouvriers du parc auto et des services intérieurs	96.650	92.306	44.443	39.635	141.093	131.941
Ensemble pharmaciens, sages-femmes et personnel non médical (6)	**639.748**	**573.606**	**227.429**	**193.587**	**867.177**	**767.193**

(1) Y compris bénévoles et libéraux exerçant dans les cliniques privées. — (2) Non compris personnel des écoles. — (3) Tous grades et spécialisations confondus, y compris les étudiants en médecine rémunérés sur des postes d'infirmiers, non compris les personnels des écoles ainsi que les élèves. — (4) Non compris les élèves. — (5) Non compris autres emplois secondaires des services médicaux. — (6) Ensemble des personnels sans les médecins et internes.

TABLEAU D.03-7 A

Professions sociales : effectif, densité et taux d'accroissement de 1973 à 1985

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Profession	Effectif		Densité pour 100.000 habitants		Taux d'accroissement annuel moyen des effectifs en %
	1973	1985	1973	1985	
Assistant de service social	22.517	32.900	43,0	59,5	3,3
Éducateur spécialisé (1)	16.700	32.209	31,9	58,3	5,6
Éducateur de jeunes enfants	2.200	5.855	4,2	10,6	8,5
Moniteur-éducateur (1)	7.350	15.832	14,0	28,6	6,6
Total	**48.767**	**86.796**	**93,1**	**157,0**	///

(1) Y compris les non-diplômés en activité.

Sources : Caisse nationale des allocations familiales
Ministère de la Solidarité, de la Santé
et de la Protection sociale (SESI et DAS-FE1)

TABLEAU D.03-7 B

Professions sociales : effectif et densité en 1985

Profession	1985	Densité pour 100.000 habitants
Aide médico-psychologique (1)	7.148	12,9
Éducateur technique spécialisé ou non	13.350	24,2
dont : *Éducateur technique spécialisé* (1)	*4.306*	*7,8*
Travailleuse familiale	8.570	15,5
Conseiller en économie sociale et familiale	*e* 3.500	6,3

(1) Y compris les non-diplômés en activité.

TABLEAU D.03-8

Personnel des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté (1)

Situation au 31 décembre 1987

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI et DAS FE1)

Fonction		Temps plein *(a)*	Temps partiel		Total équivalent temps plein *(a + b)*
			Nombre de personnes	Equivalent temps plein *(b)*	
Directeurs titulaires du certificat d'aptitude à la fonction de directeur d'établissement social		1.675	930	368	2.043
Directeurs non titulaires du certificat d'aptitude à la fonction de directeur d'établissement social		2.578	1.290	508	3.086
Directeurs adjoints, attachés de direction, économes		2.099	1.123	433	2.532
Autres personnels des services administratifs et généraux (2)		40.079	20.947	9.681	49.760
Total personnel de direction, gestion et administration, services généraux		**46.431**	**24.290**	**10.990**	**57.421**
Educateurs chefs, chefs de service éducatif		3.950	560	251	4.201
Chefs d'ateliers		952	69	34	986
Chefs des services généraux		337	124	44	381
Total chefs de service technique et encadrement		**5.239**	**753**	**329**	**5.568**
Enseignement (3) : prof (EPS), moniteurs (EPS), instituteurs et éducateurs scolaires		8.222	2.194	895	9.117
Activité socioprofessionnelle :	Éducateurs techniques spécialisés	3.716	228	127	3.843
	Éducateurs techniques	3.226	379	205	3.431
	Moniteurs	4.911	382	208	5.119
Éducation spécialisée :	Éducateurs spécialisés	22.038	3.447	2.006	24.044
	Moniteurs éducateurs	9.643	1.500	864	10.507
	Aides médico-psychologiques	4.374	443	244	4.618
	Éducateurs de jeunes enfants	1.295	256	149	1.444
	Éducateurs de l'éducation surveillée	2.057	72	44	2.101
Animation socioéducative :	Animateurs	1.147	385	173	1.320
Famille et groupe :	Assistantes sociales	1.752	1.659	803	2.555
	Conseillers en économie sociale et familiale	283	116	57	340
	Assistantes maternelles	4.804	546	243	5.047
	Auxiliaires de vie	482	129	67	549
Autres personnels éducatifs, pédagogiques et sociaux diplômés		1.211	490	201	1.412
Total personnel éducatif, pédagogique et social diplômé		**69.161**	**12.226**	**6.286**	**75.447**
Personnel éducatif, pédagogique et social non diplômé		**12.663**	**2.423**	**1.254**	**13.917**
Psychiatres		100	4.963	1.155	1.255
Autres spécialistes		71	1.413	242	313
Généralistes		60	1.359	181	241
Total personnel médical		**231**	**7.735**	**1.578**	**1.809**
Psychologues		1.174	6.083	2.379	3.553
Infirmiers		2.581	1.894	866	3.447
Masseurs-kinésithérapeutes		597	1.330	527	1.124
Ergothérapeutes		243	281	144	387
Orthophonistes		676	3.381	1.488	2.164
Orthoptistes		8	132	49	57
Psychomotriciens		568	2.295	975	1.543
Aides soignants		3.253	675	337	3.590
Autres personnels paramédicaux diplômés		1.254	575	217	1.471
Total psychologues et personnel para-médical		**10.354**	**16.646**	**6.982**	**17.336**
Personnel en stage d'initiation à la vie professionnelle, contrat d'adaptation, contrat de qualification, jeunes volontaires, TUC		**1.609**	**2.997**	**1.470**	**3.079**
TOTAL		**145.688**	**67.070**	**28.889**	**174.577**

(1) Effectifs redressés France métropolitaine. — (2) Y compris personnes non diplômées. — (3) Personnel mis à disposition ou payé par l'Éducation nationale et enseignants de statut privé.

TABLEAU D.03-9

Établissements sanitaires civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Établissements	Nombre d'établissements	Nombre de lits (ou places)
1. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS [1987] (1)		
Catégorie d'établissements :		
Centre hospitalier régional	29	111.719
Centre hospitalier	206	149.115
Hôpital	297	102.949
Hôpital local	335	52.321
Centre de moyen et long séjour	95	16.380
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	98	75.683
Autres établissements	5	235
Total (tous établissements)	1.065	508.402
2. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS [1987] (1)		
Établissement de soins aigus	1.380	115.527
Maison d'enfants à caractère sanitaire	131	8.833
Établissement de moyen et/ou long séjour	674	49.633
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	26	17.276
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales	304	17.447
Traitements et soins à domicile-dialyse ambulatoire	176	51
Total (tous établissements)	2.691	208.767
Ensemble	/// (2)	**717.169**
3. AUTRES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX		
A. Établissements concernant les personnes âgées [1986] (3)		
Hébergement	...	451.872
dont : Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	850	114.476
Hospices et maisons de retraite publics	1.303	99.116
Maisons de retraite privées	1.978	109.823
Logements-foyers	2.201	120.663
Hospitalisation en long séjour	...	59.670
B. Établissements concernant l'accueil des jeunes enfants [1987] (3)		
Crèches collectives :		
Traditionnelles	1.574	84.800
Mini-crèches	220	4.300
Parentales	154	2.200
Ensemble	1.948	(4) 91.300
Crèches familiales	833	(5) 53.200
Jardins d'enfants	315	12.100
Haltes-garderies :		
Traditionnelles	2.124	37.100
Parentales	184	2.300
Ensemble	2.308	39.400
Multi-accueil :		
Traditionnel	222	
Crèches collectives		(4) 3.100
Haltes-garderies		2.300
Parental	160	
Crèches collectives		(4) 1.300
Haltes-garderies		1.100
C. Établissements pour handicapés [1987] (3)		
Établissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	1.910	118.445
Services à domicile ou ambulatoires pour handicapés	829	///
Établissements et services d'hébergement pour handicapés	1.407	49.737
dont : Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	935	30.884
Établissements et services de travail pour handicapés adultes	1.274	81.072
dont : Centres d'aide par le travail	990	64.362
Ateliers protégés	143	6.610
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	78	9.014
D. Centres de transfusion sanguine [1987] (6)	158	///

(1) On recense des entités juridiques pour le public et les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de public; on recense des établissements pour le privé à l'exception des hôpitaux psychiatriques. — (2) Sans objet ou non significatif. — (3) France métropolitaine. — (4) Le nombre total de places de crèches collectives peut donc être estimé à 95.700. — (5) Enfants inscrits. Dans ces crèches familiales sont employées 30.300 assistantes maternelles. D'autre part, on dénombre 132.600 assistantes maternelles agréées libres à la journée (non compris l'aide sociale à l'enfance). — (6) Ces centres ont réalisé, en 1987, 4.223.644 prélèvements.

TABLEAU D.03-10

Mouvement de la population hospitalisée

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Établissements et sections	Nombre de lits installés (1)			Nombre d'entrées totales (2)			Nombre de journées d'hospitalisation [en milliers] (3)		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS (4)									
Médecine	115.847	114.216	112.172	3.439.147	3.503.268	3.522.517	32.536	31.917	30.677
Chirurgie	66.235	65.213	64.612	2.140.219	2.187.089	2.185.641	16.615	16.279	15.782
Obstétrique	17.952	17.877	17.742	719.669	737.117	738.515	4.436	4.405	4.285
Ensemble court séjour	**200.034**	**197.306**	**194.526**	**6.299.035**	**6.427.474**	**6.446.673**	**53.587**	**52.601**	**50.744**
Moyen séjour	43.127	42.766	42.421	295.263	300.290	298.053	12.417	12.167	11.964
Long séjour	51.947	53.481	55.722	45.968	46.036	44.678	18.642	19.021	19.907
Lutte contre les maladies mentales	82.894	80.449	77.390	314.379	314.247	330.479	23.688	22.864	21.876
Ensemble section hôpital	**378.002**	**374.002**	**370.059**	**6.954.645**	**7.088.047**	**7.119.883**	**108.334**	**106.653**	**104.491**
Section hospices et maisons de retraite	116.005	114.815	113.547	96.639	91.602	88.919	38.936	38.474	38.147
Sections annexes	5.430	4.411	4.453	55.177	62.238	59.496	1.431	1.238	1.256
Total hopitaux publics	**499.437**	**493.228**	**488.059**	**7.106.461**	**7.241.887**	**7.268.298**	**148.701**	**146.365**	**143.894**
ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (5)									
Médecine	30.084	29.782	29.034	665.155	684.786	714.050	9.865	9.616	9.290
Chirurgie	65.487	65.229	64.953	2.852.031	2.988.411	3.062.834	21.743	21.662	21.362
Obstétrique	12.607	12.555	12.481	507.612	520.915	516.717	3.865	3.882	3.790
Lutte contre le cancer (6)	4.336	4.317	4.305	131.859	134.937	136.808	1.234	1.182	1.145
Ensemble court séjour	**112.514**	**111.883**	**110.773**	**4.156.657**	**4.329.049**	**4.430.409**	**36.707**	**36.342**	**35.587**
Moyen séjour	55.338	55.016	54.845	369.987	387.047	376.108	16.652	16.449	16.120
Long séjour	3.133	3.419	3.474	2.438	2.516	2.821	1.091	1.176	1.182
Lutte contre les maladies mentales	30.763	30.292	30.033	138.197	136.509	144.861	10.236	10.013	9.789
Ensemble section hôpital	**201.748**	**200.610**	**199.125**	**4.667.279**	**4.855.121**	**4.954.199**	**64.686**	**63.980**	**62.678**

(1) Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre. — (2) Dans une discipline d'équipement les entrées totales représentent la somme des entrées normales dans cette discipline et des entrées par mutation provenant d'unités de discipline différente. — (3) Les journées d'hospitalisation dans le public sont établies sur le nombre de présents à minuit, le jour de sortie n'étant pas comptabilisé, sauf en cas de décès. Pour le privé, les journées d'hospitalisation correspondent aux journées facturées, les établissements dont le prix de journée est fixé conventionnellement avec la CRAM facturant en particulier la journée de sortie. — (4) Y compris centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie. — (5) Y compris hopitaux psychiatriques privés faisant fonction de public. — (6) On repère dans cette rubrique 20 centres de lutte contre le cancer, établissements privés à but non lucratif.

TABLEAU D.03-11

Activité des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté (1)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Catégorie d'établissements	Au 31 décembre 1987				En 1987	
			Effectifs présents			
	Nombre d'établissements	Capacité installée	Total	Service de suite des établissements	Journées ou séances réalisées	Taux d'occupation moyen (%)
Établissements pour enfants handicapés	**1.910**	**118.445**	**111.540**	**1.902**	**24.672.888**	...
soit : Éducation spécialisée pour déficients mentaux et polyhandicapés	1.279	82.772	78.451	622	17.269.667	86,3
Éducation spécialisée pour enfants TCC (2)	265	13.282	12.915	413	3.149.841	83,9
Éducation spécialisée pour handicapés moteurs	128	8.119	7.777	105	1.724.844	85,8
Éducation spécialisée pour déficients sensoriels	144	12.241	10.582	656	2.010.297	80,0
Hébergement enfants handicapés	72	1.677	1.611	46	462.087	87,1
Établissements expérimentaux	22	354	204	60	56.152	71,0
Services pour l'enfance handicapée	**829**	///	**97.076**	—	///	///
soit : Services de soins et d'éducation spécialisée à domicile	180	4.801	4.802	—	///	///
Centres médico-psycho-pédagogiques	514	///	83.222	—	2.568.801	///
Centres d'action médico-sociale précoce	135	///	9.052	—	738.624	///
Établissements pour adultes handicapés	**2.680**	**130.809**	**129.191**	**1.122**	**31.420.536**	—
soit : Centres d'aide par le travail	990	64.362	64.875	30	13.771.374	92,3
Ateliers protégés et CDTD (3)	143	6.610	6.349	54	17.222	102,0 et 91,2
Établissements de réinsertion professionnelle (4)	86	9.145	7.673	44	2.065.187	...
Foyers d'hébergement et centres de placement familial	943	31.311	30.146	237	9.381.729	86,4 et 99,4
Maisons d'accueil spécialisées	118	4.711	4.626	—	1.505.035	90,6
Foyers de vie pour handicapés	345	13.715	13.405	—	4.454.084	93,0
Établissements expérimentaux	42	955	906	757	225.905	87,5
Équipes de préparation et de suite de reclassement	13	///	1.211	—	///	///
Établissements sociaux concourant à la protection de l'enfance	**1.602**	**60.568**	**71.508**	**21.701**	**17.003.829**	—
soit : Foyers de l'enfance et pouponnière à caractère social	82	9.799	7.902	29	2.717.411	76,6 et 78,6
Maisons d'enfants à caractère social et villages d'enfants	1.071	41.365	38.701	741	12.044.720	82,5 et 84,9
Centres de placement familial	63	6.451	6.059	278	2.174.647	94,1
Établissements de justice pour mineurs	356	2.703	18.622	20.653	—	...
Établissements expérimentaux	30	250	224	—	67.051	75,8
Services sociaux concourant à la protection de l'enfance	**673**	///	///	—	///	///
soit : Clubs et équipes de prévention	411	///	///	—	///	///
Services d'action éducative en milieu ouvert	219	///	67.746	—	///	///
Services d'observation et d'orientation	43	///	7.153	—	///	///
Établissements pour adultes et familles en difficulté	**942**	**35.349**	**37.264**	**2.221**	**11.086.659**	///
soit : Établissements d'accueil mère-enfant	69	2.789	2.356	18	855.124	84,9
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale et communauté de vie cas lourds	715	27.266	26.551	1.841	8.860.221	90,4 et 93,4
Ateliers de réentraînement à l'effort	56	1.342	1.339	4	336.897	91,4
Ateliers de réinsertion par l'économique	26	338	310	36	63.507	66,7
Autres établissements d'hébergement	52	3.582	3.830	—	969.573	—
Services action socio-éducative liée au logement	21	///	2.846	—	///	///
Établissements expérimentaux	3	32	32	322	1.337	13,7

(1) Effectifs redressés de France métropolitaine. — (2) TCC : troubles de la conduite et du comportement. — (3) CDTD : centres de distribution de travail à domicile. — (4) Correspond aux : centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle; centres de préorientation pour handicapés; centres de réentraînement par le travail.

TABLEAU D.03-12

Consommation médicale totale par activité

(Évaluations de base 1980)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI - Compte satellite de la santé) — *Unité :* Million de francs

	1983	1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*p* 1988
Soins hospitaliers et en sections médicalisées	158.432	175.259	188.874	198.912	208.260	219.561
soit : Soins hospitaliers publics	123.619	134.550	143.763	150.683	157.518	165.386
Soins hospitaliers privés	33.180	38.463	42.426	45.248	47.523	50.428
Sections médicalisées publiques	1.225	1.680	2.010	2.281	2.484	2.935
Sections médicalisées privées	408	566	675	700	735	812
Soins ambulatoires	*r* 79.863	89.096	99.611	111.993	118.570	133.188
soit : Médecins	*r* 38.214	41.780	47.039	51.996	55.550	62.900
Auxiliaires médicaux	*r* 10.152	11.829	13.530	15.585	16.251	18.429
Dentistes	20.037	22.456	24.261	27.423	29.041	31.974
Analyses	8.410	9.581	10.936	12.633	13.250	15.234
Cures thermales	3.050	3.450	3.845	4.356	4.478	4.651
Transports de malades	3.490	4.101	4.732	5.516	5.693	5.843
Médicaments	51.385	57.037	64.200	70.520	73.764	83.400
Prothèses	5.716	6.728	7.516	8.147	8.449	9.513
soit : Lunetterie	4.075	4.555	5.065	5.422	5.422	6.273
Orthopédie	1.641	2.173	2.451	2.725	3.027	3.240
Consommation totale de soins et biens médicaux	*r* 298.886	332.221	364.933	395.088	414.736	451.505
Médecine préventive	*r* 8.432	*r* 8.848	9.251	9.728	10.140	10.565
Consommation médicale totale	***r* 307.318**	***r* 341.069**	**374.184**	**404.816**	**424.876**	**462.070**

TABLEAU D.03-13

Dépenses de santé par opération de financement

Année 1988

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI) — Compte satellite de la santé — *Unité :* Million de francs

Financements / Dépenses	Prestations sociales			Dotation globale	Autres transferts et subventions Sécurité sociale	Dépenses courantes				
	Sécurité sociale base	Mutuelles	État et collectivités locales			Sécurité sociale	État et collectivités locales	Autres (3)	Débours des ménages	Total
Prestataires de soins	129.936	15.854	3.940	145.810			816		61.966	358.322
soit : Soins hospitaliers	46.086	4.170	3.045	145.160			816		20.014	219.291
soit : Hôpitaux publics et PSPH (1)	*895*	*2.145*	*2.695*	*143.736*			*816*		*14.829*	*165.116*
Hôpitaux privés	*42.868*	*2.025*	*350*						*5.185*	*50.428*
Sections médicalisées (2)	*2.323*			*1.424*						*3.747*
Soins ambulatoires	78.370	11.601	885						41.732	133.188
Transports de malades	4.880	83	10	650					220	5.843
Biens médicaux	51.890	12.020	800	190					28.013	92.913
soit : Officines pharmaceutiques	48.200	10.980	690	—					23.530	83.400
Distributeurs d'autres biens médicaux (lunetterie-orthopédie)	3.690	1.040	110	190					4.483	9.513
Total : soins et biens médicaux	**181.826**	**27.874**	**4.740**	**146.000**			**816**		**89.979**	**451.235**
Aide aux malades (indemnités journalières)	30.790									30.790
Aide indirecte (subventions)					4.135					4.135
Total : dépenses pour les malades	**212.616**	**27.874**	**4.740**	**146.000**	**4.135**		**816**		**89.979**	**486.160**
Prévention	960					1.055	6.174	4.496		12.685
soit : Service de médecine préventive	960						5.109	4.496		10.565
Service de prévention collective						1.055	1.065	—		2.120
Recherche médicale							5.960	8.191		14.151
Formation							2.393	78	267	2.738
Gestion administrative de santé							919	5.943		6.862
Total : dépenses courantes de santé	**213.576**	**27.874**	**4.740**	**146.000**	**4.135**	**1.055**	**16.262**	(4) **11.936**	**90.246**	(4) **515.824**

(1) PSPH : Participants aux services publics hospitaliers. — (2) Publiques et privées. — (3) Y compris mutuelles. — (4) Déduction faite de 6.772 milllions de F de double compte.

TABLEAU D.03-14 A

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Nature de l'aide	1981	1982	1983	1984		1985		1986		1987	
				Départe-ment	État	Départe-ment	État	Départe-ment	État	Départe-ment	État
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y compris sous condition)	18.722	16.804	14.704	12.827	—	11.162	—	9.973	—	8.249	—
Enfants en garde	75.609	70.602	67.866	66.826	—	66.120	—	64.960	—	67.135	—
Recueillis temporaires.....	56.199	54.189	51.026	49.364	—	44.176	—	40.339	—	39.057	—
Sous-total pupilles et assimilés	*150.530*	*141.595*	*133.596*	*129.017*	—	*121.458*	—	*115.272*	—	*114.441*	—
Enfants secourus	219.516	226.412	●	204.712	—	●	—	●	—	●	—
Enfants sous protection conjointe	35.191	36.520	●	●	—	28.823	—	26.761	—	26.634	—
Enfants AEMO (1).....	109.436	108.734	●	97.529	—	99.586	—	101.727	—	105.262	—
Aide médicale générale :											
Aide à domicile (5).....	●	●	●	438.763	—	●	—	●	—	●	—
Aide hospitalière (5).....	369.734	363.878	342.049	347.721	—	*r* 300.994	—	296.245	—	290.825	—
Aide médicale aux tuberculeux (6).....	2.216	1.620	1.375	1.168	—	764	—	496	—	689	—
Aide médicale aux malades mentaux (6)..	19.088	17.690	17.053	19.953	—	10.845	—	12.781	—	13.656	—
Cotisations d'assurance personnelle.....	52.128	53.472	51.560	—	56.546	—	71.016	—	73.302	93.999	—
Cotisations d'assurance personnelle au taux majoré.....	4.553	3.897	3.241	—	3.313	—		—		—	—
Cotisations d'assurance maladie au taux spécial adultes handicapés (7).....	285.651	305.805	331.875	—	347.364	—	363.019	—	///	—	///
Interruption volontaire de grossesse (5) ..	26.098	31.021	14.562	—	10.513	—	10.090	—	9.286	—	8.933
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement.....	191.690	179.392	*r* 181.143	160.920	—	151.345	—	147.340	—	143.235	—
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples.....	3.987	4.096	5.119	—	5.471	—	6.268	—	6.077	—	5.720
Allocations représentatives de services ménagers.....	11.971	*r* 9.353	7.575	*r* 6.332	—	5.100	—	4.177	—	3.599	—
Services ménagers	79.631	*r* 121.812	140.483	*r* 137.665	—	129.248	—	121.819	—	111.667	—
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement (3).....	52.086	56.691	58.459	—	62.288	—	61.565	—	63.382	—	62.590
Hébergement (4).....	61.493	63.224	64.708	65.557	—	64.626	—	65.302	—	69.022	—
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère.....	●	6.826	5.156	5.413	—	4.880	—	5.689	—	6.866	—
Allocation compensatrice	102.955	126.441	142.020	150.538	—	155.930	—	161.087	—	169.980	—
Autres allocations	46.453	30.440	23.014	9.202	8.753	●	8.394	●	7.894	●	7.671
Aide sociale en matière d'hébergement (6)	106.213	110.037	114.181	—	125.131	—	●	—	●	—	125.375
soit :											
Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	81.857	86.072	92.237	—	110.315	—	●	—	●	—	●
Réfugiés et rapatriés.....	24.356	23.965	21.944	—	14.816	—	●	—	●	—	●
Allocation de loyer	93	78	60	—	63	—	●	—	●	—	●
Allocations militaires (6).....	7.248	8.167	6.589	—	4.675	—	1.502	—	947	—	931
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	6.528	5.997	4.234	—	6.718	—	4.568	—	4.942	—	4.283

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'allocations. — (3) En établissement médico-éducatif, centre de rééducation professionnelle, centre d'aide par le travail. — (4) En foyer, hospice, logement-foyer, milieu familial. — (5) Nombre d'admissions dans l'année. — (6) Nombre d'admissions jusqu'en 1984; à partir de 1985, nombre de bénéficiaires au 31-12. — (7) Cotisation supprimée à partir de 1986; les adultes handicapés restent couverts par l'assurance maladie sans contrepartie.

TABLEAU D.03-14 B

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Nature de l'aide	1981	1982	1983	1984		1985		1986		1987	
				Département	État	Département	État	Département	État	Département	État
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y. c. sous condition)	19.557	17.662	15.455	13.438	—	11.772	—	10.429	—	8.633	—
Enfants en garde	77.724	72.628	69.798	68.623	—	68.623	—	66.867	—	69.168	—
Recueillis temporaires	58.484	56.520	53.595	51.990	—	46.857	—	42.911	—	41.690	—
Sous-total pupilles et assimilés	*155.765*	*146.810*	*138.848*	*134.241*	—	*127.252*	—	*120.207*	—	*119.491*	—
Enfants secourus	265.645	270.043	●	260.029	—	●	—	●	—	●	—
Enfants sous protection conjointe	36.096	36.986	●	●	—	29.176	—	27.071	—	26.966	—
Enfants AEMO (1)	111.451	111.009	●	101.198	—	103.027	—	105.057	—	108.656	—
Aide sociale à la famille (5) :											
Nombre d'enfants ouvrant droit à l'allocation	12.702	13.101	8.017	5.614	—	●	—	20.186	—	●	—
Aide médicale générale :											
Aide à domicile (6)	●	●	546.361	555.811	—	*r* ●	—	●	—	●	—
Aide hospitalière (6)	463.355	463.039	444.245	440.203	—	*r* 382.842	—	376.738	—	357.013	—
Aide médicale aux tuberculeux (7)	3.584	2.487	2.916	2.254	—	1.361	—	1.082	—	1.030	—
Aide médicale aux malades mentaux (7)	26.318	25.981	23.985	26.562	—	18.163	—	19.277	—	18.984	—
Cotisations d'assurance personnelle	55.883	58.220	60.757	—	69.012	—	82.334				
Cotisations d'assurance personnelle au taux majoré	4.680	4.017	3.361	—	3.427	—		●	—	114.930	—
Cotisations d'assurance maladie au taux spécial adultes handicapés (8)	302.642	324.203	348.631	—	362.269	—	378.825	—	///	—	///
Interruption volontaire de grossesse (6)	28.388	33.780	16.856	—	12.174	—	11.868	—	10.877	—	9.500
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement	193.502	181.019	183.083	163.144	—	153.439	—	149.382	—	145.818	—
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples	10.855	10.988	11.775	—	12.334	—	13.277	—	12.818	—	12.299
Allocations représentatives de services ménagers	11.971	9.355	7.586	6.344	—	5.107	—	4.182	—	3.599	—
Services ménagers	79.692	122.160	141.300	138.578	—	130.043	—	122.633	—	112.446	—
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement (3)	52.182	57.065	58.767	—	62.562	—	61.828	—	63.700	—	62.941
Hébergement (4)	62.193	64.157	65.511	66.509	—	65.633	—	66.442	—	69.301	—
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère	●	6.826	5.156	5.413	—	4.880	—	5.689	—	6.691	—
Allocation compensatrice	102.955	126.441	142.020	150.538	—	155.930	—	161.087	—	169.980	—
Autres allocations	49.878	34.389	28.286	12.042	8.803	●	8.444	●	8.080	●	8.019
Aide sociale en matière d'hébergement (7)	106.430	110.271	114.370	—	125.358	—	*e* 27.443	—	●	—	125.632
soit :											
Toutes catégories (n. c. réfugiés et rapatriés)	82.074	86.300	92.426	—	110.542	—	●	—	●	—	●
Réfugiés et rapatriés	24.356	23.971	21.944	—	14.816	—	●	—	●	—	●
Allocation de loyer	93	78	60	—	63	—	●	—	●	—	●
Allocations militaires (7)	8.496	9.464	7.425	—	5.819	—	1.660	—	1.047	—	1.063
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	18.614	17.118	13.962	—	13.643	—	13.863	—	13.130	—	12.704

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'allocations. — (3) En établissement médico-éducatif, centre de rééducation professionnelle, centre d'aide par le travail. — (4) En foyer, hospice, logement-foyer, milieu familial. — (5) Uniquement pour les départements d'outre-mer. — (6) Nombre d'admissions dans l'année. — (7) Nombre d'admissions dans l'année jusqu'en 1984; à partir de 1985, nombre de bénéficiaires au 31-12. — (8) Cotisation supprimée à partir de 1986; les adultes handicapés restent couverts par l'assurance maladie sans contrepartie.

TABLEAU D.03-15 A

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1981	1982	1983	1984 Département (1)	1984 État (2)	1985 Département (1)	1985 État (2)	1986 Département (1)	1986 État (2)	1987 Département (1)	1987 État (2)
Aide sociale à l'enfance	10.891,4	12.765,3	14.248,7	14.962,9	—	15.462,8	—	15.875,3	—	16.205,9	—
Aide sociale à la famille	ε	ε	ε	ε	—	ε	—	●	—	●	—
Aide médicale générale	2.670,5	2.676,4	2.879,2	1.789,4	293,8	1.693,9	421,9	1.745,4	478,8	2.014,9	—
soit : Aide à domicile	*578,2*	*719,3*	*761,0*	*1.789,4*	—	*1.693,9*	—	*1.745,4*	—	*2.014,9*	—
Aide hospitalière	*1.883,7*	*1.746,5*	*1858,3*		—		—		—		—
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle (3)	*208,6*	*214,6*	*259,9*	—	*293,8*	—	*421,9*	—	*478,8*	—	—
Aide médicale aux tuberculeux	74,8	68,2	61,4	30,3	—	22,5	—	20,4	—	15,5	—
Aide médicale aux malades mentaux	412,3	376,5	436,4	195,9	75,2	141,5	—	132,9	—	136,7	—
soit : Hospitalisations	*305,0*	*294,4*	*364,9*	*195,9*	—	*141,5*	—	*132,9*	—	*136,7*	—
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré (4)	*107,3*	*82,1*	*71,5*	—	*75,2*	—	—	—	—	—	—
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	1.313,6	1.677,5	2.173,2	—	1.810,5	—	1.435,1	—	7,4	—	///
Interruption volontaire de grossesse	16,3	22,5	15,6	—	8,0	—	7,9	—	8,0	—	7,4
Contraception	0,6	0,8	1,1	1,4	—	1,4	—	1,7	—	—	—
Aide sociale aux personnes âgées	4.810,2	5.573,8	6.686,1	6.547,7	75,8	6.434,3	84,0	6.142,2	92,4	6.054,4	96,9
soit : Hébergement	*4.023,6*	*4.243,7*	*4.725,7*	*6.547,7*	—	*6.434,3*	—	*4.522,5*	—	*4.488,3*	—
Aide à domicile	*786,6*	*1.330,1*	*1.960,4*		*75,8*		*84,0*	*1.619,7*	*92,4*	*1.566,1*	*96,9*
Aide sociale aux personnes handicapées	6.770,6	8.455,9	10.001,7	7.962,7	2.922,7	8.694,7	3.091,2	9.255,1	2.825,9	9.631,6	3.246,2
soit : Aide à domicile	*2.868,6*	*3.630,3*	*4.304,0*	*7.962,7*	*157,8*	*8.694,7*	*133,3*	*9.255,1*	*132,3*	*9.631,6*	*123,4*
Hébergement	*1.579,1*	*1.968,0*	*2.518,8*		—		—		—		—
Placement	*2.322,9*	*2.857,6*	*3.178,9*	—	*2.764,9*	—	*2.957,9*	—	*2.693,6*	—	*3.122,8*
Aide sociale en matière d'hébergement	862,9	1.150,2	1.358,9	—	1.577,2	—	1.722,2	—	1.558,3	—	1.698,1
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*677,5*	*911,8*	*1.121,1*	—	●	—	●	—	●	—	●
Réfugiés et rapatriés	*185,4*	*238,4*	*237,8*	—	●	—	●	—	●	—	●
Allocation de loyer	0,1	0,1	0,1	—	0,2	—	0,3	—	0,5	—	—
Prévention et réadaptation sociale	22,8	28,5	35,2	—	44,0	—	31,9	—	25,4	—	35,3
Service social	1.191,5	1.422,8	1.671,4	1.839,6	—	1.997,4	—	2.151,9	—	2.318,2	—
Frais d'administration et de contrôle	545,1	656,5	775,5	348,0	523,4	404,2	549,6	549,3	576,6	1.187,6	///
Allocations militaires	10,0	9,4	8,7	—	5,6	—	4,7	—	3,4	—	7,8
Allocations suppl. (INS art. 23) :											
Dépenses brutes	*57,3*	*67,3*	*213,6*	—	*75,8*	—	*89,7*	—	*96,3*	—	*133,9*
Dépenses nettes (2)	46,0	57,2	208,3	—	...	—	...	—	...	—	...
Hospitalisation des alcooliques dangereux	///	///	///	—	3,4	—	1,2	—	0,8	—	—
Sans domicile de secours	///	///	///	—	1.162,8	—	1.226,4	—	1.370,0	—	1.081,3
Total	**29.638,7**	**34.941,6**	**40.561,5**	**33.677,9**	**8.578,4**	**34.852,7**	**8.666,1**	**35.874,2**	(5) **7.095,7**	**37.564,8**	(6) **6.456,0**

(1) Dépenses nettes. — (2) Dépenses brutes. — (3) Y compris au taux majoré en 1985. — (4) Compris dans les cotisations d'assurance personnelle depuis 1986. — (5) Y compris 51,9 millions de F non ventilés. — (6) Y compris 149,1 millions de F non ventilés.

TABLEAU D.03-15 B

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1981	1982	1983	1984		1985		1986		1987	
				Département (1)	État (2)	Département (1)	État (2)	Département (1)	État (2)	Département (1)	État (2)
Aide sociale à l'enfance	11.240,2	13.193,8	14.765,5	15.527,2	—	16.070,3	—	16.481,0	—	16.838,4	—
Aide sociale à la famille	5,9	6,8	5,5	6,8	—	5,9	—	5,3	—	6,2	—
Aide médicale générale	3.496,5	3.568,9	3.834,5	2.675,0	370,9	2.467,0	527,4	2.516,7	622,1	2.900,8	—
soit : Aide à domicile	*764,9*	*917,2*	*976,2*	*2.675,0*	—	*2.467,0*	—	*2.516,7*	—	*2.900,8*	—
Aide hospitalière	*2.500,3*	*2.414,7*	*2.555,0*		—		—		—		—
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle (3)	*231,3*	*237,0*	*303,3*	—	*370,9*	—	*527,4*	—	*622,1*	—	—
Aide médicale aux tuberculeux	96,6	87,6	75,3	48,4	—	33,7	—	27,9	—	23,2	—
Aide médicale aux malades mentaux	543,3	520,4	604,9	324,0	78,4	267,7	—	272,3	—	248,8	—
soit : Hospitalisations	*432,8*	*434,3*	*530,8*	*324,0*	—	*267,7*	—	*272,3*	—	*248,8*	—
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré (4)	*110,5*	*86,1*	*74,1*	—	*78,4*	—	—	—	—	—	—
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	1.403,3	1.767,1	2.313,5	—	1.922,5	—	1.492,6	—	7,5	—	///
Interruption volontaire de grossesse	17,8	24,4	17,6	—	9,1	—	8,6	—	9,3	—	8,2
Contraception	1,3	1,7	2,0	2,3	—	2,3	—	2,8	—	—	—
Aide sociale aux personnes âgées	4.901,8	5.671,3	6.811,3	6.681,7	91,7	6.578,7	97,4	6.286,6	107,6	6.210,1	112,1
soit : Hébergement	*4.105,5*	*4.328,7*	*4.833,7*	*6.681,7*	—	*6.578,7*	—	*6.286,6*	—	*6.210,1*	—
Aide à domicile	*796,3*	*1.342,6*	*1.977,6*		*91,7*		*97,4*		*107,6*		*112,1*
Aide sociale aux personnes handicapées	6.877,2	8.572,3	10.141,8	8.077,2	2.935,8	8.812,0	3.106,6	9.356,8	2.843,2	9.719,7	3.268,0
soit : Aide à domicile	*2.873,9*	*3.637,4*	*4.312,1*	*8.077,2*	*159,0*	*8.812,0*	*134,4*	*9.356,8*	*133,3*	*9.719,7*	*124,2*
Hébergement	*1.622,7*	*2.010,1*	*2.574,0*		—		—		—		—
Placement	*2.380,6*	*2.924,8*	*3.255,7*	—	*2.776,8*	—	*2.972,2*	—	*2.709,9*	—	*3.143,8*
Aide sociale en matière d'hébergement	862,9	1.151,4	1.361,6	—	1.580,0	—	1.725,9	—	1.561,6	—	1.701,9
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*677,5*	*913,0*	*1.123,8*	—	●	—	●	—	●	—	●
Réfugiés et rapatriés	*185,4*	*238,4*	*237,8*	—	●	—	●	—	●	—	●
Allocation de loyer	0,1	0,1	0,1	—	0,2	—	0,3	—	0,5	—	—
Prévention et réadaptation sociale	22,8	28,5	35,2	—	44,0	—	31,9	—	33,6	—	35,3
Service social	1.229,4	1.469,4	1.727,2	1.901,7	—	2.062,4	—	2.220,9	—	2.397,2	—
Frais d'administration et de contrôle	609,1	730,1	861,4	380,5	605,8	424,9	636,3	595,4	670,2	1.291,2	///
Allocations militaires	11,0	10,3	9,7	—	6,7	—	5,8	—	4,3	—	8,5
Allocations suppl. (FNS art. 23) :											
Dépenses brutes	*171,9*	*219,5*	*351,3*	—	*224,3*	—	*242,6*	—	*248,3*	—	*243*
Dépenses nettes	137,5	186,6	342,6	—	...	—	...	—	...	—	...
Hospitalisation des alcooliques dangereux	///	///	///	—	3,4	—	1,2	—	0,8	—	—
Sans domicile de secours	///	///	///	—	1.177,7	—	1.244,3	—	1.417,9	—	1.133,8
Total	**31.456,7**	**36.990,7**	**42.909,7**	**35.624,8**	**9.050,5**	**36.724,9**	**9.120,9**	**37.765,7**	(5) **7.578,8**	**39.635,6**	(6) **6.660,6**

(1) Dépenses nettes. — (2) Dépenses brutes. — (3) Y compris au taux majoré en 1985. — (4) Compris dans les cotisations d'assurance personnelle depuis 1986. — (5) Y compris 51,9 millions de F non ventilés. — (6) Y compris 149,8 millions de F non ventilés.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale.

Service études, statistiques et systèmes d'informations (SESI), 14, avenue Duquesne, 75700 Paris, Tél. : (1) 40 56 60 00 :

- *Solidarité santé, études statistiques*, diffusion Masson/SPPIF;
- *Cahiers statistiques, solidarité santé,* diffusion La Documentation française;
- *Documents statistiques*;
- *Informations rapides*;
- *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales*, 1988, diffusion La Documentation française;
- *Fichier national des établissements sanitaires et sociaux*;
- *Comptes nationaux de la santé,* séries 1960-1987 (nouvelle base) et Rapport avril 1989.

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) :

- *Statistiques des causes médicales de décès* (volume annuel depuis 1968; pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la statistique des causes de décès de l'INSEE).

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés :

- *Revue médicale de l'assurance maladie* (trimestrielle);
- *Indicateur statistique* (annuel);
- *Statistiques nationales d'accidents du travail.* Ces statistiques font également connaître les maladies professionnelles (annuelles) [voir aussi chapitre C.02 « Conditions de travail », § « Accidents du travail » — et chapitre C.04 « Prestations sociales ».

Union des caisses centrales de la mutualité sociale agricole :

- *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles*;
- *Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

- *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la Défense :

- Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer (trois volumes annuels).

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer :

- *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes, SETRA) [voir aussi chapitre L.02 « Transports routiers », § « Accidents de la circulation ».

Ministère de l'Intérieur :

- *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

- *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriels).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) :

- *Consommation* (trimestriel);
- *Monographies;*
- « Les comptes de la santé en 1980 », Commission des comptes de la Santé, Secrétariat d'État chargé de la Sécurité sociale, 1981. Diffusé par le centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation (CREDOC), 75013 Paris.

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) :

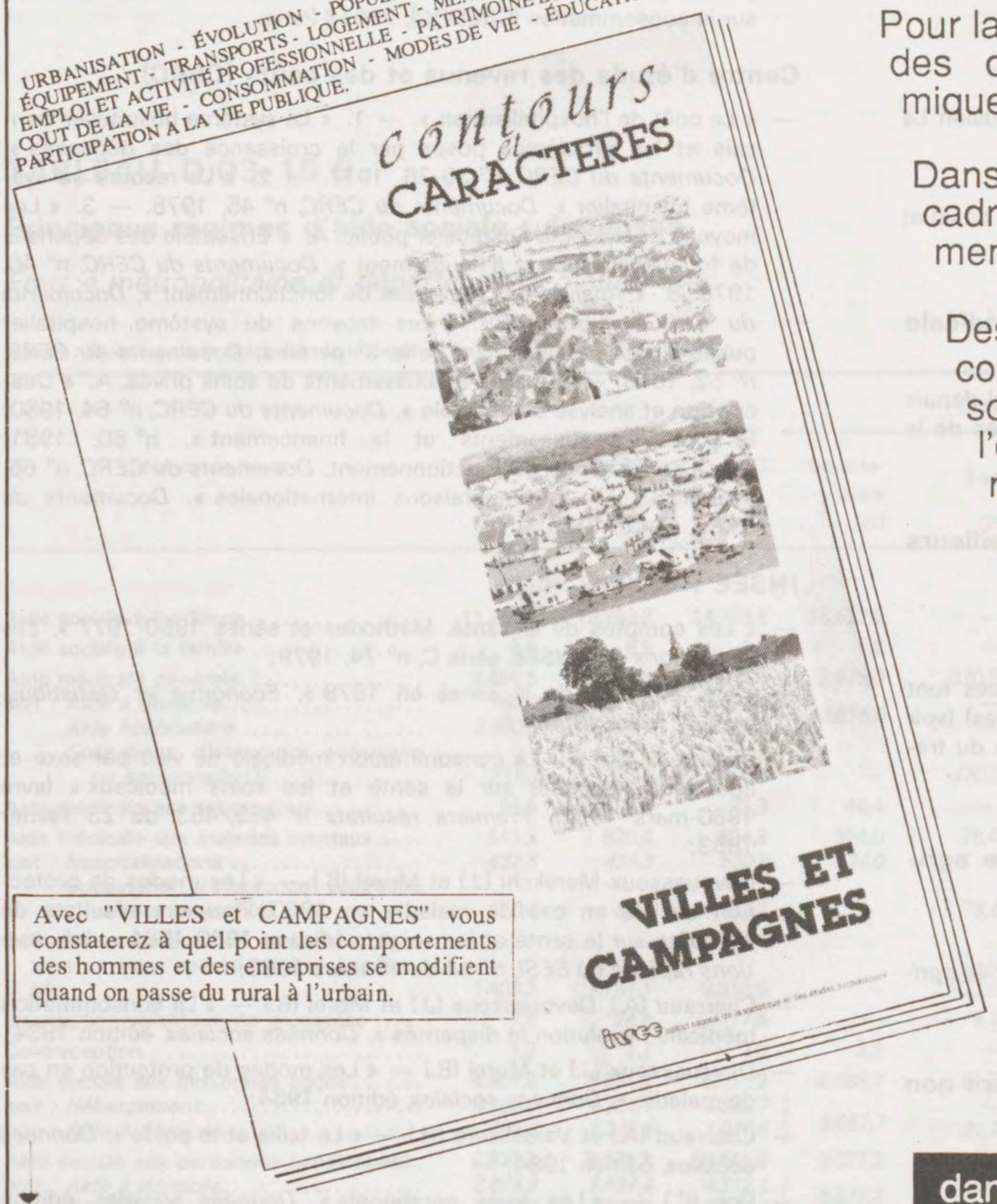
- « Le coût de l'hospitalisation ». — 1. « Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses », *Documents du CERC,* n° 35-36, 1977. — 2. « Le recours au système hospitalier », *Documents du CERC,* n° 45, 1978. — 3. « Les moyens du système hospitalier public. A. « Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement », *Documents du CERC,* n° 46, 1978; B. « Analyse des dépenses de fonctionnement », *Documents du CERC,* n° 50, 1979; « Les moyens du système hospitalier public : note récapitulative de la 3e partie », *Documents du CERC,* n° 52, 1979. — 4. « Les établissements de soins privés. A. « Description et analyse d'ensemble », *Documents du CERC,* n° 54, 1980; B. « Les investissements et le financement », n° 60, 1981; C. « Les dépenses de fonctionnement, *Documents du CERC,* n° 65, avril 1983. — « Comparaisons internationales », *Documents du CERC,* n° 48, 1979.

INSEE :

- « Les comptes de la santé. Méthodes et séries 1950-1977 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 74, 1979;
- « Les comptes de la santé en 1979 », *Économie et statistique,* n° 123, juillet 1980;
- Charraud (A.) — « La consommation médicale de ville par sexe et âge dans l'enquête sur la santé et les soins médicaux » (avril 1980-mars 1981). *Premiers résultats* n° 459/453 du 23 février 1953;
- Devouassoux-Merakchi (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection sociale en cas de maladie en 1980. Premiers résultats de l'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 », *Informations rapides du SESI,* n° 14 du 15 mars 1983;
- Charraud (A.), Devouassoux (J.) et Morel (B.) — « La consommation médicale : évolution et disparités », *Données sociales,* édition 1984;
- Devouassoux (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection en cas de maladie », *Données sociales,* édition 1984;
- Charraud (A.) et Valdelièvre (H.) — « La taille et le poids », *Données sociales,* édition 1984;
- Roy (C.) — « Les soins personnels », *Données sociales,* édition 1984;
- Charraud (A.) — « Formes et évolution de la consommation médicale de ville aux différents âges de la vie », *Économie et statistique,* n° 163, février 1984;
- Charraud (A.) et Choquet (O.) — « L'inégalité devant les incapacités physiques », *Économie et statistique,* n° 170, octobre 1984;
- Charraud (A.) et Mormiche (P.) — « Enquêtes santé 1980-1981. — Tableaux détaillés », *Archives et documents,* n° 126, nouvelle édition, avril 1985;
- Charraud (A.) et Mormiche (P.) — « Disparités de consommation médicale », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 118, janvier 1986;
- Mormiche (P.) — « Consommation médicale : les disparités sociales n'ont pas disparu. L'origine des disparités sociales de consommation médicale », *Économie et statistique,* n° 189, juin 1986;
- Mormiche (P.) — « Pratiques culturelles, profession et consommation médicale », *Économie et statistique,* n° 189, juin 1986;
- Mormiche (P.) — « La consommation médicale de ville », *Données sociales,* édition 1987.

CONTOURS *ET* **CARACTERES**

VILLES ET CAMPAGNES



Avec "VILLES et CAMPAGNES" vous constaterez à quel point les comportements des hommes et des entreprises se modifient quand on passe du rural à l'urbain.

Vous vous intéressez à l'urbanisation ?

Pour la première fois, l'INSEE a rapproché des données démographiques, économiques et sociales dans ce domaine.

Dans "VILLES et CAMPAGNES" le cadre géographique est systématiquement pris en compte.

Des informations jamais publiées concernant l'activité féminine, la scolarisation des jeunes enfants, l'offre d'enseignement ... en milieu rural ou urbain y figurent.

Les nombreux tableaux et graphiques par niveau d'urbanisation des communes sont accompagnés de commentaires.

Pour approfondir votre réflexion sur le thème de l'urbanisation, "VILLES et CAMPAGNES" est l'ouvrage que vous devez lire.

Commandez-le sans tarder.

VILLES ET CAMPAGNES est en vente dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE et par correspondance

insee
Institut National de la Statistique et des Études Économiques

- CONTOURS *ET* **CARACTERES** : "VILLES ET CAMPAGNES". L'ouvrage 21 x 29,7 cm, 180 pages, **70 F**.

NOM OU RAISON SOCIALE . . . . . .
Activité : . . . . . Téléphone : . . . . . .
Adresse : . . . . . .
Code postal : . . . . . Ville : . . . . . .

Commande à faire parvenir avec votre règlement (par chèque bancaire, chèque postal ou mandat) à :
CNGP - INSEE BP 2718, 8OO27 AMIENS Cédex.

E

Communication, culture et loisirs

CONTOURS *ET* CARACTERES

VILLES ET CAMPAGNES

Avec "VILLES et CAMPAGNES" vous constaterez à quel point les comportements des hommes et des entreprises se modifient quand on passe du rural à l'urbain.

Vous vous intéressez à l'urbanisation ?

Pour la première fois, l'INSEE a rapproché des données démographiques, économiques et sociales dans ce domaine.

Dans "VILLES et CAMPAGNES" le cadre géographique est systématiquement pris en compte.

Des informations jamais publiées concernant l'activité féminine, la scolarisation des jeunes enfants, l'offre d'enseignement ... en milieu rural ou urbain y figurent.

Les nombreux tableaux et graphiques par niveau d'urbanisation des communes sont accompagnés de commentaires.

Pour approfondir votre réflexion sur le thème de l'urbanisation, "VILLES et CAMPAGNES" est l'ouvrage que vous devez lire.

Commandez-le sans tarder.

VILLES ET CAMPAGNES
est en vente
dans les Observatoires Economiques
Régionaux de l'INSEE
et par
correspondance

France

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Communication, culture et loisirs

"VILLES ET CAMPAGNES", l'ouvrage 21 x 29,7 cm, 180 pages, 70 F.

Nom : ..... Téléphone .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Je désire recevoir ..... exemplaire(s) de "VILLES ET CAMPAGNES" et vous le paierai (par chèque bancaire, chèque postal ou mandat) à réception de facture.

Bon à découper et à faire parvenir avec votre règlement (par chèque bancaire, chèque postal ou mandat) à :
INSEE - SERVICE DIFFUSION - 18, BOULEVARD ADOLPHE PINARD - 75675 PARIS CEDEX 14

Chapitre E.01

Communication

1. Presse périodique

2. Audiovisuel

1. Presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le *Service juridique et technique de l'Information* (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole + DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par type de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, est limité aux titres de la *presse éditeur* (1).

Appartiennent à l'ensemble *« presse éditeur »* les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à deux au moins des quatre critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant quatre types : « presse d'information générale et politique nationale », « presse d'information générale et politique locale », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle ».

11. Définitions concernant le tirage des publications périodiques

Tirage au numéro : nombre d'exemplaires tirés d'un numéro donné du titre concerné.

Tirage moyen au numéro : moyenne arithmétique annuelle des tirages au numéro du titre concerné.

Tirage annuel : somme des tirages au numéro de l'ensemble des parutions d'une année civile déterminée.

Tirage total au numéro (d'une catégorie de publication ou de périodicité donnée) : somme des tirages moyens au numéro des titres appartenant à la catégorie étudiée.

Tirage moyen par titre : moyenne arithmétique des tirages moyens au numéro des titres de la catégorie étudiée.

Tirage total annuel : somme des tirages annuels des titres appartenant à la catégorie de publications ou de périodicité étudiée.

12. Les résultats

Les résultats figurant dans ce chapitre ne concernent donc que la presse éditeur et ne sont pas comparables aux séries présentées antérieurement à l'édition 1984 de l'annuaire. D'autre part, la nomenclature de classification par sujet utilisée pour la présentation des tableaux est celle adoptée par le SJTI, qui ne coïncide pas nécessairement avec celle de l'UNESCO.

2. Audiovisuel

La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 a notamment réorganisé l'ensemble du secteur de l'audiovisuel, et affirmé le principe de la liberté de la communication.

Outre les éléments se rapportant au secteur des télécommunications, les innovations notables apportées par la loi sont :

— la création de la Commission nationale de la communication et des libertés;
— la privatisation de TF1;
— la fin du monopole de diffusion de TDF pour les sociétés de télévision privées;

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service juridique et technique de l'Information du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire.

1. Les autres titres et publications, constituant l'ensemble *« presse de groupements »* (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1982.

— la fin du monopole de commercialisation à l'étranger par FMI;

— la suppression des commandes obligatoires à la SFP, sauf, à titre transitoire, pour TF1 privatisée.

Le secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision se compose :

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore : Radio-France;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision : Antenne 2;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision à caractère national et régional : France-Régions 3;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision et de radiodiffusion sonore destinées à être diffusées dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer : RFO;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore destinées à la diffusion internationale : RFI;

— d'une société nationale de programme, qui pourra être chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision diffusées par satellite : la SEPT;

— d'un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, chargé de conserver et d'exploiter les archives audiovisuelles des sociétés nationales de programme : INA;

— d'une société dont les statuts sont approuvés par décret et dont la majorité du capital est détenue par des personnes publiques, qui assure la diffusion et la transmission, en France et vers l'étranger, des programmes des sociétés nationales : TDF;

— d'une société nationale de production et de création audiovisuelles, soumise à la législation sur les sociétés anonymes, dont la majorité du capital est détenue par des personnes publiques : SFP.

Par ailleurs, hors du secteur public, deux régimes sont institués pour l'essentiel :

— le régime de l'autorisation préalable, qui est celui des services de communication audiovisuelle du secteur privé, diffusés par voie hertzienne et des réseaux distribuant par câble des services de radio et de télévision (art. 25 et 34);

— le régime de la déclaration préalable, qui s'applique à tous les autres services, notamment aux services de télématique (art. 43).

* * *

La loi n° 89-25 du 17 janvier 1989, qui a modifié la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, a notamment institué une nouvelle instance de régulation.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui remplace la Commission nationale de la communication et des libertés, comprend neuf membres désignés pour six ans par les trois plus hautes autorités de l'État.

La loi affirme que le secteur public et le secteur privé de l'audiovisuel participent l'un et l'autre à une mission d'intérêt général et met l'accent sur la qualité des programmes et la place de la création française. Elle confie au gouvernement le soin d'instaurer un cadre réglementaire dans lequel le Conseil supérieur de l'audiovisuel exercera ses compétences.

Elle instaure par ailleurs un dialogue public entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le Gouvernement pour l'établissement du cahier des charges des chaînes du secteur public.

En ce qui concerne le secteur privé, le Conseil supérieur de l'audiovisuel devra négocier et conclure au nom de l'État avec chaque nouvel opérateur une convention pluriannuelle fixant ses obligations et ses engagements propres.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel exerce désormais le contrôle de l'exécution de la concession de Canal Plus.

L'instruction des dossiers des radios privées doit être faite pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel par des comités techniques déconcentrés.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel continue d'exercer les compétences qui étaient celles de la Commission nationale de la communication et des libertés dans le domaine des télécommunications, en attendant l'adoption d'une loi qui organisera les fonctions de réglementation et d'exploitation.

Enfin, la loi du 17 janvier 1989 diversifie et renforce les pouvoirs de sanction du Conseil supérieur de l'audiovisuel, en lui donnant un pouvoir propre de sanction financière, sous le contrôle du juge.

La loi n° 89-532 du 2 août 1989 a également modifié la loi du 30 septembre 1986 en introduisant une présidence unique pour Antenne 2 et France-Régions 3. L'exposé des motifs de cette loi prévoit en outre la mise en commun pour les deux sociétés de certains de leurs moyens, la création d'un comité de coordination stratégique entre les deux chaînes et la conclusion avec l'État d'un « Contrat d'Objectifs » propre à chacune des sociétés.

TABLEAU E.01-1

Presse éditeur : données économiques d'ensemble

Source : Service juridique et technique de l'Information

	Unité	1985					1986				
		Presse d'information générale et politique		Presse spécialisée		Total	Presse d'information générale et politique		Presse spécialisée		Total
		Nationale	Locale	Grand public	Technique et professionnelle		Nationale	Locale	Grand public	Technique et professionnelle	
Titres	Nombre	63	431	1.259	1.184	2.937	65	435	1.234	1.175	2.909
Tirage total annuel	Million d'ex.	1.145,8	2.648,8	3.656,0	348,7	7.799,3	1.172,7	2.661,2	3.867,5	344,6	8.046,0
Consommation de papier	Millier de tonnes	210,0	390,2	506,8	54,9	1.161,9	217,2	363,7	567,0	56,8	1.204,7
Chiffre d'affaires [hors TVA] (1)	Million F	8.221,4	11.506,0	17.001,2	4.132,6	40.861,2	8.528,0	12.358,6	21.211,4	4.457,5	46.555,5
soit : Recettes ventes	Million F	4.720,4	6.968,7	10.557,0	1.866,9	24.113,0	4.887,4	7.461,2	11.884,8	2.057,2	26.290,6
Recettes publicité (2)	Million F	3.501,0	4.537,3	6.444,2	2.265,7	16.748,2	3.640,6	4.897,4	9.326,6	2.400,3	20.264,9

(1) Les recettes comprennent les diverses commissions versées aux agents de la vente, aux régies d'abonnement ainsi que les rémunérations d'intermédiaires pour la publicité. — (2) Publicité commerciale et petites annonces.

TABLEAU E.01-2

Titres de la presse éditeur par périodicité

Année 1986

Source : Service juridique et technique de l'Information

Catégorie du sujet principal	Nombre de titres	Périodicité (1)				
		Q	H	M	T	A
Presse nationale d'information générale et politique	*65*	*10*	*30*	*19*	*6*	—
Information générale et politique	15	10	2	3	—	—
Opinion	38	—	18	14	6	—
Magazines illustrés d'information	12	—	10	2	—	—
Presse locale d'information générale et politique	*435*	*(2) 97*	*304*	*28*	*6*	—
Information générale et politique; opinion	336	(2) 97	230	9	—	—
Magazines régionaux	26	—	1	19	6	—
Annonces judiciaires et légales	73	—	73	—	—	—
Presse spécialisée grand public	*1.234*	*4*	*406*	*558*	*255*	*11*
Presse, TV, spectacles	35	—	28	5	2	—
Bande dessinée	136	—	3	71	60	2
Maison et décoration	22	—	1	10	10	1
Presse familiale et sociale	27	—	2	21	4	—
Presse à sensation	21	—	7	13	1	—
Presse masculine	12	—	1	11	—	—
Presse féminine et presse du cœur	57	—	13	30	12	2
Presse des jeunes	31	—	4	24	3	—
Presse culturelle	45	—	—	27	18	—
Presse des loisirs	305	—	4	180	119	2
Presse économique	19	2	4	8	5	—
Presse sportive	75	2	18	45	8	2
Vulgarisation scientifique et technique	12	—	—	10	2	—
Petites annonces (dont presse gratuite d'annonces)	437	—	321	103	11	2
Presse spécialisée technique et professionnelle	*1.175*	*17*	*139*	*585*	*412*	*22*
Agriculture, sylviculture, pêche	149	1	63	71	14	—
Industrie agricole et alimentaire	42	2	5	29	6	—
Production et distribution d'énergie	17	1	—	9	7	—
Location et crédit-bail immobiliers	13	—	—	10	3	—
Industrie des biens intermédiaires	41	—	2	27	12	—
Industrie des biens d'équipement	48	—	3	30	15	—
Industrie des biens de consommation courante	61	—	5	31	24	1
Assurances	8	—	1	6	1	—
Organismes financiers et boursiers	16	6	1	4	4	1
Industrie de mise en œuvre du bâtiment, génie civil et agricole	49	—	4	25	19	1
Transport et télécommunication	24	1	3	16	3	1
Services non marchands	137	—	2	42	82	11
Commerce	67	—	3	49	14	1
Services marchands	255	1	27	135	89	3
Presse médicale	248	5	20	101	119	3
Ensemble	**2.909**	**128**	**879**	**1.190**	**679**	**33**

(1) Périodicité : Q = quotidiens et journaux du 7e jour. H = tri et bihebdomadaires, hebdomadaires et trimensuels. M = bimensuels et mensuels. T = bi et trimestriels. A = autres périodicités. — (2) Se répartissant en 75 quotidiens et 22 journaux du 7e jour édités par les quotidiens et diffusés en fin de semaine.

TABLEAU E.01-3

Tirage et diffusion de la presse éditeur

Source : Service juridique et technique de l'information

	Type de presse						
	Information générale et politique nationale		Information générale et politique locale		Périodiques grand public	Périodiques techniques professionnels	Ensemble
	Total	Dont quotidiens	Total	Dont quotidiens			
Année 1985							
Nombre de titres	63	10	431	76	1.259	1.184	2.937
Tirage (millier d'exemplaires) :							
Total au numéro	9.288	2.674	15.080	7.414	116.273	14.062	154.703
Moyen par titre	*147*	*267*	*35*	*98*	*121*	*10*	*64*
Total annuel	1.145.774	831.651	2.648.782	2.261.698	3.656.000	348.755	7.799.311
Vente au numéro (1)	53	59	45	62	44	5	30
Vente par abonnement (1)	18	13	36	23	29	68	45
Année 1986							
Nombre de titres	65	10	435	75	1.234	1.175	2.909
Tirage (millier d'exemplaires) :							
Total au numéro	9.515	2.754	15.209	7.368	119.659	13.457	157.840
Moyen par titre	*146*	*275*	*35*	*98*	*97*	*11*	*54*
Total annuel	1.172.745	854.516	2.661.159	2.254.074	3.867.545	344.604	8.046.053
Vente au numéro (1)	55	58	63	63	59	5	57
Vente par abonnement (1)	18	13	23	23	14	67	20

(1) En % de la diffusion totale.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne nationale

Tirage total au numéro

Source : Service juridique et technique de l'information

Unité : Millier d'exemplaires

Catégories	1982		1983		1984		1985		1986	
	Nombre de titres	Tirage	Nombre de titres	Tirage	Nombre de titres	Tirage	Nombre de titres	Tirage	Nombre de titres	Tirage
Information générale et politique :										
Quotidiens du matin	7	1.541	7	1.541	6	1.510	6	1.560	6	1.627
Quotidiens du soir	4	1.200	4	1.183	4	1.127	4	1.114	4	1.127
Total	11	2.741	11	2.724	10	2.637	10	2.674	10	2.754
Information spécialisée.										
Quotidiens sportifs et économiques.										
Total	4	649	4	635	4	635	4	632	4	701
Ensemble des quotidiens nationaux.										
Total	15	3.390	15	3.359	14	3.272	14	3.306	14	3.455

TABLEAU E.01-5

Presse quotidienne régionale et départementale

Classement par tranche de tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'information

Classe de tirages (en milliers d'exemplaires)	Fréquences absolues						
	Nombre de titres (1)						
	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	1987
0 à moins de 5	3	4	4	7	4	2	1
5 à moins de 15	12	14	16	7	12	12	13
15 à moins de 50	31	29	27	30	29	29	27
50 à moins de 100	14	13	13	13	14	12	11
100 à moins de 250	9	11	10	9	8	10	10
250 à moins de 400	8	6	7	6	7	6	7
400 à moins de 800	3	3	3	3	1	3	2
800 et plus	—	—	—	1	1	1	1
Total	**80**	**80**	**80**	**76**	**76**	**75**	**72**

(1) Journaux du 7e jour non compris.

TABLEAU E.01-6

Comptes de redevance

Source : Service de la Redevance

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre de comptes (en milliers) (1) :											
Télévision noir et blanc	9.197,9	*r* 9.345	*r* 8.503	*r* 7.682	*r* 6.791	*r* 6.060	*r* 5.393	*r* 4.813	*r* 4.196	3.431	2.797
Télévision couleur	6.264,2	*r* 6.264	*r* 7.475	*r* 8.815	*r* 10.168	*r* 11.230	*r* 12.262	*r* 12.137	*r* 13.972	15.029	16.011
Magnétoscope (2)	///	///	///	///	437	1.000	1.350	1.500	1.370	///	///
Montant de la redevance de la télévision (en francs) (3) :											
Télévision noir et blanc	207	221	238	280	*r* 331	331	346	356	333	333	343
Télévision couleur	310	331	358	424	471	502	526	541	506	506	533
Magnétoscope (2)	///	///	///	///	471	612	641	659	///	///	///

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne. — (2) La redevance pour les magnétoscopes a existé de 1983 à 1986. — (3) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-7

Émetteurs et réémetteurs de radiodiffusion

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Émetteur à modulation d'amplitude (1) :									
Nombre (2)	**59**	**58**	**58**	**56**	**56**	**56**	**56**	**54**	**59**
Soit : France-Inter	14	13	12	12	13	13	12	13	13
France-Culture	20	20	20	20	20	20	20	20	20
FIP et divers	6	6	7	5	4	4	4	1	3
Ondes décamétriques	19	19	19	19	19	19	20	20	23
Puissance en kW (3)	**11.511,1**	**10.911,1**	**10.861,1**	**10.860,1**	**10.860,1**	**10.865,0**	**10.868**	**10.886**	**10.868**
Soit : France-Inter	3.431,0	3.231,0	3.131,0	3.131,0	3.181,0	3.181,0	3.180	3.180	3.180
France-Culture	2.957,0	2.957,0	2.957,0	2.957,0	2.997,0	2.957,0	2.957	2.997	2.957
FIP et divers	23,1	23,1	(4) 73,1	(4) 72,1	22,1	27,0	27	5	15
Ondes décamétriques	5.100,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.704	4.704	4.716
Émetteurs à modulation de fréquence sur ondes métriques :									
Nombre (2)	**297**	**306**	**323**	**350**	**370**	**555**	**707**	**874**	**968**
Soit : France-Inter	87	90	90	92	97	121	121	129	135
France-Culture	89	92	96	99	101	120	121	126	141
France-Musique	90	93	97	100	101	120	121	128	142
France Info	///	///	///	///	///	///	///	35	65
FIP et divers	23	23	22	22	16	18	19	19	21
Radios locales de service public	8	8	18	36	55	81	89	94	115
Radios locales privées	///	///	—	1	104	95	236	343	351
Puissance en kW (3)	**1.000,4**	**1.059,3**	**1.087,9**	**1.110,2**	**1.172,2**	**1.285,6**	**1.323,3**	**1.563,5**	**1.731,4**
Soit : France-Inter	313,0	329,7	316,2	316,4	329,4	359,3	359,3	361	377,8
France-Culture	325,2	342,2	346,6	347,1	349,1	349,7	359,3	360	402,9
France-Musique	327,2	344,0	348,4	348,8	348,9	349,7	359,3	361	400,5
France Info	///	///	///	///	///	///	///	67,5	98,0
FIP et divers	18,5	18,7	18,6	18,6	17,4	17,6	17,6	18,2	20,1
Radios locales de service public	16,5	24,7	58,1	78,8	127,5	163,8	182,3	195,8	203,6
Radios locales privées	///	///	—	0,5	39,4	45,5	45,5	200	228,5
Réémetteurs à modulation de fréquence :									
Nombre	**173**	**239**	**352**	**449**	**481**	**460**	**498**	**492**	**478**
Soit : France-Inter	57	79	108	137	150	142	153	151	147
France-Culture	57	79	112	140	148	144	154	150	148
France-Musique	58	80	113	140	149	146	156	157	149
FIP et divers	1	1	1	1	4	–	—	—	—
Radios locales de service public	—	—	18	30	50	28	35	34	34

(1) Sur ondes kilométriques (ondes longues) ou sur ondes hectométriques (ondes moyennes). — (2) A ces réseaux s'ajoutent 20 émetteurs à modulation d'amplitude sur ondes décamétriques, diffusant les programmes de Radio-France internationale. — (3) Le principe du rayonnement des émetteurs de fréquence est différent de celui des émetteurs à modulation d'amplitude; les puissances mises en jeu avec l'un et l'autre des deux procédés pour desservir une même zone ne sont pas comparables. — (4) Dont 50 kW pour un émetteur loué à Sud-Radio.

TABLEAU E.01-8

Émetteurs et réémetteurs de télévision

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Réseau 1 (Programme TF 1 noir et blanc) :									
Nombre d'émetteurs	69	65	52	///	///	///	///	///	///
Puissance crête image totale (en kW)	401,3	389,3	285,3	///	///	///	///	///	///
Nombre de réémetteurs	1.859	1.558	1.302	///	///	///	///	///	///
Réseau 1 *bis* (Programme TF 1 couleur) :									
Nombre d'émetteurs	85	112	112	112	112	112	112	112	112
Puissance crête image totale (en kW)	1.297,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5
Nombre de réémetteurs	957	1.777	2.222	2.401	2.648	2.876	3.045	3.100	3.158
Réseau II (Programme A 2) :									
Nombre d'émetteurs	113	112	112	112	112	112	112	112	112
Puissance crête image totale (en kW)	1.478,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,6
Nombre de réémetteurs	1.989	2.230	2.452	2.590	2.683	2.853	3.020	3.071	3.147
Réseau III (Programme FR 3) :									
Nombre d'émetteurs	115	116	116	116	116	116	116	119	121
Puissance crête image totale (en kW)	1.498,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.504,5	1.507,5
Nombre de réémetteurs	1.437	1.758	2.121	2.317	2.540	2.773	2.961	3.050	3.136
Réseau IV (Programme Canal plus) :									
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	30	55	90	94	100
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	94,5	188,8	219,5	224,5	229,75
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	27	47	90	103	139
Réseau V (Programme La 5) :									
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	45	60	68
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	///	—	199,75	218,75
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	9	32	69
Réseau VI [Programme TV 6/M 6] (1) :									
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	20	41	61
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	///	—	100,25	194,77
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	5	22	52
TMC :									
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	3	3	3	3	3
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	10,5	10,7	10,7	10,7	10,7
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	—	—	—	—	—
Réseau spécialisé :									
Nombre d'émetteurs	—	—	4	4	3	3	1	—	—
Puissance crête image totale (en kW)	—	—	10,3	10,3	10,5	10,5	10	—	—
Ensemble des émetteurs	**382**	**405**	**396**	**344**	**376**	**401**	**489**	**541**	**577**
Ensemble des réémetteurs	**6.242**	**7.323**	**8.097**	**7.308**	**7.898**	**8.549**	**9.130**	**9.378**	**9.701**

(1) M 6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-9

Effectifs autorisés du secteur public de l'audiovisuel (1)

Situation au 1er janvier

Source : Service juridique et technique de l'Information

	1980	1981	1982	1983	(3) 1984	(3) 1985	(2) (3) 1986	(3) 1987	(3)1988	(3) 1989
TF 1	1.204	1.209	1.566	1.504	1.444	1.420	1.492	///	///	///
A 2	1.209	1.207	1.362	1.374	1.354	1.335	1.363	1.327	1.306	1.306
FR 3	3.602	3.677	3.937	3.343	3.373	3.374	3.396	3.294	3.244	3.244
Radio-France	2.344	2.387	2.659	2.945	2.965	2.969	3.199	3.107	3.059	3.067
Société d'édition de programmes de télévision (SEPT)	///	///	///	///	///	///	///	///	55	55
TDF (3)	3.465	3.436	3.658	3.754	3.894	3.962	4.137	4.102	4.039	4.039
INA	912	882	895	969	949	951	951	919	909	909
SFP	2.448	2.339	2.505	2.581	2.561	2.549	2.540	2.476	2.292	2.213
RFI	///	///	///	309	359	375	431	430	423	432
RFO	///	///	///	814	834	771	783	771	758	766
FMI	///	///	///	///	///	27	54	///	///	///
GIA (ex GIRATEV)	///	///	///	178	178	178	178	178	178	178
Ensemble	**15.184**	**15.137**	**16.582**	**17.771**	**17.911**	**17.911**	**18.524**	**16.604**	**16.263**	**16.209**

(1) Il s'agit du seul personnel permanent. Des dizaines de milliers de « cachetiers » et pigistes participent chaque année, pour des durées variables, à la réalisation des programmes de radio et télévision. Pour la SFP, il s'agit des effectifs réels à compter de 1987. — (2) Compte tenu des intégrations autorisées (563 personnes). — (3) Y compris, à compter de 1984, 140 emplois gagés sur emplois bloqués au ministère des PTT et pris en charge financièrement sur les ressources propres de TDF.

TABLEAU E.01-10

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information — *Unité :* Million de francs

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	(5) 1987	(5) 1988	(5) 1989
Redevance (2)	4.090,5	5.073,6	5.804,0	6.591,3	6.769,2	7.498,0	6.229,7	6.580,2	6.789,3
Publicité	1.754,3	2.206,6	2.668,7	2.868,5	3.208,7	3.558,8	2.165,0	2.260,7	2.317,2
soit : Publicité de marque	*1.613,0*	*2.025,0*	*2.438,0*	*2.612,0*	*2.965,7*	*3.302,0*	*1.950,0*	*2.000,0*	*2.050,0*
Publicité collective	*141,3*	*181,6*	*230,7*	*256,6*	*243,0*	*256,8*	*215,0*	*260,7*	*267,2*
Parrainage	///	///	///	///	///	///	///	///	100,0
Services rendus aux administrations	(3)	152,3	168,9	49,3	138,0	70,6	61,2	59,6	139,0
Recettes commerciales	107,0	128,6	196,4	135,0	475,7	836,3	1.224,5	1.456,6	1.543,8
Divers	(4) 320,1	302,8	336,4	492,0	301,6	158,2	141,3	112,2	123,7
Ensemble	**6.271,9**	**7.863,9**	**9.174,4**	**10.136,1**	**10.893,2**	**12.121,9**	**9.821,7**	**10.469,3**	**11.013,0**

(1) Prévisions de financement. — (2) Exploitation et équipement. — (3) Inclus dans le poste divers. — (4) Y compris services rendus aux administrations. — (5) Les sociétés TF 1, FMI et SFP ne sont pas prises en compte à partir de l'année 1987.

TABLEAU E.01-11

Évolution des genres de programme par chaîne

Source : CNCL et CSA

	1986			1987			1988				
	TF 1	(1) A 2	(2) FR 3	TF 1	(1) A 2	(2) FR 3	TF 1	(1) A 2	(2) FR 3	(3) La 5	(3) M 6
Volume horaire (en heures)	**5.188**	**5.597**	**3.037**	**6.122**	**6.085**	**4.287**	**7.986**	**6.404**	**4.972**	**8.603**	**8.286**
Répartition en % :											
Information	19	21,5	18,5	17	19,5	...	13,9	21	13,9	16,5	4
Documentaire	9,5	18	11	10	17,5	...	17,8	16,9	16,9	1,4	8,3
Fiction	25	24	28	27	23	...	37,2	30,8	30,9	65,7	45,6
Musique et divertissement	14	12	12,5	18,5	14	...	15,8	15,1	15,4	6,2	36,9
Sport	9	10	5,5	6	8	...	5,7	9,1	10,9	3	0,7
Jeunesse (4)	9,5	7,5	11	9,5	8	...	///	///	///	///	///
Autres émissions (5)	9	4	10	7,5	7	...	6,8	3,4	6,8	4,1	3
Autres éléments (6)	5	3	3,5	4,5	3	...	2,8	3,7	5,2	3,1	1,5
Total	100	100	100	100	100	...	100	100	100	100	100

(1) Les chiffres d'Antenne 2 ne prennent pas en compte les actualités régionales de FR 3 relayées par Antenne 2. — (2) En ce qui concerne FR 3, il s'agit uniquement du réseau national. — (3) Pour La 5 et M 6, la période d'analyse se situe du 1er mars 1988 au 28 février 1989. — (4) À compter de 1988, la rubrique « Jeunesse » est supprimée et les émissions qui concerne le public « Jeunes » sont incluses dans les genres correspondants. — (5) Émissions qui procèdent de conventions particulières avec des organismes extérieurs, y compris la publicité. — (6) Interstices : déroulants, présentations, sonals, bandes-annonces.

TABLEAU E.01-12

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France (1)

Source : Radio-France — *Unité :* Heure

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
France-Inter GO (2) (3) (5)	●	8.552	8.760	8.500	8.576	8.548	8.552	8.552	8.576
France-Inter MF (2) (3) (5)	●	624	391	6.860	8.472	8.442	8.495	8.500	8.784
France-Culture MF (4) (5)	6.224	7.207	6.211	6.205	6.222	8.442	8.495	8.500	8.784
France-Musique (4) (5)	6.954	6.935	6.951	6.947	8.472	8.442	8.495	8.500	8.784
Radio-Bleue (6)	—	—	1.190	1.252	1.252	1.452	1.460	1.747	1.768
FIP MF (7) (8)	—	—	5.106	5.110	5.124	5.110	5.110	5.110	5.124
France-Info : (9)									
À Paris, Marseille, Lyon, Le Mans, Mulhouse, Clermont-Ferrand, Toulouse, Nantes (depuis le 1er juin 1987)								3.883	6.954
Au Havre, Nancy, Bayonne, Limoges, Rennes (depuis le 15 juillet 1987)								3.095	6.954
À Lille (depuis le 2 septembre 1987)								2.255	6.954
À Saint-Étienne, Brest, Caen, Poitiers (depuis le 10 novembre 1987)								988	6.954
À Grenoble, Strasbourg, Tours, Lorient (depuis le 1er décembre 1987)								589	6.954
À Amiens (depuis le 2 décembre 1987)								570	6.954
À Perpignan, Nice, Rouen, Reims, Saint-Nazaire (depuis le 10 décembre 1987)								399	6.954
À Metz et Orléans (depuis le 15 décembre 1987)								304	6.954
À Cannes, Nîmes, Pau, Albi, Angoulême (depuis le 31 décembre 1987)								19	6.954
À Châteauroux (depuis le 3 janvier 1988)								///	6.916
À Valence (depuis le 1er février 1988)								///	6.365
À Montbéliard, Toulon, Troyes (depuis le 2 février 1988)								///	6.346
À Bordeaux (depuis le 29 février 1988)								///	5.833
À Dijon, La Rochelle (depuis le 1er mars 1988)								///	5.814
À Montpellier (depuis le 31 mars 1988)								///	5.244
À Boulogne, Valenciennes (depuis le 6 avril 1988)								///	5.130
À Montélimar (depuis le 9 avril 1988)								///	5.073
À Gex (depuis le 13 avril 1988)								///	4.997
À Nice (depuis le 16 avril 1988)								///	4.940
À Monaco (depuis le 16 juin 1988)								///	3.781
À Avignon (depuis le 11 juillet 1988)								///	3.306
À Annecy (depuis le 14 octobre 1988)								///	1.501
À Auxerre, Bourges, Chambéry, Guéret, Périgueux (depuis le 15 octobre 1988)								///	1.482
À Ajaccio, Bastia (depuis le 19 octobre 1988)								///	1.406
À Alès, Angers, Laval (depuis le 3 novembre 1988)								///	1.121
À Besançon, Béziers (depuis le 30 novembre 1988)								///	608
À Montluçon (depuis le 28 décembre 1988)								///	76

(1) Non compris les productions de Radio-France Internationale, de Radio-Sorbonne, la radio-scolaire et les émissions universitaires. — (2) Au 1er juillet pour l'année 1981. — (3) Ces deux réseaux diffusent la plus grande partie du temps le même programme. — (4) Le programme de chacune de ces deux chaînes est diffusé 24 h sur 24 en MF uniquement. — (5) Les chiffres relatifs aux volumes annuels de diffusion des chaînes fonctionnant 24 h sur 24 tiennent compte, jusqu'en 1987 inclus, des interruptions hebdomadaires d'antenne pour des opérations de maintenance. — (6) Le programme de Radio-Bleue est diffusé sur le réseau B d'ondes moyennes chaque jour de 7 h à 12 h (sauf le dimanche où il est diffusé de 8 h à 12 h). — (7) Les cinq stations FIP régionales (FIP Bordeaux, FIP Lille, FIP Metz, FIP Nantes, FIP Strasbourg) diffusent en MF le programme musical de FIP Paris de 7 h à 21 h (5.124 h), et le programme « Modulation France » de 21 h à 7 h (3.660 h). — (8) FIP Paris est diffusé à Paris et dans la région parisienne en MF et en OM de 7 h à 21 h. De 21 h à 7 h, FIP Paris prend le relais du programme de France-Inter. — (9) Le programme d'information continue « France-Info », mis en service le 1er juin 1987, est réalisé à la Maison de Radio-France à Paris et relayé dans un certain nombre de villes réparties sur l'ensemble du territoire français. En 1988, ce programme a été produit pendant 19 h par jour (de 6 h à 1 h). Le nombre de villes desservies est passé de 35 en 1987 à 65 en décembre 1988. Une émission de modulation musicale prend le relais entre 1 h et 6 h.

TABLEAU E.01-13

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les stations décentralisées de Radio-France

Source : Radio-France — *Unité :* Heure

	Date de la première émission	1985	1986	1987		1988	
				Production spécifique	Modulation France	Production spécifique	Modulation France
Radio 7 (1)	2 juin 1980	8.760	8.760	—	—	—	—
Radio-France Fréquence Nord	19 mai 1980	6.552	6.578	4.823	3.824	6.381	2.463
Radio-France Mayenne	16 juin 1980	6.352	6.544	5.375	3.325	5.335	3.449
Radio-France Seine-et-Marne	11 septembre 1980	6.581	—	—	—	—	—
Radio-France Berry-Sud	23 avril 1982	5.670	6.153	5.198	3.562	4.534	4.250
Radio-France Vaucluse	29 juin 1982	6.205	6.205	4.569	2.794	4.443	4.341
Radio-France Bretagne-Ouest	3 août 1982	6.448	6.466	5.141	3.618	5.044	3.740
Radio-France Creuse	5 septembre 1982	6.344	6.208	5.886	2.874	5.056	3.728
Radio-France Côte d'Azur (2)	19 octobre 1982	6.521	6.472	3.432	5.304	366	3.660
Radio-France Périgord	26 octobre 1982	6.825	6.205	5.475	3.185	6.058	2.726
Radio-France Belfort	14 décembre 1982	6.840	6.700	5.840	2.920	5.188	3.596
Radio-France Puy-de-Dôme	19 avril 1983	5.995	6.400	5.110	3.650	5.163	3.621
Radio-France Landes	17 mai 1983	6.608	6.510	5.037	3.723	5.051	3.733
Radio-France Drôme	18 juillet 1983	6.153	6.115	5.022	3.738	4.849	3.935
Radio-France Isère	16 décembre 1983	6.111	6.205	5.840	2.920	5.124	3.660
Radio-France Bordeaux-Gironde	24 décembre 1983	6.518	5.500	5.460	3.300	5.228	3.556
Radio-France Nancy	28 avril 1984	—	4.850	3.794	4.922	3.931	4.853
Radio-Corse Frequenza Mora	3 mai 1984	6.266	6.387	5.840	2.920	5.697	3.087
Radio-France Lyon (2) (3)	28 mai 1984	—	4.802	3.711	5.048	366	3.660
Radio-France Toulouse (2) (3)	4 juin 1984	—	4.810	4.368	4.368	471	3.631
Radio-France Limoges	1er octobre 1984	—	4.026	3.942	4.800	4.224	4.560
Radio-France Armorique (3)	5 novembre 1984	—	4.751	3.120	5.616	4.444	4.340
Radio-France Hérault	20 novembre 1984	6.084	6.518	3.650	5.110	4.359	4.425
Radio-France Orléans	4 février 1985	—	4.775	3.734	5.026	3.487	5.297
Radio-France Pau-Béarn (4)	1er avril 1985	—	1.301	1.014	4.722	1.742	3.756
Radio-France Pays basque (3) (4)	1er avril 1985	—	4.598	3.942	4.722	4.064	4.720
Radio-France Alsace (3)	14 mai 1985	3.825	7.649	6.050	2.710	6.536	2.248
Radio-France Picardie	4 juin 1985	—	3.306	3.225	5.535	3.328	5.456
Radio-France Provence	3 septembre 1985	—	6.017	(3) 4.140	3.850	1.582	7.202
Radio-France Loire-Océan	13 septembre 1985	—	4.920	4.745	4.015	5.124	3.660
Radio-France Dijon-Bourgogne	6 janvier 1986	///	2.125	2.782	5.722	3.412	5.372
Radio-France Besançon	8 janvier 1986	///	4.680	3.905	4.563	4.571	4.213
Radio-France Melun (5)	1er février 1986	///	1.774	2.081	6.679	2.266	6.518
Radio-France Normandie-Rouen	9 juin 1986	///	2.456	3.316	5.056	3.180	5.604
Radio-France Normandie-Caen	28 juin 1986	///	2.759	3.220	5.500	3.444	5.340
Radio-France Nîmes	20 octobre 1986	///	984	2.107	6.653	2.480	6.304
Radio-France Roussillon	20 octobre 1986	///	1.090	2.242	6.517	3.278	5.506
Radio-France Marseille (2)	1er janvier 1988	///	///	///	///	366	3.660
Radio-France Cherbourg (2)	1er janvier 1988	///	///	///	///	786	7.449
Radio-France Reims (2)	1er janvier 1988	///	///	///	///	1.086	7.149
Radio-France Tours	14 mars 1988	///	///	///	///	915	6.085
Radio-France Savoie	31 mai 1988	///	///	///	///	860	4.300
Radio-France La Rochelle	5 juillet 1988	///	///	///	///	448	3.848
Total		**120.658**	**181.599**	**147.136**	**152.791**	**144.267**	**182.641**

(1) Radio 7 a cessé d'émettre au début de 1987. — (2) Depuis janvier 1987, les radios locales diffusent un programme ininterrompu composé, pour une partie, de production spécifique et pour l'autre partie, du ruban musical « Modulation-France ». En ce qui concerne les stations Radio-France Côte d'Azur, Radio-France Toulouse, Radio-France Lyon, Radio-France Marseille, Radio-France Cherbourg et Radio-France Reims le programme spécifique des quatre premières stations est constitué d'un magazine quotidien d'information locale diffusé de 18 h à 19 h (s'y ajoutent, pour Radio-France Toulouse, des heures de reportages sportifs). La programmation musicale est celle de FIP Paris de 7 h à 18 h et de 19 h à 21 h, soit 4.758 h (4.682 h pour Radio-France Toulouse), et celle de Modulation-France de 21 h à 7 h. Les deux dernières stations — Radio-France Cherbourg et Radio-France Reims — sont d'anciens FIP régionaux dont la programmation a été modifiée par l'adoption du ruban musical de Modulation-France. Toutefois l'émission « Jazz à FIP » diffusée de 19 h 30 à 21 h y a été maintenue (549 h). — (3) Les émissions des radios locales sont diffusées en modulation de fréquence. Certaines émissions sont diffusées en ondes moyennes (871 h en 1987, 1.279 h en 1988). Il s'agit de programmes spécifiques, en général dialectaux ou, dans certains cas, religieux qui se répartissent comme suit en 1988 : Lyon, 53 h; Toulouse, 159 h; Armorique, 104 h; Pays basque, 260 h; Alsace, 703 h. — (4) Le volume horaire de Radio-France Pau-Béarn s'entend comme particulier à cette station qui diffuse, par ailleurs, le programme de Radio-France Pays basque. — (5) Le studio atelier de Radio-France Melun développe conjointement une production radiophonique limitée et une action de perfectionnement professionnel.

TABLEAU E.01-14

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1. Émissions destinées aux étrangers résidant en France						
Durée totale des émissions (1)	592,00	523,85	616,15	554,25	555,50	557,25
soit :						
En arabe	118,45	118,45	118,45	141,30	142,00	142,30
En espagnol	51,10	51,15	51,15	35,15	35,45	35,00
En italien	15,30	—	–	—	—	—
En polonais (2)	183,00	130,00	143,00	130,00	130,00	130,00
En portugais	118,45	118,45	118,45	141,30	142,00	142,30
En turc	25,20	28,00	28,00	31,35	31,20	32,10
En serbo-croate	47,30	47,30	47,30	35,15	35,15	36,15
Pour Africains francophones	15,40	15,40	15,40	15,50	16,10	15,30
Pour Cambodgiens	8,00	7,50	47,40	7,40	7,40	7,50
Pour Laotiens	3,55	3,55	23,50	7,50	7,50	7,50
Pour Vietnamiens	3,55	4,05	23,50	8,00	7,50	7,50
2. Émissions destinées aux auditeurs de l'étranger						
Durée totale des émissions (3)	18.473	19.906,6	25.235	35.464	*r*36.603	38.350
soit :						
Émissions spécifiques en français vers l'Afrique	4.745	6.916	6.424	6.500	6.664	6.800
Émissions de service pour les stations africaines (coopération)	620	620	626	620	620	645
Programmes nationaux vers l'Afrique	1.574	1.131	511	435	435	318
Émissions en anglais vers l'Afrique	494	666,3	730	728	639	546
Émissions en portugais vers l'Afrique	365	667	365	728	728	728
Émissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	365	365	365	365	365	365
Émissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365	365
Émissions en portugais vers le Portugal	365	365	365	365	365	365
Émissions en polonais vers la Pologne	456	365	456	458	458	485
Émissions en allemand	365	365	365	728	728	728
Émissions en russe	92	—	365	—	*r*365	455
Émissions vers l'Asie du Sud-Est	90	—	547	—	1.277	2.010
Émissions en roumain	///	94,3	182	365	365	365
Émissions spécifiques vers l'Amérique latine	1.095	1.331	5.175	6.396	7.482	7.488
Programmes nationaux vers l'Amérique du Nord	2.190	494	3.467	9.282	9.242	10.062
Programmes nationaux vers l'Est	1.825	1.118	706	—	—	—
Programmes spécifiques en français vers l'Est	3.467	4.992	4.221	7.738	5.840	5.642
Programmes nationaux vers l'Amérique latine	///	52	—	—	—	—
Émissions en créole	///	///	///	26	26	26
Émissions en Serbo-Croate	///	///	///	365	639	637
Émissions en arabe vers le Maghreb et le Proche-Orient (4)	///	///	///	///	///	278
Émissions de service pour les stations australiennes	///	///	///	///	///	34
Émission envoyée à la radio FM JWAVE au Japon (5)	///	///	///	///	///	8

(1) En ondes hectométriques. — (2) Émission régionale diffusée par l'émetteur de Lille. — (3) En ondes décamétriques. — (4) Depuis le 28 mars 1988. — (5) Depuis octobre 1988.

TABLEAU E.01-15

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger, diffusées par Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1. Émissions enregistrées distribuées par les ambassades de France aux stations étrangères						
Productions spécifiques	82	71	71	70	72	72
soit :						
En français	36	39	39	38	40	40
En anglais	23	16	16	16	16	16
En espagnol	23	16	16	16	16	16
Volume annuel de programmes	7.450	7.861	8.012	8.328	8.629	8.995
Programmes nationaux enregistrés (1)	4.216	4.281	4.281	3.664	3.033	4.088
2. Émissions enregistrées distribuées dans le cadre de la coopération						
Émissions spécifiques destinées aux stations africaines et de l'océan Indien	460	498	470	635	652	714
Heures d'antenne des émissions spécifiques et programmes nationaux	23.000	23.565	23.411	24.853	26.908	27.491

(1) Non compris dans le volume annuel des programmes.

TABLEAU E.01-16

Répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision entre les stations

Source : Service juridique et technique de l'information (1) — *Unité :* %

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
RADIODIFFUSION :								
Stations de Radio-France	25,7	22,2	20,6	21,3	●	18,1	17,9	18,6
dont : France-Inter	18,5	15,2	13,9	14,2	●	12,9	12,1	11,6
France-Musique	2,5	2,2	2,2	2,1	●	...	...	...
France-Culture	1,0	1,1	0,9	1,2	●	...	...	...
FIP	2,4	2,1	1,7	1,3	●	...	...	...
France-Info	///	///	///	///	●	...	...	1,3
Autres stations Radio-France	1,6	2,1	1,9	2,5	●	...	...	...
Stations périphériques	71,7	66,7	61,3	59,5	●	47,7	43,0	40,8
dont : Europe 1	26,1	22,2	19,3	17,9	●	14,7	11,7	10,8
RTL	32,6	35,6	35,2	34,5	●	25,7	25,5	22,7
RMC	13,0	8,9	6,8	7,1	●	7,3	5,8	6,3
Radios locales privées	2,6	11,1	18,1	19,2	●	27,9	32,8	36,8
dont : Europe 2	///	///	///	///	●	///	///	2,5
Fun Radio	///	///	///	///	●	///	///	1,9
Nostalgie	///	///	///	///	●	///	///	4,2
NRJ	///	///	///	///	●	///	///	11,3
Sky Rock	///	///	///	///	●	///	///	1,7
Autres stations (étrangères et non identifiées)	///	///	///	///	●	6,3	6,3	3,8
Total	100	100	100	100	●	100	100	100
TÉLÉVISION :								
TF 1	46,3	42,3	37,9	39,1	●	38,2	42,1	44,8
Antenne 2	36,6	40,0	46,2	45,7	●	39,4	32,0	26,9
FR 3	15,7	15,4	12,9	13,0	●	11,8	11,2	8,5
Canal +	///	///	///	///	●	4,1	3,9	4,3
La Cinq	///	///	///	///	///	4,2	7,3	10,3
TV 6-M 6 (2)	///	///	///	///	///	2,3	1,1	3,4
Autres stations	1,4	2,3	3,0	2,2	●		2,4	1,8
Total	100	100	100	100		100	100	100

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984, et par Médiamétrie depuis 1986. — (2) M 6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-17

Audience cumulée de la radio et de la télévision

(Proportion de la population ayant écouté le média considéré au moins un quart d'heure au cours de la journée)

Source : Service juridique technique de l'information (1) — *Unité :* %

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
RADIODIFFUSION	58,6	57,2	57,0	●	74,2	75,3	76,9
Stations de Radio-France	...	...	...	●	...	...	21,5
dont : France-Inter	14,5	13,3	13,2	●	16,1	15,6	15,0
France-Info	///	///	///	●	///	///	2,5
Stations périphériques	...	...	...	●	...	...	37,6
dont : Europe 1	19,3	16,5	15,0	●	17,1	14,2	13,9
RTL	21,3	20,9	20,9	●	21,5	21,2	20,0
RMC	6,3	5,3	5,4	●	7,5	6,8	6,5
Radios locales privées	///	///	///	●	///	///	30,6
dont : Europe 2	///	///	///	●	///	///	2,3
Fun Radio	///	///	///	●	///	///	2,3
Nostalgie	///	///	///	●	///	///	3,9
NRJ	///	///	///	●	///	///	11,1
Sky Rock	///	///	///	●	///	///	2,0
Autres stations (étrangères et non identifiées)	///	///	///	●	///	///	4,7
TÉLÉVISION	73,7	73,0	74,5	●	84,1	84,8	85,7
TF 1	51,6	46,6	44,2	●	54,9	57,9	61,3
Antenne 2	46,7	52,4	53,5	●	55,0	49,8	47,8
FR 3	24,8	21,9	22,0	●	24,2	25,3	24,4
Canal +	///	///	///	●	7,3	8,0	8,7
La Cinq	///	///	///	///	5,8	12,2	19,9
TV6-M6 (2)	///	///	///	///	///	3,0	8,5

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984, depuis, par Médiamétrie. — (2) M6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-18

Durée d'écoute quotidienne par individu de la radio et de la télévision

Source : Service juridique et technique de l'information (1) — *Unité :* Minute

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
RADIODIFFUSION	90	88	84	●	136	137	140
Stations de Radio-France	...	...	...	●	...	...	26
dont : France-Inter	14	12	12	●	17	17	16
France-Info	///	///	///	●	///	///	2
Stations périphériques	...	...	...	●	...	...	57
dont : Europe 1	20	17	15	●	20	16	15
RTL	32	31	29	●	35	35	32
RMC	8	6	6	●	10	8	9
Radios locales privées	///	///	///	●	38	45	51
dont : Europe 2	///	///	///	●	///	///	3
Fun Radio	///	///	///	●	///	///	2
Nostalgie	///	///	///	●	///	///	6
NRJ	///	///	///	●	///	///	16
Sky Rock	///	///	///	●	///	///	2
Autres stations (étrangères et non identifiées)	///	///	///	●	///	///	5
TÉLÉVISION	130	132	138	●	170	178	186
TF 1	55	50	54	●	65	75	83
Antenne 2	52	61	63	●	67	57	50
FR 3	20	17	18	●	20	20	16
Canal +	///	///	///	●	7	7	8
La Cinq	///	///	///	///	7	13	19
TV6-M6 (2)	///	///	///	///	///	2	6

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984; depuis, par Médiamétrie. — (2)M6 à compter du 1er mars 1987.

TABLEAU E.01-19

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Centre national de la cinématographie — *Unité :* Film

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Chaines non cryptées :										
Ensemble	**537**	**527**	**500**	**475**	**450**	**482**	**500**	**557**	**892**	**913**
TF 1	157	150	129	129	130	142	130	143	166	160
Français	●	*86*	*82*	*72*	*79*	●	*71*	*73*	*116*	*103*
Étrangers	●	*64*	*47*	*57*	*51*	●	*59*	*70*	*50*	*57*
A 2	133	129	132	125	111	130	158	159	164	174
Français	●	*70*	*77*	*67*	*67*	●	*106*	*104*	*109*	*110*
Étrangers	●	*59*	*55*	*58*	*44*	●	*52*	*55*	*55*	*64*
FR 3	247	248	239	221	209	210	212	255	199	192
Français	●	*136*	*124*	*140*	*138*	●	*116*	*134*	*107*	*95*
Étrangers	●	*112*	*115*	*81*	*81*	●	*96*	*121*	*92*	*97*
La 5	///	///	///	///	///	///	///	///	170	193
Français	///	///	///	///	///	///	///	///	*89*	*85*
Étrangers	///	///	///	///	///	///	///	///	*81*	*108*
TV 6/M 6	///	///	///	///	///	///	///	///	193	194
Français	///	///	///	///	///	///	///	///	*102*	*107*
Étrangers	///	///	///	///	///	///	///	///	*91*	*87*
Chaînes cryptées :										
Ensemble	///	///	///	///	///	///	...	...	**396**	**417**
Canal +	///	///	///	///	///	///	...	...	396	417
Français	///	///	///	///	///	///	...	...	...	*208*
Étrangers	///	///	///	///	///	///	...	...	...	*209*

(1) Ces chiffres concernent des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- ● Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.
- — Service juridique et technique de l'Information, bureau de la statistique, 69, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 75 80 00 ou 42 75 87 14.
- ● Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), 56, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : (1) 42 61 83 18.
- — Télédiffusion de France, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge. Tél. : (1) 49 65 10 00.
- — Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 42 30 22 22.
- — Radio-France internationale, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. : (1) 42 30 22 22.
- — Télévision française 1, 17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris Cedex 15. Tél. (1) 42 75 12 34.
- — Antenne 2, 22, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 99 42 42.
- — France-Régions 3, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. : (1) 42 30 22 22.
- — Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO), 5, avenue du Recteur-Poincaré, 75016 Paris. Tél. : (1) 45 24 71 00.
- — La Sept, 35, quai André-Citroën, 75015 Paris. Tél. : (1) 40 59 39 77.
- — Société française de production et de création audiovisuelles (SFP), 36, rue des Alouettes, 75019 Paris. Tél. : (1) 40 03 50 00.
- — Service de la Redevance radio-télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75009 Paris. Tél. : (1) 42 85 11 11.
- — Médiamétrie, 39, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 62 82 12.
- — Institut national de l'audiovisuel (INA), 4, avenue de l'Europe, 94360 Bry-sur-Marne Cedex. Tél. : (1) 49 83 20 00.

Publication :

- — *Presse et statistiques.* Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France.

Chapitre E.02

Culture

1. Archives
2. Monuments historiques
3. Archéologie
4. Musées
5. Art lyrique et chorégraphique
6. Art dramatique
7. Cinéma
8. Livres
9. Enseignement artistique

Les données statistiques du présent chapitre émanent du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.

Seules des données globales ont été retenues. Par ailleurs le champ couvert, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, déborde largement le domaine d'action de l'administration de la Culture.

Il englobe, outre les activités liées à la conservation du patrimoine national, des activités spécifiquement culturelles comme par exemple la musique ou le théâtre dramatique, ainsi que des activités relevant du domaine industriel, telles l'édition de livres ou de disques, l'activité cinématographique.

Les principales sources d'information sont les directions du département ministériel responsable de la culture, les sociétés de protection du droit d'auteur, ainsi que des fédérations nationales d'organismes professionnels ou sociaux qui participent du domaine culturel.

Dans de nombreux domaines, les données sont incomplètes, en particulier en ce qui concerne les activités non contrôlées par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire. Elles sont également de fiabilité inégale, et sont progressivement améliorées.

1. Archives
(tableaux 1 à 3)

Les *archives* sont l'ensemble des documents qui résultent de l'activité politique, administrative et économique :
— de quelque manière que ces documents se présentent (écrits, microfilms, documents informatiques ou audiovisuels, etc.);
— et quelle que soit leur date (papyrus mérovingiens ou archives du gouvernement actuel).

Ces documents sont conservés afin de concourir à la gestion des affaires publiques et privées, à la justification des droits de chaque citoyen, à la recherche historique et à la culture.

Sont *archives publiques* les documents qui procèdent des activités de l'État, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public, et les minutes et répertoires des

Ce chapitre a été établi par le Département des études et de la prospective du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.

notaires et autres officiers publics ou ministériels. Toutes les autres archives sont *privées.*

L'ensemble des archives publiques, à l'exception de celles des Affaires étrangères et de la Défense, relève de la *Direction des Archives de France.* Cette administration dirige les Archives nationales (archives centrales de l'État) et exerce son contrôle scientifique et technique sur les Archives départementales et communales qui, depuis la loi sur la décentralisation, relèvent des conseils généraux.

La *mission des Archives de France* consiste à préserver et mettre en valeur les archives publiques. Préserver, c'est-à-dire collecter les fonds (ensembles organiques de documents) auprès des personnes ou organismes qui les produisent, sélectionner ceux dont l'intérêt paraît devoir être durable et en assurer la conservation. Mettre en valeur, c'est-à-dire classer, répertorier, communiquer et mettre en œuvre des expositions ou publications. L'administration des Archives veille également à la préservation des archives privées, partie du patrimoine historique de la nation.

Les *bases juridiques* de la définition, de la conservation et de l'utilisation des archives reposent sur la loi sur les Archives du 3 janvier 1979 et les décrets du 3 décembre 1979. La décentralisation prévue par la loi du 22 juillet 1983 a été mise en place dans les Archives par les lois des 9 janvier et 19 août 1986.

L'exercice et l'étendue du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives des collectivités territoriales ont été définis par le décret n° 88-849 du 28 juillet 1988.

2. Monuments historiques
(tableaux 4 à 6)

21. Protection des monuments historiques

En un siècle et demi, l'État a mené une action importante afin de constituer pour la nation un patrimoine monumental légal. La loi du 31 décembre 1913, plusieurs fois modifiée et complétée, a posé les règles essentielles qui aujourd'hui encore s'appliquent à la catégorie prestigieuse des « monuments classés », c'est-à-dire aux « immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Elle a également prévu la création d'un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles « qui sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Afin de mieux suivre l'état des monuments pour lesquels il a une responsabilité particulière, le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire a mis en place, depuis 1975, un fichier informatique pour ces monuments. Les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France y formulent leur diagnostic sur les besoins en travaux et sur le degré d'urgence de ces besoins : état de conservation du monument, risque de dégradation au cours des cinq années à venir, menace de disparition d'éléments précieux, enfin danger encouru par le public.

22. Fréquentation des monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques. Les visites gratuites donnent seulement lieu à des estimations, et les visites payantes sont comptabilisées par les divers organes ou associations qui les organisent.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire assure l'accueil du public dans un ensemble de 93 monuments publics, dont les plus célèbres sont le Mont-Saint-Michel, l'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame de Paris, la cathédrale de Chartres et Chambord.

3. Archéologie
(tableau 7)

On distingue plusieurs types d'opérations de fouilles terrestres.

Un *sondage* est une opération, limitée en étendue, destinée uniquement à reconnaître l'existence et la nature d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Les *fouilles de sauvetage* s'effectuent lorsque des travaux (urbanisme, équipements, agriculture,...) mettent au jour ou menacent de destruction des vestiges archéologiques.

Un sauvetage urgent est décidé par le directeur régional des Antiquités lorsque la destruction imminente et imprévue d'un gisement nécessite une intervention immédiate.

Les *sauvetages programmés* sont des opérations préventives décidées par le ministre, après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique, en raison de l'existence d'une menace à moyen terme pesant sur des sites d'importance scientifique reconnue. Ils sont dirigés par le personnel des circonscriptions ou confiés à des chercheurs extérieurs.

Les fouilles programmées sont poursuivies, sur des sites non menacés, par des chercheurs qui en ont fait la demande et obtenu l'autorisation du ministre de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Le nombre de ces fouilles, qui s'inscrivent dans de grands programmes de recherche, est volontairement limité pour permettre la concentration des moyens sur des chantiers d'intérêt national ou régional.

Les prospections (terrestres et aériennes) contribuent aux actions de prévention mais ne comportent ni fouilles ni sondages.

4. Musées
(tableaux 8 à 11)

Le nombre de musées en France est estimé à 2.100 environ. A côté des musées relevant du droit public, de nombreux musées « privés », appartenant à des particuliers, des associations, des entreprises sont difficiles à recenser, et l'utilisation du terme musée n'est pas réglementée.

Les musées gérés ou contrôlés par l'État, relèvent de structures complexes : ils appartiennent à l'État ou aux collectivités locales ou encore à des établissements publics ou à des associations.

Les musées français offrent des collections infiniment variées. Les créations de musées expriment les préoccupations de la société. La multiplication, au cours de ces der-

nières années, des musées ethnographiques et archéologiques témoigne d'un intérêt pour la redécouverte d'un passé local, de même que l'apparition des écomusées s'inscrit dans les préoccupations concernant l'environnement.

Mais les musées sont aussi largement tributaires de conditions historiques et le nombre et l'importance des musées, le prestige de leurs collections, leur fréquentation par le public ne vont pas toujours de pair avec l'importance actuelle des villes qui en sont propriétaires.

A côté de leur mission traditionnelle et fondamentale de conservation des collections nationales, les musées tendent depuis plusieurs années à développer leur fonction éducative et à s'intégrer dans la vie quotidienne comme lieux d'accueil et de loisirs culturels.

5. Art lyrique et chorégraphique
(tableaux 12 à 17)

51. Activités lyriques et chorégraphiques

La vie musicale française est animée par un grand nombre de formations musicales professionnelles ou amateurs de taille et de vocation très diverses. Une idée du nombre de ces formations est donnée par la Confédération musicale de France qui regroupe près de 6.000 associations musicales, auxquelles il faut ajouter les compagnies lyriques, plusieurs milliers d'orchestres de bals et un nombre difficile à estimer de formations de variétés.

Les statistiques établies par la SACEM (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) constituent une information globale et unique sur les différents canaux de diffusion de la musique. C'est auprès d'elle que les « entrepreneurs de spectacle » doivent s'adresser pour obtenir l'autorisation de diffuser des morceaux de musique du répertoire qu'elle protège, aussi bien pour la musique vivante que pour la musique enregistrée, en contrepartie du versement du « droit d'auteur » dont le montant est déterminé par contrat préalable.

Les spectacles lyriques et chorégraphiques sont montés et présentés dans des lieux très divers (Opéra de Paris, maisons de la Culture, théâtres lyriques de province, salles des fêtes municipales, ...).

L'État prend en charge une partie des activités lyriques et chorégraphiques grâce, notamment, au financement du théâtre national de l'Opéra de Paris et aux subventions accordées aux 13 théâtres lyriques municipaux adhérant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF) et à des compagnies lyriques et chorégraphiques indépendantes.

52. Édition musicale

La France a été le premier pays (1925) à inclure dans sa législation, le dépôt légal des œuvres phonographiques.

Ce dépôt s'applique « aux enregistrements sonores de toute nature quel que soit le genre (musique, diction, éditions publicitaires), quel que soit le support matériel (disque, bande gravée, bande magnétique, cassette) et quel que soit le procédé technique utilisé ».

En 1938, une *Phonothèque nationale* est créée pour recevoir le dépôt légal des phonogrammes. En 1975, elle devient le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.

Les données du dépôt légal reprises ici constituent une première approche de l'édition musicale, dans la mesure où elles donnent une information sur le nombre de titres musicaux édités chaque année.

L'édition de disques, bandes, cassettes et cartouches est une activité industrielle qui relève du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire.

Les statistiques présentées dans ce chapitre proviennent donc essentiellement de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des maisons d'édition assurée par la Fédération nationale de la musique (FNM) pour le compte du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. Elles doivent être interprétées avec prudence dans la mesure où le champ couvert par l'enquête (nombre d'entreprises et d'établissements) diffère d'une année à l'autre.

Les entreprises répondant à l'enquête assurent la presque totalité de la production et du chiffre d'affaires.

6. Art dramatique
(tableau 18)

Les systèmes d'exploitation des théâtres sont variés : ils vont de l'entreprise subventionnée à l'entreprise commerciale ou à des formes nouvelles qui ne veulent se réclamer ni de l'État ni du commerce.

Parallèlement aux théâtres nationaux, aux entreprises relevant du secteur privé ou de la décentralisation dramatique, il existe un grand nombre d'animateurs indépendants, amateurs ou professionnels, metteurs en scène de compagnies théâtrales fixes ou itinérantes se produisant dans des lieux très divers.

Le lieu théâtral où sont présentés les spectacles est souvent indépendant de l'entreprise théâtrale qui les produit. De nombreuses entreprises théâtrales n'ont en effet pas de salles à leur disposition pour présenter leurs productions et de nombreuses salles de théâtre restent vides ou ne sont que partiellement occupées. On ne peut parler du lieu théâtral sans noter enfin que l'une des tendances actuelles de l'expression théâtrale est de sortir des théâtres traditionnels pour investir des lieux non théâtraux.

7. Cinéma
(tableaux 19 à 23)

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire : le *Centre national de la cinématographie* (CNC) créé en 1946.

Un décret ministériel en date du 19 juin 1969 définit le rôle du Service des archives du film en chargeant le Centre national de la cinématographie (CNC) « d'assurer la conservation des films cinématographiques qui lui sont confiés en dépôt ou dont il acquiert la propriété ». Ce service reçoit dans les locaux appropriés dont il a la gestion à Bois-d'Arcy les films déposés volontairement par leurs détenteurs. Il conserve aussi depuis 1977 et sur délégation de la Bibliothèque nationale les films reçus au titre du dépôt légal.

L'industrie cinématographique se subdivise en trois branches : la production, la distribution, l'exploitation.

La production cinématographique française est caractérisée par l'existence d'un grand nombre de sociétés de production de longs et courts métrages dont seulement 10 % environ exercent une activité régulière.

La distribution cinématographique est assurée par des *sociétés de distribution* qui proposent des films en location aux exploitants. Les statistiques concernent uniquement la distribution de films de long et court métrages de format standard.

L'activité des sociétés de distribution se mesure en termes de films distribués par les sociétés qui ont enregistré des résultats d'exploitation en cours d'année.

Quant à l'exploitation cinématographique, le domaine couvert par les données correspond aux salles d'exploitation commerciale, qu'il s'agisse des salles utilisant les formats standard (projection en 35 mm) ou substandard (projection en 16 mm).

8. Livres
(tableaux 24 à 27)

81. Édition de livres

Depuis 1958, le Syndicat national de l'édition effectue, pour le compte du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, une enquête statistique annuelle auprès des maisons d'édition de livres du secteur privé, membres ou non du syndicat, quels que soient leur importance et leur mode de distribution. Les organismes publics, les centres de recherche, etc., sont également inclus dans l'enquête, chaque fois qu'ils mettent en vente publique des ouvrages qu'ils éditent. Sans méconnaître les difficultés d'aboutir à des données certaines, cette enquête annuelle permet néanmoins de dégager des indications serrant d'assez près la réalité.

Les statistiques présentées ne concernent que les maisons d'édition dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à un certain seuil.

A côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font plus ou moins occasionnellement *acte d'édition* mais ne représentent, en marge de l'édition, qu'un chiffre d'affaires très faible (moins de 1 % de l'ensemble).

82. Bibliothèques
(tableaux 28 et 29)

821. Bibliothèques centrales de prêt

Les *bibliothèques centrales de prêt* sont des *bibliothèques de lecture publique.*

A partir d'un dépôt central situé généralement au chef-lieu du département, les bibliothèques centrales de prêt diffusent, dans les communes de moins de 20.000 habitants, livres, disques, revues et matériel audiovisuel.

Deux modes de prêt existent : le prêt par dépôts et le prêt direct dans les communes à partir de bibliobus.

Les données statistiques proviennent de la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire qui procède à une enquête annuelle auprès des bibliothèques centrales de prêt.

822. Bibliothèques municipales

Les statistiques des *bibliothèques municipales* sont élaborées à partir des rapports annuels envoyés par les communes à la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.

Les données relatives aux activités des bibliothèques municipales sont exploitées annuellement, celles concernant leurs fonds ne le sont que tous les trois ans. Le nombre de réponses des communes peut varier d'une enquête à l'autre, c'est pourquoi les statistiques sont présentées par habitant des communes desservies.

Si les activités traditionnelles des bibliothèques municipales sont décrites ici, celles concernant la fonction documentaire, les activités d'animation (heures du conte, expositions, ...), très difficilement quantifiables, ne sont pas retracées, bien que de grande importance; il en est de même pour les bibliothèques centrales de prêt.

9. Enseignement artistique
(tableaux 30 et 31)

Des formations existent dans tous les domaines artistiques et culturels. Elles sont parfois délicates à identifier, étant donné les finalités de culture générale ou de formation professionnelle, l'enchevêtrement des techniques, la disparité et la dispersion des lieux d'enseignement.

Ceux-ci sont de quatre types :

a. Les établissements publics relevant complètement de l'État (ministères de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire; de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports essentiellement);

b. Les établissements publics subventionnés ou contrôlés par l'État;

c. Les établissements publics dépendant uniquement des collectivités locales;

d. Les établissements privés dont certains sont subventionnés et contrôlés par l'État.

L'information donnée ici se limite, pour l'instant, à deux domaines : musique d'une part, arts plastiques et histoire de l'art d'autre part.

L'enseignement artistique non spécialisé n'est pas repris ici. Il se limite jusqu'à la fin du 1er cycle du second degré à une heure de dessin et de musique par semaine, mis à part les établissements possédant des classes à horaires aménagés, classes créées en 1973 en collaboration avec le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire dans lesquelles l'emploi du temps permet la poursuite d'études générales et musicales approfondies.

Dans le second cycle, l'enseignement artistique devient facultatif pour tous les élèves qui n'optent pas pour les baccalauréats A 3 (Lettres - Arts) et F 11, F 11′, F 12 (Musique - Danse - Arts plastiques)

Les chiffres figurant ici ne concernent que les établissements relevant de l'État ou contrôlés par lui. Par ailleurs, la formation continue n'est pas évoquée.

91. Musique

911. Établissements relevant du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

Cet enseignement comporte des établissements de plusieurs niveaux :

— deux établissements publics : les conservatoires nationaux supérieurs de musique (CNSM) de Paris et de Lyon (créé en 1979) dispensent un enseignement de haut niveau à finalité professionnelle;

— les écoles de musique contrôlées par l'État sont toutes des établissements municipaux; elles reçoivent (sauf les écoles agréées) une subvention d'État dont le montant s'est notablement accru au cours des dernières années. Ces établissements comprennent : les conservatoires nationaux de région (CNR), les écoles nationales de musique (ENM) et les écoles de musique agréées (EMA).

S'il existe au moins un conservatoire national de région par région, les écoles nationales de musique et les écoles de musique agréées sont distribuées plus irrégulièrement sur le territoire. Par ailleurs, 4.000 communes déclarent posséder au moins une école de musique.

Toutes ces écoles municipales forment essentiellement des amateurs, et s'adressent en général à une population d'âge scolaire.

912. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Une vingtaine d'universités dispensent un enseignement musical : le premier cycle délivre un *diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de lettres et musique*. Le second cycle est sanctionné par une *licence d'éducation musicale* à laquelle fait suite une *maîtrise d'éducation musicale*. Il délivre aussi une maîtrise de musicologie et une maîtrise spéciale de sciences et techniques (MST) en histoire de la musique. Le troisième cycle est sanctionné par un diplôme d'études approfondies (DEA) et un doctorat.

Parallèlement sont préparés les concours de recrutement des enseignants en éducation musicale : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) et agrégation.

L'enseignement technique du second degré est dispensé dans des sections spécialisées des lycées menant au baccalauréat de technicien F 11 et F 11′, en collaboration avec le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire (la partie musicale de l'enseignement est assurée par les CNR ou les ENM). D'autre part, il existe deux brevets de techniciens (BT) et plusieurs certificats d'aptitude professionnelle (CAP) musicaux, préparant aux métiers de la musique et à la facture instrumentale (1).

92. Arts plastiques et histoire de l'art

921. Établissements relevant du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

L'enseignement des arts plastiques est dispensé, au plus haut niveau, par deux écoles ayant le statut d'établissement public : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) qui délivre le *diplôme supérieur des arts plastiques* (DSAP) et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD).

Par ailleurs, des écoles publiques d'art dispensent à la fois un enseignement supérieur à temps plein sur lequel le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire exerce un contrôle pédagogique, un enseignement péri et postscolaire à temps partiel et, dans certains cas, des formations spécifiques.

Ces établissements sont les écoles nationales d'art gérées par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy, Nice et l'École nationale de la photographie d'Arles créée en 1982), et 49 écoles régionales et municipales.

En outre, plus de 400 communes possèdent une école d'art non habilitée par l'État.

L'enseignement contrôlé par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire comporte deux filières : un cycle long de préparation au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) et un cycle court conduisant au diplôme national d'arts et techniques (DNAT). La plupart des élèves sont des bacheliers.

L'école du Louvre est un établissement public qui dispense un enseignement d'histoire de l'art, d'archéologie et de muséologie original et de haut niveau. Outre les élèves suivant la scolarité à temps plein, l'école accueille un très grand nombre d'auditeurs.

922. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Onze universités délivrent un enseignement d'arts plastiques, conduisant au DEUG (lettres et arts, mention « arts plastiques »), à la licence, à la maîtrise, au DEA et au doctorat d'arts plastiques, ainsi qu'au CAPES et à l'agrégation.

Dix-neuf universités comportent tout ou partie des trois cycles d'histoire de l'art et archéologie.

En outre, il existe une maîtrise des sciences et techniques de « Conservation et restauration des œuvres d'art, sites et objets archéologiques et ethnologiques ».

L'enseignement technique supérieur est dispensé essentiellement dans quatre écoles nationales supérieures d'arts appliqués (ENSAA) : Boulle, Duperré, Estienne, Olivier-de-Serres, qui délivrent à la fois leurs diplômes spécifiques et des brevets de techniciens supérieurs.

L'enseignement professionnel du second degré conduit à des brevets de techniciens (20 spécialités environ) et à de très nombreux CAP de métiers d'art et d'arts appliqués (tailleur de pierre, graveur, tailleur sur cristaux, dessinateur en art graphique, sculpteur sur bois, relieur, bronzier, serrurier d'art...).

Une préparation au baccalauréat de technicien F 12, option « Arts appliqués », existe également depuis l'année scolaire 1982-1983.

---

1. Préparés dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP).

TABLEAU E.02-1

Fonds conservés dans les Archives nationales et départementales

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Km de rayonnages occupés

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Archives nationales	417	420	441	457	454	456	460	480	536	560	569
Archives départementales	1.114	1.135	1.163	1.257	1.220	1.283	1.325	1.377	1.454	1.500	1.540
Ensemble	**1.531**	**1.555**	**1.604**	**1.714**	**1.674**	**1.739**	**1.785**	**1.857**	**1.990**	**2.060**	**2.109**

TABLEAU E.02-2

Collections de microfilms (originaux et copies) des Archives nationales et départementales (1)

Sources : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Km de films

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Archives nationales :											
soit : Service central (2)	511	559	591	622	649	671	704	746	772	800	825
Section Outre-Mer (3)	●	●	●	12	13	15	15	16	17	///	///
Espeyran (4)	1.434	1.552	1.679	1.795	1.885	2.007	2.150	2.296	(7) 2.096	2.212	2.335
Aix (5)	78	82	88	93	102	122	140	157	175	167	355
Fontainebleau (6)	///	///	///	///	///	///	///	101	149	(8) 113	119
Archives départementales	2.139	2.196	2.251	2.303	2.390	2.470	2.570	2.659	2.747	2.817	2.886
Ensemble	**4.162**	**4.389**	**4.609**	**4.825**	**5.039**	**5.285**	**5.579**	**5.975**	**5.956**	**6.109**	**6.520**

(1) En 1949, un service photographique a été créé aux Archives nationales, qui dispose actuellement à Paris (rue des Francs-Bourgeois) de plus de 100.000 mètres de microfilms originaux, soit quelque 17 millions de vues. Parallèlement, les Archives départementales, dont la moitié dispose d'ateliers bien équipés, ont accumulé plus de deux millions de mètres de microfilms, équivalant à environ 55 millions de pages d'archives. — (2) A Paris, rue des Francs-Bourgeois. Chiffre correspondant à l'unique exemplaire des microfilms réalisés, conservé sur place. Des exemplaires de sécurité sont systématiquement réalisés et envoyés à Espeyran. — (3) A Paris, rue Oudinot. Service créé en 1960; il a été absorbé en 1987 par le Centre des archives d'Outre-mer à Aix. Chiffres non disponibles avant 1980. — (4) Dépôt central de microfilms, dans le Gard, créé en 1973. Il reçoit un exemplaire de sécurité de tout microfilm exécuté par les services d'archives nationales et départementales. — (5) Centre des Archives d'Outre-mer, créé en 1966, il a absorbé, en 1987, la section Outre-mer. — (6) Centre des archives contemporaines, créée en 1970. Un atelier de microfilmage y fonctionne depuis 1981; la totalité des microfilms réalisés entre 1981 et 1984 n'a été comptabilisée qu'en 1984. — (7) La diminution est due à l'élimination de microfilms sans intérêt pour l'histoire à l'expiration de leur durée d'utilité administrative. — (8) La diminution provient de l'envoi à Aix-en-Provence de microfilms réalisés pour l'Outre-mer.

TABLEAU E.02-3

Lecteurs des services d'Archives nationales et départementales (1)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Lecteur

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Archives nationales	11.614	13.088	12.084	10.377	11.890	12.755	12.987	13.443	14.281	17.018	15.579
Archives départementales	52.563	57.535	66.595	80.804	89.970	91.841	98.918	102.749	107.635	109.579	106.535
Ensemble	**64.177**	**70.623**	**78.679**	**91.181**	**101.860**	**104.596**	**111.905**	**116.192**	**121.916**	**126.597**	**122.114**

(1) Lecteurs différents venus travailler dans les salles de lecture. Le nombre d'entrées, correspondant aux séances de travail effectuées, est de 672.740 en 1987 (59.639 pour les Archives nationales, 613.101 pour les Archives départementales). Le nombre de documents communiqués est de 2.523.607 en 1987 (180.127 pour les Archives nationales, 2.343.480 pour les Archives départementales).

TABLEAU E.02-4

Arrêtés de protection des monuments historiques

(Nombres cumulés en fin d'année)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Arrêté

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Classements (1)	11.857	12.021	12.180	12.239	12.362	12.535	12.807	12.846	12.955	13.104	13.234
Inscriptions	19.824	20.145	20.467	20.737	21.005	21.240	22.090	22.358	23.097	23.890	24.726
Ensemble	**31.681**	**32.166**	**32.647**	**32.976**	**33.367**	**33.775**	**34.897**	**35.204**	**36.052**	**36.994**	**37.960**

(1) Le nombre des arrêtés de classement à la fin de chaque année est supérieur au nombre des édifices classés comptabilisés à la même date par le fichier informatique. La différence s'explique par des extensions de classements d'édifices déjà protégés.

TABLEAU E.02-5

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Situation au 31 mars 1989

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* type de propriétaire en %

Catégorie de monuments	Nombre de monuments	Type de propriétaire						
		Commune	Propriétaire privé	État	Département	Établissement public	Non ventilé	Ensemble
Nombre de monuments	*12.295*	*7.527*	*3.507*	*698*	*207*	*157*	*199*	///
dont par catégorie :								
Antiquités préhistoriques	1.290	18,7	59,8	8,9	0,6	0,9	11,1	100,0
Antiquités historiques	510	46,7	32,1	8,8	4,3	2,0	6,1	100,0
Châteaux	1.382	19,8	67,1	5,9	4,2	2,9	0,1	100,0
Architecture militaire	483	70,8	15,3	12,4	1,3	0,2	—	100,0
Cathédrales	87	—	—	100,0	—	—	—	100,0
Églises	4.337	97,7	1,6	0,4	0,1	0,1	0,1	100,0
Chapelles	612	76,5	18,6	2,0	1,0	1,3	0,6	100,0
Monastères	536	41,6	40,9	8,0	6,5	3,0	—	100,0
Édifices civils publics	563	60,6	12,6	15,1	4,1	7,3	0,3	100,0
Édifices civils privés	1.155	18,6	75,2	4,0	0,4	1,5	0,3	100,0
Divers	1.340	70,7	17,0	8,0	2,8	0,7	0,8	100,0
Ensemble	**12.295**	**61,2**	**28,5**	**5,7**	**1,7**	**1,3**	**1,6**	**100,0**

TABLEAU E.02-6

Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* Millier de visiteurs

	1978	1979	1980	1981	1982	(1) 1983	1984	1985	1986	1987	1988
Ensemble	**6.577**	**6.452**	**6.591**	**7.018**	**7.130**	**5.624**	**7.222**	**6.833**	**6.576**	**6.581**	**6.795**
dont :											
Abbaye de Brou	118	108	104	98	104	86	98	88	86	90	79
Abbaye de Cluny	96	90	98	101	102	92	101	99	109	106	113
Abbaye de Fontevrault	95	93	102	106	104	86	98	99	122	124	121
Abbaye de Jumièges	48	54	49	49	58	51	62	58	61	60	66
Abbaye du Mont-Saint-Michel	584	582	594	623	713	570	728	610	594	575	653
Abbaye du Thoronet	77	74	79	78	83	71	78	70	73	77	84
Arc de Triomphe	560	507	503	630	637	529	712	692	573	502	476
Cathédrale de Notre-Dame de Paris (tours)	482	458	437	578	608	501	590	574	468	522	569
Château d'Angers	156	155	152	167	158	129	161	150	154	154	158
Château d'Azay-le-Rideau	329	322	345	335	343	275	335	336	338	334	334
Château de Chambord	449	473	491	502	534	418	528	547	554	550	583
Château de Chaumont	117	117	156	117	132	111	130	121	113	114	111
Château de Haut-Koenigsbourg	548	534	521	497	541	388	502	480	469	487	491
Château d'If	128	121	121	130	138	82	91	84	74	85	76
Château de Pierrefonds	111	111	135	120	119	74	100	89	80	94	85
Cité de Carcassonne	154	182	193	209	217	149	193	216	197	201	215
Conciergerie	188	168	159	190	222	167	219	198	192	162	137
Crypte archéologique de Notre-Dame de Paris	///	///	96	170	86	82	92	82	76	111	112
Église abbatiale de Saint-Denis	101	104	112	115	99	83	100	91	93	102	115
Fort de Salses	53	59	63	67	78	60	80	77	89	79	85
Fouilles de Glanum à Saint-Rémy	103	95	81	67	80	57	82	67	75	73	66
Palais du Tau à Reims	56	63	57	54	58	50	57	52	54	58	58
Panthéon	175	161	167	210	189	190	182	148	139	156	171
Remparts d'Aigues-Mortes	177	191	179	184	187	136	191	170	179	188	163
Sainte-Chapelle	546	508	514	565	410	257	537	581	536	501	552
Trophée d'Auguste à la Turbie	51	51	57	64	64	62	72	50	45	49	61

(1) Le ticket spécial d'entrée pour les jeunes a été supprimé pour 1983. Il en résulte une diminution apparente de la fréquentation.

TABLEAU E.02-7

Opérations de fouilles terrestres *(Archéologie)*

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Opération de fouilles

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Sondages	200	236	176	191	203	238	309	299	311	413	463
Sauvetages	654	740	662	845	856	897	1.006	1.034	1.087	*r* 1.144	996
Fouilles programmées	348	390	390	375	375	416	423	406	396	*r* 361	324
Ensemble	**1.202**	**1.366**	**1.228**	**1.411**	**1.434**	**1.551**	**1.738**	**1.739**	**1.794**	***r* 1.918**	**1.783**

TABLEAU E.02-8

Fréquentation des musées nationaux [*Entrées payantes*] (1)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Millier

	(2) 1982	(2) 1983	1984	1985	1986	1987	1988
Ensemble (1)	**4.916**	**4.953**	**6.485**	**7.129**	**6.661**	**8.354**	**8.405**
soit :							
Paris	*2.150*	*2.208*	*3.233*	*3.696*	*3.508*	*5.386*	*5.123*
dont :							
Arts africains et océaniens	75	62	97	113	104	112	123
Arts et traditions populaires	32	28	31	28	24	21	21
Cluny	90	89	113	111	91	85	96
Delacroix	19	18	22	31	21	24	31
Guimet	34	43	43	43	49	62	69
Jeu-de-Paume (5)	560	570	701	702	457	///	///
Louvre	1.247	1.310	1.901	2.055	1.730	1.790	1.930
Monuments français	22	25	39	41	30	26	25
Orangerie	///	///	198	261	275	225	232
Orsay (3)	///	///	///	///	135	2.611	2.177
Palais de Tokyo	75	62	84	96	18	///	///
Picasso (4)	///	///	///	212	569	427	417
Région parisienne	*2.265*	*2.300*	*2.695*	*2.864*	*2.603*	*2.429*	*2.644*
dont :							
Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	44	40	49	52	46	45	46
Ecouen	32	26	29	31	33	29	35
Fontainebleau	273	267	319	323	298	265	264
Malmaison - Bois-Préau	98	96	109	96	82	73	76
Sèvres	18	19	25	26	26	24	25
Versailles (5)	1.796	1.847	2.158	2.331	2.113	1.988	2.192
Château	1.537	1.607	1.908	2.069	1.865	1.767	1.948
Grand Trianon	166	172	188	180	156	134	143
Petit Trianon et musée des voitures	93	68	62	82	92	87	97
Province	*451*	*406*	*497*	*479*	*474*	*468*	*525*
dont :							
Adrien Dubouché (Limoges)	16	18	19	21	20	18	18
Chagall (Nice)	45	48	72	89	84	93	103
Compiègne	85	65	87	65	63	61	65
Les Eyzies	97	99	117	109	105	99	102
L'île d'Aix (musée napoléonien)	17	17	21	20	20	19	19
Maison Bonaparte (Ajaccio)	61	49	56	56	63	62	73
Pau	90	90	102	97	101	98	97
Vallauris (6)	19	///	///	///	///	///	30

(1) Non compris les musées J.-J. Henner-Moreau et Rodin de Paris. Y compris les billets des agences de voyage non ventilables. — (2) En 1982 et 1983, l'entrée dans les musées nationaux était gratuite le mercredi. — (3) Ouvert en 1986. — (4) Ouvert en 1985. — (5) Y compris les billets ventilables des agences de voyage et à partir de 1988 les entrées à la salle du Jeu-de-Paume. — (6) Musée fermé de 1983 à 1987.

TABLEAU E.02-9

Fréquentation des musées de la ville de Paris *(Présentations permanentes et expositions temporaires)*

Source : Ville de Paris — *Unité :* Millier d'entrées

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Art moderne (1)	455,7	236,7	243,5	283,7	485,1	550,9	414,2	189,4
Balzac	8,6	30,5	18,3	24,5	21,1	24,4	15,7	24,4
Bourdelle	7,6	14,2	13,0	14,1	13,5	18,8	15,7	15,8
Carnavalet (2)	60,8	200,9	218,3	281,9	254,3	216,2	170,8	167,8
Cernushi	22,6	20,1	34,7	20,9	20,7	25,4	17,8	19,2
Cognac-Jay (2)	9,0	14,5	16,8	20,7	25,5	21,6	23,5	13,3
Mode et costume	32,1	81,2	65,9	77,3	92,7	160,3	63,2	79,0
Pavillon des arts	///	///	///	74,3	26,3	50,3	24,2	26,0
Petit Palais	272,1	593,5	272,8	180,0	203,4	215,7	463,2	207,9
Renan-Scheffer (3)	///	///	6,1	13,7	11,0	11,1	5,6	10,9
Victor-Hugo (4)	27,3	87,3	86,2	105,4	155,7	90,8	83,7	98,3
Zadkine (5)	///	7,9	6,1	9,5	10,3	8,9	10,7	9,5
Guernesey (6)	17,2	20,6	22,7	26,6	48,1	33,1	25,7	24,5
Ensemble	**913,0**	**1.307,4**	**1.004,4**	**1.132,6**	**1.367,8**	**1.427,5**	**1.334,0**	**886,0**

(1) En 1981, chiffre très important dû essentiellement à l'exposition Modigliani. — (2) En 1988, les musées Carnavalet et Cognacq-Jay ont été fermés au public une partie de l'année. — (3) Musée géré par la ville de Paris depuis 1982, appelé à devenir une annexe du musée Carnavalet. — (4) En 1980 et 1981, fermeture pour travaux de certaines salles. — (5) Ouvert le 19 avril 1982. — (6) Maison de Victor-Hugo, gérée par la ville de Paris.

TABLEAU E.02-10

Expositions organisées par ou avec le concours de la réunion des musées nationaux, dans les établissements parisiens

Source : Réunion des musées nationaux

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988 Ensemble	1988 Plus de 100.000 visiteurs (1)
Nombre total d'expositions	13	20	20	15	21	21	24	22	28	27	7
dont : Expositions payantes	9	12	15	11	13	14	15	12	11	16	7
Nombre de visiteurs des expositions payantes (en milliers)	1.524	1.246	1.409	884	2.183	1.510	1.646	951	855	1.912	1.634

(1) 1988 : nombre d'entrées payantes (en milliers) pour les expositions ayant reçu plus de 100.000 visiteurs : Zurbaran 196; Demoiselles d'Avignon 129; Vincent Van Gogh 364; Edgar Degas 440; Le Japonisme 109; Cézanne 254; Seicento 143.

TABLEAU E.02-11

Fréquentation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité :* Nombre

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Fréquentation générale	6.756.702	7.122.446	7.775.890	8.064.308	7.408.320	7.727.090	8.413.505	7.366.535	6.702.731	7.226.317	8.129.528
Fréquentation moyenne/jour	21.725	22.975	24.923	25.847	25.371	25.252	26.880	24.474	21.622	23.161	25.973
Nombre de jours d'ouverture	311	310	312	312	292	306	313	301	310	312	313
Bibliothèque publique d'information	4.000.000	4.326.000	4.385.000	4.422.000	4.113.000	4.150.000	4.358.800	4.252.200	4.006.452	4.335.253	4.086.157
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	1.585.915	1.306.510	1.200.114	1.190.393	1.170.566	1.199.401	988.338	(1) 758.649	1.063.075	1.143.672	1.069.876
Expositions temporaires (2)	...	2.438.000	1.962.000	1.193.000	1.353.000	1.750.000	3.979.500	2.285.289	2.630.068	3.094.247	1.924.934

(1) Le musée a été fermé pour réaménagement du 5 février 1985 au 21 mai 1985. — (2) Payants et gratuits.

TABLEAU E.02-12

Entreprises ayant des contrats d'abonné avec la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Entreprise

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Spectacles avec danse (1)	12.455	12.817	13.204	12.893	12.987	12.960	12.978	12.970	12.898	12.874
Spectacles sans danse (2)	614	694	772	815	892	968	1.184	1.305	1.452	1.562
Cinémas (3)	4.997	5.006	4.964	4.992	5.956	5.575	6.187	6.756	7.298	7.575
Entreprises diverses	179.546	180.063	188.466	189.029	192.760	195.996	200.448	205.516	211.109	221.653
Ensemble	**197.612**	**198.580**	**207.406**	**207.729**	**212.595**	**215.499**	**220.797**	**226.547**	**232.757**	**243.664**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc., y compris les municipalités qui organisent des spectacles. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Le fichier a été mis à jour en 1981.

TABLEAU E.02-13

Séances occasionnelles déclarées à la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Séance

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Spectacles avec danse (1)	153.885	167.303	179.619	182.464	175.259	173.343	173.595	182.766	184.314	177.439
Spectacles sans danse (2)	75.603	82.595	88.985	92.228	91.860	92.988	95.591	101.536	102.138	101.053
Cinémas	6.498	5.594	5.586	5.387	5.122	4.547	4.066	5.402	4.299	5.646
Divers	4.083	4.187	3.524	3.490	3.806	3.616	4.120	4.445	4.968	5.481
Ensemble	**240.069**	**259.679**	**277.714**	**283.569**	**276.047**	**274.494**	**277.372**	**294.149**	**295.719**	**289.619**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-14

Droits d'auteur perçus par la SACEM pour la diffusion publique du répertoire protégé

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Millier de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Spectacles avec danse (1)	174.498,8	194.531,1	219.202,7	254.361,9	274.779,3	298.205,9	321.266,0	334.155,2	324.333,0	363.368,7
Spectacles sans danse (2)	59.299,5	67.712,3	79.044,3	88.827,7	101.619,8	108.847,1	124.780,5	126.916,0	130.835,2	172.274,1
Cinémas (3)	30.364,4	35.976,8	43.185,2	54.638,4	58.506,9	60.812,1	58.851,0	65.775,3	*r* 47.905,7	53.782,9
Entreprises diverses	106.705,4	123.648,0	135.325,1	146.153,1	161.640,7	176.714,5	187.164,4	200.487,5	*r* 217.615,5	235.128,9
Ensemble	**370.868,1**	**421.868,2**	**476.757,3**	**543.981,1**	**596.546,7**	**644.579,6**	**692.061,9**	**727.334,0**	*r* **720.689,4**	**824.554,6**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Droits d'auteur perçus sur les musiques de films.

TABLEAU E.02-15

Activités lyriques et chorégraphiques

Sources : Opéra de Paris et RTLMF — *Unités :* Spectacle, représentation
Spectateurs : millier

	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88
Théâtre national de l'Opéra de Paris (1) :									
Représentations	239	194	135	227	228	241	278	275	239
Spectateurs (2)	274	275	190	337	314	330	370	323	306
Théâtres lyriques municipaux (3) :									
Spectacles	211	283	279	269	271	242	231	223	210
Représentations	736	913	893	942	884	784	778	725	756
Spectateurs (4)	692	812	825	907	808	748	744	698	693
Théâtres concernés	11	13	13	13	13	13	12	12	13

(1) Spectacles lyriques et chorégraphiques au Palais Garnier et à la Salle Favart. — (2) Tous spectateurs payants. — (3) Spectacles lyriques et chorégraphiques des théâtres appartenant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF). — (4) Spectateurs payants et gratuits.

TABLEAU E.02-16

Titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale — *Unité :* Nombre

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Disques	*8.368*	*8.736*	*9.621*	*9.546*	*10.181*	*12.041*	*11.723*
30 cm	6.143	5.980	6.017	5.773	5.555	4.847	4.174
25 cm	11	9	5	4	6	5	4
17 cm	2.214	2.334	2.468	2.249	2.161	2.098	1.873
12 cm compact	///	413	1.131	1.520	2.459	5.091	5.672
Cassettes	3.219	3.227	3.692	2.984	3.646	3.667	4.208
Ensemble	**11.587**	**11.963**	**13.313**	**12.530**	**13.827**	**15.708**	**15.931**

TABLEAU E.02-17

Édition de disques

Source : Fédération nationale de la musique (enquête annuelle d'entreprise)

Unité : Production : million de disques et cassettes
Somme : million de F

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre d'entreprises ayant répondu à l'enquête	83	90	71	77	94	72	77	83
Nombre d'établissements correspondants	92	100	81	87	102	80	86	91
Fabrication de phonogrammes par les entreprises de pressage :								
Disques	(1) 151,3	107,5	127,9	164,1	156,5	(2) 104,4	111,7	106,7
Cassettes	27,1	17,3	24,1	31,6	23,5	(2) 21,5	24,7	25,2
Chiffre d'affaires (y compris T.V.A. déductible)	3.504,2	3.836,0	4.153,6	4.720,2	4.512,3	3.838,0	...	...
T.V.A.	824,5	886,9	982,6	1.120,0	1.060,9	901,9	...	...
Chiffre d'affaires (hors T.V.A. déductible)	2.679,7	2.949,1	3.171,0	3.600,2	3.451,4	2.936,1	(3) 3.225,9	3.556,6
Droits versés par les maisons d'édition de disques	416,7	529,6	401,8	...	...	496,4	444,4	405,5
soit : Droits d'auteur	218,5	236,1	191,2	246,8	...	271,0	242,5	212,4
Redevances payées aux artistes	198,2	293,5	210,6	...	...	225,4	201,9	193,1
Personnel employé :								
Nombre de personnes employées de façon permanente	6.191	5.161	4.698	4.593	4.251	3.864	3.588	3.482
Nombre de journées de travail du personnel intermittent (4) et à domicile (5)	21.927	16.764	(6) 6.130	...	...	13.985	10.774	...
Salaires distribués :								
Personnel permanent	334,9	360,1	372,3	410,8	445,7	458,1	450,3	445,7
Personnel intermittent et à domicile	16,8	16,1	(4) 8,0	16,9	...	17,1	15,7	...

(1) Non compris 34,7 millions de microdisques souples pour l'exportation. — (2) Une entreprise importante de pressage et de duplication n'ayant pas répondu en 1984 à l'enquête, les chiffres indiqués ne sont pas directement comparables avec ceux de 1983. Pour les entreprises ayant répondu en 1983 et 1984, la variation d'une année à l'autre est de — 16 % pour les disques et 0 % pour les bandes et cassettes. — (3) Pour les entreprises ayant répondu en 1984 et 1985, la variation est de 5,2 %. — (4) Artistes musiciens. — (5) Musiciens copistes. — (6) Certaines entreprises n'ont pas été en mesure de fournir des réponses à ces questions.

TABLEAU E.02-18

Activités théâtrales

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

Unités : Représentations : nombre
Spectateurs : millier

	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88
Théâtres nationaux										
Comédie française :										
Représentations	391	388	386	398	396	374	400	385	281	384
Spectateurs	296	298	289	296	289	231	268	270	197	236
Théâtre national de l'Odéon (1) :										
Représentations	405	505	382	404	353	313	364	370	328	352
Spectateurs	136	187	157	136	129	96	127	124	99	132
Théâtre national de Chaillot :										
Représentations	285	232	242	453	451	461	383	384	478	247
Spectateurs	107	93	46	130	106	114	110	108	146	89
Théâtre de l'Est parisien (2) :										
Représentations	262	278	385	406	303	412	263	238	218	///
Spectateurs	88	87	132	131	83	84	51	52	53	///
Théâtre de la Colline :										
Représentations	///	///	///	///	///	///	///	///	///	229
Spectateurs	///	///	///	///	///	///	///	///	///	51
Théâtre national de Strasbourg :										
Représentations	283	150	160	92	155	157	178	176	119	119
Spectateurs	72	51	80	95	77	91	52	48	36	35
Centres dramatiques nationaux (3)										
Représentations	3.815	■ 4.568	4.643	4.616	5.568	5.426	4.857	4.580	4.807	5.425
Spectateurs	1.130	■ 1.273	1.348	1.393	1.538	1.531	1.263	1.139	1.361	1.548
Théâtres parisiens (4)										
Représentations	11.504	(5)	11.535	10.600	11.287	12.253	11.972	14.261	14.056	13.509
Spectateurs (en milliers)	3.363	(5)	3.384	3.037	3.787	4.359	4.279	4.460	3.919	4.175

(1) Y compris Théâtre de l'Europe. — (2) N'existe plus en tant que théâtre national à partir de la saison 1987/88. — (3) Spectateurs payants et activités dramatiques uniquement : sont exclues les autres activités (danse, cinéma, variétés, animations scolaires) des centres nationaux. À partir de 1979, les statistiques fournies comprennent les centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse. Les spectacles en tournées et les spectacles invités sont inclus. — (4) Résultats donnés pour l'ensemble de l'année. Théâtres privés proprement dits, théâtres municipaux parisiens non subventionnés, spectacles donnés dans les salles ou espaces (Palais des congrès...) accueillant occasionnellement des spectacles vivants. — (5) Par suite du réaménagement des programmes informatiques des sociétés d'auteurs qui sont la source des statistiques habituellement communiquées, les données pour 1979 ne sont pas disponibles.

TABLEAU E.02-19

Le service des archives du film (1)

Source : Centre national de la cinématographie

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Nombre de déposants	689	739	804	865	925	972	988	1.027	1.066	1.113	1162
Nombre de bobines déposées (2)	309.105	353.808	401.157	441.842	526.987	564.802	605.324	617.449	635.554	642.340	654.635
Nombre de films déposés	33.763	42.354	49.880	57.007	65.496	72.871	77.315	80.595	85.807	90.644	92.284

(1) En nombres cumulés. — (2) Il convient d'ajouter à ce chiffre les dépôts effectués dans le cadre de conventions passées avec deux sociétés d'actualités (Pathé et Gaumont) et l'Institut national de l'audiovisuel, soit environ 70.000 bobines.

TABLEAU E.02-20

Production française de films

Source : Centre national de la cinématographie — *Unité :* Nombre

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Sociétés de production de long métrage (1) :											
Autorisées	535	574	616	657	688	722	764	815	859	943	1.038
Actives (2)	162	162	188	174	192	169	137	175	175	178	149
Sociétés de production de court métrage :											
Autorisées	1.014	1.135	1.232	1.337	1.433	1.433	1.642	1.757	1.816	2.146	2.484
Actives (2)	198	208	203	329	219	182	228	256	231	282	248
Réalisateurs actifs de long métrage (3)	141	129	134	128	133	119	113	131	115	111	116
Réalisateurs actifs de court métrage recensés	331	326	282	282	369	327	845	425	357	224	279
Production de films de long métrage (4)	144	160	174	189	231	164	131	161	151	134	133
Films intégralement français	112	116	126	144	186	134	101	120	106	97	96
Films de coproduction	32	44	48	45	45	30	30	41	45	37	37
A majorité française	19	19	26	16	22	15	17	16	25	15	17
A majorité étrangère	13	25	22	29	23	15	13	25	20	22	20
Production de films de court métrage (5)	484	509	355	429	474	438	501	572	476	540	484

(1) Long métrage : film de plus de 1.600 m. — (2) Ayant effectivement participé à la production d'au moins un film ayant accès au soutien financier de l'État. — (3) Ayant effectivement réalisé des films français ayant accès au soutien financier de l'État. — (4) Ne sont pris en considération que les longs métrages ayant accès au soutien financier de l'État, à l'exclusion des films pornographiques et d'incitation à la violence. — (5) Commerciaux exclusivement.

TABLEAU E.02-21

Activité des sociétés de distribution de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Nombre de sociétés autorisées	216	243	253	254	271	294	269	291	306	321	328
dont : Ayant enregistré des résultats d'exploitation	159	177	184	179	190	178	171	286	186	176	168
Distributeurs spécialisés « Art et essai »	49	63	63	58	68	64	58	62	71	73	69
Nombre de films de long métrage sortis pour la première fois	●	●	●	694	672	590	568	492	456	436	433
Chiffre d'affaires des sociétés de distribution (en millions de F)	757,3	886,2	984,8	1.061,9	1.346,1	1.633,7	1.718,3	1.808,8	1.748,7	1.747,2	1.480,3
soit : Distributeurs diffusant en majorité des films français	492,5	554,8	664,9	740,2	988,3	1.180,6	1.428,1	1.248,1	1.092,4	1.104,3	848,6
dont : Spécialisés « Art et essai »	31,8	33,6	47,7	47,5	68,0	57,9	57,9	93,5	88,7	92,6	141,2
Distributeurs diffusant en majorité des films américains	264,8	331,4	319,9	321,7	357,8	453,1	290,2	560,7	656,3	642,9	631,7

TABLEAU E.02-22

Exploitation cinématographique

(Format standard 35 mm et format substandard 16 mm)

Source : Centre national de la cinématographie

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Format standard (35 mm)											
Équipement :											
Nombre de salles (en unités) (1)	4.448	4.464	4.523	4.540	4.572	4.709	4.894	5.135	5.190	5.154	5.063
Nombre de fauteuils (en milliers)	1.601,4	1.522,8	1.472,4	1.408,8	1.342,7	1.316,4	1.311,5	1.306,5	1.276,1	1.231,3	1.171,4
Programmation :											
Films projetés (en unités)	5.064	5.084	5.189	5.256	5.357	5.493	5.293	5.028	6.870	5.834	4.943
Français	1.637	1.701	1.753	1.763	1.841	1.936	1.863	1.748	2.410	2.093	1.804
Étrangers	3.427	3.383	3.436	3.493	3.516	3.557	3.430	3.280	4.460	3.741	3.139
dont : Américains	1.277	1.255	1.338	1.344	1.396	...	...	...	...	...	...
Spectateurs (en millions) (2)	170,3	178,5	178,1	174,8	189,2	■ 201,9	198,8	190,8	175,0	*r* 167,8	*p* 132,5
Recettes (en millions de francs)	1.838,6	2.110,8	2.308,9	2.474,8	3.061,7	3.654,6	3.900,0	3.972,7	3.861,6	*r* 3.918,1	*p* 3.256,8
% films français dans la recette	47,3	46,5	51,1	47,7	50,5	53,7	47,0	49,5	44,7	*r* 43,9	*p* 35,6
Format substandard (16 mm)											
Nombre total de points de projection autorisés (en unités) (3)	938	858	811	807	807	964	1.410	1.988	1.949	2.041	1.679
soit : Autorisations d'ouverture d'un premier point	275	230	203	185	163	166	193	222	216	220	175
Autorisations d'extension	663	628	608	622	644	798	1.217	1.766	1.733	1.821	1.504
Résultats d'exploitation :											
Nombre de spectateurs (en millions)	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	1,0	0,9	0,6	0,3
Recettes (en millions de francs)	5,3	4,8	5,2	4,6	5,0	6,6	8,5	11,4	9,5	6,9	4,3

(1) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 39 établissements en 1979, 40 établissements de 1980 à 1984, 37 en 1985, 1986 et 1987. — (2) À compter de l'année 1982, les résultats des formats standard et substandard ont été regroupés. — (3) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 301 établissements en 1982, 302 établissements en 1983, 1984, 1985 et 1986.

TABLEAU E.02-23

Décomposition de la recette des exploitants de cinéma *(Format standard)*

Source : Centre national de la cinématographie — *Unité :* %

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Taxe spéciale additionnelle (1)	///	///	///	///	///	///	///	///	11,5	11,4	11,4
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (2) (3)	14,9	15,0	■ 13,3	■ 6,9	6,7	6,9	6,8	6,8	6,0	6,0	6,6
Exploitation	48,1	47,5	47,8	50,7	50,2	49,4	48,9	48,5	43,0	42,9	42,7
Production-distribution	35,5	36,1	37,5	40,9	41,7	42,3	42,9	43,3	38,3	38,5	38,1
Droits d'auteur	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2
Presse filmée	0,2	0,1	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	ε	—	—

(1) Non comptabilisée avant 1985. — (2) La diminution de la TVA par rapport à l'année 1978 s'explique par la modification du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, ramenée de 17,6 % à 7 % à compter du 1er novembre 1979. — (3) À partir de 1980, compte tenu de la perception au taux majoré de la TVA s'appliquant aux programmes pornographiques ou d'incitation à la violence. À partir de 1987 la taxe spéciale additionnelle est soumise à la TVA.

TABLEAU E.02-24

Ventes de livres par les éditeurs (1)

(Marché intérieur et exportation)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Million de francs

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Branche :											
Livres scolaires	531,8	577,6	632,8	700,2	839,4	976,8	1.080,4	1.103,4	1.136,2	1.423,6	1.583,8
Livres scientifiques, professionnels et techniques	261,7	297,9	330,2	341,7	399,1	412,0	516,7	557,4	564,2	617,2	534,3
Livres pratiques	566,2	522,5	613,1	661,7	851,3	1.046,3	1.033,4	1.113,0	1.250,5	1.296,7	1.371,5
Livres de sciences humaines	338,5	385,7	409,5	448,4	501,6	578,0	645,1	698,6	755,5	804,9	931,1
Littérature	1.045,8	1.195,7	1.337,4	1.462,0	1.559,4	1.815,2	2.004,0	2.096,0	2.301,3	2.250,5	2.345,8
Encyclopédies et dictionnaires	908,9	1.011,1	1.059,2	1.249,7	1.224,9	1.293,4	1.366,1	1.401,5	1.439,7	1.440,5	1.700,9
Beaux-arts et beaux livres	288,4	305,2	362,1	437,6	443,9	528,4	574,8	626,7	572,1	645,3	718,8
Livres pour la jeunesse	372,0	455,7	522,5	551,0	618,1	726,0	753,0	907,0	955,3	991,4	1.091,2
Divers non ventilés	108,7	84,3	109,5	126,7	129,8	95,0	68,2	60,3	84,6	126,5	53,9
Total des ventes (2)	**4.422,0**	**4.835,7**	**5.376,3**	**5.979,0**	**6.567,5**	**7.471,1**	**8.041,7**	**8.563,9**	**9.059,4**	**9.596,6**	**10.331,3**
soit : Marché intérieur	3.887,3	4.243,1	4.742,9	5.272,5	5.781,5	6.623,3	7.113,5	7.483,9	7.949,8	8.489,7	9.220,9
Exportations (3)	534,7	592,6	633,4	706,5	786,0	847,8	928,2	1.080,0	1.109,6	1.106,8	1.110,4
Cession de droits	**101,2**	**130,1**	**123,0**	**214,4**	**170,7**	**202,4**	**271,3**	**345,4**	**395,7**	**325,3**	**365,5**
soit : Marché intérieur	49,4	72,6	64,6	145,0	93,2	107,1	153,3	241,2	264,3	199,4	211,7
Exportations (3)	51,8	57,5	58,4	69,4	77,5	95,3	118,0	104,2	131,4	125,9	153,8
Ensemble (1)	**4.523,2**	**4.965,8**	**5.499,3**	**6.193,4**	**6.738,2**	**7.673,5**	**8.313,0**	**8.909,3**	**9.455,1**	**9.921,9**	**10.696,8**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Non compris les cessions de droits. — (3) Il convient de signaler qu'une partie non négligeable des exportations passe par les diffuseurs et les grossistes et de ce fait se trouve reprise dans le marché intérieur.

TABLEAU E.02-25

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires (1)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Maison d'édition

Chiffre d'affaires	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
100 millions et plus	49	50	11	13	15	18	21	21	21	21	22
De 50 à moins de 100 millions			11	10	13	18	18	23	26	25	26
De 20 à moins de 50 millions			32	36	41	35	28	23	31	36	36
De 10 à moins de 20 millions	28	34	43	40	36	41	43	50	39	44	44
De 5 à moins de 10 millions	52	53	58	51	51	54	58	43	47	49	47
De 2 à moins de 5 millions	88	80	76	77	72	72	74	79	80	71	70
De 1 à moins de 2 millions	67	62	52	48	57	57	68	63	55	55	54
De 0,5 à moins de 1 million	66	57	71	72	65	55	54	46	44	46	45
De 0,2 à moins de 0,5 million	66	64	50	49	55	48	45	43	40	40	45
Ensemble	**416**	**400**	**404**	**396**	**405**	**398**	**409**	**391**	**383**	**387**	**389**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxe).

TABLEAU E.02-26

Ventes de livres en prix public par circuit de distribution

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* %

	1986	1987
Ventes par clubs	11,1	10,7
Ventes par courtage	10,5	10,3
Ventes par correspondance	8,7	9,7
Ventes aux distributeurs	4,4	///
Ventes aux grossistes, détaillants	59,8	61,8
dont : non ventilées	8,0	16,2
librairies	37,6	34,5
grandes surfaces et magasins populaires	9,4	7,2
grossistes	4,8	3,9
Ventes aux collectivités et administrations	1,6	1,4
Autres circuits	3,5	5,8
Non ventilées	0,4	0,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.02-27

Production de livres par branche (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : Nombre de titres
Millier d'exemplaires

Branche	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987			
								Nouveautés	Nouvelles éditions (2)	Réimpressions (3)	Total
Titres produits											
Livres scolaires	3.150	3.139	3.270	3.576	3.771	4.218	4.573	1.175	110	3.025	4.310
Livres scientifiques, professionnels et techniques	1.847	1.791	1.987	2.111	2.330	2.390	2.353	1.260	201	770	2.231
Livres pratiques	2.115	2.732	2.744	2.892	3.323	3.272	3.955	1.421	979	1.407	3.807
Sciences humaines	3.601	3.380	3.572	3.755	3.834	3.692	3.969	2.111	272	1.366	3.749
Littérature générale	8.860	8.472	8.518	8.508	8.995	9.256	9.295	4.650	1.091	4.219	9.960
Encyclopédies et dictionnaires	458	476	456	509	655	473	449	127	48	368	543
Beaux-arts	1.182	1.080	1.027	1.071	891	936	1.026	697	113	364	1.174
Livres pour la jeunesse	4.549	4.532	4.774	4.926	5.275	4.821	4.804	2.089	319	2.800	5.208
Divers non ventilés	—	—	—	—	—	10	—	—	—	—	—
Total	**25.762**	**25.602**	**26.348**	**27.348**	**28.974**	**29.068**	**30.424**	**13.530**	**3.133**	**14.319**	**30.982**
Exemplaires produits											
Livres scolaires	55.350	53.452	53.988	55.191	53.891	58.690	68.855	24.923	1.590	40.731	67.244
Livres scientifiques, professionnels et techniques	6.655	6.806	6.487	7.166	8.627	8.229	7.681	3.575	1.737	2.393	7.705
Livres pratiques	40.535	43.674	46.977	41.649	42.876	44.083	48.915	13.983	21.604	10.296	45.883
Sciences humaines	18.080	18.127	19.890	18.475	17.832	19.113	19.128	8.300	2.422	7.407	18.129
Littérature générale	168.036	145.281	152.048	158.610	159.539	150.298	137.933	63.908	26.119	48.074	138.101
Encyclopédies et dictionnaires	11.905	10.339	10.213	10.884	11.202	11.450	10.920	2.995	2.135	5.885	11.015
Beaux-arts	8.641	6.490	6.368	6.874	6.285	7.975	7.694	4.273	698	3.152	8.123
Livres pour la jeunesse	69.558	61.754	65.750	66.289	71.653	65.888	63.509	29.284	7.627	33.540	70.451
Divers non ventilés	—	—	—	—	—	30	—	—	—	—	—
Total	**378.760**	**345.923**	**361.721**	**365.138**	**371.905**	**365.756**	**364.635**	**151.241**	**63.932**	**151.478**	**366.651**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Ouvrages comportant des modifications par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (3) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédente édition.

TABLEAU E.02-28

Bibliothèques centrales de prêt

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre de bibliothèques centrales de prêt (en unités)	73	76	76	78	94	94	96
Nombre de communes desservies (en unités)	18.875	19.118	19.463	20.454	21.597	22.597	23.540
Population desservie (en milliers) (1)	19.451	19.673	19.937	20.955	23.433	24.492	23.593
Personnel (en unités) (2)	846	859	880	1.023	1.128	1.246	1.392
dont : Personnel scientifique (en unités)	100	100	102	121	124	124	120
Collections :							
Nombre de disques et cassettes (en milliers)	51	61	*e* 67	81	184	276	362
Nombre de volumes (en milliers)	8.884	9.446	*e* 9.980	11.250	12.329	13.436	14.373
Nombre de bibliobus (en unités)	204	209	210	247	262	286	332
Prêts par dépôt :							
Nombre de lieux desservis (en unités) (3)	26.935	27.291	27.387	29.279	30.551	31.768	31.775
Nombre de dépôts effectués (en unités)	75.936	74.149	75.101	83.533	84.628	89.758	90.500
Nombre de livres déposés (en milliers de volumes) (4)	8.942	9.016	9.431	10.179	11.199	12.860	13.354
Prêts directs :							
Nombre de communes desservies (en unités)	1.131	1.280	1.411	1.488	1.608	1.695	1.834
Nombre de livres prêtés dans les communes (en milliers de volumes)	2.475	2.682	2.724	2.784	2.871	3.066	2.973
Nombre de classes desservies dans les établissements scolaires (en unités)	9.524	10.870	(5) 9.440	9.207	9.249	8.231	6.930
Nombre de livres prêtés dans les établissements scolaires (en milliers de volumes)	1.587	1.564	1.424	1.422	1.420	1.321	1.021

(1) Les communes de 10.000 à 20.000 habitants ne sont plus desservies en 1985. — (2) Nombre d'agents. — (3) Il s'agit essentiellement de mairies, écoles, foyers éducatifs. Les dépôts effectués et renouvelés régulièrement sont gérés en général de manière bénévole par des secrétaires de mairie, des instituteurs, ... — (4) On estime le nombre de livres prêtés à 2,5 fois le nombre de livres déposés. — (5) Deux bibliothèques centrales de prêt sur 17 pratiquant le prêt direct dans les établissements scolaires n'ont pas répondu.

TABLEAU E.02-29

Bibliothèques municipales - Activités de prêt (1)

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre de communes possédant une bibliothèque municipale ...	921	930	992	1.029	1.106	1.224	1.330	1.341
Population desservie (millier).....	27.404	27.659	28.245	28.414	28.730	29.603	29.729	29.421
Prêts à domicile (pour 1.000 habitants)								
Livres :								
Emprunteurs inscrits	97	100	107	114	125	...	138	157
Volumes prêtés	213	219	225	242	265	...	293	292
Disques et autres enregistrements :								
Emprunteurs inscrits (2).....	13,0	13,0	15,1	16,2	15,8	...	206	281
Disques prêtés (2).....	279	272	312	360	335	...	380	411

(1) Non compris les prêts par dépôt. — (2) Des communes possédant ce type de collection.

TABLEAU E.02-30

Enseignement de la musique

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire et de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Sources : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire,
Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Unité : Élève

	Année scolaire						
	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988
Établissements contrôlés par le ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire :							
Conservatoires nationaux supérieurs de musique (1)	1.398	1.450	1.508	1.475	1.505	1.501	287
Conservatoires nationaux de région (CNR) (2).....	43.304	44.128	44.096	40.199	34.573	*r* 39.369	43.731
Écoles nationales de musique (ENM) (3).....	46.628	57.070	65.251	61.294	54.608	*r* 67.624	78.722
Écoles de musique agréées.....	43.002	50.050	...	...	...	...	...
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports :							
Universités :							
1er cycle.....	3.326	3.354	3.329	(4) 2.678	(4) 2.344	(4) 2.425	(4) 2.453
2e et 3e cycles.....	1.517	1.586	1.689	1.826	1.974	1.846	1.948
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long) :							
Préparation au BTn F11 et F11'.....	1.244	1.201	1.120	1.105	1.154	1.157	1.206
Préparation au BT (5)	55	61	59	57	58	63	65

(1) Y compris années préparatoires et cycle de spécialisation (CNSM de Paris). En 1987-1988 uniquement CNSM de Lyon. — (2) En 1986-1987 données portant sur 26 CNR, en 1987-1988 données portant sur 30 CNR. — (3) En 1986-1987 données portant sur 81 ENM en 1987-1988 données portant sur 97 ENM. — (4) Certains étudiants de 1re année du premier cycle ne figurent pas dans les effectifs des spécialisations, ils sont regroupés dans une rubrique « avant orientation », celle-ci s'effectuant au 2e trimestre. — (5) Brevets de techniciens des métiers de la musique et de la facture instrumentale.

TABLEAU E.02-31

Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire et de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Source : Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire — *Unité :* Élève

	Année scolaire							
	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988
Établissements relevant du ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire :								
École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA)	2.165	2.158	2.259	2.120	2.053	2.018	1.718	1.364
École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD)	839	903	1.009	995	1.000	901	853	758
Écoles d'art (1) :								
Nationales	1.257	1.327	1.320	1.357	1.309	1.443	1.321	1.305
Régionales et municipales (2) (3)	8.751	9.164	9.040	8.675	8.129	8.404	8.863	8.930
École du Louvre :								
Élèves	3.200	3.045	2.743	2.992	2.751	2.737	2.640	2.777
Auditeurs (4)	11.636	10.771	11.950	13.394	12.995	12.277	11.327	(5) 6.372
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports :								
Universités (3) :								
Arts plastiques :								
1er cycle	2.759	2.549	2.823	2.925	(6) 1.836	(6) 1.325	(6) 1.650	1.495
2e et 3e cycles	2.295	2.447	2.458	2.493	2.669	2.918	2.979	3.000
Histoire de l'art et archéologie :								
1er cycle	4.181	4.321	4.627	4.628	(6) 3.902	(6) 3.835	(6) 4.224	4.334
2e et 3e cycles	2.781	3.408	3.797	4.192	4.362	4.385	4.405	4.080
Sections de techniciens supérieurs (3) (7)	733	811	876	900	914	1.130	1.274	1.343
Préparation au BTn F 12	///	///	341	726	1.013	1.246	1.588	1.804
Préparation au BT (7)	2.569	2.089	2.324	2.763	2.854	2.778	2.728	3.025

(1) Ensemble des effectifs, à l'exclusion de ceux des enseignants péri et post-scolaires. — (2) Non compris les établissements dispensant uniquement un enseignement péri et post-scolaire (écoles de 3e classe). — (3) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (4) Il s'agit ici du nombre d'inscriptions et non du nombre d'individus, sauf pour le cours du soir. — (5) Non compris les cours d'été, de province et pratiques. — (6) Une partie des étudiants de 1re année du premier cycle ne figurent pas dans les effectifs des spécialisations et sont regroupés dans une rubrique « avant orientation », celle-ci s'effectuant au 2e semestre. — (7) BTS et BT d'arts appliqués.

SOURCES DE DOCUMENTATION

● **Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.**

— Département des études et de la prospective, 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. : (1) 42 33 99 84.

Annuaire statistique de la culture :
- — Données 1960 à 1970, La documentation française, 1977;
- — Données 1970 à 1974, La documentation française, 1978.
- — Fascicules : livre (1981), cinéma (1981), musique, art lyrique et danse (1981), musées (1983), bibliothèques (1983), enseignement des arts plastiques (1984), livre (1984) de l'*Annuaire statistique de la Culture,* Ministère de la Culture, 1982 à 1984.
- — Fascicules : industries de la culture 1985; Livres bibliothèque 1986. La Documentation française.

Des chiffres pour la culture, La documentation française, 1980.
Des chiffres pour le patrimoine, La documentation française, 1981.
Atlas culturel 1977, La documentation française, 1977.
Repères sur les monuments historiques protégés, La documentation française, 1987.
Pratiques culturelles des français, descriptions socio-démographiques, 1973-1981 — Dalloz 1982.

— Direction des Archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03. Tél. : (1) 40 27 60 00.

La Gazette des archives (trimestriel), Association des archivistes français.

— Direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél. : (1) 40 15 80 00.

Fichier informatique des monuments historiques (immeubles classés).

— Direction des musées de France, Palais du Louvre, pavillon Mollien, Cours du Carrousel, 75041 Paris Cedex 01. Tél. : (1) 42 60 39 26.

Musées et collections publiques de France (bulletin trimestriel de l'association générale des conservateurs des collections publiques de France).

— Direction du livre et de la lecture, 27, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : (1) 40 15 73 00.

Statistiques annuelles des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires.
Bibliothèques municipales. Statistiques 1974-1975; Statistiques 1977; Statistiques 1980; Statistiques 1983.

— Direction de la musique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : (1) 40 15 80 00.

— Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel Béthune-Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : (1) 42 74 22 22.

— Réunion des musées nationaux et École du Louvre, 60, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 22 39 36.

— Centre national de la cinématographie, 12, rue de Lubeck, 75784 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 45 05 14 40.

Bulletin d'information du CNC (trimestriel) avec une annexe statistique annuelle.

— Bibliothèque nationale, département de la phonothèque et de l'audiovisuel, 58, rue de Richelieu, 75084 Paris Cedex 02. Tél. : (1) 47 03 81 26.

● **Fédération nationale de la musique**, 57, avenue de Villiers, 75017 Paris.

● **Syndicat national de l'édition**, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris. Tél. : (1) 43 29 75 75.

Données statistiques sur l'édition de livres en France (annuel).

L'ÉCONOMIE EN POCHE...

L'EDITION 1989 VIENT DE PARAITRE

EDITION 1989 DES
TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANCAISE
FORMAT 16 x 24 – 192 PAGES
50 F

L'ESSENTIEL DES DONNEES ECONOMIQUES ET SOCIALES DANS LES TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

- DES REPERES CHIFFRÉS
- DES COMPARAISONS INTERNATIONALES
- UNE INFORMATION MISE A JOUR CHAQUE ANNEE
- DES ILLUSTRATIONS DE CARTES ET GRAPHIQUES

UN GUIDE UNIQUE A LA PORTEE DE TOUS

- PRESENTE PAR CHAPITRES ET THEMES
- LU D'UN SEUL COUP
- COMPLET ET PRATIQUE

UNIQUE AUSSI

- SON FORMAT DE POCHE
- SON PRIX : 50 F

DES THEMES D'ACTUALITE : EMPLOI – CONSOMMATION – REVENUS – ENSEIGNEMENT – AGRICULTURE – FINANCES...

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

OUI JE SOUHAITE RECEVOIR _____ EXEMPLAIRES DES TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE EDITION 1989 (192 PAGES - 50 F)

NOM _____
PRENOM _____
SOCIETE _____
ADRESSE _____
_____ CODE POSTAL _____
VILLE _____

insee
un Partenaire Qui Compte

CI-JOINT MON REGLEMENT DE _____ F PAR
☐ MANDAT ☐ CHEQUE BANCAIRE ☐ CHEQUE POSTAL
A L'ORDRE DE L'INSEE

A RETOURNER A :
C.N.G.P.- INSEE BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Chapitre E.03

Tourisme

1. Le touriste

2. L'offre

3. La demande

1. Le touriste

Une définition du touriste a été proposée par l'UIOOT devenue l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), à la conférence des Nations unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963) :

« On appelle *touriste* toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle pour y effectuer un séjour d'au moins vingt-quatre heures (ou une nuitée au moins) et dont les motifs de voyage peuvent être classés en :

— loisirs (agrément, vacances, santé, études, religions et sports);

— affaires, famille, mission, réunion,

à l'exclusion du motif consistant à exercer dans le pays visité une profession rémunérée dans le pays même. »

Une telle définition s'applique au tourisme international. La direction des industries touristiques a été conduite à la généraliser en élargissant sa portée au tourisme national. Toutefois, celle-ci a été assortie d'une contrainte supplémentaire — celle d'une durée maximale de séjour de quatre mois — afin d'éliminer concrètement certaines catégories de voyageurs, et notamment étudiants, voyageurs en mission de longue durée... qu'il convient de considérer davantage comme résidents temporaires que comme touristes.

Largement extensive par rapport à la seule notion de « tourisme agrément », une telle définition offre l'avantage de reposer sur un critère simple : celui du déplacement assorti d'une nuit au moins passée hors du domicile principal.

La définition retenue est la suivante :

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la direction des industries touristiques.

« Doit être considérée comme *touriste,* toute personne en déplacement hors de sa résidence principale pour une durée d'*au moins vingt-quatre heures* et *inférieure à quatre mois* et pour l'un des motifs suivants :

a. Agrément (vacances et séjours de fin de semaine);
b. Santé (thermalisme, thalassothérapie...);
c. Mission ou réunion de toutes sortes (manifestations sportives, congrès, séminaires, pèlerinages...);
d. Voyage d'affaires;
e. Voyage scolaire à l'occasion de la « transplantation » de classes (classe de mer, classe de neige...).

Ne sont pas considérés comme touristes :

a. Les personnes dont la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures (excursionnistes);
b. Les personnes arrivant dans une région avec ou sans contrat de travail pour y occuper un emploi ou exercer une activité professionnelle;
c. Les autres personnes venant fixer leur domicile dans la région;
d. Les étudiants, jeunes gens dans des pensionnats ou écoles ainsi que les militaires du contingent;
e. Les personnes se rendant (ou séjournant) dans un établissement hospitalier;
f. Les parents ou amis se déplaçant à l'occasion d'un événement familial (maladie ou décès) dans les limites des congés légaux.

2. L'offre

21. Agences de voyages
(tableau 1)

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAP 74 09).

22. Hôtellerie
(tableau 2)

Les hôtels de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classé, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprendra donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Les hôtels « rattachés tourisme », créés par arrêté du 7 mars 1978 en fonction de normes moins contraignantes que les hôtels de tourisme, devront disparaître dans les cinq ans et se reclasser soit en hôtellerie de tourisme sans étoile, soit en hôtellerie non homologuée de tourisme. Leur nombre ne devrait pas cesser de décroître.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

23. Autres hébergements
(tableau 3)

Les *terrains de camping-caravaning* aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 22 juin 1976.

Les statistiques de ce tableau ne comprennent pas les terrains déclarés en mairie (dont le camping à la ferme), les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

« Est considéré comme *village de vacances* tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels », (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

L'agrément est facultatif et réservé aux villages de vacances classés et à but non lucratif. Il porte sur l'équipement et non le gestionnaire et permet à celui-ci de bénéficier de diverses aides publiques.

Les *auberges de jeunesse* sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Les *maisons familiales de vacances* sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit, qui, tout en offrant des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles, doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

3. La demande

31. Les départs en vacances des Français
(tableaux 4 à 15)

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête couplée à l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée auprès d'un échantillon d'environ 7.000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 avril de l'année n.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année n et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année n, il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 septembre de l'année n.

Les Français : il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires résidant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Les vacances : ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

Le taux de départ : c'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances, rapporté à la population totale, estimée d'après l'enquête.

32. Le tourisme d'affaires
(tableau 16)

Figurent dans ce tableau les statistiques d'entrées dans quelques foires importantes dont le comité d'organisation adhère à l'office de justification des statistiques.

D'autre part, il convient de noter que le visiteur d'une foire, s'il se déplace hors de son domicile pendant moins de vingt-quatre heures, n'est pas considéré, selon les termes de l'OMT comme un touriste.

33. Le thermalisme
(tableau 17)

Les résultats présentés concernent les cures effectuées par les curistes libres ou assurés sociaux, un même curiste pouvant effectuer plusieurs cures en une année.

34. La fréquentation étrangère
Bilan financier du tourisme avec l'étranger
(tableau 18)

On trouvera dans ce tableau les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de *transactions* (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de *règlements* (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

1. Cf. au chapitre 0.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux *transactions* et aux *règlements*.

* * *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409)

Année 1987

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise services

Unités : Effectif : nombre
Montant : million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Effectif non salarié	Chiffre d'affaires (hors taxes)	Marge (1) (hors taxes)	Valeur ajoutée (hors taxes)	Investissements
Hors tranche (2)	86	275	115	695	76	— 29	12
0 à 5 salariés	1.024	2.568	1.189	2.645	781	451	47
6 à 19 salariés	508	4.928	448	5.405	1.744	1.094	57
20 à 49 salariés	113	3.530	73	4.376	1.178	762	39
50 à 99 salariés	22	1.465	7	1.917	476	265	15
100 salariés et plus	24	9.988	11	11.739	3.834	2.364	310
Total	**1.777**	**22.754**	**1.843**	**26.777**	**8.089**	**4.907**	**480**

(1) Marge : chiffre d'affaires + variations des stocks — (achats pour revente + sous-traitance, prestations rétrocédées). — (2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction des Industries touristiques — En unités

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Sans étoile (1) :											
Hôtels	●	●	●	●	●	●	●	●	●	30	73
Chambres	●	●	●	●	●	●	●	●	●	328	1.312
1 étoile :											
Hôtels	10.161	10.218	10.274	10.289	10.273	10.266	10.253	10.226	10.256	10.196	10.047
Chambres	177.017	176.907	177.011	177.189	175.816	175.087	174.146	172.581	172.790	170.733	168.423
2 étoiles :											
Hôtels	5.371	5.613	5.783	5.798	6.173	6.386	6.660	6.857	7.021	7.228	7.470
Chambres	146.224	151.316	156.138	156.628	166.655	172.267	180.334	186.483	192.137	200.291	208.236
3 étoiles :											
Hôtels	1.826	1.861	1.890	1.890	1.916	1.935	1.986	2.033	2.174	2.264	2.395
Chambres	79.769	80.092	80.950	80.950	81.754	82.811	84.129	86.290	95.348	98.992	110.395
4 étoiles :											
Hôtels	340	360	364	364	358	352	350	348	281	288	273
Chambres	23.108	24.531	24.952	24.952	24.409	24.053	24.223	23.826	18.735	18.687	15.119
Luxe 4 étoiles :											
Hôtels	124	127	131	131	134	134	135	133	127	130	120
Chambres	17.138	17.169	17.513	17.513	17.980	20.451	18.213	18.256	17.667	17.850	14.782
Total :											
Hôtels	**17.822**	**18.179**	**18.442**	**18.472**	**18.854**	**19.073**	**19.384**	**19.597**	**19.859**	**20.136**	**20.378**
Chambres	**443.256**	**450.015**	**456.564**	**457.232**	**466.614**	**474.669**	**481.045**	**487.436**	**496.677**	**506.881**	**518.267**

(1) Norme 1986.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction des Industries touristiques

	*r*1978	*r*1979	*r*1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre d'installations											
Terrains de camping (1)	6.514	6.832	7.009	*r*7.602	7.765	8.373	8.242	8.684	■ 8.193	8.218	...
Villages de vacances agréés (2)	443	●	537	552	●	564	■ 580	580	715	...	...
Auberges de jeunesse	209	●	274	284	*r*314	*r*342	330	369	...	...	...
Maisons familiales de vacances	608	●	623	741	●	840	840	840	...	...	...
Gîtes ruraux et communaux (3)	25.401	28.040	30.678	*r*30.678	31.871	31.836	33.145	33.508	35.148	35.264	37.209
Chambres d'hôtes (3)	2.282	2.791	3.121	3.111	3.518	4.162	4.572	5.419	6.248	7.174	8.490
Places disponibles (ou lits) en milliers											
Terrains de camping (1)	1.771,6	1.886,5	1.992,7	*r*2.163,9	2.241,3	*r*2.340,9	2.407,3	2.498,0	■ (4) 815,4	817,2	...
Villages de vacances agréés (2)	171,5	182,6	193,7	196,5	*r*197,8	199,2	■ 201,0	201,0	242,0	...	...
Auberges de jeunesse	14,0	14,3	14,7	15,5	*r*18,1	*r*19,5	18,4	20,2	...	...	...
Maisons familiales de vacances	62,8	64,9	67,0	79,7	*r*82,8	85,9	89,2	91,1	...	...	...

(1) Le total 1986 comprend exclusivement les campings homologués. Les chiffres des années précédentes intégraient les campings en cours de classement, ainsi que les campings non classés. — (2) À partir de 1984, série non parfaitement comparable en raison d'un apurement du fichier qui, par ailleurs, contient maintenant tous les villages de vacances classés. — (3) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène. — (4) À partir de 1986, nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année : généralités

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Effectif de la population des ménages ordinaires *d'après l'enquête* (1)	51,5	52,9	52,2	52,2	52,5	53,6	54,3	54,6	54,5	54,5	54,6
Nombre de personnes parties en vacances	27,9	29,6	29,3	29,9	30,4	31,2	31,1	31,4	31,7	31,9	32,4
Taux de départ (2) [en %]	56,0	56,2	57,2	57,2	57,8	58,3	57,3	57,5	58,2	58,5	59,5
Nombre de séjours de vacances	48,8	51,5	52,8	54,0	55,4	56,4	57,7	57,7	59,7	61,8	62,6
Soit : en France	40,6	43,8	44,8	45,7	47,0	48,3	48,9	48,8	49,6	51,5	52,0
à l'étranger	8,2	7,7	8,0	8,3	8,4	8,1	8,8	8,9	10,1	10,3	10,6
Nombre de journées de vacances	861	886	866	882	895	920	921	915	913	925	929
Soit : en France	696	733	718	724	740	766	759	747	734	742	745
à l'étranger	165	153	148	158	155	154	162	168	179	183	184

(1) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : *cette estimation,* obtenue à partir de l'échantillon, nécessairement différente de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ. — (2) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE — *Unité :* %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Taux de départ pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**56,0**	**56,2**	**57,2**	**57,2**	**57,8**	**58,3**	**57,3**	**57,5**	**58,2**	**58,5**	**59,5**
Suivant l'âge :											
0-13 ans	60,8	64,0	62,5	66,2	66,0	67,9	65,0	64,8	65,5	66,4	67,9
14-19 ans	55,9	58,0	58,3	57,4	59,9	61,0	59,2	60,6	63,8	64,2	65,4
20-24 ans	54,9	55,7	57,5	58,4	60,5	59,8	55,5	55,4	56,7	56,0	55,0
25-29 ans	62,1	64,8	62,1	65,0	63,2	63,1	60,6	63,7	62,7	61,8	60,3
30-39 ans	65,1	65,3	66,4	67,1	67,6	68,4	65,3	65,2	65,0	63,2	65,3
40-49 ans	54,9	57,6	58,3	59,3	59,4	58,9	62,5	62,8	63,2	65,8	64,3
50-54 ans	50,6	53,2	51,1	50,5	51,3	50,7	50,8	52,2	55,7	57,0	54,6
55-59 ans	50,5	47,7	51,7	49,6	51,4	50,1	51,0	49,4	49,0	50,3	53,9
60-64 ans	46,4	46,3	47,6	48,0	51,3	49,6	47,3	47,7	51,1	53,0	55,3
65-69 ans	36,1	40,8	44,5	42,4	45,1	45,7	50,9	48,7	50,7	48,8	48,8
70 ans et plus	30,1	28,0	32,1	31,2	30,8	30,0	34,1	34,6	31,1	32,2	36,3
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :											
Exploitants et salariés agricoles	24,1	19,0	16,9	21,5	22,8	25,2	24,9	22,2	29,7	26,8	34,0
Patrons industrie et commerce	58,7	56,4	64,8	63,4	60,4	59,7	60,4	59,2	59,7	59,2	60,5
Cadres supérieurs, professions libérales	89,2	90,0	85,2	86,5	88,2	89,1	88,0	90,8	87,2	87,2	88,1
Cadres moyens	78,1	80,5	80,7	80,4	81,2	81,3	82,6	85,3	79,6	80,9	75,7
Employés	66,3	67,5	69,3	69,8	67,7	72,7	70,6	66,9	64,9	68,0	66,8
Ouvriers	50,3	54,9	52,6	55,4	55,7	54,8	52,8	51,9	55,3	54,7	55,2
Personnels de service	54,0	55,3	57,9	51,8	58,7	53,0	53,1	54,5	52,3	44,0	61,5
Autres actifs	72,9	76,2	85,0	73,6	76,6	76,5	71,4	71,3	74,0	70,1	73,0
Inactifs	37,6	37,7	40,6	39,3	41,0	42,1	41,8	43,9	43,2	43,2	46,1
soit : Retraités	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*42,9*	*47,1*
Autres inactifs	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*44,8*	*40,0*
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :											
Communes rurales	32,5	31,9	35,7	36,8	38,1	39,6	39,3	40,3	43,1	44,9	47,4
Agglomérations de — de 20.000 habitants	45,7	48,3	51,7	50,3	51,3	54,7	50,7	50,7	50,1	52,5	52,6
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	61,8	62,4	57,1	59,5	62,3	59,1	61,4	59,7	57,0	59,3	63,4
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	61,6	63,8	64,1	65,6	64,8	66,5	65,7	63,8	66,7	60,5	63,2
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	78,7	83,2	78,8	82,6	81,7	79,7	76,9	81,7	78,3	78,6	76,9
Paris	81,2	83,9	85,3	80,8	85,5	83,1	83,5	82,9	81,9	79,0	82,5

(1) Selon les délimitations du recensement de 1975 pour les résultats des années 1978 à 1984; selon les délimitations des recensements de 1975 et 1982 pour les résultats de 1985; selon les délimitations du recensement de 1982 pour les résultats de 1986, 1987 et 1988.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : nombre moyen de journées par personne partie

Source : INSEE — *Unité :* Journée

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre moyen de journées pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**30,7**	**29,7**	**29,4**	**29,5**	**29,5**	**29,5**	**29,6**	**29,2**	**28,8**	**29,0**	**28,6**
Selon l'âge :											
0 à 13 ans	33,6	32,0	31,5	31,3	31,7	31,6	30,9	30,2	30,3	31,2	30,6
14 à 19 ans	32,6	30,8	30,0	29,8	30,8	31,1	31,2	30,7	30,2	30,3	30,4
20 à 24 ans	27,4	27,2	25,6	27,0	26,2	26,3	28,9	27,3	28,2	27,4	26,6
25 à 29 ans	27,4	27,0	23,1	26,3	25,2	25,5	26,1	25,5	25,4	25,0	25,0
30 à 39 ans	29,7	28,5	27,5	27,5	27,4	27,3	26,5	26,2	25,9	25,0	25,4
40 à 49 ans	27,6	26,8	27,1	27,6	26,8	27,1	27,2	27,3	26,3	27,0	26,3
50 à 54 ans	26,2	25,6	25,6	25,1	27,0	26,2	26,7	27,2	26,5	27,2	26,0
55 à 59 ans	27,7	28,2	27,7	28,0	28,5	28,2	30,4	30,9	32,7	30,6	28,3
60 à 64 ans	28,3	32,8	35,1	34,5	33,2	31,7	36,0	34,4	30,6	32,5	33,3
65 à 69 ans	36,9	35,2	34,2	35,8	38,0	39,1	37,9	36,0	31,8	34,5	34,4
70 ans et plus	39,2	37,3	38,1	39,8	37,9	38,9	34,0	35,5	39,6	37,7	34,2
Selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :											
Exploitants et salariés agricoles	17,5	16,9	15,3	16,1	15,0	15,9	15,8	13,3	16,8	18,9	15,3
Patrons de l'industrie et du commerce	24,7	23,6	23,2	23,0	22,3	22,7	20,6	22,6	25,4	22,5	23,8
Cadres supérieurs et professions libérales	40,4	38,7	38,4	39,1	37,7	38,2	37,0	36,7	34,1	36,6	35,6
Cadres moyens	34,5	32,3	30,4	31,1	31,7	31,6	31,2	31,5	30,1	30,3	31,2
Employés	26,8	27,9	28,3	26,3	27,6	27,1	27,3	26,2	27,4	26,6	25,3
Ouvriers	25,7	24,7	24,7	24,1	24,5	24,6	25,0	24,2	23,8	24,3	23,4
Personnel de service	28,2	28,2	24,0	25,3	24,7	26,1	25,1	26,5	29,0	24,9	23,0
Autres actifs	33,6	33,9	31,2	33,1	38,9	33,7	35,8	30,7	33,6	26,3	30,1
Inactifs	35,7	34,9	36,5	36,5	35,7	34,9	35,7	35,3	34,4	35,0	34,5
soit : Retraités	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*34,4*	*33,7*
Autres inactifs	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*39,0*	39,7

TABLEAU E.03-7

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances passées en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Selon le genre de vacances :											
Circuit	3,7	3,6	3,8	3,5	3,6	3,6	3,4	3,2	4,4	3,7	3,2
Campagne	29,2	28,5	28,3	28,7	26,5	26,3	25,2	27,6	27,7	27,4	27,7
Mer	40,8	41,8	46,5	39,8	42,4	42,9	42,4	41,9	39,3	42,8	42,5
Montagne	19,8	19,4	17,2	20,5	19,6	20,7	21,2	20,5	20,6	18,5	18,9
Ville	6,5	6,7	4,2	7,5	7,9	6,5	7,8	6,8	8,0	7,6	7,7
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	7,1	6,8	7,2	7,0	6,7	6,3	5,9	6,4	6,2	5,3	5,6
Location	14,8	16,5	14,9	13,6	14,4	14,6	16,0	15,3	15,4	15,2	16,4
Résidence secondaire possédée	13,9	12,0	13,5	14,5	13,5	13,4	13,7	15,0	14,4	15,5	14,0
Résidence principale parents ou amis	30,2	30,5	30,3	30,2	30,1	30,2	30,3	29,8	31,4	30,4	30,8
Résidence secondaire parents ou amis	8,2	7,5	8,2	8,8	8,9	9,5	9,1	9,8	9,0	9,9	11,1
Tente, caravane	18,1	18,2	17,5	17,7	18,5	17,0	17,4	15,4	15,1	15,7	15,5
Village de vacances	3,5	4,1	4,2	4,1	4,0	4,1	3,6	4,0	4,3	4,0	3,7
Autres (1)	4,2	4,4	4,2	4,1	3,9	4,9	4,0	4,3	4,2	4,0	2,9
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-8

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours de vacances des Français * à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Pays de destination	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Espagne (1)	1.736	1.761	1.740	1.769	1.792	1.600	1.723	1.980	2.217	2.325
Portugal	821	743	839	945	803	938	868	1.078	1.200	1.006
Italie	1.132	1.176	1.287	1.329	1.288	1.269	1.062	1.357	1.211	1.231
Suisse	334	354	380	284	331	294	316	517	277	397
Allemagne (République fédérale d'), Autriche	471	566	571	642	511	669	796	899	737	628
Bénélux, Scandinavie	276	314	262	414	306	263	279	358	491	416
Iles britanniques	463	489	425	403	460	550	529	366	587	603
Grèce	247	247	222	265	261	392	372	363	341	341
Autres pays méditerranéens (2)	305	291	402	382	187	197	329	531	499	466
Pays de l'Est	171	195	152	183	189	172	179	194	120	184
Algérie	294	196	229	278	305	295	293	321	310	281
Maroc	320	398	370	340	369	513	461	551	537	644
Tunisie	303	360	459	354	289	471	417	364	400	534
Autres pays d'Afrique	168	107	151	161	161	227	258	291	336	175
États-Unis d'Amérique	142	121	127	135	168	115	163	158	219	265
Autres pays d'Amérique	103	85	165	117	119	205	112	107	160	250
Asie, Océanie	80	131	86	96	152	134	100	133	130	194
Total (3)	**7.366**	**7.534**	**7.867**	**8.097**	**7.691**	**8.304**	**8.257**	**9.568**	**9.772**	**9.940**

* Par Français, il faut entendre résidents sur le territoire métropolitain.

(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël. — (3) La différence constatée entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée.

TABLEAU E.03-9

Les vacances sur l'ensemble de l'année : journées de vacances des Français * à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* Million

Pays de destination	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Espagne (1)	35,5	33,1	31,1	29,6	30,6	30,4	33,1	31,6	37,3	38,2
Portugal	21,0	20,4	23,9	25,2	23,2	23,9	24,7	26,9	30,0	22,2
Italie	18,8	20,4	20,2	22,0	22,8	22,3	19,0	20,2	18,7	17,0
Suisse	3,7	4,8	4,1	3,0	3,0	2,8	3,5	6,0	2,2	5,2
Allemagne (République fédérale d'), Autriche	6,5	6,7	7,5	7,2	6,0	7,2	9,7	9,9	7,7	6,7
Benelux, Scandinavie	3,7	4,3	3,4	3,9	3,8	2,2	3,1	4,7	6,1	5,1
Îles britanniques	8,6	6,4	6,5	5,4	6,9	6,6	6,9	4,5	7,4	7,6
Grèce	4,5	4,6	4,3	4,8	5,0	6,9	6,6	6,4	4,6	5,2
Autres pays méditerranéens (2)	6,5	6,2	9,3	7,9	3,5	3,4	5,0	10,2	8,4	12,3
Pays de l'Est	3,1	3,4	3,1	2,5	2,3	2,5	2,1	3,8	2,0	2,9
Algérie	10,6	5,6	7,0	10,0	13,8	10,4	9,6	10,3	12,2	8,7
Maroc	7,7	7,8	8,0	7,1	9,1	11,6	12,8	14,2	14,6	18,2
Tunisie	5,9	7,6	10,9	6,8	6,3	10,2	8,5	9,3	5,7	7,8
Autres pays d'Afrique	4,0	2,1	3,7	3,1	3,0	3,6	4,8	4,9	8,8	3,4
États-Unis	3,2	3,8	3,7	2,8	4,3	4,0	4,2	3,6	3,9	5,0
Autres pays d'Amérique	2,9	2,6	4,1	2,5	2,7	4,7	2,7	2,0	2,9	5,6
Asie, Océanie	2,0	2,7	1,7	2,0	3,0	3,2	3,0	*r*3,6	*r*3,5	5,2
Non déclarés	///	///	///	///	///	///	///	5,9	6,3	7,7
Total (3)	**148,1**	**142,4**	**152,6**	**145,8**	**149,4**	**156,0**	**159,3**	***r*178,0**	***r*182,3**	**184,0**

* Par Français, il faut entendre résidents sur le territoire métropolitain.

(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël. — (3) La différence constatée entre ce total et le nombre de journées à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée.

TABLEAU E.03-10

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Selon le genre de vacances :											
Circuit	16,8	17,8	18,7	16,4	15,1	13,4	16,2	17,1	16,5	19,3	19,3
Campagne	20,0	18,5	22,4	21,8	20,4	20,3	19,3	17,4	22,2	20,1	17,2
Mer	40,9	34,7	37,2	35,3	35,8	36,9	37,8	38,5	31,2	34,4	35,3
Montagne	10,8	10,3	7,5	8,2	10,9	10,0	8,1	10,0	9,3	5,6	8,4
Ville	11,5	18,7	14,2	18,3	17,8	19,4	18,6	17,0	20,8	20,6	19,8
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	100,0	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	20,5	21,2	23,7	20,1	23,5	20,3	19,8	21,6	20,6	21,9	23,4
Location	8,6	8,9	6,8	7,3	8,1	8,6	7,9	7,6	7,3	8,0	7,9
Résidence secondaire possédée	6,2	4,8	5,5	4,4	7,3	4,9	7,5	7,0	7,1	10,2	4,5
Résidence principale parents ou amis	43,9	45,6	45,6	48,1	44,2	49,7	47,6	45,7	49,4	40,2	43,3
Résidence secondaire parents ou amis	3,9	4,4	4,0	3,7	3,3	3,1	3,6	3,6	3,2	3,7	4,9
Tente ou caravane	11,9	7,8	8,0	9,2	7,2	5,8	7,1	7,3	5,0	7,7	7,2
Autres	5,0	7,3	6,4	7,2	6,4	7,6	6,5	7,2	7,4	8,3	8,8
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-11

Les vacances d'été : généralités

(1er mai au 30 septembre)

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre de personnes parties en vacances d'été	26,6	28,2	27,8	28,4	28,6	29,6	29,2	29,4	29,5	29,6	30,3
Taux de départ en été (1) [en %]	51,7	53,3	53,3	54,3	54,5	55,2	53,9	53,8	54,1	54,2	55,5
Nombre des séjours	33,3	35,3	35,3	36,3	36,9	37,8	37,0	38,0	38,2	39,1	40,1
— en France	27,2	29,5	29,5	30,1	31,0	32,2	30,7	31,7	31,1	32,0	32,5
— à l'étranger	6,1	5,8	5,8	6,2	5,9	5,6	6,3	6,3	7,1	7,1	7,6
Nombre de journées de vacances	702	722	692	705	706	732	723	722	706	645	709
— en France	563	594	572	572	583	608	588	584	561	554	560
— à l'étranger	139	128	120	133	123	124	135	138	145	141	149

(1) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-12

Répartition des journées de vacances par mois d'été (1)

Source : INSEE — *Unités :* % / Million de journées

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Mai	2,1	2,1	2,6	2,3	2,9	2,6	3,8	4,2	4,4	4,4	4,3
Juin	4,5	4,9	5,0	5,2	5,5	5,6	10,8	11,8	12,8	10,3	8,9
Juillet	34,8	32,8	32,0	29,8	31,9	35,5	46,5	44,7	41,1	44,0	45,1
Août	49,8	52,0	50,6	50,9	51,2	49,3	34,1	34,7	37,0	36,3	36,5
Septembre	8,8	8,2	9,8	11,8	8,5	7,0	4,8	4,6	4,7	5,0	5,2
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	100,0
Ensemble des journées	**694**	**714**	**692**	**697**	**698**	**724**	**721**	**723**	**706**	**695**	704

(1) Seuls les séjours ayant démarré et fini dans les limites mai-septembre ont été comptabilisés pour cette répartition.

TABLEAU E.03-13

Les vacances d'été : répartition des séjours en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Selon le mode de transport :											
Train	11,2	11,8	11,0	●	10,2	10,7	10,2	11,7	10,7	11,0	10,5
Auto	83,3	81,7	83,0	●	82,9	82,1	83,3	81,6	82,2	82,2	82,7
Car	2,8	3,1	2,8	●	2,7	2,4	2,7	2,7	2,6	2,3	2,6
Avion	1,1	1,9	1,8	●	2,1	2,4	2,2	2,1	2,2	2,5	2,8
Autres	1,6	1,5	1,4	●	2,1	2,4	1,6	1,9	2,3	2,0	1,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	●	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de vacances :											
Circuit	5,0	5,0	5,0	5,1	5,2	4,8	4,3	5,0	5,9	5,3	4,2
Mer	45,0	45,6	44,8	43,6	46,0	46,0	46,4	45,5	44,1	46,5	47,7
Montagne	16,9	16,7	17,2	17,4	17,3	18,0	17,8	16,9	17,3	15,8	15,4
Campagne	27,2	27,0	27,0	27,1	25,0	25,3	24,6	25,9	25,3	25,7	25,9
Ville	5,9	5,7	6,0	6,8	6,5	5,9	6,9	6,7	7,4	6,7	6,8
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	9,5	9,4	9,7	9,5	9,1	8,1	7,7	8,7	9,0	7,5	7,6
Location	13,5	14,9	14,1	12,4	13,6	13,9	14,8	14,4	14,3	14,6	16,8
Résidence secondaire	9,4	8,2	9,0	10,0	8,9	8,5	8,7	9,1	9,3	10,4	9,4
Résidence principale des parents et amis	29,6	29,7	28,0	30,2	28,9	29,8	29,6	29,2	29,2	28,6	28,5
Résidence secondaire des parents et amis	8,6	7,8	9,1	8,8	8,8	9,8	9,8	10,5	9,2	10,1	11,0
Tente ou caravane	22,0	21,8	21,7	20,8	22,9	20,6	21,5	19,4	20,0	20,0	19,2
Village de vacances	4,1	4,2	4,6	4,6	4,0	4,5	3,9	4,2	4,8	4,7	4,4
Autres (1)	3,3	4,0	3,8	3,7	3,8	4,8	4,0	4,5	4,2	4,1	3,1
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-14

Les vacances d'hiver : généralités

(1er octobre au 30 avril)

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	10,8	11,7	12,2	12,6	13,3	13,1	14,3	13,6	14,8	15,5	15,6
Taux de départ en hiver (1) [en %]	20,6	22,1	22,7	23,8	24,6	24,3	26,2	24,9	27,1	28,0	28,2
Nombre de séjours de vacances	15,5	16,2	17,5	17,7	18,5	18,6	20,7	19,6	21,5	22,7	22,6
— en France	13,4	14,3	15,3	15,6	16,0	16,1	18,2	17,1	18,5	19,5	19,5
— à l'étranger	2,1	1,9	2,2	2,1	2,5	2,5	2,5	2,5	3,0	3,2	3,1
Nombre de journées de vacances	159	164	174	177	189	188	198	193	206	229	219
— en France	133	139	146	152	157	158	170	162	173	188	184
— à l'étranger	26	25	28	25	32	30	28	31	33	41	35

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.

TABLEAU E.03-15

Les vacances d'hiver : répartition des séjours en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Selon le mode de transport :											
Train	19,9	17,6	17,4	18,1	16,4	16,2	16,7	17,6	16,2	15,9	17,8
Auto	74,9	75,7	77,7	75,8	75,8	77,2	77,0	75,5	77,4	78,0	76,3
Car	3,5	3,3	3,2	2,9	3,8	2,7	2,6	2,6	3,1	2,2	2,4
Avion	1,3	1,7	1,3	2,3	2,8	2,9	2,8	3,4	2,4	3,2	3,1
Autres	0,4	1,7	0,4	0,9	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,7	0,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :											
Circuit	3,2	2,4	2,1	1,8	1,8	2,0	2,4	1,4	2,0	1,6	1,8
Mer	15,8	17,3	14,3	15,8	18,2	18,3	16,1	17,6	15,9	20,8	17,6
Montagne	34,1	34,6	34,7	34,3	35,6	37,2	37,7	38,6	35,9	33,3	34,7
Campagne	31,4	30,8	32,4	33,0	30,0	29,9	28,0	28,2	31,3	27,8	29,4
Ville	15,5	14,9	16,5	15,1	14,4	12,6	15,8	14,2	14,9	16,5	16,5
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	13,2	10,9	11,4	10,2	10,8	11,3	10,4	10,2	9,0	7,7	8,2
Location	9,6	12,8	9,7	10,9	11,0	14,2	15,1	12,6	12,3	15,3	14,6
Résidence secondaire	13,7	12,2	13,0	14,0	14,0	13,4	12,8	13,9	14,4	15,4	13,3
Résidence principale des parents et amis	44,1	42,5	46,6	43,4	41,5	42,5	42,7	43,1	45,3	41,8	45,1
Résidence secondaire des parents et amis	8,6	9,0	8,4	10,6	10,9	8,9	8,6	10,3	9,9	9,6	11,7
Village de vacances	3,5	4,6	3,7	4,1	4,9	3,6	3,6	4,7	3,9	3,7	2,9
Autres (1)	7,3	8,0	7,2	6,8	6,9	6,1	6,8	5,2	5,2	6,5	4,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse, tente et caravane.

TABLEAU E.03-16

Tourisme d'affaires : entrées dans quelques foires importantes (1) par région

Source : Fédération des Foires et Salons de France — *Unité :* Millier d'entrées

Région	1984	1985	1986	1987	Principales villes de foire	1984	1985	1986	1987
Île-de-France	1.005,2	1.103,4	1.036,1	920,1	Paris	1.005,2	1.103,4	1.010,7	901,5
Champagne - Ardenne	310,0	310,4	230,9	332,9	Châlons-sur-Marne	105,4	115,7	112,6	106,0
Picardie	36,7	37,5	43,2	47,7	Beauvais	36,7	37,5	43,2	47,7
Haute-Normandie	173,0	180,7	154,8	146,5	Rouen	173,0	180,7	154,8	146,5
Centre	115,4	93,1	99,6	97,6	Orléans	115,4	93,1	99,6	97,6
Basse-Normandie	286,2	301,1	283,7	308,7	Caen	216,3	235,1	233,7	235,9
Bourgogne	439,3	419,9	389,7	363,3	Dijon	286,1	258,1	219,8	206,2
Nord - Pas-de-Calais	378,4	364,1	317,8	397,1	Lille	315,4	299,0	285,3	270,2
Lorraine	435,0	352,1	381,3	368,6	Nancy	243,9	173,1	200,1	215,5
Alsace	785,6	775,9	754,8	764,6	Strasbourg	446,7	465,3	435,4	427,9
Franche-Comté	145,0	161,0	179,8	159,1	Besançon	101,1	110,5	131,1	110,1
Pays de la Loire	552,2	563,0	596,7	630,1	Nantes	171,4	149,5	166,0	173,5
Bretagne	600,4	515,6	534,0	447,8	Rennes	261,7	272,4	254,7	219,9
Poitou Charentes	373,4	390,3	346,4	368,7	Niort	138,0	162,0	141,7	149,3
Aquitaine	775,9	725,7	620,6	665,8	Bordeaux	339,0	354,7	309,6	311,8
Midi - Pyrénées	461,5	443,5	440,8	400,9	Toulouse	213,3	194,1	197,5	184,7
Limousin	185,6	112,7	184,0	100,2	Limoges	113,6	112,7	113,6	100,2
Rhône - Alpes	1.281,1	1.361,0	1.381,0	1.289,2	Lyon	419,8	455,1	490,6	454,1
Auvergne	107,4	116,0	125,8	123,0	Clermont-Ferrand	72,7	78,8	83,3	85,3
Languedoc - Roussillon	269,4	264,8	302,7	291,7	Montpellier	210,3	213,0	192,7	207,8
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1.057,9	1.062,7	830,0	928,8	Marseille	625,3	638,2	428,5	634,0
Corse	///	///	///	///	Bastia	///	///	///	///
France métropolitaine	**9.774,6**	**9.654,7**	**9.233.7**	**9.152,4**					

(1) Total des entrées enregistrées comprenant à la fois des touristes et des visiteurs (déplacement hors du domicile pendant moins de 24 heures). Le champ des foires déclarées varie d'une année à l'autre.

TABLEAU E.03-17

Thermalisme : nombre de cures réalisées par région (1)

Source : Fédération thermale et climatique française (FTCF)

Région	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Ile-de-France	3.725	4.026	4.286	4.607	4.512	4.670	3.188	—	2.932	3.041	3.049
Champagne - Ardenne	11.347	11.613	12.675	13.615	14.635	14.823	15.216	15.422	15.647	14.766	14.386
Haute-Normandie	227	241	202	213	180	180	—	—	—	—	—
Basse-Normandie	18.263	17.656	16.876	16.472	16.433	16.258	15.933	15.588	15,275	15.205	15.360
Bourgogne	8.783	9.093	9.346	9.643	9.653	9.477	9.189	9.197	9.082	8.684	8.420
Nord - Pas-de-Calais	1.576	1.627	1.681	1.699	1.924	2.021	2.000	1.995	1.999	1.912	1.954
Lorraine	20.030	19.357	20.356	21.262	21.451	21.527	22.560	22.952	25.478	28.787	32.086
Alsace	840	875	880	887	884	7.294	6.972	7.246	728	r10.848	11.081
Franche-Comté	4.861	4.829	4.937	5.270	5.538	5.457	5.208	5.370	5.289	5.316	5.496
Poitou - Charentes	9.838	10.094	10.296	10.653	11.471	12.022	12.526	13.729	14.767	16.277	17.424
Aquitaine	38.941	50.542	52.250	54.515	57.819	r63.984	67.743	59.049	76.774	77.032	76.687
Midi - Pyrénées	81.914	72.257	84.551	87.324	r91.802	r93.386	r94.895	r95.994	r100.530	98.510	97.430
Limousin	1.584	1.642	1.625	1.687	1.789	1.856	1.828	1.922	2.023	2.084	1.989
Rhône - Alpes	98.027	102.358	99.817	105.000	r107.813	r107.681	110.428	113.026	117.088	116.331	114.530
Auvergne	113.984	114.561	112.806	112.133	118.682	116.211	115.465	115.099	114.765	113.054	110.003
Languedoc - Roussillon	27.619	32.419	56.901	61.628	69.896	73.602	76.224	79.927	83.159	81.249	81.939
Provence - Alpes - Côte d'Azur	10.609	25.629	28.675	31.244	37.386	39.655	45.045	49.565	53.718	54.523	43.671
Corse (2)	●	●	●	●	211	217	381	427	407	347	581
France métropolitaine	**452.168**	**478.819**	**518.160**	**537.852**	**r572.079**	**r590.321**	**r604.801**	**r606.508**	**r639.661**	**r647.966**	**636.086**

(1) Curistes libres ou assurés sociaux. — (2) Pour la Corse, chiffres non connus avant 1982.

TABLEAU E.03-18

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de francs

Pays (1)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Recettes (en terme de règlements)											
Communauté économique européenne (2)	11.290	12.048	15.764	■ 16.498	18.196	19.973	21.675	22.272	■ r24.528	29.071	33.343
dont : Allemagne (République fédérale d')	4.889	4.997	5.795	5.937	6.916	7.529	8.070	8.206	8.163	8.421	9.182
Belgique, Luxembourg	1.832	2.282	2.593	2.468	2.514	2.648	3.088	3.122	3.370	3.973	4.574
Espagne	1.453	1.570	1.331	1.306	1.384	1.407	1.505	1.487	1.771	2.762	3.686
Italie	860	1.121	1.454	1.721	2.171	2.525	2.972	2.698	3.003	4.103	4.382
Pays-Bas	931	1.112	1.350	1.252	1.410	1.592	1.739	1.743	1.872	2.183	2.955
Royaume-Uni	2.688	2.422	4.412	4.861	4.892	5.361	5.424	6.052	5.786	7.017	7.879
Autriche	82	148	275	218	366	524	697	210	447	885	1.186
Canada	236	246	248	392	531	611	886	1.045	781	824	919
États-Unis	5.087	5.446	5.519	8.085	11.142	15.023	20.569	24.276	18.097	15.284	14.945
Japon	273	362	390	587	673	826	1.030	996	1.101	1.650	2.616
Pays du Maghreb (3)	358	586	985	1.352	1.393	1.256	1.520	1.504	1.114	729	1.670
Suisse	4.751	4.927	5.710	4.911	6.494	8.969	10.851	12.028	13.507	15.228	17.798
Dépenses (en terme de règlements)											
Communauté économique européenne (2)	6.529	7.884	9.332	■ 10.544	11.415	10.079	11.686	12.693	■ 19.570	24.050	27.571
dont : Allemagne (République fédérale d')	1.375	1.554	1.680	2.086	2.199	2.068	2.220	2.405	2.799	3.387	4.041
Belgique, Luxembourg	777	1.103	1.240	1.592	1.552	1.327	1.520	2.219	2.541	2.997	3.402
Espagne	3.669	3.353	3.519	3.952	4.725	4.749	4.748	4.099	r4.216	r5.692	6.617
Italie	2.288	2.935	3.071	3.094	3.560	3.196	3.676	3.395	3.739	4.547	4.923
Pays-Bas	345	332	362	469	536	525	557	558	571	831	840
Royaume-Uni	1.630	1.832	2.869	2.701	2.909	2.438	3.013	3.373	4.462	4.567	5.322
Autriche	129	160	184	297	435	455	510	512	571	724	454
Canada	138	156	185	289	312	259	356	371	356	581	772
États-Unis	3.729	4.083	4.509	6.251	7.629	7.308	9.159	11.163	12.714	r11.338	11.586
Japon	53	57	87	120	139	136	180	200	188	303	570
Pays du Maghreb (3)	1.066	1.176	1.289	1.541	1.862	1.987	1.950	2.686	3.112	3.864	4.246
Suisse	1.182	1.729	1.664	2.985	2.316	2.493	2.652	2.890	2.911	3.045	3.701
Solde de la balance touristique (en terme de transactions)											
Ensemble des pays	**7.379**	**6.969**	**9.401**	**8.108**	**12.121**	**22.444**	**29.077**	**30.414**	**22.243**	**20.300**	**24.245**

(1) Faute de renseignements suffisants quant au pays de résidence effectif des touristes étrangers, on enregistre soit le pays dont la devise est utilisée, soit le pays de résidence des titulaires de comptes « étrangers » débités ou crédités. — (2) Jusqu'à 1980 inclus, Europe des neuf; de 1981 à 1986, Europe des dix; à partir de 1986, Europe des douze. — (3) Algérie, Maroc, Tunisie.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, Direction des Industries touristiques, bureau des Statistiques et de la Comptabilité économique, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.

La *Revue trimestrielle de la direction des Industries touristiques* a revêtu plusieurs titres qui sont rappelés ci-dessous :

— de 1950 à 1963 : *Le tourisme en France*;
— de 1964 à 1973 : *Bulletin statistique*;
— de 1974 à 1978 : *Statistiques du tourisme*;
— de 1979 à 1981 : *Regards sur l'économie du tourisme*;
— de 1982 à 1983 : *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme;*
— de 1983 à 1985 : *L'économie du tourisme;*
— depuis 1985, la revue s'intitule : *Collection de l'économie du tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* ont connu une numérotation continue de 1 à 29.

Les n° 4 (décembre 1982), n° 8 (décembre 1983) et n° 12 (décembre 1984) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*).

A l'exception des numéros épuisés, le reste de la collection commencée en 1974 peut être commandé à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : (1) 48 34 92 75.

Les numéros les plus récents peuvent être achetés à la librairie de la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 40 15 71 13.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, 1re édition en 1983) contient la totalité des données disponibles par région et département depuis dix ans.

La direction des Industries touristiques édite également le *Mémento du tourisme*, un numéro par an, et *flash-tourisme,* mensuel, que l'on peut se procurer en écrivant au bureau des Statistiques et de la Comptabilité économique de la Direction des Industries touristiques, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.

- INSEE, Direction des statistiques démographiques et sociales. Division « Conditions de vie des ménages ».

Debrey (P.). — « Les vacances des Français en 1973 », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 41, février 1973.

« Enquête annuelle d'entreprise. Les agences de voyage en 1986 », *Archives et documents,* n° 238, 1988.

Bertrand (M.). — « La France sous la tente », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978.

Bertrand (M.). — « Vacances : en hiver aussi », *Économie et statistique,* n° 111, mai 1979.

Bertrand (M.). — « Les vacances des Français en 1981-1982 », *Collections de l'INSEE,* série M, n° 109, octobre 1984.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances des Français en 1983 et 1984 ». *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 114.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances des Français en 1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 125, juillet 1987.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1986-1987 », *Premiers résultats,* n° 109, décembre 1987.

Christine (M.). — « Les départs en vacances de l'été 1987 », *Premiers résultats,* n° 128, mai 1988.

Christine (M.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1987-1988 », *Premiers résultats,* n° 156, novembre 1988.

Christine (M.). — « Les vacances », *Données sociales,* édition 1987.

— Microfiches disponibles dans les Observatoires économiques régionaux « Vacances d'été, vacances d'hiver » chaque année depuis 1976.

- Autres.

Conseil économique et social : *Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques* (*JO* RF avis et rapport du Conseil économique et social, n° 18 du 4 août 1982, séances des 25 et 26 mai 1982).

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Vie associative

2. Jeunesse

3. Sports

1. Vie associative

11. Formation d'animateurs diplômés (BASE, CAPASE, DEFA)

(tableau 1)

Cette formation a principalement pour objet de valoriser les fonctions d'animateur professionnel (CAPASE: *certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives),* remplacé en 1980 par le DEFA : *diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation*), mais aussi d'animateur bénévole (BASE : *brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative).*

Le BASE, délivré par une commission départementale de la promotion socio-éducative (CODEPSE), sanctionne une expérience pratique d'animation. L'animateur titulaire du BASE intervient dans le domaine éducatif ou social, pour encadrer un groupe, gérer un établissement ou un équipement, ou animer un secteur géographique particulier.

La préparation du CAPASE s'effectuait par des stages courts donnant droit à l'attribution d'unités de valeur, auxquels s'ajoutaient des contrôles de connaissances et des épreuves d'aptitude.

Pour le DEFA qui remplace ce certificat, deux cursus de formation ont été prévus :

— en cycle continu de trois ans dans un centre de formation agréé;

— en sessions discontinues sur une durée minimale de trois ans.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale chargé de la Jeunesse et des Sports (Bureau de liaison des actions ministérielles — DASE 10).

Les conditions d'accès sont les suivantes :

— justifier de trois ans d'activité professionnelle;
— ou de trois ans de responsabilité d'animation non professionnelle;
— ou être titulaire du BASE.

La formation comprend cinq unités de formation de cent soixante heures minimum chacune, suivies d'un contrôle de connaissances.

Les candidats doivent ensuite effectuer un stage pratique en situation de quatre à huit mois, puis une expérience d'animation de neuf mois, comportant un stage de deux cent quarante heures d'adaptation à la fonction, à l'issue duquel le DEFA est attribué.

12. Formation professionnelle continue
(tableau 2)

Formation professionnelle continue de longue durée.

Les animateurs professionnels peuvent suivre des stages de formation de longue durée variant de un à deux ans, soit dans des centres privés dépendant d'associations ayant passé des conventions de formation professionnelle avec le ministère, soit dans des centres publics de formation.

2. Jeunesse

21. Loisirs de vacances
Loisirs quotidiens
(tableaux 3 et 4)

L'objectif est de développer les activités de loisirs socio-éducatifs sur les lieux de vie et pendant les vacances en faveur des jeunes. Cette intervention s'effectue soit directement par les services du ministère, soit en apportant une aide aux associations nationales ou locales agréées et subventionnées, aux collectivités locales et aux établissements scolaires.

Les grands axes d'action sont :

— la promotion des activités de loisirs quotidiens en faveur des enfants et des adolescents;
— l'accroissement de l'aide en faveur des centres de vacances;
— le développement de l'aide à la vie associative;
— le développement des actions favorisant une meilleure protection et une meilleure insertion des jeunes.

A cet effet sont prévus des stages « jeunes volontaires » pour des jeunes de 18 à 25 ans, sans emploi ou désirant changer d'emploi, mais n'étant pas en cours de formation. Ces stages, de six mois à un an (plus de 11 000 stages en 1983, environ 120 000 stages en 1986), sont rattachés à ceux de la formation professionnelle; ils sont proposés par des organismes du secteur non marchand :

— l'aide à l'initiative des jeunes;
— l'accroissement des échanges internationaux de jeunes.

22. Formation des cadres de Centres de vacances
(tableau 5)

Une habilitation est accordée par le ministère à des associations, pour l'organisation de sessions de formation d'animateurs et de directeurs.

Le BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur en centres de vacances) comporte trois étapes :

— une session de formation théorique de huit jours;
— un stage pratique dans un centre de vacances de quinze à vingt-quatre jours suivant le type de centre;
— une session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation de cinquante heures de travail en six jours.

Le BAFA peut être suivi du BAFD (*brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances*). Il prévoit :

— une session de formation de dix jours;
— un stage pratique effectué en qualité de directeur de centre de vacances ou de loisirs en situation de responsabilité totale;
— une session de perfectionnement de six jours;
— un deuxième stage qui permet d'établir un bilan d'ensemble de la formation.

23. Centres de loisirs sans hébergement
(tableaux 6 à 8)

Les centres de loisirs sans hébergement, qui en 1970 ont remplacé les centres aérés, s'adressent à des enfants de 4 à 16 ans.

Ces centres de loisirs sont ouverts pendant les périodes de vacances scolaires et parfois les mercredi, samedi et dimanche. Ils accueillent les enfants en demi-pension dans des équipements situés la plupart du temps à la périphérie des villes. Ils sont organisés par des municipalités, par des associations ou par des comités d'entreprises.

3. Sports

31. Pratique sportive pour le plus grand nombre
(tableaux 9 à 14)

Une des actions engagées par le ministère en matière de sport est de développer la pratique sportive pour le plus grand nombre en faisant connaître les bienfaits de la pratique sportive et en donnant les moyens de pratiquer sans chercher à atteindre le haut niveau. Dans ce but le ministère apporte :

— des moyens en personnel (conseillers techniques, collaborateurs saisonniers, moniteurs itinérants, assistants sportifs);
— des moyens en matériel technique et pédagogique. Il verse des subventions sous des formes diverses, en provenance de son budget et du fonds national pour le développement du sport (section sport de masse).

32. Sport de haute compétition
(tableau 15)

La promotion du sport de haute compétition est un objectif reconnu pour la force d'attraction que les champions sportifs exercent sur la masse et donc sur le développement d'une pratique sportive pour tous. Elle est en outre nécessaire à la bonne représentation du sport français dans les grandes compétitions internationales.

Les fédérations sportives organisent les compétitions, sélectionnent les athlètes et établissent les programmes

d'entraînement. L'aide de l'État dans ce domaine prend la forme de subventions versées aux fédérations à partir du budget du secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Jeunesse et des Sports, et des ressources du fonds national pour le développement du sport (section sport de haut niveau).

De plus le ministère recrute du personnel technique hautement qualifié (directeurs techniques nationaux, entraîneurs nationaux et conseillers techniques) qu'il met à la disposition des fédérations sportives.

Afin d'offrir à des espoirs sportifs des conditions de scolarisation leur permettant une poursuite normale de leurs études secondaires et supérieures, en même temps qu'un entraînement physique adapté à la pratique sportive de haut niveau et la participation aux compétitions, une action en faveur des sections « sport-études » est poursuivie, en coordination avec plusieurs administrations et organismes.

Enfin, depuis 1985, ont été créés des centres permanents d'entraînement et de formation pour les sportifs de haut niveau sortis du système scolaire.

33. Formation de cadres : les brevets d'État à trois degrés d'éducateur sportif

Le brevet d'État à trois degrés permet d'exercer la profession d'éducateur physique ou sportif. Les examens pour l'obtention de ce brevet intéressent la plupart des activités sportives et sanctionnent une formation commune à tous les sports et une formation spécifique à la discipline concernée. Cette formation doit permettre de donner ainsi à tous les groupements sportifs un personnel d'encadrement qualifié. Un tableau présentant le nombre de brevets d'État délivrés a été publié dans les précédentes éditions de cet annuaire.

34. Médecine du sport
(tableau 16)

La médecine du sport a pour but de favoriser les effets bénéfiques de la pratique des activités physiques et sportives à tous les stades du développement de l'homme et de protéger les pratiquants contre les nuisances dues à une activité sportive insuffisante, excessive ou inadaptée.

Les deux axes de cette politique sont :
— d'une part, des actions de recherche, d'enseignement et de formation;
— d'autre part, un accroissement de l'effort en faveur de l'exercice de la médecine dans le domaine du sport; cet effort porte :

- *Dans le cadre des activités sportives générales :*
  - — sur le contrôle médical sportif : médecine préventive;
  - — sur la médecine de soin : traumatologie et réadaptation.
- *Dans celui de la haute compétition :*
  - — sur la surveillance médicale de l'entraînement des athlètes de haut niveau, hygiène sportive et psychologie du sport;
  - — sur la lutte antidopage.

⁂

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	Année scolaire										
	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
BASE (1) [diplômes délivrés]	1.619	1.842	1.799	1.346	1.001	1.295	1.479	1.567	1.328	...	///
CAPASE (2) (3) :											
— admis à la session d'ouverture.....	890	1.074	632	///	///	///	///	///	///	///	///
— diplômes délivrés	416	296	334	///	///	///	///	///	///	///	///
DEFA :											
— candidats en cours de formation au 31 décembre de l'année de référence.....	///	///	///	5.099	6.773	8.325	8.561	10.508	12.081	13.389	14.197
— diplômes délivrés	///	///	///	18	26	136	256	252	264	322	352

(1) Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative. — (2) Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives. — (3) La formation d'animateurs CAPASE a été supprimée en 1980 et remplacée par le DEFA (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation).

TABLEAU E.04-2

Formation professionnelle continue de longue durée d'animateurs

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Stagiaires pris en charge	1.088	1.130	1.070	1.054	843	570	(1) ●	(1) ●	(1) ●
Nombre de conventions passées	31	30	30	31	31	38	(1) ●	(1) ●	(1) ●
Centres publics organisant des stages de formation professionnelle continue de longue durée (INEP, CREPS)	5	5	5	5	7	9	9	10	10
Centres privés de formation (fonctionnant avec convention depuis 1971)	26	28	31	33	31	11	11	10	10

(1) Le nombre de stagiaires et le nombre de conventions ne peuvent être connus en raison de la décentralisation.

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Unité : Millier d'enfants

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	22,0	20,6	21,5	20,2	22,4	19,1	21,4	23,7	24,9	20,5	23,7
Centres de vacances (6-12 ans)	683,7	659,9	660,7	644,0	623,9	564,9	531,5	503,2	512,8	476,8	498,8
Centres de vacances (12-18 ans)	307,1	291,6	281,7	284,0	312,2	299,5	303,0	312,2	322,4	310,5	301,2
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	93,9	98,1	96,7	102,9	102,1	99,7	103,9	102,7	110,0	105,4	109,8
Ensemble	**1.106,7**	**1.070,2**	**1.060,6**	**1.051,1**	**1.060,6**	**983,2**	**959,8**	**941,8**	**970,1**	**913,2**	**933,5**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU E.04-4

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Pâques et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Unité : Millier d'enfants

	1986			1987				1988			
	Noël 85/86	Février 86	Pâques 86	Noël 86/87	Février 87	Pâques 87	Toussaint 87	Noël 87/88	Février 88	Pâques 88	Toussaint 88
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	0,3	1,3	2,9	0,3	2,0	3,3	0,5	0,3	1,6	2,9	0,3
Centres de vacances (6-12 ans)	16,7	77,6	76,5	14,7	100,1	63,3	7,2	12,6	92,6	70,9	7,2
Centres de vacances (12-18 ans)	22,9	64,8	53,4	16,8	79,7	40,3	3,0	17,4	79,2	48,9	2,2
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	0,8	2,9	4,4	1,2	4,0	6,0	0,9	0,9	3,7	6,0	0,9
Ensemble	**40,7**	**146,6**	**137,2**	**33,0**	**185,8**	**112,9**	**11,6**	**31,2**	**177,1**	**128,7**	**10,6**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU E.04-5

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
B.A.F.A. (1) [animateurs]	26.953	27.503	29.200	29.684	32.863	33.500	34.035	35.231	35.314	35.242	34.243
B.A.F.D. (2) [directeurs]	1.486	1.722	1.540	1.756	1.865	1.950	1.895	1.895	1.910	2.099	2.566

(1) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur. — (2) Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

		Directeurs			Animateurs		
	Nombre d'unités de direction	Diplômes BAFA (1) + BAFD (2)	Stagiaires	Exerçant par dérogation	BAFA (1)	Stagiaires	Sans diplôme
1985	20.286	9.153	8.492	3.349	59.488	42.118	37.997
1986	21.354	12.750	8.650	1.880	65.182	42.220	37.353
1987	22.857	13.371	8.842	1.525	70.547	43.470	37.482
1988	24.951	14.778	9.872	1.544	80.900	49.518	42.085

(1) BAFA : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs. — (2) BAFD : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	Organismes de tutelle				Implantations			
	Total	Municipalités	Associations privées	Comités d'entreprise	Total	Locaux spécifiques	Locaux scolaires	Autres implantations
1985	7.552	2.375	4.809	368	12.470	3.037	5.915	3.518
1986	7.872	2.386	5.197	289	12.962	3.187	5.809	3.966
1987	8.473	2.509	5.629	335	13.420	3.415	5.908	4.097
1988	9.357	2.732	6.268	357	14.193	3.488	6.230	4.395

TABLEAU E.04-8

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Périodes	Unités de direction			Effectifs d'enfants				
	1986	1987	1988	1986	1987	1988		
						Moins de 7 ans	7 ans et plus	Tous âges	Total
Mercredi	6.412	7.329	7.491	369.354	383.138	125.597	176.568	135.420	437.585
Semaine sauf mercredi	2.190	4.008	3.254	111.666	180.358	44.513	59.838	73.263	177.614
Février	4.260	4.878	5.316	193.414	235.788	77.488	107.240	82.519	267.247
Printemps	4.524	5.673	5.708	209.924	245.129	80.665	121.502	85.247	287.414
Vacances d'été	14.428	16.378	17.120	987.465	1.059.298	274.539	500.578	427.606	1.202.723
Toussaint	4.229	4.551	4.850	202.929	215.590	76.153	94.420	74.116	244.689
Noël	3.671	3.977	4.371	152.955	167.985	66.800	82.098	60.679	209.577

TABLEAU E.04-9

Licences sportives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

Année	Fédérations olympiques	Fédérations non olympiques	Groupements nationaux multisports	Groupements nationaux scolaires et universitaires	Total
1950	909.391	400.112	440.756	331.102	2.081.361
1951	1.129.132	414.941	338.529	338.024	2.220.626
1952	1.131.421	441.461	336.167	382.005	2.291.054
1953	951.962	440.977	386.234	400.832	2.180.005
1954	980.360	449.984	384.360	425.835	2.240.539
1955	932.551	466.708	394.982	469.879	2.264.120
1956	923.690	490.909	393.327	494.271	2.302.197
1957	858.226	519.883	401.708	554.212	2.334.029
1958	907.677	600.460	401.464	589.293	2.498.894
1959	987.854	603.351	446.635	659.819	2.697.659
1960	1.035.552	601.677	505.751	729.901	2.872.881
1961	1.106.552	659.816	549.466	838.082	3.153.916
1962	1.186.826	671.363	575.849	892.185	3.326.223
1963	1.228.336	659.420	585.446	853.575	3.326.777
1964	1.319.999	723.003	619.198	922.556	3.584.756
1965	1.468.901	755.788	581.110	1.013.317	3.819.116
1966	1.606.399	717.248	620.766	1.079.241	4.023.654
1967	1.759.683	861.900	737.533	1.150.481	4.499.597
1968	1.864.420	921.232	778.682	1.156.873	4.721.207
1969	2.084.683	944.250	683.124	1.192.047	4.904.104
1970	2.252.655	989.221	696.770	1.297.452	5.236.098
1971	2.409.958	1.053.705	741.132	1.443.644	5.648.439
1972	2.668.271	1.176.153	884.922	1.681.894	6.411.240
1973	2.754.151	1.266.148	921.892	1.734.605	6.676.796
1974	2.877.938	1.371.155	946.642	1.865.746	7.061.481
1975	2.994.693	1.463.819	1.061.285	1.861.857	7.381.654
1976	3.087.003	1.704.476	1.104.303	1.950.081	7.845.863
1977	3.347.569	1.871.283	1.175.495	2.117.637	8.511.984
1978 (1)	3.567.163	1.892.585	945.297	2.163.570	8.568.615
1979	3.750.190	2.269.404	1.050.416	2.035.564	9.105.574
1980	3.824.608	2.478.802	1.108.093	2.089.673	9.501.176
1981	4.989.680	2.554.250	1.103.288	2.176.422	10.823.640
1982 (2)	5.310.997	2.205.283	1.148.736	2.294.786	10.959.802
1983	5.620.054	2.190.713	1.218.487	2.338.059	11.367.313
1984	5.880.363	2.274.590	1.289.229	2.329.674	11.773.856
1985 (3)	5.999.285	2.335.912	1.366.863	2.320.110	12.022.170
1986	6.304.466	2.358.220	1.399.348	2.528.339	12.590.373
1987	6.422.386	2.481.704	1.299.496	2.347.969	12.551.555

(1) En 1978, non compris les licences de la FF twirling-bâton, de la FF de montagne, de la FF des pêcheurs en mer, de la FF de sauvetage et secourisme et les licences de l'Union sportive des travailleurs. — (2) À partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques. — (3) À partir de 1985, le badminton devient sport olympique.

TABLEAU E.04-10

Fédérations olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club : licence

Fédérations olympiques	Sections de clubs			Licences				
	1985	1986	1987	1985	1986	1987		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'athlétisme	1.745	1.753	1.690	115.314	114.900	78.848	35.950	114.798
Fédération française de badminton	e 180	e 250	...	6.717	8.520	7.119	3.928	11.047
Fédération française de basket	4.676	5.260	4.574	354.292	412.819	200.318	164.282	364.600
Fédération française de boxe	514	530	554	14.264	13.956	13.400	473	13.873
Fédération française de canoë-kayak	648	707	747	36.810	44.738	33.531	12.686	46.217
Fédération française de cyclisme	2.293	2.314	2.281	88.075	86.411	80.516	2.695	83.211
Fédération équestre française	1.729	1.349	1.385	147.108	160.910	60.813	106.095	166.908
Fédération française d'escrime	713	740	740	33.906	33.849	25.807	7.876	33.683
Fédération française de football	22.608	22.883	22.829	1.731.212	1.739.943	1.760.702	33.328	1.794.030
Fédération française de gymnastique	1.214	1.214	1.234	126.824	123.963	40.856	84.324	125.180
Fédération française d'haltérophilie et musculation, culturisme	434	446	732	18.013	20.225	25.192	3.697	28.889
Fédération française de hand-ball	2.578	2.582	2.537	175.399	175.666	117.558	61.747	179.305
Fédération française de hockey	127	118	128	8.015	7.955	6.836	1.730	8.566
Fédération française de judo et disciplines associées	4.751	4.835	4.950	382.544	390.794	311.510	77.718	389.228
Fédération française de lutte	266	283	246	11.266	9.895	8.378	1.804	10.182
Fédération française de natation	1.209	1.248	1.231	113.763	118.288	62.893	55.633	118.526
Fédération française de pentathlon moderne	11	9	7	162	164	107	52	159
Fédération française de ski	2.419	2.264	...	827.317	934.767	...	...	1.000.734
Fédération française des sociétés d'aviron	242	254	271	25.174	26.344	18.593	7.286	25.879
Fédération française des sports de glace	364	207	212	27.204	25.454	15.155	11.809	26.964
Fédération française de tennis	8.680	9.300	9.487	1.320.464	1.391.229	904.894	478.488	1.383.382
Fédération française de tennis de table	4.456	4.613	4.765	107.404	109.487	105.685	14.352	120.037
Fédération française de tir	2.094	2.153	2.118	131.113	124.733	111.382	11.419	122.801
Fédération française de tir à l'arc	1.107	1.296	1.333	23.672	25.598	22.489	6.242	28.731
Fédération française de volley-ball	1.576	1.706	1.675	67.400	67.349	43.812	29.169	72.981
Fédération française de voile	1.419	1.404	1.415	105.853	136.509	136.414	16.061	152.475
Totaux	**68.053**	**69.718**	**67.141**	**5.999.285**	**6.304.466**	///	///	**6.422.386**

TABLEAU E.04-11

Fédérations dites non olympiques agréées et délégataires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club
Licence

Fédération	Sections de clubs			Licences				
						1987		
	1985	1986	1987	1985	1986	Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'aéromodélisme (1)	477	●	●	10.149	●	●	●	●
Fédération nationale aéronautique (1)(2)	575	●	537	45.896	●	44.080	3.380	47.460
Fédération française de ballon au poing	40	39	37	689	862	806	13	819
Fédération française de base-ball et soft-ball	62	95	151	3.725	7.056	7.899	369	8.268
Fédération française de billard	403	416	421	11.313	11.800	12.835	231	13.066
Fédération française de boxe française	569	600	587	21.336	21.955	18.241	2.039	20.280
Fédération française de char à voile	45	●	47	1.576	●	1.287	243	1.530
Fédération française de course d'orientation	185	193	190	13.884	19.427	13.808	4.719	18.527
Fédération française des études et sports sous-marins	1.277	1.321	1.372	80.821	88.517	74.291	18.644	92.935
Fédération française de golf	276	332	432	76.837	97.019	80.108	41.274	121.382
Fédération française du jeu à XIII	300	300	306	27.359	29.003	28.548	1.511	30.059
Fédération française du jeu balle au tambourin	35	42	36	1.586	1.217	1.361	147	1.508
Fédération française du jeu de paume	17	18	19	552	646	665	●	665
Fédération française de joutes et sauvetage nautique (1)	74	●	●	3.175	●	●	●	●
Fédération française de karaté et arts martiaux	1.896	2.262	●	123.190	121.981	110.800	24.591	135.391
Fédération française de longue paume	45	45	45	1.524	1.701	1.365	270	1.635
Fédération française de montagne (1)	273	●	●	124.160	●	●	●	●
Fédération française de motocyclisme	988	1.048	1.085	12.174	12.897	●	●	31.995
Fédération française motonautique	59	70	87	903	1.598	1.347	75	1.422
Fédération française de parachutisme	347	355	370	20.501	20.946	18.392	2.614	21.006
Fédération française de patinage sur roulettes	257	275	273	11.873	12.370	8.930	3.578	12.508
Fédération française de pêche au coup	414	447	495	5.903	6.167	6.013	221	6.234
Fédération française des pêcheurs en mer	167	169	181	13.401	10.990	11.157	957	12.114
Fédération française de pelote basque	243	246	260	11.458	11.752	11.372	869	12.241
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7.629	7.754	7.801	488.842	490.414	437.246	48.349	485.595
Fédération française de planeur ultra léger motorisé	●	185	201	●	2.703	●	●	3.904
Fédération française de rugby	1.904	1.794	1.775	215.594	217.316	213.915	●	213.915
Fédération française de sauvetage et secourisme	161	186	202	8.644	9.202	10.734	7.184	17.918
Fédération française de ski nautique	166	186	198	8.280	10.308	7.529	3.497	11.026
Fédération française de sports automobiles	222	221	220	24.611	25.602	22.707	2.278	24.985
Fédération française de sport de boules	3.476	3.345	3.381	145.616	141.631	●	●	134.724
Fédération française des sports de quilles	567	●	300	20.431	●	16.403	2.465	18.868
Fédération française de squash raquettes	281	255	248	17.690	18.345	●	●	20.043
Fédération française de surf et skate	75	69	85	2.293	2.497	4.015	530	4.545
Fédération française de trampoline	72	73	75	6.357	4.580	3.000	3.207	6.207
Fédération française de twirling bâton (3)	649	582	549	16.986	16.858	12.126	186	12.312
Fédération française de vol libre	200	223	320	6.655	8.094	●	●	12.330
Fédération française de vol à voile	150	153	159	11.540	11.812	11.403	1.010	12.413
Total général	**23.927**	**23.299**	**22.445**	**1.580.538**	**1.438.515**	///	///	**1.569.830**

(1) À partir de l'année 1986, les Fédérations d'aéromodélisme, d'aéronautique, de joutes et sauvetage nautique et de montagne appartiennent au groupe des « Fédérations *non olympiques agréées* ». — (2) En 1987, la Fédération française d'aéromodélisme et la Fédération française de char à voile reçoivent à nouveau une délégation. — (3) À partir de l'année 1986, la Fédération française de twirling bâton appartient au groupe des « *Fédérations non olympiques agréées et délégataires* ».

TABLEAU E.04-12

Fédérations dites non olympiques agréées : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club
Licence

Fédération	Sections de clubs			Licences				
	1985	1986	1987	1985	1986	1987		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'aéromodélisme (1)	●	464	423	●	11.379	///	///	11.797
Fédération française d'Aikido, Aikibudo, AFF	///	///	542	///	///	12.485	4.677	17.162
Fédération française d'Aikido et de budo	///	///	●	///	///	13.608	4.695	18.303
Fédération française de « ball-trap »	///	///	456	///	///	6.873	220	7.093
Fédération française d'aérobic, stretching	135	129	●	9.726	9.984	●	●	●
Fédération française de montagne (1)	●	293	2.033	●	123.968	●	●	122.670
Fédération française de course camarguaise	133	211	●	283	1.257	●	●	●
Fédération française de course landaise	193	209	●	2.247	2.066	●	●	●
Fédération française de cyclotourisme	2.657	2.701	2.733	88.150	94.296	80.545	16.852	97.397
Fédération française de danse art chorégraphique	479	557	626	35.798	31.743	●	35.679	35.679
Fédération française d'éducation physique, gymnastique volontaire	5.789	5.560	5.469	330.298	320.845	20.728	275.150	295.878
Fédération française de javelot, tir cible	92	98	101	1.930	2.303	2.224	138	2.362
Fédération de joutes et sauvetage nautique (1)	●	74	74	●	3.163	2.745	338	3.083
Fédération française de pêcheurs sportifs	41	40	48	1.049	1.088	1.027	17	1.044
Fédération nationale d'aéronautique (1)(2)	●	549	●	●	46.225	●	●	●
Poney club de France	312	318	331	22.821	25.555	///	///	28.529
Fédération française de randonnée pédestre	488	557	687	217.326	222.186	///	///	235.000
Fédération française de la retraite sportive	///	///	199	///	///	///	///	5.761
Fédération française de rugby féminin	30	31	33	841	910	85	810	895
Fédération française de spéléologie	522	522	553	6.952	7.360	5.750	1.211	6.961
Férération française de tchouk-ball	50	●	●	2.754	●	●	●	●
Association nationale de tourisme équestre	653	591	747	13.550	10.913	7.519	7.385	14.904
Fédération française de twirling bâton (3)	649	●	●	16.986	●	●	●	●
Fédération française de viet-vo-dao	95	95	●	4.663	4.464	●	●	●
Comité national pour le développement du triathlon	///	///	278	///	///	///	///	7.356
Total général	**12.318**	**12.999**	**15.333**	**755.374**	**919.705**	///	///	**911.874**

(1) À partir de l'année 1986, les Fédérations d'aéronautique, d'aéromodélisme, de joutes et sauvetage nautique et de montagne appartiennent au groupe des « Fédérations *non olympiques agréées* ». — (2) En 1987, la Fédération nationale d'aéronautique reçoit à nouveau une délégation. — (3) À partir de l'année 1986, la Fédération française de twirling bâton appartient au groupe des « Fédérations *non olympiques agréées et délégataires* ».

TABLEAU E.04-13

Fédérations et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives.

Unités : Section de club
Licence

Fédérations et groupements multisports affinitaires	Sections de clubs			Licences				
	1985	1986	1987	1985	1986	1987		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française du sport adapté	261	252	386	9.795	14.121	12.217	5.596	17.813
Espérance arabe	217	221	259	86.681	93.592	105.416	4.852	110.268
Fédération de handisport	250	272	272	9.054	9.494	7.112	3.048	10.160
Fédération des sourds de France	58	63	61	2.138	1.938	1.717	408	2.125
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2.397	2.497	2.418	140.025	141.882	20.345	120.185	140.530
Fédération nationale du sport en milieu rural	1.098	929	1.165	58.735	52.402	///	///	91.255
Fédération sportive et culturelle de France	2.189	2.177	2.161	188.986	189.727	111.058	88.768	199.826
Fédération sportive et culturelle MACCABI	●	22	8	2.930	2.975	1.971	308	2.279
Fédération sportive et gymnique du travail	4.040	3.895	3.873	357.563	345.647	///	///	296.809
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	11.020	10.945	12.189	458.113	447.112	286.069	142.362	428.431
Fédération française du sport travailliste	812	1.180	...	52.843	100.528	...	...	...
Ensemble	**22.342**	**22.453**	**22.792**	**1.363.933**	**1.399.348**	///	///	**1.299.496**

TABLEAU E.04-14

Fédérations sportives scolaires et universitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club
Licence

Fédération	Sections de clubs			Licences				
						1987		
	1985	1986	1987	1985	1986	Hommes	Femmes	Total
Union nationale du sport scolaire (UNSS)	8.072	8.294	8.694	884.692	880.257	514.077	376.221	890.298
Fédération nationale du sport universitaire (FNSU)	484	485	552	60.417	62.186	49.257	16.080	65.337
Union du sport de l'enseignement du premier degré (USEP)	18.542	18.264	15.102	962.059	952.173	487.495	351.216	838.711
Union générale du sport de l'enseignement libre (UGSEL)	1.868	6.035	3.134	412.942	633.723	///	///	553.623
Total général	**28.966**	**33.078**	**27.482**	**2.320.110**	**2.528.339**	///	///	**2.347.969**

TABLEAU E.04-15

Sections « sports-études »

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Année scolaire

	1984-85		1985-86		1986-87		1987-88			(1) 1988-89	
	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Centres permanents d'entraînement et de formation	Sections sports-études	Centres permanents d'entraînement et de formation
Nombre de sections ouvertes	169	289	165	323	173	349	169	349	104	154	104
Effectif	4.321	5.780	*e* 3.500	*e* 10.000	*e* 4.000	*e* 10.000	*e* 3.800	*e* 10.000	*e* 1.800	*e* 3.715	*e* 1.800
Nombre de spécialités enseignées	26	26	26	20	28	20	28	25	28	26	28

(1) À partir de l'année scolaire 1988-1989 les sections promotionnelles ne sont plus renseignées.

TABLEAU E.04-16

Médecine du sport

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Candidats reçus aux certificats d'études spécialisées de biologie et de médecine du sport	1.161	1.455	1.500	1.300	1.113	1.629	1.142	854
Centres médico-sportifs	364	390	390	390	444	450	450	(1) ●
Commissions médicales fédérales	43	44	44	46	49	51	51	59
Instituts régionaux de médecine du sport	6	10	12	17	20	21	21	21
Sportifs de haut niveau examinés	3.694	3.200	3.200	3.480	3.600	5.800	3.600	7.565
Élèves examinés dans les sections sport-études	2.891	3.098	3.614	4.500	4.500	7.209	7.000	7.476
Contrôles antidopage effectués	1.473	894	1.236	1.500	1.434	1.751	*r* 1.656	2.453

(1) Ces données ne sont plus comptabilisées au niveau central.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale chargé de la Jeunesse et des Sports : Bureau de liaison des actions ministérielles (DASE 10), 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 48 28 40 00.

Publications :

— Licences 1987.
— Centres de vacances et de loisirs, été 1989.
— Centres de vacances et de loisirs, Noël 1987, février 1988, Pâques 1988.
— Centres de loisirs sans hébergement 1988.
— Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation, DEFA 1988.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Courses de chevaux, pari mutuel
2. Loterie nationale
3. Jeux de casinos
4. Navigation maritime de plaisance
5. Équipement des ménages pour certains biens de loisirs

1. Courses de chevaux, pari mutuel

11. Organisation des courses

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de 270 sociétés, dont 5 sociétés parisiennes, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 13 septembre 1985, modifié par les arrêtés : des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988 et 31 mai 1989.

12. Enjeux et prélèvements
(tableaux 1 à 3)

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).

Les sommes engagées en paris sur les courses font l'objet :

— d'un prélèvement de base, d'une TVA répartie entre les sociétés et les parieurs (28 % au 1er décembre 1988, loi de finances pour 1989, n° 88.11.49 du 23 décembre 1988);
— d'un droit de timbre de 3,40 %.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 86-357 du 12 mars 1989.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor.

L'article 15 de la loi de finances pour 1965, modifié par l'article 7 de la loi de finances pour 1979, avait autorisé le Gouvernement à faire verser par chaque société parisienne la moitié de l'excédent de ses recettes nettes par rapport aux recettes nettes de l'exercice précédent.

2. Loterie nationale
(tableau 4)

21. Modalités générales de fonctionnement

La Loterie nationale a été instituée par l'article 136 de la loi de finances du 31 mai 1933. Sa forme et son mode de fonctionnement ont été arrêtés par décrets. Depuis le 1er janvier 1979, l'organisation et l'exploitation de la Loterie nationale et des tirages supplémentaires de la Loterie

nationale dénommés Loto national sont confiés à une société d'économie mixte, la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Les billets sont vendus par l'intermédiaire des comptables publics et de douze organismes émetteurs de dixièmes de billets agréés par la Loterie nationale.

Avant le tirage de chaque tranche, les billets et dixièmes de billets en excédent peuvent être repris dans certaines conditions par la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Conformément à l'article 2 du décret du 8 septembre 1933, le droit au paiement des lots d'une tranche se prescrit dans un délai de six mois à compter du jour du tirage. Pour ce qui est des dixièmes de billets, le délai de prescription est de douze mois.

22. Tirages et résultats

La Loterie nationale a procédé au tirage de 125 tranches en 1987 et de 105 tranches en 1988, dont 1 tranche de l'Association Européenne des loteries d'État, le 8 octobre 1988 se répartissant ainsi :

1987	1988	
124	91	tranches à 92 F le billet
///	14	tranches à 184 F le billet
1	—	tranche à 230 F le billet

Pendant cette période, le montant du gros lot a varié, selon la tranche, de 4 à 10 millions de F.

Le tableau 4 fait apparaître, pour chacune des années 1980 à 1988, le nombre de tranches, le nombre de billets placés, le placement net, le montant global des lots payés et le montant des prélèvements fiscaux et non fiscaux.

23. Tirages supplémentaires (Loto national)

Depuis mai 1976, un tirage supplémentaire est effectué chaque semaine, à l'occasion du tirage d'une tranche de la Loterie nationale, par extraction au hasard de 6 boules plus une 7e d'un appareil contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer à ces tirages supplémentaires, le joueur choisit 6 numéros qu'il coche sur un bulletin. Il fait valider ce bulletin dans un centre agréé par la Société de la Loterie nationale et du Loto national contre versement d'une mise s'élevant à 1 F pour chaque ensemble de 6 numéros.

Tout ensemble comportant au moins 3 numéros sur les 6 sortis au tirage est gagnant.

Depuis le 10 mars 1984, un second tirage supplémentaire hebdomadaire est organisé : les seuls bulletins pris en considération pour ce tirage sont ceux validés pour le premier tirage supplémentaire de la semaine.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les gains égaux ou supérieurs à 5 000 F. Leurs taux sont fixés par l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1986 du 11 juillet 1986.

Le même article affecte le produit de l'arrondissement des rapports au franc inférieur au budget général.

24. Loto sportif

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 a autorisé la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif, faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Depuis 1986, les événements sportifs retenus comme support du jeu sont des rencontres de football.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement ont été précisées par décrets.

Depuis le 14 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 événements sportifs, dont la liste est communiquée chaque semaine par la Société nationale des jeux et loteries.

À l'aide des bulletins disponibles dans tous les points de vente Loto, le joueur coche pour chaque événement sportif une des trois cases correspondant au résultat qu'il prévoit.

Le bulletin est validé contre le versement de la somme de 5 F, représentant la mise pour un jeu simple. Il est possible de composer un jeu multiple.

Les bulletins comportant 13, 12 ou 11 bons résultats sont gagnants. Par ailleurs, les bulletins comportant le numéro « pactole », compris entre 0 et 9, déterminé par tirage au sort, ont leurs gains doublés.

Les dispositions de l'article 6 de la loi du 11 juillet 1986 précitée sont également applicables aux gains réalisés au jeu du Loto sportif.

25. Tapis vert

Dans le cadre de la diversification de ses produits, la SLNLN a lancé en octobre 1987 le premier jeu quotidien en France : le Tapis vert.

Ce jeu consiste pour le joueur à choisir 4 cartes parmi les 32 cartes qui composent la grille proposée. Le joueur ne doit choisir qu'une carte par couleur.

Le tirage du Tapis vert est quotidien. À partir de 4 sphères affectées à chacune des 4 couleurs Pique, Cœur, Carreau, Trèfle et contenant chacune 8 boules marquées de l'as jusqu'au sept, sont extraites les 4 boules qui déterminent les 4 cartes gagnantes.

Les gains pour 4 bonnes cartes correspondent à 1 000 fois la mise, pour 3 bonnes cartes à 30 fois la mise et pour 2 bonnes cartes à 2 fois la mise.

Le montant minimum de mise est de 2 F.

3. Jeux de casinos
(tableau 5)

En application de la loi du 15 juin 1907 et du décret n° 59-1489 du 22 décembre 1959 modifié, réglementant les jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques, l'État et les communes exercent un prélèvement progressif sur le produit brut des jeux après abattement forfaitaire de 25 %. Le barème des prélèvements actuellement en vigueur a été fixé par le décret n° 86-1212 du 27 novembre 1986, pour application à compter du 1er novembre 1986.

En vertu des dispositions de la loi de finances du 7 février 1953, les communes où sont implantés des casinos bénéficient d'une somme égale à 10 % du montant du prélèvement progressif opéré par l'État dans la limite de 5 % des ressources ordinaires de la commune.

Par ailleurs, la loi du 27 avril 1946 prévoit en son article 44 un second prélèvement au profit des communes en

vertu des clauses des cahiers des charges imposés aux établissements de jeux, dans la limite de 15 % du produit brut des jeux.

La somme des prélèvements opérés par l'État et par la commune ne peut dépasser 80 % du produit considéré.

Enfin, l'article 72 de la loi de finances pour 1962 prévoit la possibilité pour les casinos de bénéficier d'un abattement supplémentaire de 10 % maximum du produit brut des jeux correspondant au déficit résultant des manifestations artistiques de qualité qu'ils organisent et aux dépenses d'équipement et d'entretien à caractère immobilier qu'ils prennent en charge dans les établissements hôteliers ou thermaux situés dans le département du siège du casino ou dans les départements limitrophes.

4. Navigation maritime de plaisance

(tableaux 6 à 9)

Les données statistiques de ce paragraphe sont établies par le bureau de la navigation de plaisance et le centre administratif des Affaires maritimes.

En ce qui concerne l'effectif de la flotte, chaque direction des affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées.

D'autre part, la production ou la facturation des bateaux de plaisance et des planches à voile sont données au chapitre K.10 « Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses ».

5. Équipement des ménages pour certains biens de loisirs

(tableau 10)

L'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats », effectuée trois fois par an, donne périodiquement des informations sur certains biens de loisirs.

* * *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux

Répartition appliquée depuis le 1er janvier 1988 (3)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt (Service des haras)

En %

Bénéficiaire	PMH			PMU		
	Paris (1)	Région parisienne (2)	Autres hippodromes	Paris (1)	Région parisienne (2)	Autres hippodromes
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret						
Sociétés de courses (HT)	10,500	10,500	11,720	10,357	10,183	10,229
Budget général	–	–	–	–	0,071	–
Ville de Paris	1,500	–	–	1,500	–	–
Fonds national des haras et des activités hippiques	1,860	3,360	–	1,300	1,776	1,213
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	–	–	2,400	0,739	1,866	2,426
Fonds national pour le développement du sport	–	–	–	0,077	0,077	0,077
Fonds national pour le développement de la vie associative	–	–	–	0,074	0,074	0,074
Total	13,860	13,860	14,120	14,047	14,047	14,019
2. Prélèvements fiscaux (4)						
Timbre	3,000	3,000	3,000	3,000	3,000	3,000
TVA sur prélèvements sociétés	3,500	3,500	3.910	3,453	3,395	3,410
Ensemble	20,360	20,360	21,030	20,500	20,442	20,429

(1) Auteuil, Longchamp, Vincennes. — (2) Enghien, Évry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud. — (3) Décret n° 88-590 du 8-05-1988. — (4) À partir du 1er décembre 1988, les taux des prélèvements fiscaux sont les suivants : pour le timbre, 3,400; pour la TVA sur prélèvements sociétés : PMH : 2,9400 pour Paris et la Région parisienne, 3,2816 pour les autres hippodromes. — PMU : 2,89996 pour Paris, 2,85124 pour la Région parisienne, 2,86412 pour les autres hippodromes.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt (Service des haras) — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8	2.217,0	2.598,1	2.696,8	2.714,0	2.505,8	2.532,2	2.496,5

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt (Service des haras) — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Montant des entrées	36,0	42,0	46,0	53,2	57,2	61,5	69,7	70,3	71,9	77,1	...
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	2.481	2.689	2.939	3.171	3.393	3.549	3.707	3.752	3.808	3.749	3.786
Sommes engagées au pari mutuel urbain.	15.186	16.686	18.954	19.902	22.093	24.750	26.436	25.844	26.215	27.510	29.972
dont : *tiercé et quarté* (1)	*7.792*	*9.182*	■ *10.636*	*11.413*	*12.449*	*13.683*	*14.567*	*13.488*	*13.366*	■ *13.770*	*15.638*

(1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul. Depuis 1987, tiercé, quarté et quarté +.

TABLEAU E.05-4

Loterie nationale - Loto national

Source : Société de la loterie nationale et du loto national

	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
LOTERIE NATIONALE :										
Nombre de tranches	Tranche	68	84	81	82	100	107	112	125	105
Nombre de billets placés	Millier	8.775	10.499	9.054	8.905	21.962	38.064	38.046	45.071	40.076
Placements nets	Million de F	445	497	540	527	1.705	2.885	2.801	3.130	2.574
Lots à payer (1)	»	267	310	320	312	1.043	1.743	1.675	1.928	1.585
Prélèvements non fiscaux	»	157	164	193	187	532	920	906	945	765
Prélèvements fiscaux	»	21	23	27	28	130	222	220	257	224
LOTO NATIONAL :										
Nombre de bulletins	Millier	625.230	711.600	735.362	772.354	690.470	652.211	639.757	610.983	607.426
Montant des mises	Million de F	6.132	7.228	7.743	8.371	10.956	11.799	11.662	11.475	11.657
Lots à payer	»	3.348	3.946	4.228	4.570	5.821	6.254	5.821	5.477	5.525
Prélèvements non fiscaux	»	2.413	2.846	3.078	3.323	4.329	4.718	4.785	4.748	4.825
dont : Mouvement sportif	»	123	145	155	209	219	236	233	229	289
Prélèvements fiscaux	»	371	436	437	478	806	827	893	876	887
dont : TVA	»	187	219	205	227	477	473	543	532	534
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	///	///	///	///	102	252	290
Produit des arrondis	Million de F	///	///	///	///	///	///	61	122	130
LOTO SPORTIF :										
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	///	68.338	168.975	156.798	122.159
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	///	771	1.904	1.565	1.539
Lots à payer	»	///	///	///	///	///	370	914	717	715
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	///	354	846	719	687
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	///	///	231	450	469	462
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	///	47	115	95	93
dont : TVA	»	///	///	///	///	///	24	58	48	46
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	///	///	///	///	27	29	42
Produit des arrondis	Million de F	///	///	///	///	///	///	2	5	2
TAPIS VERT :										
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	///	///	///	29.970	131.347
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	///	///	///	295	1.182
Lots à payer	»	///	///	///	///	///	///	///	150	701
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	///	134	436
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	///	11	45

(1) Depuis 1985, lots à payer au titre de l'année concernée. Avant cette date figuraient les lots effectivement payés au cours de l'année.

TABLEAU E.05-5

Revenus des jeux de casinos (1)

(France métropolitaine - Départements et territoires d'outre-mer)

Source : Direction des Industries touristiques — *Unité :* Millier de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Produit brut des jeux	546.864,5	629.819,6	597.237,4	720.762,0	725.716,2	858.858,4	946.098,1	980.551,0	842.423,2	1.014.090,2	1.238.904,5
Part de l'État	190.157,2	220.785,1	180.375,9	226.996,9	226.796,6	284.022,9	314.917,2	326.997,6	262.297,5	292.057,1	385.000,9

(1) La saison de l'année (*n*) s'étend du 1er novembre de l'année (*n* — 1) au 31 octobre de l'année (*n*).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 30 septembre

Source : Secrétariat d'État à la Mer (Bureau de la plaisance) — *Unité* : Navire

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
France métropolitaine :										
Voiliers	173.101	183.840	192.740	199.590	205.226	209.931	214.438	218.709	222.453	226.406
soit : 2 tonneaux et moins	111.132	114.539	117.409	119.353	120.819	122.120	123.283	124.289	125.224	126.819
Plus de 2 tonneaux	61.969	69.301	75.331	80.237	84.407	87.811	91.155	94.420	97.229	99.587
Navires à moteurs	313.960	337.523	359.174	379.838	399.497	416.369	433.199	450.551	467.586	486.611
soit : 2 tonneaux et moins	256.772	275.771	293.369	310.909	327.263	341.080	354.689	368.418	381.318	395.699
Plus de 2 tonneaux	57.188	61.752	65.805	68.929	72.234	75.289	78.510	82.133	86.268	90.912
Ensemble des navires	**487.061**	**521.363**	**551.914**	**579.428**	**604.723**	**626.300**	**647.637**	**669.260**	**690.039**	**713.017**
soit : 2 tonneaux et moins	367.904	390.310	410.778	430.262	448.082	463.200	477.972	492.707	506.542	522.518
Plus de 2 tonneaux	119.157	131.053	141.136	149.166	156.641	163.100	169.665	176.553	183.497	190.499
Départements d'outre-mer (1) :										
Voiliers	944	1.216	1.068	1.117	1.154	1.196	1.245	1.309	1.455	1.544
Navires à moteurs	4.387	4.695	5.085	5.313	5.637	5.943	6.239	6.424	6.710	7.167
Territoires d'outre-mer (2) :										
Voiliers	361	408	466	507	575	627	678	719	756	805
Navires à moteurs	5.867	6.285	6.597	6.837	7.100	7.219	7.326	7.455	7.839	8.302

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon. — (2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.